RAA 374
JANVIER 2018
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Les actes réglementaires pris par les autorités régionales sont publiés dans un recueil des actes administratifs (articles L. 4141-3 et R.4141-1 du CGCT).

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du conseil régional,
- les délibérations de la commission permanente,
- les vœux du conseil régional,
- les arrêtés de la présidente du conseil régional,
- les questions écrites à la présidente du conseil régional,
- les circulaires de la Région,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région (CESER),
- les délibérations de l'agence des espaces verts de la Région (AEV).

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2018-076 du 24 janvier 2018 portant sur l'habilitation de la Présidente du Conseil régional à signer un accord de coopération avec le District autonome d'Abidjan (Côte d'ivoire)……..7

- N° CP 2018-045 du 24 janvier 2018 portant sur l'attribution de subventions et affectations d'autorisations d'engagement dans le cadre des coopérations décentralisées - Affectations provisionnelles et régularisation……..16

STRATEGIE INSTITUTIONNELLE

- N° CP 2018-131 du 24 janvier 2018 portant sur l'adhésion de la région Île-de-France à l'« Association pour la Grande Métropole -Association des collectivités d'Île-de-France »……...82

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- N° CP 2018-053 du 24 janvier 2018 portant sur Paris région up - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs Pm'up,Tp'up et Back'up - Dotation du programme d'investissements d'avenir - Promotion des aides régionales……84

- N° CP 2018-027 du 24 janvier 2018 portant sur le soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité AStech Paris Région, Cap Digital Paris Région, Cosmetic Valley, Finance Innovation, Mov'eo, Systematic Paris Région - 24eme Appel à Projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) – Régions……139

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & SMART REGION

- N° CP 2018-028 du 24 janvier 2018 portant sur la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien aux Paris Région Smart Weeks Events 2018, soutien à Paris Région Entreprises……177

AGRICULTURE ET RURALITE

- N° CP 2018-038 du 24 janvier 2018 portant sur les contrats ruraux - décisions - Affectations sur les dispositifs contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle……211

- N° CP 2018-043 du 24 janvier 2018 portant sur les Parcs naturels régionaux PNR - contrats de parcs - Frais de structure - convention type - PNR du gâtinais et de la haute vallée de Chevreuse - subventions réaffectation - Mise en œuvre du pacte rural - aide aux commerces de proximité en milieu rural et aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural : première affectation……..335

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 2018-005 du 24 janvier 2018 portant sur l'enquête d'insertion des lycéens IVA……429

- N° CP 2018-008 du 24 janvier 2018 portant sur les aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide aux frais de concours aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires……431

- N° CP 2018-010 du 24 janvier 2018 portant sur le protocole d'accord transactionnel - Opération de Restructuration partielle du lycée André Sabatier à Bobigny - Lot n°8 Électricité courants forts / courants faibles……448

- N° CP 2018-014 du 24 janvier 2018 portant sur la convention relative au contrôle de conformité des branchements d'assainissement entre la région et le SIVOA……..457

- N° CP 2018-016 du 24 janvier 2018 portant sur à la convention relative à la gestion de la cité scolaire du second degré pour le département de Seine-et-Marne……466

- N° CP 2018-019 du 24 janvier 2018 portant sur les travaux dans les EPLE de la région Île-de-France - 1er rapport de l'année 2018……487

- N° CP 2018-021 du 24 janvier 2018 portant sur la politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics……508

- N° CP 2018-022 du 24 janvier 2018 portant sur les forfaits d'Externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2018 - Premier Rapport……523

- N° CP 2018-023 du 24 janvier 2018 portant sur le soutien à l'apprentissage du Latin en Île-de-France - Cérémonie de restitution des voyages à Auschwitz-Birkenau……531

- N° CP 2018-026 du 24 janvier 2018 portant sur les conventions d'utilisations d'équipements sportifs : Lycées L'Essouriau aux Ulis (91), Jean Perrin et Jacques Prévert à Longjumeau (91) et Lavoisier à Porcheville (78)……533

- N° CP 2018-029 du 24 janvier 2018 portant sur les travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 1er rapport de l'année 2018……...576

- N° CP 2018-030 du 24 janvier 2018 portant sur l'autorisation de signer un protocole transactionnel avec l'entreprise SDEL ITT, titulaire du lot 6 (Électricité courants forts et courants faibles) de l'opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora Tristan à Noisy-le-Grand……590

- N° CP 2018-031 du 24 janvier 2018 portant sur le développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels d'Île-de-France 2017 – 2018……...600

- N° CP 2018-033 du 24 janvier 2018 portant sur la sécurisation des Lycées - Première Affectation - Budget 2018……621

- N° CP 2018-037 du 24 janvier 2018 portant sur les équipements Pédagogiques dans les EPLE - Diverses politiques régionales - Premier rapport de l'année 2018……...646

- N° CP 2018-041 du 24 janvier 2018 portant sur la carte unique des formations professionnelles initiales adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2018……657

- N° CP 2018-042 du 24 janvier 2018 portant sur la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires du second degré pour 2018 : Affectations d'autorisations d'engagement - Affectation de dotation globale de fonctionnement et de dotations pour la maintenance immobilière 2018pour le nouveau lycée de Boulogne-Billancourt (92) - Affectation d'une autorisation d'engagement pour l'utilisation du plateau technique du collège le Luzard à Noisiel (77) pour 2018……674

- N° CP 2018-044 du 24 janvier 2018 portant sur l'accès internet très haut débit dans les lycées franciliens - Nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2018……686

- N° CP 2018-046 du 24 janvier 2018 portant sur les dotations pour la maintenance immobilière - 1er rapport de l'année 2018 - Marchés - Fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées franciliens - Complément d'affectation provisionnelle……689

- N° CP 2018-047 du 24 janvier 2018 portant sur le plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 - deuxième année de mise en œuvre - 1er rapport……..697

FINANCES

- N° CP 2018-062 du 24 janvier 2018 portant sur les rapports annuels des sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales SAEM Citallios - Semapa - SEM Genopole - SEM Energies Posit'if- SAERP - Exercice 2016……...739

CULTURE, PATRIMOINE ET CREATION

- N° CP 2018-057 du 24 janvier 2018 portant sur l'affectation des avances des subventions 2018 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale - Choeur Régional VITTORIA d'Île-de-France - Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) - Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF) - EPCC des Arts de la scène et de l'image en Île-de-France (ARCADI) - EPCC Commission du Film d'Île-de-France (CFIDF) Motif - Affectations provisionnelles 2018 Domaine de Villarceaux et ONDIF……741

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES

- N° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 portant sur la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, imagine R)……791

AFFAIRES EUROPEENNES

- N° CP 2018-024 du 24 janvier 2018 portant sur la mise en oeuvre de la stratégie européenne. Affectations provisionnelles, Île-de-France Europe et première action de coopération 2018……...819

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2018-065 du 24 janvier 2018 relative à la relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence - Favoriser la mobilité internationale des étudiants - Portail de l'orientation - Premières affectations 2018….841

- N° CP 2018-066 du 24 janvier 2018 portant sur l'attribution de subventions dans le cadre du soutien aux programmes 2018 des domaines d'intérêt majeur - Dotation 2018 du GIP Genopole (1ère affectation) - Réaffectation d'autorisation de programme pour le DIM ISC PIF - Réaffectation d'autorisation d'engagement pour le DIM MALINF……861

SPORTS, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2018-061 du 24 janvier 2018 portant sur l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France - dispositif équipements de proximité……894

- N° CP 2018-068 du 24 janvier 2018 portant sur l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de- France et affectations d'autorisations d'engagement…….936

- N° CP 2018-067 du 24 janvier 2018 portant sur la première affectation 2018 en faveur du Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes - Soutien à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes et contre les violences faites aux femmes - Affectation au titre des expressions citoyennes et pour l'organisation du concours « les chanté nwel en Île-de-France »……980

SOLIDARITES, SANTE ET FAMILLE

- N° CP 2018-049 du 24 janvier 2018 portant sur les formations sanitaires et sociales - Aides individuelles : Première affectation pour 2018……...1025

- N° CP 2018-063 du 24 janvier 2018 portant sur la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles première affectation pour 2018……1031

- N° CP 2018-011 du 24 janvier 2018 portant sur l'action régionale au profit des fonds de compensation du handicap des MDPH d'Île-de-France - Première affectation pour 2018 et Affectation provisionnelle au profit du Conseil Consultatif du Handicap d'Île-de-France (CCH)…….1062

- N° CP 2018-064 du 24 janvier 2018 portant sur les premières affectations 2018 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la santé (CRIPS, ORS, TSHIF) et au titre de la politique régionale de santé……1087

- N° CP 2018-020 du 24 janvier 2018 portant sur les formations sanitaires et sociales : Avances sur la subvention globale de fonctionnement 2018 - Programme régional de qualification par la formation continue……..1109

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CP 2018-097 du 24 janvier 2018 portant sur le Parc de la poudrerie en Seine-Saint-Denis : Approbation du protocole relatif à la mise en œuvre du projet d'avenir du parc forestier de la poudrerie……1142

- N° CP 2018-101 du 24 janvier 2018 portant sur l'approbation du règlement d'intervention modifié du plan vert de l'Île-de-France……..1154

- N° CP 2018-052 du 24 janvier 2018 portant sur le contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) - affectations - Car avec Morainvilliers - CRT d'Etiolles - avenant 1……1166

- N° CP 2018-017 du 24 janvier 2018 relative aux organismes extérieurs bénéficiant des concours de la région dans les secteurs de l'Aménagement des territoires, de l'Environnement et de l'Agriculture - Première affectation de subventions 2018 - IAU Ile-de- France - Agence des espaces verts (AEV) - BRUITPARIF – CERVIA……...1246

- N° CP 2018-036 du 24 janvier 2018 portant sur l'affection de subvention a AIRPARIF premières affectations 2018 - Affectation au titre de la planification économie circulaire et déchets……..1254

- N° CP 2018-095 du 24 janvier 2018 portant sur la convention de coopération entre la Région Île-de-France et les différents acteurs publics qui vont contribuer à la conception et à la réalisation de la biennale internationale de l'architecture, de la ville et du paysage d'Île-de-France de 2019……1269

TOURISME

- N° CP 2018-050 du 24 janvier 2018 portant sur l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique regionale du tourisme - Attribution des subventions 2018 en faveur des organismes associés dans le domaine du tourisme : Comité Régional du Tourisme (CRT) et centres d'accueil regionaux du tourisme (CaRT) : première affectation - Fonctionnement des points d'accueil dans les aéroports parisiens : premiere affectation - Affectation provisionnelle d'autorisation d'engagement……1283

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2018-055 du 24 janvier 2018 portant sur l'affectation d'une subvention globale de fonctionnement au groupement d'intérêt public Centre d'animation, de ressources et d'information sur les formation en Île-de-France (CARIF Défi Métiers) - Affectation 2018……...1306

- N° CP 2018-048 du 24 janvier 2018 portant sur le financement des CFA franciliens : autorisation d'engagement pour le versement aux CFA d'avances de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle au titre de l'annee 2018 modification du coefficient de prise en charge régionale pour le financement de neuf CFA franciliens……1315

- N° CP 2018-006 du 24 janvier 2018 portant sur le dispositif régional « avenir jeunes » - Le financement des espaces de dynamique d'insertion en 2018 : première affectation……...1326

- N° CP 2018-012 du 24 janvier 2018 portant sur le dispositif de soutien aux initiatives des partenaires de l'apprentissage……..1444

- N° CP 2018-025 du 24 janvier 2018 portant sur le financement des écoles de la deuxième chance en Île-de-France - avance 2018……..1462

- N° CP 2018-039 du 24 janvier 2018 portant sur le programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2018 - Première affectation 2018 - Remises gracieuses relatives à un ordre de reversement émis par l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle - Mise en concurrence pour le versement de la rémunération des stagiaires - Frais de gestion et de publicite des marchés……1486

ARRETES DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 17-239 du 4 décembre 2017 portant sur la composition du comité technique de la Région d'Île-de-France……..1492

- N° 18-002 du 15 janvier 2018 portant sur les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France……..1497

- N° 18-003 du 15 janvier 2018 modifiant l'arrêté n° 17-67 du 24 avril 2017 portant nomination aux Comités de lecture du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel de la Région Île-de-France……..1502

- N° 18-009 du 18 janvier 2018 portant délégations de signature du pôle Cohésion territoriale……..1503

- N° 18-014 du 19 janvier 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors du Conseil d'administration de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France (IAU d'Île-de-France) le 23 janvier 2018……..1506

- N° 18-015 du 23 janvier 2018 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France……..1507

- N° 18-016 du 25 janvier 2018 portant désignation du Président de l'Agence Régionale de Biodiversité d'Île-de-France (ARB)……..1508

- N° 18-019 du 29 janvier 2018 portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'administration de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO)…….1509

- N° 18-020 du 29 janvier 2018 portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO)……..1510

- N° 18-021 du 31 janvier 2018 modifiant l'arrêté 16-326 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Île-de-France ainsi que de la Direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER)…….1511

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-076

DU 24 JANVIER 2018

HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL À SIGNER UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LE DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la nouvelle stratégie internationale de la Région Île-de-France, au service des franciliens et du développement de notre territoire ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre simplifiant le fonctionnement du conseil régional ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU Le budget 2018 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport n°CP 2018-076 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve l'accord de coopération avec le District autonome d'Abidjan figurant en annexe à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article 2 :

Donne délégation à la commission permanente pour attribuer les aides, affecter les autorisations de programme et les autorisations d'engagement et approuver les conventions spécifiques prises en application des dispositions de l'accord de coopération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2018 10:07:42

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Accord de coopération entre le Conseil régional d'Île-de-France (République française) et le District Autonome d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire)

Accord de coopération
entre le Conseil régional d'Île-de-France (République française)
et le District Autonome d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire)

Le District Autonome d'Abidjan, représenté par son Gouverneur,
Monsieur Robert Beugré MAMBE,

et

Le Conseil régional d'Ile-de-France, représenté par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE, habilitée par la délibération n° CP 2018-076 du 24 janvier 2018,

Préambule

Considérant les liens historiques et les relations d'amitié entre la France et la Côte d'Ivoire ;

Considérant l'importance de la coopération décentralisée dans le renforcement de la coopération entre la République française et la République du Côte d'Ivoire ;

Considérant l'article 3 de la loi n° 2014-453 du 05 août 2014 portant statut du District Autonome d'Abidjan**,** autorisant le District Autonome d'Abidjan à conclure toutes conventions de coopération décentralisée avec des collectivités territoriales, des organismes publics ou privés étrangers ou internationaux, dans un cadre général défini par l'Etat ivoirien ;

Considérant l'article L 1115-1 du Code général des collectivités territoriales français qui autorise les collectivités territoriales à conclure des conventions avec des autorités locales étrangères, dans le respect des engagements internationaux de la France ;

Considérant le rôle majeur des différents acteurs du développement local et des diasporas respectives en situation de travail, d'étude ou de formation dans la Région Ile-de-France et le District Autonome d'Abidjan ;

Considérant la volonté commune de promouvoir entre le District Autonome d'Abidjan et la Région Île-de-France une politique de coopération fondée sur des liens d'intérêt réciproque et de développement conjoint ;

Considérant la volonté des deux parties de promouvoir les échanges et de favoriser le rapprochement des territoires, des populations, des organisations de la société civile et des institutions ;

Décident de conclure le présent accord de coopération dans le respect de leurs domaines de compétence respectifs, et adoptent pour cela les dispositions du présent accord, dans les termes des articles suivants :

Article 1 – dispositions générales

L'accord poursuit comme objectif la réalisation d'activités communes afin de développer et de fortifier les relations entre les deux parties, en approfondissant les liens existants, au service des populations, des organisations de la société civile et des institutions des deux territoires. Une attention particulière est portée à l'implication des jeunes et des entreprises des deux territoires.

Les deux parties décident de favoriser, dans le cadre d'un partenariat, le développement de leurs relations de coopération dans les domaines d'intervention qui relèvent de leurs compétences et/ou de leurs priorités politiques.

Ces relations se concrétisent par l'organisation d'échanges d'informations, d'expériences et d'expertises, la consultation réciproque et la mise en œuvre de projets communs de développement.

Article 2 – Contenu thématique

La Région Ile-de-France et le District Autonome d'Abidjan, dans le cadre du présent accord de coopération, conviennent d'œuvrer à promouvoir des actions de partenariat dans les secteurs des transports, de l'aménagement urbain (schéma directeur d'urbanisme d'Abidjan, gestion du trafic) et de la ville durable (gestion des déchets, eau, qualité de l'air, transition énergétique), de l'entreprenariat et du développement des start-ups, du numérique, de l'économie solidaire, du tourisme, de la santé, de l'agriculture urbaine, de la coopération économique et commerciale, de la formation, de la culture, de la jeunesse et des sports, de la francophonie, etc.

Article 3 – modalités de mise en œuvre

Les deux parties s'engagent à mener des actions de consultations réciproques, d'échange d'informations et d'expériences dans les matières relevant des axes de coopération identifiés.

Pour la réalisation des objectifs du présent accord de coopération, la Région Ile-de-France et le District Autonome d'Abidjan conviennent de mettre en place une Commission Mixte de Coopération.

Cette Commission sera chargée de l'élaboration du programme pluriannuel de travail ainsi que du suivi et de l'évaluation de la coopération.

Cette instance commune est co-présidée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France (ou son représentant) et par le Gouverneur du District Autonome d'Abidjan (ou son représentant). Elle est composée de représentants politiques et administratifs de chacune des parties signataires du présent accord, et se réunit au moins une fois tous les trois ans.

Elle identifie et évalue les moyens nécessaires pour soutenir les projets s'inscrivant dans le programme pluriannuel de travail, en s'assurant que les conditions nécessaires à la réalisation des actions projetées (compétence juridique à agir, consensus et mobilisation des parties prenantes) sont bien réunies.

Les deux parties veillent à ce que la montée en puissance du programme pluriannuel de travail s'effectue de façon graduelle et raisonnée.

Les deux parties conviennent que toute aide, subvention, étude ou action relevant du présent accord, doit être avalisée par elles, afin d'en garantir la cohérence et la bonne exécution.

Les deux parties peuvent s'appuyer sur l'expertise de leurs organismes associés pour la réalisation d'opérations spécifiques.

Les financements dédiés à ce partenariat par la Région Île-de-France font l'objet d'affectations en Commission permanente, celle-ci approuvant en outre une convention définissant notamment l'objet des actions soutenues, leur montant prévisionnel et encadrant les modalités de versement de la subvention régionale.

Les subventions du District Autonome d'Abidjan font l'objet d'une attribution par délibération par son Conseil.

Dans la mesure du possible, les projets menés dans le cadre de cette coopération sont financés à parts égales par chacune des deux autorités. La mobilisation de cofinancements tiers sera recherchée par les deux parties.

Article 4 – Evaluation

Le programme d'actions prévu par le Comité mixte permanent de coopération doit faire l'objet d'une évaluation par cette instance. Cette évaluation est fondée sur des critères de performance élaborés conjointement et validés dans le cadre du Comité mixte.

Article 5 – Relations avec les tiers

Les deux parties s'engagent à favoriser la coopération entre leurs opérateurs économiques ou culturels y compris associatifs, et/ou entre leurs entités représentatives, en vue d'organiser des missions commerciales et des rencontres de prospection d'opportunités d'affaires susceptibles de générer des projets conjoints et réciproquement avantageux.

Les opérateurs, personnes physiques ou morales, associés aux programmes de coopération devront disposer de l'aval et du soutien approprié de la Région Ile-de-France et du District Autonome d'Abidjan.

Les deux parties peuvent faire appel à des prestataires de services extérieurs.

Elles associent à leurs actions de coopération les réseaux institutionnels, éducatifs, économiques, sociaux, professionnels et associatifs intéressés.

Elles conviennent de leur volonté de travailler de concert au sein des réseaux nationaux, européens ou internationaux de collectivités territoriales auxquels elles adhèrent.

Elles agissent en concertation avec leurs autorités nationales respectives, et dans le respect des engagements internationaux de la France, de la Côte d'Ivoire et du droit international.

Les deux parties pourront, d'un commun accord, solliciter une contribution financière et/ou technique d'organisations nationales, régionales et internationales ou de personnes physiques ou morales pour la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre du présent accord.

Article 6 – Déplacements

Dans le cadre de missions techniques ou institutionnelles, les frais de transport internationaux sont à la charge de la partie qui se déplace, les frais d'hébergement et de transport local étant à la charge de la partie qui reçoit.

Article 7 – Durée, renouvellement et résiliation

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de signature. Il a une durée de 10 ans et peut être tacitement reconduit.

Chacune des deux parties se réserve le droit de dénoncer le présent accord si elle le juge nécessaire et sans avoir à en mentionner la cause.

La partie qui prendra l'initiative de la dénonciation la notifiera par écrit à l'autre partie six (06) mois avant la date de prise d'effet de sa décision.

En cas de dénonciation du présent accord, les projets en cours de réalisation se poursuivront jusqu'à leur aboutissement final, à moins que les deux parties ne décident autrement.

Article 8- Modification et amendement

Le présent accord peut être modifié et amendé avec l'accord des parties.

Article 9- Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable par négociation, aux éventuels litiges susceptibles d'intervenir à l'occasion de l'exécution du présent accord.

Fait à _____, le _____
En deux (02) exemplaires originaux

La Présidente	Le Gouverneur
Région Ile-de-France	**District autonome d'Abidjan**
Valérie PÉCRESSE	**Robert Beugré MAMBE**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-045

DU 24 JANVIER 2018

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET RÉGULARISATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 16-16 du 19 février 2016 relative aux actions en faveur des populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient ;

VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-331 du 5 juillet 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif « Actions internationales » ;

VU La délibération n° CP 2017-433 du 20 septembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Actions internationales ;

VU La délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs "Actions internationales" et "Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient" ;

VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;

VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 2010 ;

VU L'accord de coopération signé entre la Région Ile-de-France et la Région de Casablanca-Settat (Maroc) le 8 décembre 2016 ;

VU La convention cadre de partenariat entre la Région Île-de-France et Expertise France (délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017) ;

VU Le budget 2018 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-045 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative au fonctionnement de PRX-Vietnam, telle qu'elle figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **164 324 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2018.

Article 2 :

- Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative à la représentation de la Région à Antananarivo, telle qu'elle figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **112 840 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2018.

- Décide d'attribuer à France Volontaires une subvention d'un montant maximum de **22 080€** au titre des actions des coopérations à mener dans les zones prioritaires de coopération.

Affecte une autorisation d'engagement de **22 080 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017

(104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature des deux conventions figurant en annexe de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Approuve la convention d'occupation précaire avec l'Etat pour l'utilisation de bureaux au sein de l'ambassade de France à Antananarivo, telle qu'elle figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3:

Décide de transférer le solde d'un montant de 5 800€ de la subvention n°1614217 initialement attribuée à l'IMV de Hanoï au titre du projet AVEC par délibération n°CP 16-507 du 12 octobre 2016 et de le réaffecter au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Affecte une autorisation d'engagement de **5 800€** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2018, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Approuve l'avenant à la convention de partenariat du projet AVEC, tel qu'il figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de montant de **200 000 €** sur le chapitre 930 « Services Généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée » - action 10401702 « coopération décentralisée » pour le renouvellement du marché : programme pluriannuel d'accompagnement des entreprises franciliennes sur les zones de coopération décentralisée de la Région définies par la nouvelle stratégie internationale votée au CR16-222.

Article 5 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **56 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2018 pour la prise en charge de prestations à l'occasion de l'accueil de délégations issues des zones de coopération prioritaire.

Article 6 :

Corrige l'erreur matérielle survenue dans le dossier n°EX024060, approuvé par délibération n° CP 2017-433 du 20 septembre 2017. Le deuxième paragraphe de la sous-partie « objectifs » de la

fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes : « L'achat d'équipement permettra de développer la qualité des formations en agronomie en créant une Licence professionnelle en Entreprenariat rural et durable, en formation initiale et continue à la Faculté de technologie Issam Farès, et des modules de formation transdisciplinaire d'enseignement par projets à l'IUT de Cachan-Université Paris Sud », tel que cela apparaît dans la nouvelle fiche projet figurant en annexe 3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention accordée à l'Université Paris Sud - IUT de Cachan par délibération n° CP 2017-433 du 20 septembre 2017, à la signature d'une convention conforme à la convention-type Investissement adoptée par délibération CP 2017-560 du 22 novembre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 :

Accorde à l'association Comité des Jumelages de Chilly-Mazarin une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre de la subvention qui lui a été accordée par délibération n° CP 2017-331 du 5 juillet 2017.

Modifie la fiche projet correspondante, telle que cela figure en annexe de la délibération.

Article 8 :

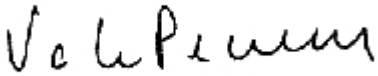
Décide de participer, au titre de la coopération avec la région de Casablanca-Settat (Maroc), au financement de l'événement organisé par la Chambre française de commerce et d'industrie au Maroc, détaillé en annexe de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **30 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2018.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2018, par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type « Coopération décentralisée – fonctionnement » approuvée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2018 10:08:50

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-045	Budget	2018

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	18000568 - POSTE DE VOLONTAIRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE A PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR			
Bénéficiaire	R20939 - FRANCE VOLONTAIRES			
Localisation	RESTE DU MONDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 080,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 104,00 €	TTC	64,74 %	22 080,00 €	

Dossier	18002330 - REAFFECTATION DU SOLDE DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU PROJET AVEC 6 PHASE 3			
Bénéficiaire	R7132 - SIAAP SYND INTERDEPT ASSAINISSEMENT AGGLO PARIS			
Localisation	VIETNAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 800,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 000,00 €	TTC	3,16 %	5 800,00 €	

Dossier	18002333 - Soirée des start-ups à Casablanca			
Bénéficiaire	P0038365 - CHAMBRE FRANCAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MAROC			
Localisation	MAROC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	50 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	57 880,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	57 880,00 €

FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000568

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : POSTE DE VOLONTAIRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE A PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	34 104,00 €	64,74 %	22 080,00 €
	Montant Total de la subvention		22 080,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VOLONTAIRES
Adresse administrative : 6 RUE TRUILLOT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association

Date de publication au JO : 7 juin 2010

N° SIRET : 78520717600047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Région met en place à partir du 1er février 2018 son bureau de représentation auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo, Paris Région Expertise-Madagascar. La Région participe ainsi au financement d'un volontaire international exerçant au sein de PRX-Madagascar.

Description :
La subvention proposée permet de couvrir une période d'une année entre le 1er février 2018 et le 30 juin 2019. Elle couvre l'indemnité de subsistance du volontaire pendant la durée du contrat, la couverture sociale et de rapatriement, une indemnité de réinstallation en fin de mission et un billet d'avion Paris-Antananarivo, ainsi que ses frais de fonctionnement sur place (déplacements, représentation, consommables de bureau, charges locatives du bureau…)

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coûts directs (indemnité, couverture sociale, déplacements...)	18 204,00	36,98%
coûts accompagnement de parcours	1 020,00	2,07%
autres charges dont gestion administrative	4 800,00	9,75%
participation aux frais de logement	3 600,00	7,31%
frais de fonctionnement du Volontaire	6 480,00	43,88%
Total	34 104,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	22 080,00	75,57%
France volontaires (via commande du MEAE)	12 024,00	24,43%
Total	34 104,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	22 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Volontaires du progrès et coopérants	75 028,00 €
2017	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	14 947,91 €
	Montant total	89 975,91 €

Commission permanente du 24 janvier 2018

DOSSIER N° 18002330 - REAFFECTATION DU SOLDE DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU PROJET AVEC - PHASE 3

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-65734-104017-020
Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	184 000,00 € TTC	3,16 %	5 800,00 €
	Montant total de la subvention		5 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIAAP SYND INTERDEPT ASSAINISSEMENT AGGLO PARIS
Adresse administrative : 2 RUE JULES CESAR 75589 PARIS 12 CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2016 - 12 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : réaffectation du solde d'un projet débuté en octobre 2016

Description :
La subvention doit permettre de financer le solde de la participation régionale au projet AVEC suite au remplacement par la Région de l'Institut des Métiers de la Ville par Paris Région Expertise-Vietnam au 1er novembre 2017. Le solde est versé au SIAAP qui le reversera à Expertise France conformément à l'avenant à la convention partenariale du projet AVEC approuvé par la délibération n°CP 2018-45 du 24 janvier 2018.

AVEC est un projet de renforcement des compétences et de transferts d'expertises dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets destinés aux services techniques et sociétés de services urbains des provinces de Yen Bai et Hai Duong ainsi que des villes de Hanoi et Huê, partenaires de coopération respectifs des Conseils départementaux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, de la Région Île-de-France et du Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale de 29 000 euros pour les trois années du projet porte sur les coûts de fonctionnement du projet (salaires de la cellule de pilotage au Vietnam, déplacements internationaux et nationaux, frais de mobilisation de l'expertise française, organisation logistique des ateliers). Elle est d'un montant identique pour tous les partenaires franciliens du projet.
Le projet fait l'objet d'une subvention du Ministère français des Affaires étrangères et du développement international pour un montant de 68 000€.
Les partenaires vietnamiens participent au projet à hauteur de 39 900€ en valorisation.
Un reversement de la subvention régionale (5 8000€) à Expertise France est prévu.

Localisation géographique :
- VIETNAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et stagiaires franciliens	30 100,00	16,36%
Déplacements nationaux et hébergement lors des ateliers	90 000,00	48,91%
Frais d'expertise	43 300,00	23,53%
Organisation logistique	20 600,00	11,20%
Total	184 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	29 000,00	15,76%
Subvention CD Seine-Saint-Denis	29 000,00	15,76%
Subvention CD Val-de-Marne	29 000,00	15,76%
Subvention SIAAP	29 000,00	15,76%
Subvention du MAEDI	68 000,00	36,96%
Total	184 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024060

Commission permanente du 20 septembre 2017

Objet : AI 2017 IUT DE CACHAN- UNIVERSITE DE PARIS-SUD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	101 809,00 €	49,11 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-204182-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS-SUD
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame PASCALE VAREILLE, Responsable du projet
N° SIRET : 19911101400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Achat d'équipement agricole connecté pour la formation d'agronomie dispensée par la Faculté de technologie Issam Farès à Tripoli au Liban**

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour double objectif de favoriser le développement local, désenclaver et renforcer les capacités de la région du Akkar dans le Nord du Liban, tout en professionnalisant les universités et en renforçant l'attractivité des filières d'enseignement supérieur intermédiaire dans le domaine de l'agronomie.

L'achat d'équipement permettra de développer la qualité des formations en agronomie en créant une Licence professionnelle en Entrepreneuriat rural et durable, en formation initiale et continue à la Faculté de technologie Issam Farès, et des modules de formation transdisciplinaire d'enseignement par projets à l'IUT de Cachan-Université Paris Sud.

Plus spécifiquement, le projet vise à :
- promouvoir des apprentissages qui permettent aux étudiants d'acquérir des compétences tangibles et des postures professionnelles adaptées, grâce à l'interaction avec le milieu économique et au développement de partenariats entre universités, entreprises, pépinières ou coopératives locales ;
- développer les compétences entrepreneuriales à travers des projets en réseau et la valorisation de la microéconomie ;
- accroître la formation professionnelle continue pour améliorer l'employabilité et les reconversions professionnelles ;

- mettre en œuvre des programmes qui favorisent la création d'emplois agricoles ou non agricoles.

Description :
Face à la pauvreté et à l'afflux massif de réfugiés syriens, auxquels se heurtent les autorités locales libanaises, la Faculté de technologie de Tripoli, en association avec l'IUT de Cachan, tend à renforcer ses cursus en adéquation avec les besoins locaux et régionaux. L'alliance entre le secteur privé et les pouvoirs publics permet ainsi de renforcer le secteur académique pour développer le territoire.

Le Akkar est en effet une des régions les plus défavorisées du Liban. Sur une population de 250 000 habitants, près de 80 % travaillent dans l'agriculture, le maraîchage et la culture des arbres fruitiers. Selon le programme de développement des Nations unies (PNUD), plus de 60 % de la population locale vit au-dessous du seuil de pauvreté. A cela s'ajoute la concurrence des réfugiés syriens (35% des 1 169 000 réfugiés syriens, Source Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés 2015).

L'agriculture, laissée à l'abandon, doit être revalorisée et utilisée pour sortir la population du Akkar de la pauvreté. Elle bénéficiera à la fois aux Libanais de la région, mais également aux populations réfugiées. Ainsi, le projet conjoint de formation en entreprenariat rural et durable permettra d'offrir les compétences nécessaires au développement de la zone et fera travailler ensemble les Libanais et les Syriens dans les coopératives partenaires du projet, servant de terrain aux modules de formation dispensés.

Le projet d'équipement s'inscrit dans un projet global prévoyant les activités suivantes :
- achat du matériel agricole connecté et du laboratoire mobile intervenant dans les coopérations partenaires ;
- workshop sur la prise en main du matériel, la rédaction des travaux pratiques (TP) définissant les modules de formations ;
- formation de formateurs ;
- mise en œuvre des TP dans les cursus de Génie électrique à l'IUT de Cachan et à Issam Farès et mise en place des drones de mesures agricoles à Akkar avec les coopératives partenaires ;
- création de modules complets intégrant les TP avec le matériel agricole connecté ;
- modules de formation en présentiel et à distance, à l'IUT de Cachan et à Issam Farès.

Moyens mis en œuvre :
Une équipe de 10 enseignants répartie entre l'IUT de Cachan et la Faculté de Tripoli travailleront conjointement comme ils le font depuis 10 ans pour développer des cours innovants.
Les formations à l'utilisation des équipements seront prises en charge par les enseignants grâce à des tutoriels ou des financements des institutions concernées. Les workshops lors de l'université d'été permettront de mettre en commun les ressources et de rédiger les sujets de travaux pratiques et les modules d'enseignement, activités classiques d'enseignants prenant en main de nouveaux matériels et produisant de nouvelles ressources pédagogiques.

Intérêt régional :
Sur le territoire francilien, l'IUT de Cachan travaillera sur des projets de développement de drones industriels agricoles ou non, en collaboration avec la Faculté Issam Farès servant de laboratoire pour de nouvelles expériences. Des projets franco-libanais seront développés avec des étudiants et favoriseront leurs initiatives sur le territoire francilien en développant leur goût pour l'innovation et l'entrepreneuriat, à travers l'InnovLab de l'IUT.

Enfin, dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention
Un reversement intégral des fonds à l'Université de Balamand, dont dépend le partenaire local la Faculté de technologie Issam Farès, est prévu par le projet.

Public(s) cible(s) :
- les équipes enseignantes des deux institutions qui mettront en place de concert les travaux pratiques ;
- les étudiants qui pourront suivre des modules d'agriculture connectée, de micro-économie, de génie électrique appliqué à l'agriculture, de contrôle qualité ;
- des chercheurs, fermiers, maraîchers, individus en recherche d'emploi ou réfugiés.

Localisation géographique : LIBAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et aménagement du véhicule pour laboratoire mobile	37 000,00	36,34%
Achat de l'appareil Farm Bot	4 500,00	4,42%
Achat du drone agricole et caméra	10 000,00	9,82%
Achat du matériel de mesure PH et température	1 250,00	1,23%
Achat des mallettes d'analyse des sols	2 570,00	2,52%
Achat des mallettes de sécurité alimentaire	6 000,00	5,89%
Achat des mallettes d'analyse de l'eau	2 950,00	2,90%
Achat des mallettes contrôle qualité	13 523,00	13,28%
Achat des mallettes santé animale et reproduction	11 500,00	11,30%
Achat des drones polyvalents	12 516,00	12,29%
Total	101 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Île-de-France	50 000,00	49,11%
Union Européenne Erasmus +	40 209,00	39,49%
Fonds propres	1 600,00	1,57%
IUT Issam Farès (partenaire local)	10 000,00	9,82%
Total	101 809,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	215 552,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	65 172,00 €
2014	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2014	SESAME	200 000,00 €

2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 750,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 000 000,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	194 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	66 837,00 €
2015	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 870,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	30 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	16 906 780,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	164 700,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	161 586,80 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 438,00 €
2016	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 000,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	17 070,00 €
2017	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €
	Montant total	27 221 777,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004910 (avec dérogation 100 000 stages)

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : AI 2017 - COMITE DE JUMELAGES DE CHILLY MAZARIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	48 074,00 €	43,04 %	20 689,00 €
	Montant Total de la subvention		20 689,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020
10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE JUMELAGES CHILLY MAZARIN
Adresse administrative : 10B RUE OLIVIER BEAUREGARD
91380 CHILLY MAZARIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudie PIQUE, Présidente
N° SIRET : 50067347000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Réalisation d'une adduction d'eau potable (AEP) à Darsalam dans la région de Kayes au Mali**

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général :
- permettre l'accès à une eau potable de qualité en quantité suffisante pour les familles du village.
Objectifs spécifiques :
- améliorer l'hygiène et la santé des familles par la sensibilisation à l'utilisation d'une eau de qualité et éduquer à la préservation de la ressource.
- faciliter la vie des familles, celle des femmes en particulier.

Description :
Emanation du hameau de Bilibani sur le territoire de la commune de Diéma, Darsalam est devenu, du fait de sa forte croissance, un village de 700 habitants en 2014.
Il dispose de deux forages, dont un seul (destiné surtout à l'irrigation d'un périmètre maraîcher) est équipé d'une pompe manuelle.
Afin d'améliorer leurs conditions de vie, les villageois, leurs ressortissants (fédérés au sein de l'association des ressortissants de Diéma en France - ARDF) et les autorités locales ont entrepris de doter leur territoire d'une adduction d'eau potable (AEP) solaire, consistant en :
- l'équipement d'un forage (pompe mixte) ;

- la construction d'un château d'eau de 15 m3 ;
- l'installation de 3 bornes-fontaines ;
- la création d'un comité des usagers de l'AEP chargé du suivi du projet (suivi des travaux et de la gestion de l'AEP), comprenant des représentants du conseil communal, des autorités villageoises, des bénéficiaires, des partenaires techniques et financiers dont les ressortissants.
- La formation à la gestion (dont facturation du service) des acteurs de l'AEP (autorités villageoises, membres du bureau du comité des usagers et gestionnaires de l'eau).
- La sensibilisation de la population à l'utilisation rationnelle de l'eau et des installations (utilisation, sécurité, maintenance, hygiène et assainissement autour des points d'eau).

Moyens mis en œuvre :
- La Commune de Diéma assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement de l'entreprise et suivi de la réalisation des travaux) ;
- le comité des usagers de l'AEP assurera le suivi du projet.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens du village de Darsalam au projet.
- Mobilisation du comité de jumelage de Chilly Mazarin, partenaire de Diéma depuis 1986.

Public(s) cible(s) :
Toutes les familles du village Darsalam (environ 700 personnes) de la commune de Diéma dans la région de Kayes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 48 074 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Mali, région de Kayes, cercle de Diéma, commune de Diéma, village de Darsalam

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'étude, de formation et d'accompagnement technique	12 615,00	20,79%
Réalisation de l'adduction d'eau potable	**48 074,00**	**79,21%**
Total	60 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 689,00	34,09%
Etat	6 000,00	9,89%
Département de l'Essonne	6 000,00	9,89%
Comité de jumelage Chilly-Mazarin	10 000,00	16,48%
ARDF	12 000,00	19,77%
Mairie de Diéma	6 000,00	9,89%
Total	60 689,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 689,00 €

Commission permanente du 24 janvier 2018 -

DOSSIER N° 18002333 - Soirée des start-ups à Casablanca

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n°00000555)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE FRANCAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MAROC
Adresse administrative	:	15 avenue Mers Sultan 20 130 CASABLANCA
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	M. Philippe CONFAIS, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation de l'évènement débute au 1er janvier 2018.

Description :

En marge de la tenue du Festival *Futur.E.S in Africa*, la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc organise une soirée festive dédiée à fédérer l'écosystème des start-ups franciliennes, marocaines et africaines. L'évènement, prévu le 28 février au soir, à la veille de l'ouverture du premier festival de l'innovation numérique organisé à Casablanca, devra marquer positivement les esprits en créant une véritable immersion dans un monde digital, connecté, innovant, tout en préservant la crédibilité et l'image de sérieux dont bénéficie la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc. A l'image des start-ups présentes, la soirée devra incarner la rupture et montrer qu'il est possible de "faire du business... différemment!".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel s'élève à 95 000 euros. **Toutefois, une partie des cofinancements issus de partenaires privés pouvant être financés sous forme de prise en charge directe (valorisation), la base subventionnable retenue est de 60 000 euros**.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide de *minimis* entreprise 1407/2013 (publié au JOUE le 24 décembre 2013).

Localisation géographique :
- MAROC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire organisation et coordination	16 000,00	16,84%
Location du site et catering	20 000,00	21,05%
Location matériel technique	3 000,00	3,16%
Location de matériel interactif	8 000,00	8,42%
Prestation animation	8 000,00	8,42%
Prestation décoration et scénographie	5 000,00	5,26%
Prestations de service (accueil, sécurité, nettoyage, etc.)	15 000,00	15,79%
Frais de communication	10 000,00	10,53%
Frais administratifs	5 000,00	5,26%
Frais divers	5 000,00	5,26%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 000,00	15,79%
Région Île-de-France	30 000,00	31,58%
Financements privés	50 000,00	52,63%
Total	95 000,00	100,00%

CONVENTION EXPERTISE FRANCE PRX-VIETNAM

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Mme Bénédicte Fauvarque Cosson, sa Présidente du conseil d'administration, et M. Sébastien Mosneron Dupin, son Directeur général,
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'UNE PART,

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…… du……
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'AUTRE PART,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique à Madagascar.

La Région entretient depuis 1989 une coopération avec le Comité populaire de Hanoi marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2002. Le Vietnam faisant désormais partie des pays prioritaires au titre du développement économique des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n°CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès du Comité populaire de Hanoi serait dénommée Paris Région Expertise-Vietnam à partir du 1er novembre 2017.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française au Vietnam, les deux parties souhaitent s'associer dans les activités de Paris Region Expertise -Vietnam (PRX-Vietnam) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du 1er février 2018 au 31 janvier 2019.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Hanoi nommé Paris Region Expertise Vietnam.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE VIETNAM

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Vietnam :

- concevoir et conduire avec les services du Comité populaire de Hanoi des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoi le 20 décembre 1989 et les comités mixtes de coopération ;

- mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France Vietnam à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux au Vietnam ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique vietnamienne, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux ou de partenaires privés.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région Île de France s'engage à :

- verser à Expertise France un montant maximum de **164 324 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour le fonctionnement global de Paris Region Expertise Vietnam pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Region Expertise-Vietnam dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE

Expertise France s'engage à :

- gérer les personnels de PRX-Vietnam, le représentant de la Région et son assistant au moyen de contrats de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.

- inscrire et déclarer les membres du bureau PRX-Vietnam auprès des organismes sociaux et fiscaux compétents et procéder au paiement des charges afférentes.

- assurer la gestion financière et administrative de la structure de projet PRX-Vietnam. Payer les factures et autres demandes de décaissements concernant le fonctionnement du bureau de PRX-Vietnam, après s'être assuré de la conformité et de la réalité des livraisons, dans les 05 jours qui suivent la réception de la demande de paiement par la coordination Expertise France à Hanoi.

- Respecter la législation vietnamienne et les directives des organismes bailleurs dans la passation de contrats de prestation ou de travaux avec des organismes privés.

- Conseiller le bureau PRX-Vietnam sur les points juridiques et fiscaux en vigueur au Vietnam.

- Mettre à la disposition de la Région Île-de-France les documents originaux ou certifiés conformes, ainsi que les informations relatives à l'engagement et au paiement des dépenses et à la situation du compte bancaire, soit par correspondance, soit lors d'éventuels déplacements sur place de personnes mandatées par la Région Île de France dans le cadre d'un Audit.

- Tenir à la disposition de toute personne mandatée par la Région Île de France l'ensemble des documents restés sur place (bons de commande, bordereaux de livraison, journaux comptables….) relatifs à la gestion de la convention pendant une période de trois (3) ans suivant la date de fin d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France :

Le montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes:

Une ou plusieurs tranches , correspondant à des acompte dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un rapport financier portant sur les dépenses réalisées.

Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un compte-rendu final d'exécution de l'action et d'un état récapitulatif des dépenses (précisant les dépenses, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées) signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 5-2. Entrée en vigueur et durée de la convention et éligibilité des dépenses.

1. La convention prend effet au 1er février 2018. Elle prend fin lors du versement du solde de la contribution régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.3.

2. Les dépenses sont éligibles à compter du vote de la contribution de la Région Île-de-France, le 24 janvier 2018.

1. Aucune dépense ne pourra être engagée après la date d'expiration de la présente convention, le 31 janvier 2019, sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Région et ne pouvant excéder 30 jours après la date d'expiration.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la contribution devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Jacques BELTRAN

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général,

ANNEXE

EXPERTISE FRANCE
L'AGENCE FRANÇAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE

BUDGET PREVISIONNEL

PRX Vietnam

Durée de la mission: 12 mois (02/2018 - 01/2019)

A - Couts salariaux (€)	**Nbr mois**	**Montant/mois**	**134 424,96 €**
Forfaits mensuels Expert international	12	8 818,00	105 816,00 €
Forfait mensuel Assistant de projet	12	2 384,08	28 608,96 €
B- Frais de fonctionnement PRX (1)	**Unité**	**Prix unitaire**	**29 900,00 €**
Billet d'avion HN-Paris-HN (Expert international et sa famille)	3	1200,00	3 600,00 €
Déménagement retour (Expert international)	1	7000,00	7 000,00 €
Frais de fonctionnement	1	18000,00	18 000,00 €
Imprévus	1	1300,00	1 300,00 €
TOTAL (A+B) (€)			**164 324,96 €**

CONVENTION EXPERTISE FRANCE PRX-MADAGASCAR

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Mme Bénédicte Fauvarque Cosson, sa Présidente du conseil d'administration, et M. Sébastien Mosneron Dupin, son Directeur général,
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'UNE PART,

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…… du……
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'AUTRE PART,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique à Madagascar.

La Région entretient depuis 1990 une coopération avec la Commune Urbaine d'Antananarivo marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2008. Madagascar faisant désormais partie des pays prioritaires au titre de la solidarité internationale des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n°CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo serait dénommée Paris Région Expertise-Madagascar à partir du 1er février 2018.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française à Madagascar, les deux parties souhaitent s'associer dans les activités de Paris Region Expertise -Madagascar (PRX-Madagascar) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du 1er février 2018 au 31 janvier 2019.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Antananarivo nommé Paris Région Expertise Madagascar.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Madagascar :

- concevoir et conduire avec les services de la Commune Urbaine d'Antananarivo des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 20 décembre 1990 et les comités mixtes de coopération ;

- mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux à Madagascar ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique malgache, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux ou de partenaires privés.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région Île de France s'engage à :

- verser à Expertise France un montant maximum de **112 840 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour la gestion du contrat de travail de la représentante de la Région à Antananarivo et de ses frais de fonctionnement pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Région Expertise-Madagascar dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE

Expertise France s'engage à :

- gérer la représentante de la Région en tant qu'experte internationale au moyen d'un contrat de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France:

Le montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes:

Une ou plusieurs tranches , correspondant à des acompte dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un rapport financier portant sur les dépenses réalisées.

Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un compte-rendu final d'exécution de l'action et d'un état récapitulatif des dépenses (précisant les dépenses, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées) signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 5-2. Entrée en vigueur et durée de la mission et éligibilité des dépenses.

1. La mission débute à la date du 1er février 2018 et prend fin le 31 janvier 2019.

2. Les dépenses sont éligibles à compter du vote de la contribution de la Région Île-de-France, le 24 janvier 2018.

3. Aucune dépense ne pourra être engagée après la date d'expiration de la présente convention, le 31 janvier 2019, sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Région et ne pouvant excéder 30 jours après la date d'expiration.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la convention non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Jacques BELTRAN

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général

ANNEXE

Madagascar

Expert : Tamara TEISSEDRE PHILIP
Représentante de la Région IDF à Madagascar (PRX-Madagascar)
Durée de la mission : 12 mois

A - HONORAIRES ET CHARGES (€)	**92 340,00 €**
Forfait mensuel	**7 695,00 €**
COUT GLOBAL MISSION (12 mois)	**92 340,00 €**
B- AUTRES DEPENSES (€) (1)	**20 500,00 €**
Voyages aller-retour Adresse contractuelle / Lieu de mission	**4 500,00 €**
Frais d'entrée dans le pays de mission (2)	**0,00 €**
Déménagement aller-retour	**0,00 €**
*** Frais de fonctionnement (3)**	**14 000,00 €**
Imprévus	**2 000,00 €**
TOTAL du devis prévisionnel (€)	**112 840,00 €**

(1) facturables sur présentation des justificatifs

(2) Frais de visas, de vaccination(s), et éventuelles taxes d'entrée dans le pays de mission

(3) Frais de déplacement professionnels de l'experte sur le lieu de mission et dans le pays de mission (carburant, taxis, hébergement le cas échéant), frais de représentation, communications téléphoniques et internet, fournitures et consommables de bureau, y compris électricité et petites réparations, consommables et maintenance bureautique, publication et presse, gardiennage, et autres frais de relatifs à la bonne réalisation de la mission de l'expert.

Les dépenses de fonctionnement sont remboursées à concurrence des frais réels engagés, sur présentation des justificatifs originaux des dépenses correspondantes.

** Ces lignes sont budgétées par Expertise France en fonction des besoins du projet*

CONVENTION DE MISSION FRANCE VOLONTAIRES

CONVENTION DE MISSION

ENTRE FRANCE VOLONTAIRES (FV) et LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

OBJET : AFFECTATION D'UN VOLONTAIRE CHARGE DE MISSION A PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

RESUME

- Coût FV d'un VSI (budget 2018) : **2002€ /mois**
- dont cofinancement par la Région Île-de-France: **1000 € /mois**
- Logement du/de la volontaire (meublé et assuré), à la charge de la Région Île-de-France *(logement mis à disposition ou financé à hauteur de* **300 €** */mois)*
- Durée de la mission de VSI: *12 mois*
- Date de signature de la convention de mission : 1er février 2018
- Démarrage de la mission à la date de signature du contrat du/de la volontaire

PREAMBULE

France Volontaires,

Est une association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901. Elle a pour objet de promouvoir et de développer les différentes formes d'engagements relevant des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité (VIES) et de contribuer à leur mise en œuvre. Ce projet s'exprime dans le respect des valeurs énoncées dans la charte commune (ANNEXE 1) à laquelle adhèrent les organismes d'envoi de volontaires et les volontaires eux-mêmes.

Elle participe à la solidarité entre les peuples grâce aux échanges entre les volontaires, les organismes d'envoi et d'accueil,

Elle contribue à la promouvoir la solidarité internationale par :

- L'ouverture aux réalités internationales, à la rencontre entre les personnes et, au-delà, des sociétés.
- L'engagement volontaire en faveur du développement humain.
- La prise en compte des différences, des besoins et des aspirations des partenaires internationaux soucieux du bien collectif et durable de leur société, comme de la réciprocité des échanges.
- La participation à la construction des politiques publiques favorisant le développement de l'engagement citoyen et solidaire à l'international.

La Région Île-de-France,

Est une collectivité territoriale française.
Elle a adopté le 15 décembre 2016 une nouvelle stratégie internationale au service des franciliens et du développement du territoire qui promeut des actions de solidarité et de rayonnement international auprès de partenaires étrangers.

Elle conduit une politique internationale définit par sa stratégie internationale adoptée le 15 décembre 2016 (CR 222-16). A ce titre, elle mène une coopération décentralisée avec la Commune Urbaine d'Antananarivo encadrée par l'accord de coopération du 21 décembre 1990.

Entre :

France Volontaires représentée par Monsieur ……, Représentant National au ……..,

Et

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente, en vertu de la délibération n°CP 2018-45 du 24 janvier 2018

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge et de mobilisation d'un volontaire international au sein de PRX-Madagascar pendant une durée de 12 mois.

Article 2 : Attributions et obligations des parties

2.1 France Volontaires s'engage à :

- Recruter, le candidat sélectionné avec la Région Île-de-France, contracter directement avec celui-ci, un contrat de volontariat de solidarité internationale et assurer sa formation avant le départ.

- Assurer la gestion administrative du/de la volontaire :
  - ✓ versement de l'indemnité de subsistance pendant la durée du contrat,
  - ✓ gestion de la couverture sociale et de rapatriement,
  - ✓ versement de l'indemnité de réinstallation en fin de mission.

- Prendre à sa charge le transport du/de la volontaire : Paris- Antananarivo -Paris (voyage aller en début de contrat et voyage retour en fin de contrat),

- Accompagner le/la volontaire, conformément à la mission de France Volontaires, dans le cadre de leur réflexion sur leur engagement, sur leur projet personnel et dans la préparation de leur retour (valorisation de l'expérience dans la vie professionnelle et sociale).

- Organiser, sous l'autorité de son Représentant au Madagascar ou de toute personne mandatée par ses soins, des missions de suivi du/de la volontaire. Ce suivi-accompagnement se fera notamment au travers des réunions de programmation rassemblant, les volontaires et le représentant de Région Île-de-France

- Faire participer le/la volontaire aux activités de la communauté des volontaires (réunion annuelle, ateliers thématiques,…) et à en avertir le représentant de Région Île-de-France.

- France Volontaires se réserve le droit de mettre fin au contrat des volontaires si les principes de la charte de volontariat et les règles du contrat de volontariat de solidarité internationale ne sont pas respectés par les intéressés, c'est-à-dire par le/la volontaire concerné ou par la Région Île-de-France.

2.2 La Région Île-de-France **s'engage à :**

- Respecter, dans le management du/ de la volontaire, l'esprit du contrat de volontariat de solidarité internationale dont le modèle standard est joint (annexe 1) à la présente convention,

- Associer France Volontaires aux décisions qui sont susceptibles d'affecter la mission du/de la volontaire,

- Communiquer avec France Volontaires sur toutes informations qui concernerait le déroulement de la mission du/de la volontaire ; Consulter France Volontaires avant tout projet de modification du contenu ou des conditions de réalisation de la mission du/de la volontaire,

- Mettre à disposition du/de la volontaire les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission (consommables, charges locatives, déplacements, représentation…) qui sont intégralement financé par la Région Île-de-France auprès de France Volontaires. Le budget est mis en place auprès de la représentation de France Volontaires à Madagascar sous forme d'une régie permettant le paiement des dépenses du volontaire. Le montant de ce budget est de 6000€ auquel s'ajoutent des frais de gestion de 8% de dépenses réalisées. France Volontaires s'engage à établir un rapport technique et financier des dépenses conforme aux modalités indiquées dans la convention de financement avec la Région.

- Prendre en charge une partie du financement des coûts du/de la volontaire, comme décrit à l'article 6 « dispositions financières »,

- Assurer la mobilité du/de la volontaire pour ses déplacements liés à sa mission.

- Mettre à disposition du/de la volontaire les informations nécessaires et utiles à la mise en œuvre de sa mission,

- Participer et aider à la mobilisation des acteurs locaux (élus, société civile, administration locale, service technique etc.) concernés par le déroulement de la mission du/de la volontaire.

- Identifier une personne ressource qui sera le référent du/de la volontaire au sein de la Région Île-de-France. Cette personne participera à la réflexion sur la mise en œuvre de la mission du/de la volontaire.

- Faciliter l'insertion et l'intégration du/de la volontaire et veiller aux bonnes conditions de réalisation de sa mission.

Article 3. Définition de la mission du/de la volontaire

Le /la volontaire est, au plan administratif, sous l'autorité du Représentant National de France Volontaires. Ce dernier sera régulièrement en contact avec le référent de la Région Île-de-France ou de toute autre personne désignée par la Région Île-de-France pour être l'interlocuteur privilégié de France Volontaires.

Dans la mise en œuvre technique de sa mission, le/la volontaire est sous la responsabilité du représentant de la Région Île-de-France à Madagascar en charge du suivi de la mission du/de la volontaire.

Le détail de la mission est précisé dans la fiche de mission annexée à la présente convention. (Annexe 3)

Article 4 Evaluation.

La Région Ile-de-France et France Volontaires s'engagent à se rencontrer régulièrement, et ce

au moins une fois par an, pendant la durée de la présente convention pour évaluer l'activité du volontaire et, le cas échéant, proposer des améliorations. Un avenant à la présente convention sera rédigé au besoin.

Article 5 : Dispositions financières

5-1 La Région Île-de-France s'engage à verser à France Volontaires la somme de *22 080*€ durant la totalité de la durée du contrat VSI du/de la volontaire (y compris les mois de congés, conformément aux termes du contrat VSI). Cette somme correspond à la participation de la Région Île-de-France aux coûts du/de la volontaire pendant toute la durée de sa mission.

5-2 Les modalités de versement des fonds à France Volontaires seront les suivantes :

Les paiements sont effectués sous forme d'avance, d'acomptes et de solde par la Région Île-de-France, sur présentation des rapports techniques et financiers indiqués dans la convention financière avec France Volontaires.

Les sommes dues par la Région Île-de-France à France Volontaires au titre de la présente convention seront versées, sur le compte libellé Association France Volontaires, domiciliation Creditcoop Courcelles, n° 42559 0001 2102897460304. IBAN FR76 4255 9000 0121 0289 7460 304.

Article 6 Entrée en vigueur et durée

La présente convention est conclue pour une durée de *12 mois,* renouvelable par avenant, à compter de la date de la signature du contrat VSI entre le-la volontaire concerné-e et France Volontaires.

Article 7 Modifications

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications techniques et financières correspondant aux changements apportés.

Article 8 Litiges et résiliation

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, il est possible de résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois émis par l'une des parties.

Par ailleurs en cas de force majeure (arrêt inattendu de la mission pour laquelle le/la volontaire est mobilisé-e), la résiliation de la présente convention interviendra après un préavis de trois mois émis par l'une des parties.

Fait à Paris en deux (2) originaux, le …….

Pour France Volontaires Le Président	Pour la Région Île-de-France La Présidente
M…… ;	**Mme Valérie PECRESSE**

Intitulé de la mission : *chargé de mission_Paris Region Expertise Madagascar_Antananarivo*

Code FV : *0X0000 (code généré par le système d'information FV)*
Version du *: xx/xx/xxxx*
Validée le *: xx/xx/xxx (pour le lancement du processus de mobilisation des candidats)*

Rédacteurs de la fiche de mission

- **Pour le partenaire** *(nom, fonction, organisation, contacts)* : PANDOLFI LAURENT, Chargé de mission Asie-Océan Indien, Conseil Régional Île-de-France, laurent.pandolfi@iledefrance.fr

- **Pour France Volontaires** *(nom, fonction, contacts)* **:**

Cadre administratif

Les éléments marqués par un astérisque (*) figureront dans le contrat du volontaire (VSI).

Pays d'accueil *: Madagascar

Lieu de résidence du /de la volontaire *:

Antananarivo

Bureau de Paris Région Expertise Madagascar (représentation de la Région Île-de-France à Antananarivo), hébergé au sein de l'Ambassade de France à Madagascar.

Résumé de la mission* *(5 lignes – il permet la mobilisation des candidats, veillez à être suffisamment clairs, précis et concis)* :
Le volontaire aura pour mission de seconder la représentante de la Région dans ses missions :

- Concevoir avec les représentants de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) des projets de coopération impliquant des acteurs franciliens et assurer le pilotage et le suivi des projets (urbanisme, patrimoine, eau et assainissement, transports publics…);

- Assurer le suivi des projets menés par les ONG financées par la Région IDF à Madagascar ;

- Promouvoir l'expertise technique francilienne auprès des autorités publiques malgaches et des bailleurs multi et bilatéraux.

Le volontaire sera également chargé d'étudier les possibilités de développement de programme de mobilité de jeunes entre les deux territoires.

Durée de la mission proposée :
12 mois ■ **18 mois□** **24 mois □**

Date souhaitée d'arrivée du / de la volontaire *(tenir compte de la programmation annuelle des stages de préparation) :* le 1er février 2018

Espace Volontariats référent : (*pays, site internet, contacts mail, téléphonique et Skype)*
Madagascar, lovasoa.ratsimba@france-volontaires.org, +261 34 02 028 22

Création d'une mission ■ **Continuité d'une mission précédente** ☐
(En cas de renouvellement de mission, le / la volontaire précédent-e contribue généralement à la réécriture de la fiche de mission - Coordonnées du / de la volontaire précédent le cas échéant)

Cadre partenarial

Identification et coordonnées du / des organisations ayant contractualisées cette mission avec France Volontaires. Le nom des organismes partenaires figure dans le contrat VSI.

Partenaire en Europe

Nom de l'organisme * : Conseil régional Île-de-France

Adresse, téléphone, mail : 33 rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS

Site web : iledefrance.fr

Personne à contacter *(nom, qualité)* : PANDOLFI Laurent, chargé de mission Asie-océan indien

Partenaire dans le pays d'accueil

Nom de l'organisme * : Paris Region Expertise - Madagascar

Adresse, téléphone, mail : Ambassade de France à Madagascar, +261331540249

Site web : imvtana.org

Personne à contacter *(nom, qualité)* : Tamara Teissedre-Philip, Représentante de la Région Ile-de-France à Antananarivo

Autre partenaire éventuel

Mission cofinancée par France Volontaires et par : La Région Île-de-France
L'économie d'une mission de VSI est répartie entre les partenaires et permet de couvrir les frais inhérents aux transports, visa, couverture sociale et assurance, indemnités, logement, équipement, transports locaux et d'accompagnement (stage et suivi)

Contexte de la mission

Objectif(s) de Développement Durable (ODD) auquel contribue le / la volontaire *(cocher les cases correspondantes)* **:**
http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/

1 PAS DE PAUVRETÉ	2 FAIM «ZÉRO»	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
X	X	X		X	X

					
	X	X		X	X
					
X				X	

Présentation de la structure d'accueil : *(Historique, objectifs, ressources humaines, matérielles et financières…).*
Paris Région Expertise Madagascar est le bureau de représentation de la Région Île-de-France à Madagascar. La Région Ile de France et la Commune d'Antananarivo sont liées par un accord de coopération depuis 1990. En 1998, elles ont créé l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo (IMV) qui a assuré les actions d'assistance technique et le pilotage des projets de coopération financés par la Région. L'IMV sera remplacé le 1er février 2018 par Paris Region Expertise Madagascar.

Présentation du projet d'accueil : *(Dynamiques de coopération et d'échanges entre les pays, les sociétés, les cultures et personnes - Echanges interculturels - renforcement des sociétés civiles et dynamiques de changement social).*

Le volontaire assistera la représentante dans la réalisation de ses différentes missions. Il devra notamment entretenir un dialogue constructif avec les représentants de la Commune d'Antananarivo et les partenaires de coopération. Il sera également en charge du suivi des projets réalisés par les ONG franciliennes financées par la Région. Le volontaire devra en particulier entretenir des liens constructifs avec leurs représentants malgaches et les bénéficiaires des projets.

Zone d'intervention : Principalement Antananarivo.

Public concerné : *(Contribution à une action d'utilité sociale / intérêt général)*
- Les représentants des directions techniques de la CUA.
- Les bénéficiaires des projets des ONG soutenus par la Région.

Documentation et liens à consulter : *(organigramme, dernier rapport annuel, carte ou schéma de situation, document de projet, rapport de mission si renouvellement…)*

Site internet : imvtana.org

Cadre de la mission du / de la volontaire

Positionnement du / de la volontaire :

⇨ Renforcement des capacités de la structure d'accueil ? ***Oui***

⇨ Assistance technique spécifique à un projet ou à un programme particulier ? **Oui**

- ⇨ Le /la volontaire sera-t-il / elle en représentation de la structure d'accueil ? **Non**
- ⇨ Travaillera-t-il /elle seul(e) ou en équipe ? : Il travaillera seul sous responsabilité de la Représentante de la région
- ⇨ Aura-t-il /elle des responsabilités hiérarchiques ou d'équipe ? : Non
- ⇨ Avec qui le / la volontaire sera-t-il /elle en relation ? Pour quels aspects de son travail ? Le volontaire sera en relation avec les services techniques communaux, les bailleurs de fonds, les ONG…

Le / la volontaire est placé-e sous la responsabilité administrative de France Volontaires et sous la responsabilité opérationnelle de la Représentante de la Région à Antananarivo.
A qui le / la volontaire devra-t-il /elle rendre compte de son travail ? : Mme Tamara Teissedre-Philip.

- ⇨ Le / la volontaire devra- obligatoirement rédiger des rapports ? Pourquoi ? : Il participera au *reporting* effectué pour la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo.
- ⇨ Le / la volontaire doit rédiger un rapport de fin de mission à France Volontaires qui participe à la capitalisation et à la valorisation des activités réalisées et des Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquelles elle contribue.
- ⇨ Aura-t- il /elle des responsabilités financières ? Si oui, sous le contrôle de qui les exercera-t-il /elle ? : **Non**
- ⇨ Sera-t- il /elle astreint(e) à un devoir de réserve ? : **Oui**

Résultats attendus : Une bonne qualité de suivi / gestion de projet, un bon relationnel avec les tous les partenaires de la coopération, rigueur dans la gestion des activités qui lui sont confiées et respect des instructions données par la représentante.

Activités principales à mener : Assister la Représentante dans sa mission de suivi des projets financés par la Région, dans la promotion de l'expertise et des entreprises franciliennes.

Lieu principal d'intervention : Bureau de Paris-Région Expertise à Madagascar.

Horaires habituels : *8h30-17h00*

Déplacements professionnels à prévoir : *(quotidiens et ponctuels et modes de transport envisagés) :* Déplacement quotidien sur le lieu de travail et déplacements ponctuels sur les sites d'opération des projets et pour des rendez-vous extérieurs. Mode de transport à la convenance du VSI (taxi-be, deux-roues, taxi, voiture).

Processus de préparation et d'accueil prévu par le partenaire :

- En France :

  - Entretien avec le Directeur de la coopération internationale de la Région.

  - Une journée de travail avec le chargé de mission sur la présentation de l'institution et de la mission.

- Dans le pays d'accueil :

Accueil et accompagnement par la Représentante de la Région sur place.

Processus de préparation et d'accueil prévu par France Volontaires :

- En France :

Le / la volontaire doit participer à un stage de préparation à l'expérience de volontariat avant le déploiement sur son lieu de mission.

- Dans le pays d'accueil :

Cadre de vie du / de la volontaire

Caractéristiques géographiques : (*climat, milieu rural ou urbain, infrastructures et approvisionnement disponibles, modes de transport quotidiens).*
Climat tropical d'altitude, milieu urbain, approvisionnement classique.
Logement : *(type, confort, individuel ou collocation, le/la volontaire est-il /elle associé(e) à la recherche ?)*
Pratique courante de colocation entre volontaires ou logement individuel.

Distance du centre urbain le plus proche : *(en temps/km)*

Télécommunications, accès à internet :
Oui

Loisirs, sport, culture :
Institut français de Madagascar, centres sportifs et clubs.

La sécurité au quotidien : (*Existe-t-il des sources d'insécurité spécifiques ? Quelles sont les consignes particulières à respecter ? Quelles dispositions particulières sont prises pour limiter ces risques ?)*
Ne pas se déplacer la nuit à pied, quartiers insécures à éviter de jour et de nuit.
Vigilance à porter à la sécurité (logement, déplacements).

Nombre de volontaires internationaux en poste dans le pays à la date de validation de la fiche de mission :

Conditions du contrat :

- Statut du Volontaire de la Solidarité Internationale (loi de 2005) ;
- Indemnité d'installation et indemnité de réinstallation au retour ;
- Indemnité mensuelle de subsistance : cette indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération, et permet d'accomplir la mission dans des conditions de vie décentes ;
- Couverture sociale (mutuelle complémentaire, assurance rapatriement, assurance vieillesse) ;
- Fourniture du logement ;

- Frais de voyage 1 aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu d'affectation.

Profil souhaité du / de la volontaire

Formation(s) souhaitée(s) :
Master 2 en géographie, aménagement, environnement et / ou développement ; Institut d'Etudes Politiques…

Expérience(s) professionnelle(s) souhaitée(s) :
Expérience dans les pays du Sud souhaitée, intérêt marqué pour l'interculturel, gestion de projet.

Compétences principales recherchées : *(savoirs faire et savoirs être)*
Maîtrise de soi, adaptation à la culture et aux traditions locales, bon sens, curiosité.

Langue(s) souhaitée(s) et niveau :
Anglais

Autre(s) impératif(s) :

Une fiche de mission sert à ses différents usagers :
Partenaires, France Volontaires, candidats, volontaires pour

- *Identifier et concevoir une mission*
- *Programmer une mission*
- *Etablir et engager une convention de mission*
- *Mobiliser les candidats au volontariat à l'international*
- *Préparer le / la volontaire*
- *Etablir un contrat de VSI*
- *Assurer le suivi et l'accompagnement du / de la volontaire*
- *Evaluer – auto-évaluer la qualité d'une mission*
- *Informer, promouvoir, valoriser*

CONVENTION SPECIFIQUE FRANCE VOLONTAIRES

CONVENTION N°……
(Coopération décentralisée / fonctionnement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2018-045 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : France Volontaires
dont le statut juridique est : association
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au 6 rue Truillot 94200 Ivry-sur-Seine
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2018-045 du 24 janvier 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir France Volontaires pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 64,74 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 34 104 €, soit un montant maximum de subvention de 22 080 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement du stagiaire et alternant et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 24 janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 24 janvier 2018.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2018-045 du 24 janvier 2018.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Jacques BELTRAN

Le

Pour France Volontaires

CONVENTION AMBASSADE A MADAGASCAR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMBASSADE DE FRANCE A MADAGASCAR

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE

ADP 01 - 2.3.001 Produit des recettes perçues au titre de la location d'immeubles diplomatiques et consulaires situés à l'étranger sur P 105

_____

L'an deux mille dix-sept,
Le

Vu l'avis favorable de la Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les projets de mises à disposition d'immeubles situés à l'étranger détenus par l'Etat à l'étranger, conformément à l'article D. 4121-6 du Code général de la propriété des personnes publiques, en sa séance du 21 septembre 2017,

ENTRE

L'Etat représenté par Madame Véronique VOULAND-ANEINI, Ambassadeur de France, représentante du service des domaines de l'Ambassade de France à Madagascar,

d'une part,

ET

La Région Ile de France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Ile-de-France, ci-après dénommée le bénéficiaire,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

EXPOSE

Le bénéficiaire a demandé l'autorisation d'occuper des bureaux dans l'immeuble de l'Ambassade de France à Madagascar, situé 3, rue Jean Jaurès – Antananarivo.

Toutefois, en raison de la vacance temporaire de l'immeuble, le bénéficiaire a été informé qu'il ne saurait se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux et que la convention signée ne constitue en aucune manière un bail à caractère commercial.

Ceci exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :

CONVENTION

Article 1er - Description des lieux

L'Etat autorise le bénéficiaire à occuper à titre précaire et révocable l'immeuble dont la désignation suit :

- Deux bureaux (n° 207 et n° 209) situés au 2ème étage du bâtiment de l'Ambassade de France, d'une surface de 16.91 m2 pour l'un et 16.79 m2 pour le second.

Tel, au surplus, que cet immeuble figure entouré d'un liseré rouge sur le plan annexé à la présente convention sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample description, le bénéficiaire déclarant le bien connaître.

Cet immeuble est immatriculé sur Chorus Refx sous le n° 116134/181046 à la rubrique "ministère des affaires étrangères".

Le bénéficiaire reconnaît expressément le caractère provisoire, précaire et révocable de l'occupation sollicitée et s'engage à libérer les lieux sans indemnité à la première requête de l'administration.

Article 2 - Durée

La présente convention d'occupation prend effet au 1er février 2018. Elle est consentie à titre essentiellement précaire et de simple tolérance pour une durée de trois ans et ne peut, en aucun cas, se poursuivre par tacite reconduction.

L'Etat se réserve le droit de la suspendre ou de la révoquer à tout moment unilatéralement soit pour non respect par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses

obligations, soit pour un motif d'intérêt général et, en tout état de cause, en cas de vente de l'immeuble par l'Etat.

Le retrait de l'autorisation sera prononcé par simple notification adressée au domicile du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par le propriétaire. En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne pourra réclamer une indemnité.

Article 3 - Conditions d'occupation

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente autorisation d'occupation ne confère au bénéficiaire, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole. Elle revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit.

Article 4 - Etat des locaux

Le bénéficiaire ne pourra modifier en aucun cas l'état des lieux sans l'accord préalable et formel du propriétaire.

Il s'engage à laisser les agents de l'ambassade de France visiter l'immeuble en vue d'en constater l'état et de vérifier que sa destination est bien respectée.

Article 5 - Conditions particulières

Le bénéficiaire devra en outre respecter les conditions particulières suivantes.

Néant.

Article 6 - Conditions financières

La présente occupation est autorisée, compte tenu de son caractère précaire et révocable, moyennant une redevance mensuelle au m^2 de 35 000 AR Ariary (soit 10.15 € au m^2 au taux de chancellerie du 16/09/2017) payable d'avance et annuellement par virement sur le compte de la DSFIPE et en faveur du MEAE.

Le loyer annuel s'établit ainsi à :

(16.79 m2 + 16.91 m2) x 35 000 AR soit 1 179 500 AR Ariary soit 4 104.66 €.

Cette redevance sera révisable annuellement en fonction de la décision de la commission locale des logements et des variations du taux de change.

Le virement sur le compte bancaire de la DSFIPE devra indiquer l'objet et le libellé ci-dessous

"Madagascar -n° IDF - année du loyer payé"

Attribution de produits » ADP 01 - 2.3.001 Produit des recettes perçues au titre de la location d'immeubles diplomatiques et consulaires situés à l'étranger sur P 105 ».

Le virement annuel du loyer sera effectué sur le compte bancaire de la DSFIPE ouvert auprès de la Banque de France sous le numéro RIB:

- Code banque : 30001
- Code guichet : 00589
- N° compte : A44A0000000

- Clé RIB / 13

Ou code IBAN : FR88 3000 1005 89A4 4A0000000 013

– identifiant (BIC) : BDFEFRPPCCT.

<u>Article 7</u> - Charges et entretien des locaux

En sus de la redevance, le bénéficiaire acquittera les charges locatives afférentes au bien loué.

En raison de la nature de la convention et de ce qui est dit dans l'exposé des motifs, l'Etat ne sera pas tenu d'effectuer les travaux d'entretien et de grosses réparations qui incombent normalement au propriétaire.

Le bénéficiaire pourra effectuer ces travaux à ses frais, sans pour autant que l'Etat puisse, en aucune façon être recherché à ce sujet et après en avoir demandé formellement l'autorisation au propriétaire.

<u>Article 8</u> - Fin de la convention

A la fin de la convention, par arrivée du terme ou retrait, le propriétaire reprendra la libre disposition des biens sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité pour quelque cause que ce soit.

<u>Article 9</u> - Litiges et différends

En cas de différend, et si des solutions amiables ne peuvent être trouvées, le droit français est applicable et le tribunal administratif de Paris est compétent.

<u>Article 10</u> - Enregistrement - Timbre

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du timbre.

<u>Article 11</u> - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- le représentant de l'Etat français à l'Ambassade de France à Tananarive, Madagascar,
- le bénéficiaire au 33 rue Barbet de Jouy à Paris, siège du Conseil Régional d'Ile de France.

La présente convention est établie en deux exemplaires, dont un exemplaire pour chacune des parties.

Pour l'Etat	Pour la Région Ile-de-France
Mme Véronique VOULAND-ANEINI Ambassadeur de France à Madagascar	Mme Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional

AVENANT A LA CONVENTION PROJET AVEC-VIETNAM

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE COOPÉRATION

Ateliers AVEC (Action Vietnam Environnement – renforcement des Capacités)
Phase 3 2016-2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE**,**
domiciliée Hôtel de Région, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris (France), dûment représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP ……. en date du ……., ci-après désigné : La Région Ile- de-France.

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS**,**
domicilié Hôtel du Département, 93006 BOBIGNY CEDEX, (France), dûment représenté par Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président du Conseil départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du ……., ci-après désigné : « Le Département de la Seine-Saint-Denis»,

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE,
domicilié Hôtel du Département, 21-29, avenue du Général De Gaulle, 94054 CRETEIL CEDEX (France), dûment représenté par Monsieur Christian FAVIER, Président du Conseil départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du ……., ci-après désigné : « Le Département du Val-de-Marne»,

LE SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE,
domicilié 2, rue Jules César 75012 PARIS, dûment représenté par Monsieur Belaïde BEDREDDINE, son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du ……., ci-après désigné : « Le S.I.A.A.P. »

LE COMITE POPULAIRE DE HANOI,
Représenté par son Président, Monsieur……. , domicilié à Hanoi (Vietnam), ci-après désigné « la ville de Hanoï »

LE COMITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE HAI DUONG,
Représenté par son Président, Monsieur……. , domicilié , ci-après désigné « La province de Hai Duong »

LE COMITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE YEN BAÏ
Représentée par sa Présidente, Madame PHAM Thi Thanh Tra, domicilié quartier Dong Tam, ville de Yen Baï, province de Yen Baï (Vietnam), ci-après désigné « La province de Yen Baï »

LE COMITE POPULAIRE DE LA VILLE DE HUE
Représenté par son Président, Monsieur , domicilié , ci-après désigné « La ville de Hué »

L'AGENCE FRANÇAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE (EXPERTISE FRANCE), domiciliée 73 rue de Vaugirard 75006 Paris, dûment représentée par …., agissant pour le compte de PRX-Viêtnam.

Préambule

En application de sa nouvelle stratégie internationale, la Région Île-de-France a décidé par délibération n°CR 129-2017 du 6 juillet 2017, et en accord avec le Comité populaire de Hanoï, de modifier son dispositif de coopération à Hanoi en remplaçant l'Institut des Métiers de la Ville par Paris Region Expertise –Vietnam (PRX-Vietnam) à compter du 1er novembre 2017. Il convient par conséquent d'apporter les modifications qui suivent à la convention partenariale « A.V.E.C ».

ARTICLE 1 : Le préambule de la convention est ainsi modifié :
a) Le troisième alinéa est supprimé ;
b) Au quatrième alinéa, les mots « *avec le soutien de l'IMV* » sont supprimés ;
c) En fin de préambule, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : *« La Région Île-de-France dispose depuis le 1er novembre 2017 d'une représentation auprès du Comité populaire de Hanoi nommée Paris Region Expertise Vietnam en charge de promouvoir l'expertise francilienne, notamment dans le secteur de l'environnement et du développement durable. A ce titre, elle s'engage à assurer le pilotage du programme défini ci-après en hébergeant la cellule de projet A.V.E.C. Par délibération n°CP 2017-428 du 20 septembre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de confier à l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France) le portage administratif et financier de PRX-VN.* ».

ARTICLE 2 : Dans les articles 1, 2, et 10 de la convention, les mots « *l'IMV* » sont remplacés par « *PRX-Vietnam* ».

ARTICLE 3 : L'article 4 de la convention est ainsi modifié :
a) Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes « *La Région Ile-de-France, le Département de Seine-Saint-Denis et le Département du Val de Marne versent leur contribution au S.I.A.AP.* » ;
b) Le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le SIAAP perçoit la subvention du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et la reverse ainsi que sa propre contribution et celles des autres collectivités à Expertise France, agissant pour le compte de PRX-Vietnam en vue de financer le programme tel que mentionné aux articles 2 et 3* » ;
c) Le cinquième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « *Les partenaires vietnamiens contribueront financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge d'une partie des frais d'organisation des ateliers et des déplacements au Vietnam*. » ;
d) Au sixième alinéa, les mots « *l'IMV* » sont remplacés par « *PRX-Vietnam* ».

ARTICLE 4 : Le premier alinéa de l'article 5 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le Département de la Seine-Saint-Denis verse au SIAAP, qui s'engage à en faire usage conformément à l'article 4, la somme de 29.000 € pour la suite du projet. ».*

ARTICLE 5 : Le premier alinéa de l'article 6 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : *« Le Département du Val-de-Marne verse au SIAAP, qui s'engage à en faire usage conformément à l'article 4, la somme de 5.800 € comme solde de sa contribution au projet.* ».

ARTICLE 6 : Le premier alinéa de l'article 7 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le S.I.A.A.P est autorisé à reverser à Expertise France les contributions des partenaires français restant à octroyer au titre du projet « A.V.E.C ». Il s'engage à verser à Expertise France un montant total de 122 600 €, décomposé ainsi : 5 800 € de la Région, 5 800 € du Conseil départemental du Val-de-Marne, de 29 000 € du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de 14 000 € du SIAAP et de 68 000 € du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.*

Ces subventions seront versées sur le compte bancaire d'Expertise France suivant : ……

ARTICLE 7 : Le premier alinéa de l'article 8 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *La Région Ile-de-France verse au SIAAP, la somme de 5 800 € maximum comme solde de sa contribution au projet. ».*

ARTICLE 8 : L'article 9 de la convention est ainsi modifié :

a) L'article 9 est intitulé : « *Rôles et interventions d'Expertise France et de PRX-Vietnam* »

b) L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :« *Expertise France à Hanoi assure le portage administratif et financier du projet. Les frais de gestion du projet sont inclus dans le budget prévisionnel du projet. Expertise France, via son agence à Hanoi, établit les contrats de travail des personnels de la cellule AVEC, assure la comptabilité du projet et signe les rapports d'exécution financière du projet.*

Expertise France *utilise le produit des subventions versées par l'ensemble des partenaires signataires de la convention conformément aux coûts inscrits dans le budget prévisionnel et des programmations validées par le comité de pilotage.*
Expertise France signe également les contrats d'achats de services et de biens nécessaires à la réalisation du projet, et représente l'ensemble des partenaires du projet AVEC dans les conventions spécifiques conclues avec des acteurs franciliens afin de mobiliser des expertises techniques spécifiques.

PRX-Vietnam est le coordonnateur du programme. Il est responsable, de l'accueil et du bon fonctionnement de la cellule A.V.E.C. »

ARTICLE 9 : L'article 11 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le Comité populaire de la ville de Hanoi contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge d'une partie des frais de séjour et de transport des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers conformément au budget du projet ; par ailleurs , il mettra à disposition de la cellule des équipements nécessaires à la tenue des atelier ».*

ARTICLE 10 : L'article 12 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le Comité populaire de la ville de Huê contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge d'une partie des frais de séjour et de transport des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers conformément au budget du projet ; par ailleurs, il mettra à disposition de la cellule des équipements nécessaires à la tenue des atelier ».*

ARTICLE 11 : L'article 13 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le Comité populaire de la province de Yên Bai contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge d'une partie des frais de séjour et de transport des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers conformément au budget du projet ; par ailleurs , il mettra à disposition de la cellule des équipements nécessaires à la tenue des atelier ».*

ARTICLE 12 : L'article 14 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le Comité populaire de la province de Hai Duong contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge d'une partie des frais de séjour et de transport des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers conformément au budget du projet ; par ailleurs , il mettra à disposition de la cellule des équipements nécessaires à la tenue des atelier ».*

ARTICLE 13 : L'article 15 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « *La participation, telle que précisée aux articles 5,6, et 8 de la présente convention, est versée sur le compte bancaire du SIAAP établi en euros après l'entrée en vigueur de la présente convention. Elle sera créditée, selon les procédures comptables en vigueur, à la direction régionale des finances publiques – établissement interdépartementaux (EI) pour le compte du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP)-, n° R7520000000, code banque 30001, code guichet 00064, clé RIB 18 domicilié à la Banque de France de Paris».*

ARTICLE 14 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées. Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Fait à Paris, le XX/XX/2017

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil régional

Pour le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne

Le Président,

Bélaide BEDREDDINE

Pour le Comité populaire de Hanoï,

Le Président du Comité populaire

Pour le Comité populaire de la Ville de Hué,

Le Président du Comité populaire de Hué

Pour le Département du Val-de-Marne,

Le Président du Conseil départemental

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis,

Le Président du Conseil départemental

Pour le Comité populaire de la province de Yen Baï

Le Président du Comité populaire

Pour le Comité populaire de la province de Hai Duong

Le Président du Comité populaire

Pour Expertise France

Le directeur général,

Sébastien Mosneron Dupin

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-131

DU 24 JANVIER 2018

ADHÉSION DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À L' "ASSOCIATION POUR LA GRANDE MÉTROPOLE. ASSOCIATION DES COLLECTIVITÉS D'ÎLE-DE-FRANCE"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux « Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17juin 2010 ;

VU la délibération n° 2017-162 du 22 septembre 2017 visant à « simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU le budget 2018 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de la réforme territoriale ;

VU le rapport n°CP 2018-131 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

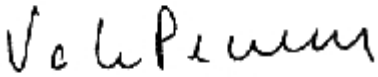
Décide de l'adhésion de la région Île-de-France à l'« Association pour la Grande Métropole. Association des collectivités d'Île de France ».

Article 2 :

Décide le versement de la cotisation à l'« Association pour la Grande Métropole. Association des collectivités d'Île de France » au titre de l'année 2018.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 15 000 € au profit de l'« Association pour la Grande Métropole. Association des collectivités d'Île de France », disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2018.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-053

DU 24 JANVIER 2018

PARIS RÉGION UP
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS PM'UP,TP'UP ET BACK'UP
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR
PROMOTION DES AIDES RÉGIONALES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU la communication de la Commission n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la RDI;

VU le Règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission Européenne le 17 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la Recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014 – 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime d'aide notifié à la Commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté - Aide d'État SA. 41259 (2015/N) ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création d'entreprise ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides Paris Region UP

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 relative à la mise en place des aides INNOV'up ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative à l'adoption du nouveau réglement d'intervention Tp'up ;

VU la délibération n° CP 14-219 du 10 avril 2014 désignant la société Aqylon lauréate PM'up ;

VU la délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015 désignant la société Witbe lauréate PM'up ;

VU la délibération n°CP N°16-180 du 18 mai 2016 attribuant une aide pour l'année 2 du parcours de Witbe et l'année 3 d'Aqylon ;

VU la délibération n° CP 16-368 du 12 juillet 2016 désignant les sociétés Blue Elements et Numéro 1 Scolarité lauréates PM'up ;

VU la délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'up, TP'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 relative à la mofication de la convention type TP'up ;

VU la délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 relative à la modification du règlement d'intervention PM'up ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2018-053 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 33 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.1. à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 5 135 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 5 135 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Adoption de quatre avenants spécifiques PM'up

Approuve l'avenant à la convention n°2013-2-MPI-590781-A de l'entreprise AQYLON, approuvée par délibération n° CP 14-219 du 10 avril 2014, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n° 2014-2-TIC-603125-A de l'entreprise Witbe, approuvée par délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n° 2015-2-SBS-606767-A de l'entreprise Numéro 1 Scolarité, approuvée par délibération n° CP 16-368 du 12 juillet 2016, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n° 2015-2-SBS-606767-A de l'entreprise Blue Elements, approuvée par délibération n° CP 16-368 du 12 juillet 2016, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 : Désignation de 20 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.3. à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 733 079 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 557 479 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 175 600 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint annexe 1 à la présente délibération.

Article 4 : Désignation d'un nouveau bénéficiaire Back'up Sauvegarde

Décide de participer au titre du dispositif Back'up, au financement du projet de l'entreprise LORY Fonderies détaillé en annexe 2.4. à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant cumulé de 200 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la commission permanente n° CP 17- 212 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Il est ainsi proposé d'affecter une autorisation de programme de 200 000 € au titre du dispositif Back'up sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget régional 2018.

Article 5 : Approbation de la convention de partenariat « Innov'up Leader PIA »

Approuve la convention régionale du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) Action «Projets d'innovation » avec l'Etat, Bpifrance et Bpifrance Financement, figurant en annexe 2.5 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6: Règlement d'intervention « Innov'up Leader PIA »

Approuve le règlement d'intervention de l'aide INNOV'up figurant en annexe 2.6 à la délibération.

Article 7 : Approbation de la convention de partenariat « Filières PIA »

Approuve la convention régionale du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) Action «Accompagnement et transformation des filières » avec l'Etat, l'EPIC Bpifrance et Bpifrance Financement, figurant en annexe 2.7 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 8 : Station F

Affecte une autorisation d'engagement de 12 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » Programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102

« Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2018 pour mettre en place un espace d'information sur les aides régionales au sein de la Station F.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer tout document et à réaliser tous les actes nécessaires à l'apport de ces fonds.

Article 9 : Soutien au réseau France Active Ile-de-France

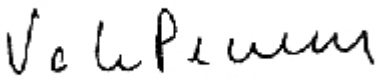
Décide dans le cadre de la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-475 du 18 juin 2014, prorogée par l'avenant n°1 n° CP 2017-111 du 8 mars 2017 et par l'avenant n°2 n° CP 2017-490 du 18/10/2017, d'attribuer une subvention d'un montant maximum de 25 000 € à Ile-

de-France Active pour son activité d'animation, de coordination et de développement de l'activité du réseau France Active Ile-de-France sur le volet financement de l'ESS.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme 91-003 « Economie sociale et solidaire », Action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », nature 6574 du budget régional 2018.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er octobre 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la Délibération

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-053	Budget	2018

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000865 - Back Up Sauvegarde

Dossier	18002322 - LORY FONDERIES BACK UP SAUVEGARDE			
Bénéficiaire	P0038350 - LORY FONDERIES			
Localisation	BRIERES-LES-SCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	20 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000865 - Back Up Sauvegarde	200 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	200 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400101 - PM'up**

Dispositif : N° 00000396 - PM'up - Investissement

Dossier	18000955 - 18000955- PM'up jurys du 28 novembre 2017 et du 08 janvier 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 135 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	5 135 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000396 - PM'up - Investissement	5 135 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194001 - 19400101	5 135 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-053	Budget	2018

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400201 - TP'up**

Dispositif : N° 00001040 - TP'up (investissement)

Dossier	18001074 - 18001074 - Affectation TP up investissement CP du 24 janvier 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	557 479,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	557 479,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001040 - TP'up (investissement)	557 479,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194002 - 19400201	557 479,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400202 - TP'up**

Dispositif : N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)

Dossier	18001075 - 18001075 - Affectation TP UP fonctionnement CP 24 janvier 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	175 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)	175 600,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194002 - 19400202	175 600,00 €

Annexe 2 à la Délibération

2.1 Désignation de 33 bénéficiaires PM'up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jurys – 28 novembre 2017 et 8 janvier 2018

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Numérique	12Metrics	Paris	150 000 €	08/06/2017	3
Région - Ville durable et intelligente	ADMS	HERBLAY	120 000 €	26/08/2017	3
Tourisme, sports, loisirs	ATK EVENTS	PARIS	180 000 €	31/05/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	BALUCHON - A TABLE CITOYENS	Romainville	180 000 €	04/09/2017	3
Autre	BLANCHISSERIE DE PARIS	CHILLY MAZARIN	150 000 €	07/09/2017	3
Numérique	CTRL-A	PARIS	180 000 €	26/07/2017	3
Autre	DATAVALUE CONSULTING	Montrouge	250 000 €	28/06/2017	3
Automobile et mobilités	DBA SARL	GAZERAN	120 000 €	24/07/2017	3
Numérique	FITLE	Paris	50 000 €	28/07/2017	1
Aéronautique, spatial et défense	GARCIA RECTIFICATION	Cormeilles en Vexin	150 000 €	11/07/2017	3
Autre	HUYGENS	PARIS	120 000 €	10/07/2017	3
Numérique	LearnEnjoy	VERSAILLES	180 000 €	25/07/2017	3
Automobile et mobilités	ROADGROUP	MONTREUIL SOUS BOIS	150 000 €	12/06/2017	3
Autre	SEDI-ATI FIBRES OPTIQUES	COURCOURONNES	200 000 €	24/08/2017	3
Numérique	SMART PIXELS SAS	Paris	150 000 €	03/08/2017	3
Autre	SUPRATEC	BONDOUFLE	200 000 €	26/06/2017	3
Autre	XL FRANCE	Poissy	200 000 €	15/09/2017	3
Numérique	Yelloan	PARIS	150 000 €	25/08/2017	3
Autre	VERY BLOOM	Paris	200 000 €	31/10/2017	3
Autre	THEATRE IN PARIS	PARIS	120 000 €	26/10/2017	3

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Autre	DUNOD MALLIER	Montigny-le-Bretonneux	100 000 €	01/10/2017	2
Région - Ville durable et intelligente	HESION	Achères	150 000 €	28/09/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	SEIF INDUSTRIE	CHAMPIGNY SUR MARNE	135 000 €	25/09/2017	3
Numérique	Kit United	Paris	150 000 €	07/09/2017	3
Autre	VIMATHERM SAS	LIZY-SUR-OURCQ	150 000 €	31/08/2017	3
Autre	SCOPING SA	MASSY	180 000 €	30/08/2017	3
Numérique	Pitchy Bros Prod	Paris	180 000 €	29/08/2017	3
Numérique	STRATUMN	Paris	150 000 €	24/08/2017	3
Numérique	INTENTO DESIGN	Paris	100 000 €	14/08/2017	2
Santé	TRANSPORTEO INTERNATIONAL	AULNAY SOUS BOIS	160 000 €	11/08/2017	3
Région - Ville durable et intelligente	Natural Grass SAS	Paris	200 000 €	11/08/2017	3
Automobile et mobilités	Flexfuel Energy Development	VULAINES SUR SEINE	150 000 €	28/07/2017	3
Autre	TELYS	PARIS	130 000 €	28/06/2017	3

2.2 Avenants Pm'up

Avenant n°2 à la convention n°2013-2-MPI-590781-A attribuant la subvention PM'up à la société Aqylon

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2018-053 du 24 janvier 2018.

Titulaire
Raison sociale : Aqylon
Adresse : 12, rue Saint Martin 77890 Garentreville

SIREN : 511 823 312

Représentée par : M. Jeangros, dûment habilité

Article 1: Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération **CP N°16-180 du 18 mai 2016** :

Axe1 : 25 000 €
Axe 2 : 77 447 €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le……..

Guillaume JEANGROS, Président Directeur Général

A……., le ……..

La Région Ile-de-France

Avenant n°3 à la convention n° 2014-2-TIC-603125-A
attribuant la subvention PM'up à la société Witbe

Région Ile-de-France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2018-053 du 24 janvier 2018,

Titulaire
Raison sociale : Witbe
Adresse : Opéra E, les Collines de l'Arche 92057 Paris La Défense Cedex
SIREN : 430 104 414
Représentée par : Monsieur Paul RIBEREAU, dûment habilité

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération n° **CP N°16-180 du 18 mai 2016** :

Axe 1 : 0 €
Axe 2 : 38 000 €
Axe 3 : 60 000 €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

À……., le…….

Monsieur Paul RIBEREAU, Directeur Financier

À……., le …….

La Région Ile-de-France

Avenant n°1
à la convention n° 2015-2-SBS-606767-A
attribuant la subvention PM'up à la société NUMERO 1 SCOLARITE

Identification des parties

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2018-053 du 24 janvier 2018.

Titulaire :

Raison sociale : **NUMERO 1 SCOLARITE**
Adresse : 50, grande rue Charles de Gaulle 94130 NOGENT SUR MARNE
SIREN : 488 122 995
Représenté en la personne d'Emmanuelle CONRAD, Directrice Générale, dûment habilitée.

Article 1: Objet

Le présent avenant a pour objet :

de modifier dans l'annexe technique et financière (ATF) de la convention 2015-2-SBS-606767-A, votée dans la délibération CP 16-368 du 12 juillet 2016, la ventilation de l'aide PM'up par régime d'aide comme suit :

- 65 710 € en application du régime de Minimis
- 26 900 € en application du régime SA 40453

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….
Emmanuelle CONRAD, Directrice Générale

A……., le ……
La Région Île de France

Convention n°2015-2-SBS-611835-A

Avenant n°1

Identification des parties :

Personne morale de droit public :

Région Ile-de-France

35, boulevard des Invalides

75007 PARIS

Dûment représentée par sa Présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 18-053 du 24 janvier 2018.

Et

Bénéficiaires :

Blue Elements

Adresse : 26 rue des Amandiers 92 000 NANTERRE

N° SIREN : 531633824

Représenté en la personne de Sidonie Bouchet, sa représentante légale en tant que gérante, dûment habilité.

Nouveau bénéficiaire : Blue Code

Adresse : 26 rue des Amandiers 92 000 NANTERRE

N° SIREN : 803 613 470

Représenté en la personne de Sidonie Bouchet, sa représentante légale en tant que gérante, dûment habilité.

Pour des raisons d'organisation interne, le plan de développement PM'up est désormais porté conjointement par Blue Elements et par sa holding Blue Code.

Blue Elements est mandataire du projet.

Le présent avenant a pour objets de modifier la convention signée en vertu de la délibération n° CP 16-368 du 12 juillet 2016**:**

d'ajouter la maison mère Blue Code en tant que bénéficiaire de l'aide PM'up. Les subventions relatives au plan de développement PM'up, tels que décrits en annexe technique et financière, sont portées conjointement par les sociétés Blue Elements et Blue Code.

1. de désigner comme mandataire du projet PM'up l'entreprise Blue Elements. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

L'article 6 de la convention est remplacé comme suit :

Article 6

L'ensemble des bénéficiaires s'engage à respecter les droits et obligations de la convention et à transmettre au mandataire toutes les pièces justificatives nécessaires aux paiements.

Les paiements sont effectués au compte du mandataire suivant :

Banque : BNP PARIBAS Code Banque : 30004

Agence : Boulogne Billancourt Code Guichet : 00350

Numéro de Compte : 000 103 843 09

Clé RIB : 23

Comptables assignataires de la dépense :

M. l'agent comptable de l'Agence de Service des Paiements, situé 2 rue de Maupas à LIMOGES (87000)

La Région Ile-de-France ne peut être tenue responsable du non-reversement des sommes virées par l'ASP au compte du mandataire.

Les autres articles demeurent inchangés.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

L’ensemble des bénéficiaires s’engage à respecter les droits et obligations de la convention.

Signature des parties

A……., le ……..

Pour les entreprises Blue Code et Blue Elements, la gérante Sidonie BOUCHET

A……., le ……..

La Région Île de France.

2.3 Désignation de 20 bénéficiaires TP'up

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total Subvention attribuée	Date de candidature	Nb de stagiaires	Nb de création d'emplois
autre	AUTHOT	Solutions de maintenance pour actifs industriels (presse, stations de lavage, centre d'usinage). La solution proposée est composée de capteurs connectés, les données remontées permettant grâce à l'intelligence artificielle une analyse prédictive des pannes.	94	IVRY-SUR-SEINE	21 000 €	19 000 €	40 000 €	05/10/2017	2	14
autre	FIRMFUNDING	Propose un système de mini-placements privés pour les entreprises à travers une plateforme développée en interne	92	NEUILLY-SUR-SEINE	28 500 €	7 500 €	36 000 €	27/11/2017	2	5
autre	EPL	EPL est le fabricant d'écrans vidéo, d'afficheurs électroniques et de systèmes d'éclairage à base de LEDs. Réparation de cartes électroniques spécifiques.	77	FAREMOUTIERS	44 500 €	5 000 €	49 500 €	06/11/2017	2	5
tourisme, sport, loisir	CREERMONLIVRE-COM	Créermonlivre a développé une plateforme qui permet aux particuliers et aux entreprises de personnaliser des livres.	77	MOISSY-CRAMAYEL	40 000 €	15 000 €	55 000 €	22/09/2017	2	3

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total Subvention attribuée	Date de candidature	Nb de stagiaires	Nb de création d'emplois
autre	CUIR TEXTILE CREATION	Vente en ligne et en magasin d'outils, de consommables et de matières premières de maroquinerie, tapisserie, dorure et reliure. Elle fournit également des services associés (assemblage, transformation, développement d'outillage surmesure...).	95	EAUBONNE	0 €	20 600 €	20 600 €	12/08/2017	2	2
agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	DELICORNER	Delicorner installe un corner convivial au sein de tout type de société afin d'offrir un encas sains (fruits frais bio, fruits secs, etc....) aux salariés. Elle organise également des événements à thème chez ces clients.	75	PARIS	29 200 €	0 €	29 200 €	26/10/2017	2	4
agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	MAISON ALEXANDRE STERN	Créatrice de miel, elle met au point des assemblages de miels, déjà sélectionnés pour leur qualité et leur pureté.	75	PARIS	13 500 €	21 500 €	35 000 €	23/11/2017	2	3
autre	SAEKLER	La société est spécialisée dans le développement de solutions d'éclairage LED sur mesure. La société des prestations de conseil autour de l'éclairage LED et réalise certains assemblages de produits finis.	93	VILLEPINTE	26 000 €	0 €	26 000 €	25/11/2017	2	4
autre	PACIFIC COLOUR	Sublimation 3D.	94	NOGENT-SUR-MARNE	18 000 €	5 000 €	23 000 €	28/10/2017	1	3

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total Subvention attribuée	Date de candidature	Nb de stagiaires	Nb de création d'emplois
autre	JLB GROUP	Spécialisée dans la vente des stocks des vêtements invendus auprès des marques.	93	STAINS	18 600 €	0 €	18 600 €	25/10/2017	1	3
numérique	SILAB	Plateforme RencontreUnArchi.com qui permet la mise en relation des professionnels de l'aménagement (architecte, architecte d'intérieur, décorateur, entreprise générale de bâtiment) avec des particuliers et entreprises (restaurants, hôtels, boutiques).	75	PARIS	17 200 €	15 000 €	32 200 €	25/10/2017	2	10
autre	H ET V	PANAFRICA est une marque éthique de baskets créée en 2015 spécialisée dans la conception, la production et la commercialisation de produits dans le domaine de la chaussure.	75	PARIS	30 325 €	7 250 €	37 575 €	17/11/2017	2	6
autre	HORIZON DATA SERVICES	HDS réalise pour le compte de ses clients des rapports d'inspection intégrant des solutions innovantes en matière de capture et de traitements de données, grâce à l'exploitation de drones et de robots.	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	43 000 €	12 000 €	55 000 €	27/10/2017	3	25
santé	SEED TO SEED	Conception et commercialisation de produits cosmétiques bio de la marque OOlution	94	LE PERREUX SUR MARNE	25 000 €	0 €	25 000 €	07/11/2017	2	7

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total Subvention attribuée	Date de candidature	Nb de stagiaires	Nb de création d'emplois
autre	MITOLOGICS	Mitologics est une société innovante de biotechnologies spécialisée dans la détection des altérations mitochondriales.	93	ROMAINVILLE	50 000 €	5 000 €	55 000 €	25/08/2017	2	3
autre	EKODEV	Ekodev est une société de conseil spécialisée dans l'accompagnement des organisations sur les thématiques "développement durable et RSE" et plus particulièrement : mobilité durable, Climat énergie, Biodiversité et Stratégie RSE.	75	PARIS	25 000 €	3 000 €	28 000 €	16/10/2017	2	3
autre	PROACTIVE ACADEMY	Offre de prestations qui ont pour but de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs via des ateliers d'insertion professionnelle, des formations et des plateformes de mises en relation entre des entreprises et des apprentis.	75	PARIS	28 200 €	5 500 €	33 700 €	18/12/2017	2	12
région ville durable et intelligente	GEODEAL	Reprise de parcs IT, reconditionnement et revalorisation.	93	BONDY	37 500 €	7 500 €	45 000 €	01/08/2017	2	4
autre	SERIMAGES	Entreprise de communication visuelle qui réalise) des travaux d'impression sur tous supports : Décoration vitrine boutiques-enseignes, PLV présentoir produits, enseigne, identité	78	LES CLAYES-SOUS-BOIS	28 454 €	5 250 €	33 704 €	05/11/2017	2	3

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total Subvention attribuée	Date de candidature	Nb de stagiaires	Nb de création d'emplois
		visuelle, flotte de véhicule, signalétique)								
agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	MEGLAB	Meg lab développe des solutions connectées dédiées à la facilitation du soin des plantes.	75	PARIS	33 500 €	21 500 €	55 000 €	18/07/2017	2	13

2.4 Désignation d'un bénéficiaire Back'up Sauvegarde

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée
Région ville durable et intelligente	LORY Fonderies	Brières les Scellés	200 000 €

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés

2.5 Convention de partenariat relative au Programme d'Investissements d'avenir

CONVENTION REGIONALE

Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)

Action « Projets d'innovation »

en région Ile-de-France

Entre :

- **l'Etat**, représenté par le Préfet de la région Ile-de-France, Michel CADOT
  ci-après dénommé l'« Etat »

Et

- **le Conseil régional d'Ile-de-France**,
  représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE
  dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n0XXX, en date du XXX
  ci-après dénommée la « Région »

Et

- **d'une part,**

  l'**EPIC Bpifrance,** dont le siège est à Maisons-Alfort (94710) 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par M. Pierre LEPETIT, Président Directeur-Général

  Ci-après dénommé **l'« Opérateur »,**

- **et d'autre part,**

Bpifrance Financement SA, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 839.907.320 €, représentée par M. Nicolas DUFOURCQ, Président Directeur-Général, intervenant, tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et ci-après dénommée « **Bpifrance**» ou le « **Gestionnaire** »,

Vu la Convention du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Concours d'innovation ») ;

Vu le courrier de la Région du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidature

Vu la notification du Premier Ministre du 7 juin 2017

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°XXX en date du XXX approuvant la présente convention,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La montée en gamme de l'offre de l'industrie française pour gagner en compétitivité suppose un effort continu de productivité, d'innovation, de qualité et de service. Le développement des nouveaux modèles crée de nombreuses opportunités d'émergence rapide de nouveaux acteurs positionnés sur des marchés extrêmement variés. Le dynamisme de ces acteurs et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA).

La nécessité (i) de poursuivre l'adaptation des entreprises françaises aux mutations de l'environnement économique global – en particulier la montée en puissance de l'économie numérique ; (ii) de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale par rapport à ses principaux concurrents ; (iii) de maintenir une base industrielle ancrée sur le territoire national, qui est une condition au maintien et à la croissance de l'emploi, impose la poursuite, le renforcement et l'adaptation, dans le cadre du PIA 3, des actions engagées en faveur des entreprises, et notamment des plus petites d'entre elles, dans les PIA 1 et 2.

Le tissu des PME françaises est un indispensable support à la croissance économique nationale. Le développement d'une politique d'innovation au service des PME est un levier du développement économique. Le dynamisme de ces acteurs, leur ancrage territorial et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière du PIA.

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances remboursables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités. L'octroi des financements est co-décidé, avec un principe de cofinancement paritaire.

La régionalisation des actions du programme d'investissements d'avenir offre notamment un accès naturel aux financements publics pour les projets que les pôles de compétitivité ont contribué à identifier, à construire ou à labelliser sur leur territoire d'action.

Le PIA 3 propose aux régions de définir des appels à projets territorialisés sur trois actions, pour lesquelles une approche territoriale parait particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte régional. Cette action est opérée par Bpifrance ;
- « Accompagnement et transformation des filières ». Cette action est opérée par Bpifrance ;
- « Ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes ». Cette action est opérée par la Caisse des dépôts et consignations.

Dans ce contexte, la Région Ile-de-France souhaite apporter son soutien, à parité avec l'État, aux PME régionales engagées dans des projets d'innovation, afin de favoriser leur croissance et leur compétitivité, conformément aux priorités du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation, la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation.

Par courrier du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidature, la Présidente de la Région a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser 10 000 000 € sur l'action « projets d'innovation ». Par courrier du 7 juin 2017, le Premier Ministre a notifié son accord sur cette proposition confirmant ainsi la mobilisation globale de 20 000 000 € pour cette action.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de l'action « Projets d'innovation » opérée par Bpifrance, en région Ile-de-France (« le Dispositif » régional).

ARTICLE 2 – CONSTITUTION DU DISPOSITIF REGIONAL

2.1 L'Etat et la Région décident d'intervenir à parité dans le cadre du Dispositif : à 1€ apporté par l'Etat au Dispositif correspond 1€ apporté par la Région.

2.2 Le montant apporté par l'Etat au Dispositif dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir est défini par une lettre du 7 juin 2017 adressée par le Premier ministre à la Présidente de la

Région. Cette lettre valide la ventilation de l'enveloppe régionale entre les trois actions retenues par la Région. Elle confirme la mobilisation par l'Etat 10 M€ de cette action en Ile de France.

Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion.

2.3 La Région s'engage à apporter le même montant au Dispositif, sur ses crédits propres. Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion. Les conditions de mise à disposition des fonds de la Région auprès de Bpifrance dans le cadre du Dispositif sont régies par une convention de gestion spécifique, qui est établie entre Bpifrance et la Région, en accord avec les termes de la présente convention.

2.4 Les fonds structurels européens ne peuvent pas être mobilisés dans le cadre de l'action "projets d'innovation".

2.5 Au terme d'une première période de 12 mois à compter du 1er janvier 2018, le solde des crédits non engagés peut faire l'objet d'une nouvelle ventilation entre les trois actions territorialisées du PIA. Cette nouvelle ventilation est proposée au Commissariat général à l'investissement par le COPIL défini à l'article 4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier ministre à la Présidente du Conseil régional.

2.6. Au terme d'une période de 24 mois, le solde des crédits non engagés peut faire l'objet d'une nouvelle ventilation entre les trois actions territorialisées. Cette nouvelle ventilation est proposée au Commissariat général à l'investissement par le COPIL défini à l'article 4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier ministre à la Présidente de la Région.

2.7. Au terme d'une période de 30 mois, le solde des crédits effectivement apportés, qui n'aurait pas fait l'objet d'un engagement, peut faire l'objet d'une reprise par les financeurs.

2.8. Les dotations apportées par les financeurs, objet de l'article 2.2 et 2.3, peut être modifiée à la baisse en cas de manquements aux termes de cette convention.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF REGIONAL

3.1. Objectifs poursuivis par l'action « Projets d'innovation » et types de projets soutenus

L'action « Projets d'innovation» vise à accélérer l'émergence d'entreprises leader sur leur domaine et/ou pouvant prétendre à une envergure nationale, voire internationale. Pour cela, l'action soutient les projets les plus innovants et les plus ambitieux, portés par les PME d'Île-de-France, ou les ETI franciliennes si le secteur le justifie.

Cette action régionale vise en effet prioritairement à soutenir des projets innovants dont les thématiques sont en cohérence avec les sept filières d'excellence de la stratégie régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation :

- Aéronautique, spatial et défense
- Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture
- Automobile et mobilités

- Numérique (dont big data, calcul haute performance, cyber-sécurité, industries culturelles et créatives, infrastructures numériques, intelligence artificielle, internet des objets, fintech, logiciels, réseaux, smart grid)
- Santé (dont biotechnologies, dispositifs médicaux, silver économie)
- Tourisme, sport et loisirs
- Région – Ville durable et intelligente (dont éco-activités, énergies, bio-matériaux, (re)construction durable, déchets, smart cities, services).

Dans le cadre de l'action « Projets d'innovation », une attention particulière sera également portée à l'industrie, ainsi qu'aux quatre thématiques suivantes : la fabrication additive, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la robotique.

Le Dispositif contribue par ailleurs à répondre aux enjeux prioritaires identifiés par la stratégie régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation :

- Attirer les entreprises en Ile-de-France : les appels à projets sont ainsi ouverts aux entreprises étrangères disposant d'un établissement francilien porteur de projet(s) d'innovation ;
- Renforcer et soutenir l'Industrie du futur : une attention particulière est portée aux projets d'innovation portés par des entreprises industrielles et à ceux destinés à accroître la performance du tissu industriel ;
- Appuyer le financement et la mise sur le marché des innovations : cette étape est identifiée comme le maillon faible du parcours d'accompagnement des porteurs de projets d'innovation ;
- Intégrer les enjeux du design dans le développement des entreprises : il s'agit de davantage injecter le design dans les entreprises afin d'appuyer la mise sur le marché des innovations technologiques et non technologiques ;
- Sensibiliser les entrepreneurs aux enjeux de propriété intellectuelle : ces enjeux font l'objet d'une attention particulière dans l'instruction des projets ;
- Soutenir la transformation numérique et écologique des entreprises : ces transformations sont au cœur de nombreux projets d'innovation à même de renforcer la compétitivité de l'économie francilienne.

Dans le cadre du Dispositif, l'innovation s'entend dans un sens large (technologie, modèle économique, design, expérience utilisateur…). Au-delà des éléments d'innovation, de technique ou de thématiques, le dispositif cible des projets offrant une vision marché claire et dont le porteur montre sa capacité à devenir un acteur majeur de ces marchés.

Afin d'assurer une bonne articulation avec les autres dispositifs nationaux, l'action régionale « Projets d'innovation » se limite aux projets à vocation régionale répondant aux caractéristiques ci-dessous :

- projets individuels, c'est-à-dire portés par une unique entreprise ;
- projets dont l'assiette des dépenses est supérieure à 200 k€ ;
- projets sollicitant un soutien public compris entre 100 k€ et 500 k€.

3.2. Encadrement communautaire applicable.

L'intervention au titre du Dispositif se fait dans le respect des articles 106, 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et des textes dérivés y relatifs (ci-après dénommée, la « Réglementation Communautaire»). En particulier, le dispositif d'aide s'appuie sur les régimes cadres exemptés relatifs aux aides à la RDI (n° SA 40391), aux aides à finalité régionale (n° SA 39252), aux aides en faveur des PME (n° SA 40453), aux aides à la formation (SA 40207).

Conformément à l'obligation prévue dans chacun de ces régimes, Bpifrance rédige et transmet à la Commission européenne un rapport annuel sur les aides octroyées.

3.3. Sélection des bénéficiaires

3.3.1. Nature du processus de sélection

La sélection des lauréats s'opère dans le cadre d'appels à projets ouverts, dans le respect de la présente convention. Les décisions se prennent au sein du Comité de sélection régional prévu par l'article 4.2 par consensus entre l'Etat et la Région.

L'Etat, Bpifrance et la Région se fixent comme objectif que le délai entre la clôture de la période de dépôt d'un dossier et la contractualisation avec le bénéficiaire n'excède pas trois mois pour les projets sans instruction approfondie et cinq mois pour ceux nécessitant une instruction approfondie (audition ou expertise externe).

3.3.2. Élaboration du cahier des charges

Les thématiques abordées sont définies par le Comité de pilotage régional en tenant compte des priorités du SRDEII.

La première rédaction du cahier des charges de chaque appel à projets est proposée par Bpifrance au Comité de pilotage régional, dans le respect des principes édictés par la présente convention et conformément aux orientations données par le COPIL régional.

Le cahier des charges de l'appel à projets est approuvé par le Comité de pilotage régional. Cette approbation fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs régionaux.

3.3.3. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Les principaux critères retenus pour l'éligibilité et la sélection des projets lauréats sont définis avec précision dans le cadre du cahier des charges des appels à projets, dans le respect des principes édictés par la présente convention, ainsi que le respect des principes articulés dans la convention nationale visée ci-dessus.

Seules les entreprises en situation financière saine sont éligibles. En outre, elles disposent d'un niveau de fonds propres et quasi fonds propres suffisants pour mener à bien le projet financé.

Bpifrance s'assure notamment de la solidité financière des bénéficiaires sélectionnés.

ARTICLE 4. GOUVERNANCE

4.1. Le comité de pilotage régional (le « COPIL régional »)

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure au niveau régional s'appuie sur un Comité de pilotage régional (le « COPIL régional ») composé du Préfet de région ou de son représentant et de la Présidente de la Région ou de son représentant. Bpifrance assure le secrétariat du COPIL régional.

Les décisions du COPIL régional sont prises à l'unanimité de ses deux membres, selon un principe de co-décision. Le COPIL régional :

- valide les orientations stratégiques du Dispositif et est saisi de toute question stratégique au cours de la mise en œuvre de la mesure ;

- assure le pilotage de l'action au regard notamment des objectifs de performance à atteindre sur l'ensemble du processus ;
- décide du lancement des appels à projets ;
- est associé à l'évaluation de la mesure et des projets.

Le COPIL régionalisé, concernant l'action «Projet d'innovation », peut être réuni dans le cadre de réunions conjointes avec les COPIL des autres actions du volet régionalisé du PIA3.

4.2. Le comité de sélection régional

Le comité de sélection régional est composé d'un représentant de l'Etat et d'un représentant de la Région. Bpifrance participe aux réunions du comité de sélection régional et en assure le secrétariat.

Le comité de sélection sélectionne les projets qui seront financés dans le cadre de l'action régionale, à l'issue du processus d'instruction mené par Bpifrance, et valide le montant de l'aide publique ainsi que sa répartition entre subvention et avance récupérable.

Les décisions de sélection et de financement du comité de sélection régional sont prises à l'unanimité des représentants de l'Etat et de la Région, selon un principe de co-décision. Les décisions du comité de sélection régional peuvent être prises de façon dématérialisée.

Le processus de sélection peut comporter une audition par le comité de sélection régional. Cette audition peut être organisée à la demande du comité de sélection régional. En tant que de besoin, le comité de sélection régional peut décider d'associer des participants externes à ces auditions.

Les membres du comité de sélection régional bénéficient d'un accès à la plateforme de dépôt des dossiers mise en place par Bpifrance, leur permettant d'accéder à l'ensemble des documents constitutifs des dossiers déposés par les candidats.

4.3. Bpifrance

Bpifrance est responsable de la gestion des appels à projets : lancement, publicité, gestion administrative des dossiers de candidature, traçabilité des dossiers, répartition des expertises, organisation des auditions, respect du calendrier. Il assure le secrétariat des comités et organise notamment les auditions et des réunions des comités en s'assurant de la bonne information des membres et des porteurs de projet.

Bpifrance est responsable de l'instruction des projets pour le compte du comité de sélection régional. Il rapporte devant le comité de sélection régional les résultats de son instruction. Il donne aux membres du comité une visibilité sur l'ensemble des dossiers complets déposés et sur le résultat de son instruction au plus tôt et a minima une semaine avant la tenue du comité.

Il est responsable de la contractualisation avec les porteurs et du suivi technique et financier des projets jusqu'à leur terme. Durant le déroulement du projet, Bpifrance informe le comité de sélection régional de tout risque nouveau ou significativement accru, ou de toute modification significative du projet. Ce dernier reste libre à tout moment de prendre toute décision sur le projet. Bpifrance informe le comité de sélection régional des amendements éventuels à la convention d'aide après instruction technique.

Bpifrance est également chargé :

- de la transmission au COPIL régional de points d'étapes et de tableaux de bord (tels que prévu en annexe 1) au moins cinq jours ouvrés avant la tenue des comités de pilotage ;
- de la transmission au comité de sélection régional d'information de reporting (tels que prévus en annexe 2) sur l'avancement des projets sélectionnés ;
- du contrôle de l'atteinte des objectifs fixés aux étapes clés des projets et du versement des soutiens ;

Il est chargé de transmettre les textes des appels à projets régionaux au COPIL national et informe le COPIL national de l'ensemble des projets sélectionnés ou refusés dans le cadre d'appels à projets régionaux.

ARTICLE 5 PROCESSUS DE SÉLECTION

Le processus de sélection est le suivant :

1. **Réception des projets** : à la clôture de la période de dépôt, Bpifrance informe le comité de sélection régional de la réception de tous les projets complets déposés dans le cadre de l'appel à projets ;

2. **Présélection** : pour chaque projet candidat, Bpifrance conduit une première analyse en termes d'éligibilité du projet à partir du dossier déposé, complétée par une analyse relative à la pertinence vis-à-vis de l'appel à projets.

   Le cas échéant, Bpifrance informe le comité de sélection régional de sa décision motivée de ne pas instruire le projet. Le Comité de sélection régional peut toutefois demander à Bpifrance d'instruire les projets qui auraient été écartés par Bpifrance suite à cette première analyse.

3. **Instruction** : l'instruction des dossiers est conduite par Bpifrance pour le compte du comité de sélection régional, dans le cadre d'une procédure transparente en lien avec les services de l'Etat et de la Région. Le Comité de sélection régional peut demander à auditionner les porteurs de projets.

   Lorsque les projets présentant une demande d'aide supérieure à 400 k€ ne sont pas auditionnés par le comité de sélection régional, le comité de sélection demande à Bpifrance de recourir à un expert externe, rémunéré pour sa prestation. Ces experts éclairent l'instruction et les décisions sur les plans techniques, économiques et réglementaires.

   Pendant l'instruction, Bpifrance est chargé de :

   - analyser le caractère innovant du projet,
   - valider les assiettes de dépenses éligibles en distinguant notamment les dépenses relevant de la recherche industrielle et celle relevant du développement expérimental ;
   - analyser le plan d'affaires proposé (business plan) ;
   - analyser la capacité, notamment financière, des entreprises à mener à terme le projet ;
   - analyser et évaluer les risques majeurs du projet ;
   - proposer un soutien public en regard de la réponse du projet aux objectifs des programmes, analysée conformément au 3.3.3.

- procéder aux diligences d'usage en matière de conformité des bénéficiaires potentiels, en ce compris les règles en matière de lutte LCB-FT.

4. **Présentation au comité de sélection régional** : à l'issue de l'instruction, Bpifrance présente son rapport d'instruction et ses recommandations et propositions de soutien lors d'une réunion du comité de sélection régional ou par voie dématérialisée. Dans le cas où une expertise externe a été menée, Bpifrance fournit également le rapport d'expertise.

   Bpifrance communique ces documents d'instruction au moins une semaine avant la réunion du comité de sélection régional, accompagnés des éléments suivants :

   - Une liste des projets candidats, présentant une synthèse des projets et ses propositions de soutien,
   - Un tableau de bord actualisé permettant de rendre compte de l'avancement de l'action régionale.

   Bpifrance tient à disposition des représentants de l'Etat et du Conseil régional les documents constitutifs des dossiers déposés. Par ailleurs, à la demande de l'Etat ou du conseil régional, Bpifrance transmet tout élément d'instruction permettant d'éclairer les décisions du comité de sélection régional.

5. **Décision** : Le comité de sélection régional sélectionne les projets qui seront financés dans le cadre de l'action régionale, et en définit les modalités de soutien financier. Les conclusions du comité de sélection régional sont transmises au SGI par Bpifrance.

6. **Notification** : sur la base de la décision du comité de sélection régional, les représentants de l'Etat et de la Région cosignent la lettre de notification informant les porteurs de projet de la sélection de leur projet et des modalités de financement retenues. Les lettres de notification sont préparées par Bpifrance.

7. **Contractualisation** : Bpifrance contractualise avec les porteurs de projets sur cette base. Le financement de chaque projet intervient à parité entre l'Etat et la Région. Le contrat Bpifrance-entreprise bénéficiaire pourra être joint à la lettre de notification.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

6.1 Les dispositions financières et comptables relatives au Dispositif sont définies :

- pour l'Etat, dans la convention visée ci-dessus et,
- pour la Région, dans la convention définie à l'article 2.3.

6.2 En plus des frais exposés pour la gestion de l'action, Bpifrance peut avoir à faire appel à des prestations extérieures, soit au titre d'expertises, soit au titre de procédures de recouvrement ou de contentieux sur les dossiers d'aides dont la gestion est assurée par Bpifrance pour le compte de l'Etat et de la Région. Les prestations extérieures sont diligentées après accord du COPIL régional ou du comité de sélection régional, consulté de manière dématérialisée.

6.3 La participation aux frais de gestion et aux frais externes est prise en charge à parité par l'Etat et la Région.

6.4 Le montant de cette participation est calculé à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE SECRET BANCAIRE ET SECRET PROFESSIONNEL (en cours d'expertise au service juridique du conseil régional)

7.1 Obligations de la Région et de l'Etat

La Région et l'Etat sont dûment informés que les informations communiquées dans le cadre de la présente convention sont couvertes par le secret des affaires, des accords de confidentialité et/ou par le secret bancaire conformément à l'article L 511-33 du Code Monétaire et Financier et de ses textes subséquents

La Région et l'Etat s'engagent à garder le secret le plus absolu sur les informations, documents , données auxquels ils auront accès et qui sont couverts par lesdits secrets et à empêcher par tous les moyens la reproduction et l'utilisation de ces documents, données ou informations liés expressément ou non aux travaux dans le cadre de la présente convention et s'interdisent de les transmettre à des tiers sans l'autorisation expresse et préalable de Bpifrance.

Ils doivent s'assurer notamment que ces informations ne seront accessibles qu'aux seules personnes ayant à en connaitre et que celles-ci soient dument et préalablement averties de ces obligations légales ; ils appliqueront cette limitation à l'ensemble des personnels, préposés et sous-traitants ainsi qu'aux préposés de ces derniers.

Ils s'engagent, en leur nom, au nom de leurs salariés, sous-traitants et plus généralement de toute personne qui leur serait liée à respecter sans aucune limite de temps le secret bancaire et le secret des affaires ; cette obligation perdurera nonobstant la fin de la convention pour quelque cause que ce soit, à moins que les informations concernées soient tombées dans le domaine public.

En cas d'injonction par une autorité de contrôle ou une autorité judiciaire demandant la communication de toute ou partie des informations couvertes par les secrets ci-dessus énoncés et les engagements contractuels, ils devront informer Bpifrance dans les plus brefs délais ; les modalités de communication de ces informations seront décidées en concertation.

7.2 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel par l'autre Partie ou à raison de leur caractère personnel , à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au PIA prévues dans la convention du 7 avril 2017;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Chaque partie s'engage en particulier à garder strictement confidentielles les informations recueillies du fait de la présence dans les locaux de l'autre partie et à observer la plus grande discrétion quant aux techniques et procédés de l'autre Partie dont elle aurait été amenée à partager la connaissance.

Il ne saurait cependant y avoir engagement de confidentialité pour les informations :

- Qui sont déjà régulièrement en possession des Parties,
- Qui sont publiquement disponibles au moment où elles sont portées à leur connaissance ou rendues publiques postérieurement par des tiers ou déclarées explicitement comme non confidentielles.

Du fait des modalités particulières de décision et de la gestion des fonds délégués à Bpifrance, la Région est tenue de publier chaque année la liste des bénéficiaires des aides accordées et des projets financés dans le cadre du fonds Innov'up Leader PIA, dans le respect des règles de confidentialité dues aux bénéficiaires, d'une part, et de la transparence de l'emploi des fonds publics régionaux d'autre part. Seront publiés sur le site de la Région le nom du bénéficiaire, la nature et le montant de l'aide. Le formulaire d'aide informera le bénéficiaire de cette obligation de publication et du contenu des éléments publiés.

7.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 aout 2004.

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielles et sans limite de temps les informations contenues dans les dossiers examinés et concernant les projets et les bénéficiaires des aides relevant de la présente convention et/ou dont elles pourraient avoir connaissance dans le cadre de ce partenariat.

Elles conviennent toutefois qu'elles pourront informer leurs conseils, avocats, experts technique et comptables respectifs à la condition de les soumettre à une obligation de confidentialité identique.

ARTICLE 8 –COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications (sites internet, plaquettes….) portant sur des projets financés au titre de la présente convention, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat et par la Région Ile-de-France opéré par Bpifrance. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

Bpifrance soumet aux représentants de l'Etat et de la Région pour validation les projets de communiqués de presse et documents de communication relatifs aux projets sélectionnés dans le cadre de la présente convention, ou à l'action dans son ensemble.

Tout manquement constaté par le Commissariat général à l'investissement aux obligations susmentionnées fait l'objet d'une mise en demeure par l'Etat et la Région d'exécuter l'obligation dans un délai qu'il détermine.

ARTICLE 9 – SUIVI ET EVALUATION

Bpifrance fournit à l'Etat et à la Région un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées selon le type d'action et le type d'aide dans le cadre de la présente convention et le montant des remboursements perçus ainsi que l'état des entrées en contentieux et des recouvrements et de la situation du fonds d'intervention sur la base du reporting type joint en annexe.

Bpifrance tient également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

Le dispositif régional peut également faire l'objet de démarches d'évaluation au titre du PIA dans les conditions prévues par la convention entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Concours d'innovation »).

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle reste en vigueur jusqu'au terme de la convention entre l'Etat et Bpifrance susvisées soit une durée de 10 ans.

Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

En tout état de cause, en cas de non renouvellement, les engagements pris restent soumis à la présente convention jusqu'à l'exécution complète des contrats d'aide par les entreprises bénéficiaires du dispositif.

Fait à Paris , le

En 4 exemplaires originaux

Le Préfet de Région

Michel CADOT

La Présidente
du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Le Président
de l'EPIC Bpifrance

Pierre LEPETIT

Le Président directeur général
de Bpifrance Financement

Nicolas DUFOURCQ

2.6 Règlement d'intervention INNOV'up

REGLEMENT D'INTERVENTION INNOV'UP

Pour l'entreprise, l'innovation change l'état de la connaissance, permet de se démarquer, *de faire du business* avant les autres, de gagner des parts de marché, de créer des emplois, de répondre à de nouveaux besoins et usages, etc. Le projet d'innovation est donc un facteur de fort développement de l'entreprise.

Parce que l'aide à l'innovation marque l'entrée dans le parcours du financement nécessaire pour arriver aux futurs résultats économiques et qu'elle constitue souvent le premier apport public à l'entreprise, la Région Ile-de-France entend, par la mise en œuvre de l'aide INNOV'up, organiser une réponse dynamique aux besoins de développement de ces entreprises.

INNOV'up est une aide unique, mobilisable en subvention et/ou en avance remboursable avec un effet levier non négligeable. Elle pourrait être pour partie partagée avec bpifrance.

Ainsi, quelle que soit l'origine des projets, les phases de Recherche de Développement et d'Innovation (RDI) définies par l'encadrement communautaire sont éligibles : recherche industrielle, prototypage, développement expérimental et innovation d'organisation ou de procédé. Qu'elles soient de produit, process ou service, de rupture ou incrémentales, technologiques ou sociales, les innovations les plus diverses sont représentées dans le dispositif.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale.

Les phases et seuils d'INNOV'up sont les suivants :

- en phase de faisabilité du projet, l'aide sera versée en subvention jusqu'à 30 000 € au maximum.
- Pour les phases suivantes, l'aide sera versée en subvention jusqu'à 100 000 € au maximum, avec possibilité d'abondement en avance récupérable. Les critères d'éligibilité seront définis par le potentiel de croissance, de création d'emplois, de valorisation de la propriété intellectuelle par exemple. Les projets concernés seront en phase de développement de la R&D. Les prototypes, les expérimentations, les démonstrateurs seront éligibles.
- Et pour les grands projets d'envergure à fort développement, cette aide sera versée exclusivement en avance récupérable, le montant pouvant aller jusqu'à 3 000 000 €.

1. Base juridique

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, la communication de la Commission n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la RDI, le Règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission Européenne le 17 juin 2014, le régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la Recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014 – 2020, le Code général des collectivités territoriales et la délibération cadre régionale n°CR 105-16 du 16 juillet 2016 relative à la création d'INNOV'up.

2. Structures éligibles

- En phase de faisabilité du projet, sont éligibles : les TPE / PME et les laboratoires de recherche à but non lucratif
- En phase de de développement : les TPE/PME
- Pour les volets prototype, expérimentation et LEADER : les TPE/ PME/ETI
- Pour les grands projets de développement : les TPE/ PME/ETI et les grands groupes

3. Projets éligibles

Sont éligibles les projets d'innovation caractérisés en termes de Recherche, Développement et Innovation (RDI), relatifs à des produits, process, organisation ou service, d'innovation sociétale, etc., dans la limite des possibilités offertes par les textes d'encadrement de référence.

4. Critères de sélection

Les critères de sélection des projets sont :

- la qualité de l'innovation
- la viabilité de l'entreprise
- la pertinence de la stratégie
- pour les expérimentations, un engagement d'un territoire / lieu d'accueil et un partenariat avec un évaluateur
- le potentiel de création et/ou maintien d'emplois
- la contribution du projet au développement de l'Ile-de-France[1]

5. Dépenses éligibles

L'assiette des dépenses des projets innovants éligibles peut comporter :

- les études internes et externes, les frais de réalisation de prototypes et de maquettes,

- les recherches sous-traitées à des prestataires extérieurs publics ou privés (laboratoires, centres techniques ou entreprises, etc.),

- les dépenses de propriété industrielle, d'homologation, de design, d'études de marché, d'acquisition de technologies ou de savoir-faire, etc.

En tout état de cause, les dépenses éligibles doivent être conformes aux textes d'encadrement visés par le présent dispositif.

6. Taux de subvention

- ***Faisabilité*** : 50% (70% pour les TPE - PME < 1 an, 70% pour les projets de recherche industrielle)
- ***Développement, prototypage, expérimentation, grands projet de développement :***
    - Recherche industrielle : 60%
    - Développement expérimental : 45% pour les TPE - PME < 50salariés, 35% au-delà, et 25% pour les ETI

[1] Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.

- Innovation de procédé et d'organisation : 35% pour les TPE -PME < 50 salariés, 25% au-delà

7. Plafonnement

- ***Faisabilité*** : 30 000 €
- ***Développement, prototypage et expérimentation*** : 100 000 € en subvention, avec possibilité d'abondement en avance récupérable jusque 1 000 000€
- ***INNOV'up leader*** : de 100 000 € et 500 000 €, l'aide étant versée aux deux tiers sous forme de subvention et à un tiers sous forme d'avance récupérable.
- ***Grands projets de développement*** : 3 000 000 € en avance récupérable

8. Modalités des aides

- **Attribution des aides**

  L'aide et son montant sont déterminés après instruction de la demande et sont notifiés au bénéficiaire.

- **Date de prise en compte des dépenses**

  L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de demande d'aide. Le dossier de candidature précise notamment les informations suivantes :

  - le nom et la taille de l'entreprise ;
  - une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
  - la localisation du projet ;
  - une liste des coûts du projet ;
  - le montant de l'aide sollicitée et des autres financements publics envisagés pour financer le projet ;
  - Une lettre d'engagement de stagiaires

  Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la demande d'aide.

  La Région Ile-de-France peut solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

9. Modalités de versement de l'aide

L'aide est versée en deux fois, à la notification de l'aide et le solde à la clôture du projet.

La mention du soutien de la Région doit être visible sur tous les supports de communication, plaquettes et documents créés pour le projet soutenu.

10. Evaluation et indicateurs

Les bénéficiaires de l'aide s'engagent à répondre aux demandes d'information de la Région concernant la réalisation des projets et le développement de l'entreprise (emploi, chiffre d'affaire…)

2.7 Convention de partenariat « Filières PIA »

CONVENTION REGIONALE

Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)

action « Accompagnement et transformation des filières »

en région Ile de France

Entre :

- **l'Etat**, représenté par le Préfet de la région, Michel CADOT
  ci-après dénommé l' « Etat »

Et

- **La Région Ile de France,**
  représentée par la Présidente du Conseil régional, Valérie PECRESSE,
  dûment habilitée à cet effet par la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2018-053, en date du 24 janvier 2018 ;
  ci-après dénommée la « REGION »

Et

- **d'une part,**

  l'**EPIC Bpifrance,** dont le siège est à Maisons-Alfort (94710) 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par M. Pierre LEPETIT, Président Directeur-Général

  Ci-après dénommé **l'« Opérateur »,**

- **d'autre part,**

  Bpifrance Financement SA, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 839.907.320 €, représentée par M. Nicolas DUFOURCQ, Président Directeur-Général, intervenant, tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et ci-après dénommée « **Bpifrance**» ou le « **Gestionnaire** »,

Ci après collectivement désignées comme « les Parties »

Vu la Convention du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action «Accompagnement et structuration des filières ») ;

Vu le courrier de la Région du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidatures ;

Vu la notification du Premier Ministre du 07 juin 2017 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile de France n°CP 2018-053 en date du 24 janvier 2018 approuvant la présente convention.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La montée en gamme de l'offre de l'industrie française pour gagner en compétitivité suppose un effort continu de productivité, d'innovation, de qualité et de service. Le développement des nouveaux modèles crée de nombreuses opportunités d'émergence rapide de nouveaux acteurs positionnés sur des marchés extrêmement variés. Le dynamisme de ces acteurs et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA).

La nécessité (i) de poursuivre l'adaptation des entreprises française aux mutations de l'environnement économique global – en particulier la montée en puissance de l'économie numérique ; (ii) de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale par rapport à ses principaux concurrents ; (iii) de maintenir une base industrielle ancrée sur le territoire national, qui est une condition au maintien et à la croissance de l'emploi, impose la poursuite, le renforcement et l'adaptation, dans le cadre du PIA 3, des actions engagées en faveur des entreprises, et notamment des plus petites d'entre elles, dans les PIA 1 et 2.

Le tissu des PME françaises est un indispensable support à la croissance économique nationale. Le développement d'une politique d'innovation au service des PME est un levier du développement économique. Le dynamisme de ces acteurs, leur ancrage territorial et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière du PIA.

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances remboursables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités. L'octroi des financements est co-décidé, avec un principe de cofinancement paritaire.

La régionalisation des actions du programme d'investissements d'avenir offre notamment un accès naturel aux financements publics pour les projets que les pôles de compétitivité ont contribué à identifier, à construire ou à labelliser sur leur territoire d'action.

Le PIA 3 propose aux régions de définir des appels à projets territorialisés sur trois actions, pour lesquelles une approche territoriale parait particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte régional. Cette action est opérée par Bpifrance ;
- « Accompagnement et transformation des filières ». Cette action est opérée par Bpifrance ;
- « Ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes ». Cette action est opérée par la Caisse des dépôts et consignations.

Dans ce contexte, la REGION souhaite mettre en œuvre ces actions en région Ile de France au profit des porteurs de projets franciliens, en lien avec les priorités stratégiques de la REGION, notamment présentées dans le cadre de son Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (ci-après « SRDEII ») et de son Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (ci-après « SRESRI »). Pour ce faire, la REGION apporte notamment son soutien, à parité avec l'État, aux projets d'accompagnement et de transformation des filières, afin de favoriser leur croissance et leur compétitivité.

Par courrier du 27 avril 2017, en réponse à l'appel à candidatures, la REGION a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 19 294 496 Euros sur l'action « accompagnement et transformation des filières ». Par courrier du 7 juin 2017, le Premier Ministre a notifié son accord sur cette proposition confirmant ainsi la mobilisation globale de 38 588 992€ pour cette action.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de l'action « Accompagnement et transformation des filières », opérée par Bpifrance, en région Ile de France (« le Dispositif » régional).

ARTICLE 2 – CONSTITUTION DU DISPOSITIF REGIONAL

2.1 L’Etat et la Région décident d’intervenir à parité dans le cadre du Dispositif : à 1€ apporté par l’Etat au Dispositif correspond 1€ apporté par la Région.

2.2 Le montant apporté par l’Etat au Dispositif dans le cadre du Programme d’investissements d’avenir est défini par une lettre du 7 juin 2017 adressée par le Premier ministre à la Présidente de la Région Cette lettre valide la ventilation prévisionnelle de l’enveloppe régionale entre les trois actions retenues par la REGION. Cette lettre valide la ventilation de l’enveloppe régionale entre les trois actions retenues par la Région.

Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion.

2.3 La Région a défini dans sa lettre du 27 avril 2017 un montant prévisionnel équivalent pour ce Dispositif, qu’elle apportera sur ses crédits propres. Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion. Les conditions de mise à disposition et de reprise éventuelle des fonds de la Région auprès de Bpifrance dans le cadre du Dispositif sont régies par une convention de gestion spécifique, qui est établie entre Bpifrance et la REGION, en accord avec les termes de la présente convention.

2.4 Les crédits apportés conjointement par l’Etat et par la REGION à l’action "*accompagnement et structuration des filières*" peuvent servir de contrepartie nationale à la mobilisation de fonds structurels européens, pour financer la part de l’assiette des projets limitée aux éventuels investissements matériels. La mobilisation de ces fonds et les contrôles afférents à leur utilisations sont assurés par la Région autorité de gestion.

2.5 Au terme d’une première période de 12 mois à compter du 1er janvier 2018, le solde des crédits non engagés peut faire l’objet d’une nouvelle ventilation au sein du Dispositif entre les trois actions territorialisées du PIA. Cette nouvelle ventilation est proposée au secrétariat général à l’investissement par le COPIL défini à l’article 4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier ministre à la Présidente de la Région.

2.6. Au terme d’une période de 24 mois, le solde des crédits non engagés peut faire l’objet d’une nouvelle ventilation au sein du Dispositif entre les trois actions régionalisées. Cette nouvelle ventilation est proposée au secrétariat général à l’investissement par le COPIL défini à l’article 4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier Ministre à la Présidente de la Région.

2.7. Au terme d’une période de 30 mois, ou dans les conditions précisées dans la convention financière prévue au point 2.3 pour la part des crédits qui concernent la Région, le solde des crédits

effectivement apportés qui n'aurait pas fait l'objet d'un engagement, peut faire l'objet d'une reprise par les financeurs (Etat et REGION).

2.8. La dotation apportée par les financeurs, objet de l'article 2.2 et 2.3, peut être modifiée à la baisse en cas de manquements aux termes de cette convention.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF REGIONAL

3.1. Objectifs poursuivis et types de projets soutenus

L'action « accompagnement et transformation des filières » vise à renforcer la compétitivité des filières stratégiques françaises en permettant le recours à des moyens de production ou des infrastructures de recherche partagés, l'échange de données et d'informations, le partage des visions technologiques et de marché ainsi que l'initiation de démarches commerciales partagées.

Les projets soutenus doivent démontrer un apport concret et déterminant à une filière industrielle et à sa structuration, en bénéficiant notamment à plusieurs petites et moyennes entreprises (PME) ou entreprises de taille intermédiaire indépendantes (ETI) issues de cette filière. Ils doivent en outre démontrer, à terme, une autonomie financière vis-à-vis du soutien public. Ils peuvent notamment prendre la forme de :

- Unités industrielles partagées permettant à des entreprises d'une même filière et/ou des laboratoires publics s'inscrivant dans une stratégie globale de mutualiser leurs investissements pour participer activement à la stratégie de la filière ou de bénéficier d'un accès à des moyens ouverts ;
- Mise en commun de compétences ou d'équipements techniques permettant aux entreprises d'une même filière et à des établissements publics de recherche associés de mutualiser leurs travaux de recherche et développement d'intérêt commun ainsi que les investissements nécessaires à la conduite des preuves de concept, des tests et de tous autres travaux leur permettant d'améliorer collectivement leur compétitivité,
- Outils collaboratifs permettant aux entreprises et laboratoires publics s'inscrivant dans une stratégie d'intérêt collectif pour une filière ou un sous-secteur d'une filière, de partager des outils à vocation non technologique dans des domaines aussi variés que la logistique, les achats, l'informatique, l'intelligence économique, les RH, le design, le marketing, l'économie circulaire, l'écologie industrielle, … avec un plan d'affaires dédié.
- Projets intégrés (dont RDI par exemple) au bénéfice de la transformation et/ou de la structuration d'une filière et en lien avec au moins un établissement de recherche public et un(e) PME/ETI
- Plateformes technologiques ouvertes aux PME/ETI, permettant l'accès à tous les acteurs d'une même filière à des équipements et formations de pointe, de tester et améliorer leurs innovations, d'établir des preuves de concepts et de réaliser des prototypes/démonstrations à l'échelle industrielle et favorisant les fertilisations croisées entre ces mêmes acteurs

Afin d'assurer une bonne articulation avec le dispositif national équivalent, l'action régionale « accompagnement et transformation des filières **»** se limite aux projets dont l'assiette est supérieure à 1M€, pour lesquels le montant d'aides sollicité est inférieur à 2M€ et qui s'inscrivent par ailleurs dans les priorités exprimées dans les SRDEII et SRESRI.

3.2. Encadrement communautaire applicable.

L'intervention au titre du Dispositif se fait dans le respect des articles 106, 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et des textes dérivés y relatifs (ci-après dénommée, la « Réglementation Communautaire»). En particulier, le dispositif d'aide s'appuie sur les régimes cadres exemptés relatifs aux aides à la RDI (n° SA 40391), aux aides à finalité régionale (n° SA 39252), aux aides en faveur des PME (n° SA 40453), aux aides à la formation (SA 40207),

Conformément à l'obligation prévue dans chacun de ces régimes, Bpifrance rédige et transmet à la Commission européenne un rapport annuel sur les aides octroyées.

3.3. Sélection des bénéficiaires

3.3.1. Nature du processus de sélection

La sélection des lauréats s'opère dans le cadre d'appels à projets, dans le respect de la présente convention. Les décisions se prennent par consensus entre l'Etat, représenté par le Préfet de Région, et la REGION. De manière dérogatoire, des interventions hors appel à projets peuvent également être effectuées, sous réserve de l'autorisation préalable du SGI.

L'Etat, Bpifrance et la REGION se fixent comme objectif que le délai entre la date de clôture de l'appel à projets et la contractualisation avec le bénéficiaire n'excède pas six mois.

3.3.2. Élaboration du cahier des charges

Les thématiques abordées sont définies par le Comité de pilotage régional (« COPIL Régional ») en tenant compte des priorités du SRDEII et du SRESRI.

La première rédaction du cahier des charges de chaque appel à projets est proposée par Bpifrance au COPIL Régional, dans le respect des principes édictés par la présente convention et conformément aux orientations données par le COPIL Régional.

Le cahier des charges de l'appel à projets est approuvé par le Préfet de Région et la Présidente de la Région. Cette approbation fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs régionaux.

Les cahiers des charges sont transmis pour information par Bpifrance au COPIL national cinq jours ouvrés avant validation par le Préfet de Région et la Présidente de la Région.

3.3.3. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Les principaux critères retenus pour l'éligibilité et la sélection des projets lauréats sont définis avec précision dans le cadre du cahier des charges des appels à projets, dans le respect des principes édictés par la présente convention, ainsi que le respect des principes articulés dans la convention nationale du 7 avril 2017 visée ci-dessus.

S'agissant des entreprises, seules celles en situation financière saine sont éligibles. En outre, elles disposent d'un niveau de fonds propres ou quasi-fonds propres au moins égal au montant de l'aide, cumulée, qui leur est versée.

Bpifrance s'assure notamment de la solidité financière des bénéficiaires sélectionnés.

ARTICLE 4 - GOUVERNANCE

4.1. Le comité de pilotage régional (le « COPIL régional »)

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure de sélection au niveau régional s'appuie sur un Comité de pilotage régional (le « COPIL Régional ») composé du Préfet de région ou de son représentant et de la Présidente de la Région ou de son représentant. Bpifrance assure le secrétariat du COPIL Régional.

Les décisions sont prises à l'unanimité de ses deux membres (selon un principe de co-décision).

Le COPIL Régional :

- décide les orientations stratégiques du Dispositif et est saisi de toute question stratégique au cours de la mise en œuvre de la mesure ;
- assure pilotage de l'action au regard notamment des objectifs de performance à atteindre sur l'ensemble du processus ;
- décide du lancement des appels à projets ;
- est associé à l'évaluation du présent dispositif.

Les décisions peuvent intervenir le cas échéant par voie électronique.

4.2. Le comité de sélection régional

Le comité de sélection régional est composé de trois membres : un représentant de l'Etat et un représentant de la Région, qui décident par consensus, et un représentant de Bpifrance, qui présente un rapport d'instruction.

Le comité de sélection régional choisit les meilleurs projets à l'issue de l'instruction menée par Bpifrance.

A la demande du comité de sélection régional, l'instruction menée par Bpifrance s'appuie sur des experts extérieurs. Le comité de sélection régional désigne les experts et les travaux attendus. Leur rapport est joint à l'instruction opérée par Bpifrance.

Le comité de sélection régional peut également décider de procéder à des auditions en vue d'arrêter sa décision.

Le comité de sélection régional est en charge , au moins une fois par an, de suivre la mise en œuvre des projets retenus et notamment le niveau d'exécution budgétaire, l'avancement des opérations financées, le

respect du planning, les résultats, l'impact du projet, et éventuellement un rapport d'étape au porteur de projet. Il autorise Bpifrance à prendre toutes les mesures utiles pour la bonne exécution du projet (mesures correctives, plan d'action et redéfinition de la trajectoire du projet, et, le cas échéant, ouverture d'une procédure contentieuse). Ces mesures peuvent donner lieu à la rédaction d'un avenant au contrat.

4.3. Bpifrance

Bpifrance est responsable de la gestion des appels à projets : lancement, publicité, gestion administrative des dossiers de candidature, traçabilité des dossiers, répartition des expertises, organisation des auditions, respect du calendrier. Il assure le secrétariat des comités et organise notamment les auditions et des réunions des comités en s'assurant de la bonne information des membres et des porteurs de projet. Les modalités de lancement et de publicité des appels à projets font l'objet d'une concertation avec le COPIL régional.

Bpifrance est responsable de l'instruction des projets pour le compte du comité de sélection régional. Il rapporte devant le comité de sélection régional les résultats de son instruction. Il donne aux membres du comité de sélection régional une visibilité sur l'ensemble des dossiers complets déposés et sur le résultat de son instruction au plus tôt et a minima une semaine avant la tenue du comité. Il s'appuie le cas échéant sur les experts dont les rapports sont mis à disposition du Comité de sélection régional dans les mêmes délais.

Il est responsable de la contractualisation avec les porteurs et du suivi technique et financier des projets jusqu'à leur terme. Durant le déroulement du projet, Bpifrance informe le comité de sélection régional de tout risque nouveau ou significativement accru, ou de toute modification significative du projet. Ce dernier reste libre à tout moment de prendre toute décision sur le projet. Bpifrance propose au comité de sélection régional des amendements éventuels à la convention d'aide après instruction technique. Le comité de sélection régional formule un avis sur ces propositions.

Bpifrance est également chargé **:**

- de la transmission au COPIL régional de points d'étapes et de tableaux de bord au moins cinq jours ouvrés avant sa tenue ;
- de la transmission au comité de sélection régional d'informations de reporting sur l'avancement des projets sélectionnés ;
- du contrôle de l'atteinte des objectifs fixés aux étapes clés des projets et du versement des soutiens.

4.4. Le secrétariat général à l'investissement (ci-après « le SGI »)

Le Secrétariat général à l'investissement est tenu informé de la rédaction des cahiers des charges des appels à projets.

ARTICLE 5 - PROCESSUS DE SELECTION

Le processus de sélection est le suivant :

8. **Réception des projets** : Bpifrance informe le comité de sélection régional de la réception de tous les projets complets déposés dans le cadre de l'appel à projets ;
9. **Présélection** : à la clôture de l'appel à projets, Bpifrance conduit pour chaque projet candidat une première analyse en termes d'éligibilité du projet à partir du dossier déposé, complétée par une analyse relative à la pertinence vis-à-vis de l'appel à projets et des critères de sélection qui y sont détaillées.

   Le cas échéant, Bpifrance informe le comité de sélection régional de sa décision motivée de ne pas instruire le projet. Le Comité de sélection régional peut toutefois demander à Bpifrance d'instruire les projets qui auraient été écartés par Bpifrance suite à cette première analyse.

   Sur la base de cette analyse, le comité de sélection régional peut décider de procéder à des auditions en vue de sélectionner définitivement les projets pour instruction.

10. **Instruction** : l'instruction des dossiers est conduite par Bpifrance pour le compte du comité de sélection régional, dans le cadre d'une procédure transparente. Au cours de l'instruction, Bpifrance a recours en tant que de besoin à des experts internes ou externes. Les experts externes peuvent être rémunérés pour leur prestation. Ces experts éclairent l'instruction et la décision du Comité de sélection régional sur les plans scientifiques, techniques, économiques et réglementaires.

    Pendant l'instruction, Bpifrance est chargé de:

    - analyser le caractère innovant du projet,
    - valider les assiettes de dépenses éligibles en distinguant notamment les dépenses relevant de la recherche industrielle et celles relevant du développement expérimental ;
    - analyser le plan d'affaire proposé (business plan) ;
    - analyser la capacité financière du porteur de projet à mener à terme le projet ;
    - analyser et évalue les risques majeurs du projet ;
    - proposer un soutien public en regard de la réponse du projet aux objectifs des programmes, analysée conformément au 3.3.3.
    - procéder aux diligences d'usage en matière de conformité des bénéficiaires potentiels, en ce compris les règles en matière de lutte LCB-FT.

Bpifrance tient par ailleurs à disposition, du représentant de l'Etat ou de la REGION, les documents constitutifs des dossiers déposés et tout élément d'instruction permettant d'éclairer les décisions du comité de sélection régional. Bpifrance informe régulièrement le Comité de sélection régional sur l'état d'avancement de l'instruction des dossiers.

11. **Décision** : à l'issue de l'instruction, Bpifrance présente son rapport d'instruction, assorti le cas échéant de recommandations et de propositions de soutien au comité de sélection régional.

    Le comité de sélection régional sélectionne les projets, valide les conditions techniques et financières, et définit les modalités de mise en œuvre et de réalisation (calendrier, échéancier…). La décision se prend par consensus entre l'Etat, représenté par le préfet de région et la REGION. Les conclusions du comité de sélection régional sont transmises au SGI par Bpifrance. Le SGI dispose d'un droit de veto exerçable sous cinq jours ouvrés.

Sur la base de l'avis du comité de sélection régional, le Préfet et la Présidente de la Région cosignent la lettre de notification informant les porteurs de projet de la sélection de leur projet et des modalités de financement retenues.

12. **Contractualisation** : Bpifrance contractualise avec les porteurs de projets sur cette base. Le contrat type est préparé par Bpifrance et validé par le Comité de sélection régional. Les clauses particulières jointes au contrat de chacun des bénéficiaires, annexe technique et autres pièces nécessaires à la validation du projet et de ses modalités de réalisation sont présentés au Comité de sélection régional pour validation Le financement de chaque projet intervient à parité entre l'Etat et la RÉGION.

L'ensemble des décisions peuvent être prises par voie électronique.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

6.1 Les dispositions financières et comptables relatives au Dispositif sont définies :

- pour l'Etat, dans les conventions visées ci-dessus et,
- pour la REGION, dans la convention définie à l'article 2.3.

6.2 En plus des frais exposés pour la gestion de l'action, Bpifrance peut avoir à faire appel à des prestations extérieures, soit au titre d'expertises, soit au titre de procédures de recouvrement ou de contentieux sur les dossiers d'aides dont la gestion est assurée par Bpifrance pour le compte de l'Etat et de la REGION. Les prestations extérieures sont diligentées après accord du COPIL régional.

6.3 La participation aux frais de gestion et aux frais externes est prise en charge à parité par l'Etat et la REGION.

6.4 Le montant de cette participation est calculé à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE SECRET BANCAIRE ET SECRET PROFESSIONNEL

7.1 Obligations de la REGION et de l'Etat

La REGION et l'Etat sont dûment informés que les informations communiquées dans le cadre de la présente convention sont couvertes par le secret des affaires, des accords de confidentialité et/ou par le secret bancaire conformément à l'article L 511-33 du Code Monétaire et Financier et de ses textes subséquents.

La REGION et l'Etat s'engagent à garder le secret le plus absolu sur les informations, documents , données auxquels ils auront accès et qui sont couverts par lesdits secrets et à empêcher par tous les moyens la reproduction et l'utilisation de ces documents, données ou informations liés expressément ou non aux travaux dans le cadre de la présente convention et s'interdisent de les transmettre à des tiers sans l'autorisation expresse et préalable de Bpifrance.

Ils doivent s'assurer notamment que ces informations ne seront accessibles qu'aux seules personnes ayant à les connaitre et que celles-ci seront dûment et préalablement averties de ces obligations légales ; ils appliqueront cette limitation à l'ensemble des personnels, préposés et sous-traitants ainsi qu'aux préposés de ces derniers.

Ils s'engagent, en leur nom, au nom de leurs salariés, sous-traitants et plus généralement de toute personne qui leur serait liée à respecter sans aucune limite de temps le secret bancaire et le secret des affaires ; cette obligation perdurera nonobstant la fin de la convention pour quelque cause que ce soit, à moins que les informations concernées soient tombées dans le domaine public.

En cas d'injonction par une autorité de contrôle ou une autorité judiciaire demandant la communication de toute ou partie des informations couvertes par les secrets ci-dessus énoncés et les engagements contractuels, ils devront informer Bpifrance dans les plus brefs délais ; les modalités de communication de ces informations seront décidées en concertation.

7.2 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel par l'autre Partie ou à raison de leur caractère personnel , à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au PIA prévues dans la convention du 7 avril 2017;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage en particulier à garder strictement confidentielles les informations recueillies du fait de la présence dans les locaux de l'autre partie et à observer la plus grande discrétion quant aux techniques et procédés de l'autre Partie dont elle aurait été amenée à partager la connaissance.

Il ne saurait cependant y avoir engagement de confidentialité pour les informations :

- Qui sont déjà régulièrement en possession des Parties,
- Qui sont publiquement disponibles au moment où elles sont portées à leur connaissance ou rendues publiques postérieurement par des tiers ou déclarées explicitement comme non confidentielles.

7.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 aout 2004.

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielles et sans limite de temps les informations contenues dans les dossiers examinés et concernant les projets et les bénéficiaires des aides relevant de la présente convention et/ou dont elles pourraient avoir connaissance dans le cadre de ce partenariat.

Elles conviennent toutefois qu'elles pourront informer leurs conseils, avocats, experts technique et comptables respectifs à la condition de les soumettre à une obligation de confidentialité identique.

ARTICLE 8 –COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications portant notamment sur des projets financés au titre de la présente convention, ainsi que sur son site internet, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat et par la Région. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser

Bpifrance soumet aux représentants de l'Etat et de la REGION pour validation les projets de communiqués de presse et, de manière générale, tous les documents de communication relatifs aux projets sélectionnés dans le cadre de la présente convention, ou à l'action dans son ensemble, ainsi que tous les évènements de communication susceptibles d'être organisés en lien avec la présente action du PIA.

Tout manquement constaté par la REGION ou l'Etat aux obligations susmentionnées fait l'objet d'une mise en demeure par l'Etat et la REGION d'exécuter l'obligation dans un délai qu'il détermine.

ARTICLE 9 – SUIVI ET EVALUATION

Bpifrance s'engage à suivre la bonne exécution des projets avec le bénéficiaire final des crédits.

Bpifrance fournit à l'Etat et à la REGION un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées selon le type d'action et le type d'aide dans le cadre de la présente convention et le montant des remboursements perçus ainsi que l'état des entrées en contentieux et des recouvrements et de la situation du fonds d'intervention sur la base d'un reporting type défini conjointement par la Région, l'Etat et Bpifrance.

Bpifrance tient également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

Le dispositif régional peut également faire l'objet de démarches d'évaluation au titre du PIA dans les conditions prévues par la convention entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action «Accompagnement et structuration des filières »).

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle reste en vigueur jusqu'au terme des conventions entre l'Etat et Bpifrance susvisées soit une durée de 10 ans.

Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

En tout état de cause, en cas de non renouvellement, les engagements pris restent soumis à la présente convention jusqu'à l'exécution complète des contrats d'aide par les bénéficiaires du dispositif.

Fait à Paris, le

En 4 exemplaires originaux

Le Préfet de Région	La Présidente du Conseil régional
Michel CADOT	Valérie PECRESSE
Le Président de l'EPIC Bpifrance	Le Président directeur général de Bpifrance Financement
Pierre Lepetit	Nicolas Dufourcq

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-027

DU 24 JANVIER 2018

SOUTIEN AUX PROJETS COLLABORATIFS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ASTECH PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MOV'EO, SYSTEMATIC PARIS REGION

24ÈME APPEL À PROJETS DU FONDS UNIQUE INTERMINISTÉRIEL (FUI) - RÉGIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017, de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU les délibérations n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009 et 16-357 du 12 juillet 2016, relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par délibération CR 2017-191 du 17 mai 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU les délibérations n° CP 09-982 du 22 octobre 2009 et 16-357 du 12 juillet 2016, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2018-027 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir les projets collaboratifs de recherche et développement (appel à projets n° 24 du FUI-Régions) des pôles de compétitivité ASTECH PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MOV'EO et SYSTEMATIC PARIS REGION figurant en annexe 2 à la délibération, par l'octroi de subventions réparties comme suit :

Pôle chef de file	Pôle(s) concerné(s)	Projet - Acronyme	Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention
ASTech Paris Region	Aerospace Valley	MONARQUE	CEA/DAM	Laboratoire de recherche	91	647 027,41 €	40%	258 810,96 €
ASTech Paris Region	Aerospace Valley	MONARQUE	THALES OPTRONIQUE SA	Grand groupe	78	624 644,88 €	25%	156 161,22 €
ASTech Paris Region	Aerospace Valley	MONARQUE	IMAGINE OPTIC	PME	91	913 476,12 €	45%	411 064,25 €
ASTech Paris Region	Systematic Paris Region	DIOD	ERTE	PME	91	471 929,60 €	45%	212 368,32 €
ASTech Paris Region	Systematic Paris Region	DIOD	JACQUELOT-PEKLY	PME	78	289 008,00 €	45%	130 053,60 €
Cap Digital Paris Region	Systematic Paris Region	FAUCON	SMILE	ETI	92	1 172 265,46 €	30%	351 679,64 €
Cap Digital Paris Region	Systematic Paris Region	FAUCON	EXPERT SYSTEM France	PME	75	587 655,36 €	45%	264 444,91 €
Cap Digital Paris Region	Systematic Paris Region	FAUCON	ARMADILLO	PME	92	630 253,44 €	45%	283 614,05 €
Cap Digital Paris Region	Systematic Paris Region	FAUCON	IP-LABEL NEWTEST	PME	92	380 492,40 €	45%	171 221,58 €
Cap Digital Paris Region	Cosmetic Valley	SKINBIOSENSE 2	WB Technologies	PME	75	609 653,39 €	40%	243 861,36 €
Cap Digital Paris Region	Cosmetic Valley	SKINBIOSENSE 2	AP-HP Henri Mondor	Laboratoire de recherche	94	273 988,44 €	100%	273 988,44 €
Finance innovation	Finance innovation	MTK	Fintech Entreprise	PME	75	791 280,00 €	45%	356 076,00 €
Finance innovation	Finance innovation	MTK	Keyrus	ETI	92	390 852,00 €	30%	117 255,60 €
Finance innovation	Finance innovation	MTK	OCamlPro	PME	91	457 654,99 €	45%	205 944,75 €
Finance innovation	Finance innovation	MTK	Wizypay	PME	75	562 800,00 €	45%	253 260,00 €
Systematic Paris Region		ABSOLU 2	APEX	PME	91	1 149 109,96 €	45%	517 099,48 €
Systematic Paris Region		ANBLIC	WALLIX	PME	75	1 454 993,00 €	45%	654 746,85 €
Systematic Paris Region		PAPUD	SOFTEAM	ETI	75	1 186 577,89 €	30%	355 973,37 €
Systematic Paris Region		PAPUD	PRESS INNOV	PME	75	360 840,00 €	45%	162 378,00 €
Systematic Paris Region		PAPUD	PERTIMM	PME	92	442 276,80 €	45%	199 024,56 €
Systematic Paris Region	TENERRDIS	MODELISCALE	DIGITAL PRODUCT SIMULATION	PME	78	1 014 432,00 €	45%	456 494,40 €
Systematic Paris Region	TENERRDIS	MODELISCALE	PHIMECA ENGINEERING SA	PME	75	408 015,00 €	45%	183 606,75 €
Systematic Paris Region	TENERRDIS	MODELISCALE	EUROBIOS	PME	94	512 280,80 €	45%	230 526,36 €
ViaMéca	MOV'EO - TENERRDIS	AM-BITION	ESI Group	ETI	75	313 905,03 €	30%	94 171,51 €
					TOTAL	**15 331 506,94 €**		**6 543 825,96 €**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires à compter des dates de démarrage des projets indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Dossier	Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
APEX TECHNOLOGIES - PROJET ABSOLU 2 - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	17013467	APEX TECHNOLOGIES	01/01/2018	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
AP-HP HENRI MONDOR - PROJET SKINBIOSENSE 2 - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013895	AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS HOPITAL HENRI MONDOR	01/01/2018	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché
ARMADILLO - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013891	ARMADILLO	01/10/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché.
DIGITAL PRODUCT SIMULATION - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	18000586	DIGITAL PRODUCT SIMULATION	01/12/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus rapidement possible afin d'être en phase avec les attentes du marché.
ESI AM-bition FUI 24-MOVEO	18000569	ESI GROUP ESI SOFTWARE - ESI GROUP	01/01/2018	Le projet nécessite un départ anticipé des travaux dans la mesure où la sélection (Comité de pilotage national des pôles) et le vote ont été décalé par rapport au calendrier initial.
EUROBIOS - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	18000596	EUROBIOS	01/12/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus rapidement possible afin d'être en phase avec les attentes du marché.
EXPERT SYSTEM FRANCE - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013890	EXPERT SYSTEM FRANCE	01/10/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché.
fintech entreprises - Projet MTK - Finance innovation - FUI 24	18000203	FINTECH ENTREPRISES	25/10/2017	Prise en compte des dépenses à partir du demarrage du projet
IP LABEL - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013892	IP LABEL	01/10/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché
KEYRUS-Projet MoneyTrack-Pôle Finance Innovation-FUI 24	18000585	KEYRUS	25/10/2017	accord de l'ensemble des membres du consortium.
OCamPro SAS-PROJET Monney track-Pôle Finance Innovation - FUI 24	18000581	OCAMLPRO	25/10/2017	le projet commence à partir de cette date pour tous les membres du consortium.
PERTIMM - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	18000583	PERTIMM DEVELOPPEMENT	01/11/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
PHIMECA ENGINEERING - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	18000595	PHI-MECA ENGINEERING SA	01/12/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le rapidement possible afin d'être en phase avec les attentes du marché.
PRESS INNOV - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC FUI 24	17014279	PRESS'INNOV	01/11/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
SMILE - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013889	SMILE	01/10/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché
SOFTEAM - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	17014275	SOFTEAM CADEXTAN	01/11/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
WALLIX - PROJET ANBLIC - POLE SYSTEMATIC - FUI 24	17013488	WALLIX	01/05/2017	Les partenaires industriels ont souhaité initier le projet dès que possible afin d'être en phase avec le marché
WB TECHNOLOGIES - PROJET SKINBIOSENSE 2 - POLE CAP DIGITAL - FUI 24	17013894	WBT WB TECHNOLOGIES	01/01/2018	Les partenaires industriels ont souhaité initier les travaux le plus vite possible afin d'être en phase avec les attentes du marché
WIZIPAY-Projet MoneyTrack-Pole Finance Innovation - FUI 24	18000584	WIZIPAY	25/10/2017	commencement du projet par tous les membres du consortium

Approuve la convention d'application type « projets de recherche et développement » en annexe 3 à la délibération.

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires mentionnés à l'alinéa 1, à la signature de conventions conforme à la convention type mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer

Affecte au titre du financement des projets collaboratif listés à l'alinéa 1 une autorisation de programme d'un montant total de **6 543 825,96 €**sur le chapitre 909 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2018.

Article 2 :

Décide de soutenir l'entreprise MOTION SPELL dans le cadre du projet collaboratif de recherche et développement (appel à projets n° 23 du FUI-Régions) CONVERGENCE TV du pôle CAP DIGITAL PARIS REGION figurant en annexe 2 à la délibération, par l'octroi d'une subvention de 140 646,86 € calculée comme suit :

Pôle chef de file	Pôle(s) concerné(s)	Projet - Acronyme	Partenaire	Type	Département	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention
Images&Réseaux	Cap Digital Paris Region	CONVERGENCE TV	MOTION SPELL	PME	75	312 548,58 €	45%	140 646,86 €

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention au bénéficiaire à compter de la date de démarrage du projet par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Dossier	Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
MOTION SPELL - PROJET CONVERGENCE TV - POLE CAP DIGITAL - FUI 23	18000937	MOTION SPELL	01/04/2017	Les partenaires ont commencé les travaux relatif au projet en avril 2017 dans le cadre du FUI 23.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention type « projets de recherche et développement » en annexe 3 à la délibération et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte au titre du financement de ce projet une autorisation de programme d'un montant total de **140 646,86 €** sur le chapitre 909 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2018.

Article 3 :

Décide de transférer 77 398,73 € à PK/PDesign pour le projet CLEVER-PEPTIDE correspondant à la subvention accordée par délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 à Bertin Pharma.

Résilie la convention notifiée n° 16009661/2 entre la Région et Bertin Pharma.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention d'application type « projets de recherche et développement » en annexe 3 à la délibération et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er avril 2016 par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Article 4 :

Décide de transférer 97 030,21 € aux Ateliers Laumonier pour le projet GEOBOT correspondant au reliquat de la subvention accordée par délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 au Centre de Robotique Intégrée d'Île-de-France.

Résilie la convention notifiée n° 16007884 entre la Région et le Centre de Robotique Intégrée d'Île-de-France.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention d'application type « projets de recherche et développement » en annexe 3 à la délibération et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er septembre 2017 par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Article 5 :

Suite à une erreur matérielle, approuve la modification du taux d'intervention à 45% pour le bénéficiaire SIEMENS INDUSTRY SOFTWARE dans le cadre du projet « O2M » voté par délibération n° CP 09-982 du 22 octobre 2009 et modifié par délibération n° CP 2017-322 du 5 juillet 2017 (Conv.I-09-2164/R-17010431).

Article 6 :

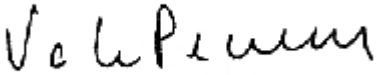
Suite à des erreurs matérielles :

- approuve la modification du taux d'intervention à 45% pour le bénéficiaire CEA LIST dans le cadre du projet « TOCATA » voté par délibération n° CP 09-563 du 9 juillet 2009 et modifié par délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 (Conv.I-09-1951/R),
- approuve la modification la date de démarrage du projet « TOCATA » à l'article 9 de la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017, en autorisant la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er juillet 2009, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 7 :

Suite à une erreur matérielle, approuve la modification du taux d'intervention à 45% pour le bénéficiaire INTEMPORA dans le cadre du projet « PUMAS » voté par délibération n° CP 09-982 du 22 octobre 2009 et modifié par délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 (Conv.I-09-2173/R1).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**19200504 - Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique**

Dispositif : N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens

Dossier	17013467 - APEX TECHNOLOGIES - PROJET ABSOLU 2 - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0037507 - APEX TECHNOLOGIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	517 099,48 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 149 109,96 €	HT	45 %	517 099,48 €	

Dossier	17013488 - WALLIX - PROJET ANBLIC - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	R39965 - WALLIX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	654 746,85 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 454 993,00 €	HT	45 %	654 746,85 €	

Dossier	17013889 - SMILE - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	R28327 - SMILE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	351 679,64 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 172 265,46 €	HT	30 %	351 679,64 €	

Dossier	17013890 - EXPERT SYSTEM FRANCE - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	R39338 - EXPERT SYSTEM FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	264 444,91 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
587 655,36 €	HT	45 %	264 444,91 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Dossier	17013891 - ARMADILLO - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	P0025673 - ARMADILLO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	283 614,05 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
630 253,44 €	HT	45 %	283 614,05 €	

Dossier	17013892 - IP LABEL - PROJET FAUCON - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	R32570 - IP LABEL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	171 221,58 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
380 492,40 €	HT	45 %	171 221,58 €	

Dossier	17013894 - WB TECHNOLOGIES - PROJET SKINBIOSENSE 2 - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	P0032875 - WBT WB TECHNOLOGIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	243 861,36 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
609 653,39 €	HT	40 %	243 861,36 €	

Dossier	17013895 - AP-HP HENRI MONDOR - PROJET SKINBIOSENSE 2 - POLE CAP DIGITAL - FUI 24			
Bénéficiaire	P0018072 - AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS HOPITAL HENRI MONDOR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	273 988,44 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
273 988,44 €	HT	100 %	273 988,44 €	

Dossier	17014275 - SOFTEAM - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0035583 - SOFTEAM CADEXTAN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	355 973,37 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 186 577,89 €	HT	30 %	355 973,37 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Dossier	17014279 - PRESS INNOV - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC FUI 24			
Bénéficiaire	P0037699 - PRESS'INNOV			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	162 378,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
360 840,00 €	HT	45 %	162 378,00 €	

Dossier	17015848 - THALES OPTRONIQUE SA - PROJET MONARQUE - POLE ASTECH - AAP FUI 24			
Bénéficiaire	R32667 - THALES OPTRONIQUE SA			
Localisation	ELANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 161,22 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
624 644,88 €	HT	25 %	156 161,22 €	

Dossier	17015849 - CEA/DAM-IDF/DSSI - PROJET MONARQUE - POLE ASTECH - AAP FUI 24			
Bénéficiaire	P0032061 - CEA COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	258 810,96 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
647 027,41 €	HT	40 %	258 810,96 €	

Dossier	17015850 - IMAGINE OPTIC - PROJET MONARQUE - POLE ASTECH - AAP FUI 24			
Bénéficiaire	EXM00932 - IMAGINE OPTIC			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	411 064,25 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
913 476,12 €	HT	45 %	411 064,25 €	

Dossier	17015851 - ERTE - PROJET DIOD - POLE ASTECH - AAP FUI 24			
Bénéficiaire	P0001823 - ERTE ETUDES ET REALISATIONS DE TRAVAUX ELECTRONIQUES-ETSA			
Localisation	SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	212 368,32 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
471 929,60 €	HT	45 %	212 368,32 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Dossier	17015852 - JACQUELOT-PEKLY - PROJET DIOD - POLE ASTECH - AAP FUI 24			
Bénéficiaire	P0038094 - JACQUELOT-PEKLY			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 053,60 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
289 008,00 €	HT	45 %	130 053,60 €	

Dossier	18000203 - fintech entreprises - Projet MTK - Finance innovation - FUI 24			
Bénéficiaire	P0038153 - FINTECH ENTREPRISES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	356 076,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
791 280,00 €	HT	45 %	356 076,00 €	

Dossier	18000569 - ESI AM-bition FUI 24-MOVEO			
Bénéficiaire	P0020785 - ESI GROUP ESI SOFTWARE - ESI GROUP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 171,51 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
313 905,03 €	HT	30 %	94 171,51 €	

Dossier	18000581 - OCamPro SAS-PROJET Monney track-Pôle Finance Innovation - FUI 24			
Bénéficiaire	P0034464 - OCAMLPRO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	205 944,75 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
457 654,99 €	HT	45 %	205 944,75 €	

Dossier	18000583 - PERTIMM - PROJET PAPUD - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0036821 - PERTIMM DEVELOPPEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	199 024,56 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
442 276,80 €	HT	45 %	199 024,56 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Dossier	18000584 - WIZYPAY-Projet Money Track- Pole Finance Innovation - FUI 24			
Bénéficiaire	P0038154 - WIZYPAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	253 260,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
562 800,00 €	HT	45 %	253 260,00 €	

Dossier	18000585 - KEYRUS-Projet MoneyTrack-Pôle Finance Innovation-FUI 24			
Bénéficiaire	R30266 - KEYRUS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	117 255,60 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
390 852,00 €	HT	30 %	117 255,60 €	

Dossier	18000586 - DIGITAL PRODUCT SIMULATION - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0007931 - DIGITAL PRODUCT SIMULATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456 494,40 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 014 432,00 €	HT	45 %	456 494,40 €	

Dossier	18000595 - PHIMECA ENGINEERING - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0037700 - PHI-MECA ENGINEERING SA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	183 606,75 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
408 015,00 €	HT	45 %	183 606,75 €	

Dossier	18000596 - EUROBIOS - PROJET MODELISCALE - POLE SYSTEMATIC - FUI 24			
Bénéficiaire	P0038194 - EUROBIOS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	230 526,36 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
512 280,80 €	HT	45 %	230 526,36 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-027	Budget	2018

Dossier	18000937 - MOTION SPELL - PROJET CONVERGENCE TV - POLE CAP DIGITAL - FUI 23				
Bénéficiaire	P0038197 - MOTION SPELL				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	140 646,86 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
312 548,58 €	HT	45 %		140 646,86 €	

Total sur le dispositif N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	6 684 472,82 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192005 - 19200504	6 684 472,82 €

Annexe 2 à la délibération : Annexes techniques et financières FUI-Régions 24

NB : les montants pourront être revus à la baisse dans le cadre des conventions signées avec chacun des bénéficiaires en fonction des éléments complémentaires qui pourraient être recueillis.
Conformément au régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 et au cahier des charges du 24ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) – Régions, la subvention régionale maximale est calculée selon les modalités suivantes :

- *25% de l'assiette éligible HT pour les grands groupes,*
- *30% de l'assiette éligible HT pour les ETI (établissements de taille intermédiaire),*
- *45% de l'assiette éligible HT pour les PME,*
- *100% des coûts marginaux TTC ou 40% des coûts réels HT pour les laboratoires ou assimilés.*

1. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs d'ASTECH PARIS REGION

1.1. Projet MONARQUE

Pôle porteur : ASTech Paris Region
Colabel : Aerospace Valley
Thématiques : Matériaux, procédés et structures – Laser
Montant du projet : 3 878 715,84 €
Subvention demandée au CRIDF : 826 036,43 €
Date de démarrage : 01/02/2018
Date de fin : 31/01/2021
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Imagine Optic (91)
GE : Thales Optronique (78)
Laboratoires : CEA/DAM (91)

Autres acteurs :
PME : Rescoll (33)
GE : Safran (91), Airbus (92), Dassault (92)
Laboratoires : DR5-CNRS (75)

Objectifs et contenu :
L'utilisation de nouvelles structures en composites crée de nouveaux besoins : elles doivent pouvoir être contrôlées avec des diagnostiques fiables et robustes. Lorsque ces structures sont collées, leur forte valeur ajoutée impose qu'elles puissent si besoin être décollées. Ces besoins de décollement peuvent se faire sentir durant la fabrication et/ou le cycle de vie.
Le projet MONARQUE propose une solution basée sur un procédé de choc laser qui permet de générer dans le matériau une distribution de contrainte spécifique et en particulier de la traction.
MONARQUE souhaite étendre l'utilisation de la technique de choc laser pour endommager sélectivement des interfaces d'empilements multicouches. Il sera donc nécessaire de développer une solution répondant aux besoins :
- de désassemblage des collages ;
- de création de structures de références avec défauts "type".

Pour ce faire, des configurations originales de double impulsions laser seront développées pour une parfaite maîtrise du procédé.

Retombées :
Le marché principal de MONARQUE est l'aéronautique. Par extension, d'autres marchés du transport ont été identifiés comme cibles dans un second temps (à partir de 2024) : l'espace, l'automobile, le ferroviaire, le transport lourd (camions, etc.), le nautisme. A cela s'ajoute le marché des pales d'éoliennes.
Les partenaires estiment arriver à un chiffre d'affaires stabilisé cinq ans après la fin du projet (correspondant à la mise sur le marché). Au total, les résultats du projet devraient générer environ 20 M€ pour le consortium et une centaine d'emplois.
À l'issue du projet, les partenaires espèrent les retombées suivantes :

- Imagine Optic : 40 emplois
- Thales Optronique : 30 emplois
- CEA/DAM : Développement des compétences sur le délaminage par chocs laser

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
SAFRAN	grande entreprise	1569	91760	Itteville	0	0	240 934,96 €	1,52	0,00 €	0	25	60 233,74 €
Rescoll	PME	75	33615	PESSAC	0	0	755 067,40 €	4,67	0,00 €	0	45	339 780,33 €
EADS France Innovati...	grande entreprise	0	92152	Suresnes	0	0	159 152,01 €	0,86	0,00 €	0	25	39 788,00 €
THALES OPTRONIQUE SA	grande entreprise	1387	78990	ELANCOURT	0	0	624 644,88 €	2,17	0,00 €	0	25	156 161,22 €
CEA/DAM-IdF/DSSI	EPIC type entrepris	0	91297	Arpajon	0	0	647 027,41 €	4,67	0,00 €	0	40	258 810,96 €
IMAGINE OPTIC	PME	0	91400	Orsay	0	0	913 476,12 €	5,7	0,00 €	0	45	411 064,25 €
DASSAULT AVIATION	grande entreprise	0	33701	Mérignac	0	0	164 973,06 €	0,62	0,00 €	0	25	41 243,27 €
DR5-CNRS	laboratoire de reche	0	75013	Paris	0	0	373 440,00 €	4,65	0,00 €	0	100	373 440,00 €
Totaux		3031			0	0	3 878 715,84 €		0,00 €		43,33	1 680 521,78 €

1.2. Projet DIOD

Pôle porteur : ASTech Paris Region
Colabel : Systematic Paris Region
Thématique : Détection de drones
Montant du projet : 1 593 529,83 €
Subvention demandée au CRIDF : 342 421,92 €
Date de démarrage : 01/04/2018
Date de fin : 31/03/2020
Durée du projet : 24 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : ERTE (91), Jacquelot-Pekly (78)

Autres acteurs :
GE : Thales Air Systems (91)
Laboratoires : Centrale Supélec (91), Télécom ParisTech (75)

Objectifs et contenu :
La prolifération des drones peu chers et faciles à mettre en œuvre représente aujourd'hui une réelle menace et requiert leur détection avancée (3-4 km) pour la protection des sites sensibles (pistes d'aéroports, stades, sites industriels, etc.) et à terme du trafic à très basse altitude.
DIOD est un radar passif fonctionnant sur les bases de la 4G. Il met en œuvre un ou plusieurs réseaux d'antennes directives à formation de voies multiples permettant, avec une base principale, de fournir une détection distance-direction et en avancée une détection par corrélation (principe du radar passif).
Les travaux porteront sur différents points, notamment :

- Caractérisation des signaux 4G et traitements novateurs sur des cibles comme les drones de transport et élimination des fréquences « parasites » ;
- Définition des protocoles et signaux d'échanges avec les stations de base ;
- Définition et test d'algorithmes de traitement spatial de détection et trajectographie.

Retombées :
On envisage ainsi qu'environ 2000 systèmes ou produits seront vendus sur 5 ans une fois l'industrialisation du produit réalisée, avec une pondération prudente due à la perception de la menace, le développement des applications des drones et le succès à l'export. Ainsi, le chiffre d'affaires estimé sur 5 ans (2020-2025) est de l'ordre de 120M€ et le nombre d'emplois en cumulé plus de 180.
À l'issue du projet, ERTE et Jacquelot-Pekly espèrent respectivement la création de 17 emplois et de 9 emplois.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
THALES AIR SYSTEMS	grande entreprise	2708	91470	LIMOURS	48	51	605 602,00 €	3,01	0,00 €	0	25	151 400,50 €
CENTRALE SUPELEC	laboratoire d'école	0	91192	Gif-sur-Yvette	1000	1000	91 520,28 €	1,4	146 314,00 €	0	100	91 520,28 €
ERTE	PME	48	91400	SACLAY	45	48	471 929,60 €	2,15	0,00 €	0	45	212 368,32 €
Jacquelot-Pekly	PME	33	78190	TRAPPES	33	34	289 008,00 €	1,86	0,00 €	0	45	130 053,60 €
TELECOM ParisTech	laboratoire d'école	450	75634	Paris cedex 13	450	450	135 469,95 €	1,3	220 669,00 €	1,8	100	135 469,95 €
Totaux		3239			1576	1583	1 593 529,83 €		366 983,00 €		45,23	720 812,65 €

2. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs de CAP DIGITAL PARIS REGION

2.1. Projet FAUCON

Pôle porteur : Cap Digital
Colabel : Systematic
Thématiques : Big data / Maintenance prédictive – Business Intelligence
Montant du projet : 3 956 953,95 €
Subvention demandée au CRIDF : 1 070 960,18 €
Date de démarrage : 01/10/2017
Date de fin : 01/10/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Expert System France (75) – Armadillo (92) – IP-Label Newtest (92)
ETI : Smile (92)

Autres acteurs :
GE : Thales (91)
Laboratoires : Telecom Sud Paris (91) – Université Paris 6 (75)

Objectifs et contenu :
FAUCON vise à mettre en place une plateforme de services open source pour l'Intelligence capable de gérer des quantités importantes de données hétérogènes et incertaines. Le projet dépassera les limitations actuelles des processus de décisions tactiques et stratégiques en aidant à tenir compte de la fiabilité des sources et des traitements, grâce à :

- L’analyse de l’information pour transformer des données brutes venant de sources (capteurs, réseaux sociaux...), de langages et de périodes hétérogènes en une information décisionnelle ;
- L’enrichissement d'une information non qualifiée en une information utile grâce à des algorithmes d’apprentissage et d’analyse de sentiments, en précisant le niveau de confiance de l’information présentée ;
- Une interface dynamique qui s’adapte à l’usage et à l’information grâce aux technologies du Web sémantique.

Ces bénéfices seront démontrés dans les domaines de la supervision des services digitaux, de la maintenance prédictive, du marketing et de la valorisation du patrimoine culturel.

Retombées :
Le marché de la Business Intelligence (BI) devrait atteindre $20.81 milliards en 2018, celui de l'analyse prédictive $9,2 milliards en 2020.
L'augmentation des chiffres d’affaire des partenaires financés par la Région est estimée à :

- SMILE : 6 M€ en 2022 (Intégration Open Source, Xdata, CRM, hébergement) ;
- Expert System : 2M€ en 2023 (Text Mining);
- Armadillo : 4M€ cumulé en 2024 (Dashboards) ;
- IPLabel : 2M€ en 2023 (SaaS DataVizualisation).

Par ailleurs, 38 créations d’emplois sont prévues chez les partenaires dans le bassin Île-de-France, dont 10 en R&D.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
SMILE	ETI	0	92600	Asnières sur Seine	20	25	1 172 265,46 €	7,47	30	351 679,64 €
Thales Research & Te...	grande entreprise	831	91767	Palaiseau cedex	282	282	669 606,40 €	3,28	25	167 401,60 €
TELECOM SUD PARIS	laboratoire d'école	304	91011	Evry	244	244	347 835,85 €	5,03	100	347 835,85 €
Université Paris 6 P...	laboratoire de reche	0	75005	Paris	6200	6200	168 845,04 €	3,27	100	168 845,04 €
EXPERT SYSTEM FRANCE	PME	40	75012	Paris 12	20	22	587 655,36 €	4,33	45	264 444,91 €
ARMADILLO	PME	15	92170	Vanves	8	10	630 253,44 €	4,45	45	283 614,05 €
IP-LABEL.NEWTEST	PME	0	92250	LA GARENNE COLOMB	20	23	380 492,40 €	2,4	45	171 221,58 €
Totaux		1190			6794	6806	3 956 953,95 €		44,35	1 755 042,67 €

2.2. Projet **SKINBIOSENSE**

Pôle porteur : Cap Digital
Colabel : Cosmetic Valley
Thématiques : Dermo-cosmétique connectée
Montant du projet : 1 641 208,89 €
Subvention demandée au CRIDF : 517 849,80 €
Date de démarrage : 01/01/2018
Date de fin : 30/09/2019
Durée du projet : 21 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : WB technologies (75)
Laboratoires : AP-HP Henri Mondor (94)

Autres acteurs :
PME : Synelvia SAS (31)

Objectifs et contenu :
Le projet concerne la dermo-cosmétique connectée. Il prévoit le développement et l'industrialisation d'un biocapteur du « stress oxydant » et le développement des services digitaux rattachés, ainsi que le développement et l'industrialisation de 2 nouveaux capteurs (sébum, lactate) utilisable sur la plateforme.

Retombées :
Les retombées économiques sont estimées à :

- 16 à 20 million d'euros de CA en 3 ans après la mise sur le marché ;
- 12 à 25 CDI chez les partenaires PME à 3 ans ;
- Le développement des premiers capteurs permettant un monitoring de marqueurs biochimiques à la surface de la peau de façon non invasive.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
WB Technologies	PME	6	75013	PARIS	5	7	609 653,39 €	3,98	40	243 861,36 €
Synelvia SAS	PME	8	31682	Labege Cedex	8	9	757 567,06 €	3,94	35	265 148,47 €
AP-HP Henri Mondor	laboratoire de	0	94010	Créteil	0	0	273 988,44 €	1,52	100	273 988,44 €
Totaux		14			13	16	1 641 208,89 €		47,71	782 998,27 €

2.3. Projet CONVERGENCE TV (**au titre du FUI 23**)

Pôle porteur : Images&Réseaux
Colabel : Cap Digital Paris Region
Thématiques : Média/audiovisuel - Standardisation
Montant projet : 3 442 845,10 €
Subvention demandée au CRIDF : 140 646,86 € (qui viennent s'ajouter au 203 565,55 € déjà affectés)
Date de démarrage : 01/04/2017
Date de fin : 31/03/2019
Durée du projet : 24 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Motion Spell (75)
Laboratoires : Telecom ParisTech (75) → Soutenu au FUI 23

Autres acteurs :
PME : TEAMCAST (75), BROADPEAK (35)
GE : TDF (92)
Laboratoires : INSA Rennes (35)

Objectifs et contenu :
Le projet CONVERGENCE TV a pour objectif de développer, expérimenter et commercialiser une solution de distribution des contenus télévisuels unifiant les diffusions de type broadcast (réseaux terrestres et satellitaires) et broadband (réseaux internet), tout en déclinant cette approche dans le contexte de la nouvelle norme américaine ATSC 3.0.
Le consortium est soutenu par plusieurs partenaires valideurs (éditeurs de programmes et opérateur de diffusion satellite).

Retombées :
L'impact en chiffre d'affaires annuel à moyen terme (2020-2022) est estimé entre 20 M€ et 40 M€ pour les partenaires industriels du consortium.

L'impact en emplois à moyen terme (2020-2022) est estimé entre 15 ETP et 20 ETP, en plus de la pérennisation de nombreux emplois liés à la valorisation de la diffusion broadcast hertzienne.
Les efforts de R&D mesurés en homme/mois se partagent entre Région Bretagne (61%) et Région Ile-de-France (39%). Les retombées en emplois à moyen terme se partagent sensiblement dans la proportion inverse.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
TEAMCAST	PME	42	35769	SAINT-GREGOIRE CED	15	17	778 215,50 €	4,77	45	350 000,00 €
ATEME	PME	165	78140	VELIZY VILLACOUBLAY	63	66	947 463,47 €	6,05	45	426 359,00 €
Motion Spell	PME	2	75015	PARIS	2	3	312 548,58 €	1,96	45	140 646,86 €
TELECOM ParisTech	laboratoire d'éc	554	75634	Paris Cedex 13	240	240	203 565,55 €	2,6	100	203 565,55 €
INSA Rennes	laboratoire de r	300	35043	RENNES	150	151	219 282,78 €	3,04	100	219 283,00 €
BROADPEAK	PME	54	35700	RENNES	26	32	502 672,80 €	4,3	45	226 203,00 €
TDF	grande entrepris	1500	92541	MONTROUGE Cedex	130	130	475 886,42 €	3,1	30	142 766,00 €
Totaux		2617			626	639	3 439 635,10 €		49,68	1 708 823,41 €

3. Annexe financière et technique relative au projet collaboratif de FINANCE INNOVATION

3.1. Projet MONEYTRACK

Pôle porteur : Finance Innovation
Colabel : Systematic Paris Region
Thématiques : Moyens de paiement
Montant du projet : 2 902 999,59 €
Subvention demandée au CRIDF : 932 536,35 €
Date de démarrage : 25/10/2017
Date de fin : 24/10/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Wizypay (75), Fintech Enterprises (75), OCamlPro (91)
GE : Keyrus (92)

Autres acteurs :
Laboratoires : INRIA (75), Pôle Léonard de Vinci (92)

Objectifs et contenu :
Le projet vise à répondre à un besoin récurrent du secteur des paiements : contrôler l'usage fait par un moyen de paiement mis à disposition d'un consommateur, à titre personnel ou à titre professionnel. Ce projet a pour objectif premier de se focaliser sur l'enjeu des titres cadeaux et aura, par la suite, l'ambition de sécuriser d'autres moyens de paiement dans le monde de la consommation dirigée. La solution développée repose sur la technologie d'échanges distribués et sécurisés blockchain. Celle-ci permet de valider et de faire exécuter des Smart Contracts de paiement entre l'ensemble des parties prenantes de la chaîne de transaction (émetteurs, consommateurs, commerçants, établissements de paiement)

Retombées :
Le projet et ses résultats devraient permettre de viser 2 marchés celui des titres cadeaux émis par les comités d'entreprises qui représente 700 M€ de transactions en 2014 et le marché du e-remboursement des sinistres par les assureurs qui représente 2,7 Mds€ en

France. Le projet va créer 28 emplois sur 5 ans (dont 16 pendant le projet) et générer 10,5 M€ de revenus pour ses membres entreprises sur 5 ans.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

FUI-AAP24 - MTK (Mc

Récapitulatif des partenaires du projet

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
Fintech Entreprises	PME	1	75008	Paris	0	3	791 280,00 €	6,63	0,00 €	0	45	356 076,00 €
OCamlPro SAS	PME	10	91190	gif-sur-yvette	10	10	457 654,99 €	2,79	0,00 €	0	45	205 944,75 €
Wizypay	PME	2	75008	Paris	1	3	562 800,00 €	4,3	0,00 €	0	45	253 260,00 €
CENTRE DE RECHERCHE ...	laboratoire de reche	2600	75005	Paris	0	0	200 920,61 €	3,39	0,00 €	0	100	200 920,61 €
Association Léonard ...	laboratoire de reche	180	92916	COURBEVOIE	45	47	499 491,99 €	4,88	0,00 €	0	40	199 796,80 €
Keyrus	ETI	2100	92300	Levallois	0	0	390 852,00 €	2,88	0,00 €	0	30	117 255,60 €
Totaux		4893			56	63	2 902 999,59 €		0,00 €		45,93	1 333 253,76 €

4. Annexes financières et techniques relatives aux projets collaboratifs de SYSTEMATIC PARIS REGION

4.1. Projet ABSOLU 2

Pôle porteur : Systematic
Thématiques : Télécoms
Montant du projet : 2 280 975,72 €
Subvention demandée au CRIDF : 517 099,48 €
Date de démarrage : 01/01/2018
Date de fin : 31/12/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : APEX Technologies (91)

Autres acteurs :
Laboratoires : CNRS – DR14 (31)
GIE Recherche: III-V Lab (91)

Objectifs et contenu :
L'objectif du projet est de développer un laser d'une grande pureté spectrale utilisable dans le domaine des communications optiques. Il sera le composant clef du spectromètre à très haute résolution de la PME Apex Technologies qui dépend actuellement de fournisseurs étrangers pour des lasers coûteux ou limités.

Retombées :
Grâce à l'industrialisation et au déploiement commercial des produits issus du projet ABSOLU 2, APEX estime pouvoir :

- embaucher 7 personnes,
- augmenter à moyen terme son chiffre d'affaire annuel de 2.2 millions d'euros,
- compléter ses compétences techniques de réalisation d'appareils de mesure en optique fibrée par de nouvelles connaissances et expériences en optique libre et en micromécanique acquises lors de l'étude et de la réalisation des lasers accordables,

- récupérer 10 % de part de marché concernant les lasers accordables,
- assurer sa place de leader dans le domaine des analyseurs de spectre optique.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
APEX Technologies SA	PME	17	91460	MARCOUSSIS	1 149 109,96 €	9,15	45	517 099,48 €
CNRS - DR14	laboratoire de reche	0	31077	Toulouse cedex 4	193 446,00 €	1,51	100	193 446,00 €
III-V LAB	GIE	0	91767	Palaiseau Cedex	938 419,76 €	3,96	45	422 288,89 €
Totaux		17			2 280 975,72 €		49,66	1 132 834,37 €

4.2. Projet ANBLIC

Pôle porteur : Systematic
Thématiques : Outils de Conception et Développement de Systèmes
Montant du projet : 5 609 580,17€
Subvention demandée au CRIDF : 654 746,85 €
Date de démarrage : 01/05/2017
Date de fin : 04/05/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Wallix (75)

Autres acteurs :
PME : CoESSI (78)
Laboratoires : CEA Saclay (91), Centre de recherche INRIA / UPMC / ENS (75), Université Paris 12 (94)
GE : Bull (78), Ingenico Group (75), Sogeti High Tech (92)

Objectifs et contenu :
Actuellement, chaque modifications de données chiffrées (cryptées), nécessite de les déchiffrer, les traiter puis les re-chiffrer, ce qui comporte un gros risque en sécurité des données. Le chiffrement homomorphe est une technologie qui augmente la sécurité des données en permettant de travailler directement sur des données chiffrées (cryptées) sans avoir besoin de les déchiffrer. Des premiers projets (orientés recherche) ont déjà été développés : la technologie fonctionne, mais s'avère gourmande en temps de calcul et en espace mémoire. Le but de ce projet est de l'adapter à 4 cas d'usage pour pouvoir adresser le marché avec une solution de Crypto homomorphe.

Retombées :
Les retombées économiques pour les partenaires du projet sont les suivantes :
- Dépôt de 5 brevets,
- Chiffre d'Affaire pour 2022 d'environ 10 M€/an
- Plus de 30 emplois directs créés
- 4 Pilotes industriels
- Publications scientifiques

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
WALLIX	PME	71	75008	Paris	1 454 993,00 €	12,28	45	654 746,85 €
CoESSI	PME	10	78360	MONTESSON	411 550,40 €	3,5	45	185 197,68 €
CEA - Centre de Sacl...	EPIC type entrepris	0	91191	GIF SUR YVETTE CEDE	640 498,57 €	3,57	40	256 199,43 €
CENTRE DE RECHERCHE ...	laboratoire de reche	0	75005	Paris	107 838,85 €	1,4	100	107 838,85 €
Université Paris-XII	laboratoire de reche	0	94000	CRETEIL	178 493,76 €	2,8	100	178 493,76 €
Ingenico Group	grande entreprise	6853	75015	Paris	474 748,00 €	2,7	25	118 687,00 €
Bull SAS	grande entreprise	3984	78340	Les clayes sous Bois	1 700 093,80 €	10,58	25	425 023,45 €
Sogeti High Tech	grande entreprise	0	92136	Issy-les-Moulineaux	641 363,79 €	4,67	25	160 340,95 €
Totaux		10918			5 609 580,17 €		37,2	2 086 527,97 €

4.3. Projet PAPUD

Pôle porteur : Systematic
Thématiques : Outils de Conception et Développement de Systèmes
Montant du projet : 5 529 410, 20 €
Subvention demandée au CRIDF : 717 375, 93 €
Date de démarrage : 01/11/2017
Date de fin : 31/10/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Pertimm Developpement (92), Press'Innov (75)
ETI : Softeam (75)

Autres acteurs :
Laboratoires : Telecom Sud Paris (91), Université de Lorraine (54), Université des sciences et technologies de Lille (59)
GE : Bull (78)

Objectifs et contenu :
Le projet a pour but de construire une plate-forme permettant l'analyse et le traitement de grandes masses de données hétérogènes.
PAPUD permettra d'améliorer les outils prédictifs par une meilleure précision, une plus grande rapidité, une capacité à traiter un volume de données plus important. Cela augmentera la valeur des services fournis aux clients des domaines des cas d'usage.

Retombées :
L'objectif pour Softeam est de créer une nouvelle fonctionnalité dans le produit e-Citiz et la proposer à ses clients. Son portefeuille de clients variés (banques, assurances, énergie, transport, secteur public) permettra de proposer cette nouvelle offre à des secteurs très variés. Le chiffre d'affaires lié à PAPUD sera de 5 millions d'euros en 2021 (croissance de 30% grâce à PAPUD- 2 embauches).

PERTIMM attend une plus grande automatisation de la prise en compte des bases de données produits en provenance de ses clients et prospects ainsi qu'une amélioration de la qualité de ses services SaaS et de la rapidité de déploiement, résultant dans plus de ventes et plus de clients. Le chiffre d'affaires estimé lié à PAPUD sera de 7 millions d'euros en 2021.
PRESSINNOV souhaite passer d'une activité de service à une activité mixte produit/service. Grace à PAPUD, le développement d'outils pour le secteur de la presse et des médias permettra à ces sociétés de développer de nouvelles offres produits. Le chiffre d'affaires estimé lié à PAPUD sera de 4,2 millions d'euros en 2021.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
Bull SAS	grande entreprise	3984	78340	Les clayes sous Bois	345	346	2 889 683,99 €	15,81	25	722 421,00 €
SOFTEAM	ETI	855	75016	Paris	41	41	1 186 577,89 €	6,47	30	355 973,37 €
PERTIMM DEVELOPPEMEN..	PME	0	92600	Asnières-sur-Seine	0	0	442 276,80 €	3,02	45	199 024,56 €
TELECOM SUD PARIS	laboratoire d'école	244	91011	Evry	300	300	222 868,48 €	3,1	100	222 868,48 €
Université de Lorrai...	établissement public	0	54506	Vandoeuvre-lès-Nancy C	300	300	210 968,10 €	4,52	100	210 968,10 €
Université des Scien...	laboratoire de reche	0	59655	Villeneuve d'Ascq	1618	1618	216 194,94 €	3,74	100	216 194,94 €
Press'Innov	PME	0	75002	PARIS 2	2	4	360 840,00 €	2,69	45	162 378,00 €
Totaux		5083			2606	2609	5 529 410,20 €		37,79	2 089 828,45 €

4.4. Projet MODELISCALE

Pôle porteur : Systematic
Colabel : Tenerrdis
Thématiques : Outils de Conception et Développement de Systèmes
Montant du projet : 5 287 526,20 €
Subvention demandée au CRIDF : 870 627, 51 €
Date de démarrage : 01/12/2017
Date de fin : 30/11/2020
Durée du projet : 36 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
PME : Digital Product Simulation (78), Eurobios (94), Phimeca (75)

Autres acteurs :
Laboratoires : CEA Grenoble (73), Inria/UPMC (75), Inria Grenoble (38), Inria Bratagne (35)
GE : Dassault Systèmes (78), Cylergie (69), EDF (78)

Objectifs et contenu :
Pour bâtir, sécuriser et optimiser le mix énergétique de demain, il est nécessaire de mettre à disposition de nouveaux outils de modélisation et simulation comportementale (M&S) suffisamment performants pour comprendre et traiter l'impact de scénarios plus divers et plus nombreux sur la stabilité et la performance économique du système énergétique (multiplication des acteurs producteurs et consommateurs, nouveaux moyens de production/consommation/stockage).
C'est tout l'objet du projet ModeliScale qui vise à modéliser et simuler le comportement des systèmes énergétiques de grande taille, incluant la combinaison de ces systèmes, la diversité de leurs modes de fonctionnement et leurs reconfigurations.

Retombées :
- 1 brevet ;
- Chiffres d'affaires : jusqu'à 2,5 M€ dans les 3 ans qui suivent la fin du projet ;
- Emplois : consolidation d'équipes de développement logiciels, embauche d'ingénieurs en modélisation/simulation, développement de solution industrielle.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Assiette de l'aide		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
Dassault-Systèmes S...	grande entreprise	0	78946	Velizy-Villacoublay Cede	1 028 595,35 €	5,32	25	257 148,84 €
ELECTRICITE DE FRANC...	grande entreprise	154808	78401	Chatou	940 146,15 €	4,9	25	235 036,54 €
INRIA UR Rennes Bret...	laboratoire de reche	2600	35700	Rennes cedex	203 236,49 €	2,8	100	203 236,49 €
DIGITAL PRODUCT SIMU...	PME	0	78170	La Celle-Saint-Cloud	1 014 432,00 €	10,74	45	456 494,40 €
eurobios	PME	0	94235	Cachan Cedex	512 280,80 €	3,53	45	230 526,36 €
CEA - Centre de Gren...	EPIC type entrepris	16000	73377	LE BOURGET DU LAC	509 516,43 €	3,27	40	203 806,57 €
PHIMECA	PME	22	75012	Paris	408 015,00 €	2,33	45	183 606,75 €
Cylergie	GIE	17	69007	LYON	391 874,00 €	3,02	25	97 968,50 €
CENTRE DE RECHERCHE ...	laboratoire de reche	0	75005	Paris	139 714,99 €	1,87	100	139 714,99 €
INRIA - Centre de gr...	laboratoire de reche	0	38330	MONTBONNOT SAINT M	139 714,99 €	1,87	100	139 714,99 €
Totaux		173447			5 287 526,20 €		40,61	2 147 254,43 €

5. Annexe financière et technique relative au projet collaboratif de MOV'EO

5.1. Projet AM-bition

Pôle porteur : VIAMECA
Colabel : MOVEO, TENNERDIS
Thématique : Fabrication additive
Montant du projet : 5 532 450,54 €
Subvention demandée au CRIDF : 94 171,51 €
Date de démarrage : 01/01/2018
Date de fin : 01/01/2022
Durée du projet : 48 mois

Acteurs soutenus par la Région Ile-de-France :
ETI : ESI Group (75)

Autres acteurs :
PME : LIFCO Industrie
GE : SCHNEIDER ELECTRIC, FIVES MICHELIN ADDITIVE
Laboratoires : CNRS MOY1100 ALPES, CNRS MOY1100 ALPES, DR5-CNRS, VARINOR
Objectifs et contenu :
Le projet AM-bition sur une vision commune à tous les partenaires : la création et la structuration d'une filière impression 3D cuivre et alliages de cuivre, constituant un véritable relais de croissance pour plusieurs acteurs majeurs français dans le but d'améliorer les performances et la durée de vie de leurs produits existants, et de proposer de nouveaux produits / services exploitant les nouvelles possibilités de conception issues des libertés de fabrication offertes par la fabrication additive.
Le projet permettra ainsi aux industriels de pouvoir bénéficier de tous les avantages liés à ce procédé : valeur ajoutée, design optimisé, réduction coût et délai de fabrication, personnalisation.

Retombées :
Le projet est stratégique pour la Région Ile-de-France qui vise à affirmer son leadership sur la fabrication additive autour de l'Additive Factory Hub notamment et ce projet AM-bition.

Tableau de répartition des coûts et demandes de financements :

Enseigne commerciale	Statut	Effectifs totaux	Localisation		Effectifs R&D		Assiette de l'aide		Coût complet		Demande de subvention	
			Dépt.	Ville	En début de projet	En fin de projet	Montant (€)	Effort (h/an)	Montant (€)	Effort (h/an)	Taux d'aide (%)	Montant (€)
SCHNEIDER ELECTRIC	grande entreprise	160000	38080	GRENOBLE Cédex 9	12000	12000	1 149 807,63 €	6,29	0,00 €	0	25	287 451,91 €
FIVES MICHELIN ADDIT...	grande entreprise	100	63118	CEBAZAT	10	15	1 495 871,65 €	9,79	0,00 €	0	25	373 967,91 €
ESI Group	ETI	1000	75015	PARIS 15	100	101	313 905,03 €	2,06	0,00 €	0	30	94 171,51 €
LIFCO Industrie	PME	5	42000	SAINT ETIENNE	5	8	618 376,00 €	3,14	0,00 €	0	30	185 512,80 €
PEUGEOT CITROEN AUTO...	grande entreprise	95669	78140	Vélizy-Villacoublay	8000	8001	627 661,78 €	2,87	0,00 €	0	25	156 915,45 €
CNRS MOY1100 ALPES	laboratoire de reche	250	38402	SAINT MARTIN D'HERE	250	251	86 400,00 €	0	124 899,00 €	0,4	100	86 400,00 €
CNRS MOY1100 ALPES	laboratoire de reche	170	38042	GRENOBLE CEDEX 9	170	171	86 400,00 €	0	59 640,00 €	0,2	100	86 400,00 €
DR5-CNRS	laboratoire de reche	110	92195	MEUDON CEDEX	110	111	159 059,60 €	0	131 699,00 €	0,5	100	159 059,60 €
VARINOR	grande entreprise	30000	2800	Delemont	300	300	669 205,86 €	3,58	0,00 €	0	0	0,00 €
CNRS - Délégation Ré...	laboratoire de reche	80	91405	Orsay	80	81	325 762,99 €	4,2	207 126,00 €	0,8	100	325 762,99 €
Totaux		287384			21025	21039	5 532 450,54 €		523 364,00 €		31,73	1 755 642,17 €

Annexe 3 à la délibération : Convention type « projets de recherche et développement »

CONVENTION N°
entre la Région Ile-de-France et xxxxxxxxxx
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement xxxxxxxxx
du pôle xxxxxxxx

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer la convention par délibération N°CP – en date du ,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

[Dénomination sociale de la personne morale/établissement public dont relève le Laboratoire] ou [Dénomination sociale de l'entreprise]
[Forme juridique de la personne morale ou de la SOCIETE]
N° SIRET : --- --- --- --- ---
Code APE :
Sise : [Adresse de l'établissement]
Représentée par M/Mme --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---
Pour les laboratoires : Agissant au nom et pour le compte de/du [Nom du Laboratoire],
Dirigé par Mlle / Mme / M. [prénom et nom du directeur du Laboratoire]

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour les projets dits « **FUI-Régions**», le programme « **Soutien aux projets collaboratifs de R&D des Pôles de compétitivité – Fonds Unique Interministériel –Régions »** géré par Bpifrance consiste à financer la réalisation de projets collaboratifs labellisés par un ou plusieurs pôles de compétitivité, dont le chef de file est une entreprise.

Les collectivités territoriales peuvent participer au co-financement de certains de ces projets collaboratifs.

Le Projet soutenu doit viser à développer un produit, un service, un procédé… hautement innovant dont les travaux de R&D sont réalisés sur le territoire d'un pôle de compétitivité en garantissant des retombées économiques pour le territoire régional.

Le Projet collaboratif réunit plusieurs partenaires : entreprises, laboratoires et organismes de recherche ou de formation qui y contribuent par la réalisation de leur programme respectif.

Des revues de projet sont organisées à fréquence annuelle au minimum, auxquelles Bpifrance, les collectivités territoriales, les autres financeurs, ainsi que le ou les Pôles de compétitivités labellisateurs sont notamment associés. Elles sont suivies d'un comité de suivi des financeurs, tel que prévu dans les conditions générales de la convention.

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projet suivant : [intitulé du projet et description sommaire]----------
---

---------- et tel que décrit à l'annexe technique.

Ce programme sera exécuté à :

[Nom du Laboratoire ou du site, ou nom de l'établissement pour les SOCIETES
[Adresse]
Pour les laboratoires : Représenté par --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---, sous la responsabilité scientifique de Mlle / Mme / M. [nom du responsable].

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant maximum de ---------- €, sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière :
  ---------- € Hors Taxe ou TVA incluse.
- Assiette de l'aide retenue : ----------€ Hors Taxe ou TVA incluse.
- Taux d'intervention : ---------- %

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de ----- mois, à compter du --------, date de démarrage du Projet, telle que présentée en annexe technique au Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel, soit le XX/XX/XXXX. La période d'éligibilité des dépenses débute à compter de cette dernière date.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les entités présentées en annexe technique et annexe financière du Projet.

Le BENEFICIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire dudit projet.

L'entreprise **[dénomination sociale de la société chef de file du projet]** a été désignée en qualité de chef de file du Projet. A ce titre, elle est chargée d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre un rapport d'avancement du projet à Bpifrance pour les projets « FUI-Régions » et aux collectivités territoriales financeurs. Ce rapport pourra être demandé par les collectivités territoriales financeurs lors des versements intermédiaires, tout comme l'accord de consortium.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFICIAIRE.

5.1 Pour les versements intermédiaires :

5.1.1 Les demandes d'avances

Le BENEFICIAIRE peut demander une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention ; il peut aussi bénéficier d'une deuxième avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois sous réserve de justification de l'utilisation de l'intégralité de la première avance versée

Les pièces à fournir

- pour la première demande d'avance :
  - une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
  - un plan de trésorerie du laboratoire ou de la PME daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- pour la seconde demande d'avances :
  - une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
  - un plan de trésorerie du laboratoire ou de la PME, visé par le représentant légal, attestant d'un manque de trésorerie
  - un état des dépenses, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE de la subvention ou la personne habilitée, attestant de la réalisation des dépenses relatives à l'avance précédente.
- 5.1.2 *Les demandes d'acomptes* :

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

5.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par Bpifrance (pour les projets « FUI-Régions ») et les collectivités territoriales financeurs, prononcé conformément aux stipulations de l'article 6.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les bénéficiaires de droit public, la signature du comptable public est requise,
- pour les bénéficiaires de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 8.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Enfin, les structures bénéficiaires de droit privé transmettent un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

En cas d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses, engagées par ces différents organismes, dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou si Bpifrance/l'Etat estime que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFICIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFICIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 7 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

7.1.- Le BENEFICIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de

procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

7.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFICIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

7.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFICIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 7.4.

7.4.- En application des stipulations de l'article 10, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 7.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 7.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

8.1 - à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des bénéficiaires de droit privé.

8.2. - à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le BENEFICIAIRE saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

8.3.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

8.4.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
    - Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
    - Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

8.5.- à fournir un accord de consortium définitif dûment visé par l'ensemble des partenaires. En l'absence de cet accord, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés. La Région devra valider formellement cet accord de consortium dans la mesure où il conditionne la réussite économique du projet.

8.6. - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte :

  - de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)

  - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au projet

- une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale

- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.

8.7.- à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

8.8.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

8.9.- à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

8.10.- à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

8.11.- à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'État et notamment à attribuer les aides sur le fondement des régimes d'aides d'État définis par la Région.

8.12.- à communiquer à la Région toutes les aides qu'il aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 9 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 10 – RESTITUTION EVENTUELLE

10.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée aux structures de droit privé en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires

10.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer Bpifrance et les collectivités financeurs de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, Bpifrance se réserve le droit en accord avec les collectivités territoriales financeurs de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. Bpifrance et les collectivités détermineront les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

10.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 10 ainsi que les articles 7.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 8.8.

ARTICLE 11 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra fin 5 ans à compter de la date de clôture du projet, ou en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 6 de la convention.

ARTICLE 13 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le ---------

M.	**La Présidente de la Région Ile-de-France**
	ou son représentant
Agissant en qualité de XXXXXX	

Conditions générales de la convention d'application

ARTICLE 1 : Relations entre l'Etat, Bpifrance (ou autre financeur) et les collectivités territoriales pour le suivi de la présente convention d'application

Considérant l'implantation géographique des partenaires du projet, il est convenu que les travaux réalisés par le BENEFICIAIRE dans ce cadre sont soutenus financièrement par la Région et -------- (en cas de cofinancement) les travaux des autres partenaires du Projet étant soutenus financièrement par les financeurs précisés en annexe financière du Projet**.**

Afin d'assurer le suivi du Projet ; il est instauré un comité de suivi, dont le secrétariat est assuré par Bpifrance ou par l'Etat, ou en cas d'absence de soutien de BPIFRANCE ou de l'Etat, par le financeur public le plus important, afin de s'assurer du bon déroulement du Projet. Il regroupe des représentants de l'Etat (DGE, DIRECCTE, autres directions de ministères…), de BPIFRANCE, de la Région et des collectivités territoriales concernées ; des autres financeurs éventuels ainsi que le ou les pôles de compétitivité labellisateurs.

Les partenaires du Projet sont invités à ce comité.

Le comité de suivi se réunira **une fois par an** et peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties en cas de besoin, notamment dans les cas de modifications substantielles visés à l'article 2. Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Il veille au bon déroulement du Projet. Il peut acter des modifications de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

Il est chargé de suivre :

- la réalisation scientifique et technique du programme,
- la réalisation financière du programme,
- l'impact sur l'emploi (industriel et académique) du projet (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels et les laboratoires publics participants,
- les retombées fiscales induites pour les collectivités territoriales.

Le BENEFICIAIRE adresse les documents techniques relatifs à l'exécution du projet au secrétaire du comité de suivi.

Le BENEFICIAIRE s'engage en outre à adresser au secrétaire du comité de suivi les comptes rendus que celui-ci pourra demander sur l'état d'avancement du Projet et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'au règlement final de la convention.

Un comité de suivi final précèdera toute demande de constat de fin de programme.

ARTICLE 2 : Modification du programme

Les modifications du programme altérant l'objet, les délais, et/ou la correcte exécution de la présente convention sont notifiées par écrit (courrier électronique ou courrier postal) par le BENEFICIAIRE à la Région et sont avalisées :

- par un avis favorable du comité de suivi du projet, lorsqu'il s'agit d'une demande de report de fin de programme
- par un avenant à la présente convention pour toute autre modification

Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

ARTICLE 3 : Sous-traitance

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention, il ne peut y avoir de sous-traitance entre partenaires d'un même projet ; les financeurs n'interviennent en rien dans les rapports que le BENEFICIAIRE entretient avec les sous-traitants éventuels du projet aidé, et leur responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

ARTICLE 4 : Protection des résultats

Les opérations suivantes engagées dans le cadre du Projet conduit au titre de la présente convention, donnent lieu à information du comité de suivi :

- dépôt de brevets ;
- dépôt de certificat d'utilité ;
- dépôt de certificat d'addition ;
- cession de brevet ;
- licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés, dans un délai de 5 ans après le dépôt de ces derniers / dans le délai du projet.

La Région se réserve le droit, à compter d'un an après l'information donnée au comité de suivi, de demander toute information complémentaire sur toute opération présentée au comité de suivi. Si une telle opération lui apparaît contraire à l'objectif de valorisation commerciale ou industrielle des résultats des travaux réalisés au titre de la présente convention, après avis du comité de suivi, le Conseil Régional peut exiger le reversement de tout ou partie des aides reçues au titre de la présente convention.

Dans le cas où la gestion des brevets, certificats d'utilité, certificat d'addition ou licences sur ces derniers ne serait pas mise en œuvre directement par le BENEFICIAIRE, ce dernier s'engage par ailleurs à ce que les informations délivrées au comité de suivi soient les plus fidèles, les plus exhaustives et les plus correctes possibles.

ARTICLE 5 : Publicité

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le BENEIFICIAIRE s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le BENEFICIAIRE autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le BENEFICIAIRE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le BENEFICIAIRE dans sa démarche.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification aux présentes, à l'exception de celles prévues aux articles 2.1 et 2.2 des conditions générales, devra faire l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des signataires de la présente convention.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 08/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 08/02/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-028

DU 24 JANVIER 2018

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) : - SOUTIEN AUX PARIS RÉGION SMART WEEKS EVENTS 2018 - SOUTIEN À PARIS RÉGION ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission, du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis

VU La délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la création de l'association Paris Région Entreprises ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération CR33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par délibération n° CR 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 15-104 du 29 janvier 2015 approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et Paris Région Entreprises ;

VU La délibération n° CP 2017-583 prolongeant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et Paris Région Entreprises ;

VU Le Budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-028 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement et labellisation des événements «Paris Region Smart Weeks Events 2018»

Décide de participer, au titre du label « Paris Region Smart Weeks Events 2018 », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par CP 2017-599 en date du 22 novembre 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **310 000 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire », Code fonctionnel : 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action : 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 11 septembre 2017, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Décide de labelliser « Paris Region Smart Weeks Events 2018 », l'évènement le Village de la Legal Tech, porté par l'association Open Law Droit Ouvert.

Subordonne la labellisation à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par CP 2017-110 en date du 8 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 2 : Financement des événements Viva Technology et Innorobo

Décide de participer à des événements majeurs du numérique, dont les salons Viva Technology et Inorobo.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **450 000 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2018, pour couvrir des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations dans le domaine du développement économique et de l'innovation.

Article 3 : Versement de la 1ère affectation à Paris Région Entreprises

Décide d'attribuer à Paris Région Entreprises, au titre de la première tranche du soutien régional à ce programme une subvention de 4 990 500 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **4 990 500 €** prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises », action 19101301 « Paris Région Entreprises », nature 6574 du budget régional 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1- ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-028	Budget	2018

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**15600104 - Evènements et acteurs numériques**

Dispositif : N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)

Dossier	EX027792 - Maddy Keynote/NOVADOXE SAS/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EXM02261 - NOVADOXE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
322 020,00 €	HT	9,32 %	30 000,00 €	

Dossier	EX027832 - Paris-Saclay/EPAPS/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	P0034480 - EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700 000,00 €	HT	14,29 %	120 000,00 €	

Dossier	EX027859 - Village Start-Ups à EuroSatory 2018/STARBURST ACCELERATOR/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EXM02270 - STARBURST ACCELERATOR			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
440 000,00 €	HT	13,33 %	50 000,00 €	

Dossier	EX027886 - Métamines #2/MU/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EX004218 - MU			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
132 675,00 €	HT	18,16 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-028	Budget	2018

Dossier	EX027887 - E-Tonomy/INVIE/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	P0020204 - CIMAP INVIE CTRE HOSP MEULAN MUREAUX BECHEVILLE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
450 000,00 €	HT	7,78 %	35 000,00 €	

Dossier	EX027892 - Fab City Summit/FAB CITY GRAND PARIS/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EXM02277 - FAB CITY GRAND PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
643 000,00 €	HT	5,44 %	35 000,00 €	

Dossier	EX029458 - Virtuality/GUIDELINES/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EXM02428 - GUIDELINES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
473 063,00 €	HT	4,23 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	310 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 56 - 156001 - 15600104	310 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191013 - Paris Région Entreprises (PRE)**
Action	**19101301 - Paris Région Entreprises (PRE)**

Dispositif : N° 00000877 - OA / Paris Région Entreprise - Subvention globale de fonctionnement - (PRE)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-028	Budget	2018

Dossier	18000632 - PRE - DOTATION 2018 - 1ERE AFFECTATION		
Bénéficiaire	P0029275 - PARIS REGION ENTREPRISES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 990 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 990 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000877 - OA / Paris Région Entreprise - Subvention globale de fonctionnement - (PRE)	4 990 500,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191013 - 19101301	4 990 500,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027792

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : MADDY KEYNOTE/NOVADOXE SAS/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	322 020,00 €	9,32 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOVADOXE
Adresse administrative : 17 RUE KILFORD
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur VINCENT RAIMBAULT

N° SIRET : 79384382200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Aide notifiée sous le régime de minimis

Objet du projet : La Maddy Keynote est le sommet de l'innovation organisé par Maddyness, le média des start-up françaises qui vise à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et les technologies numériques. L'édition 2018 s'articule autour de la thématique « Cité du Futur ».

Date de l'évènement: 1 février 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 11/09/2017.

Objectifs :
Faire se rencontrer ceux qui œuvrent au changement de la société pour un monde plus connecté, plus responsable et plus inclusif.

Description :
Demain se construit dès aujourd'hui et pourtant la complexité du monde actuel rend de plus en plus difficile sa compréhension. Plus de 100 intervenants visionnaires seront présents le 1 février prochain au CENTQUATRE - PARIS, pour décrypter, analyser, comprendre et expérimenter le monde que nous bâtissons pour demain.

Intérêt régional :
Mettre en avant le dynamisme économique territorial et l'innovation de ses entreprises.
Visibilité et programmation taguée Région : opportunité speaker, présentation des aides up.
Opportunité d'inaugurer un partenariat sur le long terme avec le webzine et la communauté Maddyness, relais d'informations important dans la communauté de l'innovation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Start-up, entrepreneurs, chercheurs, étudiants, investisseurs, grands groupes, médias.

Total visiteurs attendus : 5 000

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges internes	123 000,00	38,20%
Communication	44 000,00	13,66%
Logistique	155 020,00	48,14%
Total	322 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sponsoring	253 000,00	78,57%
Ventes entrées	39 020,00	12,12%
Subvention Région	30 000,00	9,32%
Total	322 020,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027832

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : PARIS-SACLAY/EPAPS/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	700 000,00 €	14,29 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-65738-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Philippe VAN DE MAELE, Directeur

N° SIRET : 81805120300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Organisation d'un grand événement innovation Paris-Saclay d'envergure internationale

Date de l'évènement : 23 mai 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en

commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées depuis le 11/09/2017.

Objectifs :
De nombreux événements sont aujourd'hui organisés à Paris-Saclay : Paris-Saclay Invest (pour la visibilité des start-up auprès des investisseurs), Paris-Saclay Connexion (convention B-to-B), Smart Manufacturing Paris-Saclay (vitrine tech du pôle Systematic) ou le forum TERATEC. Cependant, ces manifestations sont ciblées sur un domaine scientifique ou économique, sur une partie du territoire ou un public en particulier. Il s'agit donc de créer un événement répondant à la fois à l'objectif de visibilité du cluster de Paris-Saclay tout entier et d'affirmation de sa spécialité sur l'innovation, le numérique et le high-tech. L'objectif est donc d'intégrer ces différents événements existants sur le territoire comme autant de briques d'un seul et unique grand événement innovation Paris-Saclay, et opérer une montée en puissance en termes de visibilité, de fréquentation et d'opportunités d'affaires.

Description :
Offrir l'expérience de l'innovation au grand air propre à Paris-Saclay. La plupart des briques existent déjà de manière cloisonnée ; nous souhaitons les agréger sur un seul exercice pour gagner en visibilité :
- Une série de conférences dans les amphithéâtres des établissements : table ronde par l'Université Paris-Saclay, la SATT Paris-Saclay et le pôle Optics Valley ; le Smart Manufacturing Paris-Saclay porté par le pôle Systematic avec ses partenaires Moveo, Astech, Cap Digital et l'IRT SystemX ; le Forum TERATEC, qui a traditionnellement lieu également en juin, pourrait s'inscrire dans cette journée également.
- La convention de financement Paris-Saclay Invest, portée par l'EPA Paris-Saclay et ses partenaires les CCI Essonne et Versailles-Yvelines et l'association Finance & Technologie, constituerait le temps fort de la journée avec : son concours de pitch par une sélection de start-ups de l'Université Paris-Saclay ; son showroom innovation : démonstration de leur produit par les start-ups du territoire dont les projets sont plus aboutis, et pour lesquelles il s'agit souvent d'une deuxième ou troisième levée de fonds ; ses rencontres B-to-Fi permettant aux start-up de rencontrer des investisseurs ou partenaires dans le cadre de courts rendez-vous en one-to-one ; et sa cérémonie de remise des prix, plusieurs partenaires privés apportant leur contribution aux dotations pour les lauréats
- L'organisation d'un hackathon est également envisagé
- La mise en place d'un corner d'experts (DIRRECTE, INPI, Douanes) permettrait de dispenser gratuitement de l'information indispensable aux jeunes startuppers
- Une convention d'affaires B-to-B entre PME et grands groupes serait organisée en parallèle des rencontres B-to-Fi, au sein d'un même espace de rendez-vous
- Afin d'offrir un moment un peu privilégié pour des « VIP », investisseurs français et internationaux, nous prévoyons d'organiser une grande soirée de networking

Moyens mis en œuvre :
Privatisation du mail Joliot-Curie et ouverture des établissements pour conférences et concours de pitch ;
Création d'un événement ambulatoire, avec la possibilité de se rendre sur d'autres sites-satellites : un service de navettes permettrait de relier le cœur de l'événement à différents sites innovants du territoire (campus R&D des grands industriels, équipements d'excellence et tiers-lieux type fablabs) ;
Privatisation d'une partie du château de Versailles pour la soirée de networking, avec prise en charge des grands investisseurs internationaux (hébergement et transferts), identifiés via la plateforme d'inscription ;
Pour l'esprit « campus » : animations de type : impression de portraits 3D des visiteurs ; lieux de convivialité (lounges et cafés) ; ou encore présentation du projet du Campus Urbain avec mini-conférences pédagogiques sur les nouveaux services et usages ;
Sensibilisation des participants aux enjeux de la transformation digitale en dématérialisant la logistique de l'événement : suivi de l'événement avec échanges en direct entre participants sur smartphone ; vote dématérialisé au concours Paris-Saclay Invest ; mise en place de borne tactiles pour se situer dans le lieu et rejoindre les temps forts de la journée ; wonderwall avec tweets en temps réel ; événement augmenté par retransmission en temps réel sur Internet.

L'EPA Paris-Saclay se propose d'être le chef de file et d'organiser la gouvernance intégrée pour l'organisation de l'événement sous la forme d'un comité de pilotage réunissant chaque semaine les représentants de tous les partenaires : communautés d'agglomération de Paris-Saclay, Saint-Quentin-en-Yvelines et Versailles-Grand Parc, pôle de compétitivité Systematic, associations Optics Valley et TERATEC, les IRT locaux et le CEA-List, CCI Essonne et Versailles-Yvelines, Paris Region Entreprises et la Région

Intérêt régional :
Paris-Saclay est un écosystème unique dont les acteurs portent l'ambition partagée de faire de la région Ile-De-France le premier hub d'innovation mondial. Il regroupe à la fois des ETI et grands groupes industriels engagés dans l'innovation, des start-ups et des étudiants entrepreneurs, des centaines de laboratoires de renommée mondiale, des équipements d'excellence et une offre de formation universitaire inégalée en France.

Paris-Saclay a été classé en juillet 2013 parmi les huit clusters mondiaux de l'innovation par le MIT Technology review. De même, le SRDEII le place comme pôle d'innovation à vocation mondiale. Cependant, il n'existe pas encore aujourd'hui d'événement marquant et marqué « Paris-Saclay », qui permette d'asseoir cette position de cluster mondial de l'innovation dans l'esprit des décideurs, entrepreneurs, investisseurs et prescripteurs.

L'EPA Paris-Saclay, en collaboration avec ses partenaires locaux et régionaux, a élaboré et mis en place au cours de cette année 2017 une stratégie d'attractivité internationale et déployé toute une série d'actions et d'outils de marketing territorial. 2018 doit être l'année de montée en gamme à l'international de cette stratégie avec un seul grand événement innovation d'envergure internationale.

L'évènement sera organisé en amont de VivaTech, pour devenir le « Vivatech campus ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
1) Financeurs de l'innovation ;
2) PME, chercheurs et étudiants ;
3) Grands influenceurs et prescripteurs (cabinets de conseil, médias, relayeurs d'opinion spécialisés).

Total visiteurs attendus : 3 000

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	160 000,00	22,86%
Logistique	390 000,00	55,71%
Animation & Programmation	150 000,00	21,43%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	230 000,00	35,71%
Financement CCI	50 000,00	7,14%
Financement 3 agglomérations	100 000,00	14,29%
Subvention Région	120 000,00	14,29%
Université Paris-Saclay	50 000,00	7,14%
Contribution Sponsors privés	100 000,00	14,29%
Autres financements	50 000,00	7,14%
Total	700 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	3 350 885,45 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 345 564,56 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
	Montant total	5 896 450,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027859

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : VILLAGE START-UPS À EUROSATORY 2018/STARBURST ACCELERATOR/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	440 000,00 €	13,33 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STARBURST ACCELERATOR
Adresse administrative : 130 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur AURELIEN RIGAULT

N° SIRET : 80523206300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Aide notifiée sous le régime de minimis

Objet du projet : Village start-up de 75+ entreprises innovantes (cybersécurité, IoT, AI, drones, systèmes, électronique...) sur le salon international Eurosatory 2018, référence mondiale dans la Défense et la Sécurité

Date de l'évènement : 11-15 juin

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées après le 11/09/2017.

Objectifs :
L'objectif du projet est la création et l'animation d'un village start-up d'envergure internationale réunissant au minimum 75 start-up aux technologies et services révolutionnaires sur le large spectre de la Défense et de la Sécurité (depuis la cybersécurité à l'électronique avancée en passant par les simulations numériques, l'internet des objets, la connectivité ou encore les matériaux de pointe) au cœur du salon n°1 mondial : Eurosatory 2018.

Description :
Avec plus de 500 nouveaux produits annoncés à chaque édition par les PMEs et les grands groupes présents, le salon Eurosatory est historiquement le plus innovant au monde dans le secteur de la Défense et de la Sécurité. Sa place de leader mondial repose sur ses 4 piliers : International, Business, Brain et Technologie ainsi que sur un système élaboré de mise en relations exposants-visiteurs

Le village start-up sera un lieu majeur de l'édition 2018 du Salon Eurosatory dédié à la promotion de technologies émergentes et révolutionnaires à travers le monde, en France et en Ile de France.

Conçu par l'organisateur COGES et Starburst, puis animé par Starburst, il associera dans la préparation comme durant l'évènement d'autres acteurs franciliens spécialisés dans l'innovation et l'incubation de start-up (CEIS/DGA LAB, Ecole Polytechnique, DGA Rapid, GICAT Generate, Commission R&T du GICAT, ISL, ONERA, CEA, …).

Véritable lieu de rencontre pour les 58000 participants attendus, le village start-up sera positionné au cour de la salle d'exposition et animé en permanence par:
- Des séances de pitch de startup
- Des conférences-débats faisant intervenir des personnalités internationales
- Des stands de startups
- Des espaces de démonstration de produits et technologies
- Des espaces privilégiés de réunion favorisant les échanges professionnels et commerciaux

Moyens mis en œuvre :
Le village start-up étant stratégique pour l'image de marque du salon Eurosatory
- Allocation d'un espace vaste et bien placé de l'exposition
- Installation de stands favorisant les échanges et démonstrations
- Espace pour modèles de démonstration d'envergure (ex: voiture volante à application de sécurité, matériel de réalité virtuelle/augmentée..)
- Zone de pitch avec places assises, écran géant
- Bornes d'évaluation des start-up et jeu concours
- Espace Conférence avec places assises, écran géant
- Espaces pour conférences de presse
- Signalétique forte et claire pour orienter les participants vers le village start-up rendant le lieu incontournable

Intérêt régional :
Intérêt direct pour la région
- Visibilité de la région
- Mise en avant de l'expertise et des moyens de la région Ile De France
- Vitrine technologique de la région : savoir-faire, talents, écosystème -d'innovation développé, tissu industriel

- Valorisation des pôles de la région (ex: Saclay)
- Positionnement international de Paris dans un contexte où de nombreuses villes veulent exposer leurs propres écosystèmes (Londres, Moscou, Berlin...)

Intérêt indirect pour la région
Le village start-up augmentera ainsi l'attractivité des salons organisés par le COGES dont l'édition 2020 d'Eurosatory. Le COGES étant une filiale du GICAT, groupement dédié à la promotion internationale de l'industrie française de défense et de sécurité terrestres & aéroterrestres, les revenus induits seraient ainsi directement profitables à la France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce salon professionnel international vise principalement:
- Professionnels Français
- Professionnels Franciliens
- Entreprises étrangères (clients potentiels, partenaires),
- Etats majors, représentants des armées étrangères (212 délégations officielles étrangères)
- Personnalités politiques
-Grandes écoles d'ingénieurs et universités (cycles Défense et sécurité)
-presse internationale spécialisée Défense et Sécurité, presse nationale économique (713 journalistes présents)

Total visiteurs attendus : 58 000 (total salon)

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique	390 000,00	88,64%
Animation & Programmation	50 000,00	11,36%
Total	440 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	350 000,00	79,55%
Subvention Région	50 000,00	11,36%
Droits d'entrée start-ups	40 000,00	9,09%
Total	440 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027886

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : MÉTAMINES #2/MU/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	132 675,00 €	18,16 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MU
Adresse administrative : 12 RUE D'ORAN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien DUVAL, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2003

N° SIRET : 44849529100057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Candidature au label « Paris Region Smart Weeks » et demande de subvention pour l'événement Métamines #2 coproduit par le collectif MU et SNCF Immobilier.

Date prévisionnelle de l'évènement : 7-8 juin

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 11/09/2017.

Objectifs :
Métamines #2 s'attache à démontrer les potentialités multiples des outils de création numérique (drones, nouvelles cartographies interactives, réalité augmentée...) et des tiers-lieux dans la fabrique d'un nouvel imaginaire métropolitain et ses applicatifs à l'échelle des grands projets à venir (Grand Paris Express, JO 2024...). Le format explorera les enjeux esthétiques, éthiques et politiques de l'usage des nouvelles technologies dans le projet urbain en envisageant des focus sur ces outils émergents.La réflexion se porte à l'échelle métropolitaine et fait émerger des représentations subjectives du Grand Paris, ses nouvelles polarités artistiques, la création d'un nouvel espace public, théâtre de modes innovants d'échanges (circuits courts) et d'usages (urbanisme transitoire). Le Grand Paris Express se fera le sujet d'étude idéal du potentiel du numérique dans l'appréhension d'un territoire d'expérimentation et d'expression de nouveaux récits auprès de l'ensemble de ses parties prenantes.

Objectifs :
Mise en réseau des parties prenantes d'un territoire
Amorcer une réflexion collective sur les communes et la mobilisation de données
Amorcer une réflexion collective sur la place des tiers-lieux dans la mise en réseau du territoire
Sensibiliser les acteurs de l'aménagement aux applicatifs opérationnels des outils de création numérique dans la conception et la gestion du projet urbain

Description :
L'événement comprend des journées pro & une programmation culturelle grand public. Rythmé par différents temps forts, Métamines #2 s'article par focus thématiques impliquant un public de professionnels, pour la plupart issus de l'aménagement du territoire (start up, promoteurs, bailleurs, architectes, collectivités…), au gré de deux journées pro de tables-rondes, conférences, masterclass, démos et workshops à même de générer mise en réseau et intelligences collectives des parties prenantes du territoire.
La programmation de cette édition porte sur les outils de création numérique à même de tenir l'échelle du Grand Paris, le rôle jouer des tiers-lieux dans la fabrique du territoire ainsi que les enjeux de la mobilisation de données numériques par ses parties prenantes et les applicatifs de la data dans une gestion efficiente des tiers-lieux, en phase avec les singularismes du territoire d'implantation.
A ce think tank se couple une programmation culturelle et événementielle (installations monumentales, expositions, prototypes, performances) dont la fonction est double : d'une part exemplifier et incarner les grands lignes réflexives des journées pro dans une dynamique de démonstration, de l'autre accéder à une visibilité accrue par une programmation ambitieuse à destination du grand public.

Du think tank au do tank - Le projet Métamines réunit les différentes parties prenantes du territoire Ile-de-France (aménageurs, promoteurs, collectivités, tiers-lieux, agences d'urbanisme, architecte, tissu économique, start up) autour d'une réflexion sur les enjeux du développement et de l'attractivité territoriale afin de générer des intelligences collectives. Par la programmation des workshops, Métamines ambitionne de développer des outils communs opérationnels, ayant trait à l'expérimentation de modèles hybrides, à la génération de données collectives et à la mise en place d'un système d'évaluation de l'impact territorial des tiers-lieux.

Moyens mis en œuvre :
Le consortium associant MU à SNCF Immobilier, ainsi qu'Urban Spree et Fab City Grand Paris profite de l'écosystème partenarial et technologique des entités fédérées.
La complémentarité des producteurs associés s'étoffe avec l'appel à des programmateurs extérieurs, chacuns spécialistes de disciplines artistiques (musique, vidéo, mapping, architecture). La programmation culturelle notamment sont co-financés par des coproductions ou des apports financiers solides (Arcadi,

DICRéAM, CNC...) permettant à une programmation dense et variée de prendre forme.
Le projet Métamines réunit les différentes parties prenantes du territoire Ile-de-France (aménageurs, promoteurs, collectivités, tiers-lieux, agences d'urbanisme, architecte, tissu économique, start up) autour d'une réflexion sur les enjeux du développement et de l'attractivité territoriale afin de générer des intelligences collectives.

Une équipe dédiée au projet Métamines est mise en place au sein du collectif MU depuis janvier 2017 : un chargé de coordination éditoriale et une directrice de production. L'ensemble des salariés de l'association (administration, communication, technique…) contribuent au projet de manière ponctuelle, en fonction des missions et des besoins. Les compétences et ressources humaines des partenaires sont mis à contribution, notamment le commissariat de Juliette Pinard, doctorante (LATTS sous la direction d'Elsa Vivant) et chargée d'étude Urbanisme Transitoire à la SNCF sur l'ensemble des workshops dévolus aux tiers-lieux.

Cette base théorique et pratique est pensée comme un préambule, ancré territorialement, à un passage à l'échelle européenne de ce think tank, à l'horizon 2019-2020.

Intérêt régional :
- Amorçage d'une politique de collaboration données autour des lieux en lien avec la SNCF et les acteurs des territoires (proposition pour mobiliser la plateforme dans une logique give&take) ;
- Participation à l'atelier impact teritorial des tiers-lieux ;
- Intégration d'un réseau opérationnel de tiers-lieux ;
- Vulgarisation auprès du grand public de l'apport des tiers-lieux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Professionnels de l'aménagement (start-up, …)
- Les entreprises du territoire francilien ;
- Grand Public.

Total visiteurs attendus : 1 800

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires & Charges internes	29 075,00	21,91%
Communication	11 300,00	8,52%
Logistique	41 150,00	31,02%
Animation & Programmation	51 150,00	38,55%
Total	132 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	25 675,00	19,35%
Financements publics (CNC)	17 500,00	13,19%
Financements privés	49 500,00	37,31%
Subvention Région	20 000,00	15,07%
Financement public (société du Grand Paris)	20 000,00	15,07%
Total	132 675,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	2 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2017	Conventions de développement culturel	50 000,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	166 973,00 €
	Montant total	373 973,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027887

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : E-TONOMY/INVIE/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	450 000,00 €	7,78 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIMAP INVIE CTRE HOSP MEULAN MUREAUX BECHEVILLE
Adresse administrative : 1 RUE BAPTISTE MARCET 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS GARAY, Président

Date de publication au JO : 23 février 2012

N° SIRET : 75002676700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : INVIE 78 crée en avril 2017 un nouvel axe de travail stratégique d' innovation technologique et sociale, de recherche et développement : au coeur le projet E-Tonomy

Date prévisionnelle de l'évènement : octobre 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 11/09/2017.

Objectifs :
- Favoriser la rencontre réfléchie et construite entre les filières du numérique, de la domotique, de la robotique et les filières de services d'aide à la personne, du médico-social et de la santé,
- Construire autour de la communauté entrepreunariale d'E-Tonomy des actions pérennes à long terme pour développer un incubateur « SOCIAL – TECH » décloisonné, créer un campus de formation et de prospective métiers afin d'encourager les échanges internationaux des laboratoires universitaires de recherche, promouvoir des passerelles métiers des filières du numérique, de la domotique, de la robotique et les filières de services d'aide à la personne, du médico-social et de la santé, faciliter les mobilités professionnelles du niveau V au niveau I
- Développer la compétitivité économique du territoire et pouvoir essaimer le modèle au niveau régional : encourager des partenariats internationaux avec la Chine (partenaire d'E-Tonomy 2017)
- Concourir avec nos partenaires comme France Digitale à faire partie de la communauté de VIVA TECHNOLOGY au cours de la semaine du numérique en mai 2018, et ce en tant que événement complémentaire

Description :
Nous portons une ambition forte pour le pôle innovation : nous souhaitons favoriser une rencontre harmonieuse, réfléchie et construite entre les filières du numérique, de la domotique, de la robotique et les filières de services d'aide à la personne, du médico-social et de la santé.
Nous anticiperons les mutations professionnelles des métiers du prendre soin à l'aune de cette digitalisation. Nous ferons de cet enjeu un levier d'attractivité pour nos métiers, un outil de valorisation de la filière par la création de passerelles métiers ouvrant des possibilités de mobilité inter-filières.

Nous anticiperons l'entreprise du futur où l'humain gardera sa place au cœur d'une organisation repensée dans un nouvel environnement de travail, de consommation et d'interactions en société. Nous accompagnerons au changement les structures existantes à réussir leur transformation digitale et formerons les équipes pour ce faire. Nous développerons un parcours complet pour encourager l'entrepreneuriat décloisonné. Nous nous inscrirons dans une vision sociétale solidaire, soucieuse de son environnement. Nos travaux sous ce 3ème axe généreront des solutions innovantes et solidaires pour mieux vieillir en société demain. Nous croyons que rassembler les acteurs au coeur de l'écosystème du prendre soin et de la technologie permettra de créer les solutions qui changeront la vie de millions de personnes. Le temps d'une semaine, nous trouverons ensemble les ressources pour relever les défis de demain, accélérer le développement de l'innovation et réenchanter les liens intergénérationnels dans un monde digital.

Moyens mis en œuvre :
Nous avons tous à coeur la volonté de changer le système, les regards, les mentalités et les pratiques pour passer à l'action.
Nous devons nous servir de l'intelligence collective pour rassembler et développer des technologies au service de l'homme. C'est la raison pour laquelle nous avons créé E-tonomy, un salon de 3 jours pour se rencontrer, échanger et apprendre, mais aussi un Hackathon de 54 heures pour innover ensemble.
INVIE investit tout particulièrement sur E-Tonomy et ses actions associées. En créant le pôle Innovation, Recherche & Développement, INVIE recrute trois ETP avec la volonté de pérenniser les emplois au-delà de l'événement E-Tonomy.
Nous développons des partenariats publics-privés pour faciliter l'investissement en temps homme, en organisation et en logistique pour concrétiser notre ambition d'être un acteur reconnu auprès des pouvoirs publics et des porteurs de solutions innovantes. E-Tonomy s'identifie comme le projet d'avenir d'un hub

international de l'innovation sociale et technologique.
Nos partenaires locaux et les partenaires financiers privés adhèrent aux valeurs d'E-Tonomy pour le spectre transverse et englobant de son action.

Intérêt régional :
- Développer le poids économique des acteurs de social tech en Île de France ;
- Implication dans l'innovation du care ;
- Contribution au développement des partenariats Recherche & Développement en région ;
- Investir la thématique de la social tech.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Grand public ;
- Professionnels de la santé et/ou de la formation ;
- Dirigeants de structures d'aide à la personne ;
- Entrepreneurs social-tech ;
- Chercheurs et autres acteurs de la communauté scientifique internationale.

Total visiteurs attendus : 3 000

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires & Charges internes	100 000,00	22,22%
Communication	80 000,00	17,78%
Logistique	170 000,00	37,78%
Animation & Programmation	100 000,00	22,22%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	75 000,00	16,67%
Financements publics (DIRECCTE)	50 000,00	11,11%
Subvention Région	35 000,00	7,78%
Financements privés	200 000,00	44,44%
Financements publics (CG 78)	50 000,00	11,11%
Financements publics (CU GPSEO)	40 000,00	8,89%
Total	450 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	200 000,00 €
2015	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	180 000,00 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	168 000,00 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	573 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027892

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FAB CITY SUMMIT/FAB CITY GRAND PARIS/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	643 000,00 €	5,44 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAB CITY GRAND PARIS
Adresse administrative : 15 BIS RUE LEON GIRAUD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MINH MAN NGUYEN, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 2017

N° SIRET : 83151881600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Demande de subvention de fonctionnement pour l'organisation du Fab City Summit en 2018

Date prévisionnelle de l'évènement : 1-3 juillet

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en

commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 11/09/2017.

Objectifs :
- Faire rayonner Paris et sa région sur la scène internationale des villes innovantes ;
- Mettre en lumière des stratégies urbaines sur la résilience et l'environnement ;
- Faire rencontrer différents acteurs internationaux qui construisent la ville : collectivités, entreprises, innovateurs…
- Témoigner de la richesse régionale en termes d'initiatives productives ;
- Créer des opportunités pour concrétiser des prototypes ;

Description :
Le Fab City Summit est un rassemblement international d'experts et de communautés intéressés par l'économie circulaire, l'urbanisme, la fabrication numérique, les nouveaux modèles de business, l'engagement civique, la conception et la production durables. Tenue pour la première fois à Amsterdam en 2016 puis à Copenhague en 2017, Paris accueillera la prochaine édition en juillet 2018 au Parc de La Villette. Pour la première fois, le Sommet s'inscrira dans le cadre de la rencontre internationale annuelle des Fab Labs (FAB14).

Le programme du Fab City Summit comprend :

• Un événement accessible sur invitation uniquement, d'une journée seulement, destiné aux influenceurs mondiaux, aux décideurs et aux experts en design et planification urbaine, à la fabrication numérique intelligente et à l'innovation ouverte.
• Une conférence Fab City les 12 et 13 juillet 2018 avec des conférences et des ateliers de grande qualité.
• Un Fab City Campus sera inauguré vendredi 13 juillet dans le Parc de La Villette à Paris et ouvert jusqu'à la fin de l'été. Le Fab City Campus est un événement éphémère qui mettra en valeur les expériences locales et internationales et les prototypes de Fab Cities. Il comprendra des expositions, des ateliers pour les citoyens et des visites guidées des Fab Labs locaux et des espaces de fabrication impliqués dans le projet Fab City à Paris.
• L'organisation de parcours franciliens des Fab Labs

Moyens mis en œuvre :
Pour coordonner l'événement, une équipe d'une dizaine de personnes va être mobilisée représentant l'équivalent de 5 temps plein. Cette équipe sera renforcée au fur et à mesure que l'événement se rapprochera.

L'association FCGP compte une trentaine d'organisations allant du Fab Lab à l'association d'agriculture urbaine mais aussi comprenant des groupes de réflexion et bureau d'étude autour de la gestion de déchet, l'économie circulaire.
L'ensemble de ses membres seront sollicités à contribuer au projet.

Chacun apportera ses compétences, son expérience et son réseau

Notamment Ouishare sur l'organisation opérationnelle dont la taille est proche du Ouishare Festival.

Intérêt régional :
L'événement aura lieu dans le parc de la Villette et rayonnera au travers de projets distribués en région Parisienne.
Un « tour des labs » sera organisé avec la collaboration de Makery pour mettre en valeur des lieux de l'innovation dans Paris et sa région.
L'événement qui fait partie de FAB14, la quatorzième conférence internationale des fablabs, mettra en

lumière l'ensemble des 152 fablabs de France dont ¼ sont en régions parisienne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- élus et hauts responsables métropolitains
- innovateurs, entrepreneurs et experts de ville productive
- décideurs d'entreprises acteurs de la ville
- grand public

Total visiteurs attendus : 20 000

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges internes	263 000,00	40,90%
Communication	22 000,00	3,42%
Logistique	218 000,00	33,90%
Animation & Programmation	140 000,00	21,77%
Total	643 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	35 000,00	5,44%
Financements privés	475 000,00	73,87%
Autres recettes	53 000,00	8,24%
Financement public (Mairie de Paris)	40 000,00	6,22%
Financement public (ADEME)	40 000,00	6,22%
Total	643 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029458

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : VIRTUALITY/GUIDELINES/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	473 063,00 €	4,23 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GUIDELINES
Adresse administrative : 18 RUE JULIETTE DODU
75010 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur OLIVIER GODEST

N° SIRET : 81243068400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Aide notifiée sous le régime de minimis

Objet du projet : Sponsoring de l'événement Virtuality dédié à la réalité virtuelle et aux technologies immersives.

Date de l'évènement : 8-10 février 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 11/09/2017.

Objectifs :
- Valoriser le savoir faire français sur les technologies de réalité virtuelle, réalité augmentée etc.
- Favoriser les interactions business entre prestataires et potentiels clients : networking
- Démocratisation de ces technologies auprès des professionnels non initiés et du grand public
- Visibilité média avec 150 à 200 journalistes accrédités
- Développement relations internationales pour favoriser l'export des sociétés françaises
- Transmission de savoir multi-sectoriel avec organisation de 40 talks (conférences) avec des pros internationaux

Description :
Le premier objectif du salon est le développement d'interactions business :
• Approche multi-sectorielle
• Outils networking à disposition des exposants et visiteurs pros
• Présence de grandes entreprises, d'agences et de start-ups
• Des expériences VR inédites
• 40 talks dans une salle de 400 places
• Speakers et visiteurs internationaux
• Une couverture média d'envergure
• Un lieu au coeur de Paris pour attirer les décideurs

Moyens mis en œuvre :
- Un espace de plus de 3000m2 : le Centquatre-Paris
- Une salle de conférence de 400 places
- Une zone de networking
- Un village international
- Un village jeu vidéo
- Un village sur le thème de la santé
- Un village Labos R&D IDF (sponsoring Région ?)
- Un village école

Une équipe aguerrie :
- Un Directeur de Salon très impliqué dans le secteur (multiples prises de paroles, participation à de nombreux événements etc.)
- Une Directrice de Production avec une équipe pour l'accompagner sur la réalisation de l'événement
- Une Directrice Communication et Partenariats pour optimiser la visibilité et la promotion de l'événement
- Un Community Manager pour alimenter blogs et réseaux sociaux
- Une équipe créa
- Une agence RP (Kingcom) pour les journalistes
- Une agence e-RP (Kindai) pour les influenceurs web
- Un plan de communication d'envergure et de nombreux investissements de notre part
- Une base de données de plus de 7 000 contacts
- Une stratégie d'invitations via nos exposants pour attirer un public bien ciblé

Intérêt régional :
- Valoriser les entreprises basées dans la Région IDF, extrêmement performantes dans ces domaines d'activité
- Attirer des investisseurs pour accompagner la croissance de ces entreprises
- Attirer des entreprises étrangères pour les inciter à travailler avec les entreprises de la Région
- Positionner la région IDF comme moteur du développement de l'industrie de la réalité virtuelle / augmentée en Europe (concurrence Amsterdam ou Londres par exemple)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
2 jours professionnels : jeudi 08 et vendredi 09 février
- Professionnels du secteur
- Décideurs dans les entreprises : Communication, Marketing, Formation, Recrutement, RH, Innovation, Design, IT etc.
- Agences conseils et consulting
- Journalistes presse, radio, tv, web etc.
- Investisseurs / VC
- Start-ups en cours de création
- Etudiants

Une journée pour le grand public, samedi 10 février

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	32 520,00	6,87%
Logistique	317 163,00	67,04%
Animation & Programmation	123 380,00	26,08%
Total	473 063,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Exposants	285 000,00	60,25%
Billeterie	160 063,00	33,84%
Subvention Région	20 000,00	4,23%
Autres financements	8 000,00	1,69%
Total	473 063,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-038

DU 24 JANVIER 2018

CONTRATS RURAUX - DÉCISIONS AFFECTATIONS SUR LES DISPOSITIFS CONTRATS RURAUX, FONDS RÉGIONAL D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU La délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001, relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 183-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du fonds d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural, approuvant le contrat-type du contrat rural et la convention-type ;

VU La délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CP 10-565 du 8 juillet 2010, relative à l'approbation de la convention-type du contrat rural ;

VU La délibération n° CP 11-406 du 19 mai 2011 approuvant le contrat rural type ;

VU Le contrat conclu avec la commune de Théméricourt (95), approuvé par la délibération CP 16-291 du 12 juillet 2016 ;

VU Les contrats conclus avec les communes de Jouy-le-Châtel (77), Poigny (77), Saint-Hilliers (77), Sainte-Aulde (77) et Jambville (78), approuvés par la délibération CP 16-622 du 16 novembre 2016 ;

VU Le contrat conclu avec la commune de Bellefontaine (95), approuvé par la délibération CP 17-421 du 20 septembre 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018.

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-038 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **«contrats ruraux»**,

d'une part de conclure avec chaque commune citée en annexe 1 ci-jointe, pour les opérations qui y sont récapitulées (et détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 2) un contrat rural conforme au contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 susvisée ;

et, d'autre part de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci- jointes en annexe 2- inscrites dans les contrats ruraux définis ci-dessus et dans ceux - susvisés

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif ci-joint en annexe 3, d'un montant total de **1 580 922,71 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux » du budget 2018. "

Article 2 :

Décide au titre du dispositif «**Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural»**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projet jointes en annexe 2.

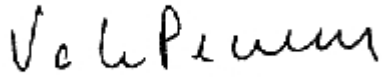
Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec la commune maître d'ouvrage- d'un « fonds d'intervention, aménagement et équipement rural », conforme au document type correspondant, approuvé par la délibération n° CR 183-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif en annexe 3 à la délibération, d'un montant total de **49 000,00 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espace de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300106 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural » du budget 2018.

Article 3 :

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans les fiches projets présentées en annexe 2 et au regard des motifs exposés dans celles-ci.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

COLLECTIVITES	N° FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/AFFECTATIONS D'AP EN €
77 SEINE ET MARNE			
BERNAY-VILBERT	17015920	Restauration des façades de l'ancienne mairie-école	17 537,50
	EX024904	Réfection de la route de Courtomer avec la création de gares de croisement	59 800,00
		Total subvention	**77 337,50**
COURTOMER	EX024695	Réhabilitation de la route de Vilbert	64 000,00
	17015925	Réhabilitation de la rue du Cordeau	84 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
DHUISY	17014248	Aménagement et mise aux normes de la cour de l'école	70 607,30
	EX025933	Rénovation et mise aux normes de la salle des fêtes	77 392,70
		Total subvention	**148 000,00**
HONDEVILLIERS	EX028954	Aménagement de l'aire de bus et de stationnement scolaire	17 378,40
	17015923	Création d'une aire de jeux	1 386,00
	17015924	Réhabilitation d'un local technique	2 360,80
		Total subvention	**21 125,20**
ISLES-LES-VILLENOY	EX024707	Construction d'un centre technique municipal	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
NANTEUIL-SUR-MARNE	EX028724	Aménagement d'une aire de stationnement	41 088,40
	18000106	Requalification de deux rues : rue de Passy et rue Alexandre Morlot	106 911,60
		Total subvention	**148 000,00**
SOISY-BOUY	EX029461	Construction d'une salle culturelle et aménagement de ses abords	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
78 YVELINES			

SAINT-LEGER-EN-YVELINES	EX029622	Réhabilitation de la mairie	105 792,00
	18000549	Création d'une salle intergénérationnelle	42 208,00
		Total subvention	**148 000,00**
ESSONNES (91)			
BOIGNEVILLE	EX029173	Réfection de la voirie	90 432,00
	18000029	Réfection du mur en pierre adjacent de la mairie	858,40
	18000030	Aménagement de la cour située 16 place de l'église	1 630,00
	18000026	Ravalement de la façade de la boutique multiservices	3 464,80
		Total subvention	**96 385,20**
LEUDEVILLE	EX029506	Remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led	45 864,26
	EX029511	Ravalement de la façade de la mairie	2 846,08
	EX029515	Réfection du marquage de la voirie dans différentes rues	6 149,20
	EX029514	Rénovation de la salle des fêtes	29 881,60
	EX029510	Mise aux normes de l'accueil de loisirs	19 535,40
		Total subvention	**104 276,54**
VAL-D'OISE (95)			
LE BELLAY-EN-VEXIN	EX028737	Création d'un terrain multisports	45 756,00
		Total subvention	**45 756,00**
		TOTAL GENERAL	**1 232 880,44**

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014251

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - CONSTRUCTION D'UN PREAU COUVERT AU GROUPE SCOLAIRE - JOUY-LE-CHATEL (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	10 498,00 €	45,00 %	4 724,10 €
	Montant Total de la subvention		4 724,10 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY LE CHATEL
Adresse administrative : MAIRIE
77970 JOUY-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice CAFFIN, Maire

N° SIRET : 21770239800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 17 mars 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 3 767,10 ha
Population (INSEE 2014) : 1570 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 94,27 %
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing

SCOT en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009 par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU en cours d'élaboration depuis le 17 mars 2015

Jouy-le-Châtel a vu sa population s'accroître d'année en année avec une moyenne d'âge de plus en plus jeune. Celle-ci est passée de 1392 habitants en 1999 à 1518 en 2015.

La commune a démarré en 2017 les travaux de construction d'un groupe scolaire, permettant de répondre à l'accroissement des effectifs tout en garantissant des conditions de sécurité et d'exigences en matière d'éducation.

Cette deuxième opération consiste en la construction d'un préau couvert en continuité du programme engagé en 2017.

Description :
Le préau couvert aura une surface d'environ 130 m².
Les travaux porteront à la fois sur des travaux de :
- terrassement,
- de gros oeuvre
- charpente bois, avec une structure bois/acier du préau couvert
- et de couverture en zinc pré-patinée

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015950.

Localisation géographique :
- JOUY-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	33 608,00	100,00%
Total	33 608,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	4 724,10	14,06%
DEPARTEMENT 77	3 674,30	10,93%
COMMUNE	25 209,60	75,01%
Total	33 608,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 724,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	99 900,00 €
	Montant total	99 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014252

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - AMENAGEMENT DES ABORDS DU GROUPE SCOLAIRE - JOUY-LE-CHATEL (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	137 502,00 €	45,00 %	61 875,90 €
	Montant Total de la subvention		61 875,90 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY LE CHATEL
Adresse administrative : MAIRIE
77970 JOUY-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice CAFFIN, Maire

N° SIRET : 21770239800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 17 mars 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 3 767,10 ha
Population (INSEE 2014) : 1570 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 94,27 %
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Provinois

TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009 par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU en cours d'élaboration depuis le 17 mars 2015

Jouy-le-Châtel a vu sa population s'accroître d'année en année avec une moyenne d'âge de plus en plus jeune. Celle-ci est passée de 1392 habitants en 1999 à 1518 en 2015.

La commune a démarré en 2017 les travaux de construction d'un groupe scolaire, permettant de répondre à l'accroissement des effectifs tout en garantissant des conditions de sécurité et d'exigences en matière d'éducation.

Cette troisième opération consiste en l'aménagement des abords du groupe scolaire afin de finaliser le programme engagé en 2017.

Description :
Les travaux d'aménagement des abords du groupe scolaire consisteront en :

- une réfection complète des abords de la chaussée avec un nouvel enrobé et la mise en place d'un pavage indien, et de bandes podotactiles ;
- la mise en place de bornes et candélabres ;
- le réaménagement des zones d'espaces verts, hors plantations.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015950.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	122 770,00	89,29%
HONORAIRES	14 732,00	10,71%
Total	137 502,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	61 875,90	45,00%
DEPARTEMENT 77	48 125,70	35,00%
COMMUNE	27 500,40	20,00%
Total	137 502,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	49 500,72 €
2019	12 375,18 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	99 900,00 €
	Montant total	99 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000552

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - MISE AUX NORMES PMR ET TRAVAUX DIVERS DE LA MAIRIE - POIGNY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	100 000,00 €	45,00 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POIGNY
Adresse administrative : 14 RUE DE LA MAIRIE
77160 POIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude BONICI, Maire

N° SIRET : 21770368500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 597,25 ha
Population (INSEE 2014) : 512 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 87,97 %
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Provinois

TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009 par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU approuvé le 23 juillet 2013

Cette deuxième opération consiste à la mise aux normes du bâtiment pour le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) et à mener divers travaux au sein de la mairie, afin de poursuivre le programme engagé en 2016 comprenant trois opérations au total.
Le coût de la présente opération est estimé à 158 100 € HT, plafonné à 100 000 € HT.

Description :
Il s'agit d'améliorer la qualité, l'usage et l'accessibilité des équipements de proximité et de poursuivre les actions de rénovation du bâti en cœur de bourg.

En matière d'accessibilité, les travaux envisagés portent sur les portes intérieures et l'accès à la terrasse où la mise en sécurité des gardes-corps est également prévue.
D'autres travaux visent l'amélioration thermique des lieux en remplaçant 30 fenêtres pour les équiper en double vitrage, ainsi que les volets.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015610.

Localisation géographique :
- POIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	134 385,00	85,00%
HONORAIRES	23 715,00	15,00%
Total	158 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	45 000,00	28,46%
DEPARTEMENT 77	35 000,00	22,14%
COMMUNE	78 100,00	49,40%
Total	158 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	36 000,00 €
2019	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	9 000,00 €
2016	Contrats ruraux	81 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000553

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'EGLISE - SAINT-HILLIERS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	104 100,00 €	45,00 %	46 845,00 €
	Montant Total de la subvention		46 845,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILLIERS
Adresse administrative : MAIRIE
77160 SAINT-HILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

N° SIRET : 21770414700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1 907,86 ha
Population (INSEE 2014) : 465 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 97,58 %
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Provinois

TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009 par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU : carte communale appouvée le 20 juillet 2007

Cette opération consiste en l'aménagement des abords de l'église afin de poursuivre le programme engagé en 2016 comprenant trois opérations au total.
Le coût de la présente opération, la deuxième inscrite au contrat, est estimé à 104.141,36 € HT, plafonné à 104.100,00 € HT.

Description :
A la suite des travaux prévus dans le cadre de la mise en valeur de l'édifice et offrant à la commune de Saint-Hilliers une véritable lisibilité de cœur de village, les travaux vont se poursuivre aux abords de l'église.

La placette existante sera stabilisée sur 600 m² et agrandie pour permettre le positionnement de 9 places de stationnement dont une adaptée aux personnes à mobilité réduite (PMR). En bordure, des travaux de voirie porteront sur la reprise des trottoirs et la récupération des eaux pluviales.
La façade et l'entrée de l'église seront valorisées par un seuil de pavés de 16 m², bordé de plantations arbustives et une allée sera recréée pour permettre une jonction entre la rue Grande et la sente menant à la route de Provins. Des projecteurs encastrés permettront de compléter la mise en valeur des lieux avec un éclairage public modernisé.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015612.

Localisation géographique :
- SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	90 557,70	86,96%
HONORAIRES	13 583,66	13,04%
Total	104 141,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	46 845,00	44,98%
DEPARTEMENT 77	36 435,00	34,99%
COMMUNE	20 861,36	20,03%
Total	104 141,36	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 300,00 €
2019	28 176,00 €
2020	9 369,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	48 015,00 €
	Montant total	48 015,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000550

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - AMENAGEMENT D'UNE PLACETTE PRES DE LA MAIRIE - SAINTE-AULDE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	80 500,00 €	45,00 %	36 225,00 €
	Montant Total de la subvention		36 225,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINTE AULDE
Adresse administrative : MAIRIE
77260 SAINTE-AULDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard GEIST, Maire

N° SIRET : 21770401400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 862,77 ha
Population (INSEE 2014) : 706 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% Surfaces non urbanisées : 90,41 %
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Pays Fertois

TIM : Brie et Deux Morin
SCOT de Marne-Ourcq approuvé le 6 avril 2017
PLU approuvé le 20 février 2017

Cette deuxième opération consiste en l'aménagement d'une placette afin de poursuivre le programme engagé en 2016 comprenant trois opérations au total.
Le coût de la présente opération est estimé à 91 400 € HT, plafonné à 80 500 € HT.

Description :
L'objectif de cet aménagement sur l'espace public est de créer un cœur de village susceptible d'accueillir des manifestations culturelles ou autres fêtes à proximité immédiate de la mairie. La commune a acquis un terrain à cette fin.
L'aménagement de la placette propre à recevoir diverses animations nécessite le nivellement du terrain grâce à la construction d'un mur de soutènement, et le remblaiement de l'ensemble.
La plateforme ainsi obtenue sera recouverte de stabilisé sur 450 m² de façon à offrir une surface rustique, facile d'entretien et utilisable en toute circonstance, tout en permettant l'infiltration des eaux de pluie.
Autour de la plateforme créée, il est prévu une reprise de bord de chaussée et la construction de trottoir sur 75 m².

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS 16015622.

Localisation géographique :
- SAINTE-AULDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	91 400,00	100,00%
Total	91 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	36 225,00	39,63%
DEPARTEMENT 77	28 175,00	30,83%
COMMUNE	27 000,00	29,54%
Total	91 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	28 980,00 €
2019	7 245,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	18 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013010

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LES SERVICES TECHNIQUES - JAMBVILLE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 €	45,00 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE
Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER
78440 JAMBVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MARIE RIPART, Maire

N° SIRET : 21780317000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 488.45 ha
Population (INSEE 2014) : 843
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées : 84,53 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communuaté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM : Vexin français
La vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU en élaboration depuis le 31 mai 2017
PLUI en élaboration depuis le 21 juiin 2017

Dans le cadre du projet de développement de la collectivité, les objectifs sont les suivants :
- maîtriser le développement urbain au regard des objectifs démographiques,
- défendre un urbanisme et une architecture de qualité,
- assurer une meilleure intégration paysagère des constructions,
- préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti de la commune,
- prendre en compte, organiser et équilibrer le stationnement et promouvoir la pratique des circulations douces,
- préserver et mettre en valeur les espaces naturels par des continuités paysagères,
- encadrer et maîtriser la pression foncière sur les zones agricoles,
- gérer les risques naturels de la commune.

Les opérations inscrites dans ce présent contrat rural sont :
- Construction d'un bâtiment pour les services techniques : le coût est estimé à 211 510 € HT, plafonné à 180 000 € HT,
- Construction d'un local réserve pour les associations : le coût est estimé à 68 809 € HT, plafonné à 40 000 € HT,
- Réhabilitation extérieure du bâtiment de la mairie : le coût est estimé à 46 310 € HT, plafonné à 30 000 € HT,
- Réhabilitation de la salle multifonctions : le coût est estimé à 73 361 € plafonné à 50 000 € HT.

Description :
La commune ne dispose pas d'atelier technique mais d'un simple garage annexé au logement du cantonnier. Celui-ci est devenu trop exigu pour stocker l'ensemble du matériel technique de la commune. Après avoir recherché une mutualisation possible d'un atelier avec les communes avoisinantes et considérant cette mutualisation impossible, la commune souhaite réaliser un atelier dans le secteur des équipements publics.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 1615919.

Localisation géographique :
- JAMBVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	184 289,00	87,13%
HONORAIRES	27 221,00	12,87%
Total	211 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	81 000,00	38,30%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	63 000,00	29,79%
COMMUNE	67 510,00	31,92%
Total	211 510,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	64 800,00 €
2019	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	22 500,00 €
2017	Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	11 926,00 €
	Montant total	34 426,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015884

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR CONSTRUCTION D'UN LOCAL RESERVE POUR LES ASSOCIATIONS - JAMBVILLE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	40 000,00 €	45,00 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE
Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER
78440 JAMBVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MARIE RIPART, Maire

N° SIRET : 21780317000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 488.45 ha
Population (INSEE 2014) : 843
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées : 84,53 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM : Vexin français
La vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU en élaboration depuis le 31 mai 2017
PLUI en élaboration depuis le 21 juiin 2017

Dans le cadre du projet de développement de la collectivité, les objectifs sont les suivants :
- maîtriser le développement urbain au regard des objectifs démographiques,
- défendre un urbanisme et une architecture de qualité,
- assurer une meilleure intégration paysagère des constructions,
- préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti de la commune,
- prendre en compte, organiser et équilibrer le stationnement et promouvoir la pratique des circulations douces,
- préserver et mettre en valeur les espaces naturels par des continuités paysagères,
- encadrer et maîtriser la pression foncière sur les zones agricoles,
- gérer les risques naturels de la commune.

Les opérations inscrites dans ce présent contrat rural sont :
- Construction d'un bâtiment pour les services techniques : le coût est estimé à 211 510 € HT, plafonné à 180 000 € HT,
- Construction d'un local réserve pour les associations : le coût est estimé à 68 809 € HT, plafonné à 40 000 € HT,
- Réhabilitation extérieure du bâtiment de la mairie : le coût est estimé à 46 310 € HT, plafonné à 30 000 € HT,
- Réhabilitation de la salle multifonctions : le coût est estimé à 73 361 € plafonné à 50 000 € HT.

Description :
Cette action concerne la réalisation d'un local associatif : la commune est marquée par un très fort dynamisme associatif tant dans les activités culturelles, sportives que de loisirs. Le besoin de stockage du matériel des associations est devenu aujourd'hui problématique, sachant que la salle des fêtes ne le permet plus. Il est donc envisagé la construction d'un local de stockage associatif à proximité du futur atelier technique permettant ainsi leur mutualisation.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 1615919.

Localisation géographique :
- JAMBVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	60 572,00	88,03%
HONORAIRES	8 237,00	11,97%
Total	68 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 000,00	26,16%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	14 000,00	20,35%
COMMUNE	36 809,00	53,49%
Total	68 809,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 400,00 €
2019	3 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	22 500,00 €
2017	Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	11 926,00 €
	Montant total	34 426,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011683

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR : TRAVAUX SUR LE CLOCHER DE L'EGLISE SAINT-NICOLAS - COMMUNE DE BELLEFONTAINE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	105 067,43 €	40,00 %	42 026,97 €
	Montant Total de la subvention		42 026,97 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BELLEFONTAINE
Adresse administrative : 1 RUE DES SABLONS
95270 BELLEFONTAINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Noël DUCLOS, Maire

N° SIRET : 21950055000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 755,90 ha
- Population : 466 hab. (Insee 2014)
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- Surface urbanisée : 89,3 ha (12%)
- Plan vert : commune carencée sans facteur aggravant
- EPCI : CC Carnelle Pays de France
- TIM : Le Grand Roissy
- Hors SCOT
- PLU : en élaboration

Le plan local d'urbanisme est en cours d'élaboration. Pour conserver le caractère rural, le cadre et la qualité de vie des habitants, la commune de Bellefontaine souhaite :
- encadrer le développement démographique dans une logique de durabilité et de préservation de la ruralité
- préserver et valoriser le patrimoine naturel et agricole de Bellifontaine.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- réaménagement de la Place Lavoisier pour un montant estimé à 222 104,26 € HT
- mise en valeur de la source pour un montant estimé à 16 699,46 € HT
- travaux sur le clocher de l'église Saint-Nicolas pour un montant estimé à 105 067,43 € HT.

La commune s'est engagée depuis plusieurs années dans un vaste plan de rénovation de l'église du village.
Ce bâtiment déjà remanié doit désormais subir de nouvelles interventions, notamment sur le clocher. Un diagnostic a été élaboré pour évaluer les lourdes opérations d'entretien de cet édifice. il a été constaté une dégradation en cours du clocher : d'importantes fissures structurelles apparaissent depuis le sol, vers le sommet en limite avec le corps de bâtiment de l'église. Par ailleurs, au sommet du clocher, une structure métallique a été réalisée dans le passé pour maintenir la cloche. Il s'avère que cette solution cause une dégradation de la maçonnerie ainsi que des désordres structurels sur le bâti. C'est à la lumière de ce constat que l'accès à cet espace a été interdit.

Description :
Travaux envisagés :
- Traitement de la fissuration entre le volume du clocher et la partie en demi-cercle, reprise et restructuration des maçonneries détériorées et remise en état des joints des pierres
- Piochage de l'ensemble des enduits autour des fers apparents, traitement et remise en état des joints des pierres
- Nettoyage et lessivage des traces noires d'écoulement d'eau
- Reconstitution des appuis et parties horizontales avec des couvertines en tuiles plates
- Pose d'une couvertine en plomb avec goutte d'eau
- Réfection et démoussage général de la toiture, remplacement des tuiles cassées et scellement des tuiles en rive de toit
- Installation d'une gouttière du toit du clocher et d'une descente d'eaux pluviales
- Reprise entière des murs et des planchers à l'intérieur du clocher.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX024078.

Localisation géographique :
- BELLEFONTAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	94 375,00	89,82%
HONORAIRES	10 692,43	10,18%
Total	105 067,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	42 026,97	40,00%
DEPARTEMENT (95) en cours	31 520,23	30,00%
COMMUNE	31 520,23	30,00%
Total	105 067,43	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	33 621,57 €
2019	8 405,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Nouveau contrat rural (CoR)	95 521,48 €
	Montant total	95 521,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005426

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRUR - RENOVATION DES ANCIENS SANITAIRES - THEMERICOURT (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	27 434,00 €	45,00 %	12 345,30 €
	Montant Total de la subvention		12 345,30 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT
Adresse administrative : RUE ACHIM D'ABOS
95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, MAIRE

N° SIRET : 21950610200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)

Objectifs :
Données territoriales
Superficie 756 hectares
Population 278 habitants (INSEE – population municipale 2014)
Entité SDRIF Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées 93,02 %
Plan vert Sans objet, commune non carencée en espaces verts ou naturels
EPCI/EPT CC Vexin Centre
TIM Vexin français
Hors SCOT

PLU en cours d'élaboration depuis le 24 juillet 2014

Dans le cadre de la présente opération, il s'agit de réaliser la rénovation des anciens sanitaires de l'école qui se trouvent dans la cour de la Mairie en centre-bourg.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural concernent :
- l'aménagement d'un espace de jeux : le coût est estimé à 30 937 € HT,
- l'isolation des combles de la mairie : le coût des travaux est estimé à 26 105 € HT,
- la rénovation des anciens sanitaires de la mairie : le coût des travaux est estimé à 27 434 € HT,
- la rénovation du foyer rural "La Bergerie" : le coût des travaux est estimé à 113 071 € HT.

Description :
La commune souhaite transformer les anciens sanitaires et urinoirs de l'école afin de créer 6 box de rangement.

L'opération prévoit de réaliser la reprise et le nettoyage :
- de la couverture,
- de la charpente en bois,
- de la descente des eaux pluviales sur l'ensemble du bâti conservé : une remise, un auvent, les anciens sanitaires et urinoirs.

Les travaux porteront sur :
- la démolition des anciennes installations, d'un muret en briques et de deux remises,
- le nettoyage de la toiture,
- la reprise de la charpente en bois et de la couverture,
- divers travaux portant sur les menuiseries en bois, la peinture, la maçonnerie, le ravalement de l'existant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens est prise en compte dans la fiche IRIS "16005427".

Localisation géographique :
- THEMERICOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	23 856,00	86,96%
Honoraires	3 578,00	13,04%
Total	27 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 345,30	45,00%
Département 95 attribué	8 230,20	30,00%
Commune	6 858,50	25,00%
Total	27 434,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 610,00 €
2018	8 266,30 €
2019	2 469,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	119 160,00 €
2016	Contrats ruraux	13 921,65 €
2017	Contrats ruraux	11 747,25 €
	Montant total	144 828,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023491

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FONDS REGIONAL D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX IDF RESTAURATION ET CONSOLIDATION DES BERGES ET REPARATION DU PONTON - CONDE SUR VESGRE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300106- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONDE SUR VESGRE
Adresse administrative : MAIRIE
78113 CONDE-SUR-VESGRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Josette JEAN, Maire

N° SIRET : 21780171100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France
Rapport Cadre : CR183-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1078.20 ha
Population (INSEE 2014) : 1 156
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées : 88,85 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes du Pays Houdanais

TIM : Vallée de la Chevreuse
SCOT : hors SCOT
PLU en élaboration depuis le 5 octobre 2017

Le PADD s'articule autour des 6 grands axes suivants :
- Axe 1 : Un développement urbain maitrisé et cohérent
- Axe 2 : Assurer la préservation du patrimoine bâti
- Axe 3 : Garantir la dynamique économique et commerciale
- Axe 4 : Améliorer le niveau d'équipement, le cadre de vie et les loisirs
- Axe 5 : Préserver l'environnement, les espaces agricoles et le paysage
- Axe 6 : Modérer la consommation des espaces agricoles et naturels et lutter contre l'étalement urbain

Description :
Suite aux inondations de mai et juin 2016 provoquées par la crue de la Vesgre, la commune de Condé sur Vesgre a été classée en état de catastrophe naturelle. La dérivation de la Vesgre sur le village a été réalisée en 1992 afin de réaliser un bassin d'écrêtage des crues de la rivière, reconnu de par ses statuts, en tant qu'ouvrage de régulation hydraulique. Ce bassin est un plan d'eau permanent, créant un volume de stockage possible de 20 000 m3, il est entouré d'un sentier piétonnier, promenade appréciée des riverains.
Les inondations subies par la commune ont provoqué d'importants dégâts :
- effondrement des berges dû à la montée des eaux et au débordement de l'étang,
- mise en péril d'une partie du cheminement par les effondrements de berges,
- arrachement du ponton par la montée des eaux.
Ces dégâts engendrent une problématique de sécurité publique.
L'aménagement proposé permettra d'empêcher la suite de l'érosion des berges et un recul du haut de talus. Afin de stabiliser les berges, une technique en génie végétal sera préconisée, celle-ci ne modifiera pas la biodiversité du site.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Fonds d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- CONDE-SUR-VESGRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	182 408,00	100,00%
Total	182 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	49 000,00	26,86%
DEPARTEMENT 78 - Alloué	38 940,00	21,35%
COMMUNE	94 468,00	51,79%
Total	182 408,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	39 200,00 €
2019	9 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	166 500,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	4 000,00 €
	Montant total	170 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024904

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REFECTION DE LA ROUTE DE COURTOMER AVEC CREATION DE GARES DE CROISEMENT - COMMUNE DE BERNAY-VILBERT (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	149 500,00 €	40,00 %	59 800,00 €
	Montant Total de la subvention		59 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BERNAY VILBERT
Adresse administrative : MAIRIE
77540 BERNAY-VILBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick STOURME, Maire

N° SIRET : 21770031900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 1688.23 ha
- Population : 838 hab
- Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
- % Surfaces non urbanisées : 91%

- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : CC Val Briard
- TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart
- SCOT : hors SCOT
- PLU : Opposable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Bernay-Vilbert repose sur trois grandes orientations :
- Préserver le cadre de vie et l'identité du territoire ;
- Maîtriser le développement du territoire ;
- Renforcer l'attractivité du territoire.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment lers axes priotritaires du projet de développement durable.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la route de Courtomer avec création de gares de croisement pour un montant estimé à 149 500 € HT,
- la rénovation de la façade de l'ancienne mairie-école, le montant est estimé à 43 843,75 € HT.

Description :
La route de Courtomer est une voie communale partagée avec la commune de Bernay-Vilbert. Pour la commune de Courtomer, cette voie représente l'accès le plus direct à la RN4. C'est un axe important, en très mauvais état, qui ne permet pas de croisement.
La municipalité a informé la commune de Courtomer de sa volonté de réaliser une continuité sur tout le tronçon communal d'une longueur de 1300 m afin que les automobilistes puissent circuler sur une route renforcée, avec un revêtement neuf sur la partie située sur la commune de Bernay-Vilbert. La commune de Courtomer va donc aussi réaliser des aménagements sur cette voirie en continuité et ce dans le cadre d'un contrat rural.
Sur 8 zones différentes, la chaussée sera calibrée à 5 m avec un élargissement de la chaussée de part et d'autre avec une constitution de 40 cm de grave naturelle. Les deux virages seront calibrés à 5.5 m pour permettre le croisement sur une cinquantaine de mètres de longueur, en toute sécurité. Des bandes rugueuses seront mises en place pour limiter la vitesse à 70 km/h.
Les habitants pourront ainsi circuler dans le respect des règles de sécurité sans réaliser un détour comme ils le font actuellement. Le croisement des véhicules pourra se faire sur une route avec une couche de roulement renforcée pour un meilleur confort de circulation.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BERNAY-VILBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	143 000,00	95,65%
HONORAIRES	6 500,00	4,35%
Total	149 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	59 800,00	40,00%
DEPARTEMENT 77	44 850,00	30,00%
COMMUNE	44 850,00	30,00%
Total	149 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 840,00 €
2019	20 000,00 €
2020	11 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 347,50 €
	Montant total	5 347,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015920

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - RESTAURATION DES FACADES DE L'ANCIENNE MAIRIE-ECOLE - COMMUNE DE BERNAY-VILBERT (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	43 843,75 €	40,00 %	17 537,50 €
	Montant Total de la subvention		17 537,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BERNAY VILBERT
Adresse administrative : MAIRIE
77540 BERNAY-VILBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick STOURME, Maire

N° SIRET : 21770031900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 1688.23 ha
- Population : 838 hab
- Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
- % Surfaces non urbanisées : 91%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : CC Val Briard
- TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart
- SCOT : hors SCOT
- PLU : Opposable

Le Projet d’Aménagement et de Développement Durables de Bernay-Vilbert repose sur trois grandes orientations :
- Préserver le cadre de vie et l’identité du territoire ;
- Maîtriser le développement du territoire ;
- Renforcer l’attractivité du territoire.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la route de Courtomer avec création de gares de croisement pour un montant estimé à 149 500 € HT,
- la rénovation de la façade de l'ancienne mairie-école, le montant est estimé à 43 843,75 € HT.

Description :
Ce projet de restauration se situe dans un espace protégé. Il a reçu un avis favorable de principe par l'Architecte des Bâtiments de France du Département de l'Architecture et du Patrimoine de Seine et Marne.
L'ancienne mairie concerne un bâtiment du 18ème siècle qui, à l'origine, était une auberge servant de relais de poste.

La municipalité souhaite restaurer les façades avant et arrière dans le cadre de sa préservation du patrimoine suivant les observations de l'ABF.

Les travaux concernent :
- les reprises ponctuelles réalisées à l'identique,
- la restauration de la corniche et du bandeau,
- la pose de brique pilées au niveau du soubassement,
- la reprise de la façade arrière avec un enduit à la chaux,
- la remise en état des menuiseries sur la façade arrière.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d’aménagement du territoire francilien.
Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX024904.

Localisation géographique :
- BERNAY-VILBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	43 843,75	100,00%
Total	43 843,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	17 537,50	40,00%
DEPARTEMENT 77	13 153,13	30,00%
COMMUNE	13 153,12	30,00%
Total	43 843,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 030,00 €
2019	7 000,00 €
2020	3 507,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 347,50 €
	Montant total	5 347,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024695

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR REHABILITATION DE LA ROUTE DE VILBERT - COURTOMER (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	160 000,00 €	40,00 %	64 000,00 €
	Montant Total de la subvention		64 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTOMER
Adresse administrative : MAIRIE
77390 COURTOMER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François CHEVALLIER MAMES, Maire

N° SIRET : 21770138200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 461,70 ha
Population : 518 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 89,34 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC Val Briard
TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart
SCOT : Hors SCOT
PLU : Opposable depuis 2017

Le projet d'aménagement et de développement durables porte sur les grands axes stratégiques suivants :

- Etablir un projet d'urbanisme cohérent,
- Préserver et valoriser les patrimoines de Courtomer,
- Maintenir et développer les activités économiques locales,
- Préserver le cadre de vie.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de la route de Vilbert pour un montant de 190 070 € HT plafonné à 160 000 €,
- la réhabilitation de la rue du Cordeau pour un montant de 254 500 € HT plafonné à 210 000 €.

Description :
La rue de Verdun, route départementale, est l'un des axes importants de la commune qui se termine sur un carrefour, formé par la rue du Cordeau et par la route de Vilbert.
La rue du Cordeau permet l'accès à la zone artisanale de Courtomer puis à la commune de Chaumes-en-Brie et à la RN 36. La route de Vilbert permet l'accès à la commune de Bernay Vilbert, de Rozay-en-Brie et à la RN 4.
Les travaux consistent à terrasser de part et d'autre de la voirie existante sur 1 m de large et sur 40 cm de profondeur, puis de dresser le fond de forme et de mettre en place, sur un fond de géotextile, 40 cm de grave non traitée de calibre 0/ 31.5. Le chantier se fera de part et d'autre de la voie existante sauf sur les 50 premiers mètres en agglomération, où l'élargissement ne se fera que d'un seul côté, celui opposé aux bordures existantes. Par la suite un calibrage de chaussée à 5m sera réalisé.
Après la réalisation du chantier, les eaux de ruissellement ne seront plus retenues en bordure de chaussée mais seront évacuées ou absorbées sans apporter de détérioration.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- COURTOMER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	181 070,00	95,26%
FRAIS D'HONORAIRES	9 000,00	4,74%
Total	190 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	64 000,00	33,67%
DEPARTEMENT (77)	48 000,00	25,25%
COMMUNE	78 070,00	41,07%
Total	190 070,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	51 200,00 €
2019	12 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	17 550,00 €
	Montant total	17 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015925

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR REHABILITATION DE LA RUE DU CORDEAU - COURTOMER (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	210 000,00 €	40,00 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTOMER
Adresse administrative : MAIRIE
77390 COURTOMER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François CHEVALLIER MAMES, Maire

N° SIRET : 21770138200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 461,70 ha
Population : 518 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 89,34 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC Val Briard
TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart
SCOT : Hors SCOT
PLU : Opposable depuis 2017

Le projet d'aménagement et de développement durables porte sur les grands axes stratégiques suivants :

- Etablir un projet d'urbanisme cohérent,
- Préserver et valoriser les patrimoines de Courtomer,
- Maintenir et développer les activités économiques locales,
- Préserver le cadre de vie.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de la route de Vilbert pour un montant de 190 070 € HT plafonné à 160 000 €,
- la réhabilitation de la rue du Cordeau pour un montant de 254 500 € HT plafonné à 210 000 €.

Description :
La rue de Verdun, route départementale, est l'un des axes importants de la commune qui se termine sur un carrefour, formé par la rue du Cordeau et par la route de Vilbert. La rue du Cordeau permet l'accès à la zone artisanale de Courtomer puis à la commune de Chaumes-en-Brie et à la RN 36.
Les travaux consistent à mettre la voie en sécurité pour la circulation piétonne et motorisée. Ce chantier permettra aussi de réaliser un ouvrage pérenne de par la constitution prévue mais aussi par l'amélioration des écoulements et captation des eaux de ruissellement.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX024695

Localisation géographique :
- COURTOMER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	242 500,00	95,28%
FRAIS D'HONORAIRES	12 000,00	4,72%
Total	254 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	84 000,00	33,01%
DEPARTEMENT (77)	63 000,00	24,75%
COMMUNE	107 500,00	42,24%
Total	254 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	67 200,00 €
2019	16 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	17 550,00 €
	Montant total	17 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025933

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - RENOVATION ET MISE AUX NORMES DE LA SALLE DES FETES - COMMUNE DE DHUISY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	193 481,75 €	40,00 %	77 392,70 €
	Montant Total de la subvention		77 392,70 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DHUISY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77440 DHUISY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Michèle GLOAGUEN, Maire

N° SIRET : 21770157200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 295 hab
Superficie : 814,77 ha
Densité : 0,4 hab/ha
% surfaces non urbanisées : 92,05 %
Plan vert : commune non carencée

EPCI : Communauté de communes du Pays de l'Ourcq
SDRIF : entité "Bourgs, villages et hameaux"
TIM : Brie et Deux Morin
SCOT de Marne-Ourcq approuvé le 6 avril 2017
PLU en révision depuis le 14 décembre 2012

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Les opérations inscrites dans le présent contrat portent sur :
- la rénovation et la mise aux normes de la salle des fêtes : le coût est estimé à 193 481,75 € HT,
- l'aménagement et mise aux normes de la cour de récréation : le coût est estimé à 176 553,75 € HT, plafonné à 176 518,25€.

Description :
La salle des fêtes de Dhuisy, d'une capacité de 160 personnes, est un bâtiment de 160 m² situé sur la rue Verte entre le bourg principal et le hameau de Chambardy. Cette salle est entourée d'un espace paysagé clos. Cet établissement recevant du public (ERP de 5ème catégorie de type L) présente aujourd'hui un besoin important de restauration et de mise aux normes, notamment en termes d'accessibilité, d'isolation thermique et de sécurité. De plus, le bâtiment construit en 1985 nécessite une rénovation globale pour assurer la pérennité de cet équipement structurant de la commune rurale.

Les travaux consistent notamment à intervenir sur :
- la menuiserie, pour permettre le remplacement de vitrages, la modification de cloisons et l'installation de portes coupe-feu ;
- le remplacement des plaques de faux-plafond ;
- la réfection complète de l'espace des sanitaires, avec installation d'une nouvelle ventilation (type VMC) ;
- la réfection du sol du bâtiment et des travaux de peinture ;
- l'installation d'une rampe PMR (Personne à Mobilité Réduite) en extérieur et la création d'une place de parking adaptée.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DHUISY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	168 245,00	86,96%
HONORAIRES	25 236,75	13,04%
Total	193 481,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	77 392,70	40,00%
DEPARTEMENT 77	58 044,53	30,00%
COMMUNE	58 044,52	30,00%
Total	193 481,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	61 914,16 €
2019	15 478,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014248

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - AMENAGEMENT ET MISE AUX NORMES DE LA COUR D'ECOLE - COMMUNE DE DHUISY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	176 518,25 €	40,00 %	70 607,30 €
	Montant Total de la subvention		70 607,30 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DHUISY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77440 DHUISY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Michèle GLOAGUEN, Maire

N° SIRET : 21770157200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 295 hab
Superficie : 814,77 ha
Densité : 0,4 hab/ha
% surfaces non urbanisées : 92,05 %
Plan vert : commune non carencée

EPCI : Communauté de communes du Pays de l'Ourcq
SDRIF : entité "Bourgs, villages et hameaux"
TIM : Brie et Deux Morin
SCOT de Marne-Ourcq approuvé le 6 avril 2017
PLU : en révision depuis le 14 décembre 2012

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Les opérations inscrites dans le présent contrat aménagement régional portent sur :
- la rénovation et la mise aux normes de la salle des fêtes : le coût est estimé à 193 481,75 € HT,
- l'aménagement et mise aux normes de la cour de récréation : le coût est estimé à 176 553,75 € HT, plafonné à 176 518,25€ HT.

Description :
Les communes de Dhuisy, Ocquerre, Germigny-sous-Coulombs, Coulombs-en-Valois et Vendrest se sont organisées dans le cadre d'un regroupement pédagogique intercommunal (R.P.I.) dont le siège est situé à la mairie de Dhuisy.

Les élèves scolarisés à Dhuisy peuvent profiter de la cour et du préau situés à l'arrière du bâtiment. Mais celle-ci est gravillonnée et ne permet pas la pratique des activités extérieures, notamment lors de la mauvaise saison. L'accès à la cour se fait aujourd'hui par un escalier qui n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Les travaux envisagés portent sur :
- une mise aux normes d'accès à la cour avec l'agencement d'une rampe PMR en béton et l'installation de garde-corps en acier laqué ;
- la remise en état de la surface de la cour par un enrobé et la création d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales ;
- la réfection de la couverture du préau ;
- l'aménagement d'espaces verts avec plantation de massifs arbustifs et d'arbres.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX025933.

Localisation géographique :
- DHUISY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	153 525,00	86,96%
HONORAIRES	23 028,75	13,04%
Total	176 553,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	70 607,30	39,99%
DEPARTEMENT 77	52 955,48	29,99%
COMMUNE	52 990,97	30,01%
Total	176 553,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 120,00 €
2019	42 365,84 €
2020	14 121,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX028724

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT - NANTEUIL-SUR-MARNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	102 721,00 €	40,00 %	41 088,40 €
	Montant Total de la subvention		41 088,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE
Adresse administrative : 1 PLACE LAFAYETTE
77730 NANTEUIL-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel VIVET, Maire

N° SIRET : 21770331300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 125,99 ha
Population (INSEE 2014) : 462 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% Surfaces non urbanisées : 81,44 %
Plan vert : Commune non carencée

EPCI : Communauté de communes du Pays Fertois
TIM : Brie et Deux Morin
SCOT de Marne-Ourcq approuvé le 6 avril 2017
PLU en cours d'élaboration depuis le 23 mars 2017

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Nanteuillais.

Les deux opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la création d'une aire de stationnement : le coût est estimé à 102 721,00€ HT ;
- les travaux de requalification de deux rues, rue de Passy et rue Alexandre Morlot : le coût est estimé à 267 279,00€ HT.

Description :
Le caractère très concentré de la partie agglomérée de la commune rurale génère de nombreux problèmes de stationnement des véhicules, car les emprises disponibles sont peu nombreuses et l'étroitesse des rues interdit la création de places de stationnement.

La commune a donc acquis une propriété (2 parcelles cadastrées B1249 et 1250) au droit de la rue Alexandre Morlot, située au coeur du village, pour pouvoir aménager une aire de stationnement paysager de 9 places.
Cet aménagement offrira aussi la possibilité de dégager la façade Sud de l'église qui n'était plus visible à cause de la végétation.

Après le nettoyage complet du terrain et les terrassements nécessaires, un réseau d'assainissement des eaux pluviales sera établi avec grille, regard de visite et canalisation et raccordé au réseau existant sous la rue Alexandre Morlot.
Une aire type chaussée bitume sera réalisée sur une surface de 490 m², complétée par la construction de trottoirs (110 m²) avec des éléments de pierre naturelle en béton en bordure.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- NANTEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	95 112,00	92,59%
HONORAIRES	7 609,00	7,41%
Total	102 721,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	41 088,40	40,00%
DEPARTEMENT 77	30 816,30	30,00%
COMMUNE	30 816,30	30,00%
Total	102 721,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 870,72 €
2019	8 217,68 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	60 819,00 €
	Montant total	60 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000106

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REQUALIFICATION DE DEUX RUES : RUE DE PASSY ET RUE ALEXANDRE MORLOT - NANTEUIL-SUR-MARNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	267 279,00 €	40,00 %	106 911,60 €
	Montant Total de la subvention		106 911,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE
Adresse administrative : 1 PLACE LAFAYETTE
77730 NANTEUIL-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel VIVET, Maire

N° SIRET : 21770331300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 125,99 ha
Population (INSEE 2014) : 462 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% Surfaces non urbanisées : 81,44 %

Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Pays Fertois
TIM : Brie et Deux Morin
SCOT de Marne-Ourcq approuvé le 6 avril 2017
PLU en cours d'élaboration depuis le 23 mars 2017

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Nanteuillais.

Les deux opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la création d'une aire de stationnement : le coût est estimé à 102 721,00€ HT ;
- les travaux de requalification de deux rues, rue de Passy et rue Alexandre Morlot : le coût est estimé à 267 279,00€ HT.

Description :
Les travaux de requalification concernent deux rues fortement dégradées, la rue de Passy et la rue Alexandre Morlot (partie haute) ; c'est au droit de cette dernière qu'est prévu l'aménagement de l'aire de stationnement, opération incluse dans ce même contrat (fiche IRIS EX028724).

La rue de Passy présente de notables affaissements de chaussée et des trottoirs très réduits constitués de pavés disjoints. Sur l'ensemble de son tracé, les revêtements très hétérogènes et érodés peuvent présenter un certain danger pour les usagers, cyclistes et piétons. L'état de la partie haute de la rue Alexandre Morlot est équivalent. Longeant le chevet de l'église et faisant partie d'un itinéraire de grande et de petite randonnée, cette rue ne participe pas à la valorisation de l'image du village.
Dans les 2 rues pentues, les infiltrations pluviales aggravent et accélèrent cet état d'usure généralisé, allant jusqu'à provoquer chez les riverains des écoulements qui participent à la dégradation du bâti.

En conséquence, les actions prévues dans ces 2 rues, après la démolition des chaussées dégradées et les remblais nécessaires, comprennent notamment :
- des travaux de voirie avec construction d'une nouvelle chaussée, de trottoirs et de caniveaux ;
- des travaux d'assainissement avec pose de canalisations et mise à niveau des regards et raccordements au réseau d'évacuation des eaux pluviales ;
- des travaux de signalisation routière et des marquages au sol.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX028724.

Localisation géographique :
- NANTEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	247 480,00	92,59%
HONORAIRES	19 799,00	7,41%
Total	267 279,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	106 911,60	40,00%
DEPARTEMENT 77	80 183,70	30,00%
COMMUNE	80 183,70	30,00%
Total	267 279,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	21 300,00 €
2019	64 229,28 €
2020	21 382,32 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	60 819,00 €
	Montant total	60 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029461

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE CULTURELLE ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS - SOISY BOUY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY BOUY
Adresse administrative : MAIRIE
77650 SOISY-BOUY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Patrick SOTTIEZ, Maire

N° SIRET : 21770456800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1 170,40 ha
Population (INSEE 2014) : 818 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 93,35 %

Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009 par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU approuvé le 26 avril 2012

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Bouillards.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la construction d'une salle culturelle et l'aménagement de ses abords : le coût est estimé à 480 454,00 € HT, plafonné à 370 000,00 € HT.

Description :
La salle culturelle existante ("Mille club"), érigée en 1982, ne respecte plus les réglementations en vigueur relatives notamment aux normes de sécurité incendie, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) et sanitaires.

Compte tenu de la fréquentation importante de la salle culturelle, la construction d'un bâtiment neuf est devenue nécessaire et permettra également l'aménagement d'un parking de 35 places.

Le projet prévoit la construction d'une salle polyvalente d'envion 210 m² sur de nouvelles fondations avec un revêtement de sol carrelé, la pose d'une couverture et de menuiserie isolantes et l'installation d'un chauffage par panneaux rayonnants. En complément, la zone de l'office et des sanitaires intégrant des toilettes adaptées aux PMR couvrira 78 m².
Le nouveau parking comprendra une zone de circulation des véhicules de 920 m², réalisée en enrobé, comme les 4 places de stationnemant PMR. Les 31 autres places seront réalisées en émulsion gravillonnée.
Une clôture comprenant 3 portails manuels sera installée autour du bâtiment, du parking et des espaces verts aménagés.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SOISY-BOUY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	420 769,00	87,58%
HONORAIRES	59 685,00	12,42%
Total	480 454,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	148 000,00	30,80%
DEPARTEMENT 77	111 000,00	23,10%
COMMUNE	221 454,00	46,09%
Total	480 454,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	83 400,00 €
2019	35 000,00 €
2020	29 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	81 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 676,00 €
2017	Contrats ruraux	21 757,50 €
	Montant total	107 433,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX028954

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - AMENAGEMENT DE L'AIRE DE BUS ET DE STATIONNEMENT SCOLAIRE - HONDEVILLIERS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	43 446,00 €	40,00 %	17 378,40 €
	Montant Total de la subvention		17 378,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HONDEVILLIERS
Adresse administrative : RTE DE LA BUTTE ROUGE
77510 HONDEVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles MARTIAL, Maire

N° SIRET : 21770228100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 552,61 ha
Population (INSEE 2014) : 251 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 92,98%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de communes des deux Morin
TIM : Brie et deux Morin
SCOT : commune hors SCOT
PLU intercommunal sur le périmètre de l'ancienne Communauté de communes du Coeur de la Brie, en cours d'élaboration depuis le 16 décembre 2015.

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Hondevillois.

Les 3 opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement de l'aire de bus et de stationnement scolaire : le coût est estimé à 43 446,00€ HT ;
- la réhabilitation d'un local technique : le coût est estimé à 5 902,00€ HT ;
- la création d'une aire de jeux : le coût est estimé à 3 465,00€ HT.

Description :
La réhabilitation de l'aire de stationnement des bus scolaires, d'une surface de 1 280 m², fait suite à de précédents travaux ayant permis la création d'une nouvelle voie facilitant l'accès des véhicules de transport au parking de l'école.
Cette aire a été créée sur le domaine municipal à l'arrière de l'école maternelle, il y a plus de 15 ans, afin de sécuriser, d'une part, la montée et la dépose des enfants et d'autre part, l'accès à la salle des fêtes utilisée aussi pour la pratique d'activités sportives par les scolaires.

Au fil du temps, la chaussée s'est fortement dégradée, plusieurs affaissements sont apparus. Pour permettre aux bus scolaires de continuer à utiliser ce parking, une réhabilitation globale est nécessaire.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HONDEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	43 446,00	100,00%
Total	43 446,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	17 378,40	40,00%
DEPARTEMENT 77	13 033,80	30,00%
COMMUNE	13 033,80	30,00%
Total	43 446,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 902,72 €
2019	3 475,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015923

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - HONDEVILLIERS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	3 465,00 €	40,00 %	1 386,00 €
	Montant Total de la subvention		1 386,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HONDEVILLIERS
Adresse administrative : RTE DE LA BUTTE ROUGE
77510 HONDEVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles MARTIAL, Maire

N° SIRET : 21770228100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 552,61 ha
Population (INSEE 2014) : 251 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 92,98%
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes des deux Morin
TIM : Brie et deux Morin
SCOT : commune hors SCOT
PLU intercommunal sur le périmètre de l'ancienne Communauté de communes du Coeur de la Brie, en cours d'élaboration depuis le 16 décembre 2015.

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Hondevillois.

Les 3 opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement de l'aire de bus et de stationnement scolaire : le coût est estimé à 43 446,00€ HT ;
- la réhabilitation d'un local technique : le coût est estimé à 5 902,00€ HT ;
- la création d'une aire de jeux : le coût est estimé à 3 465,00€ HT.

Description :
La commune a acquis un terrain de 5 700 m² jouxtant l'aire de bus scolaire et l'école. Cette acquisition a été réalisée dans le but de créer une aire de jeux qui sera réservée aux scolaires pendant le temps d'école et aux enfants de la commune hors temps scolaire.

L'aire de jeux comprendra plusieurs équipements ludiques et sportifs, notamment un pont en arc avec parcours à cordes, un tourniquet, deux façades de but (type handball) et une table de ping-pong.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX028954.

Localisation géographique :
- HONDEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 465,00	100,00%
Total	3 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 386,00	40,00%
DEPARTEMENT 77	1 039,50	30,00%
COMMUNE	1 039,50	30,00%
Total	3 465,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 386,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015924

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REHABILITATION D'UN LOCAL TECHNIQUE - HONDEVILLIERS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	5 902,00 €	40,00 %	2 360,80 €
	Montant Total de la subvention		2 360,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HONDEVILLIERS
Adresse administrative : RTE DE LA BUTTE ROUGE
77510 HONDEVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles MARTIAL, Maire

N° SIRET : 21770228100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 552,61 ha
Population (INSEE 2014) : 251 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 92,98%
Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté de communes des deux Morin
TIM : Brie et deux Morin
SCOT : commune hors SCOT
PLU intercommunal sur le périmètre de l'ancienne Communauté de communes du Coeur de la Brie, en cours d'élaboration depuis le 16 décembre 2015.

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Hondevillois.

Les 3 opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement de l'aire de bus et de stationnement scolaire : le coût est estimé à 43 446,00€ HT ;
- la réhabilitation d'un local technique : le coût est estimé à 5 902,00€ HT ;
- la création d'une aire de jeux : le coût est estimé à 3 465,00€ HT.

Description :
La commune dispose d'un ancien garage municipal, accolé à l'école. Transformé en local de stockage, il sert actuellement à entreposer du matériel technique et des jeux pour les écoliers.

L'objectif de la réhabilitation est de sécuriser ce local fracturé deux fois en 2016 et 2017. Les travaux porteront essentiellement sur :
- la fourniture et la pose d'une porte de service sur mesure et blindée ;
- la réalisation d'un bardage de 26 m², similaire à celui qui a été posé sur un des bâtiments scolaires.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX028954.

Localisation géographique :
- HONDEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 902,00	100,00%
Total	5 902,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	2 360,80	40,00%
DEPARTEMENT	1 770,60	30,00%
COMMUNE	1 770,60	30,00%
Total	5 902,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 360,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024707

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - ISLES-LES-VILLENOY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ISLES LES VILLENOY
Adresse administrative : MAIRIE
77450 ISLES-LES-VILLENOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel BOURGEAIS, Maire

N° SIRET : 21770232300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 700,63 ha
Population (INSEE 2014) : 923 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% Surfaces non urbanisées : 71,28%

Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté d'agglomération du Pays de Meaux
TIM : Vallée de la Marne
SCOT du Pays de Meaux en cours d'élaboration depuis le 7 décembre 2011
PLU approuvé le 29 janvier 2015

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des habitants.

L'opération unique inscrite dans le présent contrat rural est la construction d'un centre technique municipal dont le coût est estimé à 443 037,50€ HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
Les ateliers et dépôts communaux sont actuellement répartis sur différents sites du territoire communal, ce qui implique une perte de temps pour les agents et une complication d'organisation pour le stockage des matériaux et du matériel. De plus, l'atelier situé au sous-sol de la salle polyvalente n'est plus assez grand et ne répond plus aux normes de la réglementation du travail. Par ailleurs, le vestiaire des agents est situé dans un bâtiment modulaire devenu inadapté.

Ainsi, la commune souhaite créer un centre technique sur un site unique, plus pratique et répondant aux besoins locaux et aux normes en vigueur.
La construction du nouveau centre technique comprendra 197,94 m² d'espaces intérieurs et 147,07 m² d'espaces extérieurs, répartis comme suit :
- un garage de 104,21 m² pouvant accueillir tous les véhicules et équipement nécessaires pour l'entretien de la ville, complété par un atelier avec espace de stockage de 37,25 m² ;
- les locaux du personnel prévus pour 5 personnes, de 56,48 m², comprenant un bureau, une salle de repos avec cuisinette, 2 vestiaires (hommes/femmes) et des sanitaires ;
- une cour de 126,77 m² qui accueillera une aire de lavage pour les véhicules, avec différents espaces de stockage d'un total de 20,30 m², accessibles depuis la cour par les véhicules pour le chargement et le déchargement de matériels.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ISLES-LES-VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	385 250,00	86,96%
HONORAIRES	57 787,50	13,04%
Total	443 037,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	148 000,00	33,41%
DEPARTEMENT 77	111 000,00	25,05%
COMMUNE	184 037,50	41,54%
Total	443 037,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	118 400,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029622

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR REHABILITATION DE LA MAIRIE - SAINT LEGER EN YVELINES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	264 480,00 €	40,00 %	105 792,00 €
	Montant Total de la subvention		105 792,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LEGER EN YVELINES
Adresse administrative : 6 PL DE LA MAIRIE
78610 SAINT-LEGER-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GHIBAUDO, Maire

N° SIRET : 21780562100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 3510,61 ha
Population (INSEE 2014) : 1 422 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées : 95 %

Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomérations Rambouillet Territoires
TIM : Vallée de la Chevreuse
SCOT : Communauté d'Agglomérations Rambouillet Territoires
PLU révision approuvé depuis le 27 janvier 2017

Le projet communal a été établi au regard du diagnostic territorial de la commune. Il a conduit à définir quatre axes fédérateurs pour le Projet d'Aménagement de Développement Durables (PADD) :
- Axe 1 : répondre à la dynamique démographique en lien avec la capacité d'accueil du territoire,
- Axe 2 : développer les ressources locales pour une commune multi-fonctionnelle,
- Axe 3 : préserver et valoriser le patrimoine et l'environnement de la clairière habitée au sein du massif de Rambouillet,
- Axe 4 : valoriser l'échelle locale et le cadre de vie pour une gestion durable du territoire.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de la mairie : le coût est estimé à 320 825 € HT, plafonné à 264 480€ HT,
- l'espace intergénérationnel : le coût est estimé à 128 000 € HT, plafonné à 105 520 € HT.

Description :
L'opération consiste en la réhabilitation de la mairie. Il s'agira :
• de créer un espace "Accueil/Secrétariat", avec salle d'attente, positionné de façon à mieux filtrer l'accès aux zones privatives de bureaux et réunions;
• de créer au RDC un bureau réservé aux élus, une petite cuisine (avec réserves) et un sanitaire accessible aux PMR;
• d'aménager des rangements dans les différents bureaux, et de créer un local "Archives" dans les combles aménagés et isolés;
• de remplacer la double porte de la salle du conseil donnant sur la cour de l'école pour la mise aux normes de l'accès PMR;
• de remplacer la chaudière existante au fuel située en sous-sol (vétuste et de très faible rendement) par une chaudière fuel nouvelle génération ou à granulés de bois (en fonction des possibilités techniques de stockage et de l'étude économique en cours),
• Isoler l'intérieur des murs donnant sur l'extérieur et les combles perdus (R+2),
• Remplacer l'ensemble des menuiseries bois extérieures, d'aspect à l'identique, mais à double-vitrage.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif le nouveau contrat rural (COR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	281 500,00	87,74%
HONORAIRES	39 325,00	12,26%
Total	320 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	105 792,00	32,97%
DEPARTEMENT 78 (SUBVENTION COR + EXTENSION) - En cours	96 248,00	30,00%
COMMUNE	118 785,00	37,02%
Total	320 825,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	84 592,00 €
2019	21 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000549

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR CRÉATION D'UNE SALLE INTERGÉNÉRATIONNELLE - SAINT LEGER EN YVELINES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	105 520,00 €	40,00 %	42 208,00 €
	Montant Total de la subvention		42 208,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LEGER EN YVELINES
Adresse administrative : 6 PL DE LA MAIRIE
78610 SAINT-LEGER-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GHIBAUDO, Maire

N° SIRET : 21780562100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 3510,61 ha
Population (INSEE 2014) : 1 422 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux

Surfaces non urbanisées : 95 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomérations Rambouillet Territoires
TIM : Vallée de la Chevreuse
SCOT : Communauté d'Agglomérations Rambouillet Territoires
PLU révision approuvé depuis le 27 janvier 2017

Le projet communal a été établi au regard du diagnostic territorial de la commune. Il a conduit à définir quatre axes fédérateurs pour le Projet d'Aménagement de Développement Durables (PADD) :
- Axe 1 : répondre à la dynamique démographique en lien avec la capacité d'accueil du territoire,
- Axe 2 : développer les ressources locales pour une commune multi-fonctionnelle,
- Axe 3 : préserver et valoriser le patrimoine et l'environnement de la clairière habitée au sein du massif de Rambouillet,
- Axe 4 : valoriser l'échelle locale et le cadre de vie pour une gestion durable du territoire.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de la mairie : le coût est estimé à 320 825 € HT, plafonné à 264 480€ HT,
- l'espace intergénérationnel : le coût est estimé à 128 000 € HT, plafonné à 105 520 € HT.

Description :
L'opération consiste en la création d'une salle intergénérationnelle. Il s'agira de transformer l'actuel atelier municipal en une "Salle de loisirs intergénérationnelle".
Ce local, indépendant de la mairie, sera à usages multiples : mise à disposition pour les réunions d'associations, pour des activités de l'école, la salle étant directement accessible par la cour de l'école.
Les travaux porteront sur de nombreux aspects :
• Côté rue, le réaménagement des abords de ce local permettra le stationnement temporaire d'un véhicule de service (ou de livraison), ainsi qu'une place réservée aux PMR.
• Sur l'arrière du local, un jardin en friche existant sera aménagé, et servira d'extension extérieure à cet équipement.
• La révision de la couverture, l'isolation périphérique des murs extérieurs, la pose d'un faux-plafond, le remplacement des menuiseries extérieures existantes, l'installation de menuiseries neuves, après modification de maçonnerie, le cloisonnement et les menuiseries intérieures, pour création d'une zone de stockage et du sanitaires accessibles aux PMR, l'électricité, y compris le chauffage, la plomberie, le carrelage au sol, la peinture intérieure, le ravalement extérieur, la modification des abords (y compris le déplacement du portail de l'école).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif nouveau contrat rural (COR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes francilierns" est prise en compte dans la fiche IRIS EX029622

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	118 000,00	92,19%
HONORAIRES	10 000,00	7,81%
Total	128 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	42 208,00	32,98%
DEPARTEMENT 78 (SUBVENTION COR ET EXTENSION)	38 400,00	30,00%
COMMUNE	47 392,00	37,03%
Total	128 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	42 208,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029173

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR REFECTION DE VOIRIE - BOIGNEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	226 080,00 €	40,00 %	90 432,00 €
	Montant Total de la subvention		90 432,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIGNEVILLE
Adresse administrative : 2 RUE SAINT-VAL
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Maire

N° SIRET : 21910069000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1576,34 ha
Population : 397 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 95,38 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC des Deux Vallées
TIM : Gâtinais Français
PNR : Gâtinais Français
SCOT : Hors SCOT
PLU : En cours

Le projet d'aménagement et de développement durables porte sur les axes stratégiques suivants :
- Préserver les richesses environnementales et les paysages pittoresques,
- Répondre aux besoins des habitants, des actifs et des usagers,
- Consolider le tissu bâti existant.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la voirie pour un montant de 226 080 € HT,
- le ravalement de la façade de la boutique multiservice pour un montant de 8 662 € HT,
- la réfection du mur en pierre adjacent de la mairie pour un montant de 2 146 € HT,
- l'aménagement de la cour située 16, place de l'église pour un montant de 4 075 € HT.

Description :
Les travaux porteront sur une quinzaine de voies et consisteront en :
- la reprise partielle des enrobés,
- la réalisation d'un coulis ECF monocouche,
- la mise en place de bandes "cédez le passage", "stop", "appel" pour certaines voies.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOIGNEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	226 080,00	100,00%
Total	226 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	90 432,00	40,00%
DEPARTEMENT 91	67 824,00	30,00%
COMMUNE	67 824,00	30,00%
Total	226 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €
2019	27 345,60 €
2020	25 000,00 €
2021	18 086,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000026

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - RAVALEMENT DE LA FACADE DE LA BOUTIQUE MULTISERVICE - BOIGNEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	8 662,00 €	40,00 %	3 464,80 €
	Montant Total de la subvention		3 464,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIGNEVILLE
Adresse administrative : 2 RUE SAINT-VAL
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Maire

N° SIRET : 21910069000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1576,34 ha
Population : 397 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 95,38 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC des Deux Vallées
TIM : Gâtinais Français
PNR : Gâtinais Français
SCOT : Hors SCOT
PLU : En cours

Le projet d'aménagement et de développement durables porte sur les axes stratégiques suivants :
- Préserver les richesses environnementales et les paysages pittoresques,
- Répondre aux besoins des habitants, des actifs et des usagers,
- Consolider le tissu bâti existant.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la voirie pour un montant de 226 080 € HT,
- le ravalement de la façade de la boutique multiservice pour un montant de 8 662 € HT,
- la réfection du mur en pierre adjacent de la mairie pour un montant de 2 146 € HT,
- l'aménagement de la cour située 16, place de l'église pour un montant de 4 075 € HT.

Description :
La boutique multiservices, créée en 2007, regroupe des activités de vente d'épicerie, de dépôt de pains et d'agence postale communale. Unique dans le secteur, le maintien du dernier commerce de Boigneville s'intègre dans les actions menées par le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français
La Commune en est propriétaire et une employée communale en gère le fonctionnement.
Le projet prévoit un ravalement de la façade de la boutique qui s'insère harmonieusement et durablement avec le contexte du bâti vernaculaire environnant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029173

Localisation géographique :
- BOIGNEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	8 662,00	100,00%
Total	8 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	3 464,80	40,00%
DEPARTEMENT 91	2 598,60	30,00%
COMMUNE	2 598,60	30,00%
Total	8 662,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 771,84 €
2019	692,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000029

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REFECTION DU MUR EN PIERRE ADJACENT DE LA MAIRIE - BOIGNEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	2 146,00 €	40,00 %	858,40 €
	Montant Total de la subvention		858,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIGNEVILLE
Adresse administrative : 2 RUE SAINT-VAL
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Maire

N° SIRET : 21910069000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1576,34 ha
Population : 397 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 95,38 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC des Deux Vallées
TIM : Gâtinais Français
PNR : Gâtinais Français
SCOT : Hors SCOT
PLU : En cours

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables porte sur les axes stratégiques suivants :
- Préserver les richesses environnementales et les paysages pittoresques,
- Répondre aux besoins des habitants, des actifs et des usagers,
- Consolider le tissu bâti existant.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la voirie pour un montant de 226 080 € HT,
- le ravalement de la façade de la boutique multiservice pour un montant de 8 662 € HT,
- la réfection du mur en pierre adjacent de la mairie pour un montant de 2 146 € HT,
- l'aménagement de la cour située 16, place de l'église pour un montant de 4 075 € HT.

Description :
Le projet consiste en la réfection du mur en pierres adjacent à la mairie qui a besoin d'être enduit et rejointoyer celui-ci tout en préservant le caractère authentique de la pierre locale.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029173

Localisation géographique :
- BOIGNEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 146,00	100,00%
Total	2 146,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	858,40	40,00%
DEPARTEMENT 91	643,80	30,00%
COMMUNE	643,80	30,00%
Total	2 146,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	858,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000030

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - AMENAGEMENT DE LA COUR SITUEE 16 PLACE DE L'EGLISE - BOIGNEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	4 075,00 €	40,00 %	1 630,00 €
	Montant Total de la subvention		1 630,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIGNEVILLE
Adresse administrative : 2 RUE SAINT-VAL
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Maire

N° SIRET : 21910069000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1576,34 ha
Population : 397 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 95,38 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC des Deux Vallées
TIM : Gâtinais Français
PNR : Gâtinais Français
SCOT : Hors SCOT
PLU : En cours

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables porte sur les axes stratégiques suivants :
- Préserver les richesses environnementales et les paysages pittoresques,
- Répondre aux besoins des habitants, des actifs et des usagers,
- Consolider le tissu bâti existant.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection de la voirie pour un montant de 226 080 € HT,
- le ravalement de la façade de la boutique multiservice pour un montant de 8 662 € HT,
- la réfection du mur en pierre adjacent de la mairie pour un montant de 2 146 € HT,
- l'aménagement de la cour située 16, place de l'église pour un montant de 4 075 € HT.

Description :
L'entrée principale mène sur une cour divisée en deux parties distinctes, séparée par un mur en grès prolongé par des plaques en béton. La suppression de ces plaques qui est prévue permet de mettre en valeur le mur en grès tout en conservant une délimitation entre ces espaces.
Les revêtements des cours étant hétérogènes et dégradés, un aménagement d'ensemble à partir de revêtement perméable va marquer la présence des cours et du cheminement.
La valorisation de l'entrée et de ces terrasses végétalisées accessibles en fond de cour va offrir des vues remarquables notamment sur l'église, ce qui nécessite un défrichement et l'installation d'un banc. Un traitement des cheminements est également prévu.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.
Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029173

Localisation géographique :
- BOIGNEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 075,00	100,00%
Total	4 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 630,00	40,00%
DEPARTEMENT 91	1 222,50	30,00%
COMMUNE	1 222,50	30,00%
Total	4 075,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 304,00 €
2019	326,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029506

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REMISE AUX NORMES DES FEUX TRICOLORES ET REMPLACEMENT DES LANTERNES PAR DES LED - LEUDEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	114 660,65 €	40,00 %	45 864,26 €
	Montant Total de la subvention		45 864,26 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUDEVILLE
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE
91630 LEUDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LECOMTE, Maire

N° SIRET : 21910332200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 785,06 ha
- Population : 1442 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 85,2%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI : CC du Val d'Essonne
- TIM : Gâtinais français
- SCOT : CC du Val d'Essonne
- PLU : En élaboration

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Leudeville repose sur trois grandes orientations :
- Valoriser les richesses de la terre et le patrimoine pour un cadre de vie de qualité ;
- Développer l'économie locale en s'appuyant sur les potentailités de la commune ;
- Harmoniser la ville et maîtriser le développement urbain en cohérence avec le caractère rural de la commune.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-La remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led pour un montant estimé à 114 660,65 € HT,
-La mise aux normes de l'accueil de loisirs pour un montant estimé à 48 838,50 € HT,
-Le ravalement de la façade de la mairie pour un montant estimé à 7 115,20 € HT,
-La rénovation de la salle des fêtes pour un montant estimé à 74 704 € HT,
-La réfection du marquage de la voirie dans différentes rues pour un montant estimé à 15 373 € HT.

Description :
La remise aux normes des feux tricolores s'inscrit dans la suite du programme d'amélioration de la sécurisation déjà effectué sur la Grande rue : feux équipés de répétiteur piétons et bouton pressoir.

Dans le cadre des économies d'énergie mises en place par la commune, il est prévu le changement des lanternes actuelles éclairant l'église par des Led, type d'éclairage plus économe et plus durable.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029514.

Localisation géographique :
- LEUDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	114 660,65	100,00%
Total	114 660,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	45 864,26	40,00%
DEPARTEMENT 91	34 398,19	30,00%
COMMUNE	34 398,20	30,00%
Total	114 660,65	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	36 691,26 €
2019	9 173,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029510

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - MISE AUX NORMES DE L'ACCUEIL DE LOISIRS - LEUDEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	48 838,50 €	40,00 %	19 535,40 €
	Montant Total de la subvention		19 535,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUDEVILLE
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE
91630 LEUDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LECOMTE, Maire

N° SIRET : 21910332200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 785,06 ha
- Population : 1442 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 85,2%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI : CC du Val d'Essonne
- TIM : Gâtinais français
- SCOT : CC du Val d'Essonne
- PLU : En élaboration

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Leudeville repose sur trois grandes

orientations :
- Valoriser les richesses de la terre et le patrimoine pour un cadre de vie de qualité ;
- Développer l'économie locale en s'appuyant sur les potentailités de la commune ;
- Harmoniser la ville et maîtriser le développement urbain en cohérence avec le caractère rural de la commune.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-La remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led pour un montant estimé à 114 660,65 € HT,
-La mise aux normes de l'accueil de loisirs pour un montant estimé à 48 838,50 € HT,
-Le ravalement de la façade de la mairie pour un montant estimé à 7 115,20 € HT,
-La rénovation de la salle des fêtes pour un montant estimé à 74 704 € HT,
-La réfection du marquage de la voirie dans différentes rues pour un montant estimé à 15 373 € HT.

Description :
Un diagnostic de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux équipements reçevant du public a été réalisé en 2015 par la commune.
L'accueil de loisirs, bâtiment comportant deux étages, fait partie des équipements nécessitant des travaux de mise aux normes de l'accessibilité. L'ensemble des salle sera restructuré et les huisseries seront remplacées.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029514.

Localisation géographique :
- LEUDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	48 838,50	100,00%
Total	48 838,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	19 535,40	40,00%
DEPARTEMENT 91	14 651,55	30,00%
COMMUNE	14 651,55	30,00%
Total	48 838,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 628,32 €
2019	3 907,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029511

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - RAVALEMENT DE LA FAÇADE DE LA MAIRIE - LEUDEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	7 115,20 €	40,00 %	2 846,08 €
	Montant Total de la subvention		2 846,08 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUDEVILLE
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE
91630 LEUDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LECOMTE, Maire

N° SIRET : 21910332200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 785,06 ha
- Population : 1442 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 85,2%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI : CC du Val d'Essonne
- TIM : Gâtinais français
- SCOT : CC du Val d'Essonne
- PLU : En élaboration

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Leudeville repose sur trois grandes

orientations :
- Valoriser les richesses de la terre et le patrimoine pour un cadre de vie de qualité ;
- Développer l'économie locale en s'appuyant sur les potentailités de la commune ;
- Harmoniser la ville et maîtriser le développement urbain en cohérence avec le caractère rural de la commune.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-La remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led pour un montant estimé à 114 660,65 € HT,
-La mise aux normes de l'accueil de loisirs pour un montant estimé à 48 838,50 € HT,
-Le ravalement de la façade de la mairie pour un montant estimé à 7 115,20 € HT,
-La rénovation de la salle des fêtes pour un montant estimé à 74 704 € HT,
-La réfection du marquage de la voirie dans différentes rues pour un montant estimé à 15 373 € HT.

Description :
Suite aux premières rénovations de la mairie (salle du conseil, changement des huisseries), il s'agit d'effectuer le ravalement de la façade de l'hôtel de ville.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029514.

Localisation géographique :
- LEUDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	7 115,20	100,00%
Total	7 115,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	2 846,08	40,00%
DEPARTEMENT 91	2 134,56	30,00%
COMMUNE	2 134,56	30,00%
Total	7 115,20	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 276,87 €
2019	569,21 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029514

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR RENOVATION DE LA SALLE DES FETES - LEUDEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	74 704,00 €	40,00 %	29 881,60 €
	Montant Total de la subvention		29 881,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUDEVILLE
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE
91630 LEUDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LECOMTE, Maire

N° SIRET : 21910332200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 785,06 ha
- Population : 1442 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 85,2%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI : CC du Val d'Essonne
- TIM : Gâtinais français
- SCOT : CC du Val d'Essonne
- PLU : En élaboration

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Leudeville repose sur trois grandes

orientations :
- Valoriser les richesses de la terre et le patrimoine pour un cadre de vie de qualité ;
- Développer l'économie locale en s'appuyant sur les potentailités de la commune ;
- Harmoniser la ville et maîtriser le développement urbain en cohérence avec le caractère rural de la commune.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-La remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led pour un montant estimé à 114 660,65 € HT,
- La mise aux normes de l'accueil de loisirs pour un montant estimé à 48 838,50 € HT,
- Le ravalement de la façade de la mairie pour un montant estimé à 7 115,20 € HT,
- La rénovation de la salle des fêtes pour un montant estimé à 74 704 € HT,
- La réfection du marquage de la voirie dans différentes rues pour un montant estimé à 15 373 € HT.

Description :
Les travaux porteront sur la remise aux normes de la salle des fêtes, le remplacement du bar de la salle des fêtes, le changement du système de chauffage (conduits d'air chaud) et la mise aux normes de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des portes du sas d'entrée de la salle des fêtes.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LEUDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	74 704,00	100,00%
Total	74 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	29 881,60	40,00%
DEPARTEMENT 91	22 411,20	30,00%
COMMUNE	22 411,20	30,00%
Total	74 704,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 905,28 €
2019	5 976,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029515

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - REFECTION DU MARQUAGE DE LA VOIRIE DANS DIFFERENTES RUES - LEUDEVILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	15 373,00 €	40,00 %	6 149,20 €
	Montant Total de la subvention		6 149,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUDEVILLE
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE
91630 LEUDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre LECOMTE, Maire

N° SIRET : 21910332200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 785,06 ha
- Population : 1442 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 85,2%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI : CC du Val d'Essonne
- TIM : Gâtinais français
- SCOT : CC du Val d'Essonne
- PLU : En élaboration

Le Projet d'Aménagement et de développement durables de Leudeville repose sur trois grandes orientations :
- Valoriser les richesses de la terre et le patrimoine pour un cadre de vie de qualité ;
- Développer l'économie locale en s'appuyant sur les potentailités de la commune ;
- Harmoniser la ville et maîtriser le développement urbain en cohérence avec le caractère rural de la commune.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes priotritaires du projet de développement durable.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-La remise aux normes des feux tricolores et remplacement des lanternes par des led pour un montant estimé à 114 660,65 € HT,
-La mise aux normes de l'accueil de loisirs pour un montant estimé à 48 838,50 € HT,
-Le ravalement de la façade de la mairie pour un montant estimé à 7 115,20 € HT,
-La rénovation de la salle des fetes pour un montant estimé à 74 704 € HT,
-La réfection du marquage de la voirie dans différentes rues pour un montant estimé à 15 373 € HT.

Description :
Dans le cadre de la mise en sécurité de la voirie, la rue du Bois Bouquin a déjà fait l'objet de la mise en place de ralentisseurs ; il convient aujourd'hui de refaire le marquage au sol, devenu pratiquement inexistant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX029514.

Localisation géographique :
- LEUDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	15 373,00	100,00%
Total	15 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	6 149,20	40,00%
DEPARTEMENT 91	4 611,90	30,00%
COMMUNE	4 611,90	30,00%
Total	15 373,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 919,36 €
2019	1 229,84 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX028737

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COR - CREATION D'UN ESPACE LUDIQUE SPORTIF ET CONVIVIAL - LE BELLAY EN VEXIN (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	114 390,00 €	40,00 %	45 756,00 €
	Montant Total de la subvention		45 756,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95750 LE BELLAY-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GABRIEL, Maire

N° SIRET : 21950054300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Projet création d'un espace ludique, sportif et convivial

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération (pour le présent projet il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier....liste non exhaustive).

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 515,18 ha
- Population : 246 habitants (INSEE - Population municipale 2014)
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux

- % surfaces non urbanisées : 97,3% (501,24 ha)
- Plan vert : commune non carencée en espaces verts ou naturels
- EPCI : CC Vexin Centre
- TIM : Vexin français
- SCOT : Hors SCOT
- PLU : approbation le 04/12/2009

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Bellaysiens.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural concerne la création d'un espace ludique sportif et convivial : le coût est estimé à 114.390 € HT.

Description :
La commune du Bellay-en-Vexin souhaite dynamiser la vie du village en créant un espace ludique, sportif et de loisirs. Cet espace permettra aux habitants du village, toutes générations confondues, de se retrouver dans un même lieu autour du sport et des loisirs.

Cette parcelle se situe à l'arrière de la salle polyvalente, à l'entrée du village. Elle comporte une remise pour le rangement des accessoires, un terrain de tennis entouré de grillage et un espace pour le stationnement de véhicules.

Une rénovation complète s'impose car ces équipements sont en très mauvais état. Le projet comporte différents travaux :
- pour le local : la condamnation de deux fenêtres, le démoussage de la couverture, la reprise des descentes d'eaux pluviales, la réalisation d'un enduit de ravalement sur l'ensemble,
- pour les aires de jeux : la réalisation du boulodrome, du terrain multisports et l'installation de plusieurs jeux d'extérieurs, l'aménagement des allées pour accéder aux différentes aires de jeux, la pose de luminaires en pourtour de ces différents jeux ainsi que sur la remise.

Les différentes aires de jeux se composeront alors :
- d'un terrain multisports en structure métallique (ou bois),
- d'un boulodrome,
- de jeux pour enfants de 2-8 ans (un jeu individuel à ressort, ainsi qu'un jeu collectif avec la mise en place de sol amortissant). Pour la sécurité des enfants, une clôture sera installée en périphérie.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif du nouveau contrat rural de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE BELLAY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	99 661,50	87,12%
Etudes	14 728,50	12,88%
Total	114 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	45 756,00	40,00%
Département 95	34 317,00	30,00%
Commune	34 317,00	30,00%
Total	114 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	36 600,00 €
2019	9 156,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	78 883,00 €
	Montant total	78 883,00 €

ANNEXE N°3 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300106 - Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural**

Dispositif : N° 00001000 - Fonds régional d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France

Dossier	EX023491 - FONDS REGIONAL D'INTERVENTION EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX IDF RESTAURATION ET CONSOLIDATION DES BERGES ET REPARATION DU PONTON - CONDE SUR VESGRE (78)			
Bénéficiaire	R554 - COMMUNE DE CONDE SUR VESGRE			
Localisation	CONDE-SUR-VESGRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001000 - Fonds régional d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Ile-de-France	49 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300106	49 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153002 - Politiques contractuelles en milieu rural**
Action	**15300202 - Contrats ruraux**

Dispositif : N° 00000207 - Contrats ruraux

Dossier	16005426 - CRUR - RENOVATION DES ANCIENS SANITAIRES - THEMERICOURT (95)			
Bénéficiaire	R213 - COMMUNE DE THEMERICOURT			
Localisation	THEMERICOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 345,30 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 434,00 €	HT	45 %	12 345,30 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	16013010 - CRUR CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LES SERVICES TECHNIQUES - JAMBVILLE (78)			
Bénéficiaire	R610 - COMMUNE DE JAMBVILLE			
Localisation	JAMBVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	45 %	81 000,00 €	

Dossier	17011683 - CoR : TRAVAUX SUR LE CLOCHER DE L'EGLISE SAINT-NICOLAS - COMMUNE DE BELLEFONTAINE (95)			
Bénéficiaire	R66 - COMMUNE DE BELLEFONTAINE			
Localisation	BELLEFONTAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 026,97 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 067,43 €	HT	40 %	42 026,97 €	

Dossier	17014251 - CRUR - CONSTRUCTION D'UN PREAU COUVERT AU GROUPE SCOLAIRE - JOUY-LE-CHATEL (77)			
Bénéficiaire	R446 - COMMUNE DE JOUY LE CHATEL			
Localisation	JOUY-LE-CHATEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 724,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 498,00 €	HT	45 %	4 724,10 €	

Dossier	17014252 - CRUR - AMENAGEMENT DES ABORDS DU GROUPE SCOLAIRE - JOUY-LE-CHATEL (77)			
Bénéficiaire	R446 - COMMUNE DE JOUY LE CHATEL			
Localisation	JOUY-LE-CHATEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 875,90 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
137 502,00 €	HT	45 %	61 875,90 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	17015884 - CRUR CONSTRUCTION D'UN LOCAL RESERVE POUR LES ASSOCIATIONS - JAMBVILLE (78)			
Bénéficiaire	R610 - COMMUNE DE JAMBVILLE			
Localisation	JAMBVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	45 %	18 000,00 €	

Dossier	18000550 - CRUR - AMENAGEMENT D'UNE PLACETTE PRES DE LA MAIRIE - SAINTE-AULDE (77)			
Bénéficiaire	R908 - COMMUNE DE SAINTE AULDE			
Localisation	SAINTE-AULDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 225,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 500,00 €	HT	45 %	36 225,00 €	

Dossier	18000552 - CRUR - MISE AUX NORMES PMR ET TRAVAUX DIVERS DE LA MAIRIE - POIGNY (77)			
Bénéficiaire	R853 - COMMUNE DE POIGNY			
Localisation	POIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	45 %	45 000,00 €	

Dossier	18000553 - CRUR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'EGLISE - SAINT-HILLIERS (77)			
Bénéficiaire	R891 - COMMUNE DE SAINT HILLIERS			
Localisation	SAINT-HILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 845,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 100,00 €	HT	45 %	46 845,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000207 - Contrats ruraux	348 042,27 €

Dispositif : N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	EX024695 - COR REHABILITATION DE LA ROUTE DE VILBERT - COURTOMER (77)			
Bénéficiaire	R356 - COMMUNE DE COURTOMER			
Localisation	COURTOMER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	HT	40 %	64 000,00 €	

Dossier	EX024707 - COR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - ISLES-LES-VILLENOY (77)			
Bénéficiaire	R439 - COMMUNE D'ISLES LES VILLENOY			
Localisation	ISLES-LES-VILLENOY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX024904 - COR - REFECTION DE LA ROUTE DE COURTOMER AVEC CREATION DE GARES DE CROISEMENT - COMMUNE DE BERNAY-VILBERT (77)			
Bénéficiaire	R262 - COMMUNE DE BERNAY VILBERT			
Localisation	BERNAY-VILBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 800,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 500,00 €	HT	40 %	59 800,00 €	

Dossier	EX025933 - COR - RENOVATION ET MISE AUX NORMES DE LA SALLE DES FETES - COMMUNE DE DHUISY (77)			
Bénéficiaire	R374 - COMMUNE DE DHUISY			
Localisation	DHUISY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 392,70 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 481,75 €	HT	40 %	77 392,70 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	EX028724 - COR - AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT - NANTEUIL-SUR-MARNE (77)			
Bénéficiaire	R826 - COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE			
Localisation	NANTEUIL-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 088,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 721,00 €	HT	40 %	41 088,40 €	

Dossier	EX028737 - CoR - CREATION D'UN ESPACE LUDIQUE SPORTIF ET CONVIVIAL - LE BELLAY EN VEXIN (95)			
Bénéficiaire	R65 - COMMUNE DU BELLAY EN VEXIN			
Localisation	LE BELLAY-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 756,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 390,00 €	HT	40 %	45 756,00 €	

Dossier	EX028954 - COR - AMENAGEMENT DE L'AIRE DE BUS ET DE STATIONNEMENT SCOLAIRE - HONDEVILLIERS (77)			
Bénéficiaire	R436 - COMMUNE D'HONDEVILLIERS			
Localisation	HONDEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 378,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 446,00 €	HT	40 %	17 378,40 €	

Dossier	EX029173 - COR REFECTION DE VOIRIE - BOIGNEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1060 - COMMUNE DE BOIGNEVILLE			
Localisation	BOIGNEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 432,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 080,00 €	HT	40 %	90 432,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	EX029461 - COR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE CULTURELLE ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS - SOISY BOUY (77)			
Bénéficiaire	R928 - COMMUNE DE SOISY BOUY			
Localisation	SOISY-BOUY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX029506 - COR - REMISE AUX NORMES DES FEUX TRICOLORES ET REMPLACEMENT DES LANTERNES PAR DES LED - LEUDEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1145 - COMMUNE DE LEUDEVILLE			
Localisation	LEUDEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 864,26 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 660,65 €	HT	40 %	45 864,26 €	

Dossier	EX029510 - COR - MISE AUX NORMES DE L'ACCUEIL DE LOISIRS - LEUDEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1145 - COMMUNE DE LEUDEVILLE			
Localisation	LEUDEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 535,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 838,50 €	HT	40 %	19 535,40 €	

Dossier	EX029511 - COR - RAVALEMENT DE LA FAÇADE DE LA MAIRIE - LEUDEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1145 - COMMUNE DE LEUDEVILLE			
Localisation	LEUDEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 846,08 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 115,20 €	HT	40 %	2 846,08 €	

Dossier	EX029514 - COR RENOVATION DE LA SALLE DES FETES - LEUDEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1145 - COMMUNE DE LEUDEVILLE			
Localisation	LEUDEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 881,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 704,00 €	HT	40 %	29 881,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	EX029515 - COR - REFECTION DU MARQUAGE DE LA VOIRIE DANS DIFFERENTES RUES - LEUDEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1145 - COMMUNE DE LEUDEVILLE			
Localisation	LEUDEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 149,20 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 373,00 €	HT	40 %	6 149,20 €	

Dossier	EX029622 - COR REHABILITATION DE LA MAIRIE - SAINT LEGER EN YVELINES (78)			
Bénéficiaire	R711 - COMMUNE DE SAINT LEGER EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	105 792,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
264 480,00 €	HT	40 %	105 792,00 €	

Dossier	17014248 - COR - AMENAGEMENT ET MISE AUX NORMES DE LA COUR D'ECOLE - COMMUNE DE DHUISY (77)			
Bénéficiaire	R374 - COMMUNE DE DHUISY			
Localisation	DHUISY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 607,30 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 518,25 €	HT	40 %	70 607,30 €	

Dossier	17015920 - COR - RESTAURATION DES FACADES DE L'ANCIENNE MAIRIE-ECOLE - COMMUNE DE BERNAY-VILBERT (77)			
Bénéficiaire	R262 - COMMUNE DE BERNAY VILBERT			
Localisation	BERNAY-VILBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 537,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 843,75 €	HT	40 %	17 537,50 €	

Dossier	17015923 - COR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - HONDEVILLIERS (77)			
Bénéficiaire	R436 - COMMUNE D'HONDEVILLIERS			
Localisation	HONDEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 386,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 465,00 €	HT	40 %	1 386,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	17015924 - COR - REHABILITATION D'UN LOCAL TECHNIQUE - HONDEVILLIERS (77)			
Bénéficiaire	R436 - COMMUNE D'HONDEVILLIERS			
Localisation	HONDEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 360,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 902,00 €	HT	40 %	2 360,80 €	

Dossier	17015925 - COR REHABILITATION DE LA RUE DU CORDEAU - COURTOMER (77)			
Bénéficiaire	R356 - COMMUNE DE COURTOMER			
Localisation	COURTOMER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 000,00 €	HT	40 %	84 000,00 €	

Dossier	18000026 - COR - RAVALEMENT DE LA FACADE DE LA BOUTIQUE MULTISERVICE - BOIGNEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1060 - COMMUNE DE BOIGNEVILLE			
Localisation	BOIGNEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 464,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 662,00 €	HT	40 %	3 464,80 €	

Dossier	18000029 - COR - REFECTION DU MUR EN PIERRE ADJACENT DE LA MAIRIE - BOIGNEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1060 - COMMUNE DE BOIGNEVILLE			
Localisation	BOIGNEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	858,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 146,00 €	HT	40 %	858,40 €	

Dossier	18000030 - COR - AMENAGEMENT DE LA COUR SITUEE 16 PLACE DE L'EGLISE - BOIGNEVILLE (91)			
Bénéficiaire	R1060 - COMMUNE DE BOIGNEVILLE			
Localisation	BOIGNEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 630,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 075,00 €	HT	40 %	1 630,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-038	Budget	2018

Dossier	18000106 - COR - REQUALIFICATION DE DEUX RUES : RUE DE PASSY ET RUE ALEXANDRE MORLOT - NANTEUIL-SUR-MARNE (77)			
Bénéficiaire	R826 - COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE			
Localisation	NANTEUIL-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	106 911,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
267 279,00 €	HT	40 %	106 911,60 €	

Dossier	18000549 - COR CRÉATION D'UNE SALLE INTERGÉNÉRATIONNELLE - SAINT LEGER EN YVELINES (78)			
Bénéficiaire	R711 - COMMUNE DE SAINT LEGER EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 208,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 520,00 €	HT	40 %	42 208,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)	1 232 880,44 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153002 - 15300202	1 580 922,71 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-043

DU 24 JANVIER 2018

PARCS NATURELS RÉGIONAUX PNR - CONTRATS DE PARCS - FRAIS DE STRUCTURE - CONVENTION TYPE - PNR DU GÂTINAIS ET DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE - SUBVENTIONS RÉAFFECTATION MISE EN ŒUVRE DU PACTE RURAL - AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL ET AIDE À LA REVITALISATION COMMERCIALE DES COMMUNES ET EPCI EN MILIEU RURAL : PREMIÈRE AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement, notamment ses articles L 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants;

VU le Code de l'urbanisme

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2011-816 du 6 juillet 2011 portant prorogation de deux années du classement du Parc naturel régional Oise-Pays de France

VU décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux,

VU le décret n°2011-1430 du 3 novembre 2011 portant classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU la délibération n° CP13-356 du 30 mai 2013 notamment affectant des crédits aux parcs naturels régionaux de la Haute Vallée De Chevreuse, du Vexin français, du Gâtinais français et Oise-Pays De France – 1er volet 2013,

VU la délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative au Contrat de plan Etat/Région 2015-2020 (signé le 9 juillet 2015) ;

VU la délibération CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial de Contrat de plan Etat/Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

VU La délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural, et approuvant l'avenant n°2 à la convention avec l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015

VU La délibération CR 2017-184 du 23 novembre 2017 adoptant les orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018 – 2020)

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2018-043 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les Contrats de Parcs Naturels Régionaux relatifs à la mise en œuvre des Chartes constitutives des Parcs sur la période 2018-2020, en annexes à la présente délibération et habilite la présidente à les signer :

- Contrat de Parc du Gâtinais français avec l'État et le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français.

- Contrat de Parc de la Haute Vallée de Chevreuse avec l'État et le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

- Contrat de Parc du Vexin français avec l'État et le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français.

Les montants inscrits dans ces contrats au titre des frais de structure s'entendent comme des plafonds, compte tenu de l'effort global d'économie de 10 % attendu des Parcs sur la période 2018-2020 pour contribuer à la maîtrise des dépenses publiques.

Article 2 :

Décide d'attribuer un montant maximum prévisionnel de 3 806 547 € aux Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des Parcs naturels régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Vexin français, du Gâtinais français et de Oise-Pays de France, au titre des frais de structure 2018,

détaillés dans les fiches projets ci-jointes en annexe 2.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 806 547 €, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme PR76-002 (476002) « Parcs Naturels Régionaux » Action 476002066 « Soutien au fonctionnement des PNR » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 «Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité » et action 623 «Parcs naturels régionaux ».

Article 3 :

Approuve la convention type relative aux frais de structure jointe en annexe 4.

Subordonne l'attribution de la subvention pour le Parc naturel régional Oise-Pays de France, au titre des frais de structure 2018, à la conclusion de la convention conforme à cette convention-type et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 :

Décide de participer au financement de l'opération détaillée en annexe 2, en faveur du Parc naturel régional du Gâtinais français, au titre de 2018.

Affecte au Parc naturel régional du Gâtinais français une autorisation d'engagement d'un montant total de 2 979,43 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 76 « patrimoine naturel » programme PR76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux » Action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR » du budget 2018.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 «Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité » et action 623 «Parcs naturels régionaux ».

Article 5 :

Décide de participer au financement de l'opération détaillée en annexe 2, en faveur du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, au titre de 2018.

Affecte au Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse une autorisation de programme d'un montant total de 10 500 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel » programme PR76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux » Action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement » du budget 2018.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 62 « Accompagner les territoires périurbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, au financement des projets tels que détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, et concernant les entreprises suivantes :

	Entreprises/N° fiche projet	Nature du projet, *(détail des investissements)*	Localisation	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Montant de subvention en euros
Attribution aux entreprises	Restaurant Yannick Barbier dossier n° EX029823	Création du commerce et aménagement	Bures-sur-Yvette	9 708 habitants Communauté d'agglomération Paris - Saclay	50 800 €
	Fromagerie "Aux Multi Délices" Dossier n° EX030396	Aménagement du commerce	Bures-sur-Yvette	9 708 habitants Communauté d'agglomération Paris - Saclay	50 800 €
Total					101 600 €

Affecte une autorisation de programme d'un montant total 101 600 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 7 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement du projet tel que détaillé dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, et concernant la commune suivante :

	Communes/N° fiche projet	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Nature du projet *(détail des actions)*	Montant de subvention en euros
Attribution aux collectivités	Commune de Choisel Dossier N° EX026194	539 habitants Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse	acquisition immobilière dans le but de créer un restaurant et un commerce multi-services	150 000 €
Total				150 000 €

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 150 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 8 :

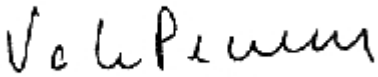
Subordonne le versement des subventions attribuées aux articles 7 et 8 à la signature de conventions, conformes aux conventions types adoptées par délibération n° CP 16-468 de la du 21 septembre 2016 et modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars

2017.

Article 9 :

Autorise, par dérogation aux principes énoncés aux articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 4, 5 et 6 de la présente délibération, ci-dessus, à compter des dates inscrites dans les fiches projets correspondantes ci-jointes, et au regard des motifs qui y sont exposés.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : État récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-043	Budget	2018

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300108 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	EX026194 - COMMUNE DE CHOISEL - ACQUISITION IMMOBILIÈRE DANS LE BUT DE CRÉER UN RESTAURANT ET UN COMMERCE MULTI-SERVICES			
Bénéficiaire	R549 - COMMUNE DE CHOISEL			
Localisation	CHOISEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
303 830,00 €	HT	49,37 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	150 000,00 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Dossier	EX029823 - RESTAURANT YANNICK BARBIER - CRÉATION DU COMMERCE ET AMÉNAGEMENT			
Bénéficiaire	EXP03860 - BARBIER YANNICK			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
211 997,37 €	HT	23,96 %	50 800,00 €	

Dossier	EX030396 - FROMAGERIE "AUX MULTI DÉLICES" - AMÉNAGEMENT DU COMMERCE			
Bénéficiaire	EXM02513 - SARL AUX MULTI DELICES 3			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 800,00 €	HT	29,74 %	50 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	101 600,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300108	251 600,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-043	Budget	2018

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002046 - Soutien aux programmes d'investissement**

Dispositif : N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement

Dossier	13006586 - OPERATION N° 777 : AIDES « AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC" - 2013- REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	10 500,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 500,00 €	HT	60 %	10 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement	10 500,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 476002 - 476002046	10 500,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002056 - Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR**

Dispositif : N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Dossier	13006452 - OPERATION N°2013-P6 : PRESERVATION DE LA QUALITE ET DE LA DIVERSITE DES PAYSAGES-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R20624 - SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	2 979,43 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 965,72 €	HT	60 %	2 979,43 €	

Total sur le dispositif N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	2 979,43 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476002 - 476002056	2 979,43 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-043	Budget	2018

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002066 - Soutien au fonctionnement des PNR**

Dispositif : N° 00000611 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR

Dossier	17015880 - FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DU VEXIN FRANCAIS			
Bénéficiaire	R12510 - SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 367 511,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 367 511,00 €	TTC	100 %	1 367 511,00 €	

Dossier	17015888 - FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 122 141,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 122 141,00 €	TTC	100 %	1 122 141,00 €	

Dossier	17015889 - FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DU GÂTINAIS FRANCAIS			
Bénéficiaire	R20624 - SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 057 739,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 057 739,00 €	TTC	100 %	1 057 739,00 €	

Dossier	17015890 - FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR OISE-PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	259 156,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
259 156,00 €	TTC	100 %	259 156,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000611 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	3 806 547,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-043	Budget	2018

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476002 - 476002066	3 806 547,00 €

Annexe 2 à la délibération : Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13006586

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : OPERATION N° 777 : AIDES « AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC" - 2013- REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	17 500,00 €	60,00 %	10 500,00 €
	Montant Total de la subvention		10 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur technique matérielle, cette opération a été soldée en 2016 alors qu'il restait des versements à effectuer. Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
1- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 5

Description :
Cette opération correspond aux aides du chapitre 2 "Aménagement et gestion de l'espace public" du guide des aides (aides 2-1 à 2-8).

Elle a pour objectif d'inciter à aménager l'espace public de façon moins minérale en favorisant la biodiversité locale et en intégrant le paysage grâce à des matériaux sobres, des aménagements qualitatifs et une gestion différenciée des espaces.
Cette opération comprend notamment :
- le conseil paysager approfondi,
- les études de mise en valeur paysagère des espaces publics,
- les travaux de mise en valeur paysagère des espaces publics,
- les travaux de traitement des points noirs paysagers existants,
- les travaux d'enfouissement des réseaux,
- la création d'abribus,
- l'acquisition de borne-fontaine,
- l'acquisition de barrière de chemin.

Coût prévisionnel de l'opération : 87.500 € HT.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : non.

Public(s) cible(s) :
Communes

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 777 : AIDES « AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC" - 2013	87 500,00	100,00%
Total	87 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile De France	52 500,00	60,00%
CG78	29 513,75	33,73%
CG91	5 486,25	6,27%
Total	87 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
aménagement et gestion de l'espace publique	17 500,00	100,00%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 500,00	60,00%
Subvention Département 78 (attribuée)	5 902,75	33,73%
Subvention Département 91 (attribuée)	1 097,25	6,27%
Total	17 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €

2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	31 500,00 €
2014	21 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13006452

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : OPERATION N°2013-P6 : PRESERVATION DE LA QUALITE ET DE LA DIVERSITE DES PAYSAGES-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	4 965,72 €	60,00 %	2 979,43 €
		Montant Total de la subvention	2 979,43 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

N° SIRET : 25910256400046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur technique matérielle, cette opération a été soldée en 2016 alors qu'il restait des versements à effectuer. Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
L'objectif du Parc est triple :
- Promouvoir la valeur culturelle des paysages
- Préserver leur authenticité et leur diversité

- Permettre leur évolution, dans l'esprit des lieux.

Pour cela, le Parc souhaite conforter et développer la culture des paysages du Gâtinais français, pour la transmettre et la partager d'une part, préserver et valoriser les lieux emblématiques, les paysages structurants et remarquables d'autre part, et enfin s'inspirer du "génie du lieu" pour intervenir sur les paysages.

Description :
Le Parc développe six actions dans ce cadre :
- action 1 : Chartes paysagères
- action 2 : Observatoire
- action 3 : Intégration des infrastructures
- action 4 : Élaboration d'une stratégie pour la préservation des paysages
- action 5 : Mise en œuvre d'un programme d'actions issu des chartes paysagères, adapté aux enjeux du territoire, dans le respect de l'esprit des lieux
- action 6 : Aide à la mise en place d'un affichage de qualité.

Moyens mis en œuvre :
- Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : Collectivités, particuliers via le programme de sensibilisation à la lecture des paysages
Co-financements sollicités en sus du Contrat de Parc : aucun

- Suivi et évaluation :
Indicateurs retenus : % d'intégration des recommandations paysagères proposées dans les nouveaux porter à connaissance du Parc ; nombre de chartes paysagères réalisées ; % de communes ayant créé leur observatoire communal ; % de communes ayant intégré dans leurs documents d'urbanisme les points de leur observatoire ; nombre d'observatoires réalisés ; nombre de manifestations de sensibilisation réalisées.
Valeur cible de l’indicateur : 40% de recommandations générales intégrées ; 40% de recommandations paysagères intégrées ; 20% de recommandations spécifiques intégrées ; 80% de communes ayant intégré dans leurs documents d'urbanisme approuvé ces recommandations ; 2 extensions de Chartes paysagères et un atlas pluricommunal réalisés ; 20% de communes ayant créé leur observatoire communal ; 60% de communes ayant intégré dans leur document d'urbanisme les points de leur observatoire ; 68 observatoires réalisés ; 3 manifestations de sensibilisation.

Public(s) cible(s) :
Collectivités, particuliers, grand public

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préservation de la qualité et de la diversité des paysages	68 100,00	100,00%
Total	68 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional	40 860,00	60,00%
Subvention CG 77	13 620,00	20,00%
SUBVENTION CG 91	13 620,00	20,00%
Total	68 100,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préservation de la qualité et de la diversité des paysages	4 965,72	100,00%
Total	4 965,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	2 979,43	60,00%
Subvention Département 77 (attribuée)	993,15	20,00%
Subvention Département 91 (sollicitée)	993,14	20,00%
Total	4 965,72	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 979,43 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 961,37 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	487 038,63 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 748,61 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	244 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	356 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	107 452,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 912,56 €

	spécifique	
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 250,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	491 250,00 €
2017	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	60 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	263 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	522 133,00 €
	Montant total	6 115 509,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015880

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DU VEXIN FRANCAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 367 511,00 €	100,00 %	1 367 511,00 €
	Montant Total de la subvention		1 367 511,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

N° SIRET : 25950246600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR
Rapport Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Objet du projet : affectation de l'ensemble des frais de structure de l'année 2018.

Objectifs :
La mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, approuvé par l'Assemblée régionale le 19 juin 2015 (CR 58-15), fixe le soutien financier de la Région aux quatre Parcs Naturels Régionaux (Gâtinais français, Haute-Vallée de Chevreuse, Vexin français et Oise Pays de France), ainsi que le cadre d'élaboration des futurs contrats de Parcs.
Compte-tenu de la négociation en cours des prochains Contrats de Parcs et afin d'assurer le fonctionnement du PNR, la Région renouvelle son soutien aux frais de structure des PNR pour 2018.

Description :

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Vexin français pour l'année 2018.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Intérêt régional :
Les PNR sont les lieux privilégiés de l'expérimentation, de l'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien (en matière d'aménagement durable du territoire, de préservation et de valorisation des richesses environnementales et patrimoniales, et de développement économique durable et responsable).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Fonctionnement des PNR

Localisation géographique :
- DROCOURT
- FOLLAINVILLE-DENNEMONT
- GOMMECOURT
- BRUEIL-EN-VEXIN
- JAMBVILLE
- JUZIERS
- MEZY-SUR-SEINE
- OINVILLE-SUR-MONTCIENT
- TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
- VAUX-SUR-SEINE
- EVECQUEMONT
- FONTENAY-SAINT-PERE
- GAILLON-SUR-MONTCIENT
- GARGENVILLE
- GUERNES
- GUITRANCOURT
- LAINVILLE-EN-VEXIN
- MONTALET-LE-BOIS
- SAILLY
- SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
- BOISSY-L'AILLERIE
- BREANCON
- BRIGNANCOURT
- CHARS
- CORMEILLES-EN-VEXIN
- FREMECOURT
- GRISY-LES-PLATRES

- HARAVILLIERS
- LE HEAULME
- MARINES
- MONTGEROULT
- NEUILLY-EN-VEXIN
- SANTEUIL
- THEUVILLE
- ARRONVILLE
- BERVILLE
- ENNERY
- EPIAIS-RHUS
- GENICOURT
- HEDOUVILLE
- HEROUVILLE
- LABBEVILLE
- LIVILLIERS
- MENOUVILLE
- NESLES-LA-VALLEE
- VALLANGOUJARD
- LE BELLAY-EN-VEXIN
- CLERY-EN-VEXIN
- COMMENY
- GOUZANGREZ
- GUIRY-EN-VEXIN
- MOUSSY
- NUCOURT
- LE PERCHAY
- CHAMPAGNE-SUR-OISE
- PARMAIN
- AUVERS-SUR-OISE
- BUTRY-SUR-OISE
- VALMONDOIS
- ABLEIGES
- AVERNES
- CONDECOURT
- COURCELLES-SUR-VIOSNE
- FREMAINVILLE
- GADANCOURT
- LONGUESSE
- SAGY
- SERAINCOURT
- THEMERICOURT
- US
- VIGNY
- AMENUCOURT
- CHAUSSY
- CHERENCE
- HAUTE-ISLE
- LA ROCHE-GUYON

- VETHEUIL
- VIENNE-EN-ARTHIES
- VILLERS-EN-ARTHIES
- AINCOURT
- AMBLEVILLE
- ARTHIES
- BANTHELU
- BRAY-ET-LU
- BUHY
- LA CHAPELLE-EN-VEXIN
- CHARMONT
- FROUVILLE
- GENAINVILLE
- HODENT
- MAGNY-EN-VEXIN
- MAUDETOUR-EN-VEXIN
- MONTREUIL-SUR-EPTE
- OMERVILLE
- RONQUEROLLES
- SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
- SAINT-CYR-EN-ARTHIES
- SAINT-GERVAIS
- WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 367 511,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	563 700,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	279 000,00 €
2014	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	12 660,11 €

2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	70 000,00 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	17 961,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	588 000,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	27 188,18 €
2016	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	45 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	193 540,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	240 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	30 166,53 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	369 120,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	723 140,20 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	18 274,91 €
	Montant total	6 159 678,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015888

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 122 141,00 €	100,00 %	1 122 141,00 €
	Montant Total de la subvention		1 122 141,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant :

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR
Rapport Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Objet du projet : affecter l'ensemble des frais de structure 2018.

Objectifs :
La mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, approuvé par l'Assemblée régionale le 19 juin 2015 (CR 58-15), fixe le soutien financier de la Région aux quatre Parcs Naturels Régionaux (Gâtinais français, Haute-Vallée de Chevreuse, Vexin français et Oise Pays de France), ainsi que le cadre d'élaboration des futurs contrats de Parcs.
Compte-tenu de la négociation en cours des prochains Contrats de Parcs et afin d'assurer le fonctionnement du PNR, la Région renouvelle son soutien aux frais de structure des PNR pour 2018.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR de la Haute

Vallée de Chevreuse pour l'année 2018.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Intérêt régional :
Lieux privilégiés de l'expérimentation, de l'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien (en matière d'aménagement durable du territoire, de préservation et de valorisation des richesses environnementales et patrimoniales, et de développement économique durable et responsable)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Fonctionnement du PNR

Localisation géographique :
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
- HERMERAY
- POIGNY-LA-FORET
- RAIZEUX
- RAMBOUILLET
- SONCHAMP
- VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
- JOUARS-PONTCHARTRAIN
- AUFFARGIS
- LES BREVIAIRES
- LES ESSARTS-LE-ROI
- LE PERRAY-EN-YVELINES
- SAINT-LEGER-EN-YVELINES
- BAZOCHES-SUR-GUYONNE
- BONNELLES
- BULLION
- LA CELLE-LES-BORDES
- CERNAY-LA-VILLE
- CHATEAUFORT
- CHEVREUSE
- CHOISEL
- DAMPIERRE-EN-YVELINES
- GALLUIS
- GAMBAIS
- GAMBAISEUIL
- GROSROUVRE
- LEVIS-SAINT-NOM
- LONGVILLIERS
- MAREIL-LE-GUYON

- MERE
- LE MESNIL-SAINT-DENIS
- LES MESNULS
- MILON-LA-CHAPELLE
- MONTFORT-L'AMAURY
- LA QUEUE-LES-YVELINES
- ROCHEFORT-EN-YVELINES
- SAINT-FORGET
- SAINT-LAMBERT
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
- SAINT-REMY-L'HONORE
- SENLISSE
- LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
- BOULLAY-LES-TROUX
- COURSON-MONTELOUP
- FONTENAY-LES-BRIIS
- FORGES-LES-BAINS
- GOMETZ-LA-VILLE
- JANVRY
- SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 122 141,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €

2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015889

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR DU GÂTINAIS FRANCAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 057 739,00 €	100,00 %	1 057 739,00 €
	Montant Total de la subvention		1 057 739,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

N° SIRET : 25910256400046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR
Rapport Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Objet du projet : l'affectation de l'ensemble des frais de struture 2018.

Objectifs :
La mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, approuvé par l'Assemblée régionale le 19 juin 2015 (CR 58-15), fixe le soutien financier de la Région aux quatre Parcs Naturels Régionaux (Gâtinais français, Haute-Vallée de Chevreuse, Vexin français et Oise Pays de France), ainsi que le cadre d'élaboration des futurs contrats de Parcs.
Compte-tenu de la négociation en cours des prochains Contrats de Parcs et afin d'assurer le fonctionnement du PNR, la Région renouvelle son soutien aux frais de structure des PNR pour 2018.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Gatinais français pour l'année 2018.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat

mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Intérêt régional :
Territoire d'intérêt métropolitain, les PNR sont les lieux privilégiés de l'expérimentation, de l'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien (en matière d'aménagement durable du territoire, de préservation et de valorisation des richesses environnementales et patrimoniales, et de développement économique durable et responsable).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Fonctionnement du PNR

Localisation géographique :
- GIRONVILLE
- PRINGY
- SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
- ARBONNE-LA-FORET
- BARBIZON
- CELY
- CHAILLY-EN-BIERE
- FLEURY-EN-BIERE
- PERTHES
- SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
- SAINT-MARTIN-EN-BIERE
- SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
- VILLIERS-EN-BIERE
- ACHERES-LA-FORET
- AMPONVILLE
- BOISSY-AUX-CAILLES
- BOULANCOURT
- BURCY
- BUTHIERS
- LA CHAPELLE-LA-REINE
- CHATENOY
- CHEVRAINVILLIERS
- FROMONT
- GARENTREVILLE
- GUERCHEVILLE
- LARCHANT
- NANTEAU-SUR-ESSONNE
- ORMESSON
- RECLOSES
- RUMONT

- TOUSSON
- URY
- LE VAUDOUE
- VILLIERS-SOUS-GREZ
- COURANCES
- DANNEMOIS
- MILLY-LA-FORET
- MOIGNY-SUR-ECOLE
- ONCY-SUR-ECOLE
- SOISY-SUR-ECOLE
- BAULNE
- CERNY
- CHAMPCUEIL
- CHEVANNES
- LA FERTE-ALAIS
- AUVERS-SAINT-GEORGES
- BOISSY-LE-CUTTE
- BOURAY-SUR-JUINE
- CHAMARANDE
- JANVILLE-SUR-JUINE
- VILLENEUVE-SUR-AUVERS
- BOUVILLE
- LA FORET-SAINTE-CROIX
- PUISELET-LE-MARAIS
- VALPUISEAUX
- BOIGNEVILLE
- BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
- BROUY
- BUNO-BONNEVAUX
- CHAMPMOTTEUX
- COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
- D'HUISON-LONGUEVILLE
- GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
- MAISSE
- MONDEVILLE
- ORVEAU
- PRUNAY-SUR-ESSONNE
- VAYRES-SUR-ESSONNE
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 057 739,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 961,37 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	487 038,63 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 748,61 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	244 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	356 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	107 452,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 912,56 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	231 250,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	491 250,00 €
2017	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	60 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	263 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	522 133,00 €
	Montant total	6 115 509,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015890

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FRAIS DE STRUCTURE 2018 DU PNR OISE-PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	259 156,00 €	100,00 %	259 156,00 €
	Montant Total de la subvention		259 156,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR
Rapport Cadre : CR09-15 du 18/02/2015

Objet du projet : l'affectation des l'ensemble des frais de structure de l'année 2018

Objectifs :
La mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, approuvé par l'Assemblée régionale le 19 juin 2015 (CR 58-15), fixe le soutien financier de la Région aux quatre Parcs Naturels Régionaux (Gâtinais français, Haute-Vallée de Chevreuse, Vexin français et Oise Pays de France), ainsi que le cadre d'élaboration des futurs contrats de Parcs.
Compte-tenu de la négociation en cours des prochains Contrats de Parcs et afin d'assurer le fonctionnement du PNR, la Région renouvelle son soutien aux frais de structure des PNR pour 2018.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR Oise Pays de France pour l'année 2018.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat

mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Intérêt régional :
Territoires d'intérêt métropolitain, les PNR sont les lieux privilégiés de l'expérimentation, de l'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien (en matière d'aménagement durable du territoire, de préservation et de valorisation des richesses environnementales et patrimoniales, et de développement économique durable et responsable).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Fonctionnement des PNR

Localisation géographique :
- BELLEFONTAINE
- CHATENAY-EN-FRANCE
- CHAUMONTEL
- EPINAY-CHAMPLATREUX
- JAGNY-SOUS-BOIS
- LASSY
- LUZARCHES
- MAREIL-EN-FRANCE
- VILLIERS-LE-SEC
- ASNIERES-SUR-OISE
- SEUGY
- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	259 156,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	150 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	62 732,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	104 937,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	113 193,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	54 778,00 €
	Montant total	1 593 578,12 €

DOSSIER N° EX029823 - RESTAURANT YANNICK BARBIER - CRÉATION DU COMMERCE ET AMÉNAGEMENT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	211 997,37 € HT	23,96 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BARBIER YANNICK
Adresse administrative	:	8 RUE PAUL NAUDE 91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
Statut Juridique	:	
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'aménagement pour l'ouverture d'un restaurant gastronomique.

Dates prévisionnelles : 8 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence due au fait que ce projet s'insère dans un programme de travaux d'une résidence comprenant logements et commerces en centre-ville.

Description :
Création d'un commerce de restaurant, traiteur, épicerie fine, vente à emporter.
Les travaux d'aménagement et l'équipement du commerce concernent:
- maçonnerie
- plomberie
- électricité
- équipement mobilier, matériels
- signalétique
- sécurité incendie.

Prestation d'étude et de conseil par la CCI de l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose comme suit:
- Coût des travaux 211 997,37€ HT X 30% = 63 599,21 €. Montant plafond: 50 000 €.
- Montant forfaitaire de la prestation d'ingénierie = 800 €

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,38%
Achats de matériels, équipements et travaux	211 197,37	99,62%
Total	211 997,37	100,00%

DOSSIER N° EX026194 - COMMUNE DE CHOISEL - ACQUISITION IMMOBILIÈRE DANS LE BUT DE CRÉER UN RESTAURANT ET UN COMMERCE MULTI-SERVICES

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	303 830,00 € HT	49,37 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHOISEL
Adresse administrative : MAIRIE
78460 CHOISEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain SEIGNEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un bâtiment au centre du village afin d'y créer un restaurant et un commerce multi-services.

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Acquisition d'un bâtiment (ancienne auberge) situé en centre-bourg et destiné à être aménagé en restaurant et commerce multi-services.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHOISEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition immobilière	303 830,00	100,00%
Total	303 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	49,37%
Quote part	153 830,00	50,63%
Total	303 830,00	100,00%

DOSSIER N° EX030396 - FROMAGERIE "AUX MULTI DÉLICES" - AMÉNAGEMENT DU COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	170 800,00 € HT	29,74 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL AUX MULTI DELICES 3
Adresse administrative : 1 RUE DE LA LINGERIE
91430 IGNY
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur CYRILLE VANDENABEELE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement d'un commerce de fromagerie.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au démarrage de l'activité souhaitée le plus tôt possible par le demandeur et la mairie.

Description :
1/ Travaux d'aménagement complet du commerce:
- équipement (dont équipement frigorifique)
- mobilier
- aménagement du local, vitrines et stores

2/ Prestation d'étude et de conseil de la part de la CCI

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose comme suit:
- Coût des travaux 170 000 € HT X 30% = 51 000 € (plafond = 50 000 €)
- Montant forfaitaire de la prestation d'ingénierie = 800 €

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,47%
Achats de matériels, équipements et travaux	170 000,00	99,53%
Total	170 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Equipement Région (sollicitée)	50 000,00	29,27%
Subvention Etude Région (sollicitée)	800,00	0,47%
Quote part	120 000,00	70,26%
Total	170 800,00	100,00%

Annexe 3 à la délibération : Contrats de Parcs

CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANÇAIS 2018-2020

ENTRE

L'État représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine –Normandie **M. Michel CADOT**,

La Région d'Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, **Mme Valérie PÉCRESSE**, autorisée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France en date du 24 janvier 2018,

d'une part,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du **Gâtinais français, représenté** par son Président, **M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT**, dénommé « Le Parc », autorisé par délibération du Comité syndical du xx xx 2018

d'autre part,

Il est convenu par le présent contrat ce qui suit :

ARTICLE PREMIER – OBJET ET DUREE DU CONTRAT

L'Etat, la Région Ile-de-France et le Parc s'engagent à poursuivre conjointement leurs efforts pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français.
Le présent contrat a pour objet, d'une part, de fixer les engagements et les modalités de travail et de concertation entre les signataires du présent contrat et, d'autre part, les engagements financiers et les modalités d'intervention de l'État et de la Région en faveur du Parc pour la période 2018-2020. La répartition financière définie pour cette période est annexée au présent contrat. Un programme d'opérations est prévu chaque année.

ARTICLE 2 – COMITE DE PILOTAGE DU CONTRAT DE PARC

Un comité de pilotage du Contrat de Parc, dont le secrétariat est assuré par la Région, est institué. Il est composé du Vice-président de la Région en charge du développement économique, de l'agriculture et de la ruralité, de l'État et du Président du Parc naturel régional ou son représentant, et, à leur demande, les Départements concernés.
Il se réunira au minimum deux fois par an, pour faire le bilan qualitatif et quantitatif de l'état d'avancement du Contrat de Parc, le bilan des actions engagées par le Parc, l'étude des perspectives pour de nouvelles opérations à intégrer au Contrat de Parc et pour analyser, notamment au travers d'indicateurs, les volets d'actions du programme annuel proposés par le Parc.
Le Parc transmet aux membres du comité de pilotage les éléments précisés en annexe 2 (modalités de demande de subvention et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat) a minima 1 mois avant chaque réunion.

ARTICLE 3 – 0BJECTIFS DU CONTRAT DE PARC DU PNR DU GÂTINAIS FRANÇAIS

L'aménagement et la gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français, dont le territoire couvre une superficie de 75 640 hectares, intéressent l'État, la Région Ile-de-France, les Départements de l'Essonne et de Seine-et-Marne, les intercommunalités et soixante-neuf communes. Conformément aux dispositions de la Charte révisée en 2011, le Parc a pour objectif de sauvegarder au bénéfice de tous, un secteur rural de grande qualité au sud de l'Ile-de-France

Les objectifs définis par la Charte du Parc

La Charte du PNR fixe les axes stratégiques du projet de territoire :
Axe 1 : agir pour la préservation durable des richesses du territoire
Connaître et gérer la biodiversité en réseau
Préserver la qualité des ressources en eau
Améliorer la qualité de vie, les déplacements et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre
Préserver et valoriser les ressources naturelles

Axe 2 : mettre la solidarité et l'environnement au cœur de notre développement
Promouvoir la valeur culturelle des paysages et maîtriser leur évolution
Agir en faveur d'un urbanisme garant des équilibres environnementaux et humains
Accueillir et accompagner les entreprises dans une démarche de développement durable
Organiser et développer une offre de tourisme durable.

Axe 3 : Mobiliser pour un projet de territoire partagé et innovant
Faire connaître et transmettre une vision partagée du territoire
Sensibiliser et éduquer au territoire, au développement durable et solidaire
Innover et coopérer avec d'autres territoires d'expérience et de projet.

Les objectifs et priorités des partenaires

Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles les territoires ruraux franciliens sont confrontés, les partenaires du présent contrat s'engagent à favoriser leur attractivité et entendent valoriser les potentiels en renforçant les offres de services accessibles à leurs habitants. C'est déjà dans cet objectif d'agir en faveur des territoires ruraux que l'État met en œuvre les contrats de ruralité et que la Région met en œuvre le Pacte Rural acté en mars 2016.
Les Parcs Naturels Régionaux présentent ainsi des enjeux particuliers en matière de patrimoine et d'aménagement du territoire et peuvent être confrontés à des enjeux métropolitains. Ils contribuent

ainsi notamment, de manière spécifique, aux objectifs et orientations des diverses planifications franciliennes (SDRIF, SRCE, SRCAE, plans de gestion des déchets, schémas des carrières, plan nitrates, PPA, etc.) ou du bassin (PGRI, SDAGE, etc). Dans la continuité du Pacte Rural et des contrats de ruralité, ces espaces, remarquables en termes d'expérimentations, d'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien, doivent être confortés en tant que source d'expérience pour l'ensemble des espaces ruraux franciliens.
Les partenaires du présent contrat souhaitent ainsi maintenir leur soutien apporté aux PNR, et le recentrer en s'appuyant sur leurs axes d'intervention les plus essentiels, afin de rendre plus visible leur action.
Dans une perspective pluriannuelle pour la période 2018-2020, l'action des Parcs s'organisera autour des priorités suivantes :

- préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,
- soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux,
- maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables,
- développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,
- sensibiliser à l'environnement.

La mise en œuvre de ces priorités s'appuiera sur une déclinaison locale des schémas de bassin, régionaux et départementaux concernés.

ARTICLE 4 – STRUCTURE DU PROGRAMME D'ACTIONS DU CONTRAT DE PARC 2018-2020

Le Contrat de Parc 2018-2020 privilégie les missions d'ingénierie et d'accompagnement des collectivités locales qui sont un atout reconnu des Parcs ainsi que les opérations structurantes et innovantes telles que l'implantation des circuits courts, le développement de filières des biomatériaux, le développement des énergies renouvelables…
Afin de conforter la mise en réseau de l'expertise du Parc à l'échelle régionale, il lui a été demandé d'identifier au sein du programme d'opérations annuel, les actions innovantes, expérimentales et mutualisables susceptibles d'induire des effets démultiplicateurs, dont pourrait bénéficier l'ensemble du territoire francilien. Les PNR seront associés étroitement à la valorisation de ces bonnes pratiques.
Les partenaires du présent contrat souhaitent renforcer leur pilotage des PNR et seront attentifs à l'efficience des actions menées par les Parcs, à l'optimisation des ressources disponibles.
Pour atteindre ces objectifs en tenant compte des enjeux de la Charte, le Parc et les partenaires du présent contrat mettent en œuvre le Contrat de Parc, au travers de deux volets de financements :

- le volet socle du Contrat de Parc : partagé et validé les partenaires Région et État.
- les opérations susceptibles de relever des dispositifs dits « de droit commun », ou appels à projets mis en œuvre par la Région Ile-de-France.

Le volet socle

Il est composé des actions détaillées définies et financées par les partenaires du Parc. Elles font l'objet d'une programmation pluriannuelle plafonnée pour la Région à hauteur de 3 969 900 € sur la durée du Contrat de Parc 2018-2020. La répartition pluriannuelle par axes de la charte est précisée en annexe 1 du présent Contrat de Parc. Cette répartition pourra être revue sur décision du Comité de Pilotage.
Le volet socle sera décliné chaque année par un programme d'opérations partagé et validé par l'ensemble des partenaires du Contrat de Parc. Ces programmes d'opérations donneront lieu à la

signature de conventions financières annuelles entre le PNR et chacun des partenaires du contrat de parc.
Pour chaque opération financée, le Parc établit et transmet aux partenaires du présent contrat un rapport certifiant le service fait, en présentant un état de réalisation des opérations et des crédits consommés ainsi qu'un bilan financier.

Le volet droit commun de la Région

La Région entend poursuivre son soutien aux Parcs en complétant les Contrats de Parc d'un volet dit de droit commun regroupant des actions relevant des territoires des Parcs et susceptibles d'être financées au titre des dispositifs issus des politiques sectorielles de la Région.
Les Parcs, en identifiant les projets territoriaux prioritaires qui contribuent fortement à la réalisation des objectifs définis dans leur Charte, se feront le relais des aides régionales auprès des porteurs de projets.
Dans le respect des engagements financiers pris par la Région pour la mise en œuvre du CPER 2015 - 2020, le montant indicatif relatif au volet de droit commun par Parc pour la Région est de 4 783 332 € sur la période 2018-2020.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU PARC

Mise en œuvre des moyens de gestion et de pilotage

Les partenaires du Contrat de Parc souhaitent instaurer un dispositif qui associe les actions menées aux frais de structure pour un meilleur pilotage et rendu compte de l'activité du Parc. A courte échéance, pour le nouveau contrat, il est proposé de demander aux Parcs d'adosser leurs moyens humains et matériels à leurs propositions de programme d'actions 2018 – 2020

Le conseil régional souhaite développer à terme le principe de la comptabilité analytique et associer aux actions le temps passé, ainsi le Parc se dote de tout outil de gestion de projet permettant une meilleure lecture de l'activité, un suivi des réalisations, la mesure du coût complet des opérations (intégrant le coût salarial).

Les frais de structure

Les frais de structure correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses de fonctionnement régulières ne figurant pas au programme d'actions du présent contrat de parc (entretien courant de la Maison du Parc, communication institutionnelle). »
Le Parc présente annuellement à l'État et à la Région sa demande de participation financière pour ses frais de structure, elle doit être accompagnée de l'organigramme et du budget prévisionnel du syndicat mixte d'aménagement fléché par poste de dépense pour l'année concernée.

Les programmes d'actions annuels

Le Parc s'engage chaque année à proposer un programme d'opérations détaillé aux partenaires du présent contrat. Il fera également connaître les projets qu'il conduit en dehors du programme financé par l'État et la Région, de manière à présenter l'intégralité de son action.
Pour les actions dont il porte la maîtrise d'ouvrage, les dossiers de demandes de prises en considération seront transmis par le Parc aux partenaires du présent contrat et doivent être suffisamment concertés et complets (conformément à l'annexe 2) pour permettre aux financeurs de décider de l'affectation des crédits afférents. Le Parc présentera pour chaque opération un plan de

financement global reprenant les financements sollicités auprès de l'ensemble des partenaires du Parc.
À compter de l'attribution des subventions d'investissement par les partenaires du présent contrat, le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent. Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois. Au-delà les subventions seront réputées caduques et annulées.

Suivi des actions du Contrat de Parc

Le Parc s'engage à faire en sorte que son action soit en cohérence avec les politiques nationales et régionales et à mener une concertation étroite avec ses partenaires signataires pour toute décision de nature budgétaire, évaluative, et statutaire.
Il favorise également l'implication des acteurs du territoire et des communes limitrophes dans les comités techniques et sur le terrain pour des opérations pilotes identifiées avec les partenaires du présent contrat.
Le Parc s'engage à mettre en place auprès de ses partenaires un état d'avancement annuel du Contrat de Parc en présentant chaque année aux partenaires l'état d'avancement des actions programmées et de consommation des crédits octroyés.
Il met à leur disposition un exemplaire des études et/ou des rapports réalisés à l'occasion des actions.

Évaluation des actions du Contrat de Parc

Le Parc met en œuvre une politique d'évaluation du Contrat de Parc au regard des objectifs poursuivis par la Charte à laquelle les partenaires du présent contrat participent. Le Parc met à disposition des partenaires les informations disponibles.
Cette politique s'appuie notamment sur la mise en œuvre d'outils associant les signataires du Contrat de Parc :

- un comité de pilotage du Contrat de Parc (voir article 2) ;
- une évaluation régulière des programmes d'actions au regard des objectifs de la Charte et des indicateurs tels que définis ci-dessous ;
- un suivi de l'activité du Parc et d'une évaluation de sa cohérence avec les objectifs de la Charte ;
- un rapport d'activités annuel relatif à l'état d'avancement du Contrat de Parc.

Mise en œuvre d'indicateurs

Des indicateurs de suivi, de mise en œuvre et d'évaluation des résultats des programmes d'actions annuels sont déterminés et précisés par le Parc au moment de leur programmation et validé par le comité de pilotage. Ils seront accompagnés d'un état de référence, d'objectifs à atteindre sur la période dans le cadre du Contrat de Parc et en cohérence avec la Charte. Au moment de la demande de solde de chaque subvention, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat décrite en annexe 2 (modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat). Ces fiches ont vocation à alimenter le bilan de la mise en œuvre de la Charte et à promouvoir le transfert des actions sur les territoires péri-urbains et ruraux de la région.
Le Parc s'engage à mettre en œuvre quelques d'indicateurs de suivi de son activité qui sera constituée à minima du :

- suivi des effectifs en ETP,
- montant des subventions relatives aux frais de structure,
- montant des subventions relatives au programme d'actions 2018-2020 – volet socle,
- coût complet de chaque action qui devra être détaillé en y rattachant les charges de personnel « opérationnel » et du personnel administratif,
- pour chaque action, du calcul du ratio frais de structure / programme d'actions annuels afin d'apprécier le coût de fonctionnement y afférant,

- de la consommation des subventions affectées au programme d'actions par les partenaires du présent contrat,
- de l'état du compte administratif,
- du suivi de la trésorerie (infra annuelle et plan pluriannuel).

Fonctionnement en réseau des Parcs

Le Parc pratique la concertation et diffuse son expérience. Il veille à la continuité de ses actions auprès des territoires voisins, à développer les partenariats et à mettre à disposition des signataires du présent contrat son savoir-faire concernant les expériences et les démarches innovantes qu'il met en œuvre.
Dans une perspective de mutualisation des compétences, le Parc pourra s'engager à mener une action au titre de l'ensemble des Parcs franciliens.
Il s'engage à participer autant que faire se peut aux différentes manifestations et animations mises en œuvre par les partenaires du présent contrat.
Les projets des Parcs ainsi que leurs savoir-faire susceptibles d'être mutualisés et/ou diffusés pourront faire l'objet d'une présentation spécifique au comité de pilotage prévu à l'article 2.

Promotion et communication

Afin de faciliter la gestion du programme d'opérations annuelles pour le Parc et ses partenaires, il a été demandé aux Parcs de rassembler, l'ensemble de ses actions relevant de la communication institutionnelle au sein d'une unique enveloppe plafonnée à hauteur de 100 000 € par an.
Le Parc s'engage à assurer la promotion de la participation des partenaires du présent contrat au programme annuel des opérations, conformément à l'annexe 3 détaillant les obligations en matière de communication.
Le Parc s'engage, en tant que de besoin pour la mise en œuvre de la Charte, à diffuser sur son territoire les documents édités et transmis par les partenaires du présent contrat.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ETAT SUR LA PERIODE 2018-2020

L'État s'engage, à ce que ses actions sur le territoire du Parc soient en cohérence avec ses engagements et les objectifs inscrits dans la Charte.
Il s'engage également à répondre aux demandes formulées par le Parc de bilans réguliers sur la mise en œuvre de la Charte.
L'État consacre 100 000 € par an aux frais de structure du Parc, pendant la période 2018-2020.
Cette participation peut être amenée à être réévaluée en cours de période, au regard des disponibilités budgétaires, en particulier en cas de création de nouveau(x) Parc(s).
Des crédits complémentaires sont par ailleurs mobilisables sur des opérations en fonction des programmes annuels d'actions, en priorité d'une part en appui aux études et d'autre part, pour le développement de filières et des territoires ruraux au travers des dotations de l'État sur le territoire.
L'État s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE SUR LA PERIODE 2018-2020

La Région Île-de-France s'engage, sur le territoire du Parc, à ce que ses actions soient en cohérence avec les objectifs et engagements de la Charte. Dans ce cadre elle s'engage à informer le Parc des actions qu'elle mène et plus particulièrement sur son territoire.

Financements des actions du volet socle

La participation de la Région s'inscrit dans le cadre de la délibération CR 2017-184 du 24 novembre 2017 - orientation régionales relatives aux nouveaux Contrats de Parcs naturels régionaux 2018-2020.
Les actions du volet socle sont éligibles au financement au titre du budget régional des PNR. Ces participations sont complétées par les subventions de l'État, de l'Union Européenne, et de tous les partenaires publics et privés intéressés.
La Région Île-de-France consacre une contribution maximale de 3 969 900 € durant la période 2018 - 2020, au volet socle du programme d'actions.

Financements des actions du volet droit commun

Les actions du droit commun sont susceptibles d'être éligibles aux dispositifs relevant des politiques sectorielles de la Région.
La Région Ile-de-France prévoit de consacrer une contribution d'un montant indicatif de 4 783 332 € durant la période 2018 - 2020, au volet droit commun du programme d'actions des PNR.

Financements des frais de structure du Parc

Pour les frais de structure, le comité syndical fixe chaque année le montant par habitant des cotisations à la charge des communes du Parc (recensement INSEE y compris arrêtés modificatifs).
La Région Ile-de-France consacre une contribution maximale pour la période 2018-2020 de 3 173 217 € pour les frais de structure du Parc hors la mise à disposition d'un agent. En cas de fin de mise à disposition de l'agent concerné, la Région ne prévoit pas de compensation financière ni de renouvellement de celle-ci.
La Région s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 8- CONDITIONS FINANCIERES DU CONTRAT

Les subventions sont mandatées selon les modalités définies à l'annexe 2 intitulée modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat.
L'éventuel arrêt des financements apportés par un ou plusieurs signataires ne saurait amener les autres partenaires du contrat à prendre automatiquement en charge les compléments de financement nécessaires à la poursuite des actions détaillées menées par le Parc.
Dans le cadre d'une action particulière portée par l'un des partenaires signataire du contrat, les subventions prévues, si les actions partagent le même objectif, pourront s'y ajouter sous réserve qu'elles soient complémentaires et respectent le principe de non-cumul des aides pour une même action.

ARTICLE 9 – AVENANTS AU CONTRAT

toute modification du présent contrat est réalisée par voie d'avenant approuvé par le comité de pilotage, défini à l'article 2 ci-dessus, puis adopté, selon la règle du parallélisme des formes, notamment par l'assemblée délibérante de la Région.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Chacun des partenaires du présent contrat peut prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quatre mois, indiqué

par la décision notifiée à l'ensemble des partenaires par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.
Chacun des partenaires du présent contrat peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par chacun des partenaires du présent contrat à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de **XXXXXX.**

Le présent contrat comporte 3 annexes:

- Annexe 1 : Programme d'actions prévisionnel 2018-2020
- Annexe 2 : Modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat
- Annexe 3 : Obligations du PNR en matière de communication

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à ……..……le……..……

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Ile de France
M. Michel Cadot,

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional
Mme Valérie PÉCRESSE,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion (SMAG) du Parc naturel Régional du Gâtinais français,
Le Président du SMAG du Parc naturel Régional du Gâtinais français **M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT**

ANNEXE 1 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU GÂTINAIS FRANÇAIS
PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2018 – 2020

Les programmes d'opérations annuels préciseront ces montants.
Pour le volet droit commun : le montant d'aides susceptibles d'être sollicitées auprès de la Région par les maîtres d'ouvrage sur les territoires du Parc sous son aval et de nature à respecter les engagements de la Région au titre du CPER 2018-2020.

	Parc naturel régional du Gâtinais français - Contrat de Parc 2018-2020					
	2018		2019		2020	
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
SOCLE						
Axe 1 : Agir pour la préservation durable des richesses du territoire						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires	15 000 €	188 000 €	15 000 €	50 000 €	15 000 €	10 000 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	2 000 €	265 000 €	0 €	250 000 €	2 000 €	270 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	40 000 €	11 000 €	40 000 €	11 000 €	40 000 €	11 000 €
sensibiliser à l'environnement	5 000 €	37 000 €	5 000 €	37 000 €	5 000 €	37 000 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €
Axe 2 : Mettre la solidarité et l'environnement au cœur de notre développement						
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	15 000 €	150 000 €	15 000 €	350 000 €	22 500 €	250 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	10 000 €	75 000 €	10 000 €	75 000 €	10 000 €	75 000 €
sensibiliser à l'environnement	32 000 €	10 000 €	33 000 €	10 000 €	22 000 €	10 000 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	67 000 €	190 000 €	67 000 €	70 000 €	67 000 €	170 000 €
Axe 3 : Mobiliser pour un projet de territoire partagé et innovant						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	125 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €
sensibiliser à l'environnement	70 000 €	0 €	60 000 €	0 €	70 000 €	0 €
Agenda 21						
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	0 €	25 000 €	0 €	25 000 €	0 €	50 000 €
sensibiliser à l'environnement	2 000 €	0 €	2 000 €	0 €	0 €	0 €
sous total Socle	***383 000 €***	***1 001 000 €***	***347 000 €***	***928 000 €***	***353 500 €***	***933 000 €***
DROIT COMMUN						
Axe 1 : Agir pour la préservation durable des richesses du territoire						
développement des éco-mobilités	50 000 €	70 000 €	50 000 €	70 000 €	50 000 €	70 000 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	30 000 €	60 000 €	30 000 €	60 000 €	30 000 €	60 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	45 000 €	60 000 €	45 000 €	60 000 €	45 000 €	60 000 €
sensibilisation à l'environnement	30 000 €	60 000 €	30 000 €	60 000 €	30 000 €	60 000 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	50 000 €	70 000 €	50 000 €	70 000 €	50 000 €	70 000 €
Axe 2 : Mettre la solidarité et l'environnement au cœur de notre développement						
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	50 000 €	60 000 €	50 000 €	60 000 €	50 000 €	60 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	60 000 €	100 000 €	60 000 €	100 000 €	60 000 €	100 000 €
sensibilisation à l'environnement	50 000 €	60 000 €	50 000 €	60 000 €	50 000 €	60 000 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	60 000 €	100 000 €	60 000 €	100 000 €	60 000 €	100 000 €
Axe 3 : Mobiliser pour un projet de territoire partagé et innovant						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	130 000 €	200 000 €	130 000 €	200 000 €	130 000 €	200 000 €
sensibilisation à l'environnement	79 000 €	120 000 €	79 000 €	120 000 €	79 000 €	120 000 €
sous total Droit commun	***634 000 €***	***960 000 €***	***634 000 €***	***960 000 €***	***634 000 €***	***960 000 €***
Total général	**1 017 000 €**	**1 961 000 €**	**981 000 €**	**1 888 000 €**	**987 500 €**	**1 893 000 €**

ANNEXE 2 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU GÂTINAIS FRANÇAIS: MODALITES DE DEMANDE DE SUBVENTION DES PARCS ET DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS PAR LES PARTENAIRES DU PRESENT CONTRAT

Le Parc transmet aux partenaires financiers des fiches initiales par opération en amont de la mise en œuvre prévue. Ces fiches détaillent l'articulation du projet avec la Charte défini dans le diagnostic du territoire (axes, orientations, objectifs, mesures, indicateurs). le contexte territorial, les besoins identifiés auxquelles les actions détaillées répondent, l'objectif quantitatif et/ou qualitatif visé en termes de contenu, l'échéance, le coût et le plan de financement prévisionnels, la cohérence interne avec les autres actions du Parc et externe avec les actions des autres acteurs publics ou privés, le caractère structurant et/ou innovant de l'action ainsi que les ressources humaines internes et externes que le Parc prévoit de solliciter. Le Parc pourra mobiliser son outil de gestion Le Parc pourra mobiliser son outil de gestion pour fournir ces éléments, à défaut il fournira des fiches spécifiques rassemblant les éléments demandés par opération, à défaut il fournira des fiches spécifiques rassemblant les éléments demandés par opération.

Au moment de la demande de solde de chaque opération, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat. Cette fiche présente notamment le bilan (historique, écart ou atteinte des objectifs, freins, moteurs, etc), et les possibilités de valorisation de la mise en œuvre de l'action.

Préalablement au comité de pilotage mentionné à l'article 2, le Parc transmet aux membres du comité un mois avant sa tenue :

- l'état d'avancement des opérations précisant les écarts de réalisation, les conséquences et les propositions de décisions d'ajustement à l'échelle des actions,
- les fiches résultats ainsi qu'un tableau distinguant les crédits engagés de ceux disponibles à partir de la répartition financière pluriannuelle. La Région transmet aux membres du comité de pilotage un relevé de conclusions sur l'état d'avancement des opérations et les décisions retenues après chaque réunion.

A - l'État

Le règlement budgétaire et financier de l'État est précisé par convention annuelle sur appel à subvention. La complétude du dossier de demande de subvention de l'année précédente conditionne l'attribution de la subvention pour l'année suivante.

B - la Région Ile-de-France

1 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet socle

Le dossier de demande de subvention

Afin de pourvoir bénéficier des financements éligibles au Contrat de Parc, le syndicat transmettra à la Région, pour chaque opération dont il assure la maitrise d'ouvrage, un dossier de demande de subvention composé a minima des éléments suivants :

- Demande signée du Président du syndicat précisant la demande, son coût prévisionnel global, le montant de la subvention sollicitée.
- La décision du comité syndical concernant le financement et la désignation du maître d'ouvrage de l'opération.

- Dossier technique :
  - Notice descriptive et exhaustive de l'opération (contexte de l'opération, choix du parti d'aménagement et nature des travaux / études à réaliser)
  - Si l'opération concerne une étude, projet de cahier des clauses techniques particulières
  - Fiche par site présentant la situation exacte du projet
  - Estimation prévisionnelle HT et TTC (présentant les différents postes de dépenses)
  - Plan de financement prévisionnel complet
  - Calendrier prévisionnel des travaux et mise en service
  - Calendrier prévisionnel des demandes de versements
  - Attestation non commencement des travaux/ de l'opération.

La mesure régionale « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » : obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

- Le Parc s'engage à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires sera défini annuellement par la Région.

Le Parc saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet droit commun

Les dossiers de demande de prises en considération devront être conformes aux règlements relatifs à chaque dispositif issu des politiques sectorielles de la Région.

3 -Le versement des Subventions pour le programme annuel du volet socle

- Concernant les frais de structure, la subvention annuelle est mandatée en un versement unique, sur la base de l'affectation votée par la Commission permanente, et après présentation d'un appel de subvention.

- Pour les subventions accordées sur les programmes d'opérations annuels - volet socle :

  - les versements d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués par le Parc, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévue, interviendront sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet appel de fonds sera signé par le Président du Parc qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Le versement du solde sera effectué sur appel de fonds signé par le Président du Parc ou son représentant comptable qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération. Il sera en outre, assorti du compte rendu financier de l'opération, signé du Président ou de son représentant comptable.

  - Pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage du Parc relevant de l'investissement : à compter de l'attribution des subventions le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent.
    Le Parc peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si le syndicat justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

- Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois.

- Le « service fait » permet de constater que la prestation ou livraison réalisée est conforme à la commande. Le contrôle de la réalité de la réalisation des prestations du programme d'action annuel est un acte préalable à tout décaissement de fonds. Afin de permettre le suivi opérationnel des opérations, le maître d'ouvrage transmettra aux services opérationnels de la Région les documents certifiés permettant d'apprécier le niveau de réalisation de l'opération (rapports d'activités, tableaux de reporting, bilans techniques intermédiaires et définitifs, photos, plans de réalisation…). Cette transmission sera réalisée pour la demande de solde de la subvention.

- Au moment de la demande de solde de chaque action, le maître d'ouvrage fait parvenir à chacun des partenaires une fiche résultat présentant notamment l'historique de la mise en œuvre de l'action, l'état des indicateurs identifiés, tout commentaire synthétique facilitant le suivi de l'action par l'ensemble des partenaires ainsi qu'un exemplaire des publications réalisées dans ce cadre et des photographies illustrant l'action.

ANNEXE 3 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU GÂTINAIS FRANÇAIS : OBLIGATION DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action des partenaires du présent contrat, les Parcs naturels régionaux s'engagent à faire apparaître les contributions de chacun dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le Parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype des partenaires du présent contrat est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel des partenaires du présent contrat.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la Charte graphique des partenaires du présent contrat, la maquette des documents et supports concernés devant être transmise à aux partenaires financeurs pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le Parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services des partenaires du présent contrat un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées au présent contrat.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le Parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le Parc s'engage à porter à la connaissance des services des partenaires financeurs de l'opération les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le Parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype des partenaires du présent contrat, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maitrise d'ouvrage des Parcs, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées les partenaires du présent contrat, en lien avec l'objet de la convention.
Le Parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par les partenaires du présent contrat, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité des partenaires du présent contrat, …

Dans ce cadre, le Parc autorise à titre gracieux les partenaires du présent contrat, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale partenaires financeurs de l'opération. Les partenaires du présent contrat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par les partenaires du présent contrat est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services des partenaires du présent contrat :
Les services des partenaires du présent contrat sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : les partenaires du présent contrat devront pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion

- En aval : le Parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Le non-respect des obligations en matière de communication peut justifier le non versement du solde de la subvention.

CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE 2018-2020

ENTRE

L'État représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine –Normandie **M. Michel CADOT**,

La Région d'Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, **Mme Valérie PÉCRESSE**, autorisée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France en date du XX 2018,

d'une part,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse**, représenté** par son Président, M. **Yves VANDEWALLE**, dénommé « Le Parc », autorisé par délibération du Comité syndical du xx xx 2018

d'autre part,

Il est convenu par le présent contrat ce qui suit :

ARTICLE PREMIER – OBJET ET DUREE DU CONTRAT

L'État, la Région Ile-de-France et le Parc s'engagent à poursuivre conjointement leurs efforts pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse.
Le présent contrat a pour objet, d'une part, de fixer les engagements et les modalités de travail et de concertation entre les signataires du présent contrat et, d'autre part, les engagements financiers et les modalités d'intervention de l'État et de la Région en faveur du Parc pour la période 2018-2020. La répartition financière définie pour cette période est annexée au présent contrat. Un programme d'opérations est prévu chaque année.

ARTICLE 2 – COMITE DE PILOTAGE DU CONTRAT DE PARC

Un comité de pilotage du Contrat de Parc, dont le secrétariat est assuré par la Région, est institué. Il est composé du Vice-président de la Région en charge du développement économique, de l'agriculture et de la ruralité, de l'État et du Président du Parc naturel régional ou son représentant, et, à leur demande, les Départements concernés.
Il se réunira au minimum deux fois par an, pour faire le bilan qualitatif et quantitatif de l'état d'avancement du Contrat de Parc, le bilan des actions engagées par le Parc, l'étude des perspectives pour de nouvelles opérations à intégrer au Contrat de Parc et pour analyser, notamment au travers d'indicateurs, les volets d'actions du programme annuel proposés par le Parc.
Le Parc transmet aux membres du comité de pilotage les éléments précisés en annexe 2 (modalités de demande de subvention et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat) a minima 1 mois avant chaque réunion.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DU CONTRAT DE PARC DU PNR DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE

Le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse a été créé en 1985.
L'aménagement et la gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, dont le territoire couvre une superficie de 63 321 hectares, intéressent l'État, la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines et de l'Essonne et cinquante et une communes (43 sur les Yvelines et 8 sur l'Essonne). Il représente actuellement une population totale de 126 000 habitants.

Les objectifs définis par la Charte du Parc

Le Parc a pour objectif de sauvegarder au bénéfice de tous, un secteur rural de grande qualité au sud-ouest de l'Ile-de-France, de préserver, de mettre en valeur et de faire connaître un patrimoine naturel, culturel et historique exceptionnel, de favoriser un développement économique respectueux de l'environnement, de contribuer à l'aménagement de ce territoire et de réaliser des actions expérimentales et exemplaires dans ces domaines.

La charte du PNR fixe les axes stratégiques du projet de territoire :

AXE 1: Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien.
Objectifs stratégiques :
1 – Améliorer la connaissance et le suivi de la biodiversité
2 – Maintenir le socle naturel et paysager du territoire
3 – Maintenir et développer les trames écologiques et paysagères
4 – Garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et des services écologiques associés
5 – Conserve la biodiversité fragile et/ou remarquable
Le Parc possédant d'une grande richesse floristique et faunistique, l'ambition de la charte est de lutter contre le recul de la biodiversité. Elle souhaite rétablir et renforcer la continuité des trames vertes et bleues.
Le territoire du Parc est un château d'eau avec six têtes de bassins versants; la charte se donne comme objectif de préserver les zones humides (prairies inondables, forêts humides, étangs et mares).
Une autre priorité est de lutter contre le gaspillage d'espaces, le mitage et les ruptures écologiques et paysagères en encadrant la croissance urbaine.

AXE 2 : Un territoire périurbain responsable face au changement climatique

Objectifs stratégiques :

6 – Adopter la démarche «sobriété > efficacité énergétique> énergies renouvelables

7 – Développer des modes durables de déplacement

La prise en compte de l'impact de l'activité humaine sur le changement climatique constitue une évolution majeure de la nouvelle charte par rapport à la précédente.

Le Parc s'est fixé comme objectif de réduire au-delà des objectifs nationaux la consommation énergétique et les émissions polluantes. L'objectif fixé est de réduire jusqu'en 2023 les émissions de CO2 de 50 % par rapport aux émissions de 2013. Le Parc s'est engagé à mettre en place un «Bilan Carbone» à l'échelle du territoire; de réaliser son suivi et sa communication.

La maîtrise de la consommation énergétique et des émissions polluantes passe par la maîtrise des consommations de l'habitat et des déplacements domicile/ travail et par le développement des transports collectifs et des modes de circulation douces.

AXE 3 : Valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale

Objectifs stratégiques :

8 – Préserver l'identité et la diversité des paysages en intégrant la dimension écologique

9 – Connaître, protéger et valoriser les patrimoines culturels

10 – Développer une action culturelle partagée, contemporaine et innovante. Le nouveau périmètre du Parc bénéficie d'un patrimoine culturel, naturel et historique remarquable.

La charte prévoit la réalisation d'un recensement des structures paysagères et des éléments paysagers au travers des «plans paysage et biodiversité» avec l'objectif que ceux-ci soient progressivement intégrés aux PLU des communes.

La mise en valeur du patrimoine du Parc est prévue par l'incitation et le soutient des projets artistiques et culturels et par le développement touristique, associant nature et culture.

AXE 4 : Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole

Objectifs stratégiques :

11 – Favoriser la mixité sociale et la mixité habitats/activités

12 – Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement responsable

13 – Contribuer au développement économique d'une agriculture et d'une sylviculture diversifiée et écologiquement responsable

14 – Conforter le développement d'un tourisme et des loisirs durables adaptés à tous les publics.

Le Parc souhaite un développement démographique modéré de 0.55 %/an. Il favorise la diversification de l'offre de logements par une augmentation de la part des petits logements collectifs et du locatif (social).

La revitalisation des cœurs de village par le développement d'emplois locaux (artisans, commerces et services de proximité) constitue une autre priorité de la charte, tout comme le soutient de l'agriculture par le développement des circuits courts, ventes à la ferme.

Le Parc souhaite encourager le développement d'une économie locale dynamique tout en misant sur une optimisation du nombre et la qualité des zones d'activités économiques (ZAE) pour limiter la consommation des espaces agricoles et naturels.

AXE transversal : Continuer d'être innovant ensemble

Objectifs stratégiques :

A – Contribue à l'appropriation par les habitants, les acteurs et les visiteurs du Parc d'une culture du développement durable

B – Fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet de Parc

C – Démultiplier l'action du Parc, développer et stimuler des relais sur tout territoire

D – Ménager la transversalité, inhérente au développement durable, dans les politiques du territoire et le fonctionnement du Parc

E – Garantir l'exemplarité de développement durable du territoire

F – Transférer et échanger avec d'autres territoires en France ou à l'international sur des expérimentations pertinentes

Le Parc souligne l'importance d'une approche transversale dans la mise en œuvre de la charte, considérant à la fois les volets environnementale, social et économique.

Les objectifs et priorités des partenaires

Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles les territoires ruraux franciliens sont confrontés, les partenaires du présent contrat s'engagent à favoriser leur attractivité et entendent valoriser les potentiels en renforçant les offres de services accessibles à leurs habitants. C'est déjà dans cet objectif d'agir en faveur des territoires ruraux que l'État met en œuvre les contrats de ruralité et que la Région met en œuvre le Pacte Rural acté en mars 2016.

Les Parcs Naturels Régionaux présentent ainsi des enjeux particuliers en matière d'aménagement du territoire et sont confrontés à des enjeux métropolitains. Ils contribuent ainsi notamment, de manière spécifique, aux objectifs et orientations des diverses planifications franciliennes (SDRIF, SRCE, SRCAE, plans de gestion des déchets, schémas des carrières, plan nitrates, PPA, etc.) ou du bassin (PGRI, SDAGE, etc). Dans la continuité du Pacte Rural et des contrats de ruralité, ces espaces, remarquables en termes d'expérimentations, d'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien, doivent être confortés en tant que source d'expérience pour l'ensemble des espaces ruraux franciliens.

Les partenaires du présent contrat souhaitent ainsi maintenir leur soutien apporté aux PNR, et le recentrer en s'appuyant sur leurs axes d'intervention les plus essentiels, afin de rendre plus visible leur action.

Dans une perspective pluriannuelle pour la période 2018-2020, l'action des Parcs s'organisera autour des priorités suivantes :

- préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,
- soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux,
- maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables,
- développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,
- sensibiliser à l'environnement.

La mise en œuvre de ces priorités s'appuiera sur une déclinaison locale des schémas de bassin, régionaux et départementaux concernés.

ARTICLE 4 – STRUCTURE DU PROGRAMME D'ACTIONS DU CONTRAT DE PARC 2018-2020

Le Contrat de Parc 2018-2020 privilégie les missions d'ingénierie et d'accompagnement des collectivités locales qui sont un atout reconnu des Parcs ainsi que les opérations structurantes et innovantes telles que l'implantation des circuits courts, le développement de filières des biomatériaux, le développement des énergies renouvelables…

Afin de conforter la mise en réseau de l'expertise du Parc à l'échelle régionale, il lui a été demandé d'identifier au sein du programme d'opérations annuel, les actions innovantes, expérimentales et mutualisables susceptibles d'induire des effets démultiplicateurs, dont pourrait bénéficier l'ensemble du territoire francilien. Les PNR seront associés étroitement à la valorisation hors PNR de ces bonnes pratiques qu'ils développent.

Les partenaires du présent contrat souhaitent renforcer leur pilotage des Parcs naturels régionaux et seront attentifs à l'efficience des actions menées par les Parcs et à l'optimisation des ressources disponibles.

Pour atteindre ces objectifs en tenant compte des enjeux de la Charte, le Parc et les partenaires du présent contrat mettent en œuvre le Contrat de Parc, au travers de deux volets de financements :

- le volet socle du Contrat de Parc : partagé et validé les partenaires Région et État.
- les opérations susceptibles de relever des dispositifs dits « de droit commun » ou appels à projets mis en œuvre par la Région Ile-de-France.

Le volet socle

Il est composé des actions détaillées définies et financées par les partenaires du Parc. Elles font l'objet d'une programmation pluriannuelle plafonnée pour la Région à hauteur de 3 969 900 € sur la durée du Contrat de Parc 2018-2020, la répartition pluriannuelle par axes de la charte est précisée en annexe 1 du présent Contrat de Parc. Cette répartition pourra être revue sur décision du Comité de Pilotage.

Le volet socle sera décliné chaque année par un programme d'opérations partagé et validé par l'ensemble des partenaires du Contrat de Parc. Ces programmes d'opérations donneront lieu à la signature de conventions financières annuelles entre le PNR et chacun des partenaires du contrat de parc.

Pour chaque opération financée, le Parc établit et transmet aux partenaires du présent contrat un rapport certifiant le service fait, en présentant un état de réalisation des opérations et des crédits consommés ainsi qu'un bilan financier.

Le volet droit commun de la Région

La Région entend poursuivre son soutien aux Parcs en complétant les Contrats de Parc d'un volet dit de droit commun regroupant des actions relevant des territoires des Parcs et susceptibles d'être financées au titre des dispositifs issus des politiques sectorielles de la Région.

Les Parcs, en identifiant les projets territoriaux prioritaires qui contribuent fortement à la réalisation des objectifs définis dans leur Charte, se feront le relais des aides régionales auprès des porteurs de projets.

Dans le respect des engagements financiers pris par la Région pour la mise en œuvre du CPER 2015 - 2020, le montant indicatif relatif au volet de droit commun par Parc pour la Région est de 4 783 332 € sur la période 2018-2020.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU PARC

Mise en œuvre des moyens de gestion et de pilotage

Les partenaires du Contrat de Parc souhaitent instaurer un dispositif qui associe les actions menées aux frais de structure pour un meilleur pilotage et rendu compte de l'activité du Parc. A courte échéance, pour le nouveau contrat, il est proposé de demander aux Parcs d'adosser leurs moyens humains et matériels à leurs propositions de programme d'actions 2018 – 2020

Le conseil régional souhaite développer à terme le principe de la comptabilité analytique et associer aux actions le temps passé, ainsi le Parc se dote de tout outil de gestion de projet permettant une meilleure lecture de l'activité, un suivi des réalisations, la mesure du coût complet des opérations (intégrant le coût salarial).

Les frais de structure

Les frais de structure correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses

de fonctionnement régulières ne figurant pas au programme d'actions du présent contrat de parc (entretien courant de la Maison du Parc, communication institutionnelle). »
Le Parc présente annuellement à l'État et à la Région sa demande de participation financière pour ses frais de structure, elle doit être accompagnée de l'organigramme et du budget prévisionnel du syndicat mixte d'aménagement fléché par poste de dépense pour l'année concernée.

Les programmes d'actions annuels

Le Parc s'engage chaque année à proposer un programme d'opérations détaillé aux partenaires du présent contrat. Il fera également connaître les projets qu'il conduit en dehors du programme financé par l'État et la Région, de manière à présenter l'intégralité de son action.
Pour les actions dont il porte la maîtrise d'ouvrage, les dossiers de demandes de prises en considération seront transmis par le Parc aux partenaires du présent contrat et doivent être suffisamment concertés et complets (conformément à l'annexe 2) pour permettre aux financeurs de décider de l'affectation des crédits afférents. Le Parc présentera pour chaque opération un plan de financement global reprenant les financements sollicités auprès de l'ensemble des partenaires du Parc.
À compter de l'attribution des subventions d'investissement par les partenaires du présent contrat, le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent. Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois. Au-delà les subventions seront réputées caduques et annulées.

Suivi des actions du Contrat de Parc

Le Parc s'engage à faire en sorte que son action soit en cohérence avec les politiques nationales et régionales et s'engage à mener une concertation étroite avec ses partenaires signataires pour toute décision de nature budgétaire, évaluative, et statutaire.
Il favorise également l'implication des acteurs du territoire et des communes limitrophes dans les comités techniques et sur le terrain pour des opérations pilotes identifiées avec les partenaires du présent contrat.
Le Parc s'engage à mettre en place auprès de ses partenaires un état d'avancement annuel du Contrat de Parc en présentant chaque année aux partenaires l'état d'avancement des actions programmées et de consommation des crédits octroyés.
Il met à leur disposition un exemplaire des études et/ou des rapports réalisés à l'occasion des actions.

Évaluation des actions du Contrat de Parc

Le Parc met en œuvre une politique d'évaluation du Contrat de Parc au regard des objectifs poursuivis par la Charte à laquelle les partenaires du présent contrat participent. Le Parc met à disposition des partenaires les informations disponibles.
Cette politique s'appuie notamment sur la mise en œuvre d'outils associant les signataires du Contrat de Parc :

- un comité de pilotage du Contrat de Parc (voir article 2) ;
- une évaluation régulière des programmes d'actions au regard des objectifs de la Charte et des indicateurs tels que définis ci-dessous ;
- un suivi de l'activité du Parc et d'une évaluation de sa cohérence avec les objectifs de la Charte ;
- un rapport d'activités annuel relatif à l'état d'avancement du Contrat de Parc.

Mise en œuvre d'indicateurs

Des indicateurs de suivi, de mise en œuvre et d'évaluation des résultats des programmes d'actions annuels sont déterminés et précisés par le Parc au moment de leur programmation et validé par le comité de pilotage. Ils seront accompagnés d'un état de référence, d'objectifs à atteindre sur la période dans le cadre du Contrat de Parc et en cohérence avec la Charte. Au moment de la demande

de solde de chaque subvention, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat décrite en annexe 2 (modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat). Ces fiches ont vocation à alimenter le bilan de la mise en œuvre de la Charte et à promouvoir le transfert des actions sur les territoires péri-urbains et ruraux de la région.
Le Parc s'engage à mettre en œuvre quelques d'indicateurs de suivi de son activité qui sera constituée à minima du :

- suivi des effectifs en ETP,
- montant des subventions relatives aux frais de structure,
- montant des subventions relatives au programme d'actions 2018-2020 – volet socle,
- coût complet de chaque action qui devra être détaillé en y rattachant les charges de personnel « opérationnel » et du personnel administratif,
- pour chaque action, du calcul du ratio frais de structure / programme d'actions annuels afin d'apprécier le coût de fonctionnement y afférant,
- de la consommation des subventions affectées au programme d'actions par les partenaires du présent contrat,
- de l'état du compte administratif,
- du suivi de la trésorerie (infra annuelle et plan pluriannuel).

Fonctionnement en réseau des Parcs

Le Parc pratique la concertation et diffuse son expérience. Il veille à la continuité de ses actions auprès des territoires voisins, à développer les partenariats et à mettre à disposition des signataires du présent contrat son savoir-faire concernant les expériences et les démarches innovantes qu'il met en œuvre.
Dans une perspective de mutualisation des compétences, le Parc pourra s'engager à mener une action au titre de l'ensemble des Parcs franciliens.
Il s'engage à participer autant que faire se peut aux différentes manifestations et animations mises en œuvre par les partenaires du présent contrat.
Les projets des Parcs ainsi que leurs savoir-faire susceptibles d'être mutualisés et/ou diffusés pourront faire l'objet d'une présentation spécifique au comité de pilotage prévu à l'article 2.

Promotion et communication

Afin de faciliter la gestion du programme d'opérations annuelles pour le Parc et ses partenaires, il a été demandé aux Parcs de rassembler, l'ensemble de ses actions relevant de la communication institutionnelle au sein d'une unique enveloppe plafonnée à hauteur de 100 000 € par an.
Le Parc s'engage à assurer la promotion de la participation des partenaires du présent contrat au programme annuel des opérations, conformément à l'annexe 3 détaillant les obligations en matière de communication.
Le Parc s'engage, en tant que de besoin pour la mise en œuvre de la Charte, à diffuser sur son territoire les documents édités et transmis par les partenaires du présent contrat.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ETAT SUR LA PERIODE 2018-2020

L'État s'engage, à ce que ses actions sur le territoire du Parc soient en cohérence avec ses engagements et les objectifs inscrits dans la Charte.
Il s'engage également à répondre aux demandes formulées par le Parc de bilans réguliers sur la mise en œuvre de la Charte.
L'État consacre 100 000 € par an aux frais de structure du Parc, pendant la période 2018-2020.
Cette participation peut être amenée à être réévaluée en cours de période, au regard des disponibilités budgétaires, en particulier en cas de création de nouveau(x) Parc(s).

Des crédits complémentaires sont par ailleurs mobilisables sur des opérations en fonction des programmes annuels d'actions, en priorité d'une part en appui aux études et d'autre part, pour le développement de filières et des territoires ruraux au travers des dotations de l'État sur le territoire. L'État s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE SUR LA PERIODE 2018-2020

La Région Île-de-France s'engage, sur le territoire du Parc, à ce que ses actions soient en cohérence avec les objectifs et engagements de la Charte. Dans ce cadre elle s'engage à informer le Parc des actions qu'elle mène et plus particulièrement sur son territoire.

Financements des actions du volet socle

La participation de la Région s'inscrit dans le cadre de la délibération CR 2017-184 du 24 novembre 2017 - orientation régionales relatives aux nouveaux Contrats de Parcs naturels régionaux 2018-2020. Les actions du volet socle sont éligibles au financement au titre du budget régional des PNR. Ces participations sont complétées par les subventions de l'État, de l'Union Européenne, et de tous les partenaires publics et privés intéressés.
La Région Île-de-France consacre une contribution maximale de de 3 969 900 € durant la période 2018 - 2020, au volet socle du programme d'actions.

Financements des actions du volet droit commun

Les actions du droit commun sont susceptibles d'être éligibles aux dispositifs relevant des politiques sectorielles de la Région.
La Région Ile-de-France prévoit de consacrer une contribution d'un montant indicatif de 4 783 332 € durant la période 2018 - 2020, au volet droit commun du programme d'actions des PNR.

Financements des frais de structure du Parc

Pour les frais de structure, le comité syndical fixe chaque année le montant par habitant des cotisations à la charge des communes et des intercommunalités du Parc (recensement INSEE y compris arrêtés modificatifs). Les Villes portes et les villes partenaires participent aux frais de structure selon conventions les liants au syndicat.
La Région Ile-de-France consacre une contribution maximale pour la période 2018-2020 de 3 366 423 € pour les frais de structure du Parc hors la mise à disposition de deux agents. En cas de fin de mise à disposition des agents concernés, la Région ne prévoit pas de compensation financière ni de renouvellement de celle-ci.

La Région s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 8 - CONDITIONS FINANCIERES DU CONTRAT

Les subventions sont mandatées selon les modalités définies à l'annexe 2 intitulée modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat.
L'éventuel arrêt des financements apportés par un ou plusieurs signataires ne saurait amener les autres partenaires du contrat à prendre automatiquement en charge les compléments de financement nécessaires à la poursuite des actions détaillées menées par le Parc.

Dans le cadre d'une action particulière portée par l'un des partenaires signataire du contrat, les subventions prévues, si les actions partagent le même objectif, pourront s'y ajouter sous réserve qu'elles soient complémentaires et respectent le principe de non-cumul des aides pour une même action.

ARTICLE 9 – AVENANTS AU CONTRAT

toute modification du présent contrat est réalisée par voie d'avenant approuvé par le comité de pilotage, défini à l'article 2 ci-dessus, puis adopté, selon la règle du parallélisme des formes, notamment par l'assemblée délibérante de la Région.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Chacun des partenaires du présent contrat peut prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quatre mois, indiqué par la décision notifiée à l'ensemble des partenaires par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.
Chacun des partenaires du présent contrat peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par chacun des partenaires du présent contrat à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de **XXXXXX.**

Le présent contrat comporte 3 annexes:

- Annexe 1 : Programme d'actions prévisionnel 2018-2020
- Annexe 2 : Modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat
- Annexe 3 : Obligations du PNR en matière de communication

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à ……..……..…….le……..……

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Ile de France
M. Michel Cadot,

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional
Mme Valérie PÉCRESSE,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion (SMAG)
du Parc naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
Le Président du SMAG du Parc naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse **M. Yves VANDEWALLE**

ANNEXE 1 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE
PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2018 – 2020

Les programmes d'opérations annuels préciseront ces montants.

Pour le volet droit commun : le montant d'aides susceptibles d'être sollicitées auprès de la Région par les maîtres d'ouvrage sur les territoires du Parc sous son aval et de nature à respecter les engagements de la Région au titre du CPER 2018-2020.

	Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse - Contrat de Parc 2018-2020					
	2018		2019		2020	
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
SOCLE						
Axe 1 : gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	23 666 €	257 833 €	25 333 €	262 833 €	25 333 €	266 102 €
Axe 2 : un territoire périurbain responsable face au changement climatique						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires	10 000 €	100 000 €	10 000 €	35 000 €	10 000 €	35 000 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	36 067 €	38 158 €	20 000 €	33 936 €	20 000 €	34 667 €
Axe 3 : valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	39 500 €	230 242 €	34 500 €	230 242 €	34 500 €	230 242 €
Axe 4 : un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
sensibiliser à l'environnement	10 000 €	15 700 €	10 000 €	22 700 €	10 000 €	18 700 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	54 867 €	83 667 €	44 867 €	83 667 €	49 867 €	83 667 €
Axe transversal A : continuer d'être innovants ensemble						
sensibiliser à l'environnement	20 433 €	96 733 €	20 433 €	96 733 €	20 433 €	96 733 €
Axe transversal B						
sensibiliser à l'environnement	40 079 €	20 000 €	36 801 €	0 €	31 801 €	0 €
Communication institutionnelle						
	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €
outils et moyens du parc						
actions relatives aux moyens du parc	51 621 €	146 333 €	51 621 €	171 333 €	51 621 €	171 333 €
sous total Socle	***386 233 €***	***1 003 666 €***	***353 556 €***	***936 444 €***	***353 556 €***	***936 444 €***
DROIT COMMUN						
Axe 1 : gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	56 467 €	922 467 €	56 467 €	922 467 €	56 467 €	922 467 €
Axe 2 : un territoire périurbain responsable face au changement climatique						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires	16 667 €	91 667 €	16 667 €	91 667 €	16 667 €	91 667 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables	11 833 €	109 833 €	11 833 €	109 833 €	11 833 €	109 833 €
Axe 3 : valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	21 667 €	168 333 €	21 667 €	168 333 €	21 667 €	168 333 €
Axe 4 : un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole						
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €
sensibiliser à l'environnement	17 500 €	411 975 €	17 500 €	411 975 €	17 500 €	411 975 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux	138 500 €	224 167 €	138 500 €	224 167 €	138 500 €	224 167 €
sous total Droit commun	***262 633 €***	***2 028 442 €***	***262 633 €***	***2 028 442 €***	***262 633 €***	***2 028 442 €***
Total général	**648 866 €**	**3 032 108 €**	**616 189 €**	**2 964 886 €**	**616 189 €**	**2 964 886 €**

ANNEXE 2 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE : MODALITES DE DEMANDE DE SUBVENTION DES PARCS ET DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS PAR LES PARTENAIRES DU PRESENT CONTRAT

Le Parc transmet aux partenaires financiers des fiches initiales par opération en amont de la mise en œuvre prévue. Ces fiches détaillent l'articulation du projet avec la Charte défini dans le diagnostic du territoire (axes, orientations, objectifs, mesures, indicateurs), le contexte territorial, les besoins identifiés auxquelles les actions détaillées répondent, l'objectif quantitatif et/ou qualitatif visé en termes de contenu, l'échéance, le coût et le plan de financement prévisionnels, la cohérence interne avec les autres actions du Parc et externe avec les actions des autres acteurs publics ou privés, le caractère structurant et/ou innovant de l'action ainsi que les ressources humaines internes et externes que le Parc prévoit de solliciter. Le Parc pourra mobiliser son outil de gestion Le Parc pourra mobiliser son outil de gestion pour fournir ces éléments, à défaut il fournira des fiches spécifiques rassemblant les éléments demandés par opération, à défaut il fournira des fiches spécifiques rassemblant les éléments demandés par opération.

Au moment de la demande de solde de chaque opération, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat. Cette fiche présente notamment le bilan (historique, écart ou atteinte des objectifs, freins, moteurs, etc), et les possibilités de valorisation de la mise en œuvre de l'action.

Préalablement au comité de pilotage mentionné à l'article 2, le Parc transmet aux membres du comité un mois avant sa tenue :

- l'état d'avancement des opérations précisant les écarts de réalisation, les conséquences et les propositions de décisions d'ajustement à l'échelle des actions,
- les fiches résultats ainsi qu'un tableau distinguant les crédits engagés de ceux disponibles à partir de la répartition financière pluriannuelle. La Région transmet aux membres du comité de pilotage un relevé de conclusions sur l'état d'avancement des opérations et les décisions retenues après chaque réunion.

A - l'État

Le règlement budgétaire et financier de l'État est précisé par convention annuelle sur appel à subvention. La complétude du dossier de demande de subvention de l'année précédente conditionne l'attribution de la subvention pour l'année suivante.

B - la Région Ile-de-France

1 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet socle

Le dossier de demande de subvention

Afin de pourvoir bénéficier des financements éligibles au Contrat de Parc, le syndicat transmettra à la Région, pour chaque opération dont il assure la maitrise d'ouvrage, un dossier de demande de subvention composé a minima des éléments suivants :

- Demande signée du Président du syndicat précisant la demande, son coût prévisionnel global, le montant de la subvention sollicitée.
- La décision du comité syndical concernant le financement et la désignation du maître d'ouvrage de l'opération.

- Dossier technique :
  - Notice descriptive et exhaustive de l'opération (contexte de l'opération, choix du parti d'aménagement et nature des travaux / études à réaliser)
  - Si l'opération concerne une étude, projet de cahier des clauses techniques particulières
  - Fiche par site présentant la situation exacte du projet
  - Estimation prévisionnelle HT et TTC (présentant les différents postes de dépenses)
  - Plan de financement prévisionnel complet
  - Calendrier prévisionnel des travaux et mise en service
  - Calendrier prévisionnel des demandes de versements
  - Attestation non commencement des travaux/ de l'opération.

La mesure régionale « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » : obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

- Le Parc s'engage à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires sera défini annuellement par la Région.
- Le Parc saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet droit commun

Les dossiers de demande de prises en considération devront être conformes aux règlements relatifs à chaque dispositif issu des politiques sectorielles de la Région.

3 -Le versement des Subventions pour le programme annuel du volet socle

- Concernant les frais de structure, la subvention annuelle est mandatée en un versement unique, sur la base de l'affectation votée par la Commission permanente, et après présentation d'un appel de subvention.

- Pour les subventions accordées sur les programmes d'opérations annuels - volet socle :

  - les versements d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués par le Parc, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévue, interviendront sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet appel de fonds sera signé par le Président du Parc qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Le versement du solde sera effectué sur appel de fonds signé par le Président du Parc ou son représentant comptable qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération. Il sera en outre, assorti du compte rendu financier de l'opération, signé du Président ou de son représentant comptable.

  - Pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage du Parc relevant de l'investissement : à compter de l'attribution des subventions le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent.
    Le Parc peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si le syndicat justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

- Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois.

- Le « service fait » permet de constater que la prestation ou livraison réalisée est conforme à la commande. Le contrôle de la réalité de la réalisation des prestations du programme d'action annuel est un acte préalable à tout décaissement de fonds. Afin de permettre le suivi opérationnel des opérations, le maître d'ouvrage transmettra aux services opérationnels de la Région les documents certifiés permettant d'apprécier le niveau de réalisation de l'opération (rapports d'activités, tableaux de reporting, bilans techniques intermédiaires et définitifs, photos, plans de réalisation…). Cette transmission sera réalisée pour la demande de solde de la subvention.

- Au moment de la demande de solde de chaque action, le maître d'ouvrage fait parvenir à chacun des partenaires une fiche résultat présentant notamment l'historique de la mise en œuvre de l'action, l'état des indicateurs identifiés, tout commentaire synthétique facilitant le suivi de l'action ainsi qu'un exemplaire des publications réalisées dans ce cadre et des photographies illustrant l'action.

ANNEXE 3 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE : OBLIGATION DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action des partenaires du présent contrat, les Parcs naturels régionaux s'engagent à faire apparaître les contributions de chacun dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le Parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype des partenaires du présent contrat est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel des partenaires du présent contrat.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la Charte graphique des partenaires du présent contrat, la maquette des documents et supports concernés devant être transmise à aux partenaires financeurs pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le Parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services des partenaires du présent contrat un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées au présent contrat.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le Parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le Parc s'engage à porter à la connaissance des services des partenaires financeurs de l'opération les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le Parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype des partenaires du présent contrat, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maitrise d'ouvrage des Parcs, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées les partenaires du présent contrat, en lien avec l'objet de la convention.
Le Parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par les partenaires du présent contrat, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité des partenaires du présent contrat, …

Dans ce cadre, le Parc autorise à titre gracieux les partenaires du présent contrat, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale partenaires financeurs de l'opération. Les partenaires du présent contrat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par les partenaires du présent contrat est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services des partenaires du présent contrat :
Les services des partenaires du présent contrat sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : les partenaires du présent contrat devront pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion

- En aval : le Parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Le non-respect des obligations en matière de communication peut justifier le non versement du solde de la subvention.

CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS 2018-2020

ENTRE

L'État représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine –Normandie **M. Michel CADOT**,

La Région d'Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, **Mme Valérie PÉCRESSE**, autorisée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France en date du 24 janvier 2018,

d'une part,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du **Vexin français, représenté** par son Président, M. **Marc GIROUD**, dénommé « Le Parc », autorisé par délibération du Comité syndical du xx xx 2018

d'autre part,

Il est convenu par le présent contrat ce qui suit :

ARTICLE PREMIER – OBJET ET DUREE DU CONTRAT

L'État, la Région Ile-de-France et le Parc s'engagent à poursuivre conjointement leurs efforts pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional du Vexin français.
Le présent contrat a pour objet, d'une part, de fixer les engagements et les modalités de travail et de concertation entre les signataires du présent contrat et, d'autre part, les engagements financiers et les modalités d'intervention de l'État et de la Région en faveur du Parc pour la période 2018-2020. La répartition financière définie pour cette période est annexée au présent contrat. Un programme d'opérations est prévu chaque année.

ARTICLE 2 – COMITE DE PILOTAGE DU CONTRAT DE PARC

Un comité de pilotage du Contrat de Parc, dont le secrétariat est assuré par la Région, est institué. Il est composé du Vice-président de la Région en charge du développement économique, de l'agriculture et de la ruralité, de l'État et du Président du Parc naturel régional ou son représentant, et, à leur demande, les Départements concernés.
Il se réunira au minimum deux fois par an, pour faire le bilan qualitatif et quantitatif de l'état d'avancement du Contrat de Parc, le bilan des actions engagées par le Parc, l'étude des perspectives pour de nouvelles opérations à intégrer au Contrat de Parc et pour analyser, notamment au travers d'indicateurs, les volets d'actions du programme annuel proposés par le Parc.
Le Parc transmet aux membres du comité de pilotage les éléments précisés en annexe 2 (modalités de demande de subvention et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat) a minima 1 mois avant chaque réunion.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DU CONTRAT DE PARC DU PNR DU VEXIN FRANÇAIS

Le Parc naturel régional du Vexin français a été classé par décret 95-704 du 9 mai 1995. Situé au nord-ouest de l'Ile-de-France, il s'étend sur 71 000 hectares. L'aménagement et la gestion du Parc naturel régional du Vexin français intéressent l'Etat, la Région Ile-de-France, les Départements du Val-d'Oise et des Yvelines, les intercommunalités et 99 communes (79 dans le Val d'Oise et 20 dans les Yvelines). Il représente actuellement une population totale de 104 561 habitants.

Les objectifs définis par la Charte du Parc

Le classement du Parc repose autant sur la qualité des paysages et des milieux naturels que sur la grande homogénéité et la qualité architecturale des villages.
Entité naturelle de caractère, le Vexin français offre des paysages et milieux étonnants (coteaux calcaires, marais, bois...) en Ile-de-France. Ce vaste plateau calcaire, dominant de 100 m environ les régions environnantes est délimité par la Seine au sud, l'Oise à l'est, l'Epte à l'Ouest et la Troësne et l'Esches au nord. Le plateau est entaillé de vallées aux profils contrastés, tantôt longues, étroites et jalonnées de vallons (Viosne, Sausseron) ou qui s'épanouissent en véritables plaines alluviales (Aubette de Magny). Les paysages du Vexin français sont fortement marqués par une activité agricole où dominent les grandes cultures (blé, orge, colza). Surplombant le plateau, les buttes d'Arthies, de Rosne et de Marines dressent leur silhouette boisée et ont conservé leur chapeau de sable et de meulière. L'intérêt patrimonial du Vexin français réside à la fois dans la diversité des habitats naturels qui y sont représentés, la présence de sites d'intérêt national et la présence d'espèces végétales protégées et/ou en limite d'aire de répartition.
Le territoire du Parc naturel régional du Vexin français est un des plus grands sites inscrits de France au titre de la loi 1930. Il comprend une densité de monuments classés très importante.
La spécificité du Vexin français réside aussi dans son patrimoine architectural et bâti. Tous les styles d'architecture se côtoient et témoignent d'une occupation ancienne et des différentes époques de construction. En contrepoint à l'architecture remarquable des châteaux, églises et grands domaines agricoles, on note la simplicité du patrimoine rural du Vexin français. Aujourd'hui, la quasi-totalité des villages possède un ou plusieurs monuments protégés au titre des Monuments Historiques. Le Parc naturel régional du Vexin français s'attache à sauvegarder et à valoriser ce patrimoine, ainsi que les savoir-faire qui l'ont façonné.
Le Parc naturel régional du Vexin français est le premier Parc naturel régional à obtenir en juillet 2014 le label « Pays d'Art et d'Histoire, délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication. Une convention a été signée le 1er septembre 2014 avec l'Etat fixant pour une période de 10 ans les modalités de mise en œuvre d'un projet culturel ambitieux et de rendre plus cohérente son action

globale par un élargissement des initiatives de sauvegarde et de connaissance et des ressources patrimoniales vers la transmission et l'animation.

La charte du PNR fixe les axes stratégiques du projet de territoire :

Axe 1 : Maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines

- Maitriser l'urbanisation, d'une part, pour préserver les bourgs et les villages ruraux dans leur forme traditionnelle et leur identité architecturale et, d'autre part, pour préserver les espaces naturels agricoles.
- Promouvoir une politique de l'habitat favorisant l'équilibre social
- Préserver et valoriser les ressources, la biodiversité et les patrimoines remarquables : patrimoines naturel, géologique, paysager, bâti, archéologique, agricole, humain…

Axe 2 : Promouvoir un développement agricole, touristique et économique durable, moteur d'une vie locale de qualité

- Développer une agriculture économiquement viable, écologiquement responsable et socialement dynamique indispensable au maintien d'un cadre de vie authentiquement rural.
- Conforter un développement économique durable pour maintenir un territoire vivant et un tissu social diversifié.
- Dynamiser la vie locale en favorisant l'offre de services de proximité, d'activités culturelles et de loisirs.

Axe 3 : Mettre l'homme au cœur du projet territorial

- Favoriser les solidarités au sein du territoire et dans l'espace régional : solidarités entre les habitants, les communes, les territoires, solidarités sociales et entre générations.
- Sensibiliser tous les habitants et acteurs du Vexin français aux enjeux du parc afin qu'ils portent solidairement ce projet territorial.

Les objectifs et priorités des partenaires

Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles les territoires ruraux franciliens sont confrontés, les partenaires du présent contrat s'engagent à favoriser leur attractivité et entendent valoriser les potentiels en renforçant les offres de services accessibles à leurs habitants. C'est déjà dans cet objectif d'agir en faveur des territoires ruraux que l'État met en œuvre les contrats de ruralité et que la Région met en œuvre le Pacte Rural acté en mars 2016.

Les Parcs Naturels Régionaux présentent ainsi des enjeux particuliers en matière d'aménagement du territoire et sont confrontés à des enjeux métropolitains. Ils contribuent ainsi notamment, de manière spécifique, aux objectifs et orientations des diverses planifications franciliennes (SDRIF, SRCE, SRCAE, plans de gestion des déchets, schémas des carrières, plan nitrates, PPA, etc.) ou du bassin (PGRI, SDAGE, etc). Dans la continuité du Pacte Rural et des contrats de ruralité, ces espaces, remarquables en termes d'expérimentations, d'innovation et moteurs pour l'ensemble de l'espace rural francilien, doivent être confortés en tant que source d'expérience pour l'ensemble des espaces ruraux franciliens.

Les partenaires du présent contrat souhaitent ainsi maintenir leur soutien apporté aux PNR, et le recentrer en s'appuyant sur leurs axes d'intervention les plus essentiels, afin de rendre plus visible leur action.

Dans une perspective pluriannuelle pour la période 2018-2020, l'action des Parcs s'organisera autour des priorités suivantes :

- préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,
- soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux,

- maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables,
- développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,
- sensibiliser à l'environnement.

La mise en œuvre de ces priorités s'appuiera sur une déclinaison locale des schémas de bassin, régionaux et départementaux concernés.

ARTICLE 4 – STRUCTURE DU PROGRAMME D'ACTIONS DU CONTRAT DE PARC 2018-2020

Le Contrat de Parc 2018-2020 privilégie les missions d'ingénierie et d'accompagnement des collectivités locales qui sont un atout reconnu des Parcs ainsi que les opérations structurantes et innovantes telles que l'implantation des circuits courts, le développement de filières des biomatériaux, le développement des énergies renouvelables…

Afin de conforter la mise en réseau de l'expertise du Parc à l'échelle régionale, il lui a été demandé d'identifier au sein du programme d'opérations annuel, les actions innovantes, expérimentales et mutualisables susceptibles d'induire des effets démultiplicateurs, dont pourrait bénéficier l'ensemble du territoire francilien. Les PNR seront associés étroitement à la valorisation de ces bonnes pratiques.

Les partenaires du présent contrat souhaitent renforcer leur pilotage des Parcs naturels régionaux et seront attentifs à l'efficience des actions menées par les Parcs et à l'optimisation des ressources disponibles.

Pour atteindre ces objectifs en tenant compte des enjeux de la Charte, le Parc et les partenaires du présent contrat mettent en œuvre le Contrat de Parc, au travers de deux volets de financements :

- le volet socle du Contrat de Parc : partagé et validé les partenaires Région et État.
- les opérations susceptibles de relever des dispositifs dits « de droit commun » ou appels à projets mis en œuvre par la Région Ile-de-France.

Le volet socle

Il est composé des actions détaillées définies et financées par les partenaires du Parc. Elles font l'objet d'une programmation pluriannuelle plafonnée pour la Région à hauteur de 3 969 900 € sur la durée du Contrat de Parc 2018-2020, la répartition pluriannuelle par axes de la charte est précisée en annexe 1 du présent Contrat de Parc. Cette répartition pourra être revue sur décision du Comité de Pilotage.

Le volet socle sera décliné chaque année par un programme d'opérations partagé et validé par l'ensemble des partenaires du Contrat de Parc. Ces programmes d'opérations donneront lieu à la signature de conventions financières annuelles entre le PNR et chacun des partenaires du contrat de parc.

Pour chaque opération financée, le Parc établit et transmet aux partenaires du présent contrat un rapport certifiant le service fait, en présentant un état de réalisation des opérations et des crédits consommés ainsi qu'un bilan financier.

Le volet droit commun de la Région

La Région entend poursuivre son soutien aux Parcs en complétant les Contrats de Parc d'un volet dit de droit commun regroupant des actions relevant des territoires des Parcs et susceptibles d'être financées au titre des dispositifs issus des politiques sectorielles de la Région.

Les Parcs, en identifiant les projets territoriaux prioritaires qui contribuent fortement à la réalisation des objectifs définis dans leur Charte, se feront le relais des aides régionales auprès des porteurs de projets.

Dans le respect des engagements financiers pris par la Région pour la mise en œuvre du CPER 2015 - 2020, le montant indicatif relatif au volet de droit commun par Parc pour la Région est de 4 783 332 € sur la période 2018-2020.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU PARC

Mise en œuvre des moyens de gestion et de pilotage

Les partenaires du Contrat de Parc souhaitent instaurer un dispositif qui associe les actions menées aux frais de structure pour un meilleur pilotage et rendu compte de l'activité du Parc. A courte échéance, pour le nouveau contrat, il est proposé de demander aux Parcs d'adosser leurs moyens humains et matériels à leurs propositions de programme d'actions 2018 – 2020

Le conseil régional souhaite développer à terme le principe de la comptabilité analytique et associer aux actions le temps passé, ainsi le Parc se dote de tout outil de gestion de projet permettant une meilleure lecture de l'activité, un suivi des réalisations, la mesure du coût complet des opérations (intégrant le coût salarial).

Les frais de structure

Les frais de structure correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses de fonctionnement régulières ne figurant pas au programme d'actions du présent contrat de parc (entretien courant de la Maison du Parc, communication institutionnelle). »
Le Parc présente annuellement à l'État et à la Région sa demande de participation financière pour ses frais de structure, elle doit être accompagnée de l'organigramme et du budget prévisionnel du syndicat mixte d'aménagement fléché par poste de dépense pour l'année concernée.

Les programmes d'actions annuels

Le Parc s'engage chaque année à proposer un programme d'opérations détaillé aux partenaires du présent contrat. Il fera également connaître les projets qu'il conduit en dehors du programme financé par l'État et la Région, de manière à présenter l'intégralité de son action.
Pour les actions dont il porte la maîtrise d'ouvrage, les dossiers de demandes de prises en considération seront transmis par le Parc aux partenaires du présent contrat et doivent être suffisamment concertés et complets (conformément à l'annexe 2) pour permettre aux financeurs de décider de l'affectation des crédits afférents. Le Parc présentera pour chaque opération un plan de financement global reprenant les financements sollicités auprès de l'ensemble des partenaires du Parc.
À compter de l'attribution des subventions d'investissement par les partenaires du présent contrat, le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent. Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois. Au-delà les subventions seront réputées caduques et annulées.

Suivi des actions du Contrat de Parc

Le Parc s'engage à faire en sorte que son action soit en cohérence avec les politiques nationales et régionales et à mener une concertation étroite avec ses partenaires signataires pour toute décision de nature budgétaire, évaluative, et statutaire.
Il favorise également l'implication des acteurs du territoire et des communes limitrophes dans les comités techniques et sur le terrain pour des opérations pilotes identifiées avec les partenaires du présent contrat.
Le Parc s'engage à mettre en place auprès de ses partenaires un état d'avancement annuel du Contrat de Parc en présentant chaque année aux partenaires l'état d'avancement des actions programmées et de consommation des crédits octroyés.
Il met à leur disposition un exemplaire des études et/ou des rapports réalisés à l'occasion des actions.

Évaluation des actions du Contrat de Parc

Le Parc met en œuvre une politique d'évaluation du Contrat de Parc au regard des objectifs poursuivis par la Charte à laquelle les partenaires du présent contrat participent. Le Parc met à disposition des partenaires les informations disponibles.

Cette politique s'appuie notamment sur la mise en œuvre d'outils associant les signataires du Contrat de Parc :

- un comité de pilotage du Contrat de Parc (voir article 2) ;
- une évaluation régulière des programmes d'actions au regard des objectifs de la Charte et des indicateurs tels que définis ci-dessous ;
- un suivi de l'activité du Parc et d'une évaluation de sa cohérence avec les objectifs de la Charte ;
- un rapport d'activités annuel relatif à l'état d'avancement du Contrat de Parc.

Mise en œuvre d'indicateurs

Des indicateurs de suivi, de mise en œuvre et d'évaluation des résultats des programmes d'actions annuels sont déterminés et précisés par le Parc au moment de leur programmation et validé par le comité de pilotage. Ils seront accompagnés d'un état de référence, d'objectifs à atteindre sur la période dans le cadre du Contrat de Parc et en cohérence avec la Charte. Au moment de la demande de solde de chaque subvention, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat décrite en annexe 2 (modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat). Ces fiches ont vocation à alimenter le bilan de la mise en œuvre de la Charte et à promouvoir le transfert des actions sur les territoires péri-urbains et ruraux de la région.

Le Parc s'engage à mettre en œuvre quelques d'indicateurs de suivi de son activité qui sera constituée à minima du :

- suivi des effectifs en ETP,
- montant des subventions relatives aux frais de structure,
- montant des subventions relatives au programme d'actions 2018-2020 – volet socle,
- coût complet de chaque action qui devra être détaillé en y rattachant les charges de personnel « opérationnel » et du personnel administratif,
- pour chaque action, du calcul du ratio frais de structure / programme d'actions annuels afin d'apprécier le coût de fonctionnement y afférant,
- de la consommation des subventions affectées au programme d'actions par les partenaires du présent contrat,
- de l'état du compte administratif,
- du suivi de la trésorerie (infra annuelle et plan pluriannuel).

Fonctionnement en réseau des Parcs

Le Parc pratique la concertation et diffuse son expérience. Il veille à la continuité de ses actions auprès des territoires voisins, à développer les partenariats et à mettre à disposition des signataires du présent contrat son savoir-faire concernant les expériences et les démarches innovantes qu'il met en œuvre.

Dans une perspective de mutualisation des compétences, le Parc pourra s'engager à mener une action au titre de l'ensemble des Parcs franciliens.

Il s'engage à participer autant que faire se peut aux différentes manifestations et animations mises en œuvre par les partenaires du présent contrat.

Les projets des Parcs ainsi que leurs savoir-faire susceptibles d'être mutualisés et/ou diffusés pourront faire l'objet d'une présentation spécifique au comité de pilotage prévu à l'article 2.

Promotion et communication

Afin de faciliter la gestion du programme d'opérations annuelles pour le Parc et ses partenaires, il a été demandé aux Parcs de rassembler, l'ensemble de ses actions relevant de la communication institutionnelle au sein d'une unique enveloppe plafonnée à hauteur de 100 000 € par an.
Le Parc s'engage à assurer la promotion de la participation des partenaires du présent contrat au programme annuel des opérations, conformément à l'annexe 3 détaillant les obligations en matière de communication.
Le Parc s'engage, en tant que de besoin pour la mise en œuvre de la Charte, à diffuser sur son territoire les documents édités et transmis par les partenaires du présent contrat.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ETAT SUR LA PERIODE 2018-2020

L'État s'engage, à ce que ses actions sur le territoire du Parc soient en cohérence avec ses engagements et les objectifs inscrits dans la Charte.
Il s'engage également à répondre aux demandes formulées par le Parc de bilans réguliers sur la mise en œuvre de la Charte.
L'État consacre 100 000 € par an aux frais de structure du Parc, pendant la période 2018-2020.
Cette participation peut être amenée à être réévaluée en cours de période, au regard des disponibilités budgétaires, en particulier en cas de création de nouveau(x) Parc(s).
Des crédits complémentaires sont par ailleurs mobilisables sur des opérations en fonction des programmes annuels d'actions, en priorité d'une part en appui aux études et d'autre part, pour le développement de filières et des territoires ruraux au travers des dotations de l'État sur le territoire.
L'État s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE SUR LA PERIODE 2018-2020

La Région Île-de-France s'engage, sur le territoire du Parc, à ce que ses actions soient en cohérence avec les objectifs et engagements de la Charte. Dans ce cadre elle s'engage à informer le Parc des actions qu'elle mène et plus particulièrement sur son territoire.

Financements des actions du volet socle

La participation de la Région s'inscrit dans le cadre de la délibération CR 2017-184 du 24 novembre 2017 - orientation régionales relatives aux nouveaux Contrats de Parcs naturels régionaux 2018-2020.
Les actions du volet socle sont éligibles au financement au titre du budget régional des PNR. Ces participations sont complétées par les subventions de l'État, de l'Union Européenne, et de tous les partenaires publics et privés intéressés.
La Région Île-de-France consacre une contribution maximale de 3 969 900 € durant la période 2018 - 2020, au volet socle du programme d'actions.

Financements des actions du volet droit commun

Les actions du droit commun sont susceptibles d'être éligibles aux dispositifs relevant des politiques sectorielles de la Région.

La Région Ile-de-France prévoit de consacrer une contribution d'un montant indicatif de 4 783 332 € durant la période 2018 - 2020, au volet droit commun du programme d'actions des PNR.

Financements des frais de structure du Parc

Pour les frais de structure, le comité syndical fixe chaque année le montant par habitant des cotisations à la charge des communes et des intercommunalités du Parc (recensement INSEE y compris arrêtés modificatifs). Les Villes portes et les villes partenaires participent aux frais de structure selon conventions les liants au syndicat.

La Région Ile-de-France consacre une contribution maximale pour la période 2018-2020 de 4 102 533 € pour les frais de structure du Parc hors la mise à disposition de deux agents. En cas de fin de mise à disposition des agents concernés, la Région ne prévoit pas de compensation financière ni de renouvellement de celle-ci.

La Région s'engage, autant que de besoin, à relayer l'information sur les actions du Parc et à diffuser sa documentation dans ses services.

ARTICLE 8 - CONDITIONS FINANCIERES DU CONTRAT

Les subventions sont mandatées selon les modalités définies à l'annexe 2 intitulée modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat.

L'éventuel arrêt des financements apportés par un ou plusieurs signataires ne saurait amener les autres partenaires du contrat à prendre automatiquement en charge les compléments de financement nécessaires à la poursuite des actions détaillées menées par le Parc.

Dans le cadre d'une action particulière portée par l'un des partenaires signataire du contrat, les subventions prévues, si les actions partagent le même objectif, pourront s'y ajouter sous réserve qu'elles soient complémentaires et respectent le principe de non-cumul des aides pour une même action.

ARTICLE 9 – AVENANTS AU CONTRAT

toute modification du présent contrat est réalisée par voie d'avenant approuvé par le comité de pilotage, défini à l'article 2 ci-dessus, puis adopté, selon la règle du parallélisme des formes, notamment par l'assemblée délibérante de la Région.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Chacun des partenaires du présent contrat peut prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quatre mois, indiqué par décision notifiée à l'ensemble des partenaires par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Chacun des partenaires du présent contrat peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par chacun des partenaires du présent contrat à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total

ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 11– LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de **XXXXXX.**

Le présent contrat comporte 3 annexes:

- Annexe 1 : Programme d'actions prévisionnel 2018-2020
- Annexe 2 : Modalités de demande de subvention des Parcs et de versement des subventions par les partenaires du présent contrat
- Annexe 3 : Obligations du PNR en matière de communication

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à ……..……..le…….……

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Ile de France
M. Michel Cadot,

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil régional
Mme Valérie PÉCRESSE,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion (SMAG) du Parc naturel Régional du Vexin français,
Le Président du SMAG du Parc naturel Régional du Vexin français
M. Marc GIROUD

ANNEXE 1 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU VEXIN FRANÇAIS
PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2018 – 2020

Les programmes d'opérations annuels préciseront ces montants.
Pour le volet droit commun : le montant d'aides susceptibles d'être sollicitées auprès de la Région par les maîtres d'ouvrage sur les territoires du Parc sous son aval et de nature à respecter les engagements de la Région au titre du CPER 2018-2020.

	Parc naturel régional du Vexin français - Contrat de Parc 2018-2020					
	2018		2019		2020	
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
SOCLE						
Axe 1 : maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,	0 €	0 €	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables,	0 €	30 000 €	10 000 €	100 000 €	10 000 €	90 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,	100 000 €	698 900 €	88 500 €	440 000 €	88 500 €	485 000 €
sensibiliser à l'environnement	0 €	0 €	10 000 €	0 €	10 000 €	0 €
Axe 2 : Promouvoir un développement agricole, touristique et économique durable, moteur d'une vie locale de qualité						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,	25 000 €	0 €	15 000 €	30 000 €	15 000 €	30 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,	5 000 €	0 €	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €
sensibiliser à l'environnement	81 000 €	25 000 €	70 000 €	25 000 €	85 000 €	25 000 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux,	105 000 €	165 000 €	80 000 €	216 500 €	70 000 €	176 500 €
Axe 3 : mettre l'Homme au cœur du projet territorial						
actions relatives aux moyens du parc	0 €	0 €	0 €	25 000 €	0 €	0 €
sensibiliser à l'environnement	70 000 €	10 000 €	65 000 €	10 000 €	60 000 €	10 000 €
Axe 4 : structures, organisation et moyen du Parc						
actions relatives aux moyens du parc	0 €	55 000 €	0 €	40 000 €	0 €	60 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,	0 €	20 000 €	0 €	0 €	0 €	10 000 €
sous total Socle	***386 000 €***	***1 003 900 €***	***353 500 €***	***936 500 €***	***353 500 €***	***936 500 €***
DROIT COMMUN						
Axe 1 : maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,	0 €	150 000 €	0 €	150 000 €	0 €	150 000 €
maîtriser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables,	135 000 €	370 000 €	135 000 €	370 000 €	180 000 €	370 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,	0 €	450 000 €	0 €	560 000 €	0 €	500 000 €
Axe 2 : Promouvoir un développement agricole, touristique et économique durable, moteur d'une vie locale de qualité						
développer les pratiques d'éco-mobilités sur leurs territoires,	0 €	80 000 €	0 €	80 000 €	0 €	50 000 €
préserver et sauvegarder le paysage, le patrimoine naturel et bâti, les espaces ouverts et la ressource en eau de leur territoire, améliorer la connaissance sur la biodiversité,	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
sensibiliser à l'environnement	21 000 €	0 €	21 000 €	0 €	21 000 €	0 €
soutenir l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts, du développement des filières de bio-matériaux,	200 000 €	185 000 €	40 000 €	235 000 €	85 000 €	235 000 €
sous total Droit commun	***356 000 €***	***1 235 000 €***	***196 000 €***	***1 395 000 €***	***286 000 €***	***1 305 000 €***
Total général	**742 000 €**	**2 238 900 €**	**549 500 €**	**2 331 500 €**	**639 500 €**	**2 241 500 €**

ANNEXE 2 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU VEXIN FRANÇAIS: MODALITES DE DEMANDE DE SUBVENTION DES PARCS ET DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS PAR LES PARTENAIRES DU PRESENT CONTRAT

Le Parc transmet aux partenaires financiers des fiches initiales par opération en amont de la mise en œuvre prévue. Ces fiches détaillent l'articulation du projet avec la Charte défini dans le diagnostic du territoire le contexte territorial (axes, orientations, objectifs, mesures, indicateurs), les besoins identifiés auxquelles les actions détaillées répondent, l'objectif quantitatif et/ou qualitatif visé en termes de contenu, l'échéance, le coût et le plan de financement prévisionnels, la cohérence interne avec les autres actions du Parc et externe avec les actions des autres acteurs publics ou privés, le caractère structurant et/ou innovant de l'action ainsi que les ressources humaines internes et externes que le Parc prévoit de solliciter. Le Parc pourra mobiliser son outil de gestion pour fournir ces éléments, à défaut il fournira des fiches spécifiques rassemblant les éléments demandés par opération.

Au moment de la demande de solde de chaque opération, le Parc fait parvenir à chacun des partenaires du présent contrat une fiche résultat. Cette fiche présente notamment le bilan (historique, écart ou atteinte des objectifs, freins, moteurs, etc), et les possibilités de valorisation de la mise en œuvre de l'action.

Préalablement au comité de pilotage mentionné à l'article 2, le Parc transmet aux membres du comité un mois avant sa tenue :

- l'état d'avancement des opérations précisant les écarts de réalisation, les conséquences et les propositions de décisions d'ajustement à l'échelle des actions,
- les fiches résultats ainsi qu'un tableau distinguant les crédits engagés de ceux disponibles à partir de la répartition financière pluriannuelle. La Région transmet aux membres du comité de pilotage un relevé de conclusions sur l'état d'avancement des opérations et les décisions retenues après chaque réunion.

A - l'État

Le règlement budgétaire et financier de l'État est précisé par convention annuelle sur appel à subvention. La complétude du dossier de demande de subvention de l'année précédente conditionne l'attribution de la subvention pour l'année suivante.

B - la Région Ile-de-France

1 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet socle

Le dossier de demande de subvention

Afin de pourvoir bénéficier des financements éligibles au Contrat de Parc, le syndicat transmettra à la Région, pour chaque opération dont il assure la maitrise d'ouvrage, un dossier de demande de subvention composé a minima des éléments suivants :

- Demande signée du Président du syndicat précisant la demande, son coût prévisionnel global, le montant de la subvention sollicitée.
- La décision du comité syndical concernant le financement et la désignation du maître d'ouvrage de l'opération.

- Dossier technique :
  - Notice descriptive et exhaustive de l'opération (contexte de l'opération, choix du parti d'aménagement et nature des travaux / études à réaliser)
  - Si l'opération concerne une étude, projet de cahier des clauses techniques particulières
  - Fiche par site présentant la situation exacte du projet
  - Estimation prévisionnelle HT et TTC (présentant les différents postes de dépenses)
  - Plan de financement prévisionnel complet
  - Calendrier prévisionnel des travaux et mise en service
  - Calendrier prévisionnel des demandes de versements
  - Attestation non commencement des travaux / de l'opération.

La mesure régionale « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » : obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

- Le Parc s'engage à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires sera défini annuellement par la Région.
- Le Parc saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2 -La demande de Subvention pour le programme d'opérations annuel du volet droit commun

Les dossiers de demande de prises en considération devront être conformes aux règlements relatifs à chaque dispositif issu des politiques sectorielles de la Région.

3 -Le versement des Subventions pour le programme annuel du volet socle

- Concernant les frais de structure, la subvention annuelle est mandatée en un versement unique, sur la base de l'affectation votée par la Commission permanente, et après présentation d'un appel de subvention.

- Pour les subventions accordées sur les programmes d'opérations annuels - volet socle :

  - les versements d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués par le Parc, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévue, interviendront sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet appel de fonds sera signé par le Président du Parc qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Le versement du solde sera effectué sur appel de fonds signé par le Président du Parc ou son représentant comptable qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération. Il sera en outre, assorti du compte rendu financier de l'opération, signé du Président ou de son représentant comptable.

  - Pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage du Parc relevant de l'investissement : à compter de l'attribution des subventions le Parc s'engage à débuter l'opération dans les dix-huit mois et à la terminer dans les deux ans qui suivent.

Le Parc peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si le syndicat justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.
Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

- Pour les subventions de fonctionnement, le parc s'engage à débuter l'opération dans les douze mois.

- Le « service fait » permet de constater que la prestation ou livraison réalisée est conforme à la commande. Le contrôle de la réalité de la réalisation des prestations du programme d'action annuel est un acte préalable à tout décaissement de fonds. Afin de permettre le suivi opérationnel des opérations, le maître d'ouvrage transmettra aux services opérationnels de la Région les documents certifiés permettant d'apprécier le niveau de réalisation de l'opération (rapports d'activités, tableaux de reporting, bilans techniques intermédiaires et définitifs, photos, plans de réalisation…). Cette transmission sera réalisée pour la demande de solde de la subvention.

- Au moment de la demande de solde de chaque action, le maître d'ouvrage fait parvenir à chacun des partenaires une fiche résultat présentant notamment l'historique de la mise en œuvre de l'action, l'état des indicateurs identifiés, tout commentaire synthétique facilitant le suivi de l'action ainsi qu'un exemplaire des publications réalisées dans ce cadre et des photographies illustrant l'action.

ANNEXE 3 AU CONTRAT DE PARC DU PNR DU VEXIN FRANÇAIS : OBLIGATION DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action des partenaires du présent contrat, les Parcs naturels régionaux s'engagent à faire apparaître les contributions de chacun dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le Parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype des partenaires du présent contrat est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel des partenaires du présent contrat.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la Charte graphique des partenaires du présent contrat, la maquette des documents et supports concernés devant être transmise à aux partenaires financeurs pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le Parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services des partenaires du présent contrat un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées au présent contrat.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le Parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le Parc s'engage à porter à la connaissance des services des partenaires financeurs de l'opération les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le Parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype des partenaires du présent contrat, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maitrise d'ouvrage des Parcs, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées les partenaires du présent contrat, en lien avec l'objet de la convention.
Le Parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par les partenaires du présent contrat, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité des partenaires du présent contrat, …

Dans ce cadre, le Parc autorise à titre gracieux les partenaires du présent contrat, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale partenaires financeurs de l'opération. Les partenaires du présent contrat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par les partenaires du présent contrat est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services des partenaires du présent contrat :
Les services des partenaires du présent contrat sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : les partenaires du présent contrat devront pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion

- En aval : le Parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Le non-respect des obligations en matière de communication peut justifier le non versement du solde de la subvention.

Annexe 4 à la délibération : Convention type frais de structure

PARC NATUREL REGIONAL XXXX
FRAIS DE STRUCTURE 2018

CONVENTION [type]

La **Région d'Ile-de-France** représentée par sa Présidente, Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° _____du _____,
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le **Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion** du Parc naturel régional XXX, représenté par son Président, Monsieur XXX XXX, autorisé par délibération du Comité syndical du XXXXXXXXXX,
ci-après dénommé « le *Parc* »

d'autre part.

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La charte du parc naturel régional « _____ » approuvé par la délibération n° _____ - signé le _____, et notamment ses axes prioritaires d'intervention, dans laquelle la présente convention s'inscrit :

Axe 1 : xxxxxxxx
Axe 2 : xxxxxxxx
Axe 3 : xxxxxxxx
Axe 4 : XXxxxxxxX.

Le Contrat de plan État-Région (CPER) 2015 – 2020, approuvé par la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, prévoit la poursuite du soutien financier régional aux PNR, et d'établir de nouveaux contrats jusqu'en 2020, de manière à accompagner les missions des parcs de manière dynamique et pluriannuelle sur la mandature, tout en respectant la temporalité du CPER à laquelle les financements sont adossés.

Sans attendre les contrats de Parcs pour la période 2018-2020, dont les orientations régionales ont été validées par délibération en Conseil régional de novembre 2017 (CR2017-184 du 24 novembre 2017), il est nécessaire d'organiser pour 2018, de façon bipartite, le soutien financier apporté au Parc naturel régional XXX pour son fonctionnement 2018 par la Région Ile-de-France.

Conformément aux statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional XXX, les participations au financement de la structure du Parc sont fixées par le contrat de Parc.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de répondre aux objectifs ci-dessus rappelés, le Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional XXX a défini dans son budget prévisionnel 2018 un montant de frais de structure à hauteur de XXXXXX € (annexe 1).

Ils correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel (cf. annexe 2 : organigramme et frais de structure 2018 fléchés par catégorie du Parc), gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses de fonctionnement régulières ne figurant pas au contrat de parc (entretien courant de la Maison du Parc, communication institutionnelle).

Article 2 : ENGAGEMENTS DU PARC POUR 2018

Le Parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte XXX - XXX et à :

1 • Porter à la connaissance de la Région Ile-de-France, tous les projets de modifications concernant les statuts du Parc.

2 • Fournir à la Région Ile-de-France, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.

3 • Faciliter le contrôle par la Région Ile-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

4 • Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

5 • Faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux dépenses de structure faisant l'objet de la présente convention.

Par ailleurs, pour la totalité de l'année 2018, le Parc s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le Parc saisit les offres de stages ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
Il informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc…) dans leur déroulement.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Dans le cadre du budget de la Région Ile-de-France pour 2018, la Région s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation de ses objectifs définis dans sa Charte, en participant aux dépenses relatives aux frais de structure estimés à XXXX € pour l'année 2018.

La subvention correspondante, au titre de l'année 2018, est versée en une seule fois.

En outre, la Région met actuellement à disposition du Parc deux agents régionaux.
En cas de fin de mise à disposition de l'agent concerné, la Région ne prévoit pas, pendant l'année couverte par la présente convention, de compensation financière correspondant au coût constaté pour l'agent ayant mis fin à sa mise à disposition.

Les modalités du soutien régional au fonctionnement des Parcs pour la suite de la programmation seront précisées dans les nouveaux Contrats de Parc dont le vote est prévu courant 2018.

Article 4 : SUIVI DE LA CONVENTION

En complément des réunions financeurs, il est institué un comité de suivi en vue d'assurer la bonne exécution de la convention.

Ce comité fait, autant de fois que nécessaire, le point sur l'état d'avancement de la convention tant sur les aspects positifs que sur les difficultés rencontrées. Il peut proposer des réajustements au cas où des événements extérieurs interfèrent de façon significative et incontestable dans la gestion des projets.

Ce comité de suivi, dont le secrétariat est pris en charge par le Parc, est composé d'au minimum un représentant des services administratifs de chaque partenaire.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du Parc :
Code banque : XXX
Code guichet : XXX
N° compte : XXX
Clé RIB : XXX
Domiciliation : XXX

Le comptable assignataire est, pour la Région, le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier payeur général de la Région d'Île-de-France.

La subvention est mandatée selon les modalités prévues par le Règlement budgétaire de la Région.

Ainsi, à l’expiration d’un délai de 1 an à compter de la date d’attribution de la subvention par l’assemblée délibérante, et en l’absence de demande de versement par le bénéficiaire à l’administration régionale, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d’1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l’expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l’opération ne lui sont pas imputables.

Le versement de la subvention intervient après appel de fonds du bénéficiaire sur présentation des comptes annuels de N-1 de l’organisme visés par le représentant légal du Parc et le comptable public.

Le versement de la subvention est par ailleurs subordonné à la production d’un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l’article 4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 6 : CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

L'éventuel arrêt des financements apportés par la Région ne saurait obliger les autres partenaires du Parc à prendre en charge les compléments de financement nécessaires au fonctionnement de la structure du Parc.

Article 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Il est procédé à la restitution de la subvention versée en cas de résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Article 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification et expire après le versement de la subvention définie à l'article 3 ci-dessus.

Article 9 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

La présente convention comporte 2 annexes :

Annexe 1 : projet de budget prévisionnel 2018 du Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional XXX

Annexe 2 : organigramme 2018 et tableau des agents fléchés par catégorie du Parc naturel régional XXX

Fait en 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Le _____

Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional XXX,
Le Président

XXX XXX

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-005

DU 24 JANVIER 2018

ENQUÊTE D'INSERTION DES LYCÉENS IVA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 par laquelle le Conseil Régional a adopté le Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 par laquelle le Conseil Régional a adopté le Contrat de plan francilien de développement de la formation professionnelle (CPFDFP) ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 par laquelle le Conseil Régional a décidé de proroger le Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 79-16 du 19 mai 2016 « une carte unique des formations professionnelles initiales tournée vers les emplois de demain » ;

VU Le marché n° 1400352 du 26 janvier 2015 pour la réalisation d'enquêtes par téléphone auprès des non répondants des enquêtes annuelles d'insertion des lycéens en Ile-de-France ;

VU La convention du 2 février 2015 pour la mise en œuvre régionale en Île-de-France des enquêtes sur l'insertion des lycéens dans la vie active (IVA) du ministère de l'éducation nationale et sur le suivi des élèves sortant des établissements d'enseignement technique agricole, convention approuvée par la délibération CP n° 14-321 du 18 juin 2014 *;*

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2018

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

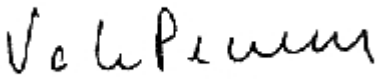
VU le rapport n°CP 2018-005 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique :

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € du marché n°1400352 disponible sur le chapitre 932 « enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 (128005) « Schéma des formations », action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2018 pour la réalisation d'une interrogation par téléphone des non-répondants à l'enquête d'Insertion dans la Vie Active (IVA) et à l'enquête de suivi des élèves sortant des établissements techniques agricoles de février 2018 en Ile de France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-008

DU 24 JANVIER 2018

AIDES RÉGIONALES AUX ÉLÈVES DE SECOND CYCLE ET AUX ÉLÈVES DES BTS, CPGE ET FORMATIONS POST BAC ET ASSIMILÉES : AJUSTEMENT DES DOTATIONS - AIDE RÉGIONALE À LA DEMI-PENSION - AIDE RÉGIONALE À L'ÉQUIPEMENT - AIDE AUX FRAIS DE CONCOURS - AIDE RÉGIONALE À L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n° CR 16-01 du 5 avril 2001 Fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires;

VU La délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 Aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération n° CR 83-09 du 9 octobre 2009 Tarification de la restauration des lycées franciliens Année 2010 **;**

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CP 16-238 du 15 juin 2016 Première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens : aide à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide

régionale a l'équipement pré et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ;

VU La délibération n° CP 2017-007 du 27 janvier 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale aux inscriptions aux concours - aide régionale à la demi-pension et tarification au quotient familial - subventions d'équilibre - tarification au quotient familial ;

VU La délibération n° CP 2017-145 du 17 mai 2017 Première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ajustements de dotations 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post bac : - aide régionale à la demi-pension pré et post bac - aide régionale à l'équipement pré bac et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires ;

VU La délibération n° CP 2017-260 du 5 juillet 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale à la demi-pension - modification de tarifs de demi-pension - subventions d'équilibre - convention partenariat CAF.

VU La délibération n° CP 2017-427 du 20 septembre 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - changement de mode de tarification - subvention d'équilibre - tarification des commensaux.

VU La délibération n° CP 2017-475 du 18 octobre 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale aux frais de concours - subvention d'équilibre.

VU La délibération n° CP 2017-532 du 22 novembre 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale aux frais de concours - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - subvention d'équilibre – modification de tarifs de demi-pension.

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-008 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements privés sous contrat d'association avec le

ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **2 994 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 994 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2018.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics et à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **46 925 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **46 925 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2018.

Article 3 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics et à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **13 548 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **13 548 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2018.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **11 124 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **11 124 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2018.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **2 512 €.**

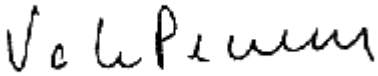
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 512 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2018.

Article 6 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics et à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe VI et qui s'élève à **4 874 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **4 874 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3041	0911844K	LG PR	STEINER	62 RUE DE PARIS	91370	VERRIERES LE BUISSON	432 €
R3056	0920917X	LGT PR	NOTRE-DAME	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT	92190	MEUDON	560 €
R3068	0930961P	LG PR	ESPÉRANCE (L')	35, RUE ANATOLE FRANCE	93622	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	2 002 €
					3	**Établissements**	**2 994 €**

Annexe 2

ANNEXE II
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3413	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS	5 920 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	1 500 €
R15875	0781884Z	LPO	CONDORCET	ALLEE CONDORCET	78520	LIMAY	5 250 €
R3324	0910623H	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS MONS CEDEX	9 583 €
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	2 700 €
R16853	0911962N	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY CEDEX	5 238 €
R15269	0932030B	LPO	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	2 740 €
R3647	0932120Z	LPO LYC METIER	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY GARGAN	1 800 €
R3515	0941474S	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN BICETRE CEDEX	8 144 €
					9	**Établissements**	**42 875 €**

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3061	0920875B	LGT PR	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	4 050 €
					1	**Établissement**	**4 050 €**

10	**Établissements publics et privés**	**46 925 €**

Annexe 3

ANNEXE III
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3270	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	2 533 €
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	3 665 €
R3602	0920801W	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	ST CLOUD	152 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURES	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	5 490 €
R3397	0950649P	LPO LYC METIER	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	916 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY PONTOISE CEDEX	242 €
				Total établissements publics	**6**	**Etablissements**	**12 998 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3026	0783053V	STS CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	550 €
				Total établissements privés	**1**	**Etablissement**	**550 €**

7	**Etablissements**	**13 548 €**

Annexe 4

Annexe IV
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3436	0750778N	LP LYC METIER	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS	11 124 €
					1	**Établissement**	**11 124 €**

Annexe 5

Annexe V
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3733	0922653J	LPO PR METIER	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY LES MOULINEAUX CEDEX	2 512 €
					1	**Établissement**	**2 512 €**

Annexe 6

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3270	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	57 €
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	3 435 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURES	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	681 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY PONTOISE CEDEX	242 €
				Total établissements publics	**4**	**Etablissements**	**4 415 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3026	0783053V	STS CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	459 €
				Total établissements privés	**1**	**Etablissement**	**459 €**

5	**Etablissements**	**4 874 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-010

DU 24 JANVIER 2018

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL - OPÉRATION DE RESTRUCTURATION PARTIELLE DU LYCÉE ANDRÉ SABATIER À BOBIGNY - LOT N°8 ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2058

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU Le budget 2018 de la Région et particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement »

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Les délibérations n° 07-441 du 31/05/2007 et n° 13-880 du 20/11/2013, affectant un montant total d'autorisation de programme de 5 090 000.00 euros pour l'opération de Restructuration partielle du lycée André Sabatier à Bobigny (93).

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

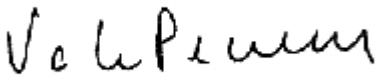
Article Unique :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché de travaux du lot n°8 pour l'opération de restructuration partielle du lycée André Sabatier à Bobigny (93), qui prévoit de verser à l'entreprise BENTIN la somme de 20 887.06 euros HT, soit 25 064.47 euros TTC, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional

24/01/2018 10:42:55

d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

MARCHE DE TRAVAUX DE
RESTRUCTURATION PARTIELLE DU LYCEE ANDRE SABATIER
A BOBIGNY N° M13.247956

LOT 8: ELECTRICITE COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération **CP** de la Commission Permanente en date du et domicilié en cette qualité 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

SEQUANO Aménagement, représenté par Madame Isabelle VALLENTIN, Directrice Générale, dont le siège social est domicilié Hôtel du Département - 3 esplanade Jean moulin - 93 000 Bobigny et les bureaux 15-17 promenade Jean Rostand - Immeuble Carré Plaza - CS 70045 - 93022 Bobigny cedex,

Ci-après désignée « le Mandataire »

D'UNE PART,

ET :

La société BENTIN, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro Siret 598 201 101 00014 et dont le siège social est situé au 71 boulevard de Strasbourg - 93600 Aulnay Sous-Bois, représentée par Monsieur BENTIN, son Directeur Général,

Ci-après dénommée l' « Entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de la restructuration partielle du lycée André Sabatier à BOBIGNY (93), SEQUANO AMENAGEMENT, mandataire de la Région Ile de France a contracté les différents marchés de travaux.

Ces travaux allotis comprennent :

1. Le gros œuvre, qui comprend :
    - 1.0. Désamiantage,
    - 1.1. Dépose, démolition,
    - 1.2. Gros œuvre, maçonnerie,
    - 1.3. Cloison, doublage,
    - 1.4. Faux plafond,
    - 1.5. Faïence et sols durs,
    - 1.6. Sol souple,
    - 1.7. Peinture, revêtements muraux
2. Les travaux d'étanchéité
3. Les travaux de menuiseries extérieures
4. Les équipements de cuisine
5. Les appareils élévateurs
6. Les menuiseries, qui comprennent :
    - 6.1. Menuiseries intérieures
    - 6.2. Agencement – mobiliers intégrés
    - 6.3. Serrurerie
7. Les travaux de CVC-plomberie, qui comprennent :
    - 7.1. Chauffage – ventilation,
    - 7.2. Plomberie sanitaire,
    - 7.3. Equipements spécialisés
8. Les travaux d'électricité, courants forts / courants faibles

Par marché n° M13.247956 notifié le 28/10/2013, il a été confié à l'entreprise BENTIN les travaux relatifs au macro-lot n°8 électricité courants forts courants faibles d'un montant de 337 982€ HT, soit 404 226,47€ TTC (TVA en vigueur au moment de la notification du marché à 19,6%).

Le marché a fait l'objet d'un avenant 1 en date du 16 juin 2016 d'un montant de 72 534.36 € HT, soit 87 041,23 € TTC (TVA en vigueur au moment de la notification de l'avenant à 20%).

Le marché a été ajourné du 22 décembre 2015 au 19 septembre 2016 pour permettre le remplacement du titulaire du lot 6, défaillant.

A. Demande d'indemnisation de l'entreprise

A l'approche de l'issue du marché, la société BENTIN demande que soient prises en compte des prestations supplémentaires non prévues au marché qu'elle estime avoir réalisées au titre des travaux nécessaires pour la bonne exécution du marché.

L'ensemble des prestations supplémentaires réalisées par l'entreprise est synthétisé dans le tableau ci-dessous :

Prestations supplémentaires Phase 3	Montant (€ HT)
Mise en place des luminaires dans faux plafond du hall du RDC et remplacement des luminaires du réfectoire	12 087,06
Frais d'immobilisation pendant ajournement	12 200,00
Montant total en € H.T.	**24 287,06**

B. Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à la société BENTIN, par l'intermédiaire de son mandataire, de l'indemniser pour les montants suivants :

Prestations supplémentaires		**Montant accepté (€ HT)**
Mise en place des luminaires dans faux plafond du hall du RDC et remplacement des luminaires du réfectoire	12 087,06	12 087,06
Frais d'immobilisation pendant ajournement	12 200,00	8 800,00
Montant total en € H.T.		**20 887,06**

Sur cette base, l'entreprise renonce à **3 400,00 euros H.T.**

Le montant total retenu par la Maîtrise d'Ouvrage pour l'indemnisation des prestations supplémentaires est ainsi de **20 887,06 euros H.T.**

C'est dans ce contexte, et afin de prévenir toute contestation à naître de la part de la société BENTIN au vu de ces prestations supplémentaires, que les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

- VU les articles 2044 et suivants du titre XV du Code Civil,
- VU l'accord de la Région Ile de France qui approuve le principe de paiement des prestations supplémentaires prises en charge par l'entreprise BENTIN,
- VU la délibération n° CP 07-441 de la Commission Permanente de la Région Ile de France en date du 31 mai 2007,

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement la prise en charge des prestations supplémentaires réalisées par l'entreprise BENTIN pour la bonne exécution du marché de travaux et ce afin d'éviter toute procédure contentieuse.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RECIPROQUES

Les parties s'étant rencontrées, elles ont chacune fait valoir leurs arguments pour la prise en compte ou le refus des prestations.
Ainsi l'Entreprise a exposé que la mise en place de luminaires dans le hall du RdC et le remplacement des luminaires du réfectoire résultent d'adaptations en cours d'exécution au

projet modifié suite au remplacement du titulaire du lot 6 et qu'elle a accepté de réaliser afin de ne pas retarder les travaux ; le mandataire en a accepté le bien fondé.
Le Mandataire a fait valoir à l'Entreprise que les contraintes liées à l'ajournement des travaux se sont limitées à l'immobilisation matérielle d'un conteneur sur site pendant la durée de l'ajournement, soit 11 (onze) mois puisqu'aucune prestation n'a été demandée pendant cette période ; l'Entreprise en a accepté le bien fondé.

L'entreprise BENTIN accepte la proposition de la Région Ile de France :

Prestations supplémentaires		**Acceptée à régler (€ HT)**
Mise en place des luminaires dans faux plafond du hall du RDC et remplacement des luminaires du réfectoire		12 087,06
Frais d'immobilisation pendant ajournement	12 200,00	8 800,00
Montant total en € H.T.		**20 887,06**

Soit un total HT de : 20 887,06 €

TVA à 20 % : 4 177,41 €

Soit un total TTC de : 25 064,47 €

Soit la somme de vingt-cinq mille soixante-quatre euros et quarante-sept centimes toutes taxes comprises.

L'entreprise BENTIN renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile de France et de son mandataire SEQUANO AMENAGEMENT toute demande ou action tendant à une quelconque indemnisation de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché relatif aux travaux du macro-lot n°8 « Electricité courants forts courants faibles » pour la restructuration partielle du lycée André Sabatier à Bobigny, à raison de faits antérieurs à la notification du présent protocole.

ARTICLE 3 : MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes fixées à l'article 2, non payées à ce jour, soit **20 887,06 euros HT**, se fera par virement bancaire sur le compte de la société BENTIN.
Le versement sera effectué par SEQUANO AMENAGEMENT, en tant que mandataire agissant au nom et pour le compte de la Région Ile de France.
Le délai maximum de paiement sera de 30 jours à compter de la date de notification à l'entreprise du présent protocole, l'accusé de réception faisant foi.

ARTICLE 4 : RENONCIATION A TOUT RECOURS

La présente transaction règle définitivement et sans réserve la situation financière de l'Entreprise.

En conséquence, chacune des parties renonce irrévocablement à tous autres droits, actions ou demandes d'indemnités de quelque nature que ce soit à propos de faits antérieurs à la présente transaction et reconnaît, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code Civil, que le présent accord aura entre elles l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le Mandataire de la Région Ile de France au titulaire, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L.4141-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront soumis au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Bobigny, le
En un exemplaire original

SEQUANO AMENAGEMENT, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France	L'entreprise BENTIN
Isabelle VALLENTIN Directrice Générale	Monsieur BENTIN Directeur Général

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-014

DU 24 JANVIER 2018

CONVENTION RELATIVE AU CONTRÔLE DE CONFORMITÉ DES BRANCHEMENTS D'ASSAINISSEMENT ENTRE LA RÉGION ET LE SIVOA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU La Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education ;

VU La délibération n°CR 111-07 du 25 octobre 2007 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'eau ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention relative au contrôle de conformité des branchements d'assainissements entre la Région et le Syndicat mixte de la vallée de l'Orge Aval (SIVOA) figurant en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte en conséquence une autorisation de programme de 12 600 €, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics », programme HP 222-005 (122005) « grosses réparations dans les lycées publics », action 12200501 « grosses réparations dans les lycées publics » du budget régional pour 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION RIF/SIVOA

SYNDICAT DE L'ORGE

îledeFrance

Convention relative aux contrôles de conformité des branchements d'assainissement des Lycées présents sur la Vallée de l'Orge aval

Entre les soussignés :

- La Région Ile de France,
  représentée par Madame PECRESSE, sa Présidente,
  dûment habilitée à cet effet par une délibération du ...
  et demeurant au …
  ci après dénommée la « Région»,

D'une part,

- Le Syndicat mIxte de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA)
  représenté par Monsieur CHOLLEY, son Président,
  dûment habilité à cet effet par une délibération du…
  et demeurant au 163, route de Fleury, 91172 VIRY CHATILLON CEDEX.
  ci-après dénommé le « Syndicat ».

D'autre part,

Préambule

Par délibération n°2005/17 du 15 décembre 2005, le Comité Syndical a décidé de la mise en œuvre d'une politique d'aide aux collectivités pour des actions de dépollution de la rivière.

La dépollution de la rivière relève de la qualité d'exploitation des réseaux d'assainissement et de la bonne séparativité des eaux usées et pluviales au niveau des branchements d'assainissement des immeubles individuels et collectifs. Aussi afin d'œuvrer dans ce sens et avec pour objectif l'atteinte du bon état écologique de la rivière (DCE, 2000/60/CE), le Syndicat a décidé d'engager une action auprès de ses partenaires institutionnels pour les inciter à mettre en conformité les bâtiments publics relevant de leur patrimoine.

Le Syndicat réalise ou encourage une première série d'actions visant cet objectif :

1) Contrôle et mise en conformité des bâtiments publics communaux et communautaires.
2) Contrôle et mise en conformité des bâtiments publics de l'Etat, de la Région et du Département.
3) Contrôle et mise en conformité des immeubles collectifs.
4) Contrôle et mise en conformité des branchements particuliers.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les termes techniques et financiers du partenariat Région-Syndicat visant à diagnostiquer les branchements d'assainissement des lycées présents sur le territoire syndical (voir annexe) et à réaliser les travaux de mise en conformité d'un point de vue de l'assainissement.

ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROJET

Le Syndicat est désigné comme maître d'ouvrage du « contrôle de conformité des branchements d'assainissement des lycées » c'est-à-dire de la **partie diagnostic**, objet de la présente convention.

La Région est désignée comme maître d'ouvrage de la « mise en conformité des branchements d'assainissement des lycées » c'est-à-dire de la **partie travaux**.

1. Le Syndicat, maître d'ouvrage de l'opération de « contrôles » de conformité

Le Syndicat, via son marché de contrôles de conformité, procède au diagnostic de chaque établissement.

Il assure :
- le contrôle de l'activité des prestataires.

Il est chargé de :
- la réception de l'étude-diagnostic de conformité.

Préalablement, le Syndicat élabore un dossier de demande de subventions et sollicite l'Agence de l'eau, le Département et la Région.

2. La Région, maître d'ouvrage de l'opération de « travaux » de conformité

La Région est chargée de procéder, selon un calendrier qu'elle transmettra au Syndicat, à la réalisation des travaux de mise en conformité des branchements d'assainissement de ses lycées.

Elle assure :
- le contrôle de l'activité des prestataires.

Elle est chargée de :
- la réception des travaux.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE PAIEMENT ET RÉPARTITION FINANCIÈRE ENTRE LE SYNDICAT ET LA REGION

1/ Opération de contrôles

Le Syndicat procède aux règlements de l'ensemble des factures de l'opération de « contrôles ».

Une fois l'opération de contrôles terminée, le Syndicat adressera à la Région l'ensemble des rapports relatifs à l'étude-diagnostic de conformité, accompagnés des factures du prestataire. Il émettra également un titre de recette correspondant au montant total de ces factures, déduction faite des subventions perçues.

La Région s'engage à émettre un mandat de paiement correspondant à ce montant total.

2/ Opération de travaux

La Région présentera cette étude-diagnostic et les travaux préconisés à ses différentes directions et proposera d'intégrer ces travaux dans la planification de sa gestion patrimoniale.

La Région procèdera aux règlements de l'ensemble des factures de l'opération de « travaux».

Une fois l'opération de travaux terminée, la Région adressera au Syndicat les procès-verbaux relatifs à ces travaux de mise en conformité.

ARTICLE 4 – PLAN DE FINANCEMENT

Pour l'opération « contrôles » gérée par le Syndicat, le plan de financement est le suivant :

Montant estimatif de l'opération de « contrôles »	**63 000 € HT**
➢ 14 sites x coût moyen d'un contrôle (4 500 €)	63 000 €
➢ Subventions escomptées 80%	50 400 €
Le reste à charge de la Région est estimée :	**12 600 € HT**
Part syndicale	**Avance des coûts engagés**

Le montant des contrôles est estimé à partir des prix du marché à bons de commande du SIVOA et à partir d'une estimation du temps à passer par contrôle. Une fois la prestation terminée, le coût réel de l'opération sera fixé, déduction faite des subventions perçues. La Région s'engage à rembourser au Syndicat l'ensemble des frais réels afférents aux contrôles des Lycées, restant à charge.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet le jour de sa signature par les cosignataires et prend fin à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 6 - AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient entre la Région et le Syndicat au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses de la présente convention seront portées devant le Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 8 - DOMICILIATION

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties élira domicile en son siège.

Fait à Viry-Châtillon,

En deux exemplaires

Le

François CHOLLEY
Président du Syndicat mIxte
de la Vallée de l'Orge Aval

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Ile de France

Annexe : Liste des Lycées présents sur le territoire syndical

E.I	U.A.I	COMMUNE	LYCEE	ADRESSE E.I
91010	0911632E	ARPAJON	RENE CASSIN	17 rue Jean Moulin
91020	0910628N	ARPAJON	PAUL BELMONDO	23 avenue de la Division Leclerc
91025	0911961M	ARPAJON	EDMOND MICHELET	2 rue Abel Cornaton
91060	0910975R	BRETIGNY SUR ORGE	JEAN PIERRE TIMBAUD	4 rue Henri Douard
91030	0910429X	OLLAINVILLE	LE CHÂTEAU DU LAC	2 rue de la Roche
91325	0911946W	SAINT MICHEL SUR ORGE	LEONARD DE VINCI	Place Léonard de Vinci
91040	0910623H	ATHIS-MONS	MARCEL PAGNOL	avenue de la Terrasse Prolongée
91050	0910676R	ATHIS-MONS	CLEMENT ADER - ROSIER	37 bis rue G. Anthonioz de Gaulle
91190	0910631S	JUVISY SUR ORGE	JEAN MONNET	51 avenue du Général de Gaulle
91260	0911037H	MORSANG SUR ORGE	ANDRE MARIE AMPERE	12 bis à 26 route du Bois Pommier
91310	0911346U	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	ALBERT EINSTEIN	avenue de la Liberté
91320	0912163G	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	PAUL LANGEVIN	rue Paul Langevin
91330	0910627M	SAVIGNY SUR ORGE	JEAN-BAPTISTE COROT	Le Château
91340	0912142J	SAVIGNY SUR ORGE	GASPARD MONGE	4 rue de Viry

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-016

DU 24 JANVIER 2018

CONVENTION RELATIVE À LA GESTION DE LA CITÉ SCOLAIRE DU SECOND DEGRÉ POUR LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation et notamment son article L 216-4

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1321-1

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente

VU La délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération CP 06-997 du 7 décembre 2006 relative à la gestion des cités scolaires du second degré pour le département de Seine et Marne

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-016 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique :

Approuve la convention ci-annexée avec le département de Seine et Marne, relative à la gestion de la cité scolaire du second degré François Couperin à Fontainebleau et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention relative à la gestion de la cité scolaire Couperin à Fontainebleau avec le département de Seine et Marne

CONVENTION RELATIVE A LA GESTION DE LA CITE SCOLAIRE FRANÇOIS COUPERIN (SEINE-ET-MARNE)

Entre

La Région d'Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment habilitée par délibération n° du Conseil régional
ci-après dénommée la **« Région »**,

D'une part,

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil général, dûment habilité par délibération du Conseil départemental en date du 9 juin 2017, ci-après dénommé le **« Département »**,

D'autre part,

Après avoir rappelé que :

Conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les cités scolaires du second degré du Département ont été mises à disposition conjointe de la Région et du Département, collectivités de rattachement respectives du lycée et du collège, le 1er janvier 1986. En application de l'article L. 216-4 du code de l'éducation, les représentants de la Région et du Département ont signé le 13 mai 1986 une convention confiant au Département la gestion du fonctionnement, des grosses réparations et de l'équipement de ces cités scolaires.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a confié aux Régions et aux Départements les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les établissements dont ils ont la charge, et prévu le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service qui concourent à l'exercice de ces missions.

- Une convention relative à la gestion de la cité scolaire François Couperin à Fontainebleau a été conclue entre la Région et le Département de Seine-et-Marne en 2007. Cette convention a pris effet le jour de sa notification, soit le 9 février 2007, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale puisse excéder 10 ans. Cette convention arrivant à expiration, il convient de redéfinir les conditions de gestion de la cité scolaire François Couperin à Fontainebleau.

En conséquence, il convient de passer une nouvelle convention pour tenir compte des nouvelles responsabilités incombant aux collectivités et pour mettre en cohérence des missions souvent liées entre elles.

Sont convenus de ce qui suit :

SECTION 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – STIPULATIONS GENERALES

1-1. Objet.
La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Région assure, en accord avec le Département, la gestion des missions concernant le fonctionnement, les grosses réparations et l'équipement, ainsi que l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique au sein de la cité scolaire François Couperin.

1-2. Champ d'application.

La présente convention concerne la cité scolaire du second degré « François COUPERIN », sise sur le territoire du Département de Seine-et-Marne.

1-3. Missions confiées à la Région dans la cité scolaire.

La Région se voit confier, en application de l'article L. 216-4 du code de l'éducation, les missions suivantes dans les cités scolaires :

- La coordination des actions respectives des deux collectivités de rattachement, relatives au fonctionnement et à l'équipement du lycée et du collège constituant ces cités scolaires.
- La gestion des programmes de grosses réparations définis en accord avec le Département.
- La gestion des missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, y compris le recrutement et la gestion des personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement exerçant leurs fonctions dans cette cité scolaire.

Pour la cité scolaire, la Région se voit également confier, dans les conditions décrites par la présente convention, la coordination :
- du contrôle des actes budgétaires de la cité scolaire.
- de la procédure d'autorisation relative à l'utilisation de locaux scolaires.

1-4. Comité de concertation et de coordination.

Un comité de concertation et de coordination, placé sous la co-présidence des directeurs chargés des affaires scolaires des deux collectivités, a pour mission d'assurer la cohérence des actions régionale et départementale engagées dans le cadre de la présente convention.

Dans les délais fixés aux articles ci-après, le comité se réunit au moins deux fois par an.

Le comité a en charge l'élaboration concertée de tous projets d'avenants à la présente convention.

SECTION 2 : DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 2 – REPARTITION DES CHARGES

Le Département supporte les dépenses de fonctionnement relatives au collège et la Région supporte celles relatives au lycée.

Chaque collectivité définit ses orientations générales, vote les budgets correspondants et fixe, pour chaque établissement relevant de sa compétence, la dotation de fonctionnement qui lui sera versée.

ARTICLE 3 – DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT

Conformément à l'article L 421-11 du code de l'éducation, la Région pour le lycée, le Département pour le collège, notifient aux établissements avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice budgétaire le montant prévisionnel des participations aux dépenses de fonctionnement qui leur seront allouées, ainsi que les orientations et évolutions fixées par les assemblées délibérantes. Ces éléments font également l'objet d'une information réciproque entre les deux collectivités de rattachement.

Chaque collectivité verse directement à l'établissement relevant de sa compétence les participations qui lui sont allouées, et définit le calendrier de ces versements. Le lycée et le collège et leurs collectivités de rattachement correspondent directement sur toutes les questions relatives aux dotations de fonctionnement.

Dès lors qu'il y a nécessité d'une réponse concertée des deux collectivités sur une demande de révision de dotations touchant, dans la cité scolaire, les deux composantes lycée et collège, la collectivité saisie en informe l'autre collectivité et lui propose une solution de règlement. Dans tous les cas, l'assemblée délibérante de chaque collectivité est seule habilitée à statuer sur les dotations complémentaires à attribuer à l'établissement relevant de sa compétence.

En cas de modification du périmètre des dépenses prises en charge via le versement de dotations de fonctionnement aux établissements, et notamment dans l'éventualité d'une reprise en gestion directe de certaines prestations par la Région, le Département procède au remboursement de la part collège au prorata des effectifs de collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

Par ailleurs, la Région verse à la cité scolaire les dotations permettant le financement des contrôles techniques obligatoires et contrats d'entretien obligatoires.

Le Département procède au remboursement de la part collège selon le même prorata que celui mentionné à l'alinéa précédent.

ARTICLE 4 – CONTROLE BUDGETAIRE

Les actes budgétaires du lycée et collège constitués en cité scolaire sont transmis à la collectivité de rattachement compétente, au représentant de l'Etat, ainsi qu'à l'autorité académique dans les conditions prévues à l'article L. 421-11 du code de l'éducation.

La Région effectue les opérations matérielles de contrôle sur les actes budgétaires du lycée et du collège. Elle transmet le cas échéant au Département ses observations sur les actes budgétaires du collège.

En cas de désaccord sur l'acte budgétaire transmis, la collectivité de rattachement compétente règle le budget conjointement avec l'autorité académique dans les conditions prévues à l'article L. 421-11. Elle en informe l'autre collectivité.

SECTION 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES D'INTERVENTIONS REGIONALES

ARTICLE 5 – CHAMP DE L'INTERVENTION REGIONALE

La gestion des programmes annuels d'interventions est confiée à la Région.

Un programme d'interventions se décompose de la manière suivante :

- Les travaux de grosses réparations relevant de la section d'investissement du budget régional. Ils comprennent les opérations d'entretien, de réparation et d'amélioration des bâtiments, les travaux de renouvellement des installations de chauffage (P3 renouvellement et P3 garantie totale), aires extérieures et clôtures, les travaux de sécurité et de mise aux normes pédagogiques ainsi que, d'une manière générale, toutes opérations ayant pour objet de maintenir les établissements dans un état optimum de fonctionnement.
- Les dépenses relatives au fonctionnement regroupant les dépenses relatives aux contrôles techniques obligatoires, contrats d'entretien de maintenance et travaux d'entretien imputés en section de fonctionnement du budget régional, les dépenses relatives à la fourniture de chauffage et d'électricité, et à la maintenance des installations de chauffage.

Les opérations d'extension, reconstruction, construction ou rénovations lourdes, soumises aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique font l'objet de conventions spécifiques à passer entre la Région et le Département.

ARTICLE 6 - PROGRAMME D'INTERVENTIONS REGIONALES CONCERNANT LES ENSEMBLES IMMOBILIERS

Au cours de l'année N-1, les deux collectivités établissent d'un commun accord le programme prévisionnel des interventions régionales à individualiser pour la cité scolaire au cours de l'année N en provisionnant une réserve pour travaux imprévisibles et urgents.

Ce projet de programme constitue la base de la proposition budgétaire destinée à être soumise, d'une part à l'assemblée délibérante de la collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage, en ce qui concerne sa propre part et l'inscription budgétaire globale, d'autre part à l'assemblée délibérante de l'autre collectivité, s'agissant de sa participation au programme de travaux.

Le programme retient une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

6-2. Le programme indicatif annuel des opérations retenues est fixé toutes dépenses confondues, mention faite des taux de TVA en vigueur et selon les règles d'éligibilité des dépenses au FCTVA.

6-3. Les éventuels dépassements sur les opérations individualisées peuvent être financés par des ajustements d'opération, des suppressions d'opérations les moins urgentes ou des prélèvements sur les provisions. Les travaux urgents et imprévisibles sont financés dans le cadre de provisions arrêtées au moment de l'élaboration et de la validation du programme annuel et, si nécessaire, par des ajustements internes ou substitution d'opération. Les modifications qui dépassent le montant global de la participation du département doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération des deux collectivités, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur.

6.4 : Le programme des travaux, y compris la provision visée au 6.3, arrêté annuellement comporte des opérations qui peuvent être réalisées au moyen de subventions allouées aux établissements.

ARTICLE 7 - MODALITES DE CONCERTATION

Le programme précité est établi au vu des comptes-rendus des visites préalables des lieux organisées par la Région au minimum une fois l'an en présence des chefs d'établissement ainsi que d'un représentant de l'autre collectivité. Ce programme s'appuie également, autant que possible, sur des schémas d'action pluriannuelle. Lorsque ces schémas concernent des remises à niveau de locaux d'enseignement, la Région s'assure auprès de l'autre collectivité et du Rectorat, de l'adéquation de ces travaux avec les besoins pédagogiques des deux établissements.

Lors de la réunion relative à l'examen du projet de programme, les représentants de la Région font la synthèse des différentes démarches concertées ayant servi de base à cette proposition de programme.

ARTICLE 8 – ADOPTION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS REGIONALES - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES

Le programme de travaux pour l'année N et le montant correspondant ne deviennent définitifs qu'après vote des budgets et affectation des autorisations de programme par chaque collectivité, selon les règles qui leur sont applicables.

Le budget de chaque collectivité comporte, en dépense, les autorisations de programme nécessaires au financement de l'ensemble du programme de travaux dont elle a la charge et de sa part de financement pour les travaux pour lesquels elle n'assure pas la maîtrise d'ouvrage. La participation de l'autre collectivité figure en recette.

ARTICLE 9 – GESTION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS REGIONALES

Dès lors qu'il a été défini en concertation et adopté par les deux collectivités, le programme d'interventions régionales visé à l'article 5 est conduit et géré par la Région.

A ce titre, cette collectivité fait notamment son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires.

La Région invitera en tant que de besoin les représentants de l'autre collectivité aux réunions de chantier et lui fera parvenir tous documents utiles au suivi des opérations.

ARTICLE 10 - VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DÉPARTEMENTALE

Pour chaque cité scolaire, la participation due à la Région pour l'année N, toutes dépenses confondues, y compris la TVA au taux en vigueur, est constituée de :

a) la part des dépenses propres au département ;
b) la quote-part des dépenses communes ;

Versement initial

Le premier versement TTC de la participation intervient sous la forme d'une avance de 40 % de l'année N, après le vote par l'assemblée délibérante de l'enveloppe financière correspondant au programme prévisionnel, hors provision.

Compte-rendu annuel et versements complémentaires
La Région établit au titre de chaque année le bilan comptable des opérations réalisées, arrêté au 31 décembre, et les transmet au Département. Après concertation entre les deux parties, les titres sont émis par la Région.
Ce bilan retrace l'état d'avancement des opérations en termes d'engagements, de mandatements, de reports et de solde.
Les versements complémentaires du Département sont effectués chaque année en fonction des dépenses mandatées par la Région, figurant sur ce bilan comptable et validé par le comptable public.
Ces documents seront à transmettre à l'appui de la demande d'éligibilité de la contribution départementale au FCTVA.

SECTION 4 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT

ARTICLE 11 – ORIENTATIONS ET DOTATIONS

Chaque collectivité définit ses orientations, les communique à l'Établissement relevant de sa compétence, et vote les budgets destinés à l'octroi de subventions ou de dotations en nature concernant le premier équipement ou le renouvellement d'équipements.

Le lycée et le collège adressent à leur collectivité de rattachement respective leurs demandes d'équipements.

Chaque collectivité verse directement à l'établissement relevant de sa compétence les subventions d'équipement, ou lui livre ces équipements s'il s'agit de dotations en nature.

Conformément à l'article L. 421-17 du code de l'éducation, la collectivité notifie le cas échéant au Chef d'établissement son intention de conserver la propriété des biens faisant l'objet d'une subvention ou d'une dotation en nature.

La Région est chargée de la coordination des subventions ou dotations effectuées au profit du lycée et du collège dans la cité scolaire dont elle a la charge, dans les conditions ci-après.

ARTICLE 12 – DOTATIONS DE PREMIER EQUIPEMENT - RENOUVELLEMENT D'EQUIPEMENT

Les locaux créés spécifiquement à l'usage du lycée ou du collège de la cité scolaire sont dotés d'un premier équipement mobilier par la collectivité de rattachement de

l'établissement considéré. La collectivité procède par subvention à l'établissement, ou lui attribue une dotation en nature.

Lorsqu'il examine le programme prévisionnel de travaux visé à l'article 5 ci-avant, ou lors d'une réunion spécifique, le comité de coordination et de concertation établit la liste des opérations d'investissement nécessitant une action conjointe des deux collectivités en matière de premier équipement mobilier. Il s'agit, notamment, des salles de restaurant, centres de documentation et d'information, salles de sport et, d'une manière générale, de tous locaux utilisés en commun par les lycéens et collégiens.

Dans les cas visés au paragraphe précédent, le comité constate, au regard des derniers effectifs connus (collégiens, lycéens, étudiants post-baccalauréat s'il y a lieu) constatés par l'autorité académique, la part (en pourcentage) incombant à chaque collectivité pour équiper les locaux. Le cas échéant, le comité peut préconiser, notamment en présence de contraintes particulières (locaux situés dans un site classé, environnement architectural, etc.), un projet d'équipement spécifique défini en liaison avec la maîtrise d'œuvre. Ce projet, après accord de la Région et du Département, est financé au moyen de subventions des collectivités versées à l'établissement ou par un marché passé par l'une des deux collectivités.

Lorsqu'elles co-financent des équipements mobiliers destinés à des locaux d'usage commun au lycée et au collège de la cité scolaire, commandés sur un marché de l'une des deux collectivités, la Région et le Département se concertent quant à l'apposition de marques distinctives sur ces équipements.

Les deux collectivités échangent régulièrement les informations nécessaires à une prise en compte harmonieuse, dans chaque cité scolaire, des besoins du lycée comme du collège.

ARTICLE 13 - EQUIPEMENTS LIES AUX TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DANS L'ENSEIGNEMENT

La Région et le Département dotent l'établissement scolaire relevant de leur compétence des matériels dont l'usage sera spécifique aux élèves de chaque structure.

Le cas échéant, les adaptations de locaux nécessaires sont intégrées au programme d'interventions, dans les conditions définies à l'article 5.

Ces programmes prennent en compte les référentiels des deux collectivités. En cas de nécessité d'adaptation de ces référentiels du fait des particularités de la cité scolaire, la Région sollicite au préalable l'accord du Département. Toutefois, la pérennité des spécificités à respecter devra être suffisante pour éviter le renouvellement trop rapide des infrastructures de câblage et de connexion.

SECTION 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS ASSURANT LES MISSIONS D'ACCUEIL, DE RESTAURATION, D'HEBERGEMENT ET D'ENTRETIEN GENERAL ET TECHNIQUE

ARTICLE 14 – STIPULATIONS GENERALES

Ainsi qu'il est rappelé à l'article 1er de la présente convention, la Région assure la gestion des missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique pour la cité scolaire dans le cadre des compétences dévolues aux deux collectivités.

La Région détermine les moyens nécessaires et fixe les modalités de fonctionnement pour assurer ces missions et garantir la qualité du service public de l'éducation au sein de la cité mixte régionale.
Les personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement affectés aux cités scolaires pour l'exercice de ces missions transférées aux collectivités par l'Etat dans le cadre de la loi du 13 août 2004, sont placés sous l'autorité fonctionnelle du chef d'établissement qui, assisté de l'adjoint- gestionnaire et, le cas échéant de chefs d'équipes, organise le service pour l'ensemble de la cité scolaire.
La Région assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L.211-8 du code de l'éducation.

ARTICLE 15 – DETERMINATION DES EMPLOIS

L'annexe de la présente convention précise le nombre des emplois qui étaient affectés par l'Académie à la date du 6 juillet 2016, ainsi que la répartition de ces postes entre la partie collège et la partie lycée de la cité scolaire.

ARTICLE 16 – PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

La participation financière du département relative aux dépenses de personnels assurant les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique s'établit sur la base des arrêtés définitifs publiés le 27 mai 2010 portant droit à compensation en faveur des Régions pour ces personnels.
La contribution du département correspond à la différence entre les dépenses exposées par la Région et la compensation financière correspondante que lui verse l'Etat, au prorata des effectifs de collégiens sur l'effectif total d'élèves de chaque cité scolaire.

La participation due par le Département au titre d'une année civile N est calculée en prenant comme référence :

- les charges de personnel exposées par la Région au titre de cette année N. Ces dépenses de personnel s'entendent comme les rémunérations, primes et indemnités, ainsi que les charges sociales afférentes, versées par la Région

pour les personnels effectivement en poste dans la cité scolaire, à l'exclusion de toute autre dépense.

- La compensation financière versée par l'Etat au titre de l'année N pour cette cité scolaire.

Les effectifs sont constatés à la rentrée scolaire de septembre de l'année N-1, sur la base des données fournies par le Rectorat de l'Académie de Créteil. Il n'est pas effectué d'ajustement en fonction des effectifs définitifs de l'année scolaire.

La contribution est calculée par les services de la Région. Ceux-ci transmettent au Département un état récapitulatif détaillé des dépenses réellement exposées au titre de l'année N à l'appui du titre de recette correspondant.

SECTION 6 : AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 17 – LOGEMENTS DE FONCTION

Pour ce qui concerne la cité scolaire, la Région assure la gestion de l'ensemble des logements de fonction.

Elle définit les critères d'attribution des logements de fonction, dans le respect de la réglementation applicable, pour la totalité du parc de logements de la cité scolaire. Elle attribue les logements par nécessité absolue de service, utilité de service ou par convention d'occupation précaire en fonction de ces critères.

Elle assure le cas échéant la remise en état et les travaux de toute nature relevant du propriétaire dans les logements de fonction.

Pour chaque cité scolaire, le programme des travaux et remise en état des logements de fonctions est calculé sur la base d'une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

ARTICLE 18 - UTILISATION DES LOCAUX

La Région assume la coordination des demandes relatives à l'utilisation des locaux de la cité scolaire en dehors des heures d'enseignement, notamment dans le cadre des articles L. 212-15 et L. 216-1 du code de l'éducation.

ARTICLE 19 – LITIGES AVEC DES TIERS

La Région se substitue à l'autre collectivité dans tous les contentieux, engagés par des tiers, relatifs aux travaux définis à l'article 5.

La Région se substitue également au Département pour les litiges nés des opérations d'équipement qu'elle mène.

Elle informe le Département de l'évolution des actions contentieuses en cours.

ARTICLE 20 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

20.1 - Assurances des biens mobiliers et immobiliers

Les cités mixtes régionales sont garanties dans le cadre des contrats « Dommages aux biens » 1ère et 2ème ligne souscrits par la Région Ile-de-France auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables. La Région assure la totalité des biens meubles et immeubles des cités mixtes régionales, sans distinction de la nature et des propriétaires des bâtiments ou du mobilier.
Les garanties minimales souscrites sont les suivantes :

- Incendie – Chute de la Foudre – Explosion
- Chute d'avion – Choc de véhicules terrestres identifiés ou non identifiés
- Tempête, grêle, neige
- Dégât des eaux et fluides – Gel
- Fumées
- Attentat – Vandalisme
- Catastrophes naturelles
- Dommages électriques et électroniques
- Effondrement
- Vol
- Bris de Glaces
- Bris de machine – Tous risques informatique et matériels électroniques
- Evénements non dénommés – Tous risques sauf

Au titre de la prise en charge de l'assurance des biens, la Région est la collectivité interlocutrice et responsable pour tous les actes de gestion incombant au propriétaire, tels que la mise à disposition temporaire de tout ou partie des locaux à des associations en dehors des heures de formation ou pour l'attribution des logements de fonction.

20.2 - Responsabilité civile- Assurances

La Région est civilement responsable selon les règles de droit commun et sans recours possible à l'encontre du Département, des conséquences dommageables pouvant résulter des bâtiments et équipements dépendant des établissements constituant la cité mixte régionale, tant à l'égard des élèves, que des professeurs, agents et tiers. Il en est de même s'agissant des parties communes.

La Région déclare, par conséquent, être dûment assurée à ce titre, aux termes d'un contrat d'assurance *« responsabilité civile et risques annexes»* 1ere et 2ème ligne, souscrits auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

ARTICLE 21 – SORTIE DE LA CITE SCOLAIRE

La fermeture du collège Couperin est envisagée pour la rentrée scolaire 2018 et au plus tard à la livraison du collège de Vulaines-sur-Seine.

Un état des lieux et des biens à répartir, ainsi que des locaux utilisés par le collège, sera dressé à l'initiative du Département. Cet état des lieux prendra en compte le recensement des biens mobiliers laissés ou déménagés par le Département pour équiper le futur collège de Vulaines-sur-Seine.

En cas de retard de livraison du futur collège, le Département confirmera ou infirmera la date de fermeture définitive du collège au moins trois mois avant la rentrée scolaire 2018 et demandera, le cas échéant, un délai complémentaire d'occupation.

Dans un délai de 3 ans à compter de la fermeture, la Région s'engage à justifier les dépenses acquittées au titre des programmes validés au titre de la présente convention.

ARTICLE 22 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le jour de sa notification. Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable pour un an par tacite reconduction, au plus tard à la date de fermeture effective du collège sans que sa durée totale ne puisse excéder 10 ans.

ARTICLE 23 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par délibérations concordantes des deux collectivités territoriales.

ARTICLE 24 - RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations est consécutive à un cas de force majeure.

Toutefois, si ce délai expire en cours d'année scolaire, la date d'effet de la résiliation est reportée à la fin de cette dernière.

En outre, les deux collectivités s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à ce que toutes les opérations financées soient conduites à leur terme sous le régime juridique et financier fixé par la présente convention.

A **le**

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente
du Conseil régional

Valérie PECRESSE

A **le**

Pour le Département
de Seine-et-Marne

Le Président
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne
Par délégation,
Le Directeur-adjoint de l'Education

Jérémie VENCATACHELLUM

Jean-Jacques BARBAUX

Annexe à la convention

Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement exerçant leurs missions à la cité scolaire François Couperin au 6 juillet 2016 et répartition de ces postes entre le collège et le lycée

nom du service	Poste Identifiant	Métier Libellé	TOTAL Métier	TOTAL LYCEE
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	7094	Agent d'accueil (AACCU)	1	35
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	7098	Agent de maintenance (AMAINT)	6	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	7100	Agent d'entretien général (AEGEN)	21	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	7111	Agent d'accueil (AACCU)	1	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	7113	Agent lingerie (ALING)	1	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Entretien Gen. Et Maintenance	11670	Responsable d'entretien et de maintenance (REGMA)	1	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Restauration	7092	Chef de cuisine (RCUIS)	1	
LCM FRANCOIS COUPERIN - Restauration	7096	Cuisinier (ACUIS)	3	

ARMOIRES MULTICASIERS ETROITS & LARGES

Hauteur hors tout des Armoires (sans pied) : Toit Droit : 1800, Profondeur 500 - Fermeture Serrure

4 CASIERS PAR COLONNE - DE 1 A 4 COLONNES Dimensions de chaque Casier : L=300, P=500, H=450						
Nbre de Casiers	Largeur	Toit	Référence	PRIX Commande < 1500€	PRIX Commande > 1500€	Masse
4	300	Droit	**PCA41 DS**	259 €	246 €	*23 kg*
8	600	Droit	**PCA42 DS**	449 €	427 €	*41 kg*
12	900	Droit	**PCA43 DS**	628 €	597 €	*58 kg*
16	1200	Droit	**PCA44 DS**	826 €	784 €	*76 kg*

4 CASIERS PAR COLONNE - DE 1 A 3 COLONNES Dimensions de chaque Casier : L=400, P=500, H=450						
Nbre de Casiers	Largeur	Toit	Référence	PRIX Commande < 1500€	PRIX Commande > 1500€	Masse
4	400	Droit	**PCAL41 DS**	277 €	263 €	*27 kg*
8	800	Droit	**PCAL42 DS**	489 €	464 €	*48 kg*
12	1200	Droit	**PCAL43 DS**	682 €	648 €	*69 kg*

5 CASIERS PAR COLONNE - DE 1 A 4 COLONNES Dimensions de chaque Casier : L=300, P=500, H=360						
Nbre de Casiers	Largeur	Toit	Référence	PRIX Commande < 1500€	PRIX Commande > 1500€	Masse
5	300	Droit	**PCA51 DS**	282 €	268 €	*24 kg*
10	600	Droit	**PCA52 DS**	469 €	445 €	*43 kg*
15	900	Droit	**PCA53 DS**	658 €	625 €	*61 kg*
20	1200	Droit	**PCA54 DS**	865 €	822 €	*79 kg*

5 CASIERS PAR COLONNE - DE 1 A 3 COLONNES Dimensions de chaque Casier : L=400, P=500, H=360						
Nbre de Casiers	Largeur	Toit	Référence	PRIX Commande < 1500€	PRIX Commande > 1500€	Masse
5	400	Droit	**PCAL51 DS**	296 €	281 €	*28 kg*
10	800	Droit	**PCAL52 DS**	530 €	503 €	*50 kg*
15	1200	Droit	**PCAL53 DS**	700 €	665 €	*72 kg*

Option fermeture par porte cadenas sans supplément de prix. Sur la référence, indiquer simplement la lettre C pour porte cadenas au lieu de S pour serrure à 2 clés

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
077-227700010-20170609-lmc100000015728-DE

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21/06/2017
Réception Préfet : 21/06/2017
Publication RAAD : 20/06/2017

Séance du vendredi 9 juin 2017

DÉLIBÉRATION N° CD-2017/06/09-**5/02**

Commission n° 5 – Éducation, Vie associative, Jeunesse et Sports
Rapporteur : SERT Geneviève

Commission n° 7 – Finances
Rapporteur : RUCHETON Béatrice

OBJET : Cité scolaire François Couperin à Fontainebleau :
- Approbation de la convention de gestion conclue entre la Région Ile-de-France et le Département de Seine-et-Marne
- Validation du programme de travaux 2017.

La convention relative à la gestion de la cité scolaire François Couperin à Fontainebleau, conclue entre la Région Ile-de-France et le Département de Seine-et-Marne pour une durée de 10 ans, est arrivée à échéance le 9 février 2017. Il convient de la renouveler afin de redéfinir les modalités de gestion de la cité scolaire François Couperin. Cette nouvelle convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable une fois par tacite reconduction, au plus tard à la date de fermeture effective du collège François Couperin prévue à la rentrée 2019, concomitamment à l'ouverture du collège de Vulaines sans que sa durée totale ne puisse excéder 10 ans .
Enfin, il y a lieu de valider le programme de travaux 2017 au titre de la participation départementale pour la réalisation de travaux par la Région au sein de la cité scolaire François Couperin.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 et notamment ses articles 81, 82, 83, 84 et 104 à 111,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, relative au Règlement budgétaire et financier, modifiée par la délibération du Conseil général n°7 /01 en date du 26 avril 2013

VU la délibération du Conseil départemental n° 5/01 en date du 15 décembre 2016, relative au budget primitif du Département pour l'année 2017

VU l'avis de la Commission Education, Vie associative, Jeunesse et Sports,

VU l'avis de la Commission Finances,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention relatif à la gestion de la cité scolaire François Couperin à Fontainebleau à passer avec la Région Île-de-France conformément à l'annexe n° 1 jointe à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à le signer au nom du Département.

Article 3 : d'accepter le programme de travaux 2017 présenté par la Région Ile-de-France et relatif à la cité mixte régionale François Couperin à Fontainebleau, conformément au tableau joint en annexe n° 2 à la présente délibération

Article 4 : précise que la part à la charge du Département s'élève en investissement à **188 102,97 €** et les crédits seront prélevés sur ceux ouverts au budget 2017, action « constructions, extensions, réhabilitations », opération « Participation Département dépenses investissement Région Cités scolaires ».

Adopté à l'unanimité

Jean-Jacques BARBAUX
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-019

DU 24 JANVIER 2018

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du conseil régional,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **3.200.000,00** € au titre des marchés études figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales des lycées publics», action (12200101) « Etudes générales des lycées publics» du budget 2018.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **23.991.357,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-003 (122003) « Constructions des lycées», action (12200301) « Constructions des lycées» du budget 2018.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 3 et 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **49.817.759,00** € dont 500.000, 00€ au titre des marchés d'efficacité (SIEGIEF) et de performance énergétique (SIPPEREC) figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2018.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.600.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2018.

Article 5 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 6 à 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **37.628.000,00 €** dont 400.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles et 18.000.000,00 € au titre des marchés de travaux figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2018.

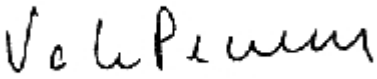
Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5.275.497,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2018.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 10 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.000.000,00 €** à titre d'affectation provisionnelle sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2018 10:52:45

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

annexes 1 à 10

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECTATION MARCHÉS A COMMANDES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	3 200 000,00

Budget 2018 - HP222-001 / 2031 chapitre 902 **3 200 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
93	CLICHY-SOUS-BOI	LYP A-NOBEL	0932026X	PPI 2012 2022 CONSTRUCTION D U INTERNAT DE 100 PLACES OP.No 13B1552220030007 Complément de crédit soit 8,987 ME	7 402 886,00
77	CHELLES	LP L-LUMIERE	0771171E	PPI 2012-2022 CONSTRUCTION INTERNAT 150 PLACES OP.No 14B1212220030001 Complément de crédit soit 11,536 ME	9 545 640,00
94	VILLENEUVE-SAIN	LYP F-ARAGO	0941952L	PPI 2012-2022 CONSTRUCTION INTERNAT 100 PLACES ETUDES OP.No 14B1212220030004 Complément de crédit soit 8,597 ME	7 042 831,00

Budget 2018 - HP222-003 / 238 chapitre 902 **23 991 357,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECTATIONS MARCHÉS EFFICACITÉ ENERGETIQUE ET ACHAT GAZ (SIGEIF) ET MARCHÉ PERFORMANCE ÉNERGATIQUE (SIPPEREC)	500 000,00

Budget 2018 - HP222-004 / 2031 chapitre 902 **500 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECTATIONS MARCHÉS A COMMANDE BÂTIMENTS DÉMONTABLES	2 600 000,00

Budget 2018 - HP222-004 / 21351 chapitre 902 **2 600 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
95	ENGHIEN-LES-BAI	LYP G-MONOD	0950644J	RESTRUCTURATION DU SITE OUEST 2EME TRANCHE OP.No 11B7572220040004 Complément de crédit soit 35,220 ME	29 021 000,00
91	BRUNOY	LYP TALMA	0911021R	PPI 2012 2022 RESTRUCTURATION DE LA DEMI PENSION ET DES LIEUX DE VIE OP.No 13B1552220040004 Complément de crédit soit 10,539 ME	8 536 078,00
93	CLICHY-SOUS-BOI	LYP A-NOBEL	0932026X	PPI 2012 2022 RESORPTION DES BÂTIEMNTS DEMONTABLES ET MODULAIRES OP.No 13B1552220040007 Complément de crédit soit 14,277 ME	11 760 681,00

Budget 2018 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **49 317 759,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS POUR ETUDES EPLE 2018	100 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYP B-PASCAL	0772230F	MOD: ÉTUDES POUR LE REMPLACEMENT DE CHÂSSIS PVC VÉTUSTES ET DANGEREUX (ENVIRON 150)	20 000,00
77	BUSSY-SAINT-GEO	LYP M-L-KING	0772292Y	MOD: ÉTUDES POUR L'AMÉNAGEMENT DE PLACES DE PARKING	20 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP WA-MOZART	0932034F	MOD: DIAGNOSTIC ET ÉTUDES SUITE À AFFAISSEMENT DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT AU DESSUS DU PRÉAU	25 000,00
77	CHAMPS-SUR-MARN	LYP R-DESCARTES	0772223Y	MOD: ÉTUDES POUR MISE EN ACCESSIBILITÉ PMR DEMI-PENSION	25 000,00
91	ETIOLLES	LP CH-COUDRAIES	0910629P	MOD: MOE RÉNOVATION DU VOLUME ENVELOPPE ET DES MENUISERIES DU BÂTIMENT A	30 000,00
91	ETIOLLES	LP CH-COUDRAIES	0910629P	MOD: DPE RÉNOVATION DU VOLUME ENVELOPPE ET DES MENUISERIES DU BÂTIMENT A	20 000,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	MOD: MOE TRAITEMENT DE L'ENVELOPPE (ACIERS DE LA FAÇADE, REPRISE DES MAÇONNERIES, RAVALEMENT DE LA FAÇADE...) DU BÂTIMENT B	30 000,00
91	CERNY	LP ALEX-DENIS	0910630R	MOD: MOE RÉHABILITATION DES SALLES DE CLASSE DES ATLIERS ÉLÉCTRONIQUE MÉCANIQUE ET CARROSSERIE	25 000,00
77	THORIGNY-SUR-MA	LP A-PERDONNET	0770944H	MOD: ÉTUDES POUR LA RÉFECTION DE LA COUVERTURE BATIMENT E	25 000,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LP A-CARÈME	0772244W	MOD: ÉTUDES REMISE À NIVEAU DES TOITURES ET RÉFECTION TOITURE-TERRASSE T2	25 000,00
77	PROVINS	LYP TH-CHAMPAGNE	0770942F	MOD: ÉTUDES POUR LA RÉNOVATION DES MURS D'ENCEINTE DE L'ÉTABLISSEMENT	20 000,00
77	NANGIS	LYP H-BECQUEREL	0772277G	MOD: ÉTUDES POUR RÉFECTION DES MENUISERIES BÂTIMENT ACCUEIL	20 000,00
77	MEAUX	LYP H-MOISSAN	0770930T	MOD: ÉTUDES POUR RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION DE LA LOGE BÂTIMENT VERDUN	18 000,00
77	LE MEE-SUR-SEIN	LYP GEORGE-SAND	0771663P	MOD: ÉTUDES POUR TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LOCAUX POUR L'ACCUEIL D'UNE FILIÈRE TECHNIQUE	20 000,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	MOD: MOE RÉNOVATION DE LA COUVERTURE DE L'AGORA	20 000,00
77	COULOMMIERS	LYP JULES-FERRY	0770924L	MOD: ÉTUDES POUR RÉNOVATION / SÉCURISATION DES TOITURES	60 000,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	MOD: MOE RÉFECTION DES TOITURES DU GYMNASE	20 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LYP CH-DE-GAULLE	0932031C	MOD : ETUDES POUR RÉFECTION DE L'ENSEMBLE DE LA COUR DU LYCÉE	20 000,00
93	SAINT-OUEN	LYP A-BLANQUI	0930126G	MOD : ETUDES POUR LA RÉNOVATION 2 BLOCS SANITAIRES VÉTUSTES ÉLÈVES ET ENSEIGNANTS (CARRELAGE, ÉLECTRICITÉ, FAUX PLAFOND ET SANITAIRES)	16 000,00
93	SAINT-OUEN	LYP A-BLANQUI	0930126G	MOD : MOE ETUDE POUR UN ABRI FIXE TRANSLUCIDE AU-DESSUS DU TERRAIN DE SPORT EXTÉRIEUR	60 000,00
93	STAINS	LYP M-UTRILLO	0932030B	MOD: MOE DE RÉFECTION DES TOITURES TERRASSES	60 000,00
93	VILLEMOMBLE	LYP G-CLÉMENCEAU	0930127H	MOD: ÉTUDES CRÉATION VESTIAIRES DOUCHES MANQUANTS POUR PERSONNELS D'ENTRETIEN RÉGION	20 000,00
93	NEUILLY-SUR-MAR	LYP NJ-CUGNOT	0932291K	MOD MR 2018: MOE ADAPTATION DE LOCAUX SUITE AU DÉPART DE LA FILIÈRE POIDS LOURDS (VIA DL4)	60 000,00
93	PANTIN	LYP LUCIE-AUBRAC	0932117W	MOD: ÉTUDES POUR AGRANDISSEMENT DE LA SALLE DE SPORT	20 000,00
93	LA COURNEUVE	LP D-PAPIN	0930128J	MOD: ÉTUDES POUR L'AGRANDISSEMENT DE LA SALLE DE SPORT	20 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LP A-BRIAND	0930831Y	MOD : ETUDES POUR L'ADAPTATION DU BÂTIMENT ATELIERS AUX MÉTIERS DE L'AÉRONAUTIQUE (SUITE ÉTUDES)	20 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	MOD : ÉTUDES POUR LE REMPLACEMENT DE FENÊTRES	20 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	MOD : MOE RENOVATION DES FACADES (PIERRES AGRAFFEES)	50 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP JB-COROT	0910627M	MOD : MOE RENOVATION DES DOUVES	20 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	MOD: ÉTUDES POUR LE REMPLACEMENT DU SOL DU GYMNASE DANGEREUX	9 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	MOD : ETUDES POUR LA RÉNOVATION DU SOL ET DES REVÊTEMENTS MURAUX GYMNASE	15 000,00
93	GAGNY	LYP G-EIFFEL	0931272C	MOD: ÉTUDES POUR TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 60 CHÂSSIS OUVRANTS VÉTUSTES	16 000,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	MOD: DPE TRAITEMENT DE L'ENVELOPPE (ACIERS DE LA FAÇADE, REPRISE DES MAÇONNERIES, RAVALEMENT DE LA FAÇADE...) DU BÂTIMENT B	20 000,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	MOD: MOE POUR LE REMPLACEMENT DES 2 LAVE-VAISSELLE DEMI-PENSION	30 000,00
91	BONDOUFLE	LYP F-TRUFFAUT	0911937L	MOD: MOE REMISE EN ÉTAT ET REHAUSSE DE CLÔTURES	30 000,00
95	VILLIERS-LE-BEL	LP P-MENDÈS-FRA	0951090U	RAVALEMENT DES ATELIERS MENUISERIE	50 000,00
78	LE VESINET	LYP ALAIN	0782568T	ETUDE : TRAVAUX DIVERS RÉNOVATION DU BUREAU DES AED RÉNOVATION DES PEINTURES D'UNE DIZAINE DE SALLES BANALISÉES ACQUISITION D'UN NOUVEAU LAVE-VAISSELLE ET TRAVAUX D'ADAPTATION DU LOCAL LAVERIE SUIVANT NOUVEL ENVIRONNEMENT	25 000,00
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	ETUDES : MOE - RÉFECTION COMPLÈTE DE 13 SALLES COUR VICTOR HUGO RDC ET 1ER ÉTAGE (SOL, REMPLACEMENT HUISSERIES 13 PORTES MONUMENTALES ET 44 FENÊTRES MONUMENTALES, FAUX PLAFOND, LUMINAIRES, PEINTURE).	70 000,00
95	DOMONT	LYP GEORGE-SAND	0951788C	TRAVAUX DE RÉNOVATION DU CDI (TCE)	13 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	MOE - RÉNOVATION TOTALE DU CDI (TCE)	15 000,00
92	NANTERRE	LYP JOLIOT-CURIE	0920141D	ETUDE POUR REMPLACEMENT DES 2 APPAREILS ÉLÉVATEURS DANS LA 1/2 PENSION	15 000,00
92	NANTERRE	LYP JOLIOT-CURIE	0920141D	ETUDE : PI (MOE+CSPS+BCT) POUR RÉNOVATION ESPACE LAVERIE, SALLE DE RESTAURANT ÉLÈVES ET PROFESSEURS	42 000,00

92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	ETUDE ; RÉFECTION DES TOITURES TERRASSES ET VERRIÈRES	25 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	MOD : RÉFECTION DE LA TOITURE DU LYCÉE ET DES LOGEMENTS DE FONCTION - MOE	30 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	MOD : ETUDES POUR LA FÉRECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ BÂTIMENT B	20 000,00

Budget 2018 – HP222-005 / 2031 chapitre 902 **1 334 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 03EME	LYP TURGOT	0750647W	TRAVAUX DE REFECTION DES FACADES RUE TURBIGO ET COUR N°2 OP.No 14B1982220050001 Complément de crédit soit 2,132 ME	1 960 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP WA-MOZART	0932034F	TRAVAUX D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE	4 000 000,00
77	MEAUX	LYP H-MOISSAN	0770930T	TRAVAUX D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE : MISE EN OEUVRE DE BRISES SOLEIL ORIENTABLES SUR LA FAÇADE SUD DU BÂTIMENT VERDUN ET REPRISE DE LA VENTILATION DES BÇATIMENTS VERDUN ET JOFFRE	900 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS POUR TRAVAUX EPLE2018	300 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP F-TRISTAN	0931565W	MOD MR : TRAVAUX D'ADAPTATION PÉDAGOGIQUE DE 3 SALLES DE SCIENCES	200 000,00
93	NEUILLY-SUR-MAR	LYP NJ-CUGNOT	0932291K	MOD MR: TRAVAUX D'ADAPTATION DE LOCAUX SUITE AU DÉPART DE LA FILIÈRE POIDS LOURDS (VIA DL4)	630 000,00
94	CACHAN	LYP G-EIFFEL	0940111K	MOD : REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE	430 000,00
94	ALFORTVILLE	LYP MAX-PERRET	0940126B	MOD : RETOURNEMENT DE L'ESCALIER MONUMENTAL	150 000,00
94	ALFORTVILLE	LYP MAX-PERRET	0940126B	MOD : REMPLACEMENT DU SSI ET DU SYTÈME DE DÉSENFUMAGE (PRÉVUE EN GP)	760 000,00
91	LIMOURS	LYP JULES-VERNE	0911983L	MOD: TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI	120 000,00
91	DOURDAN	LYP TESLA	0912364A	MOD : TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA DISTRIBUTION ELECTRIQUE	600 000,00
78	LE VESINET	LYP ALAIN	0782568T	TRAVAUX DE RÉNOVATION DU BUREAU DES AED	20 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	TRAVAUX D'ÉLÉCTRICITÉ ; REMPLACEMENT DE CELLULES HTA	124 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	RÉFECTION DES FAUX-PLAFONDS ET LUMINAIRES DES AMPHITHÉÂTRES R011, R013, R015, R101, R103, R105, R109. (MAC OK POUR CSPS ET CT)	65 000,00
92	NANTERRE	LYP JOLIOT-CURIE	0920141D	TRAVAUX DE RÉNOVATION ESPACE LAVERIE, SALLE DE RESTAURANT ÉLÈVES ET PROFESSEURS	250 800,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; MISE EN SÉCURITÉ DES VERRIÈRES ESCALIER B SUITE DEMANDE CDS	300 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE SÉCURISATION ET DE REMPLACEMENT D'ARBRE SUR LES SITES ROBY /DEBUSSY ET PLATEAU SPORTIF SUIVANT DIAGNOSTIC RÉALISÉ METTANT EN ÉVIDENCE UN DANGER POTENTIEL	50 000,00
78	LE VESINET	LYP ALAIN	0782568T	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES PEINTURES D'UNE DIZAINE DE SALLES BANALISÉES	85 000,00
78	LE VESINET	LYP ALAIN	0782568T	ACQUISITION D'UN NOUVEAU LAVE-VAISSELLE ET TRAVAUX D'ADAPTATION DU LOCAL LAVERIE SUIVANT NOUVEL ENVIRONNEMENT	120 000,00
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	TRAVAUX D'ÉLÉCTRICITÉ SUR LE TRANSFORMATEUR GÉNÉRAL BASSE TENSION ; REMPLACEMENT DE CELLULES HTA	124 000,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	REMPLACEMENT DU SSI DE L'ÉTABLISSEMENT	435 000,00
92	NANTERRE	LYP JOLIOT-CURIE	0920141D	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES 2 APPAREILS ÉLÉVATEURS DANS LA 1/2 PENSION	100 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE RÉFECTION DES TERRAINS STABILISÉS COTÉ COLLÈGE DEBUSSY (COMPRIS DRAINAGE DES TERRAIN)	125 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECATIONS MARCHÉS À COMMANDES TRAVAUX	18 000 000,00

Budget 2018 – HP222-005 / 2313 chapitre 902 **29 848 800,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	RENOVATION DES TOITURES TERRASSES DES LYCÉES OP.No 14B4842220050001 Complément de crédit soit 7,730 ME	6 445 200,00

Budget 2018 – HP222-005 / 238 chapitre 902 **6 445 200,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	CRÉATION DE TOILETTE HANDICAPÉ ET RÉFECTION DES CANALISATION DE RÉSEAU SUR TOILETTE COUR (TRAVAUX + CSPS + BC) PHASE 2	96 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	TRAVAUX DE RÉFECTION DES VESTIAIRES DES ÉTUDIANTS DE L'ATELIER MÉTALLERIE (TCE ; PEINTURE, FAUX PLAFONDS.)	15 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	LOGEMENTS CHEF ÉTABLISSEMENT ET GESTIONNAIRE TRAVAUX DE PEINTURE ET PARQUET SUITE À DÉGÂTS DES EAUX (N°922 ET 923)	6 000,00
75	PARIS 19EME	LP A-CARREL	0752700C	MISE EN PEINTURE DU HALL D'ENTRÉE	8 000,00
75	PARIS 19EME	LP A-CARREL	0752700C	ETUDE ACCOUSTIQUE DU PRÉAU DANS LE CADRE D'UN PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE ÉTUDE	10 000,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	TRAVAUX SÉCURITÉ INCENDIE ; AMÉLIORATION DE L'ASSERVISSEMENT DES PORTES DU RÉFECTOIRE AU SOUS SOL	2 000,00
75	PARIS 16EME	LP OCT-FEUILLET	0750796H	TRAVAUX DE REPRISE DES TOITURES ZINC	75 000,00
75	PARIS 15EME	LYT ENSAA	0750612H	MISE EN PLACE DE LA SIGNALÉTIQUE SUITE À LA RÉNOVATION DU LYCÉE ET À UNE OBSERVATION DANS LA COMMISSION DE SÉCURITÉ	43 000,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	TRAVAUX TCE ; RÉFECTION DU RESTAURANT PÉDAGOGIQUE VÉTUSTE (PEINTURE, FAUD-PLAFOND, LUMINAIRES LED).	11 000,00
75	PARIS 11EME	LYP PAUL-POIRET	0750558Z	TRAVAUX DE CENTRALISATION DES HORLOGES D'ÉCLAIRAGE DES LUMIÈRES EXTÉRIEURS	3 000,00
75	PARIS 11EME	LYP DORIAN	0750676C	TRAVAUX DE RENFORCEMENT RAMBARDE DE LA CIRCULATION DU 2EME ÉTAGE	4 010,00
75	PARIS 11EME	LYP DORIAN	0750676C	TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ASCENSEUR BÂTIMENT B - SAE	20 000,00
75	PARIS 10EME	LP M-LAURENCIN	0750776L	MISE EN SÉCURITÉ DE LA FAÇADE SUR RUE BÂTIMENT PRINCIPAL	2 200,00
75	PARIS 10EME	LCM COLBERT	0750673Z	REMPLACEMENT DES 7 PAILLASSES DE LA SALLE 32	20 000,00
75	PARIS 08EME	LYP RACINE	0750664P	TRAVAUX DE RÉFÉCTION CUISINE ET SALLE DE BAINS DES LOGEMENTS DU CPE ET PROVISEUR ADJOINT N°728 ET 727	10 200,00
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; RÉALISATION DE LA DÉTECTION INCENDIE DANS LES COMBLES DE L'ÉTABLISSEMENT SUITE À DEMANDE DE LA CCS	20 000,00
75	PARIS 03EME	LP ABBÉ-GRÉGOIR	0750770E	REMPLACEMENT DU PARC D'EXTINCTEURS (18 EXTINCTEURS)	7 000,00
75	PARIS 03EME	LP ABBÉ-GRÉGOIR	0750770E	TRAVAUX POUR REMPLACEMENT DES DEUX PORTES CDI ET COUR	10 200,00
75	PARIS 03EME	LYP TRUFFAUT	0752701D	RÉNOVATION DES SALLES 205 ET 206 (PEINTURE, FAUX PLAFONDS, LUMINAIRES, PONCAGE ET VERNISSAGE DU PARQUET)	22 000,00
77	COULOMMIERS	LYP JULES-FERRY	0770924L	TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL (PRÉPARATION DES SOLS BÉTON, INSTALLATION RÉSEAUX ÉLECTRIQUES / AIR COMPRIMÉ ET ÉVACUATION) POUR ACCUEILLIR UNE CABINE DE PEINTURE	20 000,00
77	BUSSY-SAINT-GEO	LYP M-L-KING	0772292Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU REVÊTEMENT DE SOL EN SALLE 05	20 000,00
77	CESSON	LYP S-DELAUNAY	0772332S	RÉFECTION DES SANITAIRES BÂTIMENT ADMINISTRATIF	40 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	REMPLACEMENT DE VITRAGES FÊLÉS ET CASSÉS BÂTIMENT D'ENSEIGNEMENT (ANNEXE FONTAINEROUX)	10 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES COLONNES ÉLECTRIQUES DANS LE BÂTIMENT D	30 000,00
77	CHELLES	LYP J-DE-CHELLES	0772276F	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 25 STORES DÉFECTUEUX BÂTIMENT A ET E	20 000,00
77	CHELLES	LYP J-DE-CHELLES	0772276F	TRAVAUX REMPLACEMENT DU REVÊTEMENT DE SOL AMPHITHÉÂTRE	25 000,00
77	CHAILLY-EN-BRIE	LYA BRETONNIERE	0771357G	LEVÉE DES RÉSERVES ÉMISES DANS LES CTO ET CEO : BAES, PORTES COUPE-FEU, SERRURERIE…	20 000,00
77	CHAMIGNY	EREA L-BELLAN	0770342D	LEVÉE DES RÉSERVES ÉMISES DANS LES CTO ET CEO : BAES, PORTE COUPE-FEU, SERRURERIE…	20 000,00
77	COULOMMIERS	LYP JULES-FERRY	0770924L	LEVÉES DES RÉSERVES ÉMISENT DANS LES CTO : REMPLACEMENT BAES, 2 PORTES COUPE-FEU, SERRURERIE…	20 000,00
77	COULOMMIERS	LYP JULES-FERRY	0770924L	CRÉATION D'UNE HOTTE D'EXTRACTION EN CUISINE PÉDAGOGIQUE	45 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LCM FRANCOIS-1ER	0770927P	LOGEMENT DU GESTIONNAIRE : REMISE EN ÉTAT DE LA SALLE DE BAINS DU HAUT ET DU BAS	8 000,00
77	LA ROCHETTE	LP B-FRANKLIN	0770943G	TRAVAUX DE RÉFECTION DU LOGEMENT DU PROVISEUR ADJOINT VÉTUSTE (SOLS, MURS, PLAFONDS)	15 000,00
77	LA ROCHETTE	LP B-FRANKLIN	0770943G	ETUDES DE MISE EN SÉCURITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT (INCENDIE)	30 000,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA FAIENCE ESCALIER CUISINE	10 000,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE MENUISERIES MÉTALLIQUES SUR PORTE DOUBLE AU RDC BÂTIMENT E	10 000,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU FAUX PLAFOND SELF (MISE EN PLACE DE FAUX PLAFONDS LESSIVABLES	40 000,00
77	MEAUX	LP C-BAUDELAIRE	0771880A	AMÉNAGEMENT DE SALLES (SOLS,MURS,PLAFONDS,…) POUR ESPACES DE LA VIE SCOLAIRE ET SALLE DE RÉUNION	50 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP F-TRISTAN	0772312V	CRÉATION D'ALLÉES PIÉTONNES POUR SE RENDRE AUX ZONES DE RASSEMBLEMENT	12 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP F-TRISTAN	0772312V	ENLÈVEMENT D'UNE BUTTE DE TERRE PARALLÈLE, RUE DU 8 MAI 1945 ET NIVELLEMENT DU TERRAIN	13 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP A-MALRAUX	0770938B	REMPLACEMENT DE DÉTECTEURS IONIQUES PAR DES DÉTECTEURS OPTIQUES	15 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP A-MALRAUX	0770938B	REMPLACEMENT DES FENÊTRES DU RDC DU BÂTIMENT INTERNAT. LE RDC EST CONSTITUÉ DE SALLES DE COURS.	30 000,00
77	NEMOURS	LYP E-BEZOUT	0770940D	REMPLACEMENT DES PANNEAUX D'ÉVACUATION DANS L'ENSEMBLE DU LYCÉE	6 500,00

77	NOISIEL	LYP RENÉ-CASSIN	0771941S	CRÉATION D'UN LOCAL À RISQUE MOYEN POUR LES MAQUETTES GROUPE FROID	31 000,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LP A-CARÈME	0772244W	TRAVAUX DE RÉFECTION DES LOGEMENTS 62 ET 63, 66 ET DES COULOIRS DES LOGEMENTS DU BÂTIMENT A	25 000,00
77	CHELLES	LP L-LUMIERE	0771171E	SUPPRESSION D'UN GOULOT D'ÉTRANGLEMENT BÂTIMENT G-3ÈME ÉTAGE	30 000,00
77	DAMMARTIN-EN-GO	LYP CH DELBO	0772751X	MISE EN PLACE DE PRÉ-CADRE (PAR STRUCTURE MÉTALLIQUE D'UNE STRUCTURE VITRÉE) POUR RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE DU CDI	50 000,00
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	ENTRETIEN ET MISE EN PEINTURE DU BARDAGE BOIS DU GYMNASE	6 000,00
78	LE CHESNAY	LP JEAN-MOULIN	0782602E	MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENSEUR SAE 2017	8 500,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ SUR LA TERRASSE DU HALL D'ENTRÉE	110 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP SIMONE-WEIL	0783447Y	TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES LOCAUX INFIRMERIE ET DE DEUX CHAMBRES DU BÂTIMENT INTERNAT	50 000,00
78	GUYANCOURT	LYP VILLAROY	0781949V	TRAVAUX DE RÉPARATION DE L'ASCENSEUR ATRIUM (HS)	20 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYA AGRICOLE	0780004F	TRAVAUX DE MISE À NIVEAU DES PLANS D'ÉVACUATIONS ET EXTINCTEURS SUITE À OPÉRATION DES SERRES	3 400,00
78	MANTES-LA-VILLE	LYP C-CLAUDEL	0783533S	TRAVAUX TCE POUR LA REFECTION DE L'ENSEMBLE DU CARRELAGE DE LA CUISINE PEDAGOGIQUE (B107) ; DEMONTAGE ET REPOSE DE L'ENSEMBLE DU MATERIEL DE CUISINE ET DE LEURS BRANCHEMENT	50 000,00
78	PORCHEVILLE	LYP LAVOISIER	0781948U	TRAVAUX DE MENUISERIES ALUMINIUM; REMPLACEMENT DE 25 FENETRES TRES GRANDS VOLUMES DU BATIMENT C AU RDC	50 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENCEUR SAE 2017	9 500,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'ÉVAPORATEUR DE DE LA CHAMBRE FROIDE NÉGATIVE.	3 600,00
78	RAMBOUILLET	LYP LOUIS-BASCAN	0782549X	TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE 3 ASCENSEURS BATIMENTS G,D (SAE 2017)	23 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES DEUX PORTES VITRÉES DU FOYER DÉGRADÉES.	5 860,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES DEUX ASCENSEURS SAE 2016 DE L'ÉTABLISSEMENT	18 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA MACHINE À LAVER Y COMPRIS REPRISES PONCTUELLES DANS LE LOCAL PLONGE (FAÏENCE, CARRELAGE, SIPHON ETC.).	55 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP JB-POQUELIN	0782557F	TRAVAUX DE RÉNOVATION DU TABLEAU ÉLECTRIQUE DÉDIÉ AUX LOGEMENTS DE FONCTION NON PRÉVU DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SITE	20 500,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UN TRONÇON DE CANALISATION EN FONTE D'ADUCTION D'EAU POTABLE SUITE A FUITE	20 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE CURAGE ET PASSAGE CAMÉRAS SUR RÉSEAUX EP DES GYMNASES	25 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP LÉO-DE-VINCI	0782556E	TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE SUR PASSERELLE LIVRAISON EN CALLEBOTIS PROVOQUANT NUISANCES SONORES (SALLES BANALISÉES À PROXIMITÉ)	11 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP LÉO-DE-VINCI	0782556E	TRAVAUX DE CRÉATION DE LOCAUX POUR STOCKAGE CONTAINERS DÉCHETS	60 000,00
78	TRAPPES	LP L-BLÉRIOT	0780273Y	TRAVAUX TCE ; AMÉNAGEMENT DE SALLES DE COURS POUR LA FILIÈRE SÉCURITÉ (PC SÉCURITÉ) : - REVÊTEMENT DE SOL FAUX PLAFOND	100 000,00
78	TRAPPES	LYP PL-NEAUPHLE	0781297L	TRAVAUX DE MENUISERIE ; REMPLACEMENT DE 2 FENÊTRES À L'ADMINISTRATION SUITE À ACTE VANDALISME	10 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP SIMONE-WEIL	0783447Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM DU LYCÉE	48 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE COCHÈRE AU 30 RUE ALEXANDRE DUMAS	22 500,00
95	ARGENTEUIL	LYP G-BRAQUE	0950666H	MESURE CONSERVATOIRE DANS LA DEMI-PENSION SUITE À LA DÉCOUVERTE D'ÉLEMENTS DE MACONNERIE PROVENANT DU PLAFOND.	13 500,00
95	ARNOUVILLE	LP V-HENDERSON	0950709E	RÉFECTION SOL ET PEINTURE DU LOGEMENT GESTIONNAIRE LOGEMENT N°2	15 000,00
95	ARNOUVILLE	LP V-HENDERSON	0950709E	RÉFECTION SOL ET PEINTURE DU BUREAU GESTIONNAIRE	15 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE MAÇONNERIE POUR RENFORCEMENT DE POTEAUX EXTÉRIEURS CONFORMÉMENT AUX PRESCRIPTIONS DU RAPPORT DE BUREAU DE CONTRÔLE	6 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE RAFRAICHISSEMENT DES LOGEMENTS N° 2 ET 4 (PROVISEUR ET GESTIONNAIRE) SUITE À DES CHANGEMENTS DE POSTE (PEINTURE ET MENUISERIE) -	9 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE BOUTONS MOLLETÉS DANS TOUTES LES SALLES DE COURS (147), CONFORMÉMENT À L'OBSERVATION DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ	10 000,00
95	ERMONT	LP G-EIFFEL	0951673C	TRAVAUX DE PEINTURE, CARRELAGE, FAUX-PLAFOND SALLE 34	30 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	CRÉATION D'UN LOCAL DE STOCKAGE DE BOUTEILLE DE GAZ DEMANDE DE CCS	7 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	TRAVAUX DE CLASSEMENT POUR MISE EN CONFORMITÉ DE SÉCURITÉ INCENDIE DES SALLES DE CLASSES DU 1ER ÉTAGE EN CUL DE SAC	25 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	RÉNOVATION TOTALE DE 2 BLOCS SANITAIRES (FILLES/GARÇONS) DU RDC AVEC MISE EN CONFORMITÉ PMR	85 000,00
95	JOUY-LE-MOUTIER	LYP HAUTIL	0951824S	TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DU LOGEMENT N° F (GESTIONNAIRE) SUITE À UN CHANGEMENT DE POSTE.	4 000,00
95	MONTMORENCY	LP TURGOT	0951281B	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; REMPLACEMENT DE 6 CHÂSSIS DANS LES CLASSES DU BÂTIMENT C DÉPOURVUES DE FENÊTRES OUVRABLES SUITE CCS	50 000,00
95	OSNY	LYP PE-VICTOR	0951937P	TRAVAUX DE MAÇONNERIE AU NIVEAU DU SOL DU REFECTOIRE DE LA DEMI PENSION.	5 000,00

95	SAINT-WITZ	LYP LÉO-DE-VINCI	0951753P	RESTRUCTURATION DES SANITAIRES RDC PROCHE RÉFECTOIRE POUR CRÉATION D'UN SANITAIRE EN RDC ACCESSIBLE AUX PMR (ÉLÈVE EN FAUTEUIL ÉLECTRIQUE)	90 000,00
95	SARCELLES	LYP JJ-ROUSSEAU	0950650R	RÉNOVATION SANITAIRES GARÇONS RC BÂTIMENT A (MENUISERIE, PEINTURE, PLOMBERIE, CARRELAGE)	17 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP JEAN-PERRIN	0951104J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU STANDARD TÉLÉPHONIQUE SUITE AU DIAGNOSTIC DE L'AT CABLAGE	30 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE DÉMOLITION DES OUVRAGES PÉDAGOGIQUE EN BÉTON SITUÉS À L'EMPLACEMENT DE LA FUTURE BASE VIE DE L'OPÉRATION DE RÉNOVATION THERMIQUE	10 000,00
94	CACHAN	LYP G-EIFFEL	0940111K	REMPLACEMENT DE 10 EXTINCTEURS -1ER ÉTAGE -SALLES 111/115-2ÈME ÉTAGE SALLES : 202/211 - COULOIR, 3ÈME ÉTAGE COULOIR	1 000,00
94	CHENNEVIERES-SU	LP CHAMPLAIN PR	0941604H	CONCEPTION, FOURNITURE ET POSE EN FAÇADE DU NOM DU LYCÉE AINSI QUE LA DEVISE RÉPUBLICAINE À LA DEMANDE DES ÉLUS	10 000,00
94	CHEVILLY-LARUE	LYP P-ROLAND	0942269F	POSE DE 12 STORES EN TOILE DANS LES SALLES E1/08/09/13/14 AFIN DE PERMETTRE L'EXPLOITATION DU SYSTME VIDEO DANS DES CONDITIONS OPTIMALES	12 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	POSE D'UN REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE DANS LA SALLE DE MUSCULATION	17 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	TRAVAUX DE PEINTURE LOGEMENTS CHEF CUISINIER, PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT	18 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	RÉPARATION SUR 50 FENÊTRES BÂTIMENT PRINCIPAL	8 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENCEUR DU LYCÉE	1 500,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	REMPLACEMENT DE 3 VOLETS COUPE-FEU DU SYSTÈME DE DÉSENFUMAGE (1 BÂT A & 2 BÂT C)	1 900,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	REMPLACEMENT DE PLUSIEURS ENSEMBLES VITRÉS FISSURÉS ET DANGEREUX DANS L'ENSEMBLE DES BÂTIMENTS DU LYCÉE	2 600,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	REMPLACEMENT D'UN RÉSERVOIR ET DE COURROIES DES ASPIRATEURS DANS LES ATELIERS BOIS	3 500,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT D'UN PASSAGE SUR LA PASSERELLE DU LYCÉE + CRÉATION D'UN PORTILLON D'ACCÈS AUX ATELIERS DES AGENTS DU LYCÉE	7 000,00
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	REMPLACEMENT DE PIÈCES DÉFAILLANTES SUR LES PORTAILS AUTOMATIQUES	7 600,00
94	CRETEIL	LYP ST-EXUPÉRY	0940114N	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE FAÏENCE MURALE DANS LES SANITAIRES CÔTÉ ENTRÉE DU REFECTOIRE	2 400,00
94	CRETEIL	LYP ST-EXUPÉRY	0940114N	TRAVAUX DE RÉPARATION DES STORES DANS TOUS LES BÂTIMENTS DU LYCÉE	19 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	REMPLACEMENT DE 3 PORTES PCF (LOCAL SERVEUR + 2 SANITAIRES) DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT - SITE SAINT GERMAIN	9 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	REMPLACEMENT DU SOL PVC DU RÉFECTOIRE DU BÂTIMENT DEMI-PENSION	20 000,00
94	LE KREMLIN-BICE	LYP P-BROSSOLETT	0941975L	MISE EN PLACE DE RENFORTS POUR RAMPES ESCALIER - BÂTIMENT PRINCIPAL	5 000,00
94	LIMEIL-BREVANNE	LYP G-BUDÉ	0940742W	RÉFECTION DE 2 SALLES DE BAINS DES LOGEMENTS DE FONCTION DE LA GESTIONNAIRE ET D'UNE CPE (VÉTUSTÉ, PLUS DE 30 ANS D'ÂGE)	15 000,00
94	MAISONS-ALFORT	LYP E-DELACROIX	0940116R	TRAVAUX DE PEINTURE ET SOLS SUR LA TOTALITÉ DU LOGEMENT SUITE AU DÉPART À LA RETRAITE DE L'AGENT CHEF	15 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	EREA F-CAVANNA	0940319L	RÉNOVATION DE L'ESCALIER A DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT EN R+3 (SOLS ET PEINTURE)	25 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	FOURNITURE ET POSE DE 25 RIDEAUX OCCULTANT SUR LES SALLES DU R+1 DE LA FAÇADE SUD DU BÂTIMENT B	5 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	RÉFECTION DES PEINTURES DES BUREAUX DU R+2 DU BÂTIMENT ADMINISTRATION	27 000,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	REMPLACEMENT D'UN ÉLÉMENT DE FERMETURE AUTOMATIQUE DE LA PORTE DE L'ASCENSEUR (OPÉRATEUR DE PORTE)	4 500,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	MISE AU NORMES DE DEUX CHASSIS ET REMPLACEMENT DE DEUX VITRAGES BRISÉS DANS LE HALL D'ENTRÉE ET D'UN VITRAGE BRISÉ À L'ADMINISTRATION (BUREAU GESTIONNAIRE)	9 500,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	POSE DE BANDEAU FERME PORTE DOUBLE VANTAUX	2 000,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	TRAVAUX DE REORGANISATION DE LA SALLE DE PERMANENCE PAR DEPLACEMENT DU TABLEAU CREATION D'UN COMPTOIR DEPLACEMENT DE PRISES ELECTRIQUES & INFORMATIQUES & REPRISE PARTIELLE DU SOL	4 000,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	REMPLACEMENT DE PARQUET DANS LE LOGEMENT DE LA GARDIENNE SUITE A DEGATS DES EAUX	6 500,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	ASCENSEURS CUISINE - HYGIÈNE, FOURNITURE ET POSE EN CABINE D'UN REVÊTEMENT DE SOL TYPE PASTILLÉ NOIR HAUTE RÉSISTANCE	2 000,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	REMPLACEMENT DE 3 BANDEAUX FERME-PORTES ESCALIER 1, 2 ET 3 BÂTIMENT JULES FERRY	12 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	REMPLACEMENT DE FERMES-PORTES DÉFAILLANTS SUR LES PCF DU BÂTIMENT LYCÉE	1 500,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	SUITE À INTEMPÉRIES (JUIN 2017) RÉFECTION DES PLAFONDS EN BA13 DU LOGEMENT DE LA PROVISEURE	10 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	CRÉATION D'UN ACCÈS ENTRE LE BÂTIMENT ADMINISTRATION ET LE BÂTIMENT C	3 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LP J.P.TIMBAUD	0910868Z	RÉPARATION FAUX-PLAFOND DEVANT INFIRMERIE	2 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LP J.P.TIMBAUD	0910868Z	CHANGEMENT DE 12 MITIGEURS APPROVISIONNANT UNE BATTERIE DE DOUCHE COMPLÈTE DANS L'INTERNAT	12 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LP J.P.TIMBAUD	0910868Z	REMPLACEMENT D'ÉLÉMENTS DU SSI DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT (VENTOUSES PCF, BATTERIE BAAS, DÉCLENCHEURS MANUELS…)	14 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	RÉAMÉNAGEMENT DES ATELIERS DES OP, LOCAUX TECHNIQUES ET DE LA LINGERIE DU BÂTIMENT A	22 000,00

91	ETAMPES	LP N.MANDELA	0911401D	REMPLACEMENT D'UN BLOC PORTE D'ACCÈS AUX SANITAIRES ET D'UN ENSEMBLE TIERCÉ D'ACCÈS À UNE SALLE DE COURS (1ER ÉTAGE)	3 100,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	EN VUE DU REMPLACEMENT DU SSI, DIAGNOSTIC TECHNIQUE ET REPÉRAGE DES RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS DE VMC	3 500,00
91	QUINCY-SOUS-SEN	LP FR-MOREAU	0911493D	REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM, DE LA TÉLÉPHONIE ET DES BORNES DECT	45 000,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	POSE D'UNE VINGTAINE DE RIDEAUX : SALLE E 208, S 200, S 202, INTENDANCE ET ADMINISTRATION	9 500,00
91	ETIOLLES	LP CH-COUDRAIES	0910629P	REMPLACEMENT DES PORTES D'ACCÈS DU GYMNASE	10 000,00
91	ETIOLLES	LP CH-COUDRAIES	0910629P	REMISE EN ÉTAT DES RÉSEAUX EU DES LABORATOIRES DES CUISINES PÉDAGOGIQUES	40 000,00
78	GIF-SUR-YVETTE	LYP V-CHEVREUSE	0911913K	RÉNOVATION ARMOIRE DE MANŒUVRE ASCENSEUR	19 500,00
78	GIF-SUR-YVETTE	LYP V-CHEVREUSE	0911913K	RÉNOVATION SOUS BASSEMENT CIRCULATION ZONE 2 BÂTIMENT SAINT RÉMY	30 000,00
91	JUVISY-SUR-ORGE	LP JEAN-MONNET	0910631S	REMPLACEMENT DE BARILLETS PAR DES BOUTONS MOLETÉS (DEMANDE COMMISSION DE SÉCURITÉ)	3 000,00
91	MASSY	LP G-EIFFEL	0910632T	TRAVAUX D'ADAPTATION BAIE VITRÉE DE LA LOGE (ERGONOMIE DU POSTE/CONTRÔLE D'ACCÈS)	2 500,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	INSTALLATION DE DÉTECTEURS AUTOMATIQUES D'ÉCLAIRAGE SUR L'ENSEMBLE DU BÂTIMENT	15 000,00
91	MASSY	LYP F-COULANGES	0910687C	TRAVAUX D'ADAPTATION BAIE VITRÉE DE LA LOGE ET INTERVENTION TECHNIQUE MENUISERIE (PHASE TEST) SUR VOLETS HS BÂTIMENT LOGEMENT	7 000,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	REMPLACEMENT DE LA VERRIÈRE OBSOLÈTE ET NON ÉTANCHE	30 000,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE FONCTION DE L'AGENT D'ACCUEIL (PEINTURE, SOLS, SANITAIRES…)	12 000,00
91	MORANGIS	LYP M-YOURCENAR	0911945V	REMISE EN PEINTURE DU LOGEMENT DU PROVISEUR ADJOINT SUITE À CHANGEMENT D'OCCUPANT	8 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	REMPLACEMENT DE 7 VITRAGES CASSES AU SEIN DU BATIMENT PRINCIPAL D'ENSEIGNEMENT	5 500,00
91	PALAISEAU	LYP H-POINCARÉ	0912251C	REMPLACEMENT DES BATTERIES DU SSI ET DES BANDEAUX PAR DES VENTOUSES (SUR PCF)	8 000,00
91	RIS-ORANGIS	LP MENDÈS-FRANC	0911578W	CHANGEMENT DE 2 PORTES (SORTIE DE SECOURS) DU BAT G VERS LE PREAU & REMISE EN JEU DE LA PORTE DONNANT ACCES AU BAT G PAR LE COULOIR RDC	10 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP P-LANGEVIN	0912163G	MISE EN PEINTURE LOGEMENT GESTIONNAIRE	4 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP A-EINSTEIN	0911346U	REMISE EN ETAT DU LOGEMENT PROVISEUR (PEINTURE DES MURS Y COMPRIS ENDUIT)	6 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP JB-COROT	0910627M	MISE EN CONFORMITE SSI INSTALLATION DE BAAL & REMPLACEMENT/ASSERVISSEMENT DE 3 PCF DANS LE BAT RESTAURATION	35 000,00
91	ATHIS-MONS	LYP M-PAGNOL	0910623H	MISE EN PLACE DE DISPOSITIF INSONORISANT AU PLAFOND DU HALL DU BÂTIMENT B	25 000,00
91	BONDOUFLE	LYP F-TRUFFAUT	0911937L	REMISE EN JEU DE 12 PORTES DONNANT VERS L'EXTÉRIEUR SUR LES BÂTIMENTS A ET C	10 000,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	CÂBLAGE PAILLASSES B 003 ET B 105	35 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	REMPLACEMENT DES PORTES DE L'ATELIER DU BÂTIMENT C	40 000,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	REMPLACEMENT DE 14 VENTOUSES AU SEIN DU BÂTIMENT C	5 100,00
78	GIF-SUR-YVETTE	LYP V-CHEVREUSE	0911913K	REMPLACEMENT DE 19 EXTINCTEURS ET DE 91 BAES	15 800,00
91	EVRY	LYP P-DES-LOGES	0911251R	REMISE EN PEINTURE DU LOGEMENT DU MAÏTRE OUVRIER SUITE D2PART	6 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES (TRAVAUX TCE ; CLOISONS, VITRAGE, MENUISERIES)	5 560,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE PILOTAGE DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE DU DEUXIÈME ÉTAGE DE L'AILE A.	4 200,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE DEUX PIVOTS ASSERVIS DE DEUX PORTES DE RECOUPEMENT SITUÉES DANS L'AILE A ET REMISE EN ÉTAT DE SEPT PORTES COUPE-FEU.	9 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES 6 PIVOTS DE SOL DU SAS D'ENTRÉE DU LYCÉE.	4 300,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE MENUISERIE ; REMPLACEMENT DE DEUX APPUIS DE FENÊTRES EN BOIS.	1 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	NETTOYAGE DE L'ENSEMBLE DU BARDAGE BOIS DES LOGEMENTS DE FONCTION.	54 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	REMISE EN ÉTAT DE LA MACHINE À LAVER DANS LE LOCAL PLONGE.	3 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX DE MAÇONNERIE ; REMISE EN ÉTAT DES TERRASSES DES LOGEMENTS DE FONCTION	15 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; REMISE EN ÉTAT DU VOLET DE DÉSENFUMAGE 2ÈME ÉTAGE SUPPORT Y COMPRIS	4 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX DE MENUISERIE, REMISE EN ÉTAT DES PORTES DU HALL ET REMPLACEMENT DE LA PORTE DU LOCAL COMPRESSEUR.	7 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX REMISE EN ÉTAT DU REVÊTEMENT DE SOL DU LOGEMENT DE L'ATTP SUITE À INONDATION	3 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES PORTAILS (PROFESSEURS ET ATELIERS)	2 000,00
92	VANVES	LP DARDENNE	0921505L	REMISE EN ÉTAT DE L'ASCENSSEUR SUITE A SINISTRE LIÉ A UNE INNONDATION.	15 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	REMISE EN ETAT DES STORES SUR LES DEUX FACADES 100 U	10 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	SUITE À DÉGRADATIONS REMPLACEMENT DE 2 MOTORÉDUCTEURS SUR PORTAIL BLEU	4 050,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	SUITE À MOUVEMENT DE PERSONNEL, TRAVAUX DE RÉNOVATION DES PEINTURES DU LOGEMENT PROVISEUR(PAVILLON).	8 000,00

92	LE PLESSIS-ROBI	LYP MONTESQUIEU	0922249V	REMPLACEMENT DE LA COURVERTURE À JOINT DEBOUT DU BATIMENT LOGEMENT	80 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	RÉNOVATION SOLS ET MURS DU LOGEMENT N°10 - 1ER ÉTAGE CHEF CUISINIER	15 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE BUTÉE DE FENÊTRES SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT, BÂTIMENT ENSEIGNEMENT.	3 000,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CHAMBRE FROIDE POSITIVE ET NÉGATIVE.	17 100,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	TRAVAUX DE PEINTURE : RÉFECTION DU COULOIR DU 3ÈME ÉTAGE.	18 200,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	CRÉATION D'UN LOCAL ARCHIVES - TRAVAUX TCE (MAÇONNERIE, MENUISERIES, PEINTURE…)	7 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA LOGE (REVÊTEMENT DE SOL, MAÇONNERIE, MOBILIER, MENUISERIE).	30 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE MENUISERIE ; REMISE EN ÉTAT DE 28 PORTES DE SALLE DE CLASSE.	25 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES DEUX ASCENSEURS SAE 2016 DE L'ÉTABLISSEMENT.	10 000,00
92	COURBEVOIE	LP P-PAINLEVÉ	0921625S	REMPLACEMENT DE 2 PORTE- FENÊTRES ET D'UN VOLET ROULANT DANS LE LOGEMENT DE LA PROVISEURE	4 700,00
92	COURBEVOIE	LP P-PAINLEVÉ	0921625S	REMPLACEMENT DE LA PORTE MÉTALLIQUE 2 VANTAUX, INSTALLATION EN ENCASTRÉ D'UN TAPIS BROSSE ET REMPLACEMENT DE VOLETS ROULANTS DANS LES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION (ESCALIER A)	16 400,00
92	COLOMBES	LYP MAUPASSANT	0920137Z	TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ; REMPLACEMENT DE PORTES COUPE-FEU DANS LE HALL DU BÂTIMENT PRINCIPAL	24 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	REMPLACEMENT DE LA CARTE ÉLECTRONIQUE D'ACCÉS À LA CENTRALE SSI	2 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE DU RDC DU BÂTIMENT A	6 000,00
92	CLAMART	LYP J-MONOD	0921555R	CRÉATION D'UNE SALLE DE RÉUNION ET RÉAMEAGEMENT DU BUREAU PROVISEUR (TRAVAUX TCE, SOL)	15 000,00
92	CLAMART	LYP J-MONOD	0921555R	MISE EN ŒUVRE D'UN FAUX PLAFOND Y COMPRIS ECLAIRAGE DANS LES CIRCULATIONS (3 NIVEAUX) DU BAT PRINCIPAL	50 000,00
92	CLAMART	LYP J-MONOD	0921555R	REMPLACEMENT DE LA MOQUETTE DANS LE CDI ET SALLE 05 PAR UN REVÊTEMENT PVC	25 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX TCE REMISE EN ÉTAT DE LA SALLE 121 SUITE À UN INCENDIE EN 2017	28 000,00
92	CLICHY	LYP NEWTON-ENREA	0920136Y	TRAVAUX DIVERS DANS LA LAVERIE SUITE AU PASSAGE DU SERVICE VÉTÉRINAIRE	4 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP JEAN-JAURÈS	0921166T	REMISE EN ÉTAT DU SOL DES BUREAUX DE L'ADMINSITRATION. REMPLACEMENT DE LA MOQUETTE AU SOL	15 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP JEAN-JAURÈS	0921166T	REMPLACEMENT DES RIDEAUX OCCULTANTS INTERIEURS SUR L'EXTENSION	10 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	MISE EN ŒUVRE DE FAUX PLAFOND Y COMPRIS ECLAIRAGE DANS LES CIRCULATIONS DU BATIMENT B (4 NIVEAUX)	90 000,00
92	BOULOGNE-BILLAN	LYP J-PRÉVERT	0920134W	TRAVAUX DE RÉNOVATION DE 3 LOGEMENTS, (1ER AU 13 RUE P.BERT; 4ÈME ET 1ER GAUCHE AU 15 RUE P.BERT)	30 000,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CHAMBRE FROIDE NÉGATIVE SUITE À UNE DÉGRADATION IMPORTANTE.	29 600,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	TRAVAUX DE PEINTURE : RÉFECTION DES MURS DE LA PISCINE ET DU VESTIAIRE DES PROFESSEURS.	6 000,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES BÂTIMENTS PRÉFABRIQUÉS	9 000,00
92	BAGNEUX	LP LÉO-DE-VINCI	0920680P	TRAVAUX DE PROTECTIONS MURALES DANS LA CIRCULATION DU DEUXIÈME NIVEAU.	22 000,00
92	BAGNEUX	LP LÉO-DE-VINCI	0920680P	RÉNOVATION SOLS ET MURS DES LOGEMENTS PROVISEUR (2597)ET AGENT ACCUEIL(2602),	35 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	EREA ML-KING	0920429S	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES FLEXIBLES (10) DES POSTES DE SOUDURE.	1 800,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE VOLETS ROULANTS DANS LES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION ET BD	3 500,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	TRAVAUX DE RÉFECTION LOGEMENT ADJOINT TECHNIQUE PERSONNEL N°4363	15 000,00
92	ANTONY	LP T-MONOD	0921676X	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ ASCENSEUR BÂTIMENT B SAE 2013	12 000,00
92	COURBEVOIE	LCM LUCIE-AUBRAC	0922615T	SITE LES RENARDIÉRES : REMISE EN ETAT DU BLOC SANITAIRES GARÇONS-BÂTIMENT PROVISOIRE	10 000,00
93	VILLEPINTE	LYP JEAN-ROSTAND	0931584S	MR 2017 : CRÉATION D'UNE SALLE DE SCIENCES SUPPLÉMENTAIRES (VIA DL4)	15 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	TRAVAUX DE MISE EN PEINTURE DES VESTIAIRES FILLES ET GARÇONS (HALL)	30 000,00
93	AUBERVILLIERS	LP JP-TIMBAUD	0931024H	TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE SALLE (303) DE TP SCIENCE 13 PAILLASSES + CÂBLAGE	20 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	TRAVAUX DE LEVÉE DES PRESCRIPTIONS CCS POUR BÂTIMENT A ET DP (REMPLACEMENT SYSTÈME DÉSENFUMAGE, 20 EXTINCTEURS ET 3 PORTES CF)	50 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES PEINTURES DANS UNE CIRCULATION BÂTIMENT A	30 000,00
93	BOBIGNY	LYP A-SABATIER	0932123C	INSONORISATION INFIRMERIE ET RÉFECTION MUR, FAUX PLAFONDS, SOL ET PEINTURE PÔLE SOCIAL	15 000,00
93	BAGNOLET	LYP E-HÉNAFF	0932119Y	TRAVAUX DE RENFORCEMENT (BA 13 THD) DES CLOISONS ET PEINTURE	45 000,00
93	BONDY	LP MADO VIONNET	0930129K	TRAVAUX DE RÉFECTION ET MISE EN PEINTURE DES CIRCULATIONS SUITE À MULTIPLE INFILTRATIONS SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	40 000,00
93	BONDY	LYP L-LAGRANGE	0932282A	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES REVÊTEMENTS SOLS ET MURAUX DES SANITAIRES FILLES ET GARÇONS DANS LA COUR	35 000,00

93	DUGNY	LYP F-RABELAIS	0932126F	MISE EN PLACE DE FILMS OCCULTANTS POUR MENUISERIES LOGE ET RDC	12 000,00
93	DUGNY	LYP F-RABELAIS	0932126F	VITRIFICATION PARQUET RESTAURANT PÉDAGOGIQUE SUITE À DÉGÂT DES EAUX 2017	5 000,00
93	EPINAY-SUR-SEIN	LYP J-FEYDER	0930120A	REMPLACEMENT FLOCAGE HS BAT E SUITE INCENDIE PRÉAU 2017	20 000,00
93	EPINAY-SUR-SEIN	LYP J-FEYDER	0930120A	RÉPARATION ET REMPLACEMENT 6 PORTES SALLES DE CLASSE VANDALISÉES BD	3 000,00
93	GAGNY	LYP G-EIFFEL	0931272C	CRÉATION D'UNE SALLE DE MUSCULATION	20 000,00
93	GAGNY	LP JB-CLÉMENT	0931233K	REMPLACEMENT PORTE D'ENTRÉE VANDALISÉE WC ÉLÈVES - BÂTIMENT A	5 000,00
93	GAGNY	LP JB-CLÉMENT	0931233K	REMPLACEMENT DE 2 CHÂSSIS VITRÉS OBSOLÈTES CAGE ESCALIER LOGEMENTS (VÉTUSTÉ DES PARTIES COMMUNES)	12 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP WA-MOZART	0932034F	TRAVAUX DE RAFRAICHISSEMENT DES LOCAUX SUITE AU PASSAGE DE LA COMMISSION HYGIENE ET SÉCURITÉ DE LA DEMI-PENSION	20 000,00
93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	TRAVAUX SUR ENTRÉE VISITEURS (TRAVAUX DE SERRURERIE)	15 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT DE LA LOGE TOUT CORPS D'ÉTAT	20 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	MISE EN PEINTURE ET TRAVAUX SOL-PLAFONDS DANS LES SALLES DE CLASSES ARTS PLASTIQUES.	30 000,00
93	MONTREUIL	LYP HORTICOLE	0931779D	MESURES CONSERVATOIRES SUR LES PLANCHERS DU BÂTIMENT GÉNÉRAL RDC-1ER	30 000,00
93	MONTREUIL	LYP CONDORCET	0930122C	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES VESTIAIRES ET DOUCHES VÉTUSTES DU GYMNASE : RÉNOVATION REVÊTEMENTS MURAUX, SOLS, FAUX PLAFONDS ET CRÉATION ALIMENTATION ÉLECTRIQUE ET FLUIDE	20 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP F-TRISTAN	0931565W	CRÉATION DU SYSTÈME DE VENTILATION DES LABOS ET SALLES DE SCIENCES (AVEC PERCEMENT DE FACADES POUR AMENER AIR NEUF).	35 000,00
93	PANTIN	LYP M-BERTHELOT	0930124E	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LES CIRCULATIONS ET SALLES DE COURS DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT	60 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	TRAVAUX DE LEVÉES DES PRESCRIPTIONS CDS ET MISE EN CONFORMITÉ LOCAUX DE STOCKAGE (REMPLACEMENT 3 PORTES CF, EXTINCTEURS, RESTITUTION DEGRÉ CF RÉSERVE)	30 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	REPRISE CÂBLAGE BAES NON CONFORME	13 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	MISE À JOUR DES PLANS INCENDIE ET REMPLACEMENT D'UNE PORTE CF DOUBLE VANTAIL VANDALISÉE ATELIERS	15 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	PROTECTION MÉCANIQUE SUR VITRAGES DE LA ROTONDE SUITE À JETS RÉPÉTÉS DE PROJECTILES	30 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	REPRISE DE LA PEINTURE FORTEMENT DÉGRADÉE SUR 1 CAGE D'ESCALIERS	60 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP SUGER	0932121A	RÉNOVATION 1 BLOC SANITAIRE FILLE VÉTUSTE RDC BÂTIMENT A	40 000,00
93	SEVRAN	LYP B-CENDRARS	0932048W	AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE EN URGENCE SELF TCE (MONTÉE D'EFFECTIFS)	50 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LP H-BOUCHER	0931193S	REMPLACEMENT DE 3 PORTES-COUPE FEU DE CIRCULATION	25 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LYP LÉO-DE-VINCI	0932046U	ADAPTATION FONCTIONNELLE ET ERGONOMIQUE DE LA LAVERIE DE LA DEMI-PENSION	30 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	MR 2016 : RÉNOVATION ET CRÉATION DE 2 SALLES SVT (BÂTIMENT A) RÉNOVATION REVÊTEMENT MURAUX, SOLS, FAUX PLAFONDS ET CRÉATION ALIMENTATION ÉLECTRIQUE ET FLUIDE - PHASE 1	20 000,00
93	MONTREUIL	LYP HORTICOLE	0931779D	DÉGAZAGE ET DÉPOSE DE LA CITERNE ESSENCE	15 000,00
93	BOBIGNY	LYP A-SABATIER	0932123C	RÉAMÉNAGEMENT DU PÔLE APR SOL ET MURS	20 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LYP LÉO-DE-VINCI	0932046U	FAISABILITÉ POUR L'AMÉNAGEMENT DU FACTOTUM EXTÉRIEUR ET LOCAL ARCHIVE	15 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	TRAVAUX DE SONDAGE DU PLANCHER BOIS DE L'ANCIENNE VIE SCOLAIRE - SITE SAINT-GERMAIN	2 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LP J.P.TIMBAUD	0910868Z	RÉPARATION PORTAIL LIVRAISON	4 600,00
91	COURCOURONNES	LYP G-BRASSENS	0911828T	RÉPARATION DE 2 VOLETS ROULANTS INOPÉRANTS À LA LOGE	1 500,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	TRAVAUX DE SERRURES SALLES DE CLASSE (SERRURE HS) BAT A	2 000,00
91	DOURDAN	LYP TESLA	0912364A	RAJOUTS DE 3 FLASHS (SSI) DANS LES SANITAIRES (CLOISONNÉS TOUTE HAUTEUR)	1 900,00
77	LE MEE-SUR-SEIN	LYP GEORGE-SAND	0771663P	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU TRANSFORMATEUR ET MISE EN CONFORMITÉ DU TGBT	80 000,00
95	ERMONT	LYP VAN-GOGH	0950645K	REMPLACEMENT DES MENUISERIES EN BOIS PAR DES MENUISERIES PVC (50 FENÊTRES AU BÂTIMENT B)	50 000,00
77	NOISIEL	LYP RENÉ-CASSIN	0771941S	REMPLACEMENT D'UN TRANSFORMATEUR ÉLECTRIQUE	30 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DU SYSTÈME DE VENTILATION SALLE 08 ET 09	35 000,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	MR 2018 : RÉALISATION D'UN PLATEAU TECHNIQUE 3D DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DU BAC SN.	40 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE L'AGENT D'ACCUEIL SUITE À INONDATION.	17 000,00
95	DOMONT	LYP GEORGE-SAND	0951788C	MR 2018 ; TRAVAUX DE RÉNOVATION ET MODIFICATION DU BATIMENT ARTS SUITE À REFONTE DE LA SECTION ARTS (CAP SIGNALÉTIQUES) - R+1	250 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	TRAVAUX SUITE À RUPTURE DE CANALISATION	30 617,00

Budget 2018 – HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **5 275 497,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU EPLE 2018	1 000 000,00

Budget 2018 - HP222-006-2 / 236. chapitre 902 **1 000 000,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-021

DU 24 JANVIER 2018

POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération du Conseil régional CR 23-14 du 14 février 2014 renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 simplifier le fonctionnement du Conseil régional

VU La délibération CP 14-294 du 10 avril 2014 renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : mise en œuvre de la politique régionale pour les lycées des départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2014-2015;

VU La délibération CP 14-560 du 24 septembre 2014 tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2015

VU La délibération CP 15-621 du 8 octobre 2015 tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2016 ;

VU La délibération CP 16-097 du 16 mars 2016 renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE franciliens : rentrée 2016 ;

VU La délibération CP 16-362 du 12 juillet 2016 réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU La délibération CP 16-392 du 12 octobre 2016 tarification de la restauration des lycées de Paris, tarification des internats, tarification des commensaux année 2017 ;

VU La délibération CP 2017-177 du 17 mai 2017 dotations tarification sociale 1ère avance au titre de l'année scolaire 2017-2018pour les lycées publics franciliens, subventions d'équilibre au titre de la restauration ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, la répartition relative au versement de la deuxième avance de compensation régionale au bénéfice des 246 établissements publics franciliens au titre de l'année scolaire 2017-2018 qui s'élève à **2 593 923 €,** conformément à l'annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 593 923 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2018.

Article 2 :

Adopte dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, la répartition relative au solde de la compensation régionale au bénéfice des 16 établissements publics franciliens au titre de l'année scolaire 2016-2017 qui s'élève à **96 816,21 €,** conformément à l'annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **96 816,21 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2018.

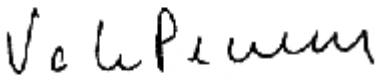
Article 3 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **200 000 €** destinée au financement des frais annexes de mise en œuvre des différents supports et outils de la tarification au quotient familial, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 «autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension ») du budget 2018.

Article 4 :

Approuve la création de deux tarifs d'hébergement pour un établissement conformément à l'annexe III de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I

ANNEXE I
TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -
DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE 2ème AVANCE AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0750648X	R3407	LCM	VICTOR HUGO	27 rue de Sévigné	75003	PARIS 03EME	**8 819,00 €**
0750651A	R3408	LYT	SIMONE WEIL	7 rue de Poitou	75003	PARIS 03EME	**12,00 €**
0750770E	R3409	LP	L'ABBE GREGOIRE	70 bis rue de Turbigo	75003	PARIS 03EME	**2 205,00 €**
0750653C	R3411	LYP	SOPHIE GERMAIN	9 rue de Jouy	75004	PARIS 04EME	**6 362,00 €**
0752961L	R3420	LP	GUSTAVE EIFFEL	1 rue du Général Camou	75007	PARIS 07EME	**18 018,00 €**
0750664P	R3421	LYP	RACINE	20 rue du Rocher	75008	PARIS 08EME	**24 635,00 €**
0750669V	R3425	LCM	JULES FERRY	77 boulevard Clichy	75009	PARIS 09EME	**15 205,00 €**
0750671X	R3424	LYP	EDGAR QUINET	63 rue des Martyrs	75009	PARIS 09EME	**28,00 €**
0750673Z	R3428	LCM	COLBERT	27 rue Château Landon	75010	PARIS 10EME	**7 528,00 €**
0750776L	R3431	LP	MARIE LAURENCIN	114 quai de Jemmapes	75010	PARIS 10EME	**2 435,00 €**
0750778N	R3436	LP	TURQUETIL	18 passage Turquetil	75011	PARIS 11EME	**11 859,00 €**
0750679F	R3439	LCM	PAUL VALERY	38 boulevard Soult	75012	PARIS 12EME	**1 089,00 €**
0750783U	R3441	LP	CHENNEVIERE MALEZIEUX	33 avenue Ledru-Rollin	75012	PARIS 12EME	**22 832,00 €**
0750682J	R3445	LCM	RODIN	19 rue Corvisart	75013	PARIS 13EME	**617,00 €**
0750684L	R3452	LCM	GABRIEL FAURE	81 avenue de Choisy	75013	PARIS 13EME	**2 159,00 €**
0750685M	R3364	LYT	PIERRE-GILLES DE GENNES - ENCPB	11 rue Pirandello	75013	PARIS 13EME	**4 427,00 €**
0750785W	R3447	LP	GALILEE	28 rue de Patay	75013	PARIS 13EME	**5 187,00 €**
0750787Y	R3449	LP	ARTS GRAPHIQUES CORVISART	61 rue Corvisart	75013	PARIS 13EME	**4 098,00 €**
0751710B	R3451	LP	NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	13-21 avenue Boutroux	75013	PARIS 13EME	**12 095,00 €**
0753268V	R3444	LYT	JEAN LURCAT	48 avenue des Gobelins	75013	PARIS 13EME	**22 141,00 €**
0750689S	R3455	LYP	PAUL BERT	7 rue Huyghens	75014	PARIS 14EME	**1 169,00 €**
0750691U	R3453	LYT	RASPAIL	5/7 rue Maurice d'Ocagne	75014	PARIS 14EME	**27 380,00 €**
0750692V	R3454	LYT	EMILE DUBOIS	14 rue Emile Dubois	75014	PARIS 14EME	**12 376,00 €**
0752799K	R3366	EREA	(CROCE SPINELLI)	1 rue Croce Spinelli	75014	PARIS 14EME	**3 576,00 €**
0752846L	R3459	LP	ERIK SATIE	2 rue Durouchoux	75014	PARIS 14EME	**11 729,00 €**
0750612H	R3367	LYT	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARTS APPLIQ,	63/65 rue Olivier de Serres	75015	PARIS 15EME	**17 599,00 €**
0750695Y	R3385	LYT	FRESNEL	31 boulevard Pasteur	75015	PARIS 15EME	**211,00 €**
0750696Z	R3381	LYT	ROGER VERLOMME	24 rue Fondary	75015	PARIS 15EME	**2 170,00 €**
0750697A	R3759	LYT	du BATIMENT-ST LAMBERT	15 rue Saint-Lambert	75015	PARIS 15EME	**2 463,00 €**
0750793E	R3380	LP	BEAUGRENELLE	62 rue Saint Charles	75015	PARIS 15EME	**11 384,00 €**
0750794F	R3461	LP	BRASSAÏ	8 rue Quinault	75015	PARIS 15EME	**1 202,00 €**
0751708Z	R3383	LYT	LOUIS ARMAND	321 rue Lecourbe	75015	PARIS 15EME	**17 401,00 €**
0753256G	R3368	EREA	ALEXANDRE DUMAS	29 bis rue de Cronstadt	75015	PARIS 15EME	**13 684,00 €**
0754475G	R3460	LYT	LEONARD DE VINCI	20 rue Bourseul	75015	PARIS 15EME	**12 106,00 €**
0750698B	R3386	LYP	CLAUDE BERNARD	1 avenue du Parc des Princes	75016	PARIS 16EME	**3 973,00 €**
0750702F	R3389	LCM	JEAN DE LA FONTAINE	1 place de la Porte Molitor	75016	PARIS 16EME	**1 023,00 €**
0750796H	R3369	LP	OCTAVE FEUILLET	9 rue Octave Feuillet	75016	PARIS 16EME	**5 265,00 €**
0750708M	P0021683	LYP	JEAN DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS 17EME	**78 449,00 €**
0750800M	R3378	LP	EDMOND ROSTAND	15 rue de l'Evangile	75018	PARIS 18EME	**15 027,00 €**
0752608C	R3349	LP	HOTELIER	135 rue Belliard	75018	PARIS 18EME	**6 007,00 €**
0750711R	R3351	LCM	HENRI BERGSON	27 rue Edouard Pailleron	75019	PARIS 19EME	**16 370,00 €**
0750713T	R3352	LYT	JACQUARD	2 bis rue Bouret	75019	PARIS 19EME	**3 235,00 €**
0750802P	R3355	LP	HECTOR GUIMARD	19 rue Curial	75019	PARIS 19EME	**7 546,00 €**
0752700C	R3353	LP	ARMAND CARREL	45 rue Armand Carrel	75019	PARIS 19EME	**29 454,00 €**
0750714U	R3363	LCM	HELENE BOUCHER	75 Cours de Vincennes	75020	PARIS 20EME	**30 499,00 €**
0750715V	R3358	LYP	MAURICE RAVEL	89 Cours de Vincennes	75020	PARIS 20EME	**26 122,00 €**
0750808W	R3360	LP	ETIENNE DOLET	7/9 rue d'Eupatoria	75020	PARIS 20EME	**6 940,00 €**
0750828T	R3698	EREA	EDITH PIAF	316/322 rue de Belleville	75020	PARIS 20EME	**7 565,00 €**
0754530S	R3362	LYT	MARTIN NADAUD	23 rue de la Bidassoa	75020	PARIS 20EME	**5 542,00 €**
					49	**Etablissements**	**549 218,00 €**

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0770918E	R3250	LPO	URUGUAY FRANCE	1 avenue des Marronniers	77215	AVON	**20 336,00 €**
0771436T	R3668	LYA	BOUGAINVILLE	Domaine de Sansalle RN 19	77257	BRIE COMTE ROBERT	**12 786,00 €**
0771357G	R3667	LYA	LA BRETONNIERE		77120	CHAILLY EN BRIE	**4 935,00 €**
0770920G	R3252	LYT	LA FAYETTE	Place des Celestins	77430	CHAMPAGNE SUR SEINE	**13 938,00 €**
0771658J	R3258	LYT	DU GUE A TRESMES	Le Gué à Tresmes	77440	CONGIS SUR THEROUANNE	**34 739,00 €**
0770924L	R3259	LPO	DE COULOMMIERS	6 rue des Templiers	77527	COULOMMIERS	**32 413,00 €**
0772751X	P0023982	LYP	CHARLOTTE DELBO	Avenue de l'Europe	77203	DAMMARTIN EN GOELE	**4 202,00 €**
0770926N	R3262	LCM	FRANCOIS COUPERIN	Route Hurtault	77305	FONTAINEBLEAU	**3 812,00 €**
0770927P	R3263	LCM	FRANCOIS Ier	11 rue Victor Hugo	77300	FONTAINEBLEAU	**13 639,00 €**
0772685A	R3983	LYP	SAMUEL BECKETT	19, rue du Lion	77260	LA FERTE SOUS JOUARRE	**3 004,00 €**
0770943G	R3265	LP	BENJAMIN FRANKLIN	Rue de la Forêt	77012	LA ROCHETTE	**8 497,00 €**
0772294A	R3235	LYP	EMILY BRONTE	10 Bis Mail le Corbusier	77185	LOGNES	**2 588,00 €**
0772228D	R15277	LYP	CHARLES DE GAULLE	6 place Jean Mermoz	77230	LONGPERRIER	**24 754,00 €**
0770930T	R3270	LYP	HENRI MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77109	MEAUX	**23 551,00 €**
0770931U	R18495	LYT	PIERRE DE COUBERTIN	Chaussée de Paris	77109	MEAUX	**22 119,00 €**
0771880A	R3271	LP	CHARLES BAUDELAIRE	boulevard du Chevalier Bayard	77100	MEAUX	**2 269,00 €**
0772229E	R15275	LYP	JEAN VILAR	83 avenue Salvador Allende	77100	MEAUX	**14 599,00 €**
0770932V	R3269	LP	PIERRE DE COUBERTIN	Chaussée de Paris	77109	MEAUX CEDEX	**6 150,00 €**
0770933W	R3272	LCM	JACQUES AMYOT	6 bis, rue Edmond Michelet	77000	MELUN	**16 529,00 €**
0771996B	R3276	LYP	HONORE DE BALZAC	Rue Paul Langevin	77290	MITRY MORY	**6 984,00 €**
0770938B	R18497	LYP	ANDRE MALRAUX	4 avenue du Lycée BP 103	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	**20 313,00 €**
0770687D	R3284	ERPD	SAINT MAMMES	13 rue du Capitaine Ballot BP 27	77814	MORET SUR LOING	**8 658,00 €**
0772277G	R19205	LYP	HENRI BECQUEREL	1/3 Boulevard Henri Rousselle	77370	NANGIS	**10 034,00 €**
0771940R	R3268	LYP	GERARD DE NERVAL	89 Cours des Roches BP 225	77441	NOISIEL	**3 062,00 €**
0770942F	R3715	LYP	THIBAUT DE CHAMPAGNE	3 rue du Collège BP 213	77487	PROVINS	**19 448,00 €**
0771336J	R3282	LYT	LES PANNEVELLES	Route Chalautre BP 209	77487	PROVINS	**30 147,00 €**
0772295B	R20737	LYP	DE LA TOUR DES DAMES	rue de Vilpré	77540	ROZAY EN BRIE	**5 051,00 €**
0772244W	R3286	LP	ANTONIN CAREME	Place Gustave Courbet	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	**6 212,00 €**
0772688D	R3919	LYP	EMILIE DU CHÂTELET	35 cours du Danube	77700	SERRIS	**9 487,00 €**
0770944H	R3285	LP	AUGUSTE PERDONNET	1 allée du Château	77407	THORIGNY SUR MARNE	**4 441,00 €**
0772342C	R3289	LYP	CLEMENT ADER	76 rue Georges Clémenceau	77220	TOURNAN EN BRIE	**25 850,00 €**
0770945J	R3290	LP	GUSTAVE EIFFEL	4 avenue d'Ormes	77130	VARENNES SUR SEINE	**410,00 €**
					32	**Etablissements**	**414 957,00 €**

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0781950W	3718	LYP	LOUISE WEISS	201 rue du Général de Gaulle	78260	ACHERES	**22 734,00 €**
0781859X	3722	LYP	VINCENT VAN GOGH	Rue Jules Ferry	78410	AUBERGENVILLE	**38 228,00 €**
0780486E	3298	ERPD	(LA BATELLERIE)	36 quai de la République	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	**13 626,00 €**
0783447Y	3761	LYP	SIMONE WEIL	Rue du Val d'Oise	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	**6 155,00 €**
0781578S	3301	LYT	D'HOTELLERIE ET DE TOURISME	Place Rabelais	78280	GUYANCOURT	**7 768,00 €**
0781949V	19046	LYP	DE VILLAROY	2 rue Eugène Viollet le Duc	78280	GUYANCOURT	**27 654,00 €**
0783213U	3677	ERPD	HERIOT	Rue du Commandant Hériot	78120	LA BOISSIERE ECOLE	**4 756,00 €**
0782822U	R3304	LYP	CORNEILLE	4 avenue de Corneille	78170	LA CELLE SAINT CLOUD	**509,00 €**
0783214V	3303	LP	LUCIEN RENE DUCHESNE	49 avenue Maurice de Hirsch	78170	LA CELLE SAINT CLOUD	**2 927,00 €**
0783259U	3307	ERPD	(LA VERRIERE)	Rue Lapierre	78320	LA VERRIERE	**6 273,00 €**
0782568T	3308	LCM	ALAIN	25 route de la Cascade	78110	LE VESINET	**7 182,00 €**
0780422K	3310	LYP	FRANCOIS VILLON	Rue Salvador Allende	78130	LES MUREAUX	**12 566,00 €**
0781984H	3309	LYP	VAUCANSON	14 rue Albert Thomas	78130	LES MUREAUX	**2 382,00 €**
0781884Z	15875	LYP	CONDORCET	Allée Condorcet	78520	LIMAY	**11 939,00 €**
0781951X	16239	LYP	LEOPOLD SEDAR SENGHOR	Place Pierre BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	**5 732,00 €**
0781861Z	8267	LYP	LOUIS DE BROGLIE	1 Avenue Béranger	78160	MARLY LE ROI	**12 159,00 €**
0780515L	3311	LYP	DES SEPT MARES	13 rue de la Beauce	78315	MAUREPAS	**3 333,00 €**
0781898P	18229	LYP	CHARLES DE GAULLE	10 rue Gustave Eiffel	78300	POISSY	**35 125,00 €**
0782546U	3676	LYP	LE CORBUSIER	88 rue de Villiers	78300	POISSY	**9 015,00 €**
0781948U	3664	LYP	LAVOISIER	44-60 boulevard de la République	78440	PORCHEVILLE	**9 452,00 €**
0782549X	3313	LYP	LOUIS BASCAN	5 avenue du Général Leclerc B,P,93	78513	RAMBOUILLET	**15 215,00 €**
0782593V	3314	LP	JEAN PERRIN	1 rue Lucien Sampaix	78210	SAINT CYR L'ECOLE	**1 953,00 €**
0783140P	3312	LYP	JULES HARDOUIN-MANSART	26 rue Victorien Sardou	78210	SAINT CYR L'ECOLE	**7 298,00 €**
0780004F	3665	LYA	DE ST GERMAIN EN LAYE	Route Forestière des Princesses	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	**6 523,00 €**
0782132U	3229	LYP	JEANNE D'ALBRET	6 rue Giraud Teulon - B,P 1143	78101	SAINT GERMAIN EN LAYE	**15 228,00 €**
0782924E	3319	LYP	EVARISTE GALOIS	87 avenue de Tobrouk	78500	SARTROUVILLE	**19 293,00 €**
0780273Y	3689	LP	LOUIS BLERIOT	Rue Léo Lagrange	78197	TRAPPES	**8 150,00 €**
0782563M	3693	LCM	LA BRUYERE	31 avenue de Paris	78000	VERSAILLES	**7 791,00 €**
0782565P	3712	LYP	JULES FERRY	29 rue du Maréchal Joffre	78000	VERSAILLES	**19 190,00 €**
0782567S	3694	LYT	MARIE CURIE	70 avenue de Paris B,P,273	78000	VERSAILLES	**110 555,00 €**
0782587N	3673	LYP	VIOLLET LE DUC	1 Route de Septeuil	78640	VILLIERS SAINT FREDERIC	**14 850,00 €**
					31	**Etablissements**	**465 561,00 €**

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0911632E	3323	LYP	RENE CASSIN	17 rue Jean Moulin	91294	ARPAJON	**12 361,00 €**
0911961M	18145	LYP	EDMOND MICHELET	2 rue Abel Cornaton	91290	ARPAJON	**49 092,00 €**
0910623H	3324	LYP	MARCEL PAGNOL	Avenue de la Terrasse Prolongée	91200	ATHIS MONS	**10 935,00 €**
0910676R	3325	LYP	CLEMENT ADER	37 bis rue G, Anthonioz de Gaulle	91200	ATHIS MONS	**1 195,00 €**
0911937L	3724	LYP	FRANCOIS TRUFFAUT	Rue Georges Pompidou	91070	BONDOUFLE	**47 045,00 €**
0910975R	3714	LYP	JEAN PIERRE TIMBAUD	4 rue Henri Douard	91220	BRETIGNY SUR ORGE	**22 539,00 €**
0911021R	3327	LYP	TALMA	1 rue des Cerfs BP 84	91805	BRUNOY	**9 036,00 €**
0910630R	3339	LP	ALEXANDRE DENIS	Montmirault	91590	CERNY	**617,00 €**
0911828T	3329	LYP	GEORGES BRASSENS	Rue Georges Brassens	91023	COURCOURONNES	**10 575,00 €**
0912364A	P0037479	LPO	NIKOLA TESLA	Chemin du Champ de Courses	91410	DOURDAN	**28 199,00 €**
0910755B	3332	LP	NADAR	42 bis rue Charles Mory	91210	DRAVEIL	**3 869,00 €**
0911927A	3200	LYP	MAURICE ELIOT	Rue de Provence	91860	EPINAY SOUS SENART	**22 941,00 €**
0911401D	3333	LP	NELSON MANDELA	2 Av, des Meuniers - BP 168	91150	ETAMPES	**450,00 €**
0910629P	3335	LP	(CHATEAU DES COUDRAIES)	Château des Coudraies R,N,448	91450	ETIOLLES	**6 500,00 €**
0911251R	3336	LYP	(PARC DES LOGES)	Boulevard des Champs Elysées	91012	EVRY	**10 907,00 €**
0911254U	3337	LP	BAUDELAIRE	Avenue de la Liberté	91024	EVRY	**4 884,00 €**
0910631S	3338	LP	JEAN MONNET	51 avenue du Général de Gaulle	91260	JUVISY SUR ORGE	**17 630,00 €**
0911492C	18509	LYP	DE L'ESSOURIAU	Avenue de Dordogne	91140	LES ULIS	**2 071,00 €**
0910632T	3345	LP	GUSTAVE EIFFEL	9 avenue de la République	91300	MASSY	**10 795,00 €**
0910727W	3346	LYP	DU PARC DE VILGENIS	80 rue de Versailles	91300	MASSY	**2 213,00 €**
0911962N	16853	LYP	MARIE LAURENCIN	51 rue Paul Cézanne	91540	MENNECY	**13 348,00 €**
0910625K	3544	LYP	ROSA PARKS	2 place de l'Europe	91230	MONTGERON	**20 795,00 €**
0911353B	3347	EREA	JEAN ISOARD	4 rue R, Paumier	91230	MONTGERON	**5 225,00 €**
0911945V	15365	LYP	MARGUERITE YOURCENAR	62 rue des Edouets	91420	MORANGIS	**24 137,00 €**
0911037H	3545	LP	ANDRE-MARIE AMPERE	12bis-26 Route du Bois Pommier	91390	MORSANG SUR ORGE	**2 626,00 €**
0910429X	3555	EREA	LE CHÂTEAU DU LAC	2 rue de la Roche	91340	OLLAINVILLE	**2 440,00 €**
0911938M	3725	LYP	CAMILLE CLAUDEL	17 rue de Robespierre	91120	PALAISEAU	**31 491,00 €**
0912251C	3547	LYP	HENRI POINCARE	36 rue Léon Bourgeois	91120	PALAISEAU	**13 497,00 €**
0911493D	3548	LP	LES FRERES MOREAU	Route de Brunoy	91480	QUINCY SOUS SENART	**2 172,00 €**
0911946W	15431	LYP	LEONARD DE VINCI	1 Place Léonard de Vinci	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	**1 853,00 €**
0911346U	3550	LYP	ALBERT EINSTEIN	Avenue de la Liberté B,P,128	91706	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	**1 224,00 €**
0910627M	3552	LYP	JEAN BAPTISTE COROT	Le Château Place Davout BP 118	91605	SAVIGNY SUR ORGE	**24 609,00 €**
0912142J	3742	LYP	GASPARD MONGE	4 rue de Viry	91600	SAVIGNY SUR ORGE	**475,00 €**
0910756C	3554	LP	LOUIS ARMAND	9 rue Pierre de Coubertin	91330	YERRES	**2 413,00 €**
					34	**Etablissements**	**420 159,00 €**
0920130S	3615	LYP	DESCARTES	1 avenue Lavoisier	92160	ANTONY	**942,00 €**
0920429S	3559	EREA	MARTIN LUTHER KING	6 rue du Contrat Social	92600	ASNIERES SUR SEINE	**1 244,00 €**
0922443F	3762	LYP	ETIENNE JULES MAREY	154 rue de Silly	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	**692,00 €**
0921229L	3575	LP	ANATOLE France	130 boulevard de Valmy	92700	COLOMBES	**3 893,00 €**
0922427N	3753	LYP	CLAUDE GARAMONT	69 rue de l'Industrie	92700	COLOMBES	**2 596,00 €**
0920138A	3577	LYP	PAUL LAPIE	5, boulevard Aristide Briand	92401	COURBEVOIE	**5 004,00 €**
0921625S	3578	LP	PAUL PAINLEVE	5 rue de la Montagne	92400	COURBEVOIE	**467,00 €**
0922615T	3981	LCM	LUCIE AUBRAC	13 à 17 avenue d'Alsace	92400	COURBEVOIE	**1 939,00 €**
0920810F	3579	EREA	JEAN MONNET	106 boulevard Raymond Poincaré	92380	GARCHES	**5 688,00 €**
0921156G	3580	LYP	GALILEE	79 avenue Chandon	92230	GENNEVILLIERS	**1 188,00 €**
0922397F	3743	LYP	EUGENE IONESCO	152 avenue de Verdun	92130	ISSY LES MOULINEAUX	**1 463,00 €**
0920158X	3583	LP	LA TOURNELLE	87 boulevard National BP 115	92250	LA GARENNE COLOMBES	**1 816,00 €**
0922249V	3584	LYP	MONTESQUIEU	21 rue du Capitaine Facq	92350	LE PLESSIS ROBINSON	**4 054,00 €**
0922464D	3779	LYP	LOUISE MICHEL	11 boulevard du Midi	92000	NANTERRE	**6 048,00 €**
0920143F	3597	LCM	LA FOLIE SAINT JAMES	41 rue de Longchamps	92200	NEUILLY SUR SEINE	**1 611,00 €**
0920144G	3598	LYT	L'AGORA	120 rue de Verdun	92800	PUTEAUX	**9 120,00 €**
0920145H	3604	LYP	LAKANAL	3/7 avenue du Président Roosevelt	92330	SCEAUX	**22 163,00 €**
0920170K	3606	LP	FLORIAN	9 bis rue de la Marne	92330	SCEAUX	**4 622,00 €**
0920149M	3609	LYP	MICHELET	5 rue Jullien	92170	VANVES	**4 550,00 €**
0921935D	3611	EREA	TOULOUSE-LAUTREC	131 avenue de la Celle Saint-Cloud	92420	VAUCRESSON	**10 002,00 €**
					20	**Etablissements**	**89 102,00 €**

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0930117X	3616	LYT	LE-CORBUSIER	44 rue Léopold Rechossière	93533	AUBERVILLIERS CEDEX	**8 742,00 €**
0930833A	3622	LCM	JEAN-ZAY	Avenue du Maréchal Juin	93604	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	**10 481,00 €**
0930834B	3620	LYT	VOILLAUME	136 rue de Mitry	93604	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	**1 106,00 €**
0932119Y	3623	LYP	EUGÈNE-HÉNAFF	55 avenue Raspail	93170	BAGNOLET	**10 548,00 €**
0931198X	3625	LP	ALFRED-COSTES	146 avenue Henri Barbusse	93000	BOBIGNY	**5 857,00 €**
0931613Y	3624	LYP	LOUISE-MICHEL	70 avenue Jean Jaurès	93000	BOBIGNY	**13 821,00 €**
0932123C	3731	LYP	ANDRE-SABATIER	140 rue de la République	93000	BOBIGNY	**116,00 €**
0930129K	3628	LP	MADELEINE VIONNET	1 rue Jules Guesde	93140	BONDY	**1 401,00 €**
0932282A	3781	LYP	LEO-LAGRANGE	29 rue Georges Elie	93140	BONDY	**26,00 €**
0930120A	3633	LYP	JACQUES-FEYDER	10 rue Henri Wallon	93800	EPINAY SUR SEINE CEDEX	**16 556,00 €**
0931272C	3635	LYT	GUSTAVE-EIFFEL	16 chemin de la Renardière	93220	GAGNY	**20 952,00 €**
0930128J	3637	LP	DENIS-PAPIN	34 Avenue Michelet	93120	LA COURNEUVE	**1 187,00 €**
0931430Z	3639	LYP	JACQUES-BREL	4/6 rue Dulcie September	93120	LA COURNEUVE	**5 419,00 €**
0932577W	P0028709	LYP	LYCÉE NEUF	4, rue Roger Salengro	93350	LE BOURGET	**5 711,00 €**
0932222K	3642	LYP	RENÉ-CASSIN	16 Allée des Bosquets	93340	LE RAINCY	**2 911,00 €**
0930830X	3643	LYP	ALBERT-SCHWEITZER	11 allee Valère Lefèbvre	93340	LE RAINCY CEDEX	**12 022,00 €**
0932073Y	3644	LYP	PAUL-ROBERT	2/4 rue du Château	93260	LES LILAS	**8 930,00 €**
0931585T	3646	LYP	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 Boulevard Gutenberg	93190	LIVRY GARGAN	**5 768,00 €**
0932120Z	3647	LYP	HENRI-SELLIER	73 avenue du Colonel Fabien	93190	LIVRY GARGAN	**5 656,00 €**
0932116V	3650	LYP	EUGÉNIE-COTTON	58 avenue Faidherbe	93100	MONTREUIL	**16 956,00 €**
0930121B	3648	LYP	JEAN-JAURÈS	1 rue Dombasle	93105	MONTREUIL CEDEX	**4 684,00 €**
0930122C	18521	LYT	CONDORCET	31 rue Désiré Chevalier	93100	MONTREUIL CEDEX	**7 733,00 €**
0930130L	3949	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 rue Désiré Chevalier	93105	MONTREUIL CEDEX	**1 067,00 €**
0931779D	1331	LYA	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	16 rue Paul Doumer	93105	MONTREUIL CEDEX	**2 943,00 €**
0932291K	3812	LYP	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	45 rue Louis Vanini	93330	NEUILLY SUR MARNE	**6 643,00 €**
0932638M	P0033460	LPO	LYC INTERNATIONNAL DE L'EST PARISIEN	1 Promenade Marco Polo	93160	NOISY LE FRAND	**5 151,00 €**
0931565W	3652	LYP	FLORA-TRISTAN	27 rue des Hauts Roseaux	93160	NOISY LE GRAND CEDEX	**9 911,00 €**
0932047V	18858	LYP	EVARISTE-GALOIS	32 avenue Montaigne	93160	NOISY LE GRAND CEDEX	**3 191,00 €**
0930123D	15801	LYP	OLYMPE-DE-GOUGES	205 rue de Brement	93130	NOISY LE SEC	**5 372,00 €**
0930124E	3655	LYP	MARCELIN-BERTHELOT	110 avenue Jean Jaurès	93500	PANTIN	**10 086,00 €**
0930135S	3656	LP	SIMONE-WEIL	6, rue Delizy	93500	PANTIN	**574,00 €**
0932031C	15357	LYP	CHARLES-DE-GAULLE	102 rue Lavoisier	93110	ROSNY SOUS BOIS	**7 152,00 €**
0932667U	P0036077	LPO	PLAINE COMMUNE	70, avenue Georges Sand	93200	SAINT DENIS	**24 789,00 €**
0930138V	3662	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 rue de la Liberté	93200	ST DENIS	**10 119,00 €**
0932074Z	3542	LYP	MARCEL-CACHIN	11/13 rue Marcel Cachin	93406	ST OUEN	**6 793,00 €**
0930126G	3543	LYP	AUGUSTE-BLANQUI	54 rue Charles Schmitt	93406	ST OUEN CEDEX	**12 717,00 €**
0932030B	15269	LYP	MAURICE-UTRILLO	152 rue Jean Durand	93240	STAINS	**11 957,00 €**
0932221J	3757	LYP	BLAISE-PASCAL	18 rue M,Vieville	93250	VILLEMOMBLE	**1 978,00 €**
0931584S	3537	LYP	JEAN-ROSTAND	8 rue Pierre Audat	93420	VILLEPINTE	**6 951,00 €**
0932260B	3730	LYP	GEORGES-BRASSENS	Rue des Bancs Publics	93420	VILLEPINTE	**5 760,00 €**
					40	**Etablissements**	**299 737,00 €**

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	**Dotations**
0940171A	3534	EREA	STENDHAL	6 rue Désiré Dautier	94380	BONNEUIL SUR MARNE	**8 416,00 €**
0940112L	3531	LCM	LOUISE MICHEL	7 rue Pierre et Marie Derrien	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	**3 549,00 €**
0941951K	3528	LYP	MARX DORMOY	500 rue du Professeur Milliez	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	**1 702,00 €**
0942269F	P0015628	LYP	PAULINE ROLAND	11-17 avenue du Général de Gaulle	94550	CHEVILLY LARUE	**2 846,00 €**
0941298A	3524	LP	MICHELET	1 rue Michelet	94120	FONTENAY SOUS BOIS	**2 860,00 €**
0940115P	3507	LCM	ROMAIN ROLLAND	17 rue Lucien Nadaire	94200	IVRY SUR SEINE	**18 529,00 €**
0941972H	3508	LYP	FERNAND LEGER	15 avenue Henri Barbusse	94200	IVRY SUR SEINE	**9 172,00 €**
0941474S	3515	LYP	DARIUS MILHAUD	80 rue du Professeur Bergonie	94276	LE KREMLIN BICETRE	**16 227,00 €**
0941975L	3234	LYT	(BROSSOLETTE)	5 rue Pierre Brossolette	94270	LE KREMLIN BICETRE	**7 181,00 €**
0940119U	18533	LYT	PAUL DOUMER	2 rue Paul Doumer	94170	LE PERREUX SUR MARNE	**993,00 €**
0940116R	3488	LYP	EUGENE DELACROIX	5 rue Pierre Curie	94704	MAISONS ALFORT	**7 346,00 €**
0941355M	3487	LP	PAUL BERT	1 rue du Gué aux Aurochs	94700	MAISONS ALFORT	**583,00 €**
0940137N	3491	LP	LA SOURCE (site La Source et Val Beauté)	54 avenue de la Source	94130	NOGENT SUR MARNE	**7 514,00 €**
0940319L	3494	EREA	FRANCOIS CAVANNA	3 avenue de Joinville	94130	NOGENT SUR MARNE	**2 408,00 €**
0940138P	3495	LP	ARMAND GUILLAUMIN	Rue Pierre Corneille	94310	ORLY	**2 755,00 €**
0940120V	3497	LYP	MARCELIN BERTHELOT	6 boulevard Maurice Berteaux	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	**28 714,00 €**
0940121W	3498	LYP	D'ARSONVAL	65 rue du Pont de Créteil	94107	SAINT MAUR DES FOSSES	**8 483,00 €**
0940122X	3510	LYP	CONDORCET	1 avenue Condorcet	94214	SAINT MAUR DES FOSSES	**2 750,00 €**
0940140S	3511	LP	GOURDOU-LESEURRE	50/56 boulevard de Champigny	94210	SAINT MAUR DES FOSSES	**5 961,00 €**
					19	**Etablissements**	**137 989,00 €**
0950641F	18539	LYP	JEAN-JAURÈS	25 rue Charles Lecocq	95104	ARGENTEUIL	**4 303,00 €**
0950164M	3470	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 rue A,et L,Roussel	95260	BEAUMONT SUR OISE	**7 913,00 €**
0951748J	3469	LYP	EVARISTE-GALOIS	14 boulevard Léon Blum	95260	BEAUMONT SUR OISE	**3 527,00 €**
0952173W	P0030507	LYP	LYCEE DE BEZONS	5 rue Marcel LANGLOIS	95870	BEZONS CEDEX	**166,00 €**
0951756T	18856	LYP	JULES-VERNE	1 rue Michel Strogoff	95800	CERGY	**7 573,00 €**
0951637N	3474	LYP	GALILÉE	11 avenue du Jour	95000	CERGY PONTOISE CEDEX	**5 703,00 €**
0951282C	3679	LP	VEXIN (DU)	2 rue Jean Hamon	95750	CHARS	**8 276,00 €**
0951922Y	3214	LYP	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 à 22 rue Guynemer B,P 92	95170	DEUIL LA BARRE	**28 316,00 €**
0951974E	3744	LYP	LOUIS-ARMAND	32 rue Stéphane Proust	95600	EAUBONNE	**4 915,00 €**
0952196W	P0034141	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 avenue de Ceinture	95880	ENGHIEN LES BAINS	**15 667,00 €**
0951618T	3683	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 rue de Pierrelaye	95610	ERAGNY SUR OISE	**9 459,00 €**
0951673C	3686	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 allée Jean de Florette	95120	ERMONT	**2 402,00 €**
0950645K	3684	LYP	VAN-GOGH	Rue du Général Decaen BP 84	95123	ERMONT CEDEX	**6 306,00 €**
0951727L	3728	LYP	CHARLES-BAUDELAIRE	13 rue du Grand Tremblay BP 37	95470	FOSSES	**5 588,00 €**
0951723G	3729	LYP	MONTESQUIEU	Rue Emile Zola	95220	HERBLAY	**8 003,00 €**
0951147F	3392	LYP	FRAGONARD	Allée Le Nôtre	95290	L ISLE ADAM	**5 437,00 €**
0950647M	3393	LYP	GÉRARD-DE-NERVAL	2 rue des Selliers	95270	LUZARCHES	**60 672,00 €**
0950983C	3400	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 Chemin de la Tour du Mail	95110	SANNOIS	**8 955,00 €**
0951104J	3399	LYT	JEAN-PERRIN	2 rue des Egalisses	95310	ST OUEN L AUMONE	**11 977,00 €**
0951710T	3678	LYP	CAMILLE-CLAUDEL	Boulevard de l'Oise	95490	VAUREAL	**694,00 €**
0951090U	3405	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 rue de Goussainville BP 68	95400	VILLIERS LE BEL	**11 348,00 €**
					21	**Etablissements**	**217 200,00 €**
					246	**Total Etablissements**	**2 593 923,00 €**

ANNEXE II

ANNEXE II

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -

DOTATIONS COMPLEMENTAIRES - SOLDES AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016/2017

Code tiers	RNE	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations Affectées
R3284	0770687D	ERPD	SAINT-MAMMÈS	13 rue du Capitaine Ballot BP 27	77814	SAINT-MAMMES	**10 839,00 €**
R18495	0770931U	LYT	PIERRE-DE-COUBERTIN	Chaussée de Paris	77109	MEAUX	**1 616,00 €**
R3269	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	Chaussée de Paris	77109	MEAUX	**2 334,40 €**
R18497	0770938B	LYP	ANDRÉ-MALRAUX	4 avenue du Lycée BP 103	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	**1 848,00 €**
R3268	0771940R	LYP	GÉRARD-DE-NERVAL	89 Cours des Roches BP 225	77441	NOISIEL	**2 963,40 €**
R3289	0772342C	LYP	CLÉMENT-ADER	76 rue Georges Clémenceau	77220	TOURNAN-EN-BRIE	**1 384,68 €**
R3665	0780004F	LYA	AGRICOLE	Route Forestière des Princesses	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**1 173,30 €**
R3677	0783213U	ERPD	HÉRIOT	Rue du Commandant Hériot	78120	LA BOISSIERE-ECOLE	**4 108,21 €**
R3347	0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	4 rue R, Paumier	91230	MONTGERON	**995,10 €**
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 boulevard Raymond Poincaré	92380	GARCHES	**7 035,35 €**
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 avenue de la Celle Saint-Cloud	92420	VAUCRESSON	**6 756,90 €**
R3643	0930830X	LYP	ALBERT-SCHWEITZER	11 allee Valère Lefèbvre	93340	LE RAINCY	**9 174,33 €**
R3620	0930834B	LYT	VOILLAUME	136 rue de Mitry	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	**1 432,80 €**
R3650	0932116V	LYP	EUGÉNIE-COTTON	58 avenue Faidherbe	93100	MONTREUIL	**5 748,34 €**
R3497	0940120V	LYP	MARCELIN-BERTHELOT	6 boulevard Maurice Berteaux	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**39 272,40 €**
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 rue Michelet	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	**134,00 €**
					16	**Etablissements**	**96 816,21 €**

ANNEXE III

Annexe III
Création de tarifs d'hébergement

			Proposition Tarifs hébergement		
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0910429X	CHÂTEAU DU LAC	91 OLLAINVILLE	Forfait accueil découverte lycéens province	**12,75 €**	création séjour découverte adapté
0910429X	CHÂTEAU DU LAC	91 OLLAINVILLE	Forfait accueil découverte accompagnateurs adultes	**23,40 €**	création séjour découverte adapté

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-022

DU 24 JANVIER 2018

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2018. PREMIER RAPPORT.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation, notamment son article L.442-9,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La délibération du conseil régional n°CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier,

VU La délibération n°CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public »,

VU La délibération n°CP 16-591 du 16 novembre 2016 relative à l'aide régionale pour la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association,

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2018,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-022 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2018 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 24 085 832, 40 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP223-028 (code action 12202801) « Lycées privés forfait d'externat « personnel » du budget 2018.

Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2018 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 23 276 219, 84 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement» code fonctionnel 223 « Lycées privés », programme HP 223-016 (122016) « Lycée privés forfait d'externat - matériel», action «Lycées privés forfait d'externat – matériel » (12201601) (nature 655 – Contributions obligatoires) du budget 2018.

Article 3 :

Dans la fiche-projet n° 16015693 annexée à la délibération n° CP 16-591 du 16 novembre 2016, il convient de lire dans la rubrique ' présentation de l'organisme ' ' Evry (91) ' au lieu de ' Paris 6ème'.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Forfait externat 2018: répartition par établissement

FORFAIT EXTERNAT 2017-2018
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0750330B	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	**128 087,46 €**	**131 741,09 €**
0751883P	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	**104 130,84 €**	**113 079,48 €**
0752937K	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	**94 473,54 €**	**89 719,25 €**
0753217P	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	**74 715,75 €**	**48 397,45 €**
0753231E	SINAI	PARIS 18EME	**18 428,18 €**	**17 500,80 €**
0753384W	BETH YACOV	PARIS 20EME	**6 531,51 €**	**6 202,82 €**
0753537M	ESTBA	PARIS 20EME	**109 332,72 €**	**113 651,03 €**
0753598D	SEVIGNE	PARIS 05EME	**60 649,68 €**	**57 597,54 €**
0753647G	ALSACIENNE	PARIS 06EME	**128 763,94 €**	**122 284,01 €**
0753809H	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	**116 167,47 €**	**110 321,45 €**
0753815P	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	**68 114,26 €**	**68 035,99 €**
0753820V	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	**189 880,16 €**	**183 255,44 €**
0753825A	MORVAN	PARIS 9EME	**10 497,06 €**	**9 968,81 €**
0753824Z	MASSILLON	PARIS 04EME	**108 469,62 €**	**103 010,99 €**
0753827C	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	**79 077,86 €**	**75 098,34 €**
0753834K	YABNE	PARIS 13EME	**99 372,17 €**	**94 371,36 €**
0753838P	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	**127 830,87 €**	**121 397,90 €**
0753840S	STANISLAS	PARIS 06EME	**496 674,23 €**	**463 868,44 €**
0753842U	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	**110 569,04 €**	**105 004,75 €**
0753844W	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	**132 169,65 €**	**132 015,78 €**
0753849B	ALMA	PARIS 07EME	**61 582,76 €**	**58 483,66 €**
0753850C	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	**82 810,14 €**	**78 642,80 €**
0753851D	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	**97 739,30 €**	**92 820,66 €**
0753852E	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	**69 420,56 €**	**67 508,75 €**
0753873C	FENELON / SAINTE MARIE	PARIS 08EME	**261 213,51 €**	**248 664,09 €**
0753874D	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	**115 467,66 €**	**109 656,86 €**
0753883N	EDGAR POE	PARIS 10EME	**62 982,36 €**	**59 812,83 €**
0753885R	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	**154 656,69 €**	**146 873,73 €**
0753887T	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	**109 402,70 €**	**103 897,11 €**
0753890W	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	**144 252,94 €**	**142 850,77 €**
0753897D	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	**271 943,84 €**	**258 754,74 €**
0753898E	SAINT PIERRE FOURIER	PARIS 12EME	**119 666,49 €**	**113 644,38 €**
0753902J	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	**51 785,50 €**	**49 179,44 €**
0753915Y	BLOMET	PARIS 15EME	**139 424,29 €**	**131 282,52 €**
0753916Z	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	**59 016,81 €**	**56 046,84 €**
0753919C	PASCAL	PARIS 16EME	**54 118,18 €**	**51 394,73 €**
0753933T	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	**153 070,47 €**	**145 701,84 €**
0753935V	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	**51 318,96 €**	**48 736,38 €**
0753941B	GERSON	PARIS 16EME	**96 806,22 €**	**91 934,54 €**
0753943D	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	**93 073,94 €**	**88 390,08 €**
0753946G	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	**107 769,82 €**	**102 346,40 €**
0753947H	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	**178 776,60 €**	**170 127,63 €**
0753948J	ASSOMPTION	PARIS 16EME	**76 745,18 €**	**72 883,05 €**
0753959W	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	**114 534,59 €**	**108 770,74 €**
0754015G	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	**75 112,30 €**	**72 916,28 €**
0754016H	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	**199 934,01 €**	**190 472,85 €**
0754025T	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	**451 443,57 €**	**408 056,42 €**
0754029X	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	**326 318,61 €**	**346 881,19 €**
0754030Y	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	**442 766,00 €**	**442 335,82 €**
0754037F	LA PLAINE MONCEAU	PARIS 08EME	**40 588,64 €**	**44 970,39 €**

FORFAIT EXTERNAT 2017-2018
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0754042L	LE REBOURS	PARIS 13EME	275 092,96 €	289 214,98 €
0754045P	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	136 041,90 €	138 165,43 €
0754081D	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	88 875,11 €	84 402,55 €
0754086J	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	177 190,38 €	180 732,22 €
0754165V	COIFFURE/ESTHETIQUE	PARIS 18EME	26 942,46 €	25 074,87 €
0754191Y	NOTRE DAME	PARIS 13EME	246 237,71 €	228 622,36 €
0754239A	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	145 279,32 €	135 573,54 €
0754325U	BETH HANNA	PARIS 19EME	74 645,76 €	70 889,28 €
0754479L	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	48 753,02 €	46 299,57 €
0754666P	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	176 817,15 €	194 097,07 €
0754860A	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	16 562,03 €	15 728,56 €
0754965P	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	59 483,34 €	56 489,90 €
0755352K	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	16 095,50 €	15 285,51 €
0755025E	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	12 829,74 €	12 184,10 €
0755537L	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	13 296,28 €	12 627,16 €
0754007Y	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	78 144,78 €	74 212,22 €
0771200L	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	176 817,15 €	174 682,27 €
0771232W	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	94 940,08 €	90 162,31 €
0771237B	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	198 394,44 €	195 607,90 €
0771238C	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	357 646,50 €	353 072,93 €
0771246L	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	234 784,25 €	222 747,41 €
0772153X	JEAN ROSE	MEAUX	200 867,08 €	192 114,38 €
0771720B	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	61 349,49 €	58 262,13 €
0772151V	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	28 901,91 €	26 935,72 €
0772275E	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGES	247 287,41 €	227 415,03 €
0772290W	SAINTE CROIX	PROVINS	61 116,22 €	58 040,60 €
0772324H	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	119 806,45 €	115 359,02 €
0772602K	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	66 014,85 €	62 692,71 €
0772840U	SAINTE MARIE LA ROCHE AUX COQ	NEMOURS	12 596,48 €	11 962,57 €
0783323N	SAINT THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	207 841,79 €	208 651,52 €
0781582W	NOTRE DAME GRANDCHAMP	VERSAILLES	475 260,23 €	478 542,52 €
0781664K	SAINTE THERESE	RAMBOUILLET	122 932,24 €	120 753,25 €
0781855T	ST FRANCOIS D' ASSISE	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	154 819,98 €	147 894,98 €
0781856U	ST EREMBERT	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	248 430,42 €	232 445,95 €
0781974X	SAINT EXUPERY	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	64 381,97 €	64 371,90 €
0782100J	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	112 551,81 €	113 436,14 €
0783053V	SAINTE GENEVIEVE	VERSAILLES	244 931,40 €	234 543,83 €
0783282U	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	212 833,73 €	204 491,21 €
0783283V	L'ERMITAGE	MAISONS-LAFFITTE	54 817,98 €	52 059,32 €
0783288A	NOTRE DAME	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	295 713,85 €	272 830,69 €
0783289B	NOTRE DAME	MANTES-LA-JOLIE	178 916,56 €	172 743,89 €
0783297K	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	125 964,72 €	119 625,66 €
0783325R	SAINT VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	104 270,80 €	98 345,59 €
0783330W	ROULLEAU	MEULAN	24 143,24 €	22 469,69 €
0783344L	NOTRE DAME - LES OISEAUX	VERNEUIL-SUR-SEINE	281 227,91 €	278 001,18 €
0783350T	ST JEAN HULST	VERSAILLES	225 336,89 €	213 997,02 €
0783657B	SAINT AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	42 921,32 €	40 761,34 €
0910808J	SAINT CHARLES	ATHIS-MONS	204 529,39 €	200 913,52 €
0910812N	SAINT PIERRE	BRUNOY	178 450,02 €	169 469,69 €
0910815S	INSTITUTION JEANNE D'ARC	ETAMPES	72 313,08 €	68 673,99 €

FORFAIT EXTERNAT 2017-2018
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0912117G	NOTRE DAME DE SION	EVRY	184 981,53 €	173 997,74 €
0910819W	ORSAY	ORSAY	59 250,08 €	56 268,37 €
0910823A	ILE DE FRANCE	VILLEBON-SUR-YVETTE	58 550,27 €	55 603,78 €
0910824B	SACRE CŒUR	LA VILLE-DU-BOIS	125 964,72 €	122 676,12 €
0910826D	PRIVE SAINT LOUIS SAINT CLEMENT	VIRY-CHATILLON	137 161,59 €	132 711,38 €
0910838S	BETH RIVKHA	YERRES	13 762,82 €	13 070,22 €
0910843X	TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE	BRUNOY	201 496,90 €	218 903,61 €
0911264E	D'OPTOMETRIE	BURES-SUR-YVETTE	51 365,62 €	56 290,52 €
0911844K	STEINER	VERRIERES-LE-BUISSON	3 265,76 €	3 101,41 €
0912321D	SAINT MARTIN	PALAISEAU	143 249,88 €	143 103,31 €
0912161E	SAINT SPIRE	CORBEIL-ESSONNES	211 970,64 €	208 819,89 €
0912342B	LA SALLE SAINT NICOLAS	IGNY	6 998,04 €	6 645,87 €
0920875B	SAINTE MARIE	NEUILLY-SUR-SEINE	103 081,13 €	96 573,36 €
0920889S	SAINTE GENEVIEVE	ASNIERES-SUR-SEINE	127 364,33 €	120 954,84 €
0920894X	SAINT GABRIEL	BAGNEUX	85 935,94 €	88 870,79 €
0920897A	NOTRE DAME DE BOULOGNE	BOULOGNE-BILLANCOURT	289 812,17 €	282 846,02 €
0920898B	RAMBAM	BOULOGNE-BILLANCOURT	58 783,54 €	55 825,31 €
0920904H	SAINTE MARIE	ANTONY	320 183,66 €	304 531,49 €
0920906K	NOTRE DAME	BOURG-LA-REINE	124 331,85 €	118 074,96 €
0920907L	SOPHIE BARAT	CHATENAY-MALABRY	167 906,31 €	170 801,08 €
0920908M	SAINT THOMAS VILLENEUVE	CHAVILLE	101 704,85 €	96 586,65 €
0920916W	LA SOURCE	MEUDON	46 420,34 €	44 084,28 €
0920917X	NOTRE DAME	MEUDON	154 190,15 €	146 430,67 €
0920918Y	JEANNE D'ARC	MONTROUGE	38 489,22 €	36 552,29 €
0920919Z	NOTRE DAME DE SAINTE CROIX	NEUILLY-SUR-SEINE	179 802,98 €	171 062,48 €
0920921B	SAINT DOMINIQUE	NEUILLY-SUR-SEINE	149 991,33 €	142 443,15 €
0920928J	PASSY BUZENVAL	RUEIL-MALMAISON	281 601,13 €	267 560,52 €
0920937U	SUGER	VAUCRESSON	53 185,11 €	52 960,94 €
0920963X	SAINT FRANCOIS D'ASSISE	FONTENAY-AUX-ROSES	64 638,57 €	55 712,33 €
0920981S	SAINT PHILIPPE	MEUDON	41 218,46 €	33 993,63 €
0920985W	GEORGES GUERIN	NEUILLY-SUR-SEINE	96 316,36 €	80 488,14 €
0921365J	M. DANIELOU	RUEIL-MALMAISON	148 125,18 €	140 139,25 €
0921484N	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	296 017,10 €	298 944,53 €
0921663H	JEANNE D'ARC	COLOMBES	130 863,35 €	127 507,67 €
0922653J	LA SALLE SAINT NICOLAS	ISSY-LES-MOULINEAUX	189 880,16 €	176 605,14 €
0930929E	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	85 492,73 €	80 434,97 €
0930933J	ASSOMPTION	BONDY	136 508,44 €	132 430,04 €
0930936M	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	71 589,95 €	70 277,86 €
0930946Y	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	47 236,77 €	43 962,44 €
0930960N	ORT	MONTREUIL	174 297,85 €	174 808,54 €
0930961P	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	130 396,82 €	123 834,72 €
0930962R	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	52 951,84 €	50 287,09 €
0930965U	HENRI MATISSE	MONTREUIL	73 012,89 €	69 338,58 €
0930974D	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	152 230,70 €	144 642,93 €
0931026K	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	66 807,96 €	70 311,09 €
0931369H	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	307 027,35 €	300 827,53 €
0931464L	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	17 261,84 €	16 393,15 €
0931573E	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	128 741,37 €	104 208,27 €
0931797Y	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	242 412,11 €	229 506,26 €
0931799A	FENELON	VAUJOURS	137 394,86 €	134 188,98 €

FORFAIT EXTERNAT 2017-2018
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	TOTAL 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	TOTAL 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0931812P	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	**105 670,41 €**	**102 625,53 €**
0931813R	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	**45 254,00 €**	**42 976,63 €**
0932110N	CHNE OR	AUBERVILLIERS	**14 929,16 €**	**14 177,86 €**
0932303Y	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	**19 827,78 €**	**18 829,97 €**
0932619S	SAINT GERMAIN	DRANCY	**43 621,12 €**	**41 425,93 €**
0932654E	SAINTE MARIE	STAINS	**20 760,86 €**	**19 716,09 €**
0932653D	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	**26 359,29 €**	**25 032,78 €**
0940821G	GREGOR MENDEL	VINCENNES	**206 465,51 €**	**217 986,76 €**
0940822H	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	**325 875,40 €**	**322 936,12 €**
0942354Y	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	**150 457,86 €**	**157 593,52 €**
0942355Z	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	**115 864,22 €**	**108 254,58 €**
0940853S	POULLART DES PLACES	THIAIS	**47 096,81 €**	**44 923,87 €**
0940877T	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	**96 572,96 €**	**92 430,76 €**
0940878U	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**320 440,26 €**	**323 649,44 €**
0940880W	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	**128 997,21 €**	**122 505,54 €**
0940881X	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	**84 443,02 €**	**80 193,50 €**
0940882Y	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	**94 007,01 €**	**89 276,19 €**
0940885B	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	**77 211,71 €**	**73 326,10 €**
0940891H	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	**88 641,84 €**	**84 181,02 €**
0941407U	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	**43 177,91 €**	**43 311,14 €**
0940823J	FOYER DES PTT	CACHAN	**109 122,78 €**	**101 176,73 €**
0941711Z	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	**29 158,50 €**	**27 691,13 €**
0941719H	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	**59 483,34 €**	**57 865,60 €**
0941877E	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	**99 605,44 €**	**94 592,89 €**
0941909P	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	**27 059,09 €**	**25 697,37 €**
0941943B	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	**24 026,61 €**	**22 817,49 €**
0942376X	COURS DU HAMEAU	THIAIS	**4 432,10 €**	**4 209,06 €**
0950753C	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN-LES-BAINS	**133 895,84 €**	**127 157,65 €**
0950759J	NOTRE DAME DE BURY	ANDILLY	**220 718,19 €**	**217 364,26 €**
0950761L	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	**218 875,37 €**	**213 035,58 €**
0950762M	SAINT MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	**99 605,44 €**	**94 592,89 €**
0950785M	NOTRE DAME	SANNOIS	**140 427,34 €**	**133 360,46 €**
0950786N	SAINT ROSAIRE	SARCELLES	**134 362,37 €**	**133 940,87 €**
0950800D	FONDATION COGNAC-JAY	ARGENTEUIL	**172 128,46 €**	**164 452,06 €**
0950804H	NOTRE FAMILLE (INDUSTRIES GRAPHIQUES)	OSNY	**34 990,20 €**	**32 564,77 €**
0950805J	ST JEAN FOND D'AUTEUIL NOTRE DAME	SANNOIS	**32 844,14 €**	**31 514,72 €**
0950812S	JEANNE D'ARC	FRANCONVILLE	**96 666,26 €**	**93 786,52 €**
0951048Y	TORAT-EMET	SARCELLES	**26 592,56 €**	**25 254,31 €**
0951221L	VAUBAN	PONTOISE	**66 248,12 €**	**65 001,04 €**
0951940T	OZAR HATORAH	SARCELLES	**13 063,01 €**	**12 405,63 €**
0951994B	ROBERT BLUM (O.R.T.)	VILLIERS-LE-BEL	**84 629,64 €**	**84 688,33 €**
0951998F	GARAC	ARGENTEUIL	**220 414,94 €**	**194 666,40 €**
0952158E	PAUL RICOEUR	LOUVRES	**44 787,46 €**	**42 533,57 €**
0952208J	SAINT JOSEPH	ARGENTEUIL	**41 521,71 €**	**39 432,17 €**
0952126V	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	**11 196,87 €**	**10 633,40 €**
		TOTAL	**24 085 832,40 €**	**23 276 219,84 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-023

DU 24 JANVIER 2018

SOUTIEN À L'APPRENTISSAGE DU LATIN EN ÎLE-DE-FRANCE CÉRÉMONIE DE RESTITUTION DES VOYAGES À AUSCHWITZ-BIRKENAU

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 2013-80 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 2015-92 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 2016-01 du 21 janvier 2016 Prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2016-96 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CP 2017-239 du 5 juillet 2017 Partenariats sur les actions de sensibilisation à la mémoire ;

VU La délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-023 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'enseignement du Latin en Île-de-France

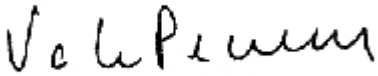
Décide de soutenir et valoriser l'enseignement du latin en Ile de France en favorisant la participation de lycéens franciliens au concours international de latin d'Arpino, en Italie.

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de 15 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2018, au titre des marchés publics relatifs à l'organisation d'une épreuve de sensibilisation et de sélection, ainsi qu'à la participation de lycéens franciliens au *Certamen Ciceronianum Arpinas*.

Article 2 : Cérémonie de restitution des voyages à Auschwitz-Birkenau

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2018, au titre des marchés publics pour prendre en charge tous les frais inhérents à cette cérémonie.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-026

DU 24 JANVIER 2018

CONVENTIONS D'UTILISATIONS D'EQUIPEMENTS SPORTIFS : LYCÉES L'ESSOURIAU AUX ULIS (91), JEAN PERRIN ET JACQUES PRÉVERT À LONGJUMEAU (91) ET LAVOISIER À PORCHEVILLE (78).

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation,

VU Le code du sport,

VU La délibération n°CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,

VU La délibération n°CR 2017-208 du 14 octobre 2016 relative à la Dotation Globale de Fonctionnement des lycées pour l'année 2017**,**

VU La délibération n° CR 17-157 du 21 septembre 2017 relative à la Dotation Globale de Fonctionnement des lycées pour l'année 2018,

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget régional pour 2018,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-026 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune des Ulis au bénéfice du lycée de l'Essouriau figurant en annexe à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

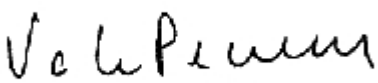
Article 2 :

Décide d'approuver les conventions de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Longjumeau au bénéfice des lycées Jean Perrin et Jacques Prévert figurant en annexe à la délibération, et autorise la présidente à les signer.

Article 3 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Porcheville au bénéfice du lycée Lavoisier figurant en annexe à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention Les Ulis

CONVENTION

Mise à disposition d'équipements sportifs 2017-2018

Entre

LA COMMUNE DES ULIS

Et

LE LYCEE DE L'ESSOURIAU

-

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La COMMUNE DES ULIS, sise Rue du Morvan, 91940 LES ULIS, représentée par Madame Françoise MARHUENDA, agissant en qualité de Maire et en vertu de l'autorisation qui lui en a été donnée par le Conseil Municipal suivant la délibération n° 2014/027 en date du 14 avril 2014,

Ci-après dénommée **la Commune**, d'une part,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional et dûment habilitée par la délibération n° CP n°

Le lycée de l'ESSOURIAU, sis Avenue de Dordogne – 91940 LES ULIS – Etablissement public local d'enseignement représenté par le Proviseur Madame Nadine FUIRET, autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement n° XX du XX.

Au titre de l'article L214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

La commune des Ulis met à disposition ses installations sportives dont la proximité avec le **lycée de l'Essouriau** lui permet de mener à bien sa mission d'intérêt général.

Aussi, considérant que les installations sportives, dont la commune des Ulis est propriétaire, répond aux nécessités du fonctionnement de l'enseignement de l'éducation physique et sportive de l'établissement scolaire, les signataires s'accordent sur la mise à disposition au profit du **lycée de l'Essouriau** des installations sportives décrites à l'article 1 de cette même convention, dans les conditions fixées dans la présente convention.

EXPOSE

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Les installations concernées sont :

- Le gymnase de l'Essouriau et son plateau d'évolution
- Le stade Jean-Marc Salinier (installations d'athlétisme et terrains synthétiques), les terrains sportifs des pampres
- Le terrain de football synthétique du bosquet
- La piscine municipale

ARTICLE 2 : Conditions d'utilisation

La commune des Ulis entretient ces installations dans le cadre de sa mission pour les besoins culturels et sportifs spécifiques des élèves.

Les investissements autres que le maintien des installations en état de fonctionnement conforme aux obligations de sécurité relèvent de la seule décision de la commune des Ulis au regard de sa mission.
Le lycée de l'Essouriau pourra utiliser ces installations pour y assurer l'enseignement de l'Education Physique et Sportive.
Toute autre activité que le **lycée de l'Essouriau** souhaiterait y organiser est soumise à l'autorisation écrite préalable de la commune des Ulis.

Concernant la piscine :
La surveillance des bassins durant les séances de natation sera assurée par un personnel municipal titulaire du brevet d'état d'éducateur sportif des activités de natation (BEESAN) dans le respect de la règlementation. En cas d'accident, pour la bonne coordination des secours, les enseignants devront en début d'année scolaire prendre connaissance du plan d'organisation de la surveillance et des secours de la piscine.

Règles générales d'utilisation des locaux :
L'accès aux équipements sportifs ne pourra se faire qu'en présence des enseignants.
Dans la mesure du possible, un local fermant à clé pour le rangement de matériel pédagogique sera tenu à la disposition des utilisateurs qui en assureront alors la gestion, seul le matériel nécessaire à l'activité pourra y être entreposé.

Dans tous les cas, il est strictement interdit de stocker ou d'utiliser des matières inflammables ou explosives dans les équipements.

Tout matériel, propriété du **lycée de l'Essouriau**, déposé dans l'enceinte de ces installations sportives, dont l'utilisation n'est plus effective pour cause de dégradation ou autre motif doit être récupéré par ce dernier, à l'issue du trimestre scolaire en cours.

Gestion des fluides :

a. Les utilisateurs veilleront à la bonne utilisation des fluides lors de l'usage des salles et annexes (douches, toilettes, vestiaires, locaux matériels, administratifs) mis à disposition et objet de la présente convention.

b. Ainsi, l'éclairage des salles et annexes ne sera utilisé qu'en cas de nécessité, chaque utilisateur éteindra systématiquement les lumières au moment de quitter l'équipement.

c. Concernant l'eau, les utilisateurs veilleront à n'utiliser que ce qui leur est nécessaire.

Tout dysfonctionnement observé par les utilisateurs pour ce qui concerne les fluides sera signalé au service des sports (ex : fuites, salles surchauffées, etc…..) pour intervention.

ARTICLE 3 : **Horaires d'utilisation**

Les installations sportives, objet de la présente convention, sont mises à la disposition du **lycée de l'Essouriau** pour la pratique de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive, selon les emplois du temps joints en annexe.

Ces emplois du temps sont établis chaque année en concertation entre le chef d'établissement, ou son adjoint, et le Maire des Ulis ou son représentant.

Ces horaires ne sont valables que pour une année scolaire.
Les périodes de congés scolaires sont exclues de ces horaires.

Durant ces horaires, **le lycée de l'Essouriau** est considéré comme l'utilisateur des installations sportives. La commune des Ulis s'interdit ainsi d'en concéder l'utilisation à autrui, sauf accord entre les parties prévu dans un avenant, conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente convention.

La commune des Ulis pourra utiliser les installations sportives pour les besoins de ses propres activités à titre exceptionnel durant les horaires réservés au **lycée de l'Essouriau**.

L'installation sportive peut, sur demande de l'administration de l'Education Nationale, être utilisée durant les horaires réservés au **lycée de l'Essouriau** pour des examens officiels.

Dans les cas visés aux deux précédents alinéas, **la commune des Ulis** s'engage à informer le chef d'établissement, par écrit et dès que possible, de l'indisponibilité momentanée de l'installation sportive.

ARTICLE 4 : **Modalités financières**

Les installations sportives, objet de la présente convention, sont mises à disposition du **lycée de l'Essouriau** à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.
Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année. Pour l'année 2017, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire 2015-2016. Pour l'année 2018, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement respectivement au cours de l'année scolaire 2016-2017.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du lycée d'enseignement adapté. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France.

ARTICLE 5 : **Entretien et maintenance**

L'entretien et la maintenance (petites réparations) des installations sont à la charge de la commune des Ulis. Celle-ci, s'engage notamment à prendre toute disposition pour que **le lycée de l'Essouriau** puisse l'utiliser dans des conditions normales de fonctionnement et conforme à la règlementation en vigueur en matière de sécurité.

ARTICLE 6 : Nettoyage

Le nettoyage est à la seule charge de la commune des Ulis.

En cas de perte ou de vols de clé(s) ou badge(s), le collège devra en faire la déclaration par écrit à la ville des Ulis dans les 24 heures, il devra supporter les frais de changement des serrures et des clés où des badges. Les clés ou les badges devront être restitués à la ville à chaque fin d'année scolaire ou en cas de résiliation du présent contrat.

Il est rappelé que la reproduction des clés de sécurité du type DENY est strictement interdit.

Le lycée de l'Essouriau, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant l'activité ;

ARTICLE 7 : Responsabilités – Assurance

La responsabilité des partenaires et des enseignants est définie selon les textes et la jurisprudence en vigueur et en particulier l'article L 911-4 du Code de l'éducation, et L 121-3 du Code pénal.
La commune des Ulis ne saurait être tenue responsable des vols commis durant les horaires d'utilisation par le lycée.

Le lycée de l'Essouriau, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Le lycée de l'Essouriau s'engage à prévenir immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, la commune des Ulis des dégradations et des incidents constatés pendant l'utilisation.

Le lycée de l'Essouriau s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même des installations en tant qu'utilisateur.
Tous les autres dommages feront l'objet d'une police d'assurance contractée par le propriétaire.

ARTICLE 8 : Sécurité

La commune des Ulis s'engage à effectuer des contrôles de sécurité périodiques des installations et des équipements, objet de la présente convention, conformément à la règlementation en vigueur. Les documents relatifs à ces contrôles sont à la disposition du **lycée de l'Essouriau** dans les registres de sécurité situés dans l'enceinte des installations.

Le lycée de l'Essouriau s'engage préalablement à toute utilisation des installations à:

- prendre connaissance du règlement intérieur des installations sportives, en informer les élèves et à le faire respecter,
- prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation,
- localiser l'emplacement des extincteurs,
- contrôler les entrées et les sorties des élèves,
- signaler à la commune tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés
- organiser bi-annuellement un exercice de sécurité en situation (avec et sans préparation) en collaboration avec la ville
- fournir un projet d'organisation des secours.

Le lycée de l'Essouriau s'engage à fournir le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes habilitées à :
- Prévenir les secours,
- conduire les opérations de sécurisation, se mettre à disposition des équipes d'intervention, en charge du projet d'organisation des secours dès leur arrivée sur les lieux.

ARTICLE 9 : Validité de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2017-2018 du 4 septembre 2017 au 6 juillet 2018 inclus. Elle prend effet à la date de sa signature par chacune des parties.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention en cours d'exécution doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties, notamment pour les articles 3, 4 et 8.
La présente convention peut être dénoncée au plus tard trois mois avant sa date anniversaire de signature par l'une des parties et, par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas d'absence de l'utilisateur pendant plus de 4 semaines, la commune se réserve le droit de récupérer le créneau sauf accord préalable.

Article 11 : Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application pour parvenir à un accord.
Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettraient à la juridiction compétente.

Fait aux Ulis, Le

en 3 exemplaires originaux

Pour le Conseil Régional de l'Essonne La Présidente	Pour le lycée Essouriau Le Proviseur	Pour la commune des Ulis Le Maire
Valérie PECRESSE	Nadine FUIRET	Françoise MARHUENDA

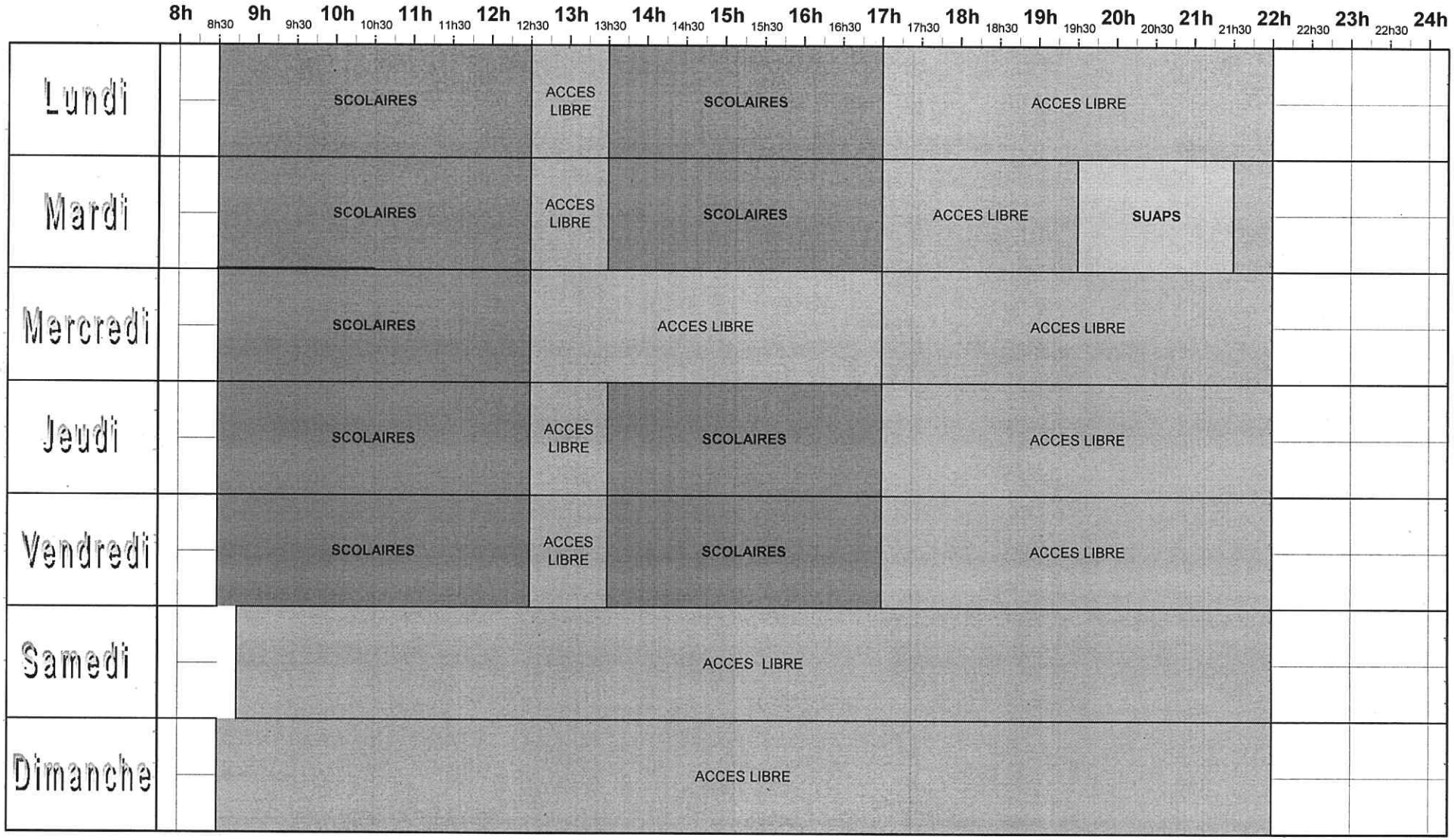
Planning d'utilisation

les Ulis

STADE DES PAMPRES

Terrain de rugby

Planning 2017-2018

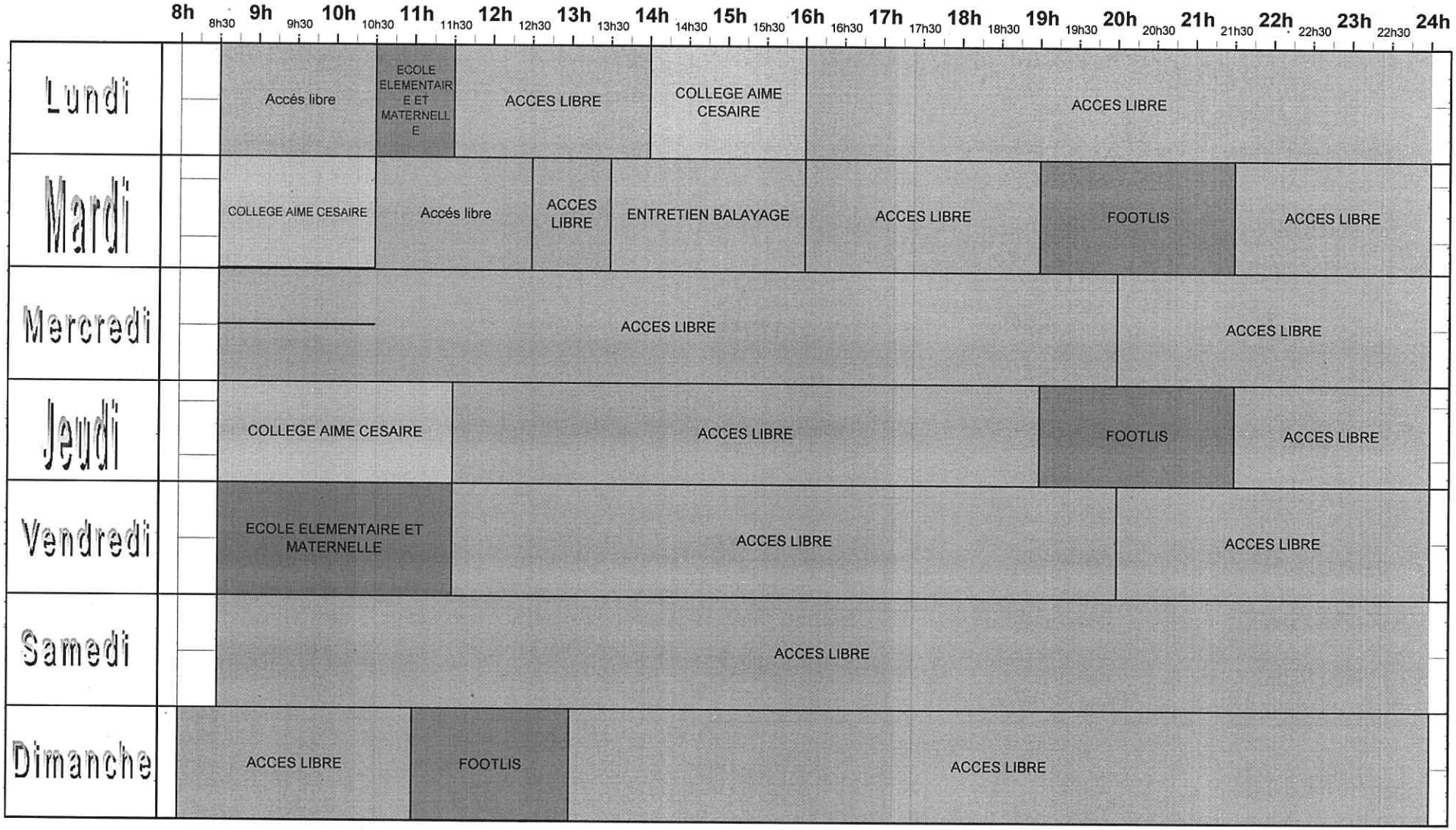


Les compétitons offcielles du week-end sont prioritaires par apport aux entrainements planifiés à l'année

Plateau d'évolution du Bosquet

Terrain synthétique à 9

Planning 2017-2018



Le terrain pourra être réservé en cas d'organisations sportives programmées par la ville.

les Ulis

COSEC DE L'ESSOURIAU

SALLE C

Planning 2017-2018

	8h–9h	9h–10h	10h–11h	11h–12h	12h–13h	13h–14h	14h–15h	15h–16h	16h–17h	17h–18h	18h–19h	19h–20h	20h–21h	21h–22h	22h–23h	23h–24h
Lundi		LYCEE ESSOURIAU			UNSS LYCEE		LYCEE ESSOURIAU				COU TIR A L'ARC			COU BADMINTON		
Mardi		LYCEE ESSOURIAU			UNSS LYCEE		LYCEE ESSOURIAU				COU GYM AUX AGRES		COU BADMINTON			
Mercredi		LYCEE ESSOURIAU			UNSS LYCEE						COU TIR A L'ARC		COU BASE BALL			
Jeudi		LYCEE ESSOURIAU			UNSS LYCEE		LYCEE ESSOURIAU				COU ATHLETISME		COU BADMINTON			
Vendredi		LYCEE ESSOURIAU			UNSS LYCEE		LYCEE ESSOURIAU				COU TIR A L'ARC		COU BADMINTON			
Samedi		LYCEE ESSOURIAU			ENTRETIEN		COU TIR A L'ARC SAUF EN CAS DE COMPETITONS									
Dimanche		RESERVE AUX COMPETITONS														

546

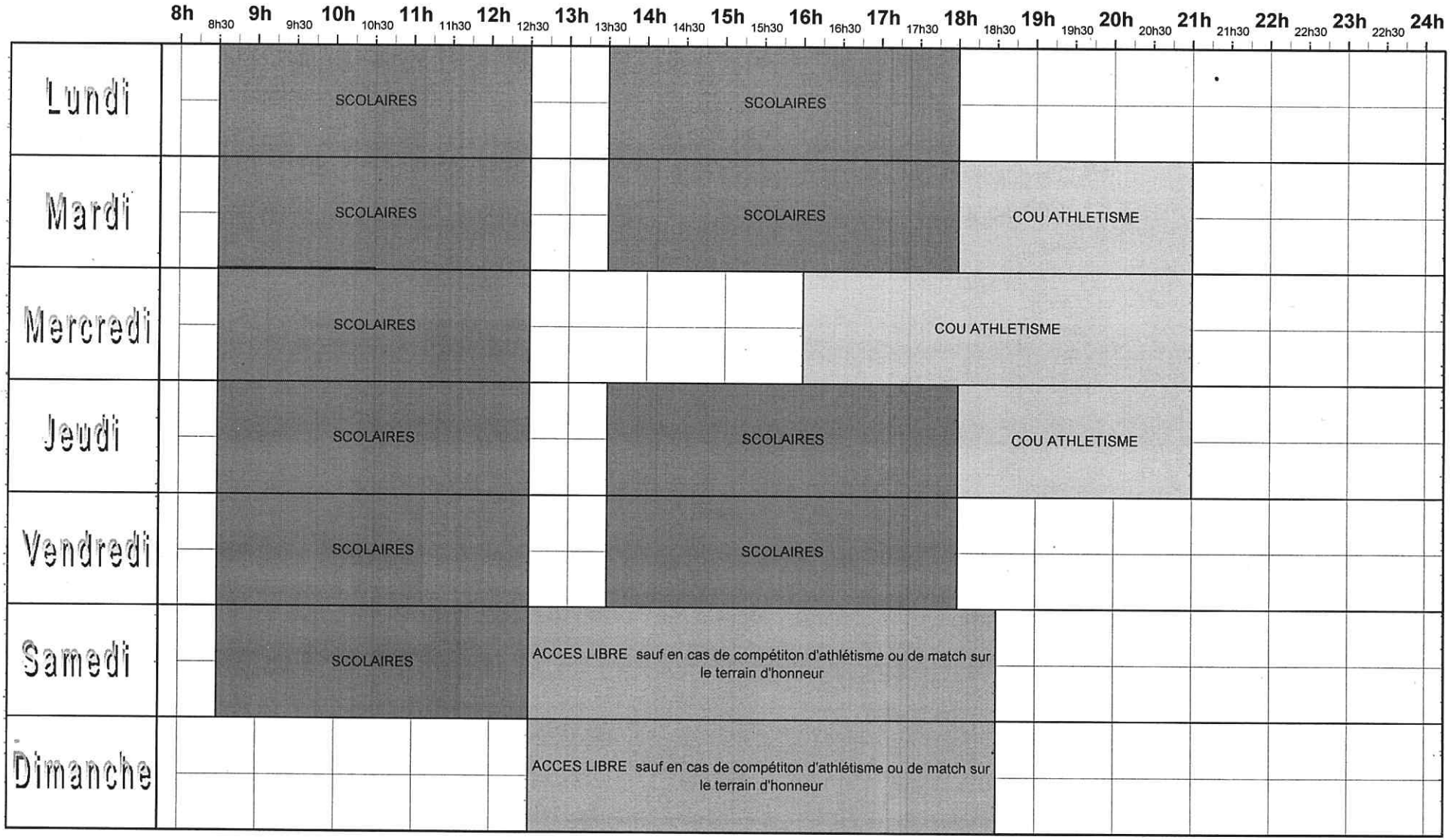
08/12/2017 09:21

les Ulis

STADE JEAN MARC SALINIER

INSTALLATIONS ATHLETISME

Planning 2017-2018



Période scolaire considérée : du 11 septembre 2017 au 29 juin 2018

Lycée de l'ESSOURIAU

JOUR	NOMBRE DE CRENEAUX HORAIRES	NOMBRE DE CLASSE	NOMBRE DE LIGNES D'EAU	HORAIRE DE DEBUT DE SEANCE	HORAIRE DE FIN DE SEANCE	TOTAL SEANCE
MARDI	1	Non défini	4	08H45	10H30	01H45min
MARDI	1	Non défini	4	16H00	17H00	01H00min
JEUDI	1	Non défini	4	16H00	17H00	01H00min
VENDREDI	1	Non défini	4	08H45	10H30	01H45min
VENDREDI	2	Non défini	4	14H00	17H00	03H00min
TOTAUX	**6**		**20**			**08H30min**

Convention Longjumeau Prévert

VILLE DE
Longjumeau

CONVENTION DETERMINANT
LES CONDITIONS GENERALES DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT
D'UNE OU PLUSIEURS INSTALLATIONS SPORTIVES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

La commune de Longjumeau, représentée par Madame Sandrine Gelot, agissant en qualité de Maire, dûment habilitée et autorisée par la délibération n°14.04.08 du 14 avril 2014,

La Région Ile de France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente n°..... du .....,

Le lycée Jacques Prévert, sis à Longjumeau, établissement public local d'enseignement représenté par son Proviseur, Monsieur Dominique Nguyen Duc Long, dûment habilité et autorisé par la délibération n° 42 séance 7 du Conseil d'Administration de l'établissement dans sa séance du 02/05/2017,

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

Le lycée assure de par ses activités, une mission d'intérêt général.

Au titre des articles L.213-1, L.214-1 et L.214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens, prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

La commune de Longjumeau met à disposition ses installations sportives dont la proximité avec le lycée lui permet de mener à bien sa mission d'intérêt général.

Aussi, considérant que les installations sportives, dont la commune de Longjumeau est propriétaire, répondent aux nécessités du fonctionnement de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive de l'établissement scolaire, les trois signataires s'accordent sur la mise à disposition au profit du lycée des installations sportives décrites à l'article 1, dans les conditions fixées par la présente convention.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Les installations sportives concernées sont les suivantes :

- Gymnase Rigoulot (Salle de musculation)
- Gymnase Nicolas
- Gymnase Linder
- COSEC Ostermeyer
- Terrains de football
- Terrain de rugby
- Piste d'athlétisme

ARTICLE 2 – Conditions d'utilisation

La commune de Longjumeau entretient ces installations dans le cadre de sa mission pour les besoins culturels et sportifs spécifiques des élèves.

Les investissements autres que le maintien des installations en état de fonctionnement conforme aux obligations de sécurité, relèvent de la seule décision de la commune de Longjumeau au regard de sa mission.

Le lycée pourra utiliser ces installations pour y assurer l'enseignement de l'Education Physique et Sportive. Les activités de l'Association Sportive et du Foyer Socio-éducatif sont régies dans le cadre de conventions spécifiques, conformément aux dispositions de la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993.
Toute autre activité que le lycée souhaiterait y organiser est soumise à l'autorisation écrite préalable de la commune et du propriétaire de l'ouvrage.

Toute introduction de matériel par le lycée doit faire l'objet d'une demande écrite préalable au service municipal des Sports.

Tout matériel, propriété du lycée, déposé dans l'enceinte de ces installations sportives, dont l'utilisation n'est plus effective pour cause de dégradation ou autre motif doit être récupéré par ce dernier, à l'issu du trimestre scolaire en cours.

ARTICLE 3 – Horaires d'utilisation

Toute installation sportive, objet de la présente convention, est mise à la disposition du lycée pour la pratique de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive, selon les emplois du temps joints en annexe.

Ces emplois du temps sont établis chaque année en concertation avec le Proviseur du lycée et le Maire, ou leurs représentants, le cas échéant, tout autre propriétaire des installations. Les jours, les heures et les effectifs doivent être précisés ainsi que le nombre de personnels d'encadrement.
Ces horaires ne sont valables que pour une année scolaire. Les périodes de congés scolaires sont exclues de ces horaires.

Durant ces horaires, le lycée est considéré comme l'utilisateur des installations sportives.

La commune de Longjumeau s'interdit ainsi d'en concéder l'utilisation à autrui, sauf accord entre les parties prévu dans un avenant, conformément aux dispositions de l'article 11 de la présente convention. Ces horaires sont pris en compte pour le calcul de la participation aux frais d'entretien prévus à l'article 4.

La commune de Longjumeau pourra utiliser les installations sportives pour les besoins de ses propres activités à titre exceptionnel ou en cas de force majeure durant les horaires réservés au lycée.
Dans ce cas, la commune de Longjumeau s'engage à confirmer au Proviseur, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'indisponibilité momentanée de l'installation sportive dès qu'elle en a connaissance.

Les installations sportives peuvent, sur demande de l'administration de l'Education Nationale, être utilisées durant les horaires réservés au lycée pour des examens officiels. Cette utilisation fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4 – Modalités financières

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du lycée à titre onéreux.

Le lycée s'engage à verser à la commune de Longjumeau une contribution financière, en rapport avec les modalités d'utilisation des installations, égale à la dotation allouée par la Région. Son montant est communiqué en début d'année scolaire.

Les participations financières au titre des années scolaires 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 seront facturées selon les montants communiqués par la Région. La commune de Longjumeau doit transmettre au lycée les factures qui correspondent à l'utilisation des installations sportives.

ARTICLE 5 – Entretien et maintenance

L'entretien et la maintenance (petites réparations) des installations sont à la charge de la ville de Longjumeau.
Celle-ci s'engage, notamment à prendre toute disposition pour que le lycée puisse les utiliser dans des conditions normales de fonctionnement et conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité.

ARTICLE 6 – Gardiennage et nettoyage

Le gardiennage et le nettoyage sont à la seule charge de la commune de Longjumeau.

ARTICLE 7 – Responsabilité - Assurance

La commune de Longjumeau est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à l'activité de l'Education Physique et Sportive pouvant intervenir pendant l'utilisation des installations par le lycée, ainsi que ceux liés à l'accès de ces installations.
Elle ne saurait également être tenue responsable des vols commis durant les horaires d'utilisation par le lycée.

Le lycée, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien aux installations proprement dites qu'aux équipements qui y sont affectés.

Le lycée s'engage à prévenir immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, la commune de Longjumeau des dégradations et des incidents constatés pendant l'utilisation.

Le lycée s'engage à souscrire une assurance en responsabilité civile pour les éventuels dommages causés aux personnes et aux biens, ainsi qu'une assurance en responsabilité civile pour couvrir tous les dommages corporels ou matériels consécutifs à son activité et à l'égard des tiers.
Le Proviseur devra présenter lors de la signature de la présente convention, l'attestation d'assurance.

Tous les autres dommages feront l'objet d'une police d'assurance contractée par le propriétaire.

ARTICLE 8 – Sécurité

La commune de Longjumeau s'engage à effectuer des contrôles de sécurité périodiques des installations et des équipements, objet de la présente convention, conformément à la réglementation en vigueur, notamment les articles R.322-19 à R.322-26 du code du sport, et du décret n°2016-481 du 18 avril 2016 fixant les exigences de sécurité auxquelles doivent répondre les cages de buts de football, de handball, de hockey sur gazon et en salle et les buts de basket-ball.

Les documents relatifs à ces contrôles sont à la disposition du lycée dans le registre de sécurité à l'emplacement précisé par la commune dans l'enceinte des installations.

Le lycée s'engage préalablement à toute utilisation d'une installation à :
- prendre connaissance du règlement intérieur de l'installation et à le faire respecter,
- prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation,
- localiser l'emplacement des extincteurs,
- contrôler les entrées et sorties des élèves,
- interdire tout verrouillage de porte ou dégagement qui remettrait en question la juste répartition des issues de secours,
- signaler à la commune tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés,
- organiser bi-annuellement un exercice de sécurité en situation (avec et sans préparation),
- fournir un projet d'organisation des secours au service municipal des Sports de la ville de Longjumeau.

Le lycée s'engage à fournir le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes habilitées à:
- prévenir les secours,
- conduire les opérations de sécurisation,
- se mettre à disposition des équipes d'intervention, dès leur arrivée sur les lieux,
- organiser les secours.

Dans le cadre d'un contexte exceptionnel tel que le Plan Vigipirate attentat, le lycée, s'engage à informer sans délai les élèves des mesures prises par la municipalité, à les appliquer et à les faire respecter.
Tout manquement à cette règle peut donner lieu à une suspension de prêt temporaire ou définitive des locaux.

ARTICLE 9 – Inventaire et état des lieux

Un inventaire des équipements et un état des lieux des installations utilisables par le lycée sont dressés en début et en fin de chaque année scolaire. Ces documents sont signés conjointement par le Proviseur du lycée et le Maire, ou leurs représentants, le cas échéant.

ARTICLE 10 – Validité de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de trois années scolaires consécutives à compter de l'année scolaire 2017-2018. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature dans les conditions prévues à l'article L421-14 du Code de l'Education.

ARTICLE 11 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention en cours d'exécution doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties, notamment pour les articles 3, 4, 9, 10.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des trois parties, en cas de non-respect des obligations contractuelles ou de force majeure, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 12 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application, pour parvenir à un accord.
Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettront au Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de la notification de la convention.

Fait en trois exemplaires,
Longjumeau, le 1/06/2014

Pour la commune de Longjumeau Le Maire,	Pour le lycée Jacques Prévert Le Proviseur,	Pour le Conseil Régional La Présidente,
Sandrine Gelot	Dominique Nguyen Duc Long	Valérie Pécresse

Affiché et publié du 1/06/14 au 2/08/14
Certifié exécutoire
Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services
Hervé DOMINICI

Convention Longjumeau Perrin

VILLE DE
Longjumeau

CONVENTION DETERMINANT
LES CONDITIONS GENERALES DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT
D'UNE OU PLUSIEURS INSTALLATIONS SPORTIVES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

La commune de Longjumeau, représentée par Madame Sandrine Gelot, agissant en qualité de Maire, dûment habilitée et autorisée par la délibération n°14.04.08 du 14 avril 2014,

La Région Ile de France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente n°..... du .....,

Le lycée Jean Perrin, sis à Longjumeau, établissement public local d'enseignement représenté par son Proviseur, Madame Pascale Pommat, dûment habilité et autorisé par la délibération n°...2015/15..... du Conseil d'Administration de l'établissement dans sa séance du 07/04/2015,

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

Le lycée assure de par ses activités, une mission d'intérêt général.

Au titre des articles L.213-1, L.214-1 et L.214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens, prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

La commune de Longjumeau met à disposition ses installations sportives dont la proximité avec le lycée lui permet de mener à bien sa mission d'intérêt général.

Aussi, considérant que les installations sportives, dont la commune de Longjumeau est propriétaire, répondent aux nécessités du fonctionnement de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive de l'établissement scolaire, les trois signataires s'accordent sur la mise à disposition au profit du lycée des installations sportives décrites à l'article 1, dans les conditions fixées par la présente convention.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Les installations sportives concernées sont les suivantes :

- Gymnase Rigoulot (Salle de musculation, Dojo)
- Gymnase Nicolas
- Gymnase Linder
- Terrains de football
- Terrain de rugby
- Piste d'athlétisme

ARTICLE 2 – Conditions d'utilisation

La commune de Longjumeau entretient ces installations dans le cadre de sa mission pour les besoins culturels et sportifs spécifiques des élèves.

Les investissements autres que le maintien des installations en état de fonctionnement conforme aux obligations de sécurité, relèvent de la seule décision de la commune de Longjumeau au regard de sa mission.

Le lycée pourra utiliser ces installations pour y assurer l'enseignement de l'Education Physique et Sportive. Les activités de l'Association Sportive et du Foyer Socio-éducatif sont régies dans le cadre de conventions spécifiques, conformément aux dispositions de la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993.
Toute autre activité que le lycée souhaiterait y organiser est soumise à l'autorisation écrite préalable de la commune et du propriétaire de l'ouvrage.

Toute introduction de matériel par le lycée doit faire l'objet d'une demande écrite préalable au service municipal des Sports.

Tout matériel, propriété du lycée, déposé dans l'enceinte de ces installations sportives, dont l'utilisation n'est plus effective pour cause de dégradation ou autre motif doit être récupéré par ce dernier, à l'issu du trimestre scolaire en cours.

ARTICLE 3 – Horaires d'utilisation

Toute installation sportive, objet de la présente convention, est mise à la disposition du lycée pour la pratique de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive, selon les emplois du temps joints en annexe.

Ces emplois du temps sont établis chaque année en concertation avec le Proviseur du lycée et le Maire, ou leurs représentants, le cas échéant, tout autre propriétaire des installations. Les jours, les heures et les effectifs doivent être précisés ainsi que le nombre de personnels d'encadrement.
Ces horaires ne sont valables que pour une année scolaire. Les périodes de congés scolaires sont exclues de ces horaires.

Durant ces horaires, le lycée est considéré comme l'utilisateur des installations sportives.

La commune de Longjumeau s'interdit ainsi d'en concéder l'utilisation à autrui, sauf accord entre les parties prévu dans un avenant, conformément aux dispositions de l'article 11 de la présente convention. Ces horaires sont pris en compte pour le calcul de la participation aux frais d'entretien prévus à l'article 4.

La commune de Longjumeau pourra utiliser les installations sportives pour les besoins de ses propres activités à titre exceptionnel ou en cas de force majeure durant les horaires réservés au lycée.
Dans ce cas, la commune de Longjumeau s'engage à confirmer au Proviseur, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'indisponibilité momentanée de l'installation sportive dès qu'elle en a connaissance.

Les installations sportives peuvent, sur demande de l'administration de l'Education Nationale, être utilisées durant les horaires réservés au lycée pour des examens officiels. Cette utilisation fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4 – Modalités financières

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du lycée à titre onéreux.

Le lycée s'engage à verser à la commune de Longjumeau une contribution financière, en rapport avec les modalités d'utilisation des installations, égale à la dotation allouée par la Région. Son montant est communiqué en début d'année scolaire.

Les participations financières au titre des années scolaires 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 seront facturées selon les montants communiqués par la Région. La commune de Longjumeau doit transmettre au lycée les factures qui correspondent à l'utilisation des installations sportives.

ARTICLE 5 – Entretien et maintenance

L'entretien et la maintenance (petites réparations) des installations sont à la charge de la ville de Longjumeau.
Celle-ci s'engage, notamment à prendre toute disposition pour que le lycée puisse les utiliser dans des conditions normales de fonctionnement et conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité.

ARTICLE 6 – Gardiennage et nettoyage

Le gardiennage et le nettoyage sont à la seule charge de la commune de Longjumeau.

ARTICLE 7 – Responsabilité - Assurance

La commune de Longjumeau est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à l'activité de l'Education Physique et Sportive pouvant intervenir pendant l'utilisation des installations par le lycée, ainsi que ceux liés à l'accès de ces installations.
Elle ne saurait également être tenue responsable des vols commis durant les horaires d'utilisation par le lycée.

Le lycée, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien aux installations proprement dites qu'aux équipements qui y sont affectés.

Le lycée s'engage à prévenir immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, la commune de Longjumeau des dégradations et des incidents constatés pendant l'utilisation.

Le lycée s'engage à souscrire une assurance en responsabilité civile pour les éventuels dommages causés aux personnes et aux biens, ainsi qu'une assurance en responsabilité civile pour couvrir tous les dommages corporels ou matériels consécutifs à son activité et à l'égard des tiers.
Le Proviseur devra présenter lors de la signature de la présente convention, l'attestation d'assurance.

Tous les autres dommages feront l'objet d'une police d'assurance contractée par le propriétaire.

ARTICLE 8 – Sécurité

La commune de Longjumeau s'engage à effectuer des contrôles de sécurité périodiques des installations et des équipements, objet de la présente convention, conformément à la réglementation en vigueur, notamment les articles R.322-19 à R.322-26 du code du sport, et du décret n°2016-481 du 18 avril 2016 fixant les exigences de sécurité auxquelles doivent répondre les cages de buts de football, de handball, de hockey sur gazon et en salle et les buts de basket-ball.

Les documents relatifs à ces contrôles sont à la disposition du lycée dans le registre de sécurité à l'emplacement précisé par la commune dans l'enceinte des installations.

Le lycée s'engage préalablement à toute utilisation d'une installation à :
- prendre connaissance du règlement intérieur de l'installation et à le faire respecter,
- prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation,
- localiser l'emplacement des extincteurs,
- contrôler les entrées et sorties des élèves,
- interdire tout verrouillage de porte ou dégagement qui remettrait en question la juste répartition des issues de secours,
- signaler à la commune tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés,
- organiser bi-annuellement un exercice de sécurité en situation (avec et sans préparation),
- fournir un projet d'organisation des secours au service municipal des Sports de la ville de Longjumeau.

Le lycée s'engage à fournir le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes habilitées à:
- prévenir les secours,
- conduire les opérations de sécurisation,
- se mettre à disposition des équipes d'intervention, dès leur arrivée sur les lieux,
- organiser les secours.

Dans le cadre d'un contexte exceptionnel tel que le Plan Vigipirate attentat, le lycée, s'engage à informer sans délai les élèves des mesures prises par la municipalité, à les appliquer et à les faire respecter.
Tout manquement à cette règle peut donner lieu à une suspension de prêt temporaire ou définitive des locaux.

ARTICLE 9 – Inventaire et état des lieux

Un inventaire des équipements et un état des lieux des installations utilisables par le lycée sont dressés en début et en fin de chaque année scolaire. Ces documents sont signés conjointement par le Proviseur du lycée et le Maire, ou leurs représentants, le cas échéant.

ARTICLE 10 – Validité de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de trois années scolaires consécutives à compter de l'année scolaire 2017-2018. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature dans les conditions prévues à l'article L421-14 du Code de l'Education.

ARTICLE 11 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention en cours d'exécution doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties, notamment pour les articles 3, 4, 9, 10.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des trois parties, en cas de non-respect des obligations contractuelles ou de force majeure, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 12 – Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application, pour parvenir à un accord.
Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettront au Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de la notification de la convention.

Fait en trois exemplaires,
Longjumeau, le 1/06/2014

Pour la commune de Longjumeau Le Maire,	Pour le lycée Jean Perrin Le Proviseur,	Pour le Conseil Régional La Présidente,
Sandrine Gelot	Pascale Pommat	Valérie Pécresse

Affiché et publié du 1/06/14 au 2/08/14
Certifié exécutoire
Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Hervé DOMINICI

Planning Longjumeau

Gymnase A. NICOLAS
2017/2018

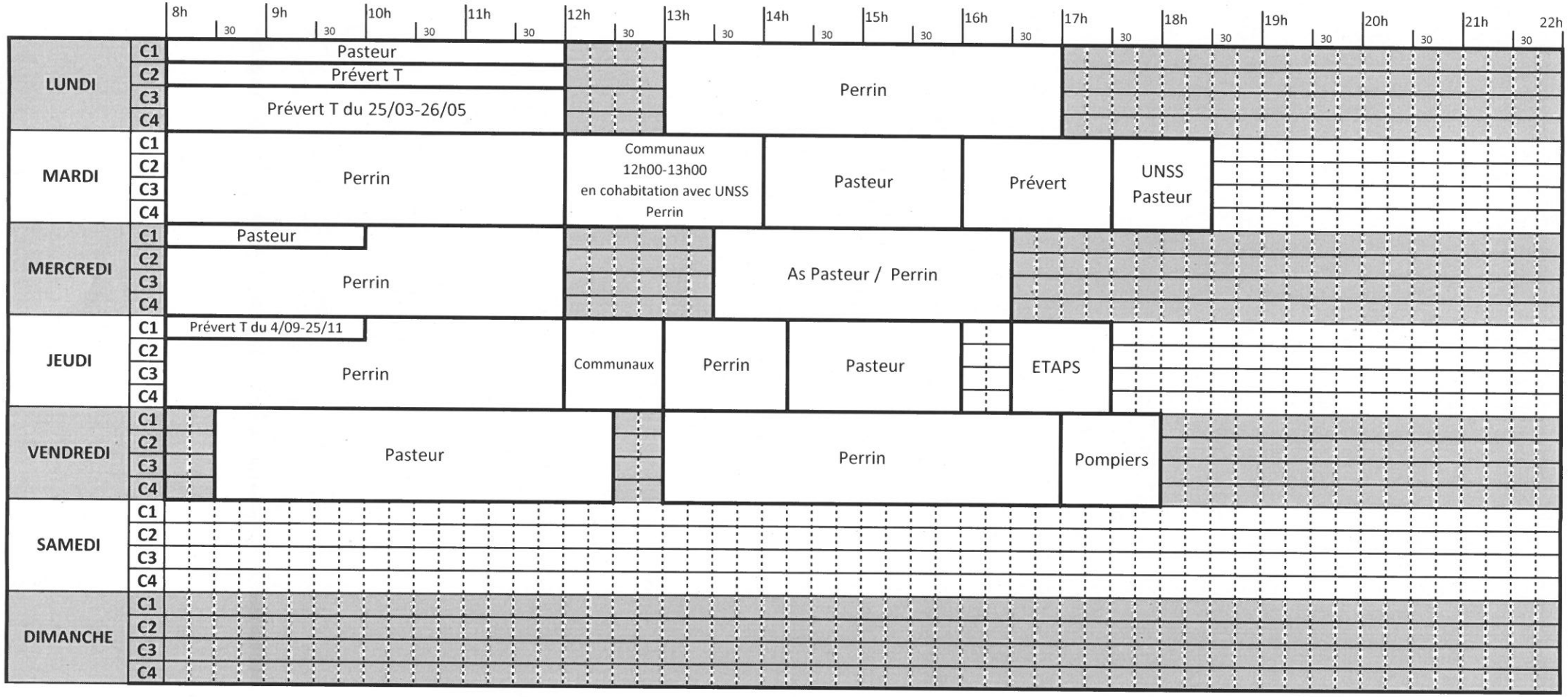
Secondaires		Sec. Terminales		Primaires	
C1 :	04/09-10/11	C1:	04/09-25/11	C1:	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01	C2:	27/11-17/02	C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03	C3:	25/03-26/05	C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06			C4:	26/03-01/06

avec intervenant SMS

sans intervenant SMS

SA= Semaine A

SB= Semaine B



15/12/2017

Gymnase R. LINDER
2017/2018

Secondaires

C1 :	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

Sec. Terminales

C1:	04/09-25/11
C2:	27/11-17/02
C3:	25/03-26/05

Primaires

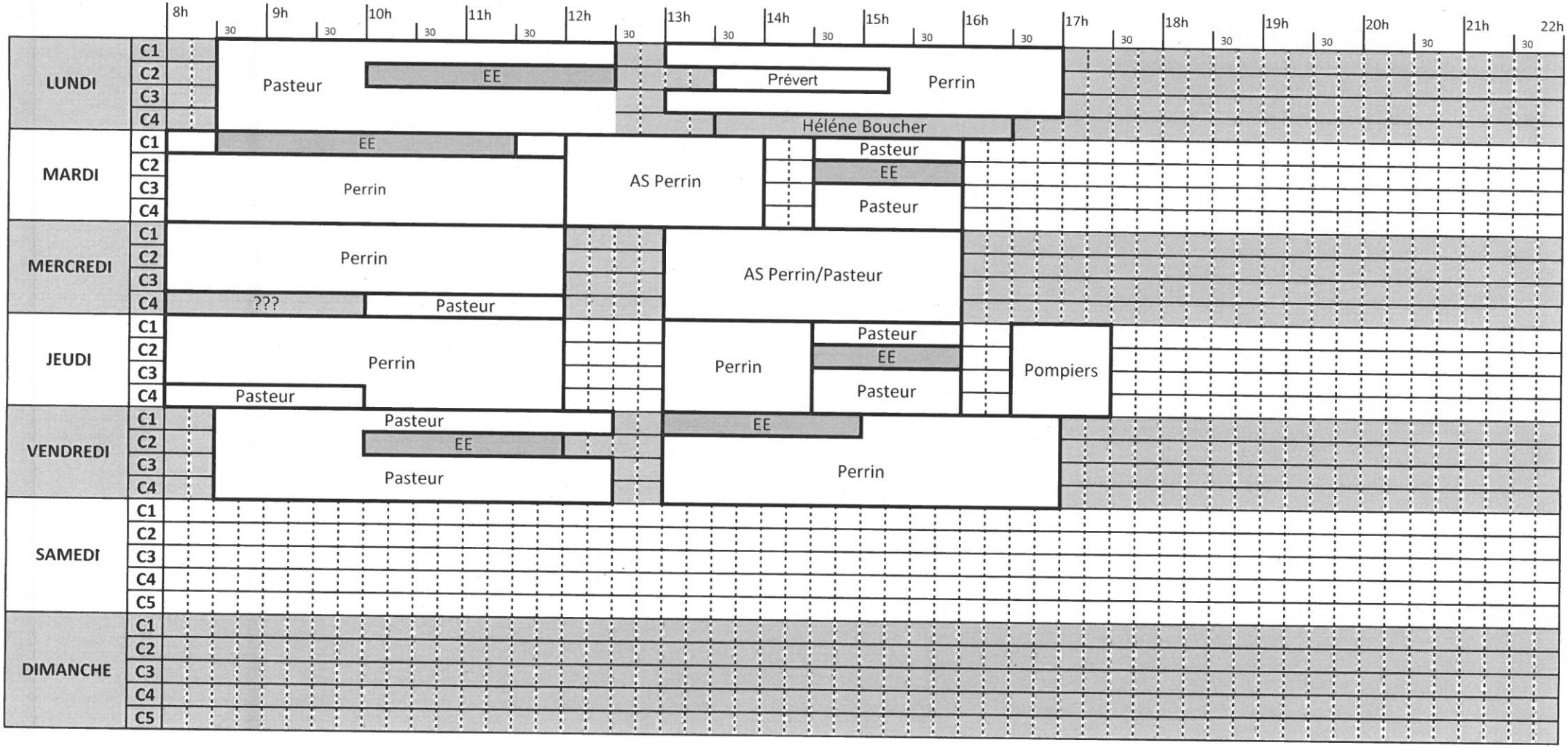
C1:	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

avec intervenant SMS

sans intervenant SMS

SA= Semaine A

SB= Semaine B



15/12/2017

Dojo RIGOULOT
2017/2018

Secondaires

C1 :	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

Sec. Terminales

C1:	04/09-25/11
C2:	27/11-17/02
C3:	25/03-26/05

Primaires

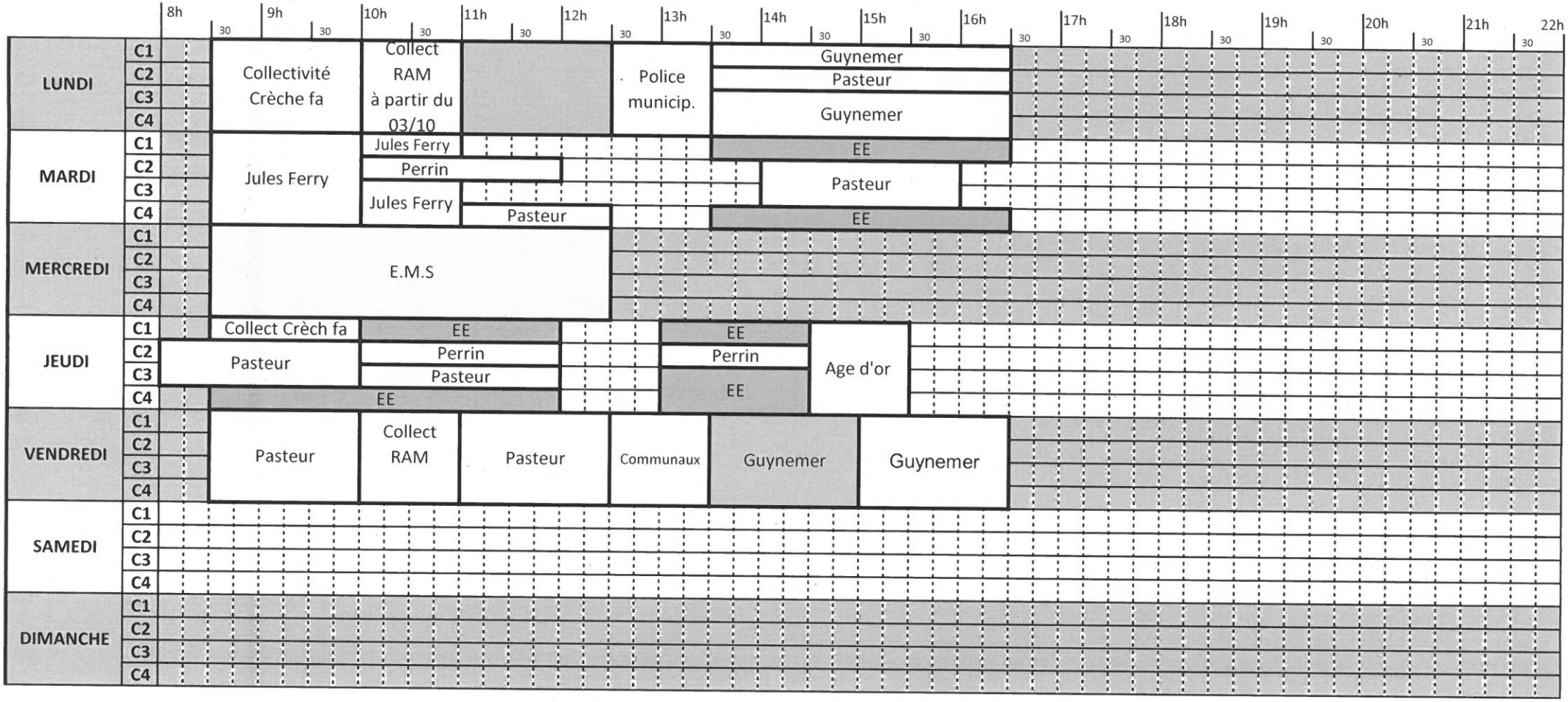
C1:	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

avec intervenant SMS

sans intervenant SMS

SA= Semaine A

SB= Semaine B



15/12/2017

Salle muscu RIGOULOT
2017/2018

Secondaires		Sec. Terminales		Primaires	
C1 :	04/09-10/11	**C1:**	04/09-25/11	**C1:**	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01	**C2:**	27/11-17/02	**C2:**	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03	**C3:**	25/03-26/05	**C3:**	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06			**C4:**	26/03-01/06

avec intervenant SMS

sans intervenant SMS

SA= Semaine A

SB= Semaine B

		8h	9h	10h	11h	12h	13h	14h	15h	16h	17h	18h	19h	20h	21h	22h
LUNDI	C1	Prévert Terminales du 04/09- 17/02				Force Athlétique Longju occasion.(3/4 pers) + Perrin Communaux	Perrin			Force Athlétique Longjumeau						
	C2															
	C3	Pompiers à compter du 18/02					Prévert									
	C4						Perrin									
MARDI	C1	Perrin				Force Athlétique Longju occasion.(3/4 pers) + Perrin Communaux				Force Athlétique Longjumeau						
	C2						Prévert									
	C3															
	C4															
MERCREDI	C1	Perrin				Force Athlétique Longju occasion.(3/4 pers) + Perrin Communaux	Perrin + 10 éléves As Prévert			Force Athlétique Longjumeau						
	C2	Prevert														
	C3															
	C4	Prévert		Perrin												
JEUDI	C1					Force Athlétique Longju occasion.(3/4 pers) + Perrin Communaux	Perrin			Force Athlétique Longjumeau						
	C2	Prévert Terminales du 27/11- 26/05		Perrin												
	C3															
	C4															
VENDREDI	C1	Pompiers		Entretien		Force Athlétique Longju occasion.(3/4 pers) + Perrin Communaux	Perrin			Force Athlétique Longjumeau						
	C2						Prévert									
	C3															
	C4						Perrin									
SAMEDI	C1															
	C2															
	C3															
	C4															
DIMANCHE	C1															
	C2															
	C3															
	C4															

15/12/2017

COSEC Ostermeyer
2017/2018

Secondaires

C1 :	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

Sec. Terminales

C1:	04/09-25/11
C2:	27/11-17/02
C3:	25/03-26/05

Primaires

C1:	04/09-10/11
C2:	13/11-12/01
C3:	15/01-23/03
C4:	26/03-01/06

avec intervenant SMS

sans intervenant SMS

SA= Semaine A

SB= Semaine B

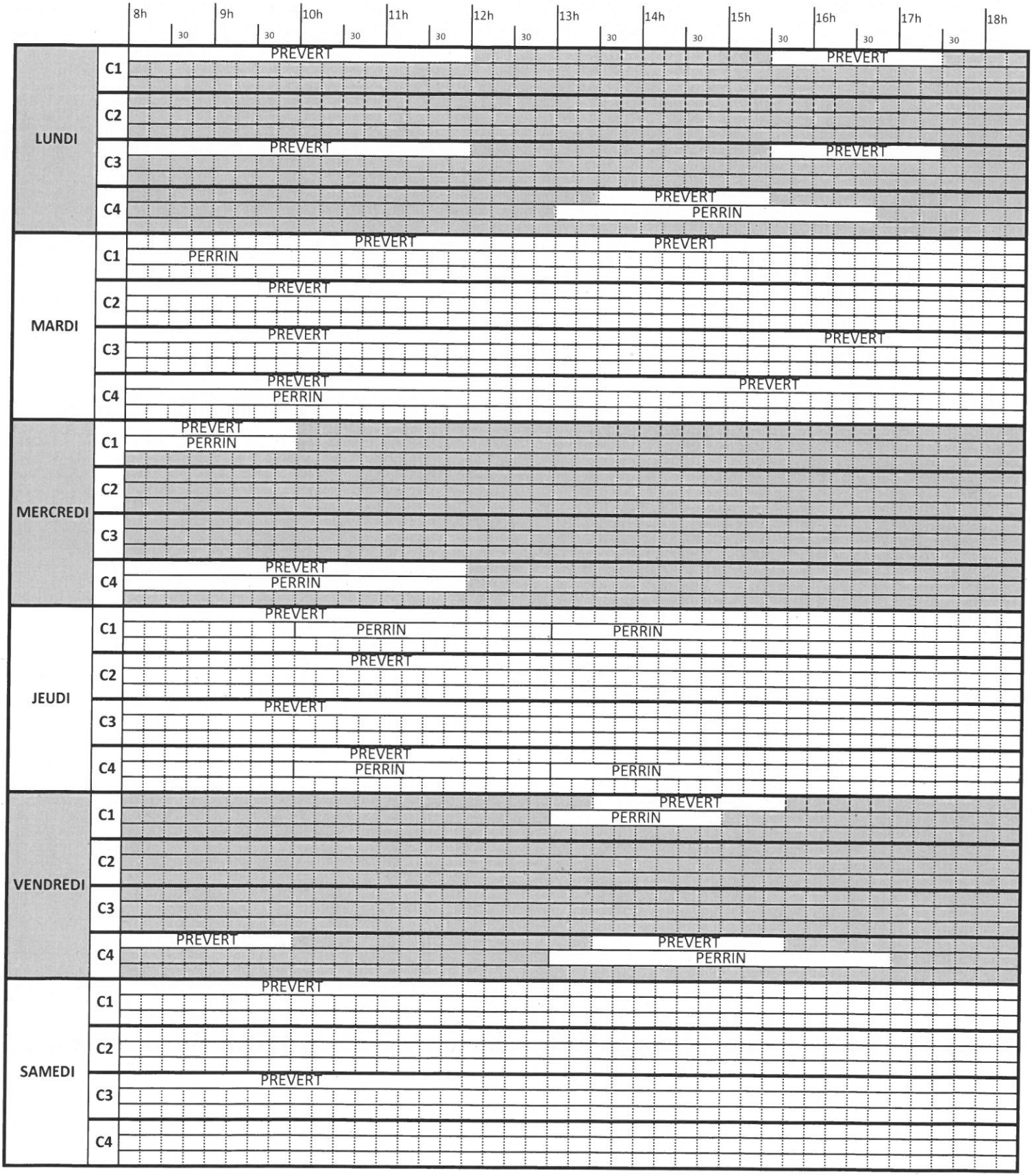
		8h30	9h30	10h30	11h30	12h30	13h30	14h30	15h30	16h30	17h30	18h30	19h30	20h30	21h30	22h
LUNDI	C1	Prévert					UNSS Prévert	Prévert								
	C2															
	C3															
	C4															
MARDI	C1	Prévert					UNSS Prévert	Prévert								
	C2															
	C3															
	C4															
MERCREDI	C1	Prévert					UNSS Prévert (Fin à 17h accord avec hand sauf compét UNSS)									
	C2															
	C3															
	C4															
JEUDI	C1	Prévert					UNSS Prévert	Jules Ferry		Prévert						
	C2															
	C3															
	C4															
VENDREDI	C1		Jules Ferry	Jules Ferry		Perisco Jules Ferry	UNSS Prévert	Prévert								
	C2		Gubanski	Gubanski												
	C3		Jules Ferry	Jules Ferry												
	C4		Gubanski	Gubanski												
SAMEDI	C1	Prévert														
	C2															
	C3															
	C4															
DIMANCHE	C1															
	C2															
	C3															
	C4															

15/12/2017

Piste d'athlétisme 2017/2018

Secondaires		Sec. Terminales		Primaires	
C1 :	04/09-10/11	C1:	04/09-25/11	C1:	
C2:	13/11-12/01	C2:	27/11-17/02	C2:	
C3:	15/01-23/03	C3:	25/03-26/05	C3:	
C4:	26/03-01/06			C4:	

Lycée Prévert : LJP	Ligne 1
Lycée Perrin : LP	Ligne 2
Collège Pasteur : CP	Ligne 3



Convention Porcheville

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE – LYCEE LAVOISIER A PORCHEVILLE

ENTRE,

Le propriétaire de l'équipement, la ville de Porcheville, représentée par Monsieur Didier MARTINEZ, Maire,
appelée ci-après « la collectivité locale»,

ENTRE,

La Région d'Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2018- en date du 24 janvier 2018
appelée ci-après « la Région »,

ET,

Le lycée professionnel Lavoisier à Porcheville (78), représenté par son proviseur, Monsieur Pierre FRIEDLING, spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ,
appelé ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

- l'article L 100-1 du Code du Sport,
- l'article L 214-4 du code de l'éducation,
- l'article L 1311-15 du code des collectivités territoriales

Il est convenu ce qui suit :

Article premier : Equipements mis à disposition

La collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'établissement contractant l'installation sportive suivante : le gymnase Georges Davot à Porcheville, le plateau attenant au gymnase, le terrain stabilisé du stade du boulevard de la République ainsi que la base de loisirs.

Article 2 : Etat des lieux

Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention.

Article 3 : Planning – Conditions d'utilisation

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire (hors vacances scolaires et jours fériés). Un nouveau planning d'utilisation est établi pour chaque nouvelle année scolaire en concertation entre la collectivité locale et le directeur de l'établissement.

Le planning d'utilisation du gymnase pour l'année scolaire 2017-2018 figure en annexe à la présente convention.

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires, que sur celui de la nature des activités.

Toute modification du planning doit faire l'objet d'une demande de l'Etablissement et ne peut être effective qu'après l'accord exprès de la collectivité locale.

Lorsque l'équipement n'est pas utilisable du fait de la collectivité locale, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties doit en être informée au préalable.

Pendant le temps des activités scolaires, l'Etablissement doit assumer la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La collectivité locale doit assurer la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs doivent respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non respect des dispositions, la collectivité locale peut, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

Les utilisateurs doivent prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En cas de dégradation, les utilisateurs doivent engager leurs responsabilités et assumer la charge financière des réparations. Un titre de recette correspondant au montant des réparations doit alors être émis à l'encontre de l'établissement.

Les utilisateurs qui constatent à leur arrivée des dégradations doivent le signaler immédiatement à la Direction des sports de la Ville.

En dehors de ces périodes, la collectivité locale a la libre disponibilité des lieux et en assure la responsabilité.

Article 4 : Indisponibilité des installations sportives

La collectivité locale se réserve le droit d'exécuter des travaux qu'elle jugerait utiles pour la conservation des installations sportives et leur environnement. Elle s'engage à informer l'Etablissement de l'indisponibilité des équipements concernés en précisant le motif et la durée estimée des travaux.

Toutefois, en cas de force majeure, la collectivité locale effectuera les travaux nécessaires, immédiatement et sans délais de préavis.

Dans tous les cas d'indisponibilité du fait de la collectivité locale, l'Etablissement ne peut prétendre à aucune indemnité particulière au tire d'un quelconque dédommagement.

S'agissant des établissements recevant du public des 4 premières catégories, les utilisateurs doivent s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

Article 5 : Assurance

Chacune des deux parties suivantes garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux :

L'Etablissement est responsable de tout dommage matériel lié aux activités pédagogiques menées dans les locaux mis à disposition. Il doit être couvert par une police d'assurance couvrant ces risques. Les références de cette police d'assurance doivent être transmises à la collectivité locale.

La collectivité locale doit prendre à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre
- explosion
- dommages électriques
- tempête, grêle
- vol et détérioration à la suite de vol

La collectivité locale assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 6 : Dispositions financières

La mise à disposition des équipements sportifs municipaux au contractant conformément aux dispositions de la présente convention, est consentie en contrepartie d'une participation financière.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2018, elle est fixée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du lycée d'enseignement adapté. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2018, pour une durée d'une année, renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Article 8 : Modifications

Toute modification à la présente convention doit être introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France, le conseil d'administration de l'Etablissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 9 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au moins trois mois à l'avance.

Article 10 : Litiges

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention doivent être portés devant le tribunal compétent.

Fait à Porcheville
Le 22.12.2017
Pour la collectivité locale,

Fait à
Le
Pour la Région,

Fait à Porcheville
Le 22.12.2017
Pour l'Etablissement,

Planning Porcheville

Installation : STADE
TERRAIN STABILISE

2017/2018

JOUR	utilisateur	7h30	8h	8h30	9h	9h30	10h	10h30	11h	11h30	12h	12h30	13h	13h30	14h	14h30	15h	15h30	16h	16h30	17h	17h30	18h	18h30	19h	19h30	20h	20h30	21h	21h30	22h	22h30	23h
LUNDI	période 1					Lycée technique											Lycée technique					Club de Football											
	période 2																																
	période 3																																
MARDI	période 1					Lycée technique											Lycée technique					Club de Football											
	période 2																																
	période 3																																
MERCREDI	période 1																Club de Football																
	période 2																																
	période 3																																
JEUDI	période 1					Lycée technique											Lycée technique					Club de Football											
	période 2																																
	période 3																																
VENDREDI	période 1					Lycée technique											Lycée technique					Club de Football											
	période 2																																
	période 3																																
SAMEDI	période 1			Club de Football								Club de Football																						
	période 2																																
	période 3																																
DIMANCHE	période 1			Club de Football								Club de Football																						
	période 2																																
	période 3																																

Installation : Extérieure

PLATEAU D'EVOLUTION

2017/2018

JOUR	utilisateur	7h30	8h30	9h30	10h30	11h30	12h30	13h30	14h30	15h30	16h30	17h30	18h30	19h30	20h30	21h30	22h30	23h
LUNDI	période 1				Lycée technique					Lycée technique								
	période 2																	
	période 3																	
MARDI	période 1				Lycée technique					Ecole primaire								
	période 2																	
	période 3																	
MERCREDI	période 1																	
	période 2																	
	période 3																	
JEUDI	période 1				Lycée technique					Lycée technique								
	période 2																	
	période 3																	
VENDREDI	période 1				Lycée technique					TAP								
	période 2																	
	période 3																	
SAMEDI	période 1																	
	période 2																	
	période 3																	
DIMANCHE	période 1																	
	période 2																	
	période 3																	

Ville de Porcheville
Direction des Sports

Installation : # Gymnase GRANDE SALLE

2017/2018

JOUR	7h30 à 8h30	8h30 à 9h30	9h30 à 10h30	10h30 à 11h30	11h30 à 12h30	12h30 à 13h30	13h30 à 14h30	14h30 à 15h30	15h30 à 16h30	16h30 à 17h30	17h30 à 18h30	18h30 à 19h30	19h30 à 20h30	20h30 à 21h30	21h30 à 22h30	22h30 à 23h30
LUNDI			LYCEE LAVOISIER	LYCEE LAVOISIER			ECOLE PRIMAIRE		AS Lycée			BASKET				
MARDI			POMPIERS	LYCEE LAVOISIER			LYCEE LAVOISIER		AS Lycée		BASKET	TENNIS DE TABLE				
MERCREDI			LYCEE LAVOISIER	LYCEE LAVOISIER				Centre de Loisirs Municipal MPT	BADMINTON				TENNIS DE TABLE			
JEUDI			POMPIERS	LYCEE LAVOISIER			LYCEE LAVOISIER		LYCEE LAVOISIER		BADMINTON		BASKET			
VENDREDI			LYCEE LAVOISIER	LYCEE LAVOISIER			TAP ecole mathurin Cordier					TENNIS DE TABLE				
SAMEDI		BADMINTON a l'exclusion des manifestation sportives prévues au calendrier					BASKET a l'exclusion des manifestation sportives prévues		TOURNOIS OU MATCHS OFFICIELS							
DIMANCHE			BADMINTON a l'exclusion des manifestation sportives				TOURNOIS OFFICIELS									

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-029

DU 24 JANVIER 2018

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Vu Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2018

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-029 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **900.807,16 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2018.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **7.562,84 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2018

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **200.000,00 €** à titre provisionnelle figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales » du budget 2018.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 4 et 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.508.956,80 €** dont 200.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, 2.180.000,00 € au titre des accords-cadres à bons de commande en travaux, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2018.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.078.043.20 €** dont 75.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, 1.000.000,00 € au titre des accords-cadres à bons de commande en travaux figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2018.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **450.000,00 €** au titre des accords-cadres à bons de commande en études figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2018.

Article 7 :

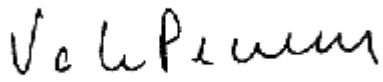
Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **100.000,00 €** au titre des accords-cadres à bons de commande en études figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203402) « Etudes générales cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2018.

Article 8 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **500.000,00 €** au des accords-cadres relatifs aux marchés SIGEIF et SIPPEREC figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-035 (122035) « Rénovation des cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovation des cités mixtes régionales » du

budget 2018.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

. Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexes de 1 à 9

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION CAGE ESCALIER RUE ANDRIEUX	75 000,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION DES PEINTURES DE L'ENSEMBLE DES COURSIVES INTÉRIEUR COUR ROME	75 000,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2018 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA CHUTE EAUX VANNES/EAUX USÉES CÔTÉ PERRON	2 600,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2018 : RÉFECTION DES REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURAUX DE LA CIRCULATION DES SALLES L210 À L214 (LYCÉE - R+2 - LONGCHAMP)	70 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'ADMINISTRATION (PEINTURE)	30 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : REMPLACEMENT MOTEUR CHAMBRE FROIDE DP	20 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2018 : TRAVAUX DE RÉFÉCTION DES REVÊTEMENTS DE SOLS ET PEINTURE DES 2 SALLES DE CHIMIES (213 & 217)	20 000,00
92	SCEAUX	LYP LAKANAL	0920145H	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DES DORTOIRS 3 ET 4 (PEINTURE, REVÊTEMENT DE SOL, ÉCLAIRAGE ET FAUX-PLAFONDS).	280 000,00
92	MEUDON	LYP RABELAIS	0920798T	PROGRAMME 2017 : RÉNOVATION DES PEINTURES DES SALLES 259, 260, 353, 356, ET 358.	60 000,00
92	MEUDON	LYP RABELAIS	0920798T	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION DE LA COUR DU LYCÉE.	130 000,00
92	SCEAUX	LYP LAKANAL	0920145H	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DES SALLES DE COURS.	105 000,00
93	MONTREUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0930121B	PROVISIONS 2017 : REMPLACEMENT ET ISOLATION DU CAISSON D'EXTRACTION ET RÉALISATION D'UN PIÈGE À SON (SUITE AUX PLAINTES DE RIVERAINS POUR FORTES NUISANCES SONORES) OP.No Complément de crédit soit 0,041 ME	33 207,16

Budget 2018 – HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **900 807,16**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
93	MONTREUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0930121B	PROVISIONS 2017 : REMPLACEMENT ET ISOLATION DU CAISSON D'EXTRACTION ET RÉALISATION D'UN PIÈGE À SON (SUITE AUX PLAINTES DE RIVERAINS POUR FORTES NUISANCES SONORES) OP.No Complément de crédit soit 0,041 ME	7 562,84

Budget 2018 - HP224-029-2 / 4551 chapitre 902 **7 562,84**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU CMR 2018	200 000,00

Budget 2018 - HP224-029-5 / 236. chapitre 902 **200 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROVISIONS 2017 : ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRAVAUX DE RETRAIT AMIANTE SOUS-SOL BÂTIMENT ADMINISTRATIF OP.No Complément de crédit soit 0,012 ME	8 956,80
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS TRAVAUX 2018 CMR	50 000,00

Budget 2018 - HP224-032-1 / 2031 chapitre 902 **58 956,80**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2016 : CREATION ET AMENAGEMENT DES ESPACES VIE SCOLAIRE OP.No 15B2832240320002 Complément de crédit soit 1,765 ME	120 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS TRAVAUX 2018 CMR	150 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECATIONS MARCHÉS A COMMANDE TRAVAUX CMR	2 180 000,00

Budget 2018 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 **2 450 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROVISIONS 2017 : ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRAVAUX DE RETRAIT AMIANTE SOUS-SOL BÂTIMENT ADMINISTRATIF OP.No Complément de crédit soit 0,012 ME	3 043,20
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS ETUDES CMR 2018	50 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS ETUDES CMR 2018	25 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECATIONS MARCHÉS A COMMANDE TRAVAUX CMR	1 000 000,00

Budget 2018 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902 **1 078 043,20**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECATIONS MARCHÉS A COMMANDES ETUDES CMR	450 000,00

Budget 2018 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **450 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECATIONS MARCHÉS A COMMANDES ETUDES CMR	100 000,00

Budget 2018 - HP224-034-2 / 4551 chapitre 902 **100 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AFFECTATIONS MARCHÉS EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (SIGEIF) ET PERFORMANCE ÉNÉRGETIQUE (SIPPEREC)	500 000,00

Budget 2018 - HP224-035-1 / 2031 chapitre 902 **500 000,00**

- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-030

DU 24 JANVIER 2018

AUTORISATION DE SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE SDEL ITT, TITULAIRE DU LOT 6 (ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES) DE L'OPÉRATION DE RESTRUCTURATION PARTIELLE DU SERVICE DE RESTAURATION ET DU HALL ET DE RÉNOVATION THERMIQUE DU BÂTI AU LYCÉE FLORA TRISTAN À NOISY-LE-GRAND

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2058 ;

VU Les délibérations n° CP 06-442 du 8 juin 2006, n° CP 12-075 du 26 janvier 2012, n° CP 13-213 du 4 avril 2013 et n° CP 14-653 du 17 octobre 2014 affectant un montant total d'autorisations de programme de 10 029 912 € pour l'opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora Tristan à Noisy-le-Grand ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 Prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget 2018 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

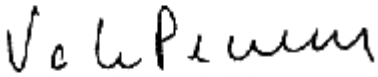
VU le rapport n°CP 2018-030 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché de travaux du lot n°6 (Electricité courants forts et courants faibles) pour l'opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora Tristan à Noisy-le-Grand, qui prévoit de verser à la société SDEL ITT la somme de 38 000,80 € TTC, et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Protocole transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 2018-030 de la Commission Permanente en date du 24 janvier 2018 et domiciliée en cette qualité 35 boulevard des Invalides 75007 Paris,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »,

Représentée par le mandataire :

La société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général LECLERC – 93500 Pantin, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, Directrice générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément aux termes d'une convention de mandat n° 06S0256-8 conclue entre les intéressés et notifiée le 16 avril 2007,

D'UNE PART,

ET :

La société SDEL ITT, établissement de SDEL TERTIAIRE, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro B 443 975 735 et dont le siège social est situé Immeuble Le Linea Rue du Général Leclerc 92047 PARIS LA DEFENSE Cedex, représentée par Monsieur Nicolas ANDRE en qualité de Chef d'Entreprise,

Ci-après dénommée « l'entreprise »,

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Ile-de-France a réalisé une opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora TRISTAN à Noisy-le-Grand.

Le lycée Flora TRISTAN est un ensemble immobilier construit en 1980, situé à l'Est de Noisy-le-Grand sur une parcelle d'environ 15 000 m² délimitée par les rues des Hauts Roseaux et des Hauts Châteaux. L'opération n'a porté que sur le seul bâtiment d'enseignement : un bâtiment R+1 composé de 4 blocs répartis autour d'un hall central.

Les travaux de l'opération, dévolus en 7 lots, consistaient :

- d'une part, en la restructuration du service de restauration d'une SHON de l'ordre de 1 280 m², afin de le mettre en conformité avec les normes d'hygiène et les règlements de sécurité incendie et d'accessibilité, et également en la mise en conformité du hall en y installant un ascenseur ;

- d'autre part, en la rénovation thermique de l'enveloppe bâtie par le remplacement des menuiseries et d'ouvrages de façades contenant de l'amiante et l'isolation des toitures terrasses.

Pour la réalisation de cette opération, la Région Ile-de-France, maître d'ouvrage, a confié mandat à la SAERP par convention de mandat n° 06S0256-8 notifiée le 16 avril 2007.

Dans ce cadre, un **marché de maîtrise d'œuvre** a été passé par une procédure de marché négocié après concours en application des articles 38, 70 et 74 du Code des marchés publics, au terme de laquelle le **Groupement Martine CRETTEZ (Architecte mandataire) / ADF MANAGEMENT / SNC LAVALIN** a été désigné attributaire dudit marché enregistré sous le numéro **07S0459 et notifié le 11 octobre 2008**. Ce marché a fait l'objet de deux avenants à incidence financière au cours de son exécution.

Pour la réalisation des travaux, **un marché relatif au lot 06** (électricité courants forts et courants faibles) des travaux de cette opération a été passé par une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics. La société SDEL ITT est titulaire dudit marché enregistré sous le numéro 1100693-6 et notifié le 18 décembre 2012 pour un montant de 362 804,91 € HT soit 435 266,33 € T.T.C.

Conformément à l'article 5.1 de l'acte d'engagement dudit marché, le délai d'exécution des travaux débute à la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et est fixé à 19 mois, y compris la période de préparation fixée à 2 mois.

Par ordre de service n° 01 en date du 6 juin 2013 et notifié au titulaire le 10 juin 2013, notification a été faite à SDEL ITT du commencement des travaux et du démarrage de la période de préparation à compter du 17 juin 2013.

A l'issue de la période de préparation, et par ordre de service n° 02 en date du 9 septembre 2013 notifié au titulaire le 10 septembre 2013, il a été prescrit à SDEL ITT de débuter l'exécution des travaux à compter du 11 septembre 2013.

L'ensemble des lots de travaux relatif à cette opération étant complémentaires et indissociables, la défaillance du titulaire initiale du marché de travaux du lot 1 (LABATI SARL – Marché 1100693-1) depuis le 11 octobre 2013 a eu des répercussions sur l'opération. En effet, l'entreprise LABATI SARL, titulaire du lot 1 étant en redressement judiciaire, le maître d'ouvrage a été contraint d'ajourner les travaux et prestations des marchés des différents lots de travaux de l'opération en application de l'article 49.1 du CCAG travaux. Ainsi, une décision d'ajournement a été notifiée le 28 novembre 2013 à la société SDEL ITT par voie d'ordre de service n° 04.

Par courrier électronique en date du 31 octobre 2013, la société 3LM BATIMENT a contacté la société SAERP en vue de la passation d'un avenant de substitution au marché 1100693-1 (titulaire LABATI SARL) à l'appui d'un jugement du tribunal de commerce d'EVRY en date du 14 octobre 2013 ordonnant la cession de la société LABATI SARL au profit de la société 3LM BATIMENT, ladite cession de LABATI SARL emportant la cession des marchés ou commandes dont bénéficie la société LABATI SARL et dont la société 3LM BATIMENT s'engage à poursuivre l'exécution.

A l'issue de la procédure de transfert du marché de travaux du lot 1 au profit de la société 3LM BATIMENT, le maître d'ouvrage a décidé de mettre fin à la décision d'ajournement et de redémarrer l'exécution des travaux pour l'ensemble des lots notamment le lot 6. Cette décision a été notifiée le 2 juin 2014 à la société SDEL ITT par voie d'ordre de service n°6.

Compte tenu des perturbations induites dans l'exécution du chantier par l'ajournement des travaux a contraint le maître d'ouvrage à instaurer une nouvelle période de préparation « tous corps d'état » de trois (3) semaines.

A la suite de la reprise des travaux le 2 juin 2014 par la société SDEL ITT titulaire du lot 6, des prestations supplémentaires ont été confiées à cette dernière. Ces prestations étaient non prévues au marché initial et rendues nécessaires d'une part, du fait de la défaillance de l'ancien titulaire du marché du lot 01 de travaux LABATI SARL et de l'ajournement des travaux qui en a résulté, et d'autre part, du fait des travaux supplémentaires « hors lot » de désamiantage confiés à la société 3LM BATIMENT par voie d'avenant n°3 au marché 1100693-1 et de la nécessité de fractionner en conséquence la restructuration du hall sur deux périodes d'été.

Ainsi un avenant n° 1 a été notifié à la société SDEL ITT le 12 décembre 2014 avec une incidence financière de 16 931.80 € HT (dont 960.00 € avec un taux de TVA à 19,6% et 15 971.80 € avec un taux de TVA à 20%) soit 20 314,32 € TTC soit une augmentation du montant du marché de 4.67%.

Cet avenant n° 1 au marché 1100693-6 a également eu pour conséquence d'augmenter le délai d'exécution du marché de deux mois et une semaine se décomposant comme suit :

- 48 jours calendaires pour la neutralisation de délai entre le 11 octobre et le 28 novembre 2013 ;
- 21 jours calendaires nécessaires à la préparation TCE du chantier à la suite de la décision de reprise ayant pris effet au 4 juin 2014.

Par ailleurs, un avenant n° 2 notifié le 31 juillet 2015 à la société SDEL ITT a été élaboré afin de définir de nouvelles adaptations techniques et d'en fixer les incidences financières. Ces adaptations concernaient : des

sujétions techniques rendues nécessaires par la technicité du programme en matière de détection incendie et de système de sécurité incendie, des travaux supplémentaires pour adjonctions d'équipements (prises et points d'accès informatiques / VDI) dans la demi-pension et le hall, des travaux modificatifs d'éclairage relatifs à l'aménagement du hall et de la demi-pension ainsi que des sujétions de réalimentation de caméra de surveillance.

L'avenant n°2 s'élève à 9 939,13 € HT soit 11 926,96 € TTC, soit une augmentation du montant du marché de +2,74 %, soit, cumulé avec l'avenant précédent, une augmentation de +7,41 %, portant le montant du marché à 389 675,84 € HT soit 467 507,61 € TTC.

Par décision en date du 14 décembre 2015, les prestations du lot 6 ont été réceptionnées en retenant pour date d'achèvement des travaux le 26 novembre 2015.

Cette même date a été retenue comme date d'achèvement tous lots confondus.

Le dossier des ouvrages exécutés a été remis par la société SDEL au mandataire SAERP le 3 août 2016 après mises en demeure de la SAERP en date des 20 mai et 25 juillet 2016.

Consécutivement à d'ultimes constatations intervenues le 29 septembre 2016, la levée complète des réserves imputées à la société SDEL lors des réceptions partielles et finales de l'opération a été prononcée par décisions notifiées par voie d'ordres de service n°17 et 18 en date du 3 octobre 2016.

Par courrier recommandé 1A 134 075 1718 7 en date du 28 février 2017, l'architecte Martine CRETTEZ a requis auprès de la société SDEL la présentation du projet de décompte final.

Cette correspondance n'ayant pas été suivie d'effet, le décompte général du marché 1100693-6 a été élaboré par la SAERP à l'appui du décompte final établi par le maître d'œuvre puis notifié au titulaire SDEL par lettre de notification en date du 3 août 2017.

Le décompte général a été contesté par la société SDEL par courrier 39/AF/CM/0445L du 13 septembre 2017 transmis à la SAERP le 14 septembre 2017.

A – Demandes de l'entreprise

A.1 – Demande d'indemnisation de l'entreprise

A l'issue du marché, l'entreprise SDEL ITT demande que soient pris en compte et par la même indemnisés les travaux supplémentaires qu'elle a réalisés selon le détail suivant :

N° devis	Libellé	Montant devis (en € HT)
39 867 68 (devis annexe au courrier 39/AF/CM/0445L SDEL du 13 septembre 2017)	Travaux complémentaires sur façades : travaux non prévus lors des rotations des rénovations.	42 124,40 €
	Travaux complémentaires RDC : Hall / Amphithéâtre	2 428,93 €
	Prestations complémentaires suite au phasage du hall	906,80 €
	Travaux complémentaires CDI	956,49 €
	Prestations complémentaires concernant l'incidence planning	21 621,60 €
	TOTAL =	**68 038,22 €**

Soit un montant global en demande de 68 038,22 € HT.

A.2 – Autres demandes de l'entreprise

L'entreprise demande l'annulation des pénalités qui lui ont été notifiées au titre du décompte général pour retenue pour retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) en application de l'article 5.5.3 du CCAP du marché 1100693-6 et pour un montant de 37 019,20 €.

L'entreprise indique de surcroît juger ces retenues extrêmement pénalisantes par rapport à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de son marché, dont l'ensemble des études d'exécution et DOE a été coté par ses soins à 20 532 € HT.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Sur la base de l'analyse de l'équipe de maîtrise d'œuvre, et suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à SDEL ITT par l'intermédiaire de son mandataire l'indemnisation des chefs de préjudice et des montants suivants eu égard aux demandes formulées à l'article A.1 du présent protocole :

N° devis	Libellé	Montant devis (en € HT)	Avis	Montant accordé (en € HT)
39 867 68 (devis annexe au courrier 39/AF/CM/0445L SDEL du 13 septembre 2017)	Travaux complémentaires sur façades : travaux non prévus lors des rotations des rénovations.	42 124,40 €	Accord partiel	21 705,82 €
	Travaux complémentaires RDC: Hall / Amphithéâtre	2 428,93 €	Accord	2 428,93 €
	Prestations complémentaires suite au phasage du hall	906,80 €	Accord	906,80 €
	Travaux complémentaires CDI	956,49 €	Accord	956,49 €
	Prestations complémentaires concernant l'incidence planning	21 621,60 €	Refus	0,00 €
	TOTAL=	**68 038,22 €**		**25 998,04 €**

Soit en résumé, une proposition globale de la Région Ile-de-France à hauteur de 25 998,04 € HT par rapport à une demande globale de l'entreprise SDEL ITT de 68 038,22 € HT au titre des demandes formulées à l'article A.1 du présent protocole.

Par ailleurs, et au titre des demandes formulées à l'article A.2 du présent protocole, la maîtrise d'ouvrage exprime son accord pour annuler partiellement les pénalités notifiées à la société SDEL dans le cadre du décompte général et ramener celles-ci au montant de 6 844 €, soit une remise de pénalités à hauteur de 30 175,20 €. Il est à noter que ce montant de 6 844 € correspond au tiers du poste de 20 532 € HT figurant à la DPGF du marché SDEL ITT pour l'ensemble des études d'exécution et des DOE. La quote-part de ce poste relative aux seuls DOE ayant été estimée au tiers de cet ensemble, le montant des pénalités – après remise partielle – correspond donc au coût estimé des DOE ayant fait l'objet du retard de production.

Soit en résumé, une proposition globale de la Région Ile-de-France à hauteur de 56 173,24 € HT (dont 30 175,20 € de remise de pénalités) par rapport à une demande globale de l'entreprise SDEL ITT de 105 057,42 € HT (dont demande d'annulation de pénalité à hauteur de 37 019,20 €).

Sur cette base, l'entreprise renonce à 48 884,18 € HT et le montant total ferme retenu par le maître d'ouvrage est donc de 56 173,24 € HT au titre des demandes formulées par l'entreprise.

Cette proposition a été adressée le 29 novembre 2017 à l'entreprise SDEL ITT qui y a répondu favorablement

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte, les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraînerait nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise SDEL ITT renonce à une partie de ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France pour un montant total ferme de **38 000,80 € TTC.**

1 - Montant prestations complémentaires validé HT :	25 998,04 €
2 - TVA à 20 % :	5 199,61 €
3- Montant prestations complémentaires validé TTC :	31 197,65 €
4 – Solde débiteur décompte général part titulaire (*) – TTC :	- 25 273,78 €
5 – Remise partielle pénalités selon paragraphe B – TTC :	30 175,20 €
6 – Reversement des sommes provisionnées au titre de la Retenue de garantie (**) – TTC	1 901,73 €
TOTAL PROTOCOLE (3) - (4) + (5) + (7) – TTC	**38 000,80 € TTC**

(*) non reversé par le titulaire – hors solde sous-traitants déjà acquitté
(**) hors garantie à première demande libérée

L'entreprise SDEL ITT renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché 1100693-6 relatif aux travaux du lot 6 (électricité courants forts et courants faibles) pour l'opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora TRISTAN à Noisy-le-Grand. La société SDEL ITT déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n° 1100693-6 relatif aux travaux du lot 6 (électricité courants forts et courants faibles) pour l'opération de restructuration partielle du service de restauration et du hall et de rénovation thermique du bâti au Lycée Flora TRISTAN à Noisy-le-Grand et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à la société SDEL ITT, sur le compte bancaire n° FR76 3000 3041 7000 0201 2399 212 (IBAN) SOGEFRPPLDE (BIC), selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 4 :

Cet accord transactionnel est, de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code civil, relatif aux transactions, et à l'article 2052 du même Code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Fait à Paris, le

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour renonciation à tout recours »)

Pour la société SDEL ITT	Pour le compte de la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional Dûment habilitée par la délibération de la Commission Régionale n° CP 2018-030 du 24/01/2018

Annexes au présent protocole

- Courrier SDEL ITT 39/AF/CM/0445L du 13/09/2017
- Courrier SAERP 2017008161 du 13/11/2017

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-031

DU 24 JANVIER 2018

DÉVELOPPEMENT DES PARCOURS EUROPÉENS DE FORMATION DANS LES SECTIONS EUROPÉENNES DES LYCÉES PROFESSIONNELS D'ILE-DE-FRANCE 2017 - 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 Prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-031 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de maintenir pour l'année scolaire 2017-2018, le montant maximum de l'aide individuelle versée aux lycéens à 426 € par séjour, le nombre de ces aides étant plafonné à 25 élèves par établissement.

Décide pour l'année scolaire 2017-2018, que le montant maximum de la subvention destinée à prendre en charge les dépenses supportées pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages, est de 2 000 € par établissement.

Décide de participer au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels » au financement des bourses détaillées en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 302.460 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 302.460 € prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action "Réussite des élèves" (12800501) du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

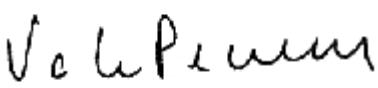
Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article 1 de la présente délibération à compter du 1er septembre 2017, afin de couvrir la totalité de l'année scolaire 2017-2018, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier

Article 3

Subordonne le versement des subventions à la remise par chaque établissement bénéficiaire d'un compte-rendu d'utilisation et à la transmission d'un bilan financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat Récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000026 - Développement des parcours européens des lycées professionnels

Dossier	EX028185 - LP LYC METIER FEUILLET PARIS 16EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3369 - LP LYC METIER FEUILLET PARIS 16EME		
Localisation	LP FEUILLET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX028188 - LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R18509 - LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS		
Localisation	LYP DE L'ESSOURIAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 816,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 816,00 €	

Dossier	EX028190 - LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3673 - LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC		
Localisation	LYP VIOLLET LE DUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 538,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 538,00 €	

Dossier	EX028253 - LPO NEWTON-ENREA CLICHY - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3570 - LPO NEWTON-ENREA CLICHY		
Localisation	LYP NEWTON-ENREA		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX028272 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3322 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON		
Localisation	LP PAUL BELMONDO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX028391 - LPO LYC METIER GASPARD MONGE SAVIGNY SUR ORGE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3742 - LPO LYC METIER GASPARD MONGE SAVIGNY SUR ORGE		
Localisation	LYP GASPARD MONGE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 556,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 556,00 €	

Dossier	EX028563 - LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3722 - LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE		
Localisation	LYP VINCENT VAN GOGH (AUBERGEN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX028631 - LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3527 - LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT		
Localisation	LYP ROBERT SCHUMAN (CHARENTON)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 520,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 520,00 €	

Dossier	EX028665 - LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3744 - LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE		
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (EAUBONNE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX028713 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3685 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT		
Localisation	LP FERDINAND BUISSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 242,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 242,00 €	

Dossier	EX028751 - LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER PARIS 12- PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3883 - LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER		
Localisation	LP TEOPHILE GAUTIER		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 982,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 982,00 €	

Dossier	EX028915 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3699 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES		
Localisation	LP LOUIS LUMIERE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX029031 - LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3728 - LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES		
Localisation	LYP CHARLES BAUDELAIRE (FOSSES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Dossier	EX029320 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL		
Localisation	LYP EUGENIE COTTON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX029326 - LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3203 - LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE		
Localisation	LP LINO VENTURA		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 278,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 278,00 €	

Dossier	EX029343 - LP GALILEE PARIS 13EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3447 - LP GALILEE PARIS 13EME		
Localisation	LP GALILEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX029346 - LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3025 - LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP		
Localisation	LYP NOTRE DAME GRANDCHAMP		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 930,00 €	

Dossier	EX029405 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92 - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3614 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92		
Localisation	LP THEODORE MONOD (ANTONY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX029414 - LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3096 - LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY		
Localisation	LYP SAINT PIERRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 760,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX029443 - LP PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN EN LAYE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R18561 - LP PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LP SAINT THOMAS DE VILLENEUVE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 964,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 964,00 €	

Dossier	EX029465 - LP JACQUES PREVERT VERSAILLES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3695 - LP JACQUES PREVERT VERSAILLES		
Localisation	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 408,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Dossier	EX029485 - LP DU VEXIN CHARS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3679 - LP DU VEXIN CHARS		
Localisation	LP DU VEXIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX029532 - LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET		
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 556,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 556,00 €	

Dossier	EX029593 - LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3710 - LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEAN-BAPTISTE POQUELIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX029641 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3703 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES		
Localisation	LYP ROBERT DOISNEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Dossier	EX029650 - LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3753 - LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES		
Localisation	LYP CLAUDE GARAMONT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 704,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 704,00 €	

Dossier	EX029661 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS		
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 704,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 004,00 €	

Dossier	EX029710 - LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3745 - LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON		
Localisation	LYP GUSTAVE EIFFEL (RUEIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 408,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX029726 - LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3680 - LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS		
Localisation	LP LE CORBUSIER (CORMEILLES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX029733 - LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3690 - LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES		
Localisation	LP HENRI MATISSE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 334,00 €	

Dossier	EX029748 - LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3346 - LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY		
Localisation	LYP DU PARC DE VILGENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX029775 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Localisation	LYP CARCADO SAISSEVAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 704,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 704,00 €	

Dossier	EX029914 - LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3547 - LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU		
Localisation	LYP HENRI POINCARE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 686,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 686,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX029929 - LPO LYC METIER JEAN MONNET LA QUEUE LES YVELINES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3305 - LPO LYC METIER JEAN MONNET LA QUEUE LES YVELINES		
Localisation	LYP JEAN MONNET (LA Q LES YV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 964,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 964,00 €	

Dossier	EX030070 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3349 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME		
Localisation	LP HOTELIER BELLIARD (PARIS 18)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 372,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 372,00 €	

Dossier	EX030092 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI		
Localisation	LP JEAN MACE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 704,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 704,00 €	

Dossier	EX030112 - DERAISMES LP 75017 PARIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3888 - DERAISMES LP 75017 PARIS		
Localisation	LP DERAISMES (PARIS 17)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX030130 - LP PIERRE LESCOT PARIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3884 - LP PIERRE LESCOT PARIS		
Localisation	LP LESCOT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030152 - LGT CORNEILLE LA CELLE SAINT CLOUD - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3304 - LGT CORNEILLE LA CELLE SAINT CLOUD		
Localisation	LYP CORNEILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX030159 - LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3449 - LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME		
Localisation	LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	852,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 852,00 €	

Dossier	EX030173 - LPO HENRI BECQUEREL NANGIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R19205 - LPO HENRI BECQUEREL NANGIS		
Localisation	LYP HENRI BECQUEREL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX030177 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX - PARCOURS EUROPEENS 2017-2017		
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX		
Localisation	LP VOILIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Dossier	EX030178 - LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3029 - LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES		
Localisation	LP ST VINCENT DE PAUL -VERSAIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030179 - LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95 - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3686 - LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95		
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (ERMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Dossier	EX030202 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE		
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 408,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 238,00 €	

Dossier	EX030211 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY		
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 372,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 372,00 €	

Dossier	EX030215 - LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3754 - LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS		
Localisation	LYP PAUL LANGEVIN (STE GENEV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 704,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 404,00 €	

Dossier	EX030222 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3733 - LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX		
Localisation	LYP SAINT NICOLAS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030248 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3431 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME		
Localisation	LP MARIE LAURENCIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 760,00 €	

Dossier	EX030249 - LP LYC METIER JEAN PERRIN LONGJUMEAU - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3343 - LP LYC METIER JEAN PERRIN LONGJUMEAU		
Localisation	LP JEAN PERRIN (LONGJUMEAU)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Dossier	EX030253 - LPO LYC METIER D'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUYANCOURT - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3301 - LPO LYC METIER D'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUYANCOURT		
Localisation	LYT D'HOTELLERIE ET TOURISME		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 964,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 964,00 €	

Dossier	EX030293 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE		
Localisation	LP ANTONIN CAREME		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	852,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 852,00 €	

Dossier	EX030301 - LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3064 - LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON		
Localisation	LYP PASSY BUZENVAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030306 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3353 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME		
Localisation	LP ARMAND CARREL (PARIS 19)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 112,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Dossier	EX030307 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3459 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME		
Localisation	LP ERIK SATIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX030316 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3671 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL MANTES LV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 520,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 520,00 €	

Dossier	EX030332 - LPO LYC METIER EDMOND ROSTAND SAINT OUEN L'AUMONE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R8263 - LPO LYC METIER EDMOND ROSTAND SAINT OUEN L'AUMONE		
Localisation	LYP EDMOND ROSTAND ST-OUEN L'A		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX030342 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3590 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE		
Localisation	LP JEAN MONNET (MONTROUGE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 260,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030343 - LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3588 - LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET		
Localisation	LP LES COTES DE VILLEBON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX030345 - LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3762 - LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE		
Localisation	LYP ETIENNE JULES MAREY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 408,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 408,00 €	

Dossier	EX030355 - LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3543 - LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93		
Localisation	LYP AUGUSTE BLANQUI		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 408,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Dossier	EX030361 - LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3209 - LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER		
Localisation	LYP DE L'HAUTIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 834,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX030371 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3160 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME		
Localisation	LYT LE REBOURS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 130,00 €	Code nature	65741
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-031	Budget	2018

Dossier	EX030384 - LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE - PARCOURS EUROPEENS 2017-2018		
Bénéficiaire	R3531 - LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE		
Localisation	LCM LOUISE MICHEL (CHAMPIGNY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 278,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 278,00 €	

Dossier	EX030389 - LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES - PARCOURS EUROPEENS 201-2018		
Bénéficiaire	R3335 - LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES		
Localisation	LP CHATEAU DES COUDRAIES HOTEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 650,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000026 - Développement des parcours européens des lycées professionnels	302 460,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	302 460,00 €

Tableau des affectations

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dpt	Nombre Elèves	Pays de destination	Forfait partenariat européen	Montant demandé	Montant proposé de la décision
EX028185	0750796H	Public	Paris	LP LYC METIER FEUILLET PARIS 16EME	75	10	Grande - Bretagne; Allemagne; Espagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX028188	0911492C	Public	Versailles	LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS	91	16	Irlande	2 000,00 €	8 816,00 €	6 816,00 €
EX028190	0782587N	Public	Versailles	LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC	78	13	Grande - Bretagne	2 000,00 €	7 538,00 €	5 538,00 €
EX028253	0920136Y	Public	Versailles	LPO NEWTON-ENREA CLICHY	92	10	Grande - Bretagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX028272	0910628N	Public	Versailles	LP PAUL BELMONDO ARPAJON	91	25	Espagne	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
EX028391	0912142J	Public	Versailles	LPO LYC METIER GASPARD MONGE SAVIGNY SUR ORGE	91	6	Grande - Bretagne	2 000,00 €	4 556,00 €	2 556,00 €
EX028563	0781859X	Public	Versailles	LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE	78	10	Grande - Bretagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX028631	0941974K	Public	Créteil	LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT	94	20	Italie	0,00 €	8 520,00 €	8 520,00 €
EX028665	0951974E	Public	Versailles	LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE	95	5	Malte	2 000,00 €	4 130,00 €	2 130,00 €
EX028713	0950657Y	Public	Versailles	LP FERDINAND BUISSON ERMONT	95	17	Irlande	2 000,00 €	9 242,00 €	7 242,00 €
EX028751	0752845K	Public	Paris	LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER	75	7	Espagne; Irlande	2 000,00 €	4 982,00 €	2 982,00 €
EX028915	0771171E	Public	Créteil	LP LOUIS LUMIERE CHELLES	77	10	Espagne; Irlande; Hongrie	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX029031	0951727L	Public	Versailles	LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES	95	12	Grande - Bretagne	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX029320	0932116V	Public	Créteil	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	93	12	Espagne; Grande-Bretagne	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX029326	0772225A	Public	Créteil	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	77	3	Irlande	2 000,00 €	3 278,00 €	1 278,00 €
EX029343	0750785W	Public	Paris	LP GALILEE PARIS 13EME	75	10	Allemagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX029346	0783351U	Privé	Versailles	LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP	78	5	Irlande	1 800,00 €	3 930,00 €	2 130,00 €
EX029405	0921676X	Public	Versailles	LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92	92	25	Danemark; Irlande; République Tchèque	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
EX029414	0910843X	Privé	Versailles	LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY	91	10	Malte	1 500,00 €	5 760,00 €	4 260,00 €
EX029443	0781581V	Privé	Versailles	LP PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN EN LAYE	78	14	Grande - Bretagne	2 000,00 €	7 964,00 €	5 964,00 €
EX029465	0782603F	Public	Versailles	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES	78	8	Espagne	2 000,00 €	5 408,00 €	3 408,00 €
EX029485	0951282C	Public	Versailles	LP DU VEXIN CHARS	95	10	Malte	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX029532	0930936M	Privé	Créteil	LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET	93	6	Espagne	2 000,00 €	4 556,00 €	2 556,00 €
EX029593	0782557F	Public	Versailles	LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE	78	12	Grande - Bretagne	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX029641	0910620E	Public	Versailles	LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES	91	12	Irlande	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX029650	0922427N	Public	Versailles	LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES	92	4	Irlande	2 000,00 €	3 704,00 €	1 704,00 €
EX029661	0911945V	Public	Versailles	LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS	91	4	Espagne	1 300,00 €	3 004,00 €	1 704,00 €
EX029710	0922398G	Public	Versailles	LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON	92	8	Grande - Bretagne	2 000,00 €	5 408,00 €	3 408,00 €
EX029726	0950656X	Public	Versailles	LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS	95	9	Irlande	2 000,00 €	5 834,00 €	3 834,00 €
EX029733	0780584L	Public	Versailles	LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES	78	9	Grande - Bretagne	1 500,00 €	5 334,00 €	3 834,00 €
EX029748	0910727W	Public	Versailles	LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY	91	9	Grande - Bretagne	2 000,00 €	5 834,00 €	3 834,00 €
EX029775	0754029X	Privé	Paris	LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME	75	4	Espagne	2 000,00 €	3 704,00 €	1 704,00 €

EX029914	0911033D	Public	Versailles	LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU	91	11	Grande - Bretagne	2 000,00 €	6 686,00 €	4 686,00 €
EX029929	0781839A	Public	Versailles	LPO LYC METIER JEAN MONNET LA QUEUE LES YVELINES	78	14	Irlande	2 000,00 €	7 964,00 €	5 964,00 €
EX030070	0752608C	Public	Paris	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	75	22	Allemagne; Grande-Bretagne	2 000,00 €	11 372,00 €	9 372,00 €
EX030092	0941232D	Public	Créteil	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	94	4	Grande - Bretagne	2 000,00 €	3 704,00 €	1 704,00 €
EX030112	0753350J	Public	Paris	DERAISMES LP 75017 PARIS	75	9	Grande - Bretagne; Espagne	2 000,00 €	5 834,00 €	3 834,00 €
EX030130	0752388N	Public	Paris	LP PIERRE LESCOT PARIS	75	25	Grande - Bretagne; Espagne	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
EX030152	0782822U	Public	Versailles	LGT CORNEILLE LA CELLE SAINT CLOUD	78	9	Irlande	2 000,00 €	5 834,00 €	3 834,00 €
EX030159	0750787Y	Public	Paris	LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME	75	2	Grande - Bretagne; Irlande	1 000,00 €	1 852,00 €	852,00 €
EX030173	0772277G	Public	Créteil	LPO HENRI BECQUEREL NANGIS	77	10	Irlande	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX030177	0921500F	Public	Versailles	LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX	92	5	Irlande	2 000,00 €	4 130,00 €	2 130,00 €
EX030178	0783325R	Privé	Versailles	LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES	78	12	Espagne; Portugal; Grande-Bretagne	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX030179	0951673C	Public	Versailles	LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95	95	5	Irlande	2 000,00 €	4 130,00 €	2 130,00 €
EX030202	0772312V	Public	Créteil	LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE	77	8	Irlande; République Tchèque; Italie	1 830,00 €	5 238,00 €	3 408,00 €
EX030211	0920963X	Privé	Versailles	LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY	92	22	Grande - Bretagne; Espagne	2 000,00 €	11 372,00 €	9 372,00 €
EX030215	0912163G	Public	Versailles	LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	91	4	Espagne; Irlande	1 700,00 €	3 404,00 €	1 704,00 €
EX030222	0922653J	Privé	Créteil	LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX	92	10	Irlande	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX030248	0750776L	Public	Paris	LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME	75	10	Espagne	1 500,00 €	5 760,00 €	4 260,00 €
EX030249	0910715H	Public	Versailles	LP LYC METIER JEAN PERRIN LONGJUMEAU	91	12	Irlande	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX030253	0781578S	Public	Versailles	LPO LYC METIER D'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUYANCOURT	78	14	Ecosse; Irlande; Estonie	2 000,00 €	7 964,00 €	5 964,00 €
EX030293	0772244W	Public	Créteil	LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE	77	2	ESPAGNE	2 000,00 €	2 852,00 €	852,00 €
EX030301	0920928J	Privé	Versailles	LGT PR PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON	92	5	Malte	2 000,00 €	4 130,00 €	2 130,00 €
EX030306	0752700C	Public	Paris	LP ARMAND CARREL PARIS 19EME	75	12	Grande - Bretagne; Malte	2 000,00 €	7 112,00 €	5 112,00 €
EX030307	0752846L	Public	Paris	LP ERIK SATIE PARIS 14EME	75	25	Espagne	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
EX030316	0783533S	Public	Versailles	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE	78	20	Espagne; Grande Bretagne	2 000,00 €	10 520,00 €	8 520,00 €
EX030332	0951728M	Public	Versailles	LPO LYC METIER EDMOND ROSTAND SAINT OUEN L'AUMONE	95	10	Grande - Bretagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX030342	0920164D	Public	Versailles	LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE	92	10	Grande - Bretagne	2 000,00 €	6 260,00 €	4 260,00 €
EX030343	0921592F	Public	Versailles	LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET	92	25	Allemagne; Malte; Pologne	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
EX030345	0922443F	Public	Versailles	LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE	92	8	Malte	0,00 €	3 408,00 €	3 408,00 €
EX030355	0930126G	Public	Créteil	LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93	93	8	Grande - Bretagne	2 000,00 €	5 408,00 €	3 408,00 €
EX030361	0951824S	Public	Versailles	LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER	95	9	Irlande	2 000,00 €	5 834,00 €	3 834,00 €
EX030371	0754042L	Privé	Paris	LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME	75	5	Irlande	2 000,00 €	4 130,00 €	2 130,00 €
EX030384	0940112L	Public	Créteil	LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE	94	3	Irlande	1 000,00 €	2 278,00 €	1 278,00 €
EX030389	0910629P	Public	Versailles	LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES	91	25	Norvège; Irlande	2 000,00 €	12 650,00 €	10 650,00 €
						710		**121 130,00 €**	**423 590,00 €**	**302 460,00 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-033

DU 24 JANVIER 2018

SÉCURISATION DES LYCÉES
PREMIÈRE AFFECTATION
BUDGET 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2018 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2018-033 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour cinq opérations une autorisation de programme de **94.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2018, conformément à l'Annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

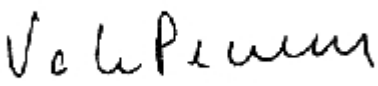
Affecte une autorisation de programme de **99.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2018, conformément à l'Annexe 2 de la présente délibération.

Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **1.398.495 €**, conformément aux Annexes 3 et 4 de la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **1.398.495 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 5 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXES N°1 A 4

Annexe 1

Budget 2018 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	ETUDES DE REFECTION DE LA SECURISATION	40 000,00
93	LES PAVILLONS-S	LP CN-LEDOUX	0930136T	ETUDES DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT PAR LA CREATION D'UN SAS D'ENTREE ELEVES	16 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LP JEAN-MACÉ	0941232D	ETUDES POUR LA CREATION D'UN SAS A L'ENTREE DE L'ETABLISSEMENT	10 000,00
94	THIAIS	LYP APOLLINAIRE	0940123Y	ETUDES POUR L'ALARME ANTI-INTRUSION	20 000,00
94	VILLENEUVE-SAIN	LYP F-ARAGO	0941952L	ETUDES POUR LA CREATION D'UN SAS A L'ENTREE DE L'ETABLISSEMENT SUR LE PARVIS	8 000,00

Budget 2018 - HP027-001 / 2031 chapitre 902 **94 000,00**

Annexe 2

Budget 2018 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
91	DOURDAN	LYP TESLA	0912364A	MISE EN SECURITE DU PARVIS	80 000,00
93	VILLEMOMBLE	LYP B-PASCAL	0932221J	CREATION D'UN SAS ET MODIFICATION DE LA LOGE + CREATION D'UN SYSTEME D'INTERPHONIE ENTRE LOGE ET ASCENSEUR ET CAMERAS SUPPLEMENTAIRES	19 000,00

Budget 2018 - HP027-001 / 2313 chapitre 902 **99 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 08EME	LYP RACINE	0750664P	TRAVAUX DE CREATION D'UNE ALARME PPMS	20 000,00
75	PARIS 10EME	LP G-FERRIÉ	0750775K	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PPMS	5 500,00
75	PARIS 11EME	LYP PAUL-POIRET	0750558Z	TRAVAUX DE CREATION D'UNE PORTE DANS LA LOGE, RENFORCEMENT DE LA VITRE ET DE LA PORTE EXTERIEURE AVEC CONTROLE D'ACCES	15 000,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE ALARME PPMS	25 000,00
75	PARIS 18EME	LYP RABELAIS	0750688R	TRAVAUX DE CREATION D'UNE ALARME PPMS	10 000,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	MISE EN ŒUVRE D'UN PPMS (SYSTEME ACTUEL VETUSTE ET OBSOLETE)	10 000,00
77	BUSSY-SAINT-GEO	LYP M-L-KING	0772292Y	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DES DIFFUSEURS PPMS ET SONNERIE DE FIN DE COURS	80 000,00
77	CHAILLY-EN-BRIE	LYA BRETONNIERE	0771357G	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION PPMS	35 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	RENOVATION DE CLOTURE (BETON)	25 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LCM FRANCOIS-1ER	0770927P	INTERNAT : MISE EN PLACE D'UN LECTEUR DE BADGES AU NIVEAU DE LA PORTE D'ENTREE ET MISE SOUS ALARME DES 2 SORTIES DE SECOURS	10 000,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP F-TRISTAN	0772312V	FERMETURE DE L'ESCALIER PAR LA MISE EN PLACE D'UNE PORTE SITUEE A L'ACCES AUX LOGEMENTS DE FONCTION ET A LA SORTIE DE LA LOGE	10 000,00
77	PONTAULT-COMBAU	LYP C-CLAUDEL	0772243V	MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PPMS	25 000,00
78	MARLY-LE-ROI	LYP L-DE-BROGLIE	0781861Z	TRAVAUX DE MODERNISATION DU SYSTEME D'ALERTE PPMS	13 500,00
78	MAUREPAS	LYP SEPT-MARES	0780515L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTEME DE SONNERIE FIN DE COURS ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	42 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE L'ENSEMBLE DES PORTAILS ET PORTILLONS MOTORISES DE L'ETABLISSEMENT	14 700,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	REMISE EN ETAT DES PLOTS EMPECHANT TOUTE CIRCULATION A L'INTERIEUR DU LYCEE	25 000,00
91	EVRY	LP A-PERRET	0911343R	MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION PPMS	13 500,00
91	EVRY	LP A-PERRET	0911343R	REMPLACEMENT DE 4 PORTES D'ENTREE DU LYCEE HORS SERVICE	20 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP JEAN-JAURÈS	0921166T	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	75 000,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	ETUDES DE SECURISATION AVEC LE REMPLACEMENT ET LA CREATION DE CLOTURES ET INSTALLATION D'UN CONTROLE D'ACCES	6 195,00
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	MISE EN PLACE SONNERIE PPMS ET EXTENSION DIFFUSEURS SONORISATION	20 000,00
93	LA COURNEUVE	LP D-PAPIN	0930128J	MISE A JOUR DE L'INSTALLATION PPMS	10 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LP A-BRIAND	0930831Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL PARKING	35 000,00
93	LE RAINCY	LYP RENÉ-CASSIN	0932222K	TRAVAUX DE SECURISATION ET D'ADAPTATION DE LA SONNERIE FIN DE COURS INTEGRANT LA SONNERIE PPMS	20 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LYP CH-DE-GAULLE	0932031C	TRAVAUX DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT PAR LA CREATION D'UN PORTILLON D'ENTREE ELEVES (GARAGE VELOS)	10 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	MISE A NIVEAU (REMPLACEMENT AMPLI ET AJOUT DIFFUSEURS SONORES) ET MISE EN PLACE MODULE PPMS 2017	18 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	TRAVAUX DE RENOVATION BANDEAU VENTOUSE DU PORTILLON ELEVES VANDALISE	5 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	RENFORCEMENT DES CLOTURES ET PORTAILS SUITE A INTRUSIONS	51 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT DU PORTAIL DONNANT ACCES A LA PATISSERIE	10 000,00
94	LIMEIL-BREVANNE	LYP G-BUDÉ	0940742W	RACCORDEMENT DU SYSTEME PPMS DES NOUVEAUX BATIMENTS INDUSTRIALISES AU LYCEE	5 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME TRAVAUX 2017 : REHAUSSE DE LA CLOTURE BARREAUDEE DE LA COUR COTE RUE DE LA MUETTE ET MISE EN PLACE D'UN PARE-VUE EN PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,045 ME	29 281,50
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : SECURISATION SITE, MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET PROVISION POUR TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE (DANS L'ATTENTE DU DIAGNOSTIC DEMANDE PAR L'EDUCATION NATIONALE) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	32 450,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	EXTENSION DE L'ALARME ANTI-INTRUSION	1 000,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR DIFFUSION DES MESSAGES BATIMENT JULES FERRY	8 000,00
95	BEAUMONT-SUR-OI	EREA F-DOLTO	0950164M	TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE SONNERIE PPMS	5 500,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	TRAVAUX DE RENOVATION DES SERURRERIES EXTERIEURES FORTEMENT DEGRADEES ET SECURISATION DU LOCAL A VELOS	50 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP S-BEAUVOIR	0951766D	REMPLACEMENT DES CLOTURES A BARREAUDAGE COTE PARKING PROFESSEURS	10 500,00
95	JOUY-LE-MOUTIER	LYP HAUTIL	0951824S	INTEGRATION DU PPMS + ALERTE ATTENTAT SUR LA CENTRALE DE SONNERIE DE FIN DE COURS EXISTANTE. MISE EN PLACE D'UN BOITIER DE REPORT DANS LE BUREAU DE LA PROVISEURE	3 500,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	10 000,00
95	LUZARCHES	LYP G-DE-NERVAL	0950647M	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	13 000,00

95	MONTMORENCY	LP TURGOT	0951281B	MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS	10 000,00
95	MONTSOULT	LP JEAN-MERMOZ	0950949R	MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS	15 000,00
95	SANNOIS	EREA TOUR-DU-MAIL	0950983C	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	15 000,00
95	SARCELLES	LYP TOURELLE	0950947N	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS	15 000,00
95	SAINT-WITZ	LYP LÉO-DE-VINCI	0951753P	MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS	5 500,00
92	COLOMBES	LP A. FRANCE	0921229L	ETUDES SUR DES TRAVAUX DE SECURISATION (REMPLACEMENT DE CLOTURES ET CREATION D'UN CHEMINEMENT PIETONS)	4 800,00
93	BAGNOLET	LYP E-HÉNAFF	0932119Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 4 CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE (PARKING EMOP, PARKING PROFESSEURS, PORTILLON VISITEURS, VOIE POMPIERS) ET ENREGISTREUR	15 000,00
93	LE BOURGET	LYP LYCÉE NEUF	0932577W	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE (PARKING PROFESSEURS, ENTREE ELEVES)	10 000,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP A-BOULLOCHE	0931585T	TRAVAUX DE SECURISATION PAR LE REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE EXISTANT (10 CAMERAS - ENTREE PRINCIPALE, PORTAIL COTE LOGEMENTS, PORTAIL LIVRAISONS, VOIE D'ACCES DEMI-PENSION, 4 DANS LA COUR ET 2 A L'ARRIERE BATIMENT)	30 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	REMPLACEMENT DE 5 CAMERAS (2 ENTREE PRINCIPALE, 1 PORTAIL POMPIER, ESCALIER EXTERIEUR DE SECOURS ET LIVRAISONE CUISINE) + ENREGISTREUR	20 000,00
93	PANTIN	LP SIMONE-WEIL	0930135S	REMPLACEMENT DE 2 CAMERAS VIDEOSURVEILLANCE (PARKING LIVRAISONS ET PARKING ATELIER) + ENREGISTREUR	20 000,00
95	BEAUMONT-SUR-OI	LYP E-GALOIS	0951748J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 17 CAMERAS SUITE TRAVAUX DE REFECTION TOTALE DU PARVIS	25 000,00
75	PARIS 03EME	LCM VICTOR-HUGO	0750648X	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE VIDEOSURVEILLANCE AVEC L'IMPLANTATION DE 8 NOUVELLES CAMERAS AVEC CONTROLE ET ENREGISTREMENT DANS LES LOGES PPMS	10 500,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2018 : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE SUR L'ENSEMBLE DU SITE (29 CAMERAS)	80 000,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : INSTALLATION DE VIDEOSURVEILLANCE SUR 2 PORTAILS	3 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET D'EXTENTION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (16 CAMERAS)	58 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DESCARTES	0781512V	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE VIDEOSURVEILLANCE (11 CAMERAS EXTERIEURES)	45 000,00
92	PUTEAUX	LP VOILIN	0921500F	REMPLACEMENT DE 7 CAMERAS ET EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (5 CAMERAS)	32 500,00
92	CLICHY	LYP NEWTON-ENREA	0920136Y	EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (18 CAMERAS)	48 300,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	REMPLACEMENT D'UNE CAMERA ET EXTENSION DU SYSTEME DE SURVEILLANCE (13 CAMERAS)	60 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	MOTORISATION DU PORTAIL	15 000,00

Budget 2018 – HP027-001 / 2361 chapitre 902 **1 365 226,50**

Annexe 4

Budget 2018 chapitre 902 – Env. HP027-001 / 4551

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME TRAVAUX 2017 : REHAUSSE DE LA CLOTURE BARREAUDEE DE LA COUR COTE RUE DE LA MUETTE ET MISE EN PLACE D'UN PARE-VUE EN PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,045 ME	15 718,50
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : SECURISATION SITE, MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET PROVISION POUR TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE (DANS L'ATTENTE DU DIAGNOSTIC DEMANDE PAR L'EDUCATION NATIONALE) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	17 550,00

Budget 2018 – HP027-001 / 4551 chapitre 902 **33 268,50**

ANNEXE N°5

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	18000216 - ETABLISSEMENT 0750664P - TRAVAUX DE CREATION D'UNE ALARME PPMS		
Bénéficiaire	R3421 - LGT RACINE PARIS 08EME		
Localisation	LYP RACINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	18000217 - ETABLISSEMENT 0750775K - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PPMS		
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME		
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 500,00 €	

Dossier	18000218 - ETABLISSEMENT 0753256G - TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE ALARME PPMS		
Bénéficiaire	R3368 - EREA ALEXANDRE DUMAS PARIS 15EME		
Localisation	EREA A. DUMAS ex CRONSTADT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	18000219 - ETABLISSEMENT 0750688R - TRAVAUX DE CREATION D'UNE ALARME PPMS		
Bénéficiaire	R3376 - LGT LYC METIER RABELAIS PARIS 18EME		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000220 - ETABLISSEMENT 0750800M - MISE EN ŒUVRE D'UN PPMS (SYSTEME ACTUEL VETUSTE ET OBSO		
Bénéficiaire	R3378 - LP EDMOND ROSTAND PARIS 18EME		
Localisation	LP EDMOND ROSTAND (PARIS 18)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000221 - ETABLISSEMENT 0772292Y - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DES DIFFUSEURS PPMS ET SO		
Bénéficiaire	R19061 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES		
Localisation	LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	80 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		80 000,00 €	

Dossier	18000222 - ETABLISSEMENT 0771357G - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION PPMS		
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE		
Localisation	LYA LA BRETONNIERE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	18000223 - ETABLISSEMENT 0770922J - RENOVATION DE CLOTURE (BETON)		
Bénéficiaire	R3254 - LGT GASTON BACHELARD CHELLES		
Localisation	LYP GASTON BACHELARD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	18000224 - ETABLISSEMENT 0770927P - INTERNAT : MISE EN PLACE D'UN LECTEUR DE BADGES AU NIVE		
Bénéficiaire	R3263 - LG FRANCOIS 1ER FONTAINEBLEAU		
Localisation	LCM FRANCOIS IER FONTAINEBLEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000225 - ETABLISSEMENT 0772312V - FERMETURE DE L'ESCALIER PAR LA MISE EN PLACE D'UNE PORT		
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE		
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000226 - ETABLISSEMENT 0772243V - MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PPMS		
Bénéficiaire	R15273 - LGT CAMILLE CLAUDEL PONTAULT COMBAULT CEDEX		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL PONTAULT-C		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	18000227 - ETABLISSEMENT 0781861Z - TRAVAUX DE MODERNISATION DU SYSTEME D'ALERTE PPMS		
Bénéficiaire	R8267 - LGT LOUIS DE BROGLIE MARLY LE ROI		
Localisation	LYP LOUIS DE BROGLIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 500,00 €	

Dossier	18000228 - ETABLISSEMENT 0780515L - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTEME DE SONNERIE FIN DE C		
Bénéficiaire	R3311 - LGT DES SEPT MARES MAUREPAS CEDEX		
Localisation	LYP DES SEPT MARES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000229 - ETABLISSEMENT 0783431F - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE L'ENSEMBLE DES PORTAIL		
Bénéficiaire	R3755 - LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE		
Localisation	SARTROUVILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 700,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 700,00 €	

Dossier	18000231 - ETABLISSEMENT 0910620E - REMISE EN ETAT DES PLOTS EMPECHANT TOUTE CIRCULATION A		
Bénéficiaire	R3703 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES		
Localisation	LYP ROBERT DOISNEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	18000232 - ETABLISSEMENT 0911343R - MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION PPMS		
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY		
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 500,00 €	

Dossier	18000233 - ETABLISSEMENT 0911343R - REMPLACEMENT DE 4 PORTES D'ENTREE DU LYCEE HORS SERVICE		
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY		
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	18000234 - ETABLISSEMENT 0921166T - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS		
Bénéficiaire	R3566 - LPO LYC METIER JEAN JAURES CHATENAY MALABRY		
Localisation	LYT JEAN JAURES (CHATENAY M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	75 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		75 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000235 - ETABLISSEMENT 0921230M - ETUDES DE SECURISATION AVEC LE REMPLACEMENT ET LA CREAT		
Bénéficiaire	R3585 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI LEVALLOIS PERRET		
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI LEVALLOIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 195,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 195,00 €	

Dossier	18000236 - ETABLISSEMENT 0930118Y - MISE EN PLACE SONNERIE PPMS ET EXTENSION DIFFUSEURS SON		
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY		
Localisation	LYP JEAN RENOIR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	18000237 - ETABLISSEMENT 0930128J - MISE A JOUR DE L'INSTALLATION PPMS		
Bénéficiaire	R3637 - LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE		
Localisation	LP DENIS PAPIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000238 - ETABLISSEMENT 0930831Y - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL PARKING		
Bénéficiaire	R3641 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL		
Localisation	LP ARISTIDE BRIAND		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000239 - ETABLISSEMENT 0932222K - TRAVAUX DE SECURISATION ET D'ADAPTATION DE LA SONNERIE		
Bénéficiaire	R3642 - LPO RENE CASSIN LE RAINCY		
Localisation	LYP RENE CASSIN (LE RAINCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	18000240 - ETABLISSEMENT 0932031C - TRAVAUX DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT PAR LA CREAT		
Bénéficiaire	R15357 - LGT CHARLES DE GAULLE ROSNY SOUS BOIS		
Localisation	LYP CHARLES DE GAULLE ROSNY SB		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000241 - ETABLISSEMENT 0930138V - MISE A NIVEAU (REMPLACEMENT AMPLI ET AJOUT DIFFUSEURS S		
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS		
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 000,00 €	

Dossier	18000242 - ETABLISSEMENT 0930138V - TRAVAUX DE RENOVATION BANDEAU VENTOUSE DU PORTILLON ELE		
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS		
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000243 - ETABLISSEMENT 0940113M - RENFORCEMENT DES CLOTURES ET PORTAILS SUITE A INTRUSION		
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE		
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	51 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		51 000,00 €	

Dossier	18000244 - ETABLISSEMENT 0940115P - REMPLACEMENT DU PORTAIL DONNANT ACCES A LA PATISSERIE		
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE		
Localisation	IVRY-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000245 - ETABLISSEMENT 0940742W - RACCORDEMENT DU SYSTEME PPMS DES NOUVEAUX BATIMENTS IND		
Bénéficiaire	R3464 - LPO GUILLAUME BUDE LIMEIL BREVANNES CEDEX		
Localisation	LYP GUILLAUME BUDE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	18000246 - ETABLISSEMENT 0940117S - PROGRAMME TRAVAUX 2017 : REHAUSSE DE LA CLOTURE BARREAU		
Bénéficiaire	R3493 - LG EDOUARD BRANLY NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LCM EDOUARD BRANLY (NOGENT/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	29 281,50 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		29 281,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000247 - ETABLISSEMENT 0940117S - PROGRAMME TRAVAUX 2017 : REHAUSSE DE LA CLOTURE BARREAU		
Bénéficiaire	R3493 - LG EDOUARD BRANLY NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LCM EDOUARD BRANLY (NOGENT/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 718,50 €	Code nature	4551940117
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 718,50 €	

Dossier	18000248 - ETABLISSEMENT 0750558Z - TRAVAUX DE CREATION D'UNE PORTE DANS LA LOGE, RENFORCEM		
Bénéficiaire	R3230 - LPO PAUL POIRET PARIS 11EME		
Localisation	LYT PAUL POIRET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	18000249 - ETABLISSEMENT 0940117S - PROGRAMME 2016 : SECURISATION SITE, MISE EN PLACE D'UN		
Bénéficiaire	R3493 - LG EDOUARD BRANLY NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LCM EDOUARD BRANLY (NOGENT/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 550,00 €	Code nature	4551940116
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 550,00 €	

Dossier	18000250 - ETABLISSEMENT 0940138P - EXTENSION DE L'ALARME ANTI-INTRUSION		
Bénéficiaire	R3495 - LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY		
Localisation	LP ARMAND GUILLAUMIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000251 - ETABLISSEMENT 0940129E - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR DIFFUSI		
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE		
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	18000252 - ETABLISSEMENT 0950164M - TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE SONNERIE PPMS		
Bénéficiaire	R3470 - EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE		
Localisation	EREA FRANCOISE DOLTO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 500,00 €	

Dossier	18000253 - ETABLISSEMENT 0951727L - TRAVAUX DE RENOVATION DES SERURRERIES EXTERIEURES FORTE		
Bénéficiaire	R3728 - LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES		
Localisation	LYP CHARLES BAUDELAIRE (FOSSES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	18000254 - ETABLISSEMENT 0951766D - REMPLACEMENT DES CLOTURES A BARREAUDAGE COTE PARKING PR		
Bénéficiaire	R18171 - LGT SIMONE DE BEAUVOIR GARGES LES GONESSE		
Localisation	LYP SIMONE DE BEAUVOIR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000255 - ETABLISSEMENT 0951824S - INTEGRATION DU PPMS + ALERTE ATTENTAT SUR LA CENTRALE D		
Bénéficiaire	R3209 - LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER		
Localisation	LYP DE L'HAUTIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 500,00 €	

Dossier	18000256 - ETABLISSEMENT 0951147F - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS		
Bénéficiaire	R3392 - LGT FRAGONARD L'ISLE ADAM		
Localisation	LYP FRAGONARD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000257 - ETABLISSEMENT 0950647M - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS		
Bénéficiaire	R3393 - LGT GERARD DE NERVAL LUZARCHES		
Localisation	LYP GERARD DE NERVAL LUZARCHES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Dossier	18000258 - ETABLISSEMENT 0951281B - MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS		
Bénéficiaire	R3395 - LP TURGOT MONTMORENCY		
Localisation	LP TURGOT (MONTMORENCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000259 - ETABLISSEMENT 0950949R - MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS		
Bénéficiaire	R3396 - LP JEAN MERMOZ MONTSOULT		
Localisation	LP JEAN MERMOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000260 - ETABLISSEMENT 0950983C - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS		
Bénéficiaire	R3400 - EREA LA TOUR DU MAIL SANNOIS		
Localisation	EREA LA TOUR DU MAIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	18000261 - ETABLISSEMENT 0950947N - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME PPMS		
Bénéficiaire	R3402 - LPO DE LA TOURELLE SARCELLES		
Localisation	LYP DE LA TOURELLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	18000262 - ETABLISSEMENT 0951753P - MISE EN PLACE D'UN SIGNAL PPMS		
Bénéficiaire	R16193 - LGT LEONARD DE VINCI SAINT WITZ		
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI (ST WITZ)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 500,00 €	

Dossier	18000263 - ETABLISSEMENT 0921229L - ETUDES SUR DES TRAVAUX DE SECURISATION (REMPLACEMENT DE		
Bénéficiaire	R3575 - LP LYC METIER VALMY COLOMBES (ANATOLE FRANCE)		
Localisation	LP VALMY COLOMBES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 800,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 800,00 €	

Dossier	18000264 - ETABLISSEMENT 0932119Y - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 4 CAMERAS DE VIDEOSURVEILLAN		
Bénéficiaire	R3623 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET		
Localisation	LYP EUGENE HENAFF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000265 - ETABLISSEMENT 0932577W - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 CAMERAS DE VIDEOSURVEILLAN		
Bénéficiaire	P0028709 - LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET		
Localisation	LE BOURGET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	18000266 - ETABLISSEMENT 0931585T - TRAVAUX DE SECURISATION PAR LE REMPLACEMENT DU SYSTEME		
Bénéficiaire	R3646 - LGT ANDRE BOULLOCHE LIVRY GARGAN		
Localisation	LYP ANDRE BOULLOCHE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	18000267 - ETABLISSEMENT 0932116V - REMPLACEMENT DE 5 CAMERAS (2 ENTREE PRINCIPALE, 1 PORTA		
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL		
Localisation	LYP EUGENIE COTTON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	18000268 - ETABLISSEMENT 0930135S - REMPLACEMENT DE 2 CAMERAS VIDEOSURVEILLANCE (PARKING LI		
Bénéficiaire	R3656 - LP SIMONE WEIL PANTIN		
Localisation	LP SIMONE WEIL (PANTIN)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000269 - ETABLISSEMENT 0951748J - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 17 CAMERAS SUITE TRAVAUX DE		
Bénéficiaire	R3469 - LPO EVARISTE GALOIS BEAUMONT SUR OISE		
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS (BEAUMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	18000270 - ETABLISSEMENT 0750705J - PROGRAMME 2018 : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURV		
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME		
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	80 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		80 000,00 €	

Dossier	18000271 - ETABLISSEMENT 0750715V - PROGRAMME 2017 : INSTALLATION DE VIDEOSURVEILLANCE SUR 2		
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME		
Localisation	LYP MAURICE RAVEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	18000272 - ETABLISSEMENT 0783213U - TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET D'EXTENTION DU SYSTEME DE VI		
Bénéficiaire	R3677 - ERPDPU HERIOT LA BOISSIERE ECOLE		
Localisation	LA BOISSIERE-ECOLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	58 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000273 - ETABLISSEMENT 0781512V - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE VIDEOSURVEILLA		
Bénéficiaire	R3672 - LGT DESCARTES MONTIGNY LE BRETONNEUX 78		
Localisation	LYP DESCARTES (MONTIGNY LE B)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	45 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 000,00 €	

Dossier	18000274 - ETABLISSEMENT 0921500F - REMPLACEMENT DE 7 CAMERAS ET EXTENSION DU SYSTEME DE VI		
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX		
Localisation	LP VOILIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 500,00 €	

Dossier	18000275 - ETABLISSEMENT 0920136Y - EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (18 CAMERAS)		
Bénéficiaire	R3570 - LPO NEWTON-ENREA CLICHY		
Localisation	LYP NEWTON-ENREA		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 300,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 300,00 €	

Dossier	18000276 - ETABLISSEMENT 0750648X - PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE VIDEOSURVEILLANCE AVEC L'IM		
Bénéficiaire	R3407 - LG VICTOR HUGO PARIS 03EME		
Localisation	LCM VICTOR HUGO (PARIS 3)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-033	Budget	2018

Dossier	18000277 - ETABLISSEMENT 0940117S - PROGRAMME 2016 : SECURISATION SITE, MISE EN PLACE D'UN		
Bénéficiaire	R3493 - LG EDOUARD BRANLY NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LCM EDOUARD BRANLY (NOGENT/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 450,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 450,00 €	

Dossier	18000278 - ETABLISSEMENT 0940118T - REMPLACEMENT D'UNE CAMERA ET EXTENSION DU SYSTEME DE SU		
Bénéficiaire	R3490 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	60 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		60 000,00 €	

Dossier	18002152 - ETABLISSEMENT 0920131T - MOTORISATION DU PORTAIL		
Bénéficiaire	R3556 - LGT AUGUSTE RENOIR ASNIERES SUR SEINE		
Localisation	LGT AUGUSTE RENOIR (ASNIERES SUR SEINE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	1 398 495,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	1 398 495,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-037

DU 24 JANVIER 2018

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES PREMIER RAPPORT DE L'ANNÉE 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-037 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **185 053 €,** conformément aux tableaux figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **185 053 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2018.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 500 000 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2018, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **6 970 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2018, au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 4 :

Décide d'attribuer à une cité mixte régionale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **16 930 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **16 930 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2018.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **400 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2018, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **830 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2018, au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

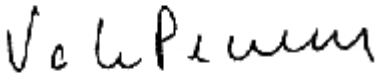
Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de **3 500 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2018, afin de réaliser la maintenance informatique et le maintien en conditions opérationnelles de l'ENT.

Article 8 :

Adopte pour l'année 2018 la structure du barème de répartition du Plan prévisionnel d'Equipement figurant en annexe 3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux Lycées

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

185 053 €

75 - PARIS 19EME GEORGES-BRASSENS (0754684J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition petit outillage, outillage portatif et visserie pour atelier suite à création d'un poste d'OP au lycée	1	2 242 €
		Somme :	**2 242 €**

77 - CHAMPAGNE-SUR-SEINE LAFAYETTE (0770920G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CONTROLE D'ACCES PAR VIDEOPHONE	CONCOURS GENERAL DES METIERS : ESPACE VIDEO SURVEILLANCE PROJET 3	1	15 988 €
DIVERS OUTILLAGE ET PETIT MATERIEL	CONCOURS GENERAL DES METIERS : OUTILLAGE	1	4 431 €
REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Banc tool master + tour CN TBI280 + Tour CN SOMAB + CU 4 axes + Tour CN TBI450 + CU Johnford + Banc préreglage + Tour CN 2 axes	1	8 920 €
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	CONCOURS GENERAL DES METIERS : ESPACE DOMOTIQUE PROJET 1	1	7 796 €
SYSTEME D'ECLAIRAGE	CONCOURS GENERAL DES METIERS : ESPACE ENERGIE RENOUVELLABLE PROJET 2	1	57 260 €
		Somme :	**94 395 €**

78 - AUBERGENVILLE CERTA PRODUCTIQUE (9780121?)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour mise à niveau du système de convoyage et supervision	1	39 840 €
		Somme :	**39 840 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	EXPERIMENTATION UPRH : 2 auto laveuse I-MOP avec accessoires	1	9 000 €
		Somme :	**9 000 €**

92 - NANTERRE JOLIOT-CURIE (0920141D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	COMPLEMENT POUR MOBILIER EXTERIEUR (POUBELLES + BANCS)	1	2 200 €
		Somme :	**2 200 €**

92 – BOULOGNE BILLANCOURT JACQUES PREVERT (092014134W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Remboursement assistante maitrise d'ouvrage équipement audiovisuel	1	26 400 €
		Somme :	**26 400 €**

93 - LE RAINCY ALBERT-SCHWEITZER (0930830X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Renovation CDI : accompagnement demarche architecturale (luminaire)	1	6 000 €
		Somme :	**6 000 €**

94 - SUCY-EN-BRIE PARC-MONTALEAU (0942130E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Lave vaisselle winterhalter (x2) + fourneaux monobloc charvet + cave à vins + centrale froid positive	1	4 976 €
		Somme :	**4 976 €**

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

16 930 €

75 - PARIS 14EME FRANCOIS-VILLON (0750690T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASPIRATEUR FIXE EAU POUSSIERE	30 CHARIOTS DE MENAGE EQUIPES PRE-IMPREGNATION - Demande Pôle RH - suite perte chariot dans déménagement	30	15 930 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation petit matériel suite transfert micro lycée de Lazare Ponticelli vers François Villon selon mail 03.10.2017 de M. GALTIER (D.A.)	1	1 000 €
		Somme :	**16 930 €**

Annexe n°3 Plan prévisionnel des équipements TICE

Le calcul de l'enveloppe pour l'année 2018 est basé sur :

- Une part fixe de 5 000 € par établissement
- Une part variable en fonction des effectifs de lycéens par type de formation, avec un taux de base de 20 € par élève et un coefficient multiplicateur selon le type de formation

Domaine	Type de formation	Coefficient appliqué au nombre d'élèves
Prébac	A1	1
	A2	1,5
	A3	2
	A4	4
Postbac	A5	1,5
	A6	2,5
	A7	4

L'enveloppe globale représente un montant de **13 533 470,00 €.**

A1 : Formations prébac générales et élémentaires,
A2 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine des services, EREA,
A3 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine industriel
A4 : Formations de type prébac à besoins spécifiques (Ex : arts, design)
A5 : Classes préparatoires littéraires, sections de techniciens supérieurs dans le domaine des services
A6 : Formations de type postbac techniques et professionnelles dans le domaine industriel et classes préparatoires scientifiques
A7 : Formations de type postbac techniques et professionnelles à besoins spécifiques (art, design)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-041

DU 24 JANVIER 2018

CARTE UNIQUE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES ADAPTATION DE L'OFFRE DE FORMATION POUR LA RENTRÉE 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ; notamment son article L 214-13-1,

VU Le Code du Travail ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 16 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU Les délibérations n° CR 122-16 et n° CP 16-634 du 10 juillet 2015 (contrat de performance et nouvelle convention-type avec les CFA) ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 16-79 du 19/20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournées vers les emplois de demain ;

VU La délibération n° CR 01-17 du 23 janvier 2017 relative au CPRDFOP ;

VU L'avis du COPAREF de janvier 2018 relatif à la carte des formations professionnelles initiales ;

VU L'avis du CREFOP du 08 janvier 2018 relatif à la carte des formations professionnelles initiales ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-041 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la carte des formations professionnelles initiales présentée en annexe 1 de la présente délibération.

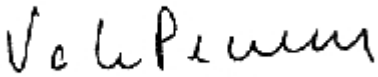
Article 2 :

Approuve la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2018 présentée en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Approuve les ajustements à la convention portant création de CFA tels que présentés en annexe 1 de la présente délibération. Subordonne l'application de ces ajustements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant-type approuvé par la délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998 et autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants correspondants.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 2

ANNEXE 1

Carte des formations professionnelles initiales

(ouvertures/fermetures/modifications en places d'entrants)

NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	N° DPT DU SITE DE FOR	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
								Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	
Niveau 4	3 ans	PRODUCTIONS (SEC PRO AG)	Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	SULLY	-		16			16
Niveau 4	36 mois	CONDUITE ET GESTION D'UNE ENTREPRISE DU SECTEUR CANIN ET FELIN (BAC PRO AG)	Seine-Aval	78	MAULE	Lycée Agricole Le Buat	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	25				25
Niveau 5	2 ans	METIERS DE L'AGRICULTURE (CAPA)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	VAUJOURS	FENELON (AGRICOLE)	-		20			20
Niveau 5	24 mois	TOILETTEUR CANIN (CFA MARMANDE CFA MULHOUSE)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne				-12	-12
Niveau 5	36 mois	MARECHAL FERRANT (CAPA)	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	Centre d'Enseignement Zootechnique	CFA CEZ	16				16
Total Agriculture								41	36	-12		65
Niveau 4	24 mois	PÂTISSIER CONFISEUR GLACIER TRAITEUR (BTM)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-9		-9
Niveau 5	1 an	EMPLOYE TRAITEUR (MC NIVEAU V)	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	-		12			12
Niveau 5	12 mois	CHOCOLATIER CONFISEUR (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	15				15
Niveau 5	12 mois	EMPLOYÉ TRAITEUR (MC NIVEAU V)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-12		-12
Niveau 5	12 mois	PÂTISSERIE BOULANGÈRE (MC V)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie	10				10
Niveau 5	12 mois	PÂTISSERIE, GLACERIE, CHOCOLATERIE, CONFISERIE SPÉCIALISÉE (MC AUX CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	5				5
Niveau 5	2 ans	PATISSIER (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		12			12
Niveau 5	24 mois	ALIMENTATION (BEP)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie			-125		-125
Niveau 5	24 mois	BOUCHER (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne	1				1
Niveau 5	24 mois	BOULANGER (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	BOULANGER (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - E	CFA FDME			-8		-8
Niveau 5	24 mois	PÂTISSIER (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BOBIGNY	Ecole Formation pour Industrie Hôtelière -	CFA CERFAL	15				15
Niveau 5	24 mois	PÂTISSIER (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	PÂTISSIER (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-15		-15
Niveau 5	24 mois	PÂTISSIER (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne	3				3
Niveau 5	24 mois	PÂTISSIER (CAP)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	CFA de la CMA du 78	CFA CMA du 78			-28		-28
Total Alimentation								49	24	-245		-172
Niveau 2	12 mois	AMENAGEMENT PAYSAGER : CONCEPTION, GESTION, ENTRETIEN (LP PARIS 11)	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris Sud UFR SCIENCES	CFA UNION			-5		-5
Niveau 5	2 ans	JARDINIER PAYSAGISTE (CAPA)	Sud 91	91	ETAMPES	ETAMPES	-		16			16
Total Aménagement paysager									16	-5		11
Niveau 1	36 mois	INGÉNIEUR DIPLÔMÉ DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS, SPÉCIALITÉ MAINTENANCE DE VÉHICULES EN PARTENARIAT AVEC L'AFISA (ING)	Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	ANTENNE SUP DU CFA GARAC	CFA GARAC	10				10
Niveau 3	24 mois	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION VOITURES PARTICULIERES (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	Lycée La-Salle-Saint-Nicolas	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile			-20		-20
Niveau 3	24 mois	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION VOITURES PARTICULIERES (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAURICE	CFA des Métiers de l'Automobile - site Sai	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	14				14
Niveau 4	1 an	FCIL 4 MAINTENANCE ET RESTAURATION DE VEHICULES ANCIENS	Ouest 95	95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHATEAU-D'EPLUCHES	-		12			12
Niveau 4	24 mois	MAINTENANCE DES VÉHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIÈRES (BAC PRO)	Seine-Aval	78	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	Lycée Simone Weil	CFA Académique de Versailles	10				10
Niveau 4	3 ans	MAINTENANCE DES VEHICULES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) VÉHICULES PARTICULIERS	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	SAINT-NICOLAS	-				-15	-15
Niveau 4	36 mois	MAINTENANCE DES VÉHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIÈRES (BAC PRO)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-22		-22
Niveau 4	36 mois	MAINTENANCE DES VÉHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIÈRES (BAC PRO)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-4		-4
Niveau 4	36 mois	RÉPARATION DES CARROSSERIES (BAC PRO)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-4		-4
Niveau 5	24 mois	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIERES (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-4		-4
Niveau 5	24 mois	PEINTURE EN CARROSSERIE (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-10		-10
Niveau 5	24 mois	RÉPARATION DES CARROSSERIES (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - E	CFA FDME			-12		-12
Niveau 5	24 mois	RÉPARATION DES CARROSSERIES (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-6		-6
Total Automobile & engins								34	12	-82	-15	-51
Niveau 2	12 mois	RESPONSABLE DE TRAVAUX RESEAUX TELECOMS TRES HAUT DEBIT (CCI FRANCE RSX FORMATIONS TRES HT DEBIT)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Informatique et T	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	16				16
Niveau 3	2 ans	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BTS)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	-		15			15
Niveau 3	24 mois	CHEF DE CHANTIER GROS OEUVRE (TP)	Marne la Vallée	77	SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES	Ferme Saint Germain des Noyers	CFA des Compagnons du Tour de France	16				16
Niveau 3	24 mois	SYSTÈMES CONSTRUCTIFS BOIS ET HABITAT (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	15				15
Niveau 4	12 mois	TECHNICIEN RÉSEAUX ET SERVICE TRÈS HAUT DÉBIT (CCIT DE LA MANCHE)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	UTEC Montereau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne			-24		-24
Niveau 4	12 mois	TECHNICIEN(NE) DES RESEAUX TRES HAUT DEBIT (CCI FRANCE RSX FORMATIONS TRES HT DEBIT)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	UTEC Montereau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	16				16
Niveau 4	12 mois	TECHNICIEN(NE) EN RESEAUX ELECTRIQUES (MC NIVEAU IV)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	RUEIL-MALMAISON	BTP CFA de Rueil Malmaison	BTP CFA de Rueil Malmaison	15				15
Niveau 4	24 mois	INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES (BP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Equipement Electrique	CFA Equipement Electrique			-28		-28
Niveau 4	24 mois	METIERS ET ARTS DE LA PIERRE (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Hector Guimard	CFA PAE	13				13
Niveau 4	3 ans	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BAC PRO)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	-		12			12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN MENUISIER AGENCEUR (BAC PRO)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN MENUISIER AGENCEUR (BAC PRO)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	-				-12	-12
Niveau 5	1 an	CHARPENTIER BOIS (CAP)	Versailles Saclay	91	MASSY	GUSTAVE-EIFFEL	-		6			6
Niveau 5	12 mois	COFFREUR BANCHEUR (TP)	Marne la Vallée	77	SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES	Ferme Saint Germain des Noyers	CFA des Compagnons du Tour de France	15				15
Niveau 5	12 mois	COUVREUR-ZINGUEUR (TP) (AFPA)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	ALFORTVILLE	CFA Couverture - Plomberie	CFA Couverture & Plomberie	14				14
Niveau 5	12 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	BTP CFA de Noisy le Grand	BTP CFA de Noisy le Grand			-15		-15
Niveau 5	12 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	RUEIL-MALMAISON	BTP CFA de Rueil Malmaison	BTP CFA de Rueil Malmaison			-15		-15
Niveau 5	12 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	BTP CFA de Saint-Denis	BTP CFA de Saint-Denis			-15		-15
Niveau 5	12 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge			-15		-15
Niveau 5	12 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	Lycée Pierre-Mendès-France	CFA Académique de Versailles			-6		-6
Niveau 5	12 mois	PRÉPARATION ET RÉALISATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Equipement Electrique	CFA Equipement Electrique			-26		-26
Niveau 5	2 ans	MENUISIER FABRICANT DE MENUISERIE, MOBILIER ET AGENCEMENT (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE	-		6			6
Niveau 5	2 ans	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE	-				-6	-6
Niveau 5	2 ans	PRÉPARATION ET RÉALISATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	GASTON-BACHELARD	-		15			15
Niveau 5	24 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	BTP CFA de Noisy le Grand	BTP CFA de Noisy le Grand	15				15
Niveau 5	24 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	BTP CFA de Saint-Denis	BTP CFA de Saint-Denis	15				15
Niveau 5	24 mois	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	15				15
Niveau 5	24 mois	PRÉPARATION ET RÉALISATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	PRÉPARATION ET RÉALISATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Equipement Electrique	CFA Equipement Electrique			-52		-52
Niveau 5	24 mois	PRÉPARATION ET RÉALISATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - E	CFA FDME			-8		-8
Total BTP								165	54	-228	-30	-39
Niveau 3	2 ans	BIOTECHNOLOGIES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	PARC-DES-LOGES	-		24			24
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT(E) TECHNIQUE DES LABORATOIRES PARFUM COSMETIQUE ET ARÔMES (CCIF IDF ISIPCA)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	ISIPCA	CFA CCI Paris IdF - ISIPCA	40				40
Total Chimie								40	24			64
Niveau 3	12 mois	ANIMATEUR FORMATEUR POUR LES ENTREPRISES DE LA BEAUTÉ (ISIPCA CCI VERSAILLES)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	ISIPCA	CFA CCI Paris IdF - ISIPCA			-72		-72
Niveau 3	14 mois	ANIMATEUR FORMATEUR POUR LES ENTREPRISES DE LA BEAUTÉ (ISIPCA CCI VERSAILLES)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	ISIPCA	CFA CCI Paris IdF - ISIPCA			-15		-15
Niveau 4	24 mois	COIFFURE (BP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-25		-25
Niveau 4	24 mois	COIFFURE (BP)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	CFA de la CMA du 78	CFA CMA du 78			-14		-14
Niveau 4	24 mois	ESTHÉTIQUE COSMÉTIQUE PARFUMERIE (BP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 4	3 ans	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	-		24			24
Niveau 4	3 ans	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	-		30			30
Niveau 5	1 an	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (CAP)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNE	-		9			9
Niveau 5	12 mois	COIFFURE (CAP)	Est 95	95	EAUBONNE	MA Eaubonne	CFA CMA95	28				28
Niveau 5	12 mois	COIFFURE (CAP)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	NANTERRE	CFA IFPM	CFA IFPM	35				35
Niveau 5	24 mois	COIFFURE (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-50		-50
Niveau 5	24 mois	ESTHÉTIQUE COSMÉTIQUE PARFUMERIE (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Total Coiffure-esthétique								63	63	-224		-98
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : MARKETING, VENTE (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000			-30		-30
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : STRATEGIE ET MARKETING SPE INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET COMMUNICATION STRATEGIQUE (MASTER POITIERS)	Paris (T1)	75	PARIS	ILERI - Institut Etudes Relations Internation	CFA de la ACMP	25				25
Niveau 1	12 mois	SCIENCES DE GESTION : SCIENCE DU MANAGEMENT SPÉ MARKETING ET COMMUNICATION DES ENTREPRISES (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris			-60		-60
Niveau 1	24 mois	DIPLOME DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DE PARIS (ICD)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA CODIS	CFA CODIS	25				25
Niveau 1	24 mois	MANAGER DES ACHATS INTERNATIONAUX (CESCI)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	25				25
Niveau 1	24 mois	SCIENCES DE GESTION : SCIENCE DU MANAGEMENT SPÉ MARKETING ET COMMUNICATION DES ENTREPRISES (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris	80				80
Niveau 1	36 mois	MANAGER EN INGENIERIE D'AFFAIRES (SUP DE V CCIV)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	SUP DE VENTE	CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE			-60		-60
Niveau 2	12 mois	CHEF DE PROJET EN MARKETING INTERNET ET CONCEPTION DE SITE (CCI TERRITORIALE OUEST NORMANDIE)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numérique			-25		-25

NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
								Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	
Niveau 2	12 mois	MANAGEMENT DES ACTIVITES COMMERCIALES (LP PARIS 13)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	Université Paris XIII - IUT de Saint-Denis	CFA SUP 2000	25				25
Niveau 2	12 mois	RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL (ACECI)	Ouest 95	95	OSNY	IFA Adolphe CHAUVIN	CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN	24				24
Niveau 2	12 mois	RESPONSABLE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL (TITRE PRO NIV 2)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA CODIS	CFA CODIS	15				15
Niveau 2	12 mois	TECHNICO-COMMERCIAL (LP VERSAILLES)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain			-10		-10
Niveau 2	36 mois	RESPONSABLE D'AFFAIRES COMMERCIALES ET DU DEVELOPPEMENT A L'INTERNATIONAL (ISIMI - POLE PARIS ALTERNANCE)	Paris (T1)	75	PARIS	Pole Paris Alternance - Réseau GES	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	12 mois	RESPONSABLE TECHNICO COMMERCIAL : FRUITS ET LEGUMES (CSA)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Ch	6				6
Niveau 3	12 mois	RESPONSABLE TECHNICO COMMERCIAL : FRUITS ET LEGUMES (CSA)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Ch	22				22
Niveau 3	2 ans	COMMERCE INTERNATIONAL A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	-		12			12
Niveau 3	2 ans	MANAGEMENT DES UNITES COMMERCIALES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE	-		18			18
Niveau 3	2 ans	NEGOCIATION ET RELATION CLIENT (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	-		18			18
Niveau 3	24 mois	COMMERCE INTERNATIONAL À RÉFÉRENTIEL COMMUN EUROPÉEN (BTS)	Centre 77	77	MELUN	Lycée Saint-Aspais	CFA CERFAL			-10		-10
Niveau 3	24 mois	COMMERCE INTERNATIONAL À RÉFÉRENTIEL COMMUN EUROPÉEN (BTS)	Seine-Aval	78	VERNEUIL-SUR-SEINE	Notre Dame des Oiseaux	CFA CERFAL	5				5
Niveau 3	24 mois	MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Edgar Quinet	CFA Ferroviaire			-10		-10
Niveau 3	24 mois	MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	SUP DE VENTE Paris Champerret	CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE	24				24
Niveau 3	24 mois	MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Académique de Versailles	18				18
Niveau 3	24 mois	Négociation et relation client (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	SUP DE VENTE Paris Champerret	CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE	24				24
Niveau 3	24 mois	NÉGOCIATION ET RELATION CLIENT (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	JOINVILLE-LE-PONT	Lycée SAINTE MARIE	CFA CERFAL			-5		-5
Niveau 3	24 mois	NÉGOCIATION ET RELATION CLIENT (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	Lycée Val-de-Beauté La-Source	CFA de l'Académie de Créteil	15				15
Niveau 3	24 mois	TECHNICO-COMMERCIAL (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	Grenoble Ecole de Management Campus	CFA AFI 24 Ile de France	24				24
Niveau 4	12 mois	VENDEUR-CONSEIL EN PRODUITS TECHNIQUES POUR L'HABITAT (MC NIVEAU IV)	Porte Sud du Grand Paris	91	MORSANG-SUR-ORGE	Lycée André-Marie Ampère	CFA Académique de Versailles	12				12
Niveau 4	2 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')	-				-15	-15
Niveau 4	2 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-				-15	-15
Niveau 4	2 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')	-		15			15
Niveau 4	2 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-		15			15
Niveau 4	3 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	-		30			30
Niveau 4	3 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN	-				-15	-15
Niveau 4	3 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-		12			12
Niveau 4	3 ans	VENTE (PROSPECTION - NEGOCIATION - SUIVI DE CLIENTELE) (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-		12			12
Niveau 4	36 mois	COMMERCE (BAC PRO)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 4	36 mois	TECHNICIEN CONSEIL VENTE DE PRODUITS DE JARDIN	Marne la Vallée	77	CHAILLY EN BRIE	EPLEFPA de la Bretonnière	CFA de la Bretonnière	15				15
Niveau 4	36 mois	TECHNICIEN CONSEIL VENTE EN ALIMENTATION OPTION PRODUITS ALIMENTAIRES	Marne la Vallée	77	CHAILLY EN BRIE	EPLEFPA de la Bretonnière	CFA de la Bretonnière	15				15
Niveau 5	12 mois	EMPLOYE(E) POLYVALENT DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION (CCI FRANCE - RESEAU NEGOVENTIS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EV	CFA FDME	24				24
Niveau 5	12 mois	EMPLOYE(E) POLYVALENT DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION (CCI FRANCE - RESEAU NEGOVENTIS)	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - S	CFA FDME	24				24
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	Est 77	77	NANGIS	HENRI-BECQUEREL	-		12			12
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE	-				-5	-5
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION C : SERVICE A LA CLIENTELE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	CROCE-SPINELLI	-		9			9
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION C : SERVICE A LA CLIENTELE (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE	-		5			5
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION D : LIBRAIRIE-PAPETERIE-PRESSE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	CROCE-SPINELLI	-				-9	-9
Niveau 5	24 mois	EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ OPTION A : PRODUITS ALIMENTAIRES (CAP)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ OPTION A : PRODUITS ALIMENTAIRES (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie			-20		-20
Niveau 5	24 mois	EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ OPTION A : PRODUITS ALIMENTAIRES (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-10		-10
Niveau 5	24 mois	EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ OPTION A : PRODUITS ALIMENTAIRES (CAP)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	UFA Grandchamp	CFA CERFAL			-3		-3
Niveau 5	24 mois	EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ OPTION B : PRODUITS D'ÉQUIPEMENT COURANT (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-16		-16
Niveau 5	24 mois	FLEURISTE (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-2		-2
Total Commerce								467	158	-309	-59	257
Niveau 1	12 mois	CULTURE ET COMMUNICATION : CRÉATION NUMÉRIQUE DESIGN D'INTERFACE (MASTER PARIS 13)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numériqu	20				20
Niveau 1	24 mois	ARTS, LETTRES, LANGUES - LITTÉRATURE, PHILOLOGIE, LINGUISTIQUE SPE METIERS DE L'EDITION ET DE L'AUDIOVISUEL LETTRES ET MULTIMEDIA (MASTER PARIS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA de l'Edition	CFA de l'Edition	10				10
Niveau 2	12 mois	ACTIVITÉS ET TECHNIQUES DE COMMUNICATION : SCÉNARISATION MULTIMÉDIA DE CONTENUS DE FORMATION EN LIGNE (LP)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numérique			-6		-6
Niveau 3	24 mois	COMMUNICATION (BTS)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numérique			-25		-25
Niveau 3	24 mois	COMMUNICATION (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL			-15		-15
Niveau 3	24 mois	COMMUNICATION (BTS)	Seine-Aval	78	VERNEUIL-SUR-SEINE	Notre Dame des Oiseaux	CFA CERFAL			-5		-5
Niveau 3	24 mois	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMÉRIQUES (BTS)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numériqu	4				4
Niveau 3	24 mois	TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN INTÉGRATION DE DONNÉES MULTIMÉDIAS (TH)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numérique			-26		-26
Niveau 4	24 mois	MAQUETTISTE INFORGRAPHISTE MULTIMÉDIA (TITRE PRO NIV 4)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	CFA de la Communication et des Métiers	CFA Communication et Création Numérique			-54		-54
Niveau 5	1 an	SIGNALETIQUE ET DECORS GRAPHIQUES (CAP)	Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN	-		6			6
Total Communication								34	6	-131		-91
Niveau 1	12 mois	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ : SCIENCES DE LA TERRE, DES PLANETES, ENVIRONNEMENT (MASTER CERGY)	Ouest 95	95	NEUVILLE-SUR-OISE	Université de Cergy-Pontoise site de Neuv	CFA UNION			-5		-5
Niveau 2	12 mois	METIERS DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME (LP PARIS 11)	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris Sud - IUT d'ORSAY	CFA UNION			-24		-24
Niveau 5	12 mois	AGENT DES SERVICES DE GESTION ET DE VALORISATION DES DÉCHETS (GIP FORMAVIE)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	12				12
Niveau 5	12 mois	CONDUCTEUR DE MATÉRIEL DE COLLECTE OU DE NETTOIEMENT OU D'ASSAINISSEMENT (TITRE PRO DE TOULOUSE)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	12				12
Niveau 5	24 mois	AGENT D'ASSAINISSEMENT ET DE COLLECTE DES DÉCHETS LIQUIDES SPÉCIAUX (CAP)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain			-5		-5
Total Eau et Propreté								24		-34		-10
Niveau 1	36 mois	INGÉNIEUR DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 11, SPÉCIALITÉ ÉLECTRONIQUE	Versailles Saclay	91	ORSAY	Ecole Polytechnique Universitaire de l'Uni	CFA UNION			-13		-13
Niveau 1	36 mois	INGENIEUR DIPLOME DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS SPÉCIALITÉ SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers	CFA Ingénieurs			-19		-19
Niveau 1	36 mois	INGENIEUR DIPLOME DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS SPÉCIALITÉ SYSTÈMES ELECTRONIQUES	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers	CFA Ingénieurs			-19		-19
Niveau 2	12 mois	DOMOTIQUE (LP CNAM)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	Lycée Francoise Cabrini	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	12 mois	GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE GEII (DUT ANNÉE COMMUNE)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	VILLE-D'AVRAY	Université Paris 10 - IUT de Ville d'Avray	CFA UNION	24				24
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION B : ELECTRONIQUE ET COMMUNICATIONS (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	-				-12	-12
Niveau 3	24 mois	ELECTROTECHNIQUE (BTS)	Marne la Vallée	77	BUSSY-SAINT-GEORGES	Lycée Maurice Rondeau	CFA CERFAL			-10		-10
Niveau 3	24 mois	ELECTROTECHNIQUE (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	BUZENVAL	UFA Passy Buzenval	CFA CERFAL			-3		-3
Niveau 4	12 mois	SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES NUMÉRIQUES (BAC PRO)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CHOISY-LE-ROI	Lycée Jacques Brel	CFA de l'Académie de Créteil			-15		-15
Niveau 4	12 mois	SYSTÈMES NUMERIQUES OPTION B AUDIOVISUELS, RÉSEAU ET EQUIPEMENTS DOMESTIQUES (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	Lycée Newton	CFA Académique de Versailles	12				12
Niveau 4	24 mois	ELECTROTECHNIQUE ÉNERGIE ÉQUIPEMENTS COMMUNICANTS (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Equipement Electrique	CFA Equipement Electrique			-30		-30
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Ouest 95	95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	-				-24	-24
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	GASTON-BACHELARD	-				-24	-24
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Seine-Aval	78	POISSY	ADRIENNE-BOLLAND	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURES	-				-24	-24
Niveau 4	3 ans	SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPT° AUDIOVUELS RÉSEAU ET ÉQUIPNT DOMESTIQUES	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNE	-		12			12
Niveau 4	3 ans	SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPT°NON PRÉCISÉE	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	NOTRE-DAME-DE-SION	-				-16	-16
		ELECTROTECHNIQUE ÉNERGIE ÉQUIPEMENTS										

NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
								Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	
Total Electricité, électronique								56	12	-184	-136	-252
Niveau 3	12 mois	TECHNICIEN SUPERIEUR D'ETUDES EN GENIE CLIMATIQUE (TP)	Nord Est 77	77	OCQUERRE	BTP CFA d' Ocquerre	BTP CFA d'Ocquerre	15				15
Niveau 3	2 ans	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION B FROID ET CONDITIONNEMENT D'AIR (BTS)	Versailles Saclay	78	LE CHESNAY	JEAN-MOULIN	-		15			15
Niveau 3	2 ans	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION C DOMOTIQUE ET BATIMENTS COMMUNICANTS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	RASPAIL	-		15			15
Niveau 4	12 mois	TECHNICIEN EN ÉNERGIES RENOUVELABLES OPTION B : ÉNERGIE THERMIQUE (MC NIVEAU IV)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	15				15
Niveau 5	12 mois	INSTALLATEUR(TRICE) EN TERMIQUE ET SANITAIRE (TP)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	ALFORTVILLE	CFA Couverture - Plomberie	CFA Couverture & Plomberie	14				14
Niveau 5	2 ans	INSTALLATEUR SANITAIRE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	-				-24	-24
Niveau 5	2 ans	INSTALLATEUR THERMIQUE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	-		24			24
Total Energie								44	54		-24	74
Niveau 1	24 mois	MANAGER DES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES (ESGV MBA ESG)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	5				5
Niveau 2	12 mois	ORGANISATION ET GESTION DES ETABLISSEMENTS HOTELIERS ET DE RESTAURATION (LP MARNE LA VALLEE)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	10				10
Niveau 3	1 an	HOTELLERIE RESTAURATION CLASSE DE MISE A NIVEAU	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	HOTELLERIE RESTAURATION BTS ANNEE COMMUNE	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	GUILLAUME-TIREL	-		12			12
Niveau 3	24 mois	HÔTELLERIE, RESTAURATION OPTION A : MERCATIQUE ET GESTION HÔTELIÈRE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 3	24 mois	HÔTELLERIE, RESTAURATION OPTION B : ART CULINAIRE, ART DE LA TABLE ET DU SERVICE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 3	24 mois	HÔTELLERIE, RESTAURATION OPTION B : ART CULINAIRE, ART DE LA TABLE ET DU SERVICE (BTS)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-72		-72
Niveau 3	24 mois	TOURISME (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EN	CFA FDME			-8		-8
Niveau 3	24 mois	TOURISME (BTS)	Seine-Aval	78	VERNEUIL-SUR-SEINE	Notre Dame des Oiseaux	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	24 mois	TRAITEUR-ORGANISATEUR DE RECEPTION (BM APCMA)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie	25				25
Niveau 3	36 mois	HÔTELLERIE, RESTAURATION OPTION A : MERCATIQUE ET GESTION HÔTELIÈRE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-20		-20
Niveau 3	36 mois	HÔTELLERIE, RESTAURATION OPTION B : ART CULINAIRE, ART DE LA TABLE ET DU SERVICE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-20		-20
Niveau 4	1 an	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	-		12			12
Niveau 4	1 an	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE	-		6			6
Niveau 4	12 mois	ACCUEIL-RÉCEPTION (MC NIV IV)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-5		-5
Niveau 4	12 mois	ACCUEIL-RÉCEPTION (MC NIV IV)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-34		-34
Niveau 4	12 mois	ORGANISATEUR DE RÉCEPTION (MC NIVEAU IV)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-5		-5
Niveau 4	2 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	-		12			12
Niveau 4	2 ans	CUISINE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	-		12			12
Niveau 4	24 mois	ARTS DE LA CUISINE (BP)	Ouest 95	95	CERGY	IMA Cergy	CFA CMA95	28				28
Niveau 4	24 mois	ARTS DE LA CUISINE (BP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-24		-24
Niveau 4	24 mois	ARTS DU SERVICE ET COMMERCIALISATION EN RESTAURATION (BP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-36		-36
Niveau 4	24 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-5		-5
Niveau 4	24 mois	CUISINE (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 4	24 mois	GOUVERNANTE (BP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-18		-18
Niveau 4	24 mois	RESTAURATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie			-50		-50
Niveau 4	3 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	RENE-AUFFRAY	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		24			24
Niveau 4	3 ans	CUISINE (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	RENE-AUFFRAY	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	CUISINE (BAC PRO)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		24			24
Niveau 4	36 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 4	36 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-12		-12
Niveau 4	36 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-2		-2
Niveau 4	36 mois	CUISINE (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie			-63		-63
Niveau 4	36 mois	CUISINE (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie			-25		-25
Niveau 4	36 mois	CUISINE (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 4	36 mois	CUISINE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-12		-12
Niveau 4	36 mois	CUISINE (BAC PRO)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-2		-2
Niveau 5	12 mois	AGENT DE RESTAURATION (TITRE PRO NIV 5)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	Lycée Saint Pierre	CFA CERFAL	16				16
Niveau 5	12 mois	ART DE LA CUISINE ALLÉGÉE (MC NIVEAU V)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-3		-3
Niveau 5	12 mois	CUISINE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-25		-25
Niveau 5	12 mois	CUISINE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-10		-10
Niveau 5	12 mois	CUISINIER EN DESSERTS DE RESTAURANT (MC NIVEAU V)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA	4				4
Niveau 5	12 mois	EMPLOYÉ BARMAN (MC NIVEAU V)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-36		-36
Niveau 5	12 mois	METIERS DE LA RESTAURATION ET DE L'HOTELLERIE (BEP)	Paris (T1)	75	PARIS	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie			-25		-25
Niveau 5	12 mois	RESTAURANT (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-26		-26
Niveau 5	12 mois	RESTAURANT (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-14		-14
Niveau 5	12 mois	SOMMELLERIE (MC NIVEAU V)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	5				5
Niveau 5	2 ans	AGENT POLYVALENT DE RESTAURATION (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		12			12
Niveau 5	2 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN HOTEL CAFE RESTAURANT (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		12			12
Niveau 5	2 ans	CUISINE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	-		12			12
Niveau 5	24 mois	AGENT POLYVALENT DE RESTAURATION (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Carcado-Saisseval	CFA CERFAL			-3		-3
Niveau 5	24 mois	AGENT POLYVALENT DE RESTAURATION (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-28		-28
Niveau 5	24 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN HOTEL-CAFE-RESTAURANT (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA	20				20
Niveau 5	24 mois	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN HOTEL-CAFE-RESTAURANT (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-4		-4
Niveau 5	24 mois	CUISINE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-30		-30
Niveau 5	24 mois	CUISINE (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-112		-112
Niveau 5	24 mois	CUISINE (CAP)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne			-4		-4
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BOBIGNY	Ecole Formation pour Industrie Hôtelière -	CFA CERFAL			-18		-18
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table			-5		-5
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	Lycée Saint Pierre	CFA CERFAL			-13		-13
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-130		-130
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-106		-106
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne			-24		-24
Niveau 5	24 mois	RESTAURANT (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	THIAIS	Lycée Poullart-des-Places	CFA CERFAL			-12		-12
Niveau 5	24 mois	SERVICES EN BRASSERIE-CAFÉ (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 16	APPRENTIS D'AUTEUIL - ETS SAINTE T	CFA CERFAL			-14		-14
Niveau 5	24 mois	SERVICES EN BRASSERIE-CAFÉ (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-26		-26
Niveau 5	36 mois	CUISINE (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA			-14		-14
Total Hôtellerie restauration tourisme								133	138	-1169	-48	-946
Niveau 1	12 mois	EXPERT(E) EN CONDUITE ET INGENIERIE DE LOGICIEL ET SYSTEME (AFTI)	Versailles Saclay	91	ORSAY	CFA Formations Techniques Industrielles	CFA AFTI	50				50
Niveau 1	12 mois	EXPERT(E) EN CONDUITE ET INGENIERIE DE LOGICIEL ET SYSTEME (AFTI)	Versailles Saclay	91	ORSAY	CFA Formations Techniques Industrielles	CFA AFTI	50				50
Niveau 1	24 mois	DROIT, ECONOMIE, GESTION : METHODES INFORMATIQUES APPLIQUEES A LA GESTION DES ENTREPRISES - MIAGE (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Saint-	CFA SUP 2000			-76		-76
Niveau 1	24 mois	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : INFORMATIQUE (MASTER PARIS EST CRETEIL)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Crétei	CFA SUP 2000	24				24
Niveau 1	36 mois	INGENIEUR DIPLOME DE L'UNIVERSITE PARIS 12 , SPECIALITE SYSTEMES D'INFORMATION	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Saint-	CFA SUP 2000			-5		-5
Niveau 2	12 mois	CONCEPTEUR ET DEVELOPPEUR DE SOLUTIONS MOBILES (CCI FRANCE RESEAU ESI)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	ITESCIA	CFA CCI Paris IdF - ITESCIA	24				24
Niveau 2	12 mois	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ : INFORMATIQUE (LIC LMD PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Saint-	CFA SUP 2000			-76		-76
Niveau 2	12 mois	SYSTÈMES INFORMATIQUES ET LOGICIELS SPÉ ANALYSTE-CONCEPTEUR DE SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION (LP CNAM)	Paris (T1)	75	PARIS	Charles de Foucauld	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	1 an	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS (BTS)	Roissy - Le Bourget	93	DUGNY	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	-		12			12
Niveau 3	12 mois	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS (BTS)	Roissy - Le Bourget	93	DUGNY	UFA Robert Schuman Dugny	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	2 ans	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS BTS 1ERE ANNEE OPT° B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI			24			24

NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
								Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	
Niveau 3	24 mois	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION A SOLUTIONS D'INFRASTRUCTURE, SYSTEMES ET RESEAUX (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	LEVALLOIS PERRET	IFCV	CFA CERFAL	20				20
Niveau 3	24 mois	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION A SOLUTIONS D'INFRASTRUCTURE, SYSTEMES ET RESEAUX (BTS)	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - S	CFA FDME			-24		-24
Niveau 3	24 mois	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION A SOLUTIONS D'INFRASTRUCTURE, SYSTEMES ET RESEAUX (BTS)	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - S	CFA FDME			-6		-6
Niveau 3	24 mois	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	LEVALLOIS PERRET	IFCV	CFA CERFAL	20				20
Total Informatique								300	36	-187		149
Niveau 4	12 mois	AERONAUTIQUE OPTION SYSTEMES (BAC PRO)	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA des Métiers de l'Aérien	CFA des Métiers de l'Aérien			-8		-8
Total Maintenance et construction aéronautique										-8		-8
Niveau 5	1 an	CHAUSSURE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	ALEMBERT (D')	-		12			12
Niveau 5	2 ans	METIER DU PRESSING (CAP)	Est 95	95	BEAUMONT-SUR-OISE	FRANCOISE-DOLTO	-				-8	-8
Total Matériaux souples									12		-8	4
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	-		16			16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-		10			10
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		12			12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	LUCAS-DE-NEHOU	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		12			12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	-		16			16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	-		16			16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		45			45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	-		10			10
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-		24			24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	-		16			16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	-		48			48
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-		24			24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-		45			45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	L'INITIATIVE	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PREVERT	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÈNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	-		24			24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÈNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		27			27
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÈNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÈNEMENT	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		12			12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		18			18
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	DIDEROT	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MODE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-		48			48
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	-		16			16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-		24			24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		42			42
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		45			45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	HECTOR-GUIMARD	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN INNOVATION SOCIALE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		12			12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN PATRIMOINE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-		12			12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN LIVRE	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ANIMATION	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ANIMATION	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-		30			30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN PRODUITS	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	-		15			15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÈNEMENT ET ESPACE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	-		48			48
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	-			-28		-28
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	-			-35		-35
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	-			-24		-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	-			-48		-48
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-			-60		-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	-			-36		-36
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	-			-30		-30
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-			-60		-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-			-60		-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-			-90		-90
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	-			-24		-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	L'INITIATIVE	-			-24		-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	-			-34		-34
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	-			-35		-35
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	-			-24		-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	-			-17		-17

								CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION B : DOMAINE DU DECOR DU MUR (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	HECTOR-GUIMARD	-				-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-18	-18
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-9	-9
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	-				-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION B : TEXTILE-MATERIAUX-SURFACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-9	-9
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	-				-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-18	-18
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-30	-30
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	-				-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	-				-9	-9
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-20	-20
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PREVERT	-				-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	-				-35	-35
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-17	-17
Niveau 3	2 ans	HORLOGERIE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	DIDEROT	-				-15	-15
Niveau 3	2 ans	TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS TEXTILES (DMA)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	-				-15	-15
Niveau 3	2 ans	ART DU BIJOU ET DU JOYAU (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-17	-17
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-30	-30
Niveau 3	2 ans	HABITAT OPTION : DECORS ET MOBILIERS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-24	-24
Niveau 3	2 ans	HABITAT OPTION : ORNEMENTS ET OBJETS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	-				-12	-12
Niveau 3	2 ans	TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS DE LA CERAMIQUE ARTISANALE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	-				-10	-10
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION : DOMAINE DU TRAITEMENT PLASTIQUE ET DE LA TRANSPARENCE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-4	-4
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION C : DOMAINE DU METAL (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-		2			2
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION D : DOMAINE DES MATERIAUX DE SYNTHESE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	-				-1	-1
Niveau 4	1 an	EBENISTE (BMA)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL	-		12			12
Niveau 4	24 mois	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : MARCHANDISAGE VISUEL (BAC PRO)	Est 95	95	SANNOIS	Lycée Saint Jean l'Hermitage	CFA CERFAL	16				16
Niveau 4	24 mois	ORFEVRERIE OPTION MONTURE-TOURNURE (BMA)	Paris (T1)	75	PARIS	Centre Formation de la Bijouterie et Joaille	CFA de la Bijouterie Joaillerie	2				2
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : TAPISSIER D'AMEUBLEMENT (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	ANATOLE-FRANCE	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : TAPISSIER D'AMEUBLEMENT (BAC PRO)	Seine-Aval	78	POISSY	ADRIENNE-BOLLAND	-		12			12
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION MARCHANDISAGE VISUEL (BAC PRO)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL	-		12			12
Total Métiers d'art								18	1260		-1186	92
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Nord Est 77	77	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne				-24	-24
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table				-5	-5
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Roissy - Le Bourget	93	LE BOURGET	CFA des Métiers du Cycle et du Motocycle	CFA Cycles et Motocycles - INCM				-10	-10
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Roissy - Le Bourget	93	LE BOURGET	CFA des Métiers du Cycle et du Motocycle	CFA Cycles et Motocycles - INCM	20				20
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	CFA CEFAA	CFA CEFAA				-48	-48
DIMA	12 mois	DISPOSITIF D'INITIATION AUX MÉTIERS EN ALTERNANCE (DIMA)	Sud 77	77	SAINT-GERMAIN-LAVAL	CFA de la CMA de la Seine et Marne - IMA	CFA CMA de la Seine et Marne				-24	-24
Niveau 1	12 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne	CFA FORMASUP Paris	15				15
Niveau 1	24 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	40				40
Niveau 1	36 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EV	CFA FDME	28				28
Niveau 2	12 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 5 - Descartes	CFA FORMASUP Paris	15				15
Niveau 2	12 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	Universite paris 7 - Paris diderot	CFA FORMASUP Paris	15				15
Niveau 2	12 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Plaine Commune (T6)	93	VILLETANEUSE	Université Paris 13 - Site de Villetaneuse (	CFA SUP 2000	25				25
Niveau 2	12 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Plaine Commune (T6)	93	VILLETANEUSE	Université Paris 13 - Site de Villetaneuse (	CFA SUP 2000	24				24
Niveau 3	24 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS 16	IUT PARIS DESCARTES	CFA FORMASUP Paris	58				58
Niveau 3	24 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Plaine Commune (T6)	93	LA PLAINE ST DENIS	CFA du Conservatoire National des Arts et	CFA du Conservatoire National des Arts et	20				20
Niveau 5	24 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Commerces de l'Alimentation	CFA de l'Alimentation - CIFCA	24				24
Niveau 5	24 mois	DIPLOME PROVISOIRE SANS BAREME NI NIVEAU (A REMPLACER DES QUE LE DIPLOME EST CONNU)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Commerces de l'Alimentation	CFA de l'Alimentation - CIFCA	24				24
Total Non précisée								308		-111		197
Niveau 1	12 mois	DIPLOME GRADE MASTER DE PARIS DAUPHINE : MANAGEMENT DES PROCESSUS DE PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris	5				5
Niveau 1	36 mois	INGÉNIEUR DIPLÔME DU CNAM, SPÉCIALITÉ GÉNIE INDUSTRIEL	Seine-Aval	78	MANTES-LA-VILLE	CFAI MECAVENIR	CFAI Mécavenir				-48	-48
Niveau 1	36 mois	INGÉNIEUR DIPLÔME DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS, SPÉCIALITÉ MÉCANIQUE	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers	CFA Ingénieurs				-19	-19
Niveau 1	36 mois	MATÉRIAUX (MTX)	Plaine Commune (T6)	93	La Plaine Saint Denis	Cnam Saint-Denis	CFA Ingénieurs 2000	24				24
Niveau 2	12 mois	GESTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : OPTIMISATION DES PRÉPARATIONS INDUSTRIELLES	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Université d'Evry-Val d'Essonne	CFA EVE				-20	-20
Niveau 2	12 mois	MAINTENANCE DES SYSTEMES INDUSTRIELS, DE PRODUCTION ET D'ENERGIE (LP MARNE LA VALLÉE)	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Université de Marne la Vallée	CFA Descartes	10				10
Niveau 2	12 mois	METIERS DE L'INDUSTRIE : GESTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (LP PARIS 10)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	VILLE-D'AVRAY	Université Paris 10 - IUT de Ville d'Avray	CFA UNION				-16	-16
Niveau 3	1 an	FCIL 3 INTEGRATION ET MAINTEN. EN PRODUCT	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	-		24			24
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION A : INFORMATIQUE ET RESEAUX (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA	-		30			30
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION A : INFORMATIQUE ET RESEAUX (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	-		12			12
Niveau 3	24 mois	ASSISTANCE TECHNIQUE D'INGÉNIEUR (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	PUTEAUX	CFAI MECAVENIR	CFAI Mécavenir				-48	-48
Niveau 3	24 mois	CONCEPTION ET INDUSTRIALISATION EN MICROTECHNIQUES (BTS)	Marne la Vallée	77	NOISIEL	Lycée René Cassin	CFA de l'Académie de Créteil				-6	-6
Niveau 3	24 mois	CONCEPTION ET RÉALISATION DES SYSTÈMES AUTOMATIQUES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	BONDOUFLE	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - SI	CFA FDME				-16	-16
Niveau 3	24 mois	MAINTENANCE DES SYSTÈMES OPTION A SYSTÈMES DE PRODUCTION (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	BONDOUFLE	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - SI	CFA FDME				-32	-32
Niveau 4	24 mois	MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS (BAC PRO)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	LA VARENNE SAINT HILAIRE	Lycée Gourdou-Leseurre	CFA de l'Académie de Créteil				-12	-12
Niveau 4	3 ans	ÉTUDE ET DÉFINITION DE PRODUITS INDUSTRIELS (BAC PRO)	Ouest 95	95	CERGY	JULES-VERNE	-				-12	-12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN D'USINAGE (BAC PRO)	Est 95	95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	-				-12	-12
Niveau 5	12 mois	OPERATEUR(TRICE) REGLEUR(EUSE) D'USINAGE EN COMMANDE NUMERIQUE (TP)	Ouest 95	95	OSNY	IFA Adolphe CHAUVIN	CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN	20				20
Niveau 5	24 mois	CONDUCTEUR D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION (CAP)	Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	Lycée Frédéric-Joliot-Curie	CFA de l'Académie de Créteil			-12		-12
Total Productique								59	66	-229	-24	-128
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : MANAGEMENT ET CONSEIL SPÉ DÉVELOPPEMENT ET MANAGEMENT DES UNIVERSITÉS (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000			-10		-10
Niveau 1	12 mois	SCIENCES DES ORGANISATIONS (DROIT, ÉCONOMIE, GESTION, SCIENCES SOCIALES) : ECONOMIE ET GESTION DE LA SANTE (MASTER DAUPHINE)	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris	10				10
Niveau 1	24 mois	DIPLÔME D'ETAT D'INGÉNIERIE SOCIALE (DEIS)	Versailles Saclay	78	BUC	UFA BUC Ressources	CFA ADAFORSS			-4		-4
Niveau 2	12 mois	MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS (DP CNAM)	Centre 77	77	MELUN	Lycée Saint-Aspais	CFA CERFAL	25				25
Niveau 2	36 mois	MASSEUR-KINESITHERAPEUTE (DIPLOME D'ETAT)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAURICE	Institut de Formation en Masso Kinésithéra	CFA ADAFORSS			-15		-15
Niveau 3	2 ans	ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	-		16			16
Niveau 3	2 ans	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	Sud 91	91	ETAMPES	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	-		35			35

									CREATION		SUPPRESSION		
NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA		Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	Solde FPI
Niveau 3	24 mois	MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE (DIPLÔME D'ÉTAT)	Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Unité de Formation et de Recherche Médi	CFA ADAFORSS				-11		-11
Niveau 3	24 mois	MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE (DIPLÔME D'ÉTAT)	Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Unité de Formation et de Recherche Médi	CFA ADAFORSS				-12		-12
Niveau 3	24 mois	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	Est 95	95	TAVERNY	Lycée Louis Jouvet	CFA Académique de Versailles		25				25
Niveau 3	24 mois	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Association Formation Biochimie Biologie	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social		25				25
Niveau 4	1 an	FCIL 4 FCIL ASSISTANT DE CABINET MEDICAL	Marne la Vallée	77	OZOIR-LA-FERRIERE	LINO-VENTURA	-					-12	-12
Niveau 4	2 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	Est 95	95	TAVERNY	LOUIS-JOUVET	-			15			15
Niveau 4	24 mois	MONITEUR ÉDUCATEUR (DIPLOME D' ETAT)	Paris (T1)	75	PARIS	UFA IRTS Paris IDF - Antenne de Parmen	CFA ADAFORSS		10				10
Niveau 4	24 mois	TECHNICIEN DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE (DIPLÔME)	Ouest 95	95	CERGY	UFA Ecole Pratique Service Sociaire - EPS	CFA ADAFORSS				-5		-5
Niveau 4	24 mois	TECHNICIEN DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE (DIPLÔME)	Paris (T1)	75	PARIS	UFA IRTS Paris IDF - Antenne de Parmen	CFA ADAFORSS				-5		-5
Niveau 4	3 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (BAC PRO) DOMICILE	Est 95	95	BEAUMONT-SUR-OISE	EVARISTE-GALOIS	-			12			12
Niveau 4	3 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (BAC PRO) STRUCTURE	Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	-			15			15
Niveau 4	36 mois	PRÉPARATEUR EN PHARMACIE (BP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA de la Pharmacie de Paris	CFA de la Pharmacie				-32		-32
Niveau 5	1 an	AIDE A DOMICILE (MC NIVEAU V)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	ANTONY	THEODORE-MONOD	-					-12	-12
Niveau 5	12 mois	PETITE ENFANCE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Notre-Dame	CFA CERFAL				-1		-1
Niveau 5	16 mois	AIDE SOIGNANT (DIPLÔME D'ETAT)	Seine-Aval	78	LES MUREAUX	Institut de Formation Soins Infirmiers - IFSI	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social				-25		-25
Niveau 5	18 mois	ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEMENT DE LA VIE EN STRUCTURE COLLECTIVE (DIPLOME D'ETAT)	Paris (T1)	75	PARIS	UFA IRTS Paris IDF - Antenne de Parmen	CFA ADAFORSS		10				10
Niveau 5	18 mois	AIDE SOIGNANT (DIPLÔME D'ETAT)	Seine-Aval	78	LES MUREAUX	Institut de Formation Soins Infirmiers - IFSI	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social				-25		-25
Niveau 5	2 ans	ASSISTANT(E) TECHNIQUE EN MILIEUX FAMILIAL ET COLLECTIF (CAP)	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT	-					-12	-12
Niveau 5	2 ans	PETITE ENFANCE (CAP)	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	-			12			12
Niveau 5	23 mois	AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE (DIPLOME ETAT NIVEAU V)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	Centre National de la Fonction Publique T	CFA des métiers territoriaux du CNFPT		10				10
Niveau 5	23 mois	AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE (DIPLOME ETAT NIVEAU V)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	Centre National de la Fonction Publique T	CFA des métiers territoriaux du CNFPT				-75		-75
Total Sanitaire et social									115	105	-307	-36	-123
Niveau 1	12 mois	ARTS, LETTRES, LANGUES : LETTRES SPE PROFESSIONNELS DE L'ECRIT (MASTER PARIS 7)	Paris (T1)	75	PARIS	Universite paris 7 - Paris diderot	CFA FORMASUP Paris				-20		-20
Niveau 1	12 mois	ARTS, LETTRES, LANGUES : MÉDIATION CULTURELLE SPE CONCEPTION ET DIRECTION DE PROJETS CULTURELS (MASTER PARIS 3)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris		10				10
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : DROIT DE LA SANTE (MASTER PARIS SACLAY)	Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Université de Versailles Saint-Quentin en	CFA UNION				-30		-30
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : INNOVATION, ENTREPRISE ET SOCIÉTÉ (MASTER PARIS SACLAY)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Université d'Evry Val d'Essonne	CFA EVE		25				25
Niveau 1	12 mois	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : DEMOGRAPHIE SPE EXPERT DEMOGRAPHE (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne	CFA FORMASUP Paris		3				3
Niveau 1	12 mois	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : MATHÉMATIQUES ET APPLICATIONS (MASTER PARIS 6)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Sciences	CFA CCI Paris IdF - CFA des Sciences		45				45
Niveau 2	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : ECONOMIE ET GESTION (LIC LMD MARNE LA VALLEE)	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Université de Marne la Vallée	CFA Descartes		25				25
Total Sciences et lettres									108		-50		58
Niveau 4	1 an	FCIL 4 PREPARATION CONCOURS SECURITE CIVILE	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	-			18			18
Niveau 4	12 mois	AGENT DE SECURITE CHEF DE POSTE (FORMAPLUS 3B)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	L'ÉA, les écoles des éco-activités campus	CFA CCI Paris IdF - L'ÉA, les écoles des é		24				24
Niveau 4	2 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	NADAR	-			12			12
Niveau 4	24 mois	AGENT DE SECURITE CHEF DE POSTE (FORMAPLUS 3B)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	L'ÉA, les écoles des éco-activités campus	CFA CCI Paris IdF - L'ÉA, les écoles des é		40				40
Niveau 4	24 mois	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	TRAPPES	Lycée Louis Blériot	CFA Académique de Versailles		12				12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	-			12			12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	FOSSES	CHARLES-BAUDELAIRE	-			12			12
Niveau 5	12 mois	AGENT DE PREVENTION ET DE SECURITE (FORMAPLUS 3B)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	L'ÉA, les écoles des éco-activités campus	CFA CCI Paris IdF - L'ÉA, les écoles des é		50				50
Niveau 5	12 mois	AGENT DE SURETÉ ET SÉCURITÉ PRIVÉE (A2SP)	Est Ensemble (T8)	93	BOBIGNY	Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entrepris		26				26
Niveau 5	2 ans	AGENT DE SECURITE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	-			24			24
Total Sécurité									152	78			230
Niveau 2	12 mois	PROTECTION ET VALORISATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL (LP CERGY)	Ouest 95	95	NEUVILLE-SUR-OISE	Université de Cergy-Pontoise site de Neuv	CFA UNION				-12		-12
Total Services à la collectivité											-12		-12
Niveau 5	1 an	FCIL 5 SOUDURE	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	EDITH-PIAF	-			8			8
Total Structures métalliques										8			8
Niveau 1	12 mois	DIPLÔME GRADE MASTER DE PARIS DAUPHINE : FINANCE	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris		3				3
Niveau 1	12 mois	DIPLÔME GRADE MASTER DE PARIS DAUPHINE : FINANCE	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris		8				8
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (MASTER CAEN)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	LEVALLOIS-PERRET	IHEDREA	CFA de la ACMP				-15		-15
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : ENTREPRENEURIAT ET MANAGEMENT DE PROJETS (MASTER PARIS EST	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000		25				25
Niveau 1	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : FINANCE (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne	CFA FORMASUP Paris				-30		-30
Niveau 1	12 mois	ECONOMIE ET GESTION : SCIENCES DU MANAGEMENT SPÉ MANAGEMENT STRATÉGIQUE ET ENTREPRENEURIAT (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-15		-15
Niveau 1	12 mois	ECONOMIE ET GESTION : SCIENCES DU MANAGEMENT, SPÉCIALITÉ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES INTERNATIONALES (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-30		-30
Niveau 1	12 mois	ECONOMIE-GESTION : SCIENCES DE GESTION SPE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MANAGEMENT PUBLIC (PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-20		-20
Niveau 1	12 mois	ECONOMIE-GESTION : SCIENCES DE GESTION SPE INTELLIGENCE MARKETING ET MESURE DES MARCHES (PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-15		-15
Niveau 1	12 mois	EXPERT(E) EN REPORTING EXTRA-FINANCIER (ACE)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Expertise Comptable	CFA ACE		30				30
Niveau 1	12 mois	MANAGER MARKETING DIGITAL ET EVENEMENTIEL (CCIP IDF - NOVANCIA)	Paris (T1)	75	PARIS	SUP DE VENTE Paris Champerret	CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE		30				30
Niveau 1	12 mois	SCIENCES DE GESTION : SCIENCE DU MANAGEMENT SPÉ GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS DU TRAVAIL (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-69		-69
Niveau 1	15 mois	RESPONSABLE EN MANAGEMENT ET DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (IGS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA IGS	CFA IGS		35				35
Niveau 1	24 mois	COMPTABILITE ET GESTION (DIPLOME SUPERIEUR DE DSCG)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Le-Rebours	CFA CERFAL				-9		-9
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : BANQUE ET ASSURANCE SPE BANQUE, FINANCE, ASSURANCE (MASTER PARIS 13)	Plaine Commune (T6)	93	VILLETANEUSE	Université Paris XIII	CFA Banque et Finance				-10		-10
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : COMPTABILITE, CONTROLE, AUDIT (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000				-5		-5
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : FINANCE (MASTER CERGY)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA DIFCAM Banque et Assurances	CFA DIFCAM		30				30
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : FINANCE (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne	CFA FORMASUP Paris		60				60
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : FINANCE (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I - Panthéon Sorbonne - U	CFA FORMASUP Paris		6				6
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : FINANCE (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000				-5		-5
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I - Panthéon Sorbonne - U	CFA FORMASUP Paris		2				2
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (MASTER PARIS 12)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000				-5		-5
Niveau 1	24 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : MANAGEMENT ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I - Panthéon Sorbonne - U	CFA FORMASUP Paris		70				70
Niveau 1	24 mois	ECONOMIE ET GESTION : SCIENCES DU MANAGEMENT SPÉ MANAGEMENT STRATÉGIQUE ET ENTREPRENEURIAT (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris				-3		-3
Niveau 1	24 mois	ECONOMIE ET GESTION : SCIENCES DU MANAGEMENT, SPÉCIALITÉ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES INTERNATIONALES (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris		60				60
Niveau 1	24 mois	ECONOMIE, GESTION : MANAGEMENT SPE CONTRÔLE-AUDIT (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I - Panthéon Sorbonne - U	CFA FORMASUP Paris		2				2
Niveau 1	24 mois	ECONOMIE-GESTION : SCIENCES DE GESTION SPE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MANAGEMENT PUBLIC (PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris		40				40
Niveau 1	24 mois	ECONOMIE-GESTION : SCIENCES DE GESTION SPE INTELLIGENCE MARKETING ET MESURE DES MARCHES (PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris		60				60
Niveau 1	24 mois	MANAGER EN RESSOURCES HUMAINES (ASCENCIA BUSINESS SCHOOL - ASSOCIATION POUR LE COLLEGE DE PARIS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	CFA Léonard de Vinci	CFA Sup de Vinci		30				30
Niveau 1	24 mois	MANAGER EN STRATEGIE ET DEVELOPPEMENT (ISEE-Y-NOV)	Paris (T1)	75	PARIS	ISEE (Institut Supérieur d'Enseignement a	CFA EVE		20				20
Niveau 1	24 mois	SCIENCES DE GESTION : SCIENCE DU MANAGEMENT SPÉ GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS DU TRAVAIL (MASTER PARIS 2)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris		138				138
Niveau 2	12 mois	CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCES (IFPASS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance		20				20
Niveau 2	12 mois	DROIT, ÉCONOMIE, GESTION : ÉCONOMIE ET GESTION (LIC PARIS 13)	Grand Paris Sud Est Avenir (T11)	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR Science	CFA SUP 2000				-15		-15

								CREATION		SUPPRESSION		
NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FOR	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	Apprentissage	Scolaire	Apprentissage	Scolaire	Solde FPI
Niveau 2	12 mois	RESPONSABLE DU POLE PAIE (EUROFORMATION - BC DEVELOPPEMENT)	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	ESSYM	CFA CCI Paris IdF - ESSYM	35				35
Niveau 2	24 mois	COMPTABILITÉ ET GESTION (DCG)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Le-Rebours	CFA CERFAL			-4		-4
Niveau 2	24 mois	COMPTABILITÉ ET GESTION (DCG)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	SCEAUX	Université Paris Sud - IUT de Sceaux	CFA UNION			-24		-24
Niveau 3	12 mois	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	Lycée Eugène DELACROIX	CFA de l'Académie de Créteil	15				15
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE GESTION DE PME PMI A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	-		35			35
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Roissy - Le Bourget	95	GOUSSAINVILLE	ROMAIN-ROLLAND	-		30			30
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	-				-35	-35
Niveau 3	2 ans	ASSURANCE (BTS)	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	-		30			30
Niveau 3	2 ans	BANQUE, CONSEILLER DE CLIENTELE (PARTICULIERS) (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	-		35			35
Niveau 3	2 ans	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	-		12			12
Niveau 3	2 ans	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	-				-35	-35
Niveau 3	2 ans	NOTARIAT (BTS)	Sud 77	77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	-		35			35
Niveau 3	2 ans	PROFESSIONS IMMOBILIERES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	ERIK-SATIE	-		24			24
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT DE GESTION DE PME-PMI À RÉFÉRENTIEL COMMUN EUROPÉEN (BTS)	Centre 77	77	MELUN	Lycée Saint-Aspais	CFA CERFAL			-5		-5
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT DE GESTION DE PME-PMI À RÉFÉRENTIEL COMMUN EUROPÉEN (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	JOINVILLE-LE-PONT	Lycée SAINTE MARIE	CFA CERFAL			-9		-9
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT DE GESTION DE PME-PMI À RÉFÉRENTIEL COMMUN EUROPÉEN (BTS)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Lycée Saint-Thomas de Villeneuve	CFA CERFAL			-5		-5
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Lycée Teilhard-de-Chardin	CFA CERFAL			-5		-5
Niveau 3	24 mois	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	Lycée professionnel Jacques Prévert	CFA Académique de Versailles	15				15
Niveau 3	24 mois	ASSURANCE (BTS)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	91	ATHIS-MONS	Lycée Saint-Charles	CFA CERFAL			-3		-3
Niveau 4	1 an	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	LIMAY	CONDORCET	-		25			25
Niveau 4	12 mois	ENTREPRENEUR TPE (UNIVERSITES PARIS EST CRETEIL, PARIS EST MARNE LA VALLEE, BRETAGNE SUD, PARIS 13, LA REUNION)	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Institut de Marne-la-Vallée	CFA Descartes	20				20
Niveau 4	12 mois	SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Stephenson	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 4	12 mois	SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Eric-Satie	CFA Formaposte IDF			-40		-40
Niveau 4	12 mois	SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Roissy - Le Bourget	93	VILLEPINTE	Lycée Georges-Brassens	CFA Formaposte IDF			-40		-40
Niveau 4	12 mois	SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	Lycée Notre-Dame-du-Grandchamp	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 4	2 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE	-				-15	-15
Niveau 4	2 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	MANTES-LA-VILLE	CAMILLE-CLAUDEL	-				-15	-15
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 95	95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	-				-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 95	95	MONTSOULT	JEAN-MERMOZ	-				-27	-27
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER	-				-24	-24
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	-				-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	-		42			42
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 16EME	RENE-CASSIN	-		12			12
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	-				-15	-15
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	FOSSES	CHARLES-BAUDELAIRE	-				-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	-				-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	-				-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	LES MUREAUX	VAUCANSON	-		30			30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	-				-45	-45
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Versailles Saclay	91	PALAISEAU	SAINT MARTIN	-				-12	-12
Total Tertiaire administratif								810	310	-431	-373	316
Niveau 4	1 an	FCIL4 CHARGE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES SPECIFIQUES	Roissy - Le Bourget	93	TREMBLAY-EN-FRANCE	HELENE-BOUCHER	-		12			12
Niveau 4	12 mois	ACCUEIL DANS LES TRANSPORTS (MC NIVEAU IV)	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA des Métiers de l'Aérien	CFA des Métiers de l'Aérien			-216		-216
Niveau 4	3 ans	LOGISTIQUE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-		12			12
Niveau 4	3 ans	TRANSPORT (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	-				-12	-12
Niveau 5	12 mois	AGENT D'ACCUEIL ET DE CONDUITE ROUTIÈRE - TRANSPORT DE VOYAGEURS (CAP)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain			-10		-10
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Centre 77	77	MELUN	Lycée Léonard-de-Vinci	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	Lycée Eugénie-Cotton	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	Lycée Eugénie-Cotton	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	MEUDON-LA-FORET	Lycée des Métiers les Côtes-de-Villebon	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	MEUDON-LA-FORET	Lycée des Métiers les Côtes-de-Villebon	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Formaposte IDF			-15		-15
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Formaposte IDF			-20		-20
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Ouest 95	95	ERAGNY	Lycée Auguste-Escoffier	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Charles-de-Gaulle	CFA Formaposte IDF			-50		-50
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Eric-Satie	CFA Formaposte IDF			-50		-50
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Maria-Deraismes	CFA Formaposte IDF			-40		-40
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Maria-Deraismes	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Pierre Lescot	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Pierre Lescot	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	Lycée Jean-Moulin	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	Lycée Jean-Moulin	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	NANTERRE	Lycée Louise Michel	CFA Formaposte IDF			-50		-50
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	NEUILLY-SUR-SEINE	Lycée Georges Guerin	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Formaposte IDF			-50		-50
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	Lycée Paul-Le-Rolland	CFA Formaposte IDF			-50		-50
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	Lycée Paul-Le-Rolland	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	GONESSE	CFA Jean Paul Thomas	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	GONESSE	CFA Jean Paul Thomas	CFA Formaposte IDF			-25		-25
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	CFA AFIPE - Vente et Commerce	CFA Formaposte IDF			-60		-60
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	CFA AFIPE - Vente et Commerce	CFA Formaposte IDF			-90		-90
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	Lycée Le foyer de Cachan	CFA Formaposte IDF			-40		-40
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	Lycée Le foyer de Cachan	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Versailles Saclay	78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	CFA CCIV - IFA Robert-Delorozoy	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	DISTRIBUTION D'OBJETS ET SERVICES À LA CLIENTÈLE (CAP)	Versailles Saclay	78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	CFA CCIV - IFA Robert-Delorozoy	CFA Formaposte IDF			-30		-30
Niveau 5	12 mois	OPERATEUR/OPERATRICE LOGISTIQUE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	Centre Promotrans de Paris 9	CFA Formaposte IDF	24				24
Niveau 5	6 mois	CONDUCTEUR DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS (TP)	Marne la Vallée	77	NOISIEL	CFA Mobilité Urbaine Durable	CFA Mobilité Urbaine Durable	120				120
Total Transport logistique								144	24	-1291	-12	-1135
Total général								**3164**	**2496**	**-5249**	**-1951**	**-1540**

ANNEXE 2

Convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2018

Entre
La Région Ile de France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommée la Région d'une part,
Et
Les académies de Paris, Créteil et Versailles et la Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France représentées par Madame Béatrice GILLE, rectrice de Créteil, chancelière des universités, Monsieur Gilles PECOUT recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités et Monsieur Daniel FILATRE, recteur de Versailles, chancelier des universités, Madame Anne BOSSY, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet , ci-après dénommés les autorités académiques d'autre part.

La loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République confie à la Région la responsabilité d'arrêter la carte des formations professionnelles initiales en voie scolaire, après accord des autorités académiques.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale prévoit la mise en place du CREFOP et l'élaboration en son sein d'un contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles.

Le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFOP), adopté par l'assemblée régionale le 24 janvier 2017, fixe le cadre de référence dans lequel s'inscrit la stratégie de développement de la formation professionnelle en Île-de-France.

POUR LA RENTREE 2018, IL EST CONVENU PAR LA PRESENTE CONVENTION LES DISPOSITIONS SUIVANTES.

ARTICLE 1 : PREAMBULE

Conformément à l'article L 214-13-1 du code de l'éducation, les autorités académiques et la Région déterminent conjointement la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale en fonction des moyens disponibles. Après accord des autorités académiques, la Région arrête la carte régionale des formations professionnelles initiales qui est mise en œuvre par la Région et par l'Etat dans l'exercice de leurs compétences respectives. Les autorités académiques mettent en œuvre les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire conformément à la liste annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : DEFINITION DE LA LISTE DES EVOLUTIONS DE LA CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES DE LA VOIE SCOLAIRE

Pour la rentrée 2018, la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire figure en annexe à la présente convention en deux parties : les formations pré-bac, les formations post-bac.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE

Les autorités académiques et la Région conviennent de s'informer mutuellement des conditions de la mise en œuvre de cette liste afin d'assurer la mise en place effective des formations qui seront ouvertes à la rentrée scolaire 2018 : mise en place des investissements régionaux (locaux, équipements) signalés en amont de l'élaboration de la liste conjointe, résultats des affectations de mai-juin 2018.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature et s'applique à l'année scolaire 2018/2019.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification ultérieure de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes conditions que celle-ci.

Fait à Paris, le

Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Créteil, chancelière des universités

Gilles PECOUT, recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités

Daniel FILATRE, recteur de l'académie de Versailles, chancelier des universités

Anne BOSSY, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Ile-de-France

ANNEXE à la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2018– liste des projets d'évolution de l'offre de formation professionnelle par la voie scolaire pour la rentrée 2018.

Projets d'ouverture et de fermeture Lycées PREBAC (en places d'entrants)

							SCOLAIRE		
NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CRÉATION	SUPPRESSION	SOLDE
Niveau 4	3 ans	PRODUCTIONS (SEC PRO AG)	Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	SULLY	16		16
Niveau 5	2 ans	METIERS DE L'AGRICULTURE (CAPA)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	VAUJOURS	FENELON (AGRICOLE)	20		20
Total Agriculture							36		36
Niveau 5	1 an	EMPLOYE TRAITEUR (MC NIVEAU V)	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	12		12
Niveau 5	2 ans	PATISSIER (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	12		12
Total Alimentation							24		24
Niveau 5	2 ans	JARDINIER PAYSAGISTE (CAPA)	Sud 91	91	ETAMPES	ETAMPES	16		16
Total Aménagement paysager							16		16
Niveau 4	1 an	FCIL 4 MAINTENANCE ET RESTAURATION DE VEHICULES ANCIENS	Ouest 95	95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHATEAU-D'EPLUCHES	12		12
Niveau 4	3 ans	MAINTENANCE DES VEHICULES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) VÉHICULES PARTICULIERS	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	SAINT-NICOLAS		-15	-15
Total Automobile & engins							12	-15	-3
Niveau 4	3 ans	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BAC PRO)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	12		12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN MENUISIER AGENCEUR (BAC PRO)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF		-12	-12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN MENUISIER AGENCEUR (BAC PRO)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET		-12	-12
Niveau 5	1 an	CHARPENTIER BOIS (CAP)	Versailles Saclay	91	MASSY	GUSTAVE-EIFFEL	6		6
Niveau 5	2 ans	MENUISIER FABRICANT DE MENUISERIE, MOBILIER ET AGENCEMENT (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE	6		6
Niveau 5	2 ans	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)	Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE		-6	-6
Niveau 5	2 ans	PREPARATION ET REALISATION D'OUVRAGES ELECTRIQUES (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	GASTON-BACHELARD	15		15
Total BTP							39	-30	9
Niveau 4	3 ans	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	24		24
Niveau 4	3 ans	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	30		30
Niveau 5	1 an	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (CAP)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNE	9		9
Total Coiffure-esthétique							63		63
Niveau 4	2 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')		-15	-15
Niveau 4	2 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD		-15	-15
Niveau 4	2 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')	15		15
Niveau 4	2 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	15		15
Niveau 4	3 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	30		30
Niveau 4	3 ans	ACCUEIL - RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN		-15	-15
Niveau 4	3 ans	COMMERCE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	12		12
Niveau 4	3 ans	VENTE (PROSPECTION - NEGOCIATION - SUIVI DE CLIENTELE) (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	12		12
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	Est 77	77	NANGIS	HENRI-BECQUEREL	12		12
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE		-5	-5
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION C : SERVICE A LA CLIENTELE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	CROCE-SPINELLI	9		9
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION C : SERVICE A LA CLIENTELE (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE	5		5
Niveau 5	2 ans	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION D : LIBRAIRIE-PAPETERIE-PRESSE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	CROCE-SPINELLI		-9	-9
Total Commerce							110	-59	51
Niveau 5	1 an	SIGNALETIQUE ET DECORS GRAPHIQUES (CAP)	Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN	6		6
Total Communication							6		6
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA		-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Ouest 95	95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER		-24	-24
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	GASTON-BACHELARD		-24	-24
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Seine-Aval	78	POISSY	ADRIENNE-BOLLAND		-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	LAVOISIER		-12	-12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURES		-24	-24
Niveau 4	3 ans	SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPT° AUDIOVIDEO RESEAU ET EQUIPNT DOMESTIQUES	Grand Paris Grand Est (T9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNE	12		12
Niveau 4	3 ans	SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPT°NON PRÉCISÉE	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	NOTRE-DAME-DE-SION		-16	-16
Total Electricité, électronique							12	-124	-112
Niveau 5	2 ans	INSTALLATEUR SANITAIRE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF		-24	-24
Niveau 5	2 ans	INSTALLATEUR THERMIQUE (CAP)	Est Ensemble (T8)	93	BAGNOLET	EUGENE-HENAFF	24		24
Total Energie							24	-24	0
Niveau 4	1 an	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	12		12
Niveau 4	1 an	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE	6		6
Niveau 4	2 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	12		12
Niveau 4	2 ans	CUISINE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	12		12
Niveau 4	3 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	RENE-AUFFRAY		-12	-12
Niveau 4	3 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	24		24
Niveau 4	3 ans	CUISINE (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	RENE-AUFFRAY		-12	-12
Niveau 4	3 ans	CUISINE (BAC PRO)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	24		24
Niveau 5	2 ans	AGENT POLYVALENT DE RESTAURATION (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	12		12
Niveau 5	2 ans	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN HOTEL CAFE RESTAURANT (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	12		12
Niveau 5	2 ans	CUISINE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	12		12
Total Hotellerie restauration tourisme							126	-24	102
Niveau 5	1 an	CHAUSSURE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	ALEMBERT (D')	12		12
Niveau 5	2 ans	METIER DU PRESSING (CAP)	Est 95	95	BEAUMONT-SUR-OISE	FRANCOISE-DOLTO		-8	-8
Total Matériaux souples							12	-8	4
Niveau 4	1 an	EBENISTE (BMA)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL	12		12
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : TAPISSIER D'AMEUBLEMENT (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	ANATOLE-FRANCE		-12	-12
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : TAPISSIER D'AMEUBLEMENT (BAC PRO)	Seine-Aval	78	POISSY	ADRIENNE-BOLLAND	12		12
Niveau 4	3 ans	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION MARCHANDISAGE VISUEL (BAC PRO)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN-FONDATION-D'AUTEUIL	12		12
Total Métiers d'art							36	-12	24
Niveau 4	3 ans	ETUDE ET DEFINITION DE PRODUITS INDUSTRIELS (BAC PRO)	Ouest 95	95	CERGY	JULES-VERNE		-12	-12
Niveau 4	3 ans	TECHNICIEN D'USINAGE (BAC PRO)	Est 95	95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD		-12	-12
Total Productique								-24	-24
Niveau 4	1 an	FCIL 4 FCIL ASSISTANT DE CABINET MEDICAL	Marne la Vallée	77	OZOIR-LA-FERRIERE	LINO-VENTURA		-12	-12
Niveau 4	2 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	Est 95	95	TAVERNY	LOUIS-JOUVET	15		15
Niveau 4	3 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (BAC PRO) DOMICILE	Est 95	95	BEAUMONT-SUR-OISE	EVARISTE-GALOIS	12		12
Niveau 4	3 ans	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (BAC PRO) STRUCTURE	Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	15		15
Niveau 5	1 an	AIDE A DOMICILE (MC NIVEAU V)	Vallée Sud Grand Paris (T2)	92	ANTONY	THEODORE-MONOD		-12	-12
Niveau 5	2 ans	ASSISTANT(E) TECHNIQUE EN MILIEUX FAMILIAL ET COLLECTIF (CAP)	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT		-12	-12
Niveau 5	2 ans	PETITE ENFANCE (CAP)	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	12		12
Total Sanitaire et social							54	-36	18
Niveau 4	1 an	FCIL 4 PREPARATION CONCOURS SECURITE CIVILE	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	18		18
Niveau 4	2 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	NADAR	12		12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	12		12
Niveau 4	3 ans	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	FOSSES	CHARLES-BAUDELAIRE	12		12
Niveau 5	2 ans	AGENT DE SECURITE (CAP)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	24		24
Total Sécurité							78		78
Niveau 5	1 an	FCIL 5 SOUDURE	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	EDITH-PIAF	8		8
Total Structures métalliques							8		8
Niveau 4	1 an	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	LIMAY	CONDORCET	25		25
Niveau 4	2 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE		-15	-15
Niveau 4	2 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	MANTES-LA-VILLE	CAMILLE-CLAUDEL		-15	-15
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 95	95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD		-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 95	95	MONTSOULT	JEAN-MERMOZ		-27	-27
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER		-24	-24
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON		-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	42		42
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 16EME	RENE-CASSIN	12		12
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON		-15	-15
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	FOSSES	CHARLES-BAUDELAIRE		-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH		-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH		-30	-30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	LES MUREAUX	VAUCANSON	30		30
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN		-45	-45
Niveau 4	3 ans	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Versailles Saclay	91	PALAISEAU	SAINT MARTIN		-12	-12
Total Tertiaire administratif							109	-303	-194
Niveau 4	1 an	FCIL4 CHARGE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES SPECIFIQUES	Roissy - Le Bourget	93	TREMBLAY-EN-FRANCE	HELENE-BOUCHER	12		12
Niveau 4	3 ans	LOGISTIQUE (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	12		12
Niveau 4	3 ans	TRANSPORT (BAC PRO)	Roissy - Le Bourget	95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD		-12	-12
Total Transport logistique							24	-12	12
Total général							**789**	**-671**	**118**

Projets d'ouverture et de fermeture Lycées POSTBAC (en places d'entrants)

NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	SCOLAIRE		
							CRÉATION	SUPPRESSION	SOLDE
Niveau 3	2 ans	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BTS)	Grand Paris Grand Est (T9)	93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	15		15
Total BTP							15		15
Niveau 3	2 ans	BIOTECHNOLOGIES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	PARC-DES-LOGES	24		24
Total Chimie							24		24
Niveau 3	2 ans	COMMERCE INTERNATIONAL A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	12		12
Niveau 3	2 ans	MANAGEMENT DES UNITES COMMERCIALES (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CHARLES-BAUDELAIRE	18		18
Niveau 3	2 ans	NEGOCIATION ET RELATION CLIENT (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	18		18
Total Commerce							48		48
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION B : ELECTRONIQUE ET COMMUNICATIONS (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD		-12	-12
Total Electricité, électronique								-12	-12
Niveau 3	2 ans	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION B FROID ET CONDITIONNEMENT D'AIR (BTS)	Versailles Saclay	78	LE CHESNAY	JEAN-MOULIN	15		15
Niveau 3	2 ans	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION C DOMOTIQUE ET BATIMENTS COMMUNICANTS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	RASPAIL	15		15
Total Energie							30		30
Niveau 3	1 an	HOTELLERIE RESTAURATION CLASSE DE MISE A NIVEAU	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT		-24	-24
Niveau 3	2 ans	HOTELLERIE RESTAURATION BTS ANNEE COMMUNE	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	GUILLAUME-TIREL	12		12
Total Hôtellerie restauration tourisme							12	-24	-12
Niveau 3	1 an	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS OPTION B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS (BTS)	Roissy - Le Bourget	93	DUGNY	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	12		12
Niveau 3	2 ans	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS BTS 1ERE ANNEE OPT° B SOLUTIONS LOGICIELLES ET APPLICATIONS METIERS	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	24		24
Total Informatique							36		36
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	16		16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	10		10
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	12		12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	LUCAS-DE-NEHOU	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MATÉRIAUX	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	12		12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	16		16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN SPECTACLE	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	16		16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	45		45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN OBJET	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	10		10
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	24		24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN TEXTILE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	16		16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	48		48
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	24		24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	45		45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	L'INITIATIVE	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN GRAPHISME	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PREVERT	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN NUMÉRIQUE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÉNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	24		24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÉNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	27		27
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÉNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÉNEMENT	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	12		12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	18		18
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ORNEMENT	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	DIDEROT	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN MODE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	48		48
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	16		16
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	24		24
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	42		42
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	45		45
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	HECTOR-GUIMARD	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ESPACE	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN INNOVATION SOCIALE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	12		12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN PATRIMOINE	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	12		12
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN LIVRE	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ANIMATION	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ANIMATION	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	30		30
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN PRODUITS	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	15		15
Niveau 2	3 ans	DNMAD DIPLOME NATIONAL DES METIERS D'ART ET DU DESIGN ÉVÉNEMENT ET ESPACE	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	48		48
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Est Ensemble (T8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON		-28	-28
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT		-35	-35
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)		-24	-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL		-48	-48
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA		-60	-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE		-36	-36
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET		-30	-30
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-60	-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG		-60	-60
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-90	-90
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR		-24	-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	L'INITIATIVE		-24	-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE		-34	-34
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	VINCENNES	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS		-35	-35
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS		-24	-24
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX		-17	-17
Niveau 3	1 an	ARTS APPLIQUES CLASSE DE MISE A NIVEAU (BTS ET DMA)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX		-24	-24
Niveau 3	2 ans	ARTS GRAPHIQUES OPTION : ILLUSTRATION (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG		-12	-12
Niveau 3	2 ans	ARTS GRAPHIQUES OPTION : TYPOGRAPHIE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG		-12	-12
Niveau 3	2 ans	COSTUMIER REALISATEUR (DMA)	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE		-15	-15
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION ARTS DU VERRE ET DU CRISTAL (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	LUCAS-DE-NEHOU		-12	-12
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION B : DOMAINE DU DECOR DU MUR (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	HECTOR-GUIMARD		-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN		-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-18	-18
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-9	-9
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS		-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION B : TEXTILE-MATERIAUX-SURFACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-9	-9

							SCOLAIRE		
NIVEAU	DUREE DE LA FORMATION	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CRÉATION	SUPPRESSION	SOLDE
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL		-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-18	-18
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-30	-30
Niveau 3	2 ans	DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Paris Est Marne et Bois (T10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART		-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT		-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT		-9	-9
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA		-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION A COMMUNICATION ET MEDIAS IMPRIMES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-20	-20
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PREVERT		-15	-15
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG		-35	-35
Niveau 3	2 ans	DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-17	-17
Niveau 3	2 ans	HORLOGERIE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 19EME	DIDEROT		-15	-15
Niveau 3	2 ans	TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS TEXTILES (DMA)	Grand Paris Seine Ouest (T3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT		-15	-15
Niveau 3	2 ans	ART DU BIJOU ET DU JOYAU (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-12	-12
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA		-24	-24
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-17	-17
Niveau 3	2 ans	DESIGN D'ESPACE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-30	-30
Niveau 3	2 ans	HABITAT OPTION : DECORS ET MOBILIERS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-24	-24
Niveau 3	2 ans	HABITAT OPTION : ORNEMENTS ET OBJETS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA		-12	-12
Niveau 3	2 ans	TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS DE LA CERAMIQUE ARTISANALE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA		-10	-10
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPT A : DOMAINE DU TRAITEMENT PLASTIQUE ET DE LA TRANSPARENCE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-4	-4
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION C : DOMAINE DU METAL (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	2		2
Niveau 3	2 ans	DECOR ARCHITECTURAL OPTION D : DOMAINE DES MATERIAUX DE SYNTHESE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA		-1	-1
Total Métiers d'art							1224	-1174	50
Niveau 3	1 an	FCIL 3 INTEGRATION ET MAINTEN. EN PRODUCT	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	24		24
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION A : INFORMATIQUE ET RESEAUX (BTS)	Boucle Nord de Seine (T5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA	30		30
Niveau 3	2 ans	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION A : INFORMATIQUE ET RESEAUX (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	12		12
Total Productique							66		66
Niveau 3	2 ans	ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE (BTS)	Plaine Commune (T6)	93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	16		16
Niveau 3	2 ans	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	Sud 91	91	ETAMPES	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	35		35
Total Sanitaire et social							51		51
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE GESTION DE PME PMI A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	35		35
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Roissy - Le Bourget	95	GOUSSAINVILLE	ROMAIN-ROLLAND	30		30
Niveau 3	2 ans	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12)	91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL		-35	-35
Niveau 3	2 ans	ASSURANCE (BTS)	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	30		30
Niveau 3	2 ans	BANQUE, CONSEILLER DE CLIENTELE (PARTICULIERS) (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	35		35
Niveau 3	2 ans	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	12		12
Niveau 3	2 ans	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	Paris Ouest La Défense (T4)	92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN		-35	-35
Niveau 3	2 ans	NOTARIAT (BTS)	Sud 77	77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	35		35
Niveau 3	2 ans	PROFESSIONS IMMOBILIERES (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	ERIK-SATIE	24		24
Total Tertiaire administratif							201	-70	131
Total général							**1707**	**-1280**	**427**

- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-042

DU 24 JANVIER 2018

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SECOND DEGRÉ POUR 2018 : AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT
AFFECTATION DE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET DE DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIÈRE 2018 POUR LE NOUVEAU LYCÉE DE BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR L'UTILISATION DU PLATEAU TECHNIQUE DU COLLÈGE LE LUZARD À NOISIEL (77) POUR 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 Prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération du conseil régional N°CR 2017-157 du 22 septembre 2017 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2018,

VU Le budget régional pour 2018,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-042 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Affecte une autorisation d'engagement de 70 414 724 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 «établissements publics»), du budget 2018, afin de verser aux établissements scolaires gérés par la Région, la dotation globale de fonctionnement pour 2018, conformément à la répartition figurant en annexe.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement de 7 279 436 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par la Région, la dotation globale de fonctionnement pour 2018, conformément à la répartition figurant en annexe.

Article 3

Affecte une autorisation d'engagement de 121 601 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) « «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par les départements, la dotation globale de fonctionnement pour 2018, conformément à la répartition figurant en annexe.

Article 4

Sous réserve de la parution de l'arrêté préfectoral portant création de cet établissement, affecte une autorisation d'engagement de 45 429 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, afin de verser au nouveau lycée de Boulogne-Billancourt (92) (code UAI 0922801V), la dotation globale de fonctionnement pour 2018.

Article 5

Sous réserve de la parution de l'arrêté préfectoral portant création de cet établissement, affecte une autorisation d'engagement de 18 840 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget 2018, afin de permettre au nouveau lycée de Boulogne-Billancourt (92) (code UAI 0922801V) de prendre en charge les dépenses de maintenance immobilière pour l'année 2018, à savoir 1 900 € pour les contrôles techniques obligatoires et 16 940 € pour les contrats d'entretien obligatoires.

Article 6

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de 2 177 793 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 «établissements publics») du budget 2018, pour le fonds commun de fonctionnement 2018.

Article 7

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de 225 138 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, pour le fonds commun de fonctionnement 2018.

Article 8

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de 3 761 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-020 (122020) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, pour le fonds commun de fonctionnement 2018.

Article 9

Affecte une autorisation d'engagement de 9 055 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2018, afin de verser au collège Le Luzard à Noisiel (77) la participation aux charges de fonctionnement liées à l'utilisation de son plateau technique pour 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2018 11:42:46

ANNEXE A LA DELIBERATION

TABLEAU MONTANT DGFL PAR EPLE

DÉTAIL DGFL 2018 PAR CATEGORIE (EPLE – CMR - CMD)

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LYC GT	176 517	**171 221**
0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	LYC GT	57 602	**55 874**
0750770E	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	LYC PROF	62 722	**60 840**
0752701D	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	LYC POLYV	58 750	**56 987**
0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	LYC GT	101 014	**97 984**
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	LYC GENE	307 020	**297 809**
0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	LYC GENE	241 530	**234 284**
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LYC GENE	132 193	**128 227**
0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	LYC PROF	74 347	**72 117**
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LYC GT	134 049	**130 028**
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LYC GENE	111 697	**108 346**
0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	LYC POLYV	118 729	**115 167**
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LYC GENE	86 957	**84 348**
0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	LYC TECHNO	86 840	**84 235**
0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	LYC PROF	107 194	**103 978**
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	LYC PROF	76 289	**74 000**
0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	LYC POLYV	66 542	**64 546**
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LYC POLYV	261 435	**253 592**
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LYC PROF	101 424	**98 381**
0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	LYC PROF	132 498	**128 523**
0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	LYC POLYV	250 291	**242 782**
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LYC GT	119 257	**115 679**
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	LYC PROF	99 591	**96 603**
0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LYC PROF	37 938	**36 800**
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENC	PARIS 13EME	LYC GT	530 864	**514 938**
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LYC PROF	84 310	**81 781**
0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	LYC POLYV	46 455	**45 061**
0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	LYC PROF	147 068	**142 656**
0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	LYC PROF	101 975	**98 916**
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	LYC POLYV	315 000	**305 550**
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LYC POLYV	216 540	**210 044**
0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	LYC GT	142 025	**137 764**
0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	136 425	**132 332**
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	LYC PROF	64 789	**62 845**
0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	LYC POLYV	166 592	**161 594**
0750612H	ENSAAMA	PARIS 15EME	LYC TECHNO	264 115	**256 192**
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LYC POLYV	148 562	**144 105**
0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	LYC GT	93 333	**90 533**
0750697A	BATIMENT (DU)	PARIS 15EME	LYC TECHNO	87 684	**85 053**
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LYC PROF	57 315	**55 596**
0750794F	BRASSAI	PARIS 15EME	LYC PROF	42 285	**41 016**
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	LYC POLYV	203 293	**197 194**
0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	EREA	123 205	**119 509**
0754475G	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	LYC POLYV	116 032	**112 551**
0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	LYC PROF	37 028	**35 917**
0750707L	ECOLE-NATIONALE-DE-COMMERC	PARIS 17EME	LYC TECHNO	314 123	**304 699**
0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	LYC POLYV	149 793	**145 299**
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LYC GT	276 156	**267 871**
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	LYC TECHNO	101 262	**98 224**
0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	LYC PROF	53 093	**51 500**
0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLI	PARIS 18EME	LYC PROF	91 191	**88 455**
0750650Z	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	LYC POLYV	201 579	**195 532**
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LYC POLYV	243 092	**235 799**
0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	LYC GT	131 486	**127 541**
0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	LYC PROF	243 353	**236 052**
0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	EREA	79 344	**76 964**
0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	LYC PROF	95 298	**92 439**
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	LYC GENE	65 231	**63 274**
0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	LYC PROF	60 664	**58 844**
0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	LYC POLYV	128 993	**125 123**
0770918E	LYCEE POLYVALENT URUGUAY-F	AVON	LYC POLYV	331 125	**321 191**
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	263 414	**255 512**
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	LYC POLYV	138 021	**133 880**
0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	LYC GT	160 594	**155 776**
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	LEGTPA	138 031	**133 890**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	EREA	204 780	**198 637**
0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LYC POLYV	380 100	**368 697**
0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	LYC POLYV	102 622	**99 543**
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	LYC GT	214 821	**208 376**
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	LYC PROF	178 049	**172 708**
0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	LYC POLYV	141 376	**137 135**
0771995A	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	LYC PROF	160 301	**155 492**
0771997C	JACQUES-PREVERT	COMBS-LA-VILLE	LYC PROF	114 349	**110 919**
0772127U	GALILEE	COMBS-LA-VILLE	LYC GT	101 666	**98 616**
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LYC POLYV	283 160	**274 665**
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOM	COULOMMIERS	LYC POLYV	755 134	**732 480**
0771027Y	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	LYC POLYV	242 240	**234 973**
0772751X	CHARLOTTE-DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	LYC POLYV	150 245	**145 738**
0770927P	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	LYC GENE	172 525	**167 349**
0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	LYC GT	102 141	**99 077**
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	LYC PROF	391 217	**379 480**
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	LYC GT	169 948	**164 850**
0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	LYC GT	108 613	**105 355**
0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	LYC GT	108 868	**105 602**
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	LYC POLYV	143 640	**139 331**
0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	LYC GT	231 090	**224 157**
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	LYC GT	256 466	**248 772**
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFES	MEAUX	LYC PROF	138 717	**134 555**
0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	LYC PROF	123 234	**119 537**
0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	LYC GT	175 978	**170 699**
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	LYC GT	211 205	**204 869**
0770934X	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	LYC POLYV	474 119	**459 895**
0771996B	HONORE-DE-BALZAC	MITRY-MORY	LYC POLYV	160 566	**155 749**
0772296C	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	LYC POLYV	182 750	**177 267**
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	468 452	**454 398**
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	143 813	**139 499**
0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	E.R.P.D.PU	184 974	**179 425**
0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	LYC POLYV	118 018	**114 477**
0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	LYC POLYV	158 515	**153 760**
0771940R	GERARD-DE-NERVAL	NOISIEL	LYC POLYV	92 590	**89 812**
0771941S	RENE-CASSIN	NOISIEL	LYC POLYV	169 509	**164 424**
0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	LYC PROF	98 958	**95 989**
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	LYC GT	135 409	**131 347**
0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	LYC POLYV	131 741	**127 789**
0771336J	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	LYC POLYV	367 076	**356 064**
0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	LYC GT	220 528	**213 912**
0772295B	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	LYC POLYV	109 537	**106 251**
0772188K	PIERRE-MENDES-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC GT	146 581	**142 184**
0772244W	ANTONIN-CAREME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC PROF	215 026	**208 575**
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	LYC POLYV	224 724	**217 982**
0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	194 517	**188 681**
0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	LYC GT	143 472	**139 168**
0772342C	CLEMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	LYC POLYV	194 414	**188 582**
0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	LYC PROF	136 954	**132 845**
0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	LYC POLYV	162 640	**157 761**
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	LYC POLYV	100 952	**97 923**
0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	LYC POLYV	106 001	**102 821**
0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	LYC POLYV	175 136	**169 882**
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	LYC POLYV	158 871	**154 105**
0780486E	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	E.R.P.D.PU	151 070	**146 538**
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LYC GT	146 617	**142 218**
0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LYC POLYV	205 330	**199 170**
0781578S	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	LYC POLYV	224 907	**218 160**
0781949V	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	LYC GT	117 412	**113 890**
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	E.R.P.D.PU	415 462	**402 998**
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC POLYV	206 955	**200 746**
0783214V	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC PROF	66 259	**64 271**
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	LYC POLYV	166 292	**161 303**
0783259U	ERPD	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	170 430	**165 317**
0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	LYC PROF	148 223	**143 776**
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LYC GT	113 364	**109 963**
0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	LYC GT	190 110	**184 407**
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LYC POLYV	155 450	**150 786**
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LYC POLYV	144 501	**140 166**
0781951X	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	LYC POLYV	153 170	**148 575**
0782539L	SAINT-EXUPERY	MANTES-LA-JOLIE	LYC GT	250 856	**243 330**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	LYC POLYV	247 790	**240 356**
0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	LYC POLYV	199 967	**193 968**
0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	LYC GT	86 046	**83 465**
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	LYC GT	99 622	**96 633**
0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	LYC POLYV	94 092	**91 269**
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC GT	110 270	**106 962**
0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC POLYV	147 383	**142 962**
0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	LYC GT	96 470	**93 576**
0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	LYC GT	148 085	**143 642**
0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	LYC POLYV	185 368	**179 807**
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LYC POLYV	236 195	**229 109**
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	LYC POLYV	384 784	**373 240**
0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC PROF	155 284	**150 625**
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC GT	116 091	**112 608**
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LEGTPA	377 975	**366 636**
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GT	273 562	**265 355**
0782556E	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	112 587	**109 209**
0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	253 221	**245 624**
0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	LYC GT	196 176	**190 291**
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	LYC POLYV	182 491	**177 016**
0780273Y	LOUIS-BLERIOT	TRAPPES	LYC PROF	81 925	**79 467**
0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	LYC PROF	99 746	**96 754**
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	LYC GT	124 269	**120 541**
0782563M	LA-BRUYERE	VERSAILLES	LYC GT	266 020	**258 039**
0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	LYC POLYV	337 059	**326 947**
0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	LYC GT	262 614	**254 736**
0782603F	JACQUES-PREVERT	VERSAILLES	LYC PROF	82 906	**80 419**
0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	LYC POLYV	92 427	**89 654**
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	LYC POLYV	366 575	**355 578**
0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	LYC PROF	124 671	**120 931**
0911632E	RENE-CASSIN	ARPAJON	LYC GT	166 709	**161 708**
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	LYC GT	180 937	**175 509**
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	LYC GT	203 443	**197 340**
0910676R	CLEMENT-ADER	ATHIS-MONS	LYC POLYV	181 639	**176 190**
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	LYC POLYV	122 839	**119 154**
0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	332 687	**322 706**
0911021R	TALMA	BRUNOY	LYC GT	128 036	**124 195**
0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	LYC PROF	253 907	**246 290**
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	LYC POLYV	445 930	**432 552**
0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	LYC POLYV	266 390	**258 398**
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	LYC POLYV	327 974	**318 135**
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LYC PROF	115 940	**112 462**
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	LYC GT	71 429	**69 286**
0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	LYC POLYV	314 694	**305 253**
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	LYC PROF	132 033	**128 072**
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	LYC PROF	178 810	**173 446**
0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	LYC GT	199 895	**193 898**
0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	LYC PROF	162 714	**157 833**
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	LYC PROF	129 562	**125 675**
0911913K	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	LYC GT	170 018	**164 917**
0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	LYC PROF	153 616	**149 008**
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	LYC POLYV	230 975	**224 046**
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	LYC GT	100 576	**97 559**
0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	LYC PROF	144 324	**139 994**
0911577V	JACQUES-PREVERT	LONGJUMEAU	LYC GT	142 004	**137 744**
0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	LYC PROF	135 894	**131 817**
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	LYC GT	113 818	**110 403**
0910727W	PARC-DE-VILGENIS	MASSY	LYC POLYV	396 740	**384 838**
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	LYC POLYV	142 031	**137 770**
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	LYC GT	408 427	**396 174**
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	EREA	154 777	**150 134**
0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	LYC POLYV	103 462	**100 358**
0911037H	ANDRE-MARIE-AMPERE	MORSANG-SUR-ORGE	LYC PROF	86 109	**83 526**
0910429X	CHATEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	EREA	104 218	**101 091**
0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	LYC GT	144 156	**139 831**
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	LYC GT	86 409	**83 817**
0912251C	HENRI-POINCARE	PALAISEAU	LYC POLYV	129 253	**125 375**
0911493D	LES-FRERES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	LYC PROF	123 922	**120 204**
0911578W	PIERRE-MENDES-FRANCE	RIS-ORANGIS	LYC PROF	143 293	**138 994**
0911946W	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LYC POLYV	179 836	**174 441**
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC GT	133 720	**129 708**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC POLYV	124 993	**121 243**
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC GT	315 518	**306 052**
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	272 856	**264 670**
0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	LYC PROF	85 888	**83 311**
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LYC GT	144 318	**139 988**
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	LYC PROF	233 718	**226 706**
0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC GT	114 651	**111 211**
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC PROF	106 944	**103 736**
0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	EREA	116 859	**113 353**
0920680P	LEONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	LYC PROF	86 567	**83 970**
0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	LYC GT	198 603	**192 645**
0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	LYC PROF	136 888	**132 781**
0920134W	JACQUES-PREVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	181 734	**176 282**
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC POLYV	153 470	**148 866**
0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	LYC GT	154 952	**150 303**
0921166T	JEAN-JAURES	CHATENAY-MALABRY	LYC POLYV	213 576	**207 169**
0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	LYC GT	125 202	**121 446**
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LYC POLYV	282 933	**274 445**
0922149L	RENE-AUFFRAY	CLICHY	LYC POLYV	244 233	**236 906**
0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	LYC GT	219 045	**212 474**
0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	LYC POLYV	96 245	**93 358**
0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	LYC POLYV	121 218	**117 581**
0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	LYC GT	143 894	**139 577**
0921625S	PAUL-PAINLEVE	COURBEVOIE	LYC PROF	76 115	**73 832**
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	83 752	**81 239**
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	EREA	123 453	**119 749**
0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	EREA	122 558	**118 881**
0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	LYC POLYV	283 378	**274 877**
0922397F	EUGENE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	LYC POLYV	130 585	**126 667**
0920158X	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	LYC PROF	138 682	**134 522**
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	LYC POLYV	89 885	**87 188**
0921230M	LEONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	LYC POLYV	290 401	**281 689**
0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	LYC PROF	83 194	**80 698**
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	LYC PROF	286 353	**277 762**
0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	LYC PROF	96 762	**93 859**
0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	LYC GT	135 495	**131 430**
0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	LYC GT	239 709	**232 518**
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	LYC PROF	72 326	**70 156**
0921677Y	PAUL-LANGEVIN	NANTERRE	LYC PROF	82 357	**79 886**
0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	LYC POLYV	93 692	**90 881**
0920143F	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	83 763	**81 250**
0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC PROF	56 938	**55 230**
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	LYC GT	152 796	**148 212**
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LYC PROF	61 528	**59 682**
0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	LYC GT	274 974	**266 725**
0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	LYC POLYV	117 535	**114 009**
0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	LYC GT	150 048	**145 547**
0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	LYC POLYV	127 304	**123 485**
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LYC PROF	110 491	**107 176**
0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	LYC GT	219 294	**212 715**
0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	LYC GT	240 201	**232 995**
0920171L	LOUIS-BLERIOT	SURESNES	LYC PROF	69 821	**67 726**
0921505L	DARDENNE	VANVES	LYC PROF	62 385	**60 513**
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	VAUCRESSON	EREA	347 257	**336 839**
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC GT	131 141	**127 207**
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC POLYV	126 572	**122 775**
0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	LYC GT	249 432	**241 949**
0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LYC PROF	167 807	**162 773**
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	239 648	**232 459**
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	430 167	**417 262**
0930846P	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	112 180	**108 815**
0932119Y	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	LYC POLYV	192 576	**186 799**
0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	LYC PROF	133 898	**129 881**
0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	LYC GT	186 859	**181 253**
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	LYC POLYV	158 273	**153 525**
0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	LYC PROF	115 103	**111 650**
0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	LYC POLYV	83 983	**81 464**
0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	LYC POLYV	218 224	**211 677**
0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	LYC POLYV	347 323	**336 903**
0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	LYC POLYV	94 832	**91 987**
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	LYC POLYV	154 362	**149 731**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	LYC GT	233 012	**226 022**
0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	LYC PROF	101 889	**98 832**
0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	GAGNY	LYC PROF	85 067	**82 515**
0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	LYC GT	228 989	**222 119**
0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	LYC PROF	122 220	**118 553**
0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	LYC GT	169 182	**164 107**
0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	LYC PROF	117 637	**114 108**
0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	LYC PROF	148 085	**143 642**
0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	LYC GT	142 874	**138 588**
0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	LYC POLYV	140 524	**136 308**
0932577W	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	LYC GT	115 000	**111 550**
0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	LYC GT	222 053	**215 391**
0932222K	RENE-CASSIN	LE RAINCY	LYC POLYV	125 453	**121 689**
0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	LYC POLYV	103 221	**100 124**
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	LYC PROF	170 024	**164 923**
0931585T	ANDRE-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	LYC GT	180 573	**175 156**
0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	LYC POLYV	181 827	**176 372**
0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	LYC GT	125 175	**121 420**
0930130L	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	LYC PROF	73 503	**71 298**
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	LYC POLYV	151 041	**146 510**
0932116V	EUGENIE-COTTON	MONTREUIL	LYC POLYV	124 920	**121 172**
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	LYC POLYV	147 781	**143 348**
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	LYC GT	104 497	**101 362**
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	161 597	**156 749**
0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISI	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	130 048	**126 147**
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	LYC PROF	217 325	**210 805**
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	LYC GT	155 054	**150 402**
0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	LYC PROF	104 705	**101 564**
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	LYC POLYV	147 520	**143 094**
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LYC POLYV	141 078	**136 846**
0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC PROF	124 200	**120 474**
0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC GT	132 904	**128 917**
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	LYC GT	413 898	**401 481**
0930138V	FREDERIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	LYC PROF	191 919	**186 161**
0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	LYC POLYV	240 046	**232 845**
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	LYC POLYV	279 256	**270 878**
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	LYC POLYV	188 941	**183 273**
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	LYC POLYV	140 162	**135 957**
0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	LYC POLYV	191 196	**185 460**
0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	LYC POLYV	189 731	**184 039**
0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	LYC POLYV	194 302	**188 473**
0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC PROF	116 620	**113 121**
0932046U	LEONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC POLYV	159 579	**154 792**
0930127H	GEORGES-CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	LYC GT	138 083	**133 941**
0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	LYC POLYV	77 017	**74 706**
0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	LYC POLYV	254 643	**247 004**
0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	LYC POLYV	115 770	**112 297**
0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	LYC POLYV	261 000	**253 170**
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	EREA	162 727	**157 845**
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	LYC POLYV	951 848	**923 293**
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	187 697	**182 066**
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	236 701	**229 600**
0940132H	GABRIEL-PERI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	120 818	**117 193**
0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	181 235	**175 798**
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	LYC POLYV	76 820	**74 515**
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC GT	225 095	**218 342**
0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFES	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC PROF	152 639	**148 060**
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	LYC POLYV	162 593	**157 715**
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	LYC POLYV	135 830	**131 755**
0941232D	JEAN-MACE	CHOISY-LE-ROI	LYC PROF	109 508	**106 223**
0940114N	SAINT-EXUPERY	CRETEIL	LYC POLYV	287 498	**278 873**
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	LYC POLYV	311 724	**302 372**
0941413A	LEON-BLUM	CRETEIL	LYC POLYV	153 111	**148 518**
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LYC POLYV	193 373	**187 572**
0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	155 687	**151 016**
0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC GT	129 133	**125 259**
0941301D	FREDERIC-MISTRAL	FRESNES	LYC POLYV	171 465	**166 321**
0940134K	VAL-DE-BIEVRE	GENTILLY	LYC PROF	80 594	**78 176**
0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	LYC GT	163 052	**158 160**
0941972H	FERNAND-LEGER	IVRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	118 746	**115 184**
0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	274 393	**266 161**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	83 027	**80 536**
0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	LYC POLYV	124 833	**121 088**
0940742W	GUILLAUME-BUDE	LIMEIL-BREVANNES	LYC POLYV	232 298	**225 329**
0940116R	EUGENE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	LYC GT	155 403	**150 741**
0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	LYC POLYV	110 385	**107 073**
0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	LYC POLYV	195 830	**189 955**
0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	LYC PROF	164 572	**159 635**
0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	EREA	121 415	**117 773**
0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	LYC PROF	120 360	**116 749**
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	417 322	**404 802**
0940121W	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	177 014	**171 704**
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	114 541	**111 105**
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC PROF	84 140	**81 616**
0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	171 228	**166 091**
0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	178 843	**173 478**
0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	140 947	**136 719**
0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	LYC GT	247 764	**240 331**
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	LYC POLYV	204 331	**198 201**
0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	LYC PROF	128 575	**124 718**
0940129E	JEAN-MACE	VITRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	370 765	**359 642**
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	LYC PROF	113 812	**110 398**
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	LYC POLYV	683 885	**663 368**
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	LYC GT	118 639	**115 080**
0950641F	JEAN-JAURES	ARGENTEUIL	LYC POLYV	377 727	**366 395**
0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	LYC POLYV	221 422	**214 779**
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	LYC POLYV	186 224	**180 637**
0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	LYC PROF	115 398	**111 936**
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	EREA	141 146	**136 912**
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	LYC POLYV	177 359	**172 038**
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	LYC POLYV	193 061	**187 269**
0951399E	ALFRED-KASTLER	CERGY	LYC GT	118 500	**114 945**
0951637N	GALILEE	CERGY	LYC GT	169 233	**164 156**
0951756T	JULES-VERNE	CERGY	LYC POLYV	176 800	**171 496**
0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	LYC PROF	107 834	**104 599**
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	LYC PROF	173 668	**168 458**
0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	LYC GT	130 388	**126 476**
0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	LYC POLYV	174 786	**169 542**
0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	LYC POLYV	139 039	**134 868**
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	LYC POLYV	349 589	**339 101**
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	LYC PROF	171 968	**166 809**
0950645K	VAN-GOGH	ERMONT	LYC GT	163 894	**158 977**
0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	LYC PROF	150 457	**145 943**
0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	LYC POLYV	95 569	**92 702**
0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	LYC POLYV	180 422	**175 009**
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	LYC POLYV	210 825	**204 500**
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	LYC GT	183 807	**178 293**
0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	LYC POLYV	161 140	**156 306**
0950646L	RENE-CASSIN	GONESSE	LYC GT	262 807	**254 923**
0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LYC POLYV	350 645	**340 126**
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LYC GT	119 808	**116 214**
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	LYC POLYV	118 929	**115 361**
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	LYC GT	124 904	**121 157**
0950647M	GERARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	LYC GT	99 212	**96 236**
0950648N	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LYC GT	145 524	**141 158**
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LYC PROF	73 313	**71 114**
0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	LYC PROF	114 269	**110 841**
0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	LYC POLYV	74 631	**72 392**
0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	LYC POLYV	251 236	**243 699**
0950658Z	CHATEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC PROF	167 123	**162 109**
0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	246 181	**238 796**
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	150 376	**145 865**
0951753P	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	LYC GT	89 116	**86 443**
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	EREA	138 037	**133 896**
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	LYC POLYV	377 354	**366 033**
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	LYC POLYV	296 836	**287 931**
0950651S	JACQUES-PREVERT	TAVERNY	LYC GT	145 562	**141 195**
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	LYC POLYV	213 652	**207 242**
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	LYC POLYV	179 423	**174 040**
0951090U	PIERRE-MENDES-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	LYC PROF	137 532	**133 406**
	SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA			**72 592 517**	**70 414 724**
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	LYC GENE	58 666	**56 906**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2018 brute arrondie	Dotation 2018 notifiée
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LYC GENE	116 309	**112 820**
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LYC GENE	266 673	**258 673**
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LYC GENE	103 524	**100 418**
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LYC GENE	131 879	**127 923**
0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	LYC GENE	134 787	**130 743**
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LYC GT	233 602	**226 594**
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	LYC GENE	186 311	**180 722**
0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	LYC GENE	100 296	**97 287**
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LYC GENE	68 377	**66 326**
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LYC GT	219 057	**212 485**
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	LYC GENE	176 204	**170 918**
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LYC GENE	88 884	**86 217**
0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	LYC GENE	151 807	**147 253**
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	LYC GENE	95 625	**92 756**
0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	LYC GENE	56 008	**54 328**
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	LYC GT	95 451	**92 587**
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LYC GENE	174 690	**169 449**
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	LYC GENE	92 950	**90 161**
0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	LYC GT	173 961	**168 742**
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	LYC GENE	306 039	**296 858**
0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	LYC GT	197 107	**191 194**
0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	LYC GENE	96 546	**93 650**
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LYC GENE	151 995	**147 435**
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LYC GENE	142 506	**138 231**
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	LYC GT	177 311	**171 992**
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	LYC GT	161 422	**156 579**
0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	LYC GENE	166 178	**161 193**
0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	LYC GT	212 308	**205 939**
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LYC GT	190 930	**185 202**
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	LYC GT	186 849	**181 244**
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LYC GENE	310 835	**301 510**
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LYC GT	90 796	**88 072**
0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	138 589	**134 431**
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LYC GT	425 788	**413 014**
0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	LYC GENE	133 452	**129 448**
0920149M	MICHELET	VANVES	LYC GT	248 441	**240 988**
0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	LYC GT	164 919	**159 971**
0932122B	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	LYC POLYV	131 249	**127 312**
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	LYC GT	222 381	**215 710**
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	LYC GT	285 495	**276 930**
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	LYC GT	214 618	**208 179**
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	LYC GENE	99 353	**96 372**
0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	LYC POLYV	159 593	**154 805**
0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	LYC GT	164 813	**159 869**
	SOUS-TOTAL CMR			**7 504 574**	**7 279 436**
0783548H	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	BUC	LYC GENE	45 894	**44 517**
0783549J	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GENE	79 468	**77 084**
	SOUS-TOTAL CMD			**125 362**	**121 601**
	TOTAL GENERAL			**80 222 453**	**77 815 761**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-044

DU 24 JANVIER 2018

ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS - NOUVEAUX LYCÉES À CONNECTER ET REDEVANCE D'EXPLOITATION ET DE BANDE PASSANTE POUR 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CP 11-249 du 10 mars 2011 Mise en œuvre du contrat particulier avec la ville de Paris sur le Très Haut Débit second degré (THD2D) ;

VU La délibération n° CP 11-436 du 19 mai 2011 Avenant à la convention établissant les conditions de réalisation d'un réseau de très haut débit du second degré (THD2D) entre de département de Paris et la région Ile de France ;

VU La délibération n° CP 13-150 du 23 Janvier 2013 Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE et CFA seine-et-marnais ;

VU La délibération n° CP 13-200 du 04 Avril 2013 Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE en Seine-et-Marne ;

VU La délibération n° CP 14-225 du 10 avril 2014 Adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC ;

VU La délibération n° CP 14-453 du 18 Juin 2014 Avenant au contrat cadre de bande passante pour le Très Haut Débit dans les EPLE de Seine-et-Marne ;

VU La délibération n° CP 15-255 du 09 avril 2015 Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE régionaux de la en Seine-Saint-Denis ;

VU La délibération n° CP 15-596 du 08 octobre 2015 Participation de la Région Ile de France à un groupement de commandes avec le département des Yvelines pour l'activation de l'accès internet très haut débit des EPLE ;

VU La délibération n° CP 15-611 du 08 Octobre 2015 Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE en Seine-et-Marne - Complément ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 Prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 Vers des lycées 100% numérique ;

VU La délibération n° CP 16-415 du 21 septembre 2016 Lancement de l'expérimentation des 8 lycées publics franciliens 100% numérique ;

VU La délibération n° CP 16-429 du 21 septembre 2016 Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE du Val de Marne et des Yvelines et mise à jour de la grille tarifaire pour les EPLE de la Seine et Marne ;

VU La délibération n° CP 2017-42 du 27 janvier 2017 Mise en œuvre du très haut débit dans les lycées franciliens redevance mensuelle bande passante pour 2017

VU La délibération n° CP 2017-173 du 17 mai 2017 Mise en œuvre du très haut débit pour les lycées et CFA du Val d'Oise ;

VU La délibération n° CP 2017-400 du 20 septembre 2017 Equipements pédagogiques dans les EPLP – Diverses politiques régionales – Cinquième rapport de l'année 2017 ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-044 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 140 080 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12201709 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2018

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **44 480 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-031 « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action 12203108 « Accès Internet CMR » du budget régional 2018 réparti à hauteur de :

- **30 210 €** pour les lycées
- **14 270 €** pour les collèges

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **378 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2018

Article 4 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **14 400 €** sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes», programme HP224-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », du budget régional 2018 réparti à hauteur de :

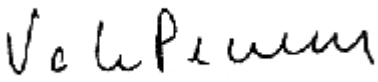
- **9 718 €** pour les lycées sur l'action 12203201 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées »
- **4 682 €** pour les collèges sur l'action 12203202 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges »

Article 5 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **36 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-008 (122008)

« Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) du budget régional 2018

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-046

DU 24 JANVIER 2018

DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIÈRE 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2018
MARCHÉS
FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES FRANCILIENS
COMPLÉMENT D'AFFECTATION PROVISIONNELLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU La délibération CP 12-670 du 11 octobre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de la région Ile-de-France ;

VU La délibération CP 12-854 du 21 novembre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de la région Ile-de-France ;

VU La délibération CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGIEF ;

VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC pour l'achat d'électricité ;

VU La délibération CP 15-443 du 9 juillet 2015 portant règlementation de la cotisation pour le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication concernant les EPLE d'Ile-de-France (SIPPEREC) ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget régional 2018 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-046 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine des lycées pour un montant de **129 000 €** conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **129 000 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2018.

Article 2 :

Affecte un volume d'affectation de **900 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2018, pour les marchés identifiés dans **l'annexe 2.**

Article 3 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2018 au titre des EPLE pour un montant de **10 000 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2018.

Article 4 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2018 au titre des CMR pour un montant de **2 000 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation électricité des cités mixtes régionales – parties communes » (12203107) du budget régional 2018.

Article 5 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2018 au titre des EPLE pour un montant de **10 000 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-

017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation chauffage des lycées publics» (12201706) du budget régional 2018.

Article 6 :

Décide d'affecter, le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2018 au titre des CMR pour un montant de **3 000 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» (12203106) du budget régional 2018.

Article 7 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **350 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» :

Action 12201801 du budget régional 2018 « Actions de gestion scolaire **» 25 000 €** afin d'assurer les dépenses directes issues des marchés à procédure adaptée : la commande d'ouvrages et fournitures spécifiques, les publications aux journaux officiels et groupe moniteur.

o Action 12201803 du budget régional 2018 « Impôts, loyers, taxes » **: 25 000 €** pour permettre le règlement direct, si nécessaire, de taxes de balayage pour les lycées désaffectés, taxes foncières dans certains cas de figure, les redevances d'archéologie préventive, les taxes d'urbanisme liées au logement de fonction et les dépenses liées au bail locatif.

o Action 12201805 du budget régional 2018 « Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles » : **300 000 €** afin d'assurer les dépenses directes concernant le règlement des honoraires d'avocats, afin de permettre d'exécuter certaines dépenses courantes liées au fonctionnement des lycées.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2018 11:43:37

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES EPLE

Maintenance immobilière EPLE

Chapitre 932 « enseignement »

Code fonctionnel 222 « lycées publics »

Programme HP 222-017 (122017) « participation aux charges de fonctionnement des lycées publics »

action « maintenance immobilière » (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	Objet	Dotation	N° Iris
91	0911492C	Essouriau	Les Ulis	Mise en sécurité par élagage des arbres (grands peupliers)	11 000 €	18000204
93	0930120A	Jacques Feyder	Epinay sur Seine	Elagage d'arbres	20 000 €	18000205
93	0931233K	Jean-Baptiste Clément	Gagny	Elagage d'arbres	20 000 €	18000206
93	0932117W	Lucie Aubrac	Pantin	Elagage d'arbres dans la cour	20 000 €	18000207
93	0930124E	Marcelin Berthelot	Pantin	Elagage d'arbres	40 000 €	18000208
93	0930138V	Frédéric Bartholdi	Saint-Denis	Elagage d'arbres	10 000 €	18000209
94	0941298A	Michelet	Fontenay sous-Bois	Evacuation des déchets dangereux et inflammables dans les combles du lycée	4 000 €	18000210
94	0940118T	Louis Armand	Nogent sur Marne	Elagage des 16 tilleuls côté rue Maréchal Joffre	4 000 €	18000211
					129 000 €	

ANNEXE 2 : MARCHES

AFFECTATIONS MARCHES A BON DE COMMANDE EN FONCTIONNEMENT

Programme HP 222-018

Action 12201802

LIBELLE	
MARCHE A BONS DE COMMANDE DE SERVICE POUR DES PRESTATIONS DE DEMENAGEMENT ET DE STOCKAGE EN GARDE MEUBLES	**900.000,00 €**
SURVEILLANCE ET PROTECTION HUMAINE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES EPLE	
MARCHE A BONS DE COMMANDE SURVEILLANCE ANTI-INTRUSION	
REPROGRAPHIE	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-047

DU 24 JANVIER 2018

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 DEUXIÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 Transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU La délibération n° CR 43-11 du 23 juin 2011 Plan Régional pour le Climat d'Ile de France ;

VU La délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 22 novembre 2012 Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne – Changement de statuts ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 Portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins ;

VU La délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 Changeons d'air en Ile-de-France : Plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU La délibération n° CP 16-573 du 13 décembre 2016 Nouvelle convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du département de Paris ;

VU La délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 Plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CP 2017-519 du 22 novembre 2017 Ensemble immobilier scoalire du second degré Henri IV à Paris 5ème – Restauration historique de la croisée de la bibliothèque des génovéfains ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-047 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

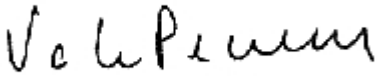
Approuve le programme de restauration de la coupole des Génovéfains de la CMR Henri IV à Paris et autorise la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie pour cette opération ;

Article 2 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer avec la SAERP, conformément aux taux de rémunération votés dans le cadre de la délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation de la SAERP en société publique locale, la convention de mandat dont le modèle est joint en annexe 1 pour l'opération suivante :

- CMR Henri IV à Paris – Restauration de la coupole des Génovéfains, pour un taux de rémunération s'élevant à 6,20 %.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION SAERP HENRI IV

CONVENTION DE MANDAT

N°

OPERATION : RESTAURATION DE LA COUPOLE DES GÉNOVEFAINS
CITE SCOLAIRE HENRI IV DE PARIS (75)

OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle lycées
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par les délibérations de la commission permanente n° 2018-… du …/01/2018.

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **restauration de la coupole des Génovéfains de la Cité scolaire Henri IV de Paris (75)**, comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à 4.730.000,00 euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : 6,2%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération
Phase 1	Prise de connaissance du dossier et visite de site	2%
	Validation du cahier des charges de la consultation	5%
	Sous-total	**7%**
Phase 2	Validation AAPC maitrise d'œuvre	2%
	Transmission du RAO	5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 3	Transmission du rapport d'avant-projet	5%
	Obtention des autorisations administratives	5%
	Validation AVP	8%
	Sous-total	**18%**
Phase 4	Validation du PRO/DCE	6%
	Publication de l'AAPC de travaux	2%
	Validation du rapport d'analyse pour le choix des entreprises	4%
	Notification des marchés de travaux	3%
	Sous-total	**15%**
Phase 5	Exécution des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Phase 6	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Phase 7	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service Budget – Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l'opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;

- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s'applique à l'opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la règlementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (AVP, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour

approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat au lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Le mandataire prend contact avec l'ingénieur Grands Projets (IGP) pour effectuer une visite du site.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, il est prévu qu'il ne sera pas réalisé toute autre étude complémentaire avant le lancement de la consultation de maîtrise d'oeuvre.

Le mandataire assure la rédaction du cahier des charges de la consultation et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le cahier des charges de la consultation,
- l'AAPC de maîtrise d'œuvre.

6.2 – Du lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

Dans le cadre de la consultation, il organise et conduit les visites de site sur l'établissement si nécessaire A ce titre il informe préalablement l'ingénieur territorial de la région ainsi que la direction de l'établissement concerné.

Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation unique formalisée, en procédure concurrentielle avec négociation.

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de l'éventuelle commission technique qui pourrait se réunir en vue de la désignation du maître d'œuvre ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;

- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant,
- éventuels diagnostics complémentaires demandés par le maître d'œuvre lors de ses études.

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la validation du dossier d'avant-projet

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers AVP, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- OPC
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire des dossiers AVP, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale, le cas échéant
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

6.3.2 : Autorisations administratives

Au cours de la phase AVP le mandataire prépare les demandes d'autorisation de travaux, le cas échéant (modification d'un ERP), prévue à l'article L. 111-8 du CCH auprès des commissions accessibilité et

sécurité : il dépose les dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à leur obtention.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des grands projets.

6.4 – De la validation du dossier d'avant-projet à la notification des marchés travaux

6.4.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- CSSI le cas échéant
- Contrôleur technique
- OPC
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

6.4.2 : Autorisations administratives

Il transmet les arrêtés liés aux autorisations administratives au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

6.4.3 : Elaboration et passation des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Pour cette opération, le mode de dévolution des travaux sélectionné par le maître d'ouvrage est l'allotissement.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.6 – De la réception des travaux des travaux à la fin de garantie de parfait achèvement

6.6.1 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.6.2 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation

selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Avenants aux marchés

Les avenants aux marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvés préalablement par la commission permanente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « tous risques chantier » n'est pas prévue pour cette opération et en conséquence dans le cadre du présent mandat.
.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées.
Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau AVP, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, et ouvre, à cet effet, un compte bancaire spécifique.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- Transmission des comptes rendus et synthèses

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- Présence aux réunions de chantier

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- Transmission des documents visés à l'annexe 4

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 5*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission du DOE vérifié

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;

- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré.

Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
La SAERP, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 6***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	Le
Pour la SAERP	**Pour la Région d'Ile-de-France**
La Directrice générale	**La Présidente du Conseil Régional**
Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Madame Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

<u>NOTIFICATION DE LA CONVENTION</u> :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : …….

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : …….

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°

PROGRAMME DE L'OPÉRATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en sept phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat au lancement de la consultation de maîtrise d'oeuvre
Phase 2 : Du lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre
Phase 3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la validation de l'AVP
Phase 4 : De la validation AVP au lancement de l'AAPC travaux
Phase 5 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 6 : De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux
Phase 7 : De la réception des travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**
Phase 1 de la notification de la convention de mandat au lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre	3 semaines	- Notification de la convention / Visite du site - Rédaction du cahier des charges de la consultation pour validation IGP	7 jours M 15 jours M
Phase 2 Du lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	3.5 mois	- Accord de l'ingénieur GP sur le cahier des charges / envoi des dossiers pour validation PAPCPJ - Validation des dossiers de consultation par le PAPCPJ / lancement de la consultation	3 jours M 3 jours M

		- Transmission du PV de CIM d'ouverture / transmission du rapport d'analyse de la consultation de maîtrise d'œuvre à l'ingénieur GP	20 jours M
		- Accord du RAO par l'ingénieur GP/ transmission pour validation au PAPCPJ	3 jours M
		- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération à signer le(s) marché(s) / transmission du(es) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	5 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la validation du dossier d'avant-projet	4 mois (*)	- Réception des AVP /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'AVP à l'ingénieur GP	20 jours M
		- De la validation des AVP par le maître d'ouvrage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	3 jours M
Phase 4 De la validation du dossier d'avant-projet à la notification des marchés travaux	8 mois	- Obtention des autorisations administratives / Transmission du DCE Travaux au maitre d'ouvrage	20 jours M
		- Validation du DCE par l'ingénieur GP / transmission du dossier au PAPCPJ	5 jours M
		- Validation de l'AAPC Travaux par le PAPCPJ / envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M
		- Transmission du PV de CIM d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse à l'ingénieur GP (entreprise générale)	30 jours
		OU	
		- Transmission du PV de CIM d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse à l'ingénieur GP (lots séparés)	40 jours
		- Accord du RAO par l'ingénieur GP / transmission pour validation au PAPCPJ	3 jours
		- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	5 jours M

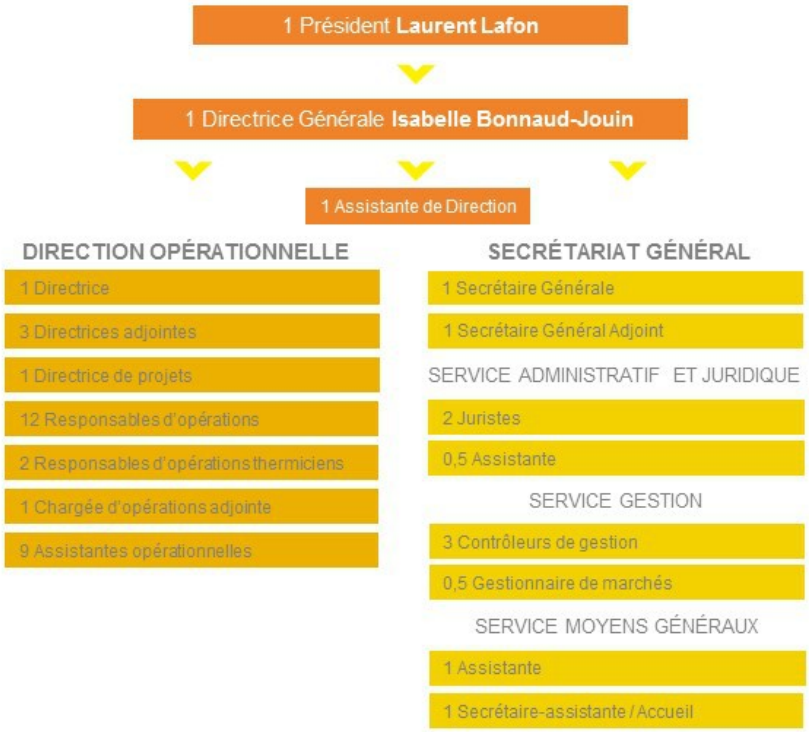
Phase 5 De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux	24 mois	En cas d'avenant : -Réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage -Notification de la délibération / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité -Réception de l'AR préfecture / notification avenant	10 jours M 5 jours M 3 jours M
Phase 6 De la réception des travaux à la fin de garantie de parfait achèvement	12 mois	Constat d'un désordre par l'établissement / déclenchement de l'intervention de l'entreprise.	5 jours M
Phase 7 De la fin de garantie de parfait achèvement à la délivrance du quitus	3 mois	Parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / RÉMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N°

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

C*achet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile de France met en place une base de gestion patrimoniale (documentaire et descriptive) et assure la mise à jour et l'exploitation des plans des 471 lycées dont elle est en charge pour l'entretien, la rénovation, et la construction.

Elle contient des plans, photos, documents techniques et réglementaires, état des surfaces, occupations des locaux et données descriptives du patrimoine.

L'ensemble de ces documents et informations serviront de base de travail pour les différents intervenants notamment dans les opérations de restructuration ou de maintenance.

Les versions numériques des plans des établissements seront constituées pour l'essentiel dans le cadre des opérations.

Un soin particulier y sera apporté :

- fiabilité des informations, notamment qualité des DOE et plans de récolement
-
- respect des règles de format et d'organisation des informations, précisées dans la présente charte graphique

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Prestations de géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

Prestations de maîtrise d'œuvre :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service Ressources Techniques Bâti et Foncier de la Direction des Grands Projets

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
Service Ressources Techniques Bâti et Foncier

Région Ile-de-France

Pôle Lycées

Direction des Grands Projets

24, rue du général Bertrand, 75345 PARIS Cedex 07

Contact : **connaissance.patrimoine@iledefrance.fr**

La CHARTE GRAPHIQUE Version V2.0.1 d'octobre 2016 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V2.0.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version* 2.0.1 d'octobre 2016
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V2.0.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans l'outil de gestion du patrimoine, les fichiers DCC doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

◆ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*

- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

◆ 2ème dossier : **<u>Diagnostics techniques</u>** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE A L'UNITE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant :

- **Pôle lycées** : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

- **Lycée :** Eléments à transmettre à l'établissement pour le gestionnaire (dossier papier + fichiers informatique sur 1 CD)

- **GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service** « ressources techniques bâti et foncier » de la DGP (Direction des grands projets du Pôle lycées) : fichiers informatique sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** - **1-a** : Permis de construire et ses attendus - **1-b** : Permis de démolir - **1-c :** Dossier Loi sur l'eau - **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés et notamment :** - **2-a** : Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels - **2-b** : Marché d'assistant qualité environnementale et avenants éventuels - **2-c** : Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels - **2-d** : Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels - **2-e** : Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels - **2**-**f** : Le ou les marchés de travaux - **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(AVP – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage. Les dossiers Maîtrise d'œuvre de chaque phase étant transmis à chaque service concerné (Notamment énergie et qualité environnementale)	**X**		**X**

4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: - **F1** : **le dossier architecte** comprenant : o tous les plans et notes nécessaires o le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) - **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: o Plans o Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) o Fabricants et fournisseurs o Notes de calcul o Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	
6	**CARNET SANITAIRE DES RESEAUX D'EAU** (document évolutif) conformément, à la circulaire DGS/VS 4 n°98-771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eau dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié à la légionelle dans les installations à risque et dans celles des bâtiments recevant du public, à l'arrêté du 30.11.05 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public, ainsi qu'à l'arrêté du 21 Août 2008 sur la récupération des eaux pluviales.	**X**	**X**	
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	
8	**CARNET DE VIE** Document établi par l'AMO HQE du maître d'Ouvrage à destination des usagers : présentation de la qualité environnementale de l'opération pour la communauté scolaire (équipe de direction, enseignants et élèves)	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : - Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu - Le rapport initial des installations électriques - le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité - l'arrêté d'ouverture du Maire - etc …….	**X**	**X**	

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N°

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:

-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
-Pôle Lycées/DGP/Service Maîtrise d'ouvrage (SMO): Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération
-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indiqués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces arrivées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-062

DU 24 JANVIER 2018

RAPPORTS ANNUELS DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE ET SOCIÉTÉS PUBLIQUES LOCALES SAEM CITALLIOS - SEMAPA - SEM GENOPOLE -SEM ENERGIES POSIT'IF- SAERP EXERCICE 2016

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1524-5 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU le rapport n°CP 2018-062 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver le rapport annuel de la SAEM CITALLIOS

Article 2 :

Décide d'approuver le rapport annuel de la SEM Génopôle

Article 3 :

Décide d'approuver le rapport annuel de la SEM Energies Posit'if

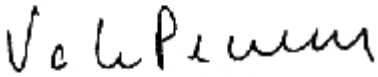
Article 4 :

Décide d'approuver le rapport annuel de la SAERP

Article 5 :

Décide d'approuver le rapport annuel de la SEMAPA

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-057

DU 24 JANVIER 2018

AFFECTATION DES AVANCES DES SUBVENTIONS 2018 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE

- CHOEUR RÉGIONAL VITTORIA D'ILE-DE-FRANCE
- FONDS RÉGIONAL D'ART CONTEMPORAIN (FRAC)
- ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE (ONDIF)
- EPCC DES ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE EN ILE-DE-FRANCE (ARCADI)
- EPCC COMMISSION DU FILM D'ILE-DE-FRANCE (CFIDF)
- MOTIF

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES 2018 DOMAINE DE VILLARCEAUX ET ONDIF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 10-03 du 27 mars 2003 approuvant la création de l'établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial « Établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France » (ARCADI) ;
VU la délibération n° CR 11-03 du 27 mars 2003 approuvant la création d'un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial dénommé « Commission Île-de-France Tournages et Images » (CFIDF) ;
VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et l'ONDIF ;
VU la délibération n° CP 14-465 du 18 juin 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et ARCADI et n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à la prorogation de cette convention jusqu'au 31 décembre 2017 ;
VU la délibération n° CP 14-465 du 18 juin 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et la CFIDF ;
VU la délibération n° CP 16-299 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyen 2016-2018 entre la Région et le FRAC ;
VU la délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Chœur Vittoria et n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption d'une convention de 12 mois ;
VU Le budget de la Région pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-057 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Décision d'attribution aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale une avance sur la subvention de fonctionnement pour l'année 2018 selon la répartition et les montants figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Affectations en faveur des organismes associés

Affecte une autorisation d'engagement de 9 544 500 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », Action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de 690 200 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », Action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de 649 600 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », Action 13100803 « Soutien aux organismes associés du livre et de la lecture » du budget 2018.

Article 3 : Approbation des conventions avec les organismes associés

Approuve les conventions administratives et financières respectivement conclues entre la Région Ile-de-France et ARCADI, l'ONDIF, la Commission du Film Ile-de-France et le MOTif figurant en annexes 2, 3, 4 et 5 à la délibération.

Approuve la Convention d'Objectifs et de Moyens conclue entre la Région Île-de-France et le Chœur Régional Vittoria Ile-de-France, figurant en annexe 6 à la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à les signer.

Article 4 : Approbation du partenariat tripartite avec le FRAC et la Fondation ENGIE

Approuve la convention entre la Région, le FRAC et la Fondation d'entreprise Engie, figurant en annexe 7 à la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

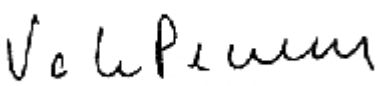
Article 5 : Affectation provisionnelle Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 210 000 €, disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101005 « Patrimoine régional - Villarceaux » du budget 2018.

Article 6 : Affectation provisionnelle Orchestre national D'Ile-de-France

Affecte une autorisation de programme provisionnelle de 20 000 €, disponible sur le Chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101004 « Orchestre National D'Ile-de-France » du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-057	Budget	2018

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100503 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène**

Dispositif : N° 00000106 - OA / Etablissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France (ARCADI)

Dossier	18000638 - ARCADI : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R26713 - ARCADI EPCC ARTS SCENE IMAGE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000 000,00 €	TTC	70 %	3 500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000106 - OA / Etablissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France (ARCADI)	3 500 000,00 €

Dispositif : N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)

Dossier	18000639 - ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R5189 - ORCHESTRE NATIONAL IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 845 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 350 000,00 €	TTC	70 %	5 845 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)	5 845 000,00 €

Dispositif : N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria

Dossier	18001561 - CHOEUR REGIONAL VITTORIA : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R6619 - CHOEUR REGIONAL VITTORIA D'ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	199 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 000,00 €	TTC	70 %	199 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-057	Budget	2018

Total sur le dispositif N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria	199 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100503	9 544 500,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100602 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts plastiques**

Dispositif : N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)

Dossier	18000643 - FRAC : AVANCE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R5967 - FRAC FOND REG ART CONTEM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	690 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
986 000,00 €	TTC	70 %	690 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)	690 200,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100602	690 200,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100803 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du livre et de la lecture**

Dispositif : N° 00000189 - OA / Observatoire régional du livre et de l'écrit en Ile-de-France (MOTIF)

Dossier	18002565 - MOTIF - SUBVENTION COMPLEMENTAIRE 2018			
Bénéficiaire	R37205 - MOTIF OBSERVATOIRE DU LIVRE ET DE L'ECRIT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	100 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000189 - OA / Observatoire régional du livre et de l'écrit en Ile-de-France (MOTIF)	200 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-057	Budget	2018

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100803	200 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100903 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du cinéma**

Dispositif : N° 00000132 - OA / Commission du film d'Ile de France

Dossier	18001563 - COMMISSION DU FILM D'ILE DE FRANCE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R27206 - COMMISSION DU FILM D'ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	649 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
928 000,00 €	TTC	70 %	649 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000132 - OA / Commission du film d'Ile de France	649 600,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100903	649 600,00 €

Annexe 2 Convention ARCADI 2018

Convention entre la Région Ile-de-France et l'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et le l'Image en Ile-de-France (ARCADI) pour l'année 2018

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2018-057 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et le l'Image en Ile-de-France (ARCADI)

dont le n° SIRET est : 451 366 611 00031
dont le siège social est situé au 51 rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 Paris,
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Delphine BÜRKLI,

ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2018.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et le l'Image en Ile-de-France (ARCADI) par la commission permanente du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en 2 versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances, et d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme:

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques», programme 31 (005) «Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action13100503 «Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène».

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE

L'association s'engage à faciliter, à tout moment les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

../..

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……..…	Le ……..…
Pour ARCADI, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Delphine BÜRKLI	Valérie PECRESSE

Annexe 3 Convention ONDIF 2018

Convention entre la Région Ile-de-France et

l'Orchestre National D'Ile-de-France (ONDIF) pour l'année 2018

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2018-057 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Orchestre National D'Ile-de-France (ONDIF)

dont le n° SIRET est : 300 513 132 00054
dont le siège social est situé au 19 rue des Ecoles – 94140 Alfortville,
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI,

ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2018.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits à l'Orchestre National D'Ile-de-France (ONDIF) par la commission permanente du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en 2 versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances, et d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme:

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques», programme 31 (005) «Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action13100503 «Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène».

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE

L'association s'engage à faciliter, à tout moment les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

../..

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……..….	Le ……..….
Pour l'ONDIF, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Florence PORTELLI	Valérie PECRESSE

Annexe 4 Convention CFIdF 2018

Convention entre la Région Ile-de-France
et la Commission du Film d'Ile-de-France pour l'année 2018

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 18- du 24 janvier 2018,

ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'EPCC Commission du Film d'Ile-de-France

dont le n° SIRET est : 453 080 996 00037

dont le siège social est situé au 30 rue Saint Augustin – 75002 Paris

ayant pour représentant son Président,

ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2018.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits à la Commission du Film d'Ile-de-France par la commission permanente du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en 2 versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.
Les versements d'avances, et d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme:

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques», programme 31 (009) «Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action13100903 «Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma».

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE

La Commission du Film d'Ile-de-France s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de

réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

../..

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le ……..…. Le ……..….

Pour la Commission du Film d'Ile-de-France
Le Président

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe 5 Convention MOTif 2018

Convention entre la Région Ile-de-France et

Le MOTif pour l'année 2018

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2018-057 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

Le MOTif

dont le siège social est situé au 6, Villa Marcel Lods, Passage de l'Atlas, 75019, Paris
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Karine FRANCLET,

ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2018.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits au MOTif par l'assemblée du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en 1 ou 2 versements, sur la base de l'affectation votée par l'assemblée du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances et d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme:

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312 008 « Aide au livre et à la lecture », action13100803 « Soutien aux OA du livre et de la lecture ».

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2018. Elle expire au plus tard le 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE

L'association s'engage à faciliter, à tout moment les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours,

indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

../..

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……..….	Le ……..….
Pour le MOTif, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Karine FRANCLET	Valérie PECRESSE

Annexe 6 Convention d'Objectifs et de Moyens Choeur VITTORIA

Convention d'Objectifs et de Moyens 2018-2020
Entre
la Région Ile-de-France et
le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

L'association Chœur régional Vittoria d'Île-de-France

dont le: N°SIRET est : 377 852 962 000 11
dont le siège social est situé au 4, rue de la Michodière, 75002 Paris
ayant pour représentant son Président, Monsieur Francis Maréchal
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

Il a été convenu de ce qui suit :

PREAMBULE :

Créée en 1987 à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France, l'association du Chœur régional Vittoria d'Île-de-France, conformément à son objet, a pour but de faire vivre et animer un chœur amateur d'excellence, encadré et formé par une équipe professionnelle et constitué d'environ 70 choristes bénévoles issus de toute l'Île-de-France.

Elle a en outre pour vocation de valoriser, renouveler et diffuser un répertoire choral allant de Bach à nos jours, grâce à la programmation de concerts en Île-de-France et à des enregistrements permettant ainsi au Chœur de se produire sous différentes formes et avec des partenaires artistiques diversifiés.

La Région Île-de-France soutient financièrement le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France depuis sa création, ainsi que cela a été formalisé précédemment par la signature de conventions en 1995, 1998, 2003, 2007, 2009, 2014 et 2017. Le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France reçoit également le soutien de la Mairie de Paris.

Le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France s'inscrit et participe pleinement à la mise en œuvre de la politique culturelle régionale dans le champ du spectacle vivant à travers sa mission d'intérêt général de diffusion de la musique dans une pluralité des esthétiques :

- Il contribue directement ou indirectement au développement de l'accès à la culture ~~de~~ pour tous les Franciliens,
- Il lutte contre les inégalités territoriales,
- et encourage l'émergence d'une culture partagée par un public diversifié.

Ces trois priorités sont au cœur des nouvelles orientations régionales adoptées en Conseil Régional du 21 septembre 2016 pour une politique culturelle régionale plus ambitieuse, inclusive et attractive.

Dans le cadre de son projet et de ses missions, ~~il est souhaité que~~ le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France mène des collaborations avec d'autres organismes associés au Conseil régional d'Île-de-France, en particulier l'Orchestre National D'Île-de-France (ONDIF), avec lequel des projets communs seront régulièrement élaborés.

Cette Convention d'Objectifs et de Moyens triennale a été élaborée de manière collégiale, en concertation avec les membres de la gouvernance de l'association avant d'être adoptée en Conseil d'Administration.

MISSIONS :

Les **missions fondatrices** du Chœur s'articulent autour de trois axes :

1. La direction et la formation vocale et musicale d'un chœur d'excellence composé de choristes amateurs issus de toute l'Île-de-France,
2. La promotion du chant choral comme moyen privilégié d'accès aux pratiques artistiques (et de création de lien social et Trans générationnel),
3. La valorisation, le renouvellement et la diffusion du répertoire choral auprès du public francilien.

Cette Convention d'Objectifs et de Moyens constitue la traduction opérationnelle de la Charte de la Région sur les organismes associés qui fixe les grands principes et les engagements généraux régissant la relation en ces partenaires. Cette Charte a fait l'objet d'une validation par les instances de gouvernance de l'organisme.

En cohérence avec les nouvelles orientations régionales en matière culturelle, le Chœur Vittoria développe par ailleurs une **mission spécifique autour de l'Education Artistique et Culturelle** (EAC) grâce à des actions pédagogiques en direction des lycéens et apprentis franciliens, dont certaines en co-production avec l'ONDIF.

ARTICLE I : Objet de la Convention

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties, tels qu'ils sont définis dans ses statuts et ses missions. Par la présente convention, la Région apporte son soutien financier à l'organisme pour l'exercice des missions suivantes :

Cette mission s'inscrit dans le cadre des objectifs généraux suivants :

La mise en œuvre d'une politique dynamique de valorisation de la diversité du répertoire conjuguée au développement de la création et de l'innovation musicale.

Une politique innovante de programmation et de présentation des œuvres.

Une mission de diffusion équilibrée dans le territoire francilien et de développement de partenariats avec les acteurs du territoire (collectivités publiques, milieu économique,

structures culturelles, ou encore sociales et éducatives). Une priorité est donnée au travail en direction des territoires les moins bien dotés et des publics les plus éloignés de la culture.

Une action importante de formation et sensibilisation : action culturelle auprès des publics, avec un focus particulier pour les jeunes lycéens et apprentis.

Cette mission se réalisera au travers d'actions opérationnelles sous la forme de concerts et de spectacles (dans une démarche de diffusion francilienne) et d'actions d'Education Artistique et Culturelle (EAC) à des fins de sensibilisation des jeunes publics :

- **concerts et spectacles**
    - o à Paris et en Île-de-France principalement
    - o pour des publics variés
    - o sur des œuvres du répertoire
    - o parfois pluridisciplinaires (en associant d'autres formes d'art)

- **Education Artistique et Culturelle**
    - o Dans les lycées et Centre de Formation des Apprentis (CFA) par le biais de répétitions « hors les murs », de préparation au concert avec les professeurs de lycées, de mise à disposition de places à tarifs attractifs pour les lycéens,
    - o dans les conservatoires en proposant des masterclass de direction de chœur ou de chant, des répétitions « hors les murs », des expériences d'immersion des élèves dans le Chœur en répétition ou en concert.

- **accompagner la redécouverte d'œuvres et la création chorale**
    - o proposer des œuvres rares, inédites ou des redécouvertes
    - o initier la création pour dynamiser le répertoire choral

Certains de ces projets doivent être menés en collaboration avec l'Orchestre National D'Ile-de-France (ONDIF).

ARTICLE 2 : Engagements de l'organisme

2.1. La réalisation des objectifs

L'organisme s'engage à :

A mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
A rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés, sous l'autorité des organes dirigeants de l'organisme auxquels participent des représentants de la Région ;

- A poursuivre la recherche de financements spécifiques.

2.2. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'organisme s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1. Le programme annuel d'actions finalisé est transmis à la Région dès son vote par l'organisme.

2.3. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :

Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
Présenter une programmation budgétaire triennale avec pour objectif la maitrise des charges de structure ;

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :
  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N, l'avant-projet de budget de l'année à venir ;
  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,
    - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (*certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce),* et notamment un compte emploi ressources ;
    - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes ;

2.4. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée générale, conseil d'administration, conseil de surveillance, directoire…) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.5. Obligations administratives

L'organisme s'engage à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- Valider et mettre en œuvre des modalités de prise en charge des frais liés aux missions (ordre de mission, remboursement des frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission) ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.6. Obligations en matière de communication

L'organisme s'engage à appliquer sans réserve la charte graphique applicable aux organismes associés, élaborée par la Région, dans un souci de cohérence à la fois graphique et institutionnel.

Cette charte est constituée de principes, règles et recommandations graphiques liant l'identité visuelle des organismes associés à celle de la région. Dans ce cadre, l'organisme s'engage à :

- la présence d'un bloc-marque conforme à la charte et comprenant la marque-institution Île-de-France, sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de l'organisme ;
- l'activation sur tout site internet développé par l'organisme, d'un lien hypertexte vers le site www.iledefrance.fr. Concernant les réseaux sociaux, la charte susvisée énonce également des spécificités à respecter impérativement.

L'organisme s'engage également à transmettre à la Région :

- trois exemplaires minimum de chaque publication pour les éditions papier, ou une version électronique de chaque édition multimédia.
- des jeux de données pertinentes et publiables pour enrichir, dans le cadre de la démarche régionale de libération des données publiques (open-data), la base de données de la plateforme régionale data.iledefrance.fr.

La Région peut, à la demande de *l'organisme*, apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et *l'organisme* collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits au Chœur Vittoria d'Île-de-France par la Commission permanente du conseil régional.

La Région soutient le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France au titre du fonctionnement.

Ce soutien permet à l'organisme d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

3.2. Modalités de versement de la subvention

La subvention régionale annuelle est mandatée en 2 versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

A titre exceptionnel, selon les contraintes inhérentes à la collectivité, la subvention annuelle pourra être versée en 3 fois.

Les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- Un courrier d'appel de fonds,
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques», programme HP 312-005 « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

Cette subvention est versée sur le compte ouvert au nom de l'organisme :

Intitulé du compte : CHŒUR REGIONAL VITTORIA

Référence du compte : CREDIT DU NORD

IBAN : FR76 3007 6020 1995 2538 0020 064

BIC : NORDFRPP

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Révision et Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, le montant de la subvention régionale peut être révisée. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 4 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du *1er janvier 2018*.
Elle expire le *31 décembre 2020.*

ARTICLE 5 : Contrôle de la Région

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, *l'organisme* s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 6 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 7 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à *l'organisme* une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,
la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le ……

Pour *l'organisme*
Le Président,

Francis MARECHAL

ANNEXE A LA CONVENTION

Indicateurs de mesure

I/ Indicateurs Transverses :

Domaines	Catégorie*	Indicateurs*	Mode de calcul*	Mesure du Résultat*	Commentaires*
ELEMENTS GENERAUX	**Publics ciblés**	Publics touchés par catégorie	nombre de publics touchés par catégorie (collectivités, entreprises, particuliers…)		
		type de public			
	Rayonnement territorial	Nombre de concerts en Île-de-France	nombre de départements d'Ile-de-France (8) ayant bénéficié d'une action de l'organisme		
		Nombre d'actions hors Île-de-France	nombre d'actions en dehors de la Région Île-de-France		
	Communication et publications	Nombre de publications par catégorie	nombre de publications par catégorie		
		Périodicité des publications	périodicité des publications par catégorie		
		Nombre d'exemplaires diffusés par catégorie	préciser le type de diffusion (envoi, distribution…)		
		Fréquentation du Site internet et des réseaux sociaux	nbre de visites du site, temps passé sur le site…		

Outils d'évaluation :
Périodicité :

RESSOURCES HUMAINES	**Effectifs**	Effectifs des années n-2, n-1 et n	nombre d'agents en ETP au 31/12 des années n-2, n-1 et n		
		Evolution des effectifs (en valeur et %)	(nbre d'agents en ETP de l'année n - nbre d'agents en ETP n-1) / nbre agents en ETP n-1		
	Dépenses de personnel	Moyenne des plus hautes rémunérations (salaires + primes)	si < à 100 salariés : moyenne des 3 plus hautes si > à 100 salariés : moyenne des 5 plus hautes		
		Dépenses de personnel totales en K€	masse salariale + charges afférentes		
		Evolution des dépenses de personnel (en valeur et %)	(dépenses de personnel n - dépenses de personnel n-1) / dépenses personnel n-1		
		Part des charges de personnel dans les charges d'exploitation	(total dépenses de personnel / total charges d'exploitation du compte de résultat) *100		

Outils d'évaluation :
Périodicité :

FINANCIERS	**Budget**	Budget voté des années n-2, n-1 et n	prévision budgétaire des dépenses et recettes des années n-2, n-1 et n (en K€)		
		Budget réalisé des années n-2, n-1 et n	réalisation des dépenses et recettes des années n-2, n-1 et n (en K€) sur la base comptes annuels certifiés		
	Financement	Part du financement Régional par rapport aux fonds publics	subvention régionale / total des fonds publics		
		Part des fonds publics par rapport au total des fonds	(ensemble des subventions / total produits d'exploitation)*100		
	Ratios	Fonds propres	capitaux propres+réserves+report+résultat n-1+provisions+sub investissement		
		Fonds de roulement	FR= ressources stables - actif immobilisé net		

		Besoin en fonds de roulement	BFR= actif circulant - passif circulant		
		Trésorerie nette	Trésorerie = FR - BFR		

Outils d'évaluation : Périodicité :

II/ Indicateurs Spécifiques :

Modalités d'action	Catégorie*	Indicateurs*	Mode de calcul*	Mesure du Résultat*	Commentaires*
Sensibilisation et Valorisation	Animations - Evénements de sensibilisation et/ou de valorisation	Nombre d'événements/d'actions de sensibilisation ou de valorisation organisés	nombre d'événements par catégorie (colloques, séminaires, manifestations, groupe de travail…)		
		Nombre de participants aux événements organisés	nombre de participants par type d'événements		
	Formations	Nombre de formations organisées et/ou animées	nombre de formations organisées dans le cadre de l'activité de l'organisme auprès d'un public extérieur		
		Nombre de stagiaires inscrits et présents			

*Catégorie : représente une famille d'indicateurs
*Indicateur : donnée suivie afin d'évaluer et mesurer l'activité
*Mode de calcul : définition, périmètre de l'indicateur et de sa modalité de calcul
*Mesure du résultat : donnée renseignée par l'organisme, résultat de l'indicateur demandé
*Commentaire : toute donnée chiffrée ou qualitative renseignée devra être accompagnée d'un commentaire explicatif par l'organisme

Objectif général 1 : Faire vivre et diriger un chœur amateur d'excellence

Objectifs opérationnels	Actions	Mesure de l'activité	Typologie	Mesure du résultat	commentaire
Recruter des choristes d'Île-de-France justifiant d'un travail vocal et musical préalable avéré	Mettre en place des auditions	-Nombre de candidatures reçues -Nombre de personnes auditionnées -Taux de rotation (arrivées / départs)	-Age moyen des personnes auditionnées -Origine géographique des candidats -Nombre de femmes / d'hommes		
Encadrer le travail du chœur par le biais de deux répétitions hebdomadaires	Organiser des répétitions	-Nombre de répétitions par an -Coût moyen horaire d'une répétition -Taux de présence des choristes	-Age moyen des choristes -Origine géographique des choristes -Nombre de femmes / d'hommes		
Favoriser la formation des choristes	Mettre en place des séances de formation, des master-classes	-Nombre d'heures de formation par an -Coût moyen horaire d'une séance -Nombre de choristes formés -Nombre d'intervenants	-Lieux des séances de formation -Contenu des séances		

Objectif général 2 : Valoriser et renouveler le répertoire choral

Objectifs opérationnels	Actions	Mesure de l'activité	Typologie	Mesure du résultat	commentaire
Faire connaître le répertoire choral du 18e siècle à nos jours	Mettre en place une programmation artistique par saison	-Nombre d'œuvres interprétées par saison -Nombre de reprises -Nombre d'œuvres ajoutées au répertoire -Nombre d'œuvres au répertoire	-Compositeurs interprétés -Œuvres interprétées		
Mettre en valeur le patrimoine musical français	1. Interpréter et/ou recréer des œuvres du patrimoine musical français 2. Produire des enregistrements	-Nombre d'œuvres concernées -Nombre de compositeurs concernés -Nombre de nouveaux enregistrements -Nombre d'exemplaires édités -Nombre d'exemplaires vendus -Nombre total d'enregistrements	-Œuvres concernées -Compositeurs concernés -Période concernée -Label -Distributeur		
Collaborer avec des partenaires artistiques professionnels sous des formes diversifiées	Monter des partenariats artistiques	-Nombre d'orchestres partenaires -Nombre de chefs différents par saison -Nombre de solistes engagés -Nombre de choristes supplémentaires engagés	-Type de partenariat (co-production, coréalisation, cession…) - Nombre de concerts avec l'ONDIF		

A titre expérimental : renouveler le répertoire choral par le biais de créations d'œuvres	Travailler sur des commandes d'œuvres	-Nombre de commandes -Nombre de créations	-Compositeurs concernés -Œuvres concernées		

Objectif général 3 : Programmer et diffuser des concerts à destination d'un public élargi

Objectifs opérationnels	Actions	Mesure de l'activité	Typologie	Mesure du résultat	commentaire
Organiser des représentations sur l'ensemble du territoire francilien	Monter des partenariats de diffusion avec les acteurs franciliens Autoproduire des concerts en Ile-de-France	-Nombre de représentations par saison -Coût moyen d'une représentation -Nombre de spectateurs -Nombre de structures partenaires	-Couverture géographique -Type de partenariat (coproduction, coréalisation, cession…) -Tarif moyen des concerts		
Développer la visibilité du Chœur régional Vittoria	Elaborer de nouveaux partenariats en termes de communication	-Nombre de partenaires différents -Nombre de supports différents	-Type de partenariat -Type de support		
Contribuer au rayonnement de la Région Île-de-France et à sa politique d'échanges culturels	Répondre à des invitations de partenaires au niveau national ou international	-Nombre d'invitations -Nombre de concerts -Nombre de spectateurs -Coût moyen d'une action (part d'autofinancement, part de subvention extérieure)	-Zones géographiques concernées -Types de partenaires (orchestre, festival…)		
A titre expérimental : toucher de nouveaux publics en développant des projets en direction d'autres répertoires et en proposant des animations en marge des concerts	1. Diversifier les répertoires (musiques actuelles, musiques du monde) 2. Proposer de nouvelles formes de diffusion	-Nombre d'œuvres concernées -Nombre de concerts concernés -Nombres de générales ouvertes -Nombre de spectateurs touchés	-Type de répertoire concerné -Œuvres concernées -Type de forme (générale…) -Publics ciblés -Territoire concerné		

Objectif général 4 : Organiser des actions d'éducation artistique et culturelle (EAC)

Objectifs opérationnels	Actions	Mesure de l'activité	Typologie	Mesure du résultat	commentaire
Enrichir le domaine de l'EAC au niveau des jeunes des lycées franciliens	Monter des partenariats sur le plan de l'EAC avec des lycées franciliens Proposer des répétitions « hors les murs » du Chœur dans les lycées	-Nombre de lycées atteints par saison -Nombre de lycéens touchés par nos actions dans les lycées -Nombre de lycéens venus au concert - nombre de lycéens ayant débuté une pratique artistique suite à nos actions	-Couverture géographique -Type de partenariat (coproduction, coréalisation, cession…) -Tarif moyen des actions - Tarif des places des concert pour lycéens		
Elargir le champ des activités de sensibilisation à destination des conservatoires franciliens	Organiser des masterclass de direction de chœur ou de chant dans les conservatoires Proposer des répétitions « hors les murs » du Chœur dans les conservatoires Faire participer les élèves des conservatoires à nos répétitions/concerts	-Nombre de conservatoires -Nombre de masterclass -Nombre d'élèves atteints - Nombre de participants à nos concerts/répétitions « hors les murs »	-Type de partenariat -Type de support		

Annexe 7 Convention FRAC ENGIE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La Région Ile-de-France,
33 rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le FRAC Ile-de-France, association loi 1901
33 rue des Alouettes, 75019 Paris
Représenté par Madame Florence Berthout, Présidente
Ci-après dénommé « le FRAC »

et

La Fondation d'entreprise ENGIE
Domiciliée au 28 boulevard Raspail – 75 007 Paris
Représentée par Monsieur Gérard Mestrallet, Président,
Ci-après dénommée « la Fondation ENGIE »

d'autre part,

Préambule :

La Région Ile-de-France mène une politique culturelle active, dont l'une des priorités concerne l'éducation à l'art et à la culture dans les lycées, la Région souhaitant que tous les lycéens franciliens aient accès à la pratique artistique, à la connaissance et au contact avec les œuvres.
Pour ce faire, la Région mobilise ses organismes associés, et notamment le FRAC Ile-de-France, dont elle est partenaire depuis sa création en 1983 et dont elle accompagne et soutient depuis la rentrée 2016 le projet *Flash Collection*, réalisé sous son impulsion et objet de la présente convention.
Les relations entre la Région Ile-de-France et le FRAC sont régies par une convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région et le FRAC pour la période 2016-2018, dans le cadre de laquelle a été fixé l'objectif général 3 « Organiser la médiation, l'information et la communication pour développer les publics autour de la programmation du FRAC Ile-de-France – Mettre en œuvre des actions de médiation en direction de tous les publics, renforcer les actions développées en direction des jeunes et en particulier des lycéens », dont le projet *Flash Collection*, qui occupe une place centrale.

Le FRAC Ile-de-France (Fonds régional d'art contemporain) mène un projet essentiel de soutien à la création artistique contemporaine reposant sur plusieurs axes complémentaires :

- Enrichissement et diffusion de sa collection
- Programme d'expositions et d'événements au plateau (Paris, 19ème), et au château (Parc culturel de Rentilly, Seine-et-Marne)
- Actions de médiation en direction de tous les publics
- Politique éditoriale en lien avec les expositions et la collection.

L'accès à la culture pour tous est au cœur des engagements citoyens de la Fondation ENGIE qui souhaite rassembler toutes les énergies pour accompagner des projets utiles.
La culture représente un formidable outil d'enrichissement, d'expression et d'ouverture aux autres. Mais beaucoup de jeunes défavorisés n'ont pas facilement accès aux musées, aux concerts, aux spectacles...En soutenant des projets mettant en avant des programmes d'insertion par la culture, la Fondation ENGIE agit en faveur de l'enfance et de la jeunesse.
Grâce à ces programmes, de nombreux jeunes reprennent confiance en eux, osent s'affirmer en s'exprimant, en créant, en révélant leurs talents. Plus ouverts, plus solidaires, ils établissent de nouveaux liens et prouvent qu'ils sont également capables de réaliser de belles choses.

Dans le cadre de sa politique de diffusion et de médiation, le FRAC a lancé un projet inédit, *Flash Collection*, conçu pour les lycées franciliens, en septembre 2016, à partir d'un module itinérant réalisé par l'artiste Olivier Vadrot, contenant une sélection d'œuvres originales issues de la collection du FRAC.
Cette malle propose, sur un mode ludique, une découverte de la création contemporaine.
Vingt lycées ont été touchés sur l'année scolaire 2016-2017.

Pour les années scolaires 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 la Région Ile-de-France, le FRAC et la Fondation ENGIE s'associent pour développer ce projet, *Flash Collection*, le partenariat avec la Fondation ENGIE portant plus particulièrement sur les lycées technologiques et professionnels, à travers de nouveaux modules de présentation, de nouvelles sélections d'œuvres, et un nouveau mode opératoire.

Chaque année scolaire, cinquante lycées bénéficieront de l'action *Flash Collection*. En plus des vingt lycées d'enseignement général partenaires du FRAC pour l'opération, trente lycées supplémentaires, technologiques et professionnels, seront ainsi touchés, sur les huit départements franciliens.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour but de déterminer les conditions et les modalités de partenariat dans le cadre de ce projet, et les modalités de l'action de mécénat de la Fondation ENGIE envers le FRAC à l'occasion de ce projet.
La Fondation ENGIE versera la somme de globale de **450 000 € TTC** (quatre cent cinquante mille euros toutes taxes comprises).

Aucun dépassement financier ne sera pris en charge par la Fondation ENGIE, à l'exception de ceux préalablement acceptés de manière expresse par cette dernière. Dans ce cas, un avenant à la Convention devra être signé entre les Parties.

Conformément à la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, cette somme est déductible de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 60%, pris dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires.

Article 2 : Modalités de versement

La somme accordée au titre du présent mécénat sera versée selon les modalités suivantes
- 150 000 euros pour le lancement du projet le 7 novembre 2017, sur présentation d'une facture établie par le FRAC.
- 150 000 euros le 30 septembre 2018 sur présentation d'une facture établie par le FRAC et sous réserve de la transmission d'un bilan complet du projet pour l'année écoulée.

- 150 000 euros le 30 septembre 2019 sur présentation d'une facture établie par le FRAC et sous réserve de la transmission d'un bilan complet du projet pour l'année écoulée.

Article 3 : Engagement du FRAC

3.1 Le FRAC s'engage à affecter le don de la Fondation ENGIE exclusivement à la réalisation du Projet, à l'exclusion de toute autre utilisation des fonds.

3.2 Le FRAC s'engage à associer la Fondation ENGIE à l'ensemble des événements menés dans le cadre du Projet (conférence de presse, inauguration, cérémonie…).

3.3 Les modalités d'exécution du Projet doivent répondre aux exigences légales et réglementaires nationales, et internationales en vigueur dans le pays auquel il est exécuté, particulièrement en matière de sécurité, d'environnement et de droit du travail.

Le FRAC s'engage à respecter les engagements de ENGIE en matière d'éthique et de développement durable (y compris les responsabilités sociales et environnementales) définis dans ses Chartes et documents de référence consultables sur son site web www.engie.com.
Plus particulièrement, le FRAC s'engage à respecter, et à faire respecter par les engagements suivants dans le cadre du Projet : (i) ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire, (ii) assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail, (iii) respecter l'environnement et réduire l'impact négatif du Projet sur l'environnement, et (iv) ne s'engager dans aucune forme de corruption.

3.4 Le FRAC s'engage à communiquer à la Fondation ENGIE un rapport intermédiaire de réalisation du Projet et de communication le 30 juillet auquel il joindra des pièces justificatives (photos, dossier de presse…), ainsi qu'un rapport final à l'issue de l'exécution de la Convention.

Le FRAC s'engage à fournir à la Fondation ENGIE un état détaillé de l'affectation du don versé avec le rapport intermédiaire et un compte rendu financier comprenant le bilan comptable et le compte de résultat à l'issue de l'année d'exécution de la Convention.

Il est rappelé que dans l'éventualité où ces documents ne permettraient pas d'établir la bonne utilisation des fonds, la Fondation ENGIE se réserve le droit de suspendre les paiements, et à défaut de disposer des justificatifs utiles de résilier la Convention.

3.5 Contreparties

Dans le respect des principes qui gouvernent l'octroi de contreparties à une entreprise mécène, il est prévu que la valeur des contreparties accordées ne doit pas dépasser 25% du montant du don.

3.5.1 Visibilité de la Fondation ENGIE

Le FRAC s'engage à faire figurer la mention du mécénat de la Fondation ENGIE, sous forme de logotype ou de mention texte, sur les malles ainsi que sur les supports de communication relatifs au projet :

- Plaquette : tirage 500 exemplaires (mention + logo)
- Kakémono présent dans les établissements scolaires (logo)
- Dossier de presse : 250 exemplaires (une page dédiée à la Fondation ENGIE)
- Tote bags : 2 500 exemplaires (logo)

- Site web du FRAC : mention dans la rubrique partenaires et la rubrique du projet (environ 80.000 visiteurs par an)

- Newsletters du Frac Ile-de-France (annonces du projet : newsletters mensuelles + newsletter spécifique *Flash Collection*)
(17 000 abonnés)

- Réseaux sociaux : Instagram 3.200 abonnés / Facebook : amis 5.000 / page pro 12.000 abonnés / Twitter : 7.500 abonnés

Pour toute mention de la Fondation ENGIE et notamment pour toute utilisation de son logo, le FRAC s'engage à faire valider par la Fondation ENGIE la maquette des documents de communication qu'il souhaite diffuser.

3.5.2 Organisation de visites et séances privées

Le FRAC s'engage à organiser, à l'attention du personnel d'ENGIE, une visite privée de chaque exposition du plateau et du château sur la saison 2017-2018, ainsi qu'une à deux journée(s) de présentation de *Flash Collection* dans les murs d'ENGIE

Article 4 : Utilisation du FRAC dans la communication de la Fondation ENGIE

Le FRAC autorise la Fondation ENGIE et ENGIE à faire état du présent mécénat et à utiliser des photographies du projet, fournies par le FRAC, pour ses opérations de communication institutionnelle ou générale, notamment sur son site Internet, dans le cadre exclusif de la promotion de son action de mécénat.

Par ailleurs, le FRAC autorise la Fondation ENGIE, pour toute la durée de la présente convention, à réaliser à ses frais des prises de vues du projet.
La Fondation ENGIE s'engage à se rapprocher du service des publics du FRAC pour l'organisation de prises de vue éventuelles dans les établissements scolaires, afin d'anticiper notamment les questions relatives au droit à l'image des élèves participants, et à respecter les instructions formulées l'équipe des publics.

Toute communication de la Fondation ENGIE utilisant le nom « FRAC Ile-de-France » ou ses photographies ou visuels devra être soumise préalablement au FRAC pour accord et devra mentionner les informations suivantes :

Flash Collection, 2017-2018
© frac île-de-france + nom du photographe
En cas d'images d'œuvres : Nom de l'artiste, titre de l'œuvre, année de création, collection du frac île-de-france

Lorsque le FRAC transmet à la Fondation ENGIE des éléments tels que photographies, textes, interviews, dessins, logos, ce partenaire devra s'assurer que ces éléments peuvent être librement utilisés par ENGIE et la Fondation ENGIE dans le cadre de leur communication en relation avec le Projet (hors achat d'espace), leurs activités de mécénat ou leurs actions de solidarité, et lui en garantit l'exploitation paisible.
Cependant, la Fondation ENGIE est seule responsable des demandes d'autorisation et du paiement des droits d'auteur pour la reproduction et la représentation des œuvres non tombées dans le domaine public en vertu des dispositions relatives à la protection du droit d'auteur (voir en particulier les sociétés de droits d'auteurs : ADAGP, SAIF ou les artistes ou leurs ayant droits).

Article 5 : Non concurrence

Le FRAC s'engage à informer la Fondation ENGIE de tout nouveau partenariat ayant trait à l'objet de la Convention.
Il est d'ores et déjà entendu que ces nouveaux partenaires ne seront pas des concurrents du Groupe ENGIE ou ne porteront pas de valeurs en contradiction avec les valeurs portées par la Charte éthique du Groupe ENGIE. Ainsi, en particulier, ils ne pourront appartenir au secteur de l'énergie, de la gestion et du traitement des eaux et des déchets ou avoir une activité qui pourrait porter atteinte à l'environnement.

Article 6 : Durée

7.1. Le présent accord est signé pour la durée du projet jusqu'au 30 juin 2020, sous réserve de durées plus longues expressément prévues.
Tout nouveau partenariat fera l'objet d'une nouvelle convention, aucune reconduction tacite n'étant admise.

7.2. Dans l'hypothèse où le Projet serait reporté, les Parties auront la faculté de maintenir le présent partenariat, le report des délais devant être constaté par voie d'avenant. Les paiements liés à l'avancement du Projet seront en toute hypothèse suspendus de plein droit jusqu'à accord entre les Parties.

7.3. Dans l'hypothèse où le Projet ne serait pas réalisé, quelle qu'en soit la raison, y compris la force majeure, les Parties ayant convenu que les sommes versées doivent être affectées exclusivement à la réalisation du Projet, le FRAC s'engage à rembourser à la Fondation ENGIE l'intégralité de la somme versée, à première demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du courrier recommandé A/R. La Convention serait résiliée de plein droit après constatation de l'impossibilité de réaliser le Projet, sans formalité de quelque nature que ce soit.

7.4. Au cas où pour une cause quelconque l'une des Parties viendrait à manquer à ses obligations au titre de la Convention et si malgré une mise en demeure adressée par la Partie s'estimant lésée avec un préavis de trente (30) jours elle n'exécutait pas en partie ou totalité les obligations à sa charge et ne remédiait pas à ses manquements, l'autre Partie pourra, si elle le désire, résilier la Convention sans formalité, notamment judiciaire, autre que l'envoi d'une lettre recommandée AR indiquant son intention de se prévaloir de la présente stipulation.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation, par la Partie demandant la résiliation, à des dommages et intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 7 : Responsabilité

Le FRAC exerce son activité sans aucun lien de subordination à l'égard de la Fondation ENGIE, la responsabilité de chacune des Parties étant limitée aux engagements pris par chacune d'elles dans la Convention.
En conséquence, il est entendu que la responsabilité de la Fondation ENGIE ne saurait être recherchée pour tout fait du FRAC dans le cadre de la Convention, sa participation n'étant que financière.

Article 8 : Clauses diverses

9.1. Le fait, pour une Partie d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par cette Partie à s'en prévaloir ultérieurement.

9.2. Chaque Partie aux présentes est une personne morale indépendante, tant juridiquement que financièrement, laquelle agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. L'affectio societatis est formellement exclu.

Article 9 : Litiges

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera, faute d'être résolu à l'amiable entre les parties, de la compétence exclusive des Tribunaux de PARIS.

Fait en trois exemplaires, à le

Pour la Région Île-de-France	Pour la Fondation ENGIE	Pour le FRAC Ile-de-France
Valérie Pécresse	Gérard Mestrallet	Florence Berthout
Présidente	Président	Présidente

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-007

DU 24 JANVIER 2018

PARTICIPATION AUX TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS, PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2018 (CONTRIBUTION OBLIGATOIRE, TARIFICATION SOCIALE, IMAGINE R)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des Transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU La loi 82-1153 du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs, et notamment ses articles 14, 17 et 28-3 ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU Le décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France;

VU La délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 relative aux aides régionales au financement des déplacements en transports en commun : action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France et aide régionale en faveur des jeunes pour leur faciliter l'utilisation des transports en commun ;

VU La délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 03-16 du 21 janvier 2016 relative à la suppression de la réduction tarifaire dans les transports pour les étrangers en situation irrégulière ;

VU La délibération n° CR 2017-08 du 25 janvier 2017 relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2018 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-007 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter au Syndicat des Transports d'Île-de-France une autorisation d'engagement de 379 625 167 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2018.

Article 2 :

Décide de participer au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France en 2018, 2019 et 2020 pour un montant forfaitaire annuel de 72 440 000 € aux conditions économiques de janvier 2018, qui sera actualisé en 2019 et 2020 sur la base des hausses tarifaires des forfaits « Solidarité Transport » cumulées depuis le 1er janvier 2018.

Article 3 :

Décide d'approuver le projet de convention ci-joint en annexe n°4 à conclure avec le Syndicat des Transports d'Île-de-France, fixant les modalités de versement de la subvention visée à l'article 2.

Décide d'autoriser la Présidente du Conseil Régional à signer la convention susmentionnée.

Article 4 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France au titre de la participation régionale en 2018 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 72 440 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 72 440 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102003 « Aide au transport des personnes les plus modestes », du budget 2018.

Article 5 :

Décide de participer au financement de la carte Imagine R en 2018, 2019 et 2020 pour un montant forfaitaire annuel de 23 900 000 € aux conditions économiques de janvier 2018, qui sera actualisé en 2019 et 2020 sur la base des hausses tarifaires des abonnements Imagine R cumulées depuis le 1er janvier 2018.

Article 6 :

Décide d'approuver le projet de convention ci-joint en annexe n°5 à conclure avec le Syndicat des Transports d'Île-de-France, fixant les modalités de versement de la subvention visée à l'article 5.

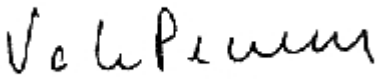
Décide d'autoriser la Présidente du Conseil Régional à signer la convention susmentionnée.

Article 7 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France une subvention forfaitaire en 2018 contribuant au financement de la carte Imagine R, d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102001 « Carte Imagine R», du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1- Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-007	Budget	2018

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181019 - Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens**
Action	**18101901 - Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens**

Dispositif : N° 00000295 - Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens

Dossier	18000280 - CONTRIBUTION RÉGIONALE A L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS: PREMIERE ATTRIBUTION POUR 2018			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	379 625 167,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
379 625 167,00 €	HT	100 %	379 625 167,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000295 - Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	379 625 167,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181019 - 18101901	379 625 167,00 €

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181020 - Actions spécifiques en matière de tarification**
Action	**18102001 - Carte Imagine R**

Dispositif : N° 00000291 - Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R

Dossier	18000544 - Financement des déplacements des jeunes en transport en commun pour 2018			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 900 000,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 900 000,00 €	HT	100 %	23 900 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000291 - Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181020 - 18102001	23 900 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-007	Budget	2018

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181020 - Actions spécifiques en matière de tarification**
Action	**18102003 - Aide aux transports des personnes les plus modestes**

Dispositif : N° 00000294 - Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes

Dossier	18000548 - ACTION RÉGIONALE D'AIDE AU FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 440 000,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 440 000,00 €	HT	100 %	72 440 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000294 - Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	72 440 000,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181020 - 18102003	72 440 000,00 €

Annexe 2- Fiche projet Tarification Solidarité Transport

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000548

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ACTION RÉGIONALE D'AIDE AU FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	72 440 000,00 €	100,00 %	72 440 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 440 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6557-181020-200
18102003- Aide aux transports des personnes les plus modestes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes
Rapport Cadre : CP 2018-007 du 24/01/2018

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes

Public(s) cible(s) :
Les Franciliens les plus modestes

Détail du calcul de la subvention :
La convention porte la contribution de la Région en 2018 à hauteur de 72 440 000 €.
Il s'agit ici de verser la subvention pour l'année 2018 pour un montant de 72 440 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	72 440 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes	75 500 000,00 €

	les plus modestes	
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	139 203 800,00 €
2017	PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus	2 961 592,09 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	6 000 000,00 €
	Montant total	3 133 601 196,23 €

Annexe 3- Fiche projet Imagine R

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000544

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES JEUNES EN TRANSPORT EN COMMUN POUR 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €	100,00 %	23 900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 900 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6557-181020-200
18102001- Carte Imagine R

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R
Rapport Cadre : CP 2018-007 du 24/01/2018

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'utilisation des transports en commun des jeunes

Public(s) cible(s) :
Jeunes

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de verser la subvention pour Imagine R à Île-de-France Mobilité couvrant l'année 2018 pour un

montant de 23,9 Millions €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €

2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	139 203 800,00 €
2017	PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus	2 961 592,09 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	6 000 000,00 €
	Montant total	3 133 601 196,23 €

Annexe 4- Convention Tarification Solidarité Transport

CONVENTION

entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE

et

LE SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

relative au financement de l'aide aux déplacements des personnes aux situations financières les plus modestes en Ile-de-France

pour les années 2018, 2019, 2020

ENTRE

- La Région Ile-de-France, désignée ci-après « la Région », et représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente,

d'une part,

ET

- Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, désigné ci-après « Île-de-France Mobilités », établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39bis/41 rue de Châteaudun 75009 PARIS SIRET n°287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général en vertu de la délibération du conseil n°2016/302 en date du 13/7/2016,

d'autre part,

VU le code des transports ;

VU la délibération n°7333 du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 7 décembre 2001 relative à la création d'une carte de réduction destinée à la mise en œuvre de l'article 123 de la loi solidarité et renouvellement urbains en Ile-de-France ;

VU la délibération n°7990 du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 18 juin 2004 relative à l'extension des réductions offertes aux titulaires de la carte solidarité transport ;

VU la délibération CR n° 66-06 du 30 juin 2006 du Conseil Régional d'Ile-de-France, la délibération n° CP 06-650 du 6 juillet 2006 de la Commission Permanente, la délibération n° CR 43-09 du 6 mai 2009 relatives à l'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France ;

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2006/0575 du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre des mesures de tarification sociale demandées et financées par la Région ;

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2007-0053 du 14 février 2007 relative à la création du titre gratuit relatif à la Carte Solidarité Transport ;

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2008/746 du 2 octobre 2008 relative à la modification de la tarification sociale ;

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2009/400 du 8 avril 2009 relative à la modification des conditions d'octroi du forfait Gratuité Transport pour tenir compte de la loi relative au RSA ;

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2011/622 du 6 juillet 2011 relative à la gratuité des transports accordée aux jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;

VU la délibération CR n°63-14 du 21 novembre 2014 du Conseil Régional d'Ile-de-France, relative aux aides régionales au financement des déplacements en transport en commun ;

VU la délibération CR n°57-15 du 18 juin 2015 du Conseil Régional d'Ile-de-France, relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant "toutes zones";

VU la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2016-024 du 17 février 2016 relative à la modification de la Tarification Solidarité Transport;

VU la délibération CP n° 2018-007 du 24 janvier 2018 du Conseil Régional d'Ile-de-France relative à la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, Imagine R);

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport.

* Gratuité Solidarité Transport.

La gratuité est ouverte aux allocataires du RSA résidant en Ile-de-France sous conditions de ressources fixées par le Ile-de-France - Mobilités ainsi qu'aux membres de leur foyer, aux personnes résidant en Ile-de-France et bénéficiaires à la fois de l'ASS et de la CMU-C et aux jeunes franciliens résidant en Ile-de-France, sortis du système scolaire et sans emploi, stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs suivants du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle : Avenir Jeunes, programme Compétences, Ecole de la Deuxième chance.

Les bénéficiaires de la gratuité peuvent, pendant la période de validité accordée, charger le forfait Navigo Gratuité sur un passe Navigo.

Le forfait Navigo Gratuité permet de voyager en Ile-de-France sur les mêmes réseaux de transport qu'un forfait Navigo toute zones.

* Réduction Solidarité Transport.

La réduction Solidarité Transport est ouverte aux personnes résidant en Ile-de-France et bénéficiaires de la CMU-C ainsi qu'aux membres de leur foyer, et aux allocataires de l'ASS non bénéficiaires de la CMU-C.

La réduction Solidarité Transport :

- permet de bénéficier du demi-tarif pour l'achat de tickets t+ extraits d'un carnet et/ou de billets « origine-destination » à l'unité ou en carnet ;
- donne le droit de circuler avec un forfait Navigo Solidarité, semaine ou mois, vendu avec 75% de réduction par rapport au forfait Navigo de même zonage et même durée.

Les droits à réduction et les forfaits Navigo Solidarité sont délivrés sur passe Navigo.

La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

La mesure de gratuité destinée aux jeunes inscrits dans un dispositif d'insertion fait l'objet d'un mode de financement spécifique et n'est pas prise en charge au titre de la présente convention.

Pour déterminer le poids économique des mesures au financement desquelles la subvention de la Région a vocation à contribuer, il est tenu compte du fait que la mise en place de ces mesures est allée de pair avec la cessation de l'attribution de chèques mobilité aux allocataires de l'ASS et a donc représenté une certaine économie.

ARTICLE I^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les conditions et modalités selon lesquelles la Région participe au financement de la Tarification Solidarité Transport décidée par Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019 et 2020.

ARTICLE 2 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA REGION

La subvention de la Région est égale à un forfait de référence actualisé en fonction des hausses tarifaires.

Le forfait de référence est de 72 440 000 € pour une année, aux conditions économiques de janvier 2018.

Pour l'année N, la valeur actualisée de la participation est calculée comme suit, avec arrondi mathématique au millier d'euros :

Valeur de la participation pour l'année N
=
72 440 000 €
X
[Tarif Navigo mois toutes zones au 1/1/N / Tarif Navigo mois toutes zones au 1/1/2018]

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE LA REGION

La Région verse 25 % du montant de sa subvention annuelle chaque trimestre.

Les titres de recette correspondants aux acomptes sont émis par Île-de-France Mobilités au début de chaque trimestre.

La Région mandate à Île-de-France Mobilités sa contribution, au plus tard 45 jours après réception du titre de recette.

La contribution régionale sera versée sur le compte établi au nom du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Les coordonnées bancaires du Syndicat des Transports d'Ile-de-France sont les suivantes :

Adresse bancaire :	TP PARIS RGF
Titulaire du compte :	Syndicat des transports d'Ile-de-France
N° de Banque :	10071
N° de guichet :	75000
N° de compte :	00001005079 Clé 72

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification » du budget du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 4 : CONTROLE ET RESTITUTION EVENTUELLE DE L'AIDE REGIONALE

Île-de-France Mobilités s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

En particulier, les documents justifiant de la délivrance des forfaits peuvent, à sa demande, être communiqués à la Région. A cet effet, Île-de-France Mobilités tient à sa disposition, pour vérification sur place, les tableaux de vente des forfaits Solidarité Transport communiqués par les entreprises de transport.

Île-de-France Mobilités conserve l'ensemble des pièces justificatives pendant 10 ans à compter de leur émission.

En cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, les sommes accordées sont restituées.

Une évaluation de la mesure depuis le début de la mise en œuvre de la convention sera réalisée avant le 1er juillet 2020.

ARTICLE 5 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention entre en vigueur, après sa signature par l'ensemble des parties, à compter du 1er janvier 2018. Elle est conclue pour les années 2018, 2019 et 2020.

Elle s'achève au plus tard le 30/12/2021.

ARTICLE 6 : BILAN ANNUEL ILE-DE-FRANCE MOBILITE

Île-de-France Mobilités transmet un bilan annuel complet de la mise en œuvre des mesures sur l'année N avant le 30 avril de l'année N+1 :

- nombre de bénéficiaires de la réduction Solidarité Transport par mois de l'année N et catégorie (CMU-C / ASS) ;
- nombre de bénéficiaires de la gratuité par mois de l'année N et catégorie (RSA / CMU-C + ASS) ;
- nombre de forfaits vendus sur l'année N par couple de zones.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMUNICATION

Île-de-France Mobilités s'engage à valoriser de manière significative le financement par la Région de l'aide aux déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France.

Cet engagement vaut pour tous les supports ou médias utilisés lors des campagnes de communication (affichage, radio, presse, Internet, tv, autres) quand Île-de-France Mobilités est elle-même commanditaire ou s'il s'agit d'un transporteur.

La Région est tenue informée, en amont de leur réalisation, de toutes actions de communication, relations presse, relations publiques engagées sur ce sujet, et doit donner son accord avant le lancement de chacune d'entre elles.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à PARIS,

en deux exemplaires originaux dont un sera remis à chaque signataire.

Notifiée le :

Pour le Syndicat des Transports
d'Ile-de-France,
la Directeur Général

Laurent PROBST

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Valérie PÉCRESSE

Annexe 5- Convention Imagine R

CONVENTION

entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE

et

LE SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

relative au financement des abonnements annuels aux transports collectifs, destinés aux jeunes, appelés « Imagine R »

pour les années 2018, 2019, 2020

(Campagnes scolaires 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020)

ENTRE

- La Région Ile-de-France, désignée ci-après « la Région », et représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente,

d'une part,

ET

- Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, désigné ci-après « Île-de-France Mobilités », établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39bis/41 rue de Châteaudun 75009 PARIS SIRET n°287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général en vertu de la délibération du conseil n°2016/302 en date du 13/7/2016,

d'autre part,

VU le code des transports,

VU la décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports Parisiens en date du 18 juin 1998 créant la carte d'abonnement annuel destinée aux collégiens, lycéens, apprentis en formation par alternance et étudiants, dite Imagine R et incluant le dézonage week-end et jours fériés,

VU la décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports Parisiens en date du 20 juin 2000 portant extension du dézonage des cartes Imagine R aux petites vacances scolaires,

VU la décision n°7989 du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 18 juin 2004 portant extension du dézonage de la carte Imagine R pour la période du 1er juillet au 31 août,

VU la décision n°2009-404 du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 8 avril 2009 relative aux conditions d'attribution des cartes Imagine R scolaire et Imagine R étudiant ;

VU la délibération CR n°63-14 du 21 novembre 2014 du Conseil Régional d'Ile-de-France, relative aux aides régionales au financement des déplacements en transport en commun ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;

VU la délibération n° CR 2017-08 du 25 janvier 2017 relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;

VU la délibération CP n° 2018-007 du 24 janvier 2018 du Conseil Régional d'Ile-de-France relative à la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, Imagine R);

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France a créé en juin 1998 les abonnements annuels appelés Imagine R Scolaire et Imagine R Etudiant destinés aux jeunes Franciliens de moins de 26 ans scolarisés. Les conditions générales d'abonnement sont sous la responsabilité du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

La vocation des abonnements Imagine R, grâce à un titre de transport peu coûteux et d'usage simple, est d'inciter les jeunes voyageurs à utiliser régulièrement les transports collectifs aussi bien pour leurs déplacements obligés résidence - lieu de formation que pour leurs déplacements de loisirs.

ARTICLE Ier : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les conditions et les modalités selon lesquelles la Région participe au financement du dispositif Imagine R pour les années 2018, 2019 et 2020 (correspondant respectivement aux années scolaires 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020).

La subvention de la Région vise plus précisément à contribuer au financement des coûts découlant du transfert de la clientèle des étudiants du pass Navigo vers l'abonnement Imagine R.

ARTICLE 2 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA REGION

La subvention de la Région est égale à un forfait de référence actualisé en fonction des hausses tarifaires.

Le forfait de référence est de 23 900 000 €, aux conditions économiques de janvier 2018.

Pour l'année N, la valeur actualisée de la subvention est calculée comme suit, avec arrondi mathématique au millier d'euros :

Valeur de la subvention pour l'année N

=

23 900 000 €.

X

{ (Tarif Imagine R scolaire au 1/1/N + Tarif Imagine R Etudiant) au 1/1/N

/

(Tarif Imagine R scolaire au 1/1/2018 + Tarif Imagine R Etudiant) au 1/1/2018 }

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE LA REGION

Pour chacune des 3 années couvertes par cette convention, Île-de-France Mobilités transmet à la Région, au plus tard le 31 octobre de l'année N, un titre de recettes au titre de sa contribution pour l'année N. A réception du titre de recettes, le paiement dû par la Région à Île-de-France Mobilités sera effectué dans un délai de 45 jours calendaires.

La contribution régionale sera versée sur le compte établi au nom du Syndicat des Transports d'Ile-de-France aux coordonnées ci-après :

Adresse bancaire : TP PARIS RGF

Titulaire du compte : Syndicat des transports d'Ile-de-France

N° de Banque : 10071

N° de guichet : 75000

N° de compte : 00001005079 Clé 72

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre budgétaire : 938 « Transports », code fonctionnel : 810 « Services communs », programme HP 810 – 020 : « Actions spécifiques en matière de tarification », du budget de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4 : CONTROLE ET RESTITUTION EVENTUELLE DE L'AIDE REGIONALE

Île-de-France Mobilités s'engage à faire ressortir directement dans ses écritures la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Île-de-France Mobilités s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

En particulier, les documents justifiant de la délivrance des cartes peuvent, à sa demande, être communiqués à la Région.

En cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, les sommes accordées sont restituées.

Une évaluation de la mesure depuis le début de la mise en œuvre de la convention sera réalisée avant le 1er juillet 2020.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION ET DUREE

La présente convention entre en vigueur, après sa signature par l'ensemble des parties, à compter du 1er janvier 2018. Elle est conclue pour les années 2018, 2019 et 2020.

Elle s'achève au plus tard le 30/12/2021.

ARTICLE 6 : BILAN ANNUEL ILE-DE-FRANCE MOBILITE

Île-de-France Mobilités transmet un bilan annuel complet de la mise en œuvre des mesures sur l'année N avant le 30 avril de l'année N+1 : nombre de forfaits Imagine R scolaire et Imagine R étudiant vendus au titre de l'année scolaire N/N+1 par département.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMUNICATION

Île-de-France Mobilités s'engage à valoriser de manière significative le financement par la Région du dispositif Imagine R.

Cet engagement vaut pour tous les supports ou médias utilisés lors des campagnes de communication (affichage, radio, presse, Internet, tv, autres) quand Île-de-France Mobilités est elle-même commanditaire ou s'il s'agit d'un transporteur.

La Région est tenue informée, en amont de leur réalisation, de toutes actions de communication, relations presse, relations publiques engagées sur ce sujet, et doit donner son accord avant le lancement de chacune d'entre elles.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à PARIS,

en deux exemplaires originaux dont un sera remis à chaque signataire.

Notifiée le

Pour le Syndicat des Transports
d'Ile-de-France,
Le Directeur général

Laurent PROBST

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Valérie PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-024

DU 24 JANVIER 2018

MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE. AFFECTATIONS PROVISIONNELLES, ILE-DE-FRANCE EUROPE ET PREMIÈRE ACTION DE COOPÉRATION 2018.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER),

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE),

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU La loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

VU La délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020,

VU La délibération CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération du n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Île-de-France,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

VU La délibération n° CP 2017-090 du 8 mars 2017 relative à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et IdFE,

VU La délibération n° CP 16-553 du 16 novembre 2016 portant subvention pour l'organisation du 2ème forum des carrières de l'Europe,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018,

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-024 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer à Île-de-France Europe une subvention de fonctionnement de 177 660 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 177 660 € disponibles sur le chapitre 930 «services généraux » ; code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402 « Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2018, correspondant à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2018.

Article 2 :

Décide d'attribuer à l'association Institut du Monde Lusophone une subvention de fonctionnement de 10 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services Généraux » - code fonctionnel 042 « actions européennes » - programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » - action 10400402 « actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2018, pour les dépenses directes liées au projet « Assises de la lusophonie et de la francophonie ».
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er juin 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 3 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 20 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services Généraux » - code fonctionnel 042 « actions européennes » - programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » - action 10400402 « actions européennes » du budget 2018, pour les dépenses directes liées à l'accueil de délégations étrangères venant des zones de coopération et à l'organisation de manifestations organisées sur le territoire d'Île-de-France

Article 4 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 000 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services », action 10201213 « Assistance technique » du budget 2018, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels d'investissement.

Article 5 :

Accorde à l'association Café de l'Avenir une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire au titre de la subvention qui lui a été accordée par délibération n° CP 16-553 du 16 novembre 2016.
Modifie la fiche projet correspondante, telle que cela figure en annexe de la délibération.

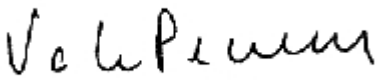
Décide de participer, au titre du dispositif Actions européennes, au financement de la seconde édition du forum des carrières de l'Europe par la réaffectation en faveur de l'association Café de l'Avenir d'une subvention de fonctionnement de 3 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant figurant en annexe n°5 de la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 000 € sur le chapitre 930 «services généraux» ; code fonctionnel 042 «Actions européennes» programme HP 042-004 (104004) «Actions européennes», action 10400402 «Actions européennes» nature 657 «Subventions» du budget 2018 pour les dépenses directes liées au projet 2ème Forum des Carrières de l'Europe.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 11 octobre 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, tel que cela figure dans la fiche projet mentionnée au deuxième alinéa.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-024	Budget	2018

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**042 - Actions européennes**
Programme	**104004 - Actions européennes**
Action	**10400401 - Actions européennes**

Dispositif : N° 00000548 - Actions européennes

Dossier	18002195 - REAFFECTATION DE SUBVENTION AU CAFE DE L'AVENIR POUR LE 2EME FORUM DES CARRIERES DE L'EUROPE			
Bénéficiaire	P0035602 - LE CAFE DE L AVENIR			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 247,00 €	TTC	3,56 %	3 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000548 - Actions européennes	3 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 042 - 104004 - 10400401	3 000,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**042 - Actions européennes**
Programme	**104004 - Actions européennes**
Action	**10400402 - Actions européennes**

Dispositif : N° 00000548 - Actions européennes

Dossier	18000101 - INSTITUT DU MONDE LUSOPHONE			
Bénéficiaire	P0037795 - INSTITUT DU MONDE LUSOPHONE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	25 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000548 - Actions européennes	10 000,00 €

Dispositif : N° 00000589 - OA / Ile-de-France Europe

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-024	Budget	2018

Dossier	18000032 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION ILE-DE-FRANCE EUROPE			
Bénéficiaire	R9625 - IDFE ILE DE FRANCE EUROPE IDFE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	177 660,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 800,00 €	HT	70 %	177 660,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000589 - OA / Ile-de-France Europe	177 660,00 €

Total sur l'imputation 930 - 042 - 104004 - 10400402	187 660,00 €

FICHE PROJETS

DOSSIER N° 18000101 - INSTITUT DU MONDE LUSOPHONE

Dispositif : Subventions spécifiques affaires européennes (fonctionnement) (n° 00001087)
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions spécifiques affaires européennes (fonctionnement)	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DU MONDE LUSOPHONE
Adresse administrative : 9 BIS RUE DE PARADIS
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE DE OLIVEIRA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : actions européennes / catégorie « hors dispositif »

Objet du projet : soutien aux Assises de la lusophonie et de la francophonie organisées à Paris du 7 au 9 décembre 2017

Dates prévisionnelles : 1 juin 2017 - 1 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évènement a eu lieu du 7 au 9 décembre 2017 ; pour son organisation des dépenses ont dû être engagées à partir du 1er juin 2017.

Description :
Ce projet a été créé à l'initiative d'enseignants-chercheurs de l'université Sorbonne Nouvelle qui souhaitaient, à l'image de l'Institut du Monde arabe, doter les acteurs de la lusophonie d'un lieu d'échanges et de promotion culturelle.
L'Institut du Monde lusophone a d'abord été créé en 2015 sous une forme associative avec pour objectif, d'ouvrir un espace d'accueil du public à vocation culturelle et économique.
L'organisation des Assises de la lusophonie et de la francophonie organisées à Paris du 7 au 9 décembre 2017, a constitué le premier grand évènement de rassemblement organisé par l'association. Il a permis de promouvoir le projet de centre culturel auprès de personnalités politiques et économiques susceptibles d'apporter leur soutien à cette initiative. L'évènement s'inscrivait également dans une démarche scientifique en proposant un programme de colloques sur les différents enjeux de l'aire lusophone et francophone (diplomatie culturelle, politiques d'éducation, intelligence économique...)

Le bénéficiaire s'est engagé à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République

et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale couvre l'ensemble des dépenses éligibles en fonctionnement (base subventionnable 40 000 €).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
honoraires organisation et animation évènement	10 000,00	25,00%
communication	7 000,00	17,50%
vols internationaux et transport local	5 000,00	12,50%
frais de bouche	7 000,00	17,50%
hébergement	10 000,00	25,00%
Frais administratifs et de suivi	1 000,00	2,50%
Total	40 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	12,50%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	25,00%
Groupe TOTAL	10 000,00	25,00%
Assurances Fidelidade	5 000,00	12,50%
Entreprise holding Saint Germain	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2018 - CP2018-024

DOSSIER N° 18002195 - REAFFECTATION DE SUBVENTION AU CAFE DE L'AVENIR POUR LE 2EME FORUM DES CARRIERES DE L'EUROPE

Dispositif : Actions européennes (n° 00000548)
Délibération Cadre : CR75-07 du 28/06/2007
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions européennes	84 247,00 € TTC	3,56 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CAFE DE L'AVENIR
Adresse administrative : 30 RUE FALGUIERE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise Lefèvre, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2016 - 3 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet s'est déroulé le 3 décembre 2016

Description :
La Région Ile-de-France n'a pu verser la subvention accordée au Café de l'Avenir dans le cadre de la convention n° 16016103 (CP 16-553). Arrivée à caducité, au titre de cette subvention, une réaffectation, suite à une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire, est accordée alors que le projet concerné a bien été réalisé.

Pour rappel, le projet correspondait à l'organisation du 2ème forum des carrières de l'Europe, évènement qui a eu lieu, le 3 décembre 2016, au Conseil Economique, Social et Environnemental dont l'espace et la configuration ont permis l'installation de stands, d'ateliers et d'échanges dans le cadre de tables-rondes ainsi que de remises de prix et parrainages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
KIT DE COMMUNICATION	10 000,00	11,87%
CAMPAGNE DE COMMUNICATION	8 330,00	9,89%
AMENAGEMENTS, LOCAUX, ASSURANCE	38 336,00	45,50%
FRAIS DE PERSONNEL	21 134,00	25,09%
COCKTAIL, CLOTURE, PRIX	6 447,00	7,65%
Total	84 247,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Reports (ressources non utilisées d'opérations antérieures)	7 747,00	9,20%
Stands et partenariats	73 500,00	87,24%
Subvention Région (attribuée)	3 000,00	3,56%
Total	84 247,00	100,00%

CONVENTION

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…. du 24 Janvier 2018. ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : INSTITUT DU MONDE LUSOPHONE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 82120325400015
Code APE :
dont le siège social est situé au : 9 bis rue de Paradis – 93600 Aulnay-sous-Bois
ayant pour représentant Mme Isabelle DE OLIVEIRA, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Institut du Monde Lusophone pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien aux Assises de la lusophonie et de la francophonie organisées à Paris du 7 au 8 décembre 2017 (référence dossier n18000101).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 25,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 40 000 €, soit un montant maximum de subvention de 10 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er juin 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 24 janvier 2018.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du 24 janvier 2018.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

AVENANT A LA CONVENTION DU CAFE DE L'AVENIR

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N° 16016103

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LE CAFE DE L 'AVENIR
dont le statut juridique est :
N° SIRET : 517980207 00016

dont le siège social est situé au : 30 RUE FALGUIERE 75015 PARIS
ayant pour représentant Madame Françoise Lefèvre, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par délibération n°CP 553 du 16 novembre 2106, la Région a attribué une subvention au Café de l'Avenir pour l'organisation du 2ème forum des carrières de l'Europe.
Elle a décidé, par délibération n° CP 2018-24 du 24 janvier 2018, de lui accorder à titre exceptionnel, une dérogation au recrutement d'un stagiaire pour une durée minimale de deux mois.
Les Parties se sont rapprochées afin de modifier la convention de subventionnement correspondante n°16016103 :

ARTICLE 1 : L'article 2.2 de la convention est supprimé.

ARTICLE 2 : Le cinquième alinéa de l'article 2.3 de la convention est supprimé.

ARTICLE 3 : Au deuxième alinéa de l'article 3.2.3, les mots "d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)" sont supprimés.

ARTICLE 4 : Au deuxième alinéa de l'article 6, les mots "ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants" sont supprimés.

ARTICLE 5 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 6 : Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7 : Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par délibération n°CP 2017-24 du 24 janvier 2018.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LE CAFE DE L 'AVENIR
Madame Françoise Lefèvre, Présidente

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-065

DU 24 JANVIER 2018

RELANCER L'ASCENSEUR SOCIAL, VALORISER LE MÉRITE ET L'EXCELLENCE - FAVORISER LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS - PORTAIL DE L'ORIENTATION - PREMIÈRES AFFECTATIONS 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat–Région 2015- 2020 ;

VU La délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 relative à la révision du Contrat de Plan Etat–Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU La délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 relative à l'aide régionale au mérite et à l'aide au diplôme d'accès aux études universitaires ;

VU La délibération n° CP 2017-205 du 17 mai 2017 autorisant la Présidente à signer la convention de maîtrise d'ouvrage de l'opération Première Pierre – Val d'Europe - Université Paris Est Marne la Vallée ;

VU La délibération n° CP 2017-362 du 5 juillet 2017 relative à l'aide à la mobilité internationale des étudiants en BTS ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-065 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions en faveur de l'aide régionale au mérite

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale au mérite », de soutenir la promotion 2016 et la promotion 2017 par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 193 800 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant n°2 à la convention signée avec le CROUS de Paris le 21 novembre 2016, tel qu'il est présenté en annexe n° 2, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 193 800 € au titre du dispositif « Aide régionale au mérite » pour l'année universitaire 2017-2018, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-008 « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 12300802 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1 à la délibération.

Article 2 : Actions en faveur de l'aide régionale pour le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires)

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2017-2018, de soutenir 314 nouveaux bénéficiaires dont la liste est présentée en annexe n° 3 à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire.

Article 3 : Attribution d'une aide à la mobilité internationale en faveur d'une étudiante en STS (AMIE-BTS) – Année 2016-2017

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », au financement du projet de mobilité d'une étudiante, réalisé durant l'année universitaire 2016-2017, présenté dans le tableau en annexe n° 4 à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant de 500 €.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er mai 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, le départ en mobilité ayant eu lieu en mai 2017.

Article 4 : Prise en compte des dépenses éligibles dans le cadre de l'aide à la mobilité internationale des étudiants (AMIE) – Année 2017-2018

A l'article 1 de la délibération n° CP 2017-442 du 20 septembre 2017, est ajouté l'alinéa suivant : « Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juillet 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016. ».

Article 5 : Portail régional de l'orientation, Oriane : affectation d'autorisation de programme

Affecte pour le développement du portail de l'orientation « Oriane», un montant d'autorisation de programme de 120 000 € prélevés sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300901 « Orientation et formations supérieures » du budget 2018.

Article 6 : Portail régional de l'orientation, Oriane : affectation d'autorisation d'engagement

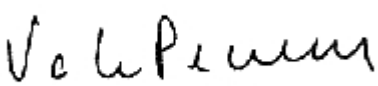
Affecte pour la production et l'actualisation de contenus destinés à alimenter le portail de l'orientation « Oriane», un montant d'autorisation d'engagement de 120 000 € prélevés sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300903 «Orientation et formations supérieures » du budget 2018.

Article 7 : Modification de la convention relative à l'opération Première Pierre – Val d'Europe - Université Paris Est Marne la Vallée

Abroge l'article 3 alinéa 1 de la de la délibération n° CP 2017-205 du 17 mai 2017.

Approuve la convention figurant en annexe n° 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-065	Budget	2018

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123008 - Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants**
Action	**12300802 - Développement de l'accès à l'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000966 - Aide régionale au mérite

Dossier	18001583 - Aide régionale au mérite - Année universitaire 2017-2018 – 2ème affectation			
Bénéficiaire	R23696 - CROUS CENTRE REGIONAL OEUVRE UNIV SCOLAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 193 800,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 193 800,00 €	TTC	100 %	1 193 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000966 - Aide régionale au mérite	1 193 800,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123008 - 12300802	1 193 800,00 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CROUS DE PARIS

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE
ET LE CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES DE PARIS
RELATIVE A LA GESTION DU DISPOSITIF DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE
ANNEE UNIVERSITAIRE 2017-2018

Entre

"La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N°CP XXXXXXX
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

"L'organisme dénommé : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, situé au 39, Avenue Georges Bernanos 75005 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Denis LAMBERT, Directeur général

ci-après dénommé « le CROUS de Paris »
d'autre part,

PREAMBULE :

Une convention d'une durée triennale a été signée le 21 novembre 2016 entre la Région Île-de-France et le CROUS de Paris, ayant pour objet la création d'un partenariat entre les deux parties visant à faciliter la mise en place du dispositif de l'aide régionale au mérite.

Dans ce cadre, elle a fixé les conditions et modalités de gestion par le CROUS de Paris du dispositif régional et les montants attribués pour l'année universitaire 2016-2017.

Un premier avenant ayant pour objet de fixer les montants au titre du paiement de l'aide régionale et des frais de gestion pour l'année universitaire 2017-2018 et les modalités de gestion par le CROUS de Paris relatives au suivi et à l'évaluation du dispositif régional de l'aide au mérite a été signé le 04 décembre 2017.

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant de l'affectation complémentaire au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2016-2017,
- de fixer le montant de l'affectation complémentaire au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2017-2018,
- et de compléter le cadre général d'exécution de la convention de partenariat.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 1.1 : Conditions de financement au titre de l'année 2016-2017

La liste définitive transmise par le CROUS de Paris comprend 2 858 étudiants bénéficiaires de l'aide régionale, pour l'année universitaire 2017-2018, parmi lesquels 366 étudiants méritants identifiés tardivement par le CROUS.

La subvention de 2 340 000 euros votée pour l'année universitaire 2016-2017 a permis le paiement de l'aide, d'un montant de 900 €, à 2 600 étudiants méritants.

Il reste donc 258 dossiers à payer.
Une subvention complémentaire de 232 200 euros est attribuée au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2016-2017, permettant le versement de l'aide de 900 € aux étudiants en une fois d'ici le 28 février 2018.

Article 1.2 : Conditions de financement au titre de l'année 2017-2018

Après une réactualisation des données transmises par le CROUS de Paris, l'effectif estimé pour la promotion 2017 s'élève à 1 913 bénéficiaires.

Ainsi les coûts prévisionnels au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2017-2018 s'élèvent à 4 485 200 €.

Un montant de 3.523.600 € a été affecté en 2017.
Une subvention complémentaire de 961 600 euros est attribuée au titre du paiement de l'aide régionale pour l'année universitaire 2017-2018.

ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention et de l'avenant n° 1 restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, Le

Pour la Région Ile-de-France

Pour le CROUS de Paris

ANNEXE N° 3 A LA DELIBERATION : DEUXIEME LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE AU DAEU – ANNEE 2017-2018

Liste non diffusable des bénéficiaires de l'aide au passage du Diplôme d'accès aux études universitaires - Année universitaire 2017-2018

à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

ANNEXE N° 4 A LA DELIBERATION : LISTE COMPLEMENTAIRE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS EN BTS – ANNEE 2016-2017

Liste complémentaire non diffusable des bénéficiaires conditionnels AMIE BTS,
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Année universitaire 2016-2017

ANNEXE N° 5 A LA DELIBERATION : OPERATION DE CONSTRUCTION DU BATIMENT DIT « PREMIERE PIERRE » A SERRIS AU BENEFICE DE L'UNIVERSITE PARIS EST MARNE-LA-VALLEE : PROJET DE CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE

CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Bâtiment Première Pierre Campus Val d'Europe.

Entre

L'État (ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de l'enseignement supérieur)
représenté par Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France,
Assisté de Madame la Rectrice de l'Académie de Créteil,
ci-après dénommé l' « Etat »,
d'une part,

et

La Région Ile-de-France représentée par la Présidente du Conseil régional,
dûment habilitée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional
n° CP 2018-…… en date du 24 janvier 2018, ci-après dénommée la « Région »,
d'autre part,

VU

- le Code de l'éducation et notamment son article L. 211-7 relatif à la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur confiée à des collectivités territoriales ;

- le Contrat de Plan conclu 9 juillet 2015 entre l'Etat et la Région, et notamment le volet Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Numérique et Emploi prévoyant l'engagement financier de la Région et de l'Etat sur l'opération de construction d'un bâtiment d'enseignement pour l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM) sur le campus Val d'Europe à Serris (77) ;

- la circulaire interministérielle (budget, enseignement supérieur et recherche) du 16 janvier 1995 relative à la déconcentration des investissements exécutés par l'État et des subventions d'investissements accordées par l'État ;

- la circulaire interministérielle (budget, enseignement supérieur et recherche) du 16 janvier 1995 relative au régime de propriété des constructions universitaires financées par les collectivités locales ;

- la circulaire n°90-349 du 21 décembre 1990 relative à l'exercice par les collectivités territoriales ou leurs groupements de la maîtrise d'ouvrage des constructions d'établissements d'enseignement supérieur ;

- la circulaire interministérielle (éducation nationale, finances) du 6 février 2002 relative aux modalités d'attribution des subventions d'investissement aux établissements publics d'enseignement supérieur et aux collectivités locales ou leurs groupements pour certaines constructions universitaires et leur premier équipement ;

- la circulaire n°2015-146 du 19 août 2015 relative à l'expertise des projets de construction universitaires ;

– l'accord de principe donné par le préfet de région en date du 5 mai 2017 en vue de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Région, l'agrément du préfet de région en date du 31 août 2017 accordé sur le dossier d'expertise de l'opération ;

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de la convention

L'objectif des signataires est de construire un bâtiment d'enseignement dédié à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée sur le campus Val d'Europe à Serris (77).
Dans cette perspective, la présente convention porte sur les études, la réalisation et le premier équipement de l'ensemble de ce projet ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs dans la limite de l'emprise identifiée à l'article 2 ci-dessous.

L'État confie à la Région qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage de l'opération définie ci-dessus.

Article 2 - Lieu d'implantation

Les locaux destinés à cet établissement seront implantés au sein du quartier des Gassets qui hébergera le futur campus universitaire du Val d'Europe.

Le bâtiment sera implanté sur le lot AF4G1b d'une superficie 2 186 m2, appartenant à l'Etat, qui réunit la parcelle ZA 374, d'une surface de 1042 m² située dans la ZAC de Montévrain Université sur la commune de Montévrain et la parcelle AC 418 d'une surface de 1 144 m² située dans la ZAC des Gassets sur la commune de Serris.

Article 3 – Financement

Le montant retenu pour cette opération s'élève à 15 millions d'euros comprenant l'ensemble des dépenses (études, travaux, VRD, premier équipement).

Conformément aux engagements financiers pris au titre du contrat de projets 2015-2020,

- l'Etat s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 5,5 millions d'euros.
- la Région s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 9,5 millions d'euros.

La participation de l'Etat est ferme et définitive. Le maître d'ouvrage supporte les risques du fait des aléas administratifs, techniques ou économiques hors les cas d'une absence de mobilisation des cofinancements attendus du (ou des) partenaire(s) sur l'opération ou de délais trop importants pris par les cosignataires pour transmettre leur avis sur les pièces techniques communiquées au titre de l'article 5 ci-après.

3.1 - La première phase de l'opération est entièrement financée par l'Etat.

Ce financement doit permettre de couvrir l'élaboration du programme architectural, fonctionnel et environnemental de l'opération, les premiers diagnostics techniques ainsi que les frais liés à l'acquisition. Un montant de 150 000 € a été affecté par l'Etat pour financer cette phase.

3.2 – La seconde phase de l'opération est entièrement financée par la Région.

Ce financement doit permettre de couvrir l'élaboration des diagnostics complémentaires ainsi que les prestations du mandataire, de la maîtrise d'œuvre et des intervenants chargés des missions de contrôle et de coordination.

Des affectations successives d'un montant global de 2,23 millions d'euros (enveloppe du Contrat de plan) seront proposées en Commission permanente pour financer cette phase.

3.3 - La troisième phase qui démarre au stade de l'approbation de l'avant-projet définitif, est cofinancée par l'Etat et la Région.

La participation de l'Etat s'élève sur cette phase à 5,35 millions d'euros. Celle de la Région à 7,27 millions d'euros.

Ce financement doit permettre l'attribution des marchés de travaux et la réalisation du chantier ainsi que le premier équipement.

La couverture en crédits de paiement par l'Etat est effectuée en fonction de l'échéancier correspondant aux phases techniques suivantes :

- 1er versement : 15 % de 5,35 M€, soit 802 500 €, au démarrage des travaux.
- 2ème versement : 30 % de 5,35 M€, soit 1 605 000 €, à l'achèvement des fondations.
- 3ème versement : 30 % de 5,35 M€, soit 1 605 000€, à l'achèvement du clos et couvert du bâtiment.
- 4ème versement : le solde de la subvention, correspondant aux 25 % restants, soit 1 337 500 €, à la réception des travaux.

Les acomptes sont payés sur émission d'un titre de recette accompagné de la production d'un certificat établi par le maître d'ouvrage et validé par le représentant de l'Etat, ordonnateur de la subvention, mentionnant l'état d'avancement des travaux par rapport à la réalisation effective des phases techniques décrites dans la présente convention.

Le Directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et du département de Paris, 94, rue Réaumur, 75014 Paris Cedex 02, est le comptable assignataire des dépenses.

Article 4 – Dossier d'expertise

Le dossier d'expertise de l'opération fixant les objectifs et la consistance du projet, élaboré par l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée a été approuvé par son conseil d'administration le 11 mai 2017.

Article 5 - Maîtrise d'ouvrage

L'opération est menée par la Région sur la base des caractéristiques du projet fixées dans la décision préfectorale approuvant le dossier d'expertise.

Le maître d'ouvrage s'engage à associer étroitement à la mise en œuvre de l'opération le Préfet de Région, la Rectrice de l'Académie de Créteil ainsi que le chef de l'établissement d'enseignement supérieur, ou leurs représentants respectifs.
L'avis préalable et explicite de l'État est sollicité lors des différentes phases d'études, et notamment au stade de l'avant-projet, avant leur approbation par le maître d'ouvrage.

L'Etat et l'établissement d'enseignement supérieur sont notamment représentés avec voix délibérative au sein du jury de sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre. La participation des utilisateurs est également prévue au sein de la commission technique d'analyse des projets de maîtrise d'œuvre.

Pendant le déroulement de l'opération, les services de l'État ne peuvent pas intervenir directement auprès de la maîtrise d'œuvre ou des entreprises. Toutes les remarques utiles doivent être adressées au maître d'ouvrage. À cette fin, des réunions de suivi sont organisées au moins une fois par trimestre entre le maître d'ouvrage et les services compétents de l'État.

La déclaration d'ouverture de chantier et l'ordre de service de démarrage des travaux seront communiqués aux services de l'Etat et de l'établissement d'enseignement supérieur dès le début des travaux de construction.

Article 6 - Remise des immeubles à l'État

La réception des travaux est prononcée par la Région, maître d'ouvrage qui veille à ce que les représentants de l'État et de l'établissement d'enseignement supérieur assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Une ampliation du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre et de la décision de réception prise par le maître d'ouvrage est adressée au recteur d'académie, service de l'ingénieur régional de l'équipement.

Les ouvrages sont remis gratuitement et en pleine propriété à l'État après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Région ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage. La remise en pleine propriété à l'État intervient conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

Toute remise partielle correspondant à une mise en fonctionnement fractionnée des bâtiments ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La remise des ouvrages à l'État ne peut être acceptée qu'après l'obtention de l'avis favorable d'ouverture au public de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Au jour de la réception, un procès-verbal de prise de possession est établi entre les représentants de l'Etat, la Région et l'affectataire. Il précise les responsabilités de l'affectataire relatives à la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'à l'entretien des installations pour la période comprise entre la prise de possession du bâtiment, dés la réception des travaux, et la remise officielle de l'ouvrage à l'Etat.

La remise à l'État des bâtiments doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal de remise signé par la Région et l'État représenté par la Rectrice de l'Académie.

Au procès-verbal de remise à l'État est annexé, en deux exemplaires, un dossier constitué des pièces suivantes :

a. <u>Pièces administratives</u> :

- arrêté de permis de construire et ses annexes ;
- marchés et rapports finaux de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de coordination sécurité-santé et de travaux;

- procès-verbaux de réception ;
- attestation d'assurance des maîtres d'œuvre, du contrôleur technique, du coordonnateur sécurité-santé et des entreprises titulaires des marchés.

b. Pièces techniques :

- plans de récolement des ouvrages exécutés et notes de calcul ;
- bilan des surfaces réalisées : utiles, dans œuvre et hors œuvre nettes ;
- procès-verbaux des réunions de chantier ;
- plans de récolement des VRD ;
- notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements ;
- procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre.

c. Pièces relatives à la sécurité :

- plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment ;
- Dossier du système de sécurité incendie
- rapport final du contrôle technique relatif à la sécurité des personnes ;
- dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage ;
- avis de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente et arrêté d'ouverture.

La remise des ouvrages transfère à l'État (ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) les droits et obligations du propriétaire à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe suivant.

Entrent dans la mission de la collectivité territoriale maître d'ouvrage la levée des réserves de réception et le règlement de tout litige lié aux travaux dont elle a eu la maîtrise, avec des tiers ou avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre, fournisseurs et prestataires intervenants, ainsi que les actions qui lui incombent jusqu'à l'expiration de la période de parfait achèvement, à l'exception des actions en garantie biennale et décennale qu'il appartiendra à l'État propriétaire d'engager.

Article 7 - Propriété des ouvrages

Les ouvrages construits sur terrain appartenant à l'État deviennent propriété de ce dernier en vertu du droit d'accession.

Article 8 – Eligibilité au FCTVA

Conformément à l'article L.211-7 du code de l'éducation et en application des modalités d'intervention portées au contrat de projets, la dépense exposée par la Région au titre de cette opération est éligible au fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée.

Article 9. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant cosigné par les parties en présence, adopté préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional

Article 10. Durée de la convention

La présente convention prend effet dès signature par l'ensemble des parties. Elle prend fin à la signature du Procès-verbal de remise à l'Etat.

La remise du compte-rendu définitif des dépenses afférentes à l'opération, signé du représentant de la Région sera transmis postérieurement, dès qu'il sera disponible.

Fait en trois exemplaires originaux,

A ..... , le

Pour l'État
Le Préfet de la Région Ile-de-France
Préfet de Paris

A ..... , le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

+

A ..... , le

Pour l'Académie de Créteil
La Rectrice de l'Académie

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-066

DU 24 JANVIER 2018

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU SOUTIEN AUX PROGRAMMES 2018 DES DOMAINES D'INTÉRÊT MAJEUR

DOTATION 2018 DU GIP GENOPOLE (1ÈRE AFFECTATION)

RÉAFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME POUR LE DIM ISC PIF

RÉAFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR LE DIM MALINF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération régionale n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 par laquelle la Région a décidé d'adhérer au GIP Genopole ;

VU La délibération régionale n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU la délibération n° CP 13-521 du 11 juillet 2013 relative au soutien aux programmes des 16 DIM.

VU la délibération n° CP 14-379 du 18 juin 2014 relative au soutien aux programmes des 16 DIM ;

VU la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien aux équipements scientifiques DIM 2016 ;

VU la délibération n° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux 9 DIM et aux 4 DIM émergeants;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-066 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des DIM

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur, au financement du programme 2018 des neuf DIM et des quatre DIM émergents par l'attribution des subventions suivantes :

DIM	fonctionnement (en €)	Investissement (en €)	Total (en €)
Matériaux anciens et patrimoniaux (**MAP**)	950 000	1 700 000	2 450 000
Science et ingénierie pour les technologies quantiques (**SIRTEQ**)	950 000	1 500 000	2 450 000
Astrophysique et les conditions d'apparition de la vie (**ACAV+**)	950 000	1 800 000	2 750 000
Islam en Ile de France : histoire, culture et société (**PhasIF**)	600 000	120 000	720 000
Sciences des solides poreux (**Respore**)	950 000	1 500 000	2 450 000

Thérapie génique	950 000	1 500 000	2 450 000
Santé humaine et santé animale (**1Health**)	950 000	2 000 000	2 950 000
Technologies innovantes pour les Sciences de la Vie (**ELICIT**)	950 000	1 500 000	2 450 000
Mathématiques (**Math'innov**)	1 700 000	-	1 700 000
Sciences du texte et connaissances nouvelles (**PRADA**)	200 000	-	200 000
Qualité de l'air : impacts sanitaires et innovations technologiques et politiques (**QI2**)	200 000	-	200 000
Longévité et vieillissement	200 000	-	200 000
Sciences Informatiques (**RFSI**)	200 000	-	200 000
Totaux (en €)	**9 750 000**	**11 620 000**	**21 370 000**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération CP 2017-266 du 5 juillet 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **9 750 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **11 620 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)», Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Les annexes techniques et les axes scientifiques de recherche sont disponibles en annexe 2 à la présente délibération

Article 2: Démarrages anticipés DIM Fonctionnement

Autorise la prise en compte des dépenses de fonctionnement éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2018, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, ces subventions ayant vocation à financer des programmes annuels.

Article 3 : Soutien à Genopole

Décide d'attribuer une première partie de la contribution 2018 au fonctionnement du GIP Genopole d'un montant de 3 267 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **3 267 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2018.

Article 4 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **36 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) «Evaluations, études, actions support », action 19200302 « Evaluations, études, actions support » du budget 2018, pour couvrir principalement des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que des prestations pour la réalisation d'études dans le domaine de la recherche et du transfert de technologie.

Article 5 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **12 000 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) « Evaluations, études, actions support », action 19200301 « Conseil Scientifique Régional » du budget 2018 afin de couvrir les frais liés au fonctionnement du Conseil Scientifique Régional.

Article 6 : Affectations provisionnelles d'autorisations de programme

Affecte une autorisation de programme de **121 818 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)», Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 7 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

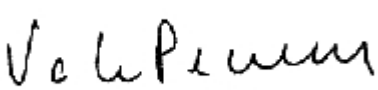
Affecte une autorisation d'engagement de **1 156€** disponibles sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » HP92-006 (192006), action « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » 19200601 du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article n°8 : Avenant n°1 à la convention n°16016035

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°16016035, tel que présenté en annexe 3 à la

présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération - Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**

Dispositif : N° 00000350 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)

Dossier	14011604 - DIM SYSTEMES COMPLEXES - ISC - PROGRAMME 2014 - PETITS ET MOYENS EQUIPEMENTS			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	121 818,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
320 141,00 €	HT	38,05 %	121 818,00 €	

Dossier	18000102 - DIM ONE HEALTH - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 030 303,00 €	HT	66 %	2 000 000,00 €	

Dossier	18000103 - DIM THERAPIE GENIQUE - PROGRAMME 2018 - INVESTISEMENT			
Bénéficiaire	P0036220 - IMAGINE INSTITUT DES MALADIES GENETIQUES NECKER ENFANTS MALADES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 273 000,00 €	HT	66 %	1 500 000,00 €	

Dossier	18000104 - DIM ELICIT - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 727,28 €	HT	66 %	1 500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Dossier	18000137 - DIM SIRTEQ - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 727,28 €	HT	66 %	1 500 000,00 €	

Dossier	18000150 - DIM RESPORE - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 272 727,28 €	HT	66 %	1 500 000,00 €	

Dossier	18000635 - DIM ACAV+ - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800 000,00 €	HT	66 %	1 800 000,00 €	

Dossier	18000637 - DIM MATERIAUX ANCIENS ET PATRIMONIAUX - MAP - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700 000,00 €	HT	66 %	1 700 000,00 €	

Dossier	18000687 - DIM ISLAM EN IDF - PROGRAMME 2018 - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
181 120,00 €	HT	66 %	120 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Total sur le dispositif N° 00000350 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	11 741 818,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192006 - 19200601	11 741 818,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)

Dossier	13010165 - DIM PATHOLOGIES INFECTIEUSES HUMAINES : MECANISMES, RISQUES ET IMPACT SOCIETAL - MALINF - PROGRAMME 2013 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 156,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 356 250,00 €	HT	100 %	1 356 250,00 €	

Dossier	18000107 - DIM EMERGENT SCIENCES DU TEXTE ET CONNAISSANCES NOUVELLES - PROGRAMME 2018- FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R6664 - UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	100 %	200 000,00 €	

Dossier	18000109 - DIM MATHEMATIQUES - MATH'INNOV - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0021001 - FONDATION SCIENCES MATHEMATIQUES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700 000,00 €	HT	100 %	1 700 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Dossier	18000110 - DIM EMERGENT RESEAU FRANCILIEN EN SCIENCES INFORMATIQUES - RFSI - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	100 %	200 000,00 €	

Dossier	18000112 - DIM SANTE ANIMALE ET SANTE HUMAINE - ONE HEALTH - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Dossier	18000113 - DIM TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LES SCIENCES DE LA VIE - ELICIT - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Dossier	18000114 - DIM THERAPIE GENIQUE - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0036220 - IMAGINE INSTITUT DES MALADIES GENETIQUES NECKER ENFANTS MALADES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	HT	100 %	950 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Dossier	18000116 - DIM EMERGENT QI2 - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	100 %	200 000,00 €	

Dossier	18000117 - DIM RESPORE - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Dossier	18000118 - DIM SIRTEQ - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Dossier	18000119 - DIM EMERGENT LONGEVITE ET VIEILLISSEMENT - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0036281 - GEROND IF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	100 %	200 000,00 €	

Dossier	18000121 - DIM ISLAM EN IDF - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20238 - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600 000,00 €	HT	100 %	600 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-066	Budget	2018

Dossier	18000628 - DIM ACAV+ - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Dossier	18000636 - DIM MATERIAUX ANCIENS ET PATRIMONIAUX - MAP - PROGRAMME 2018 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	950 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950 000,00 €	TTC	100 %	950 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	9 751 156,00 €

Dispositif : N° 00000480 - GIP Genopole - Fonctionnement

Dossier	18000212 - DOTATION REGIONALE 2018 AU GIP GENOPOLE			
Bénéficiaire	R24877 - GENOPOLE			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 267 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 345 000,00 €	TTC	49,94 %	4 667 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000480 - GIP Genopole - Fonctionnement	3 267 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192006 - 19200601	13 018 156,00 €

Annexe 2 à la délibération - Annexes techniques des DIM et DIMé

ANNEXE TECHNIQUE
DIM 1Health –Un monde, une seule santé

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**850 000**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestations scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**100 000**
Projets d'équipements en investissement	**2 000 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM 1 Health
Surveillance : anticiper les émergences
Prévenir et traiter les maladies infectieuses
Perceptions sociales de la prévention et de l'innovation en matière de maladies infectieuses

ANNEXE TECHNIQUE
DIM ELICIT- Empowering Life sCience with Innovative Technologies - Technologies Innovantes pour les sciences de la vie

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**775 000 €**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**175 000 €**
Projets d'équipements en investissement	**1 500 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM ELICIT
Microfluidique (lab-on-a-chip, impression 3D,....)
Biophotonique et ondes (microscopie optique, spectroscopie…)
Analyse d'images et de données biologiques massives (Big Data)
Biologie digitale, étude de la cellule et de molécule uniques (applications : immunologie, biologie du développement, cancer, etc…)
Organes sur puces (applications : modèles de maladie, toxicologie, criblage…)
Technologie pour la biologie in vivo (applications : neurosciences, biologie cellulaire, infectiologie, pharmacocinétique…)
Technologies biologiques bas coût et performantes, pour une dissémination dans des contextes économiquement défavorisés

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM
DIM Thérapie Génique

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**700 000**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestations scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**250 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 500 000**

Axes Scientifiques de recherche

DIM Thérapie génique
Optimisation transduction vecteurs lent virales en vue de leur application dans la drépanocytose et HIV
Construction d'une plateforme AAV à Imagine
Plateforme d'imagerie du petit animal
Drépanocytose
Maladies métaboliques et mitochondriales
Audition et yeux
Immunotolérance

ANNEXE TECHNIQUE DIM ACAV+
Astrophysique et Conditions d'Apparition de la Vie+

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**823 200 €**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**126 800 €**
Projets d'équipements en investissement	**1 800 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM ACAV+
Cosmologie et évolution de l'Univers
Phénomènes ultra--énergétiques dans l'Univers
Astrophysique des ondes gravitationnelles et des particules
Formation et évolution stellaire
Exoplanètes et formation des systèmes planétaires
Exploration du système solaire
Météorologie de l'espace, risques spatiaux
Cosmochimie
Milieu interstellaire
Conditions d'apparition de la vie

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM
DIM Matériaux Anciens et Patrimoniaux- MAP

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**750 000**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestations scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**200 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 700 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM MAP
Axe Objets : provenance, chaînes opératoires, pratiques
Axe Fossiles et témoins de vie ancienne
Axe Paléo-environnements et taphonomie
Axe Matériaux d'artistes et matérialité des œuvres
Axe Altération et conservation
Axe Analyses en toute sécurité
Axe Signal, calcul et statistiques
Axe Usages, archives et réflexivité

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Islam en Ile-de-France : histoire, culture et société

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**589 000 €**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**11 000 €**
Projets d'équipements en investissement	**120 000 €**

Axes scientifiques de recherche

Islam en Ile-de-France
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BnF
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BULAC
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque des autres bibliothèques de France
Description de manuscrits dans d'autres pays
Cerner les conditions socio-politiques de constitution et de maintien des institutions où le patrimoine arabe est actuellement conservé

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Math'Innov

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**1 657 000 €**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**43 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM Math'Innov
Energie
Banque, finance et assurance
Industrie
Santé
Réseaux, information, transport et télécommunications
Développement des villes

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Réseau En sciences des SOlides POREux - RESPORE

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**725 000**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestations scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**225 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 500 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM RESPORE
Energies renouvelables
Sciences environnementales et sécurité
Santé, bien-être, biotechnologies et industrie
Caractérisation en temps réel et multi-techniques
Modélisation à toutes les échelles

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Science et Ingénierie pour les Technologies Quantiques - SIRTEQ

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement	**860 000**
Autres actions : animation et coordination du réseau, manifestations scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	**90 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 500 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM SIRTEQ
Capteurs quantiques et métrologie
Simulateurs quantiques
Communications quantiques
Calcul et informatique quantiques
Ressources scientifiques et technologiques

ANNEXE TECHNIQUE
DIMé Qualité de l’air, Impacts sanitaires et Innovations technologiques et politiques- QI²

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	**200 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIMé QI²
Qualité de l’air : science et applications
Impacts sanitaires
Politiques publiques et innovations technologiques

ANNEXE TECHNIQUE
DIMé Sciences du texte et connaissances nouvelles

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	**200 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM é STCN
Conjuguer les ressources de la linguistique, de l'informatique, de la philologie et de l'histoire littéraire pour tenter d'identifier les articles que Barbey d'Aurevilly n'a pas signés de son nom
Fabriquer, dans le champ des humanités numériques, un outil transférable à d'autres corpus et capable de formuler des hypothèses d'attribution d'auteur, quels que soient le type de support, l'époque et le champ de la connaissance concernés
Constituer en Île de-France un réseau de laboratoires de recherche spécialisé dans ces questions d'attribution d'auteur, qui lui donne une visibilité et une attractivité internationale, en s'appuyant sur le potentiel scientifique de ses diverses composantes

ANNEXE TECHNIQUE
DIMé Longévité et vieillissement

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	**200 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIM é Longévité et vieillissement
Recherche Clinique
Recherche sur les questions émergeantes du terrain
Recherche sur la prévention et les intentions psychosociales
Recherche dans le domaine des gérontechnologies
Recherche sur le vieillissement au service de l’emploi et des politiques publiques

ANNEXE TECHNIQUE
DIMé Réseau Francilien en Sciences Informatiques- RFSII

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
Animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion, construction scientifique du projet…	**200 000 €**

Axes scientifiques de recherche

DIMé RFSI
Sécurité, fiabilité et sûreté
Données massives
Objets communicants
Changements climatiques
Gestion de l’énergie
Sécurité des infrastructures
Santé connectée et bioinformatique
Transports autonomes et systèmes urbains
Protection de la vie privée

Annexe 3 à la délibération - Avenant n°1 convention 16016035 DIM 2016 Analytics

Avenant n°1 à la convention N° 16016035 relative au soutien aux équipements du programme 2016 du DIM ANALYTICS

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2018-066 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'Ecole Supérieure de Physique et Chimie Industrielle de la ville de Paris
N° SIRET : 200 000 685
dont le siège social est situé au : 10, rue Vauquelin – 75231 PARIS Cedex 05
ayant pour représentant son Directeur général, **Monsieur Jean-François JOANNY**
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de la thématique « Défis analytiques : du concept au système » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des sciences analytiques,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « groupement d'intérêt scientifique », nommé(e) « Analytics », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses d'équipements,
- la délibération n° CP16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2016 du DIM Analytics.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'annexe technique à la convention est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le directeur de l'ESPCI ParisTech	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Jean-François JOANNY	**Valérie PECRESSE**

Annexe technique à la convention n°16016035 relative au soutien aux équipements du programme 2016 du DIM ANALYTICS

La Région attribue, au titre du programme d'investissement 2016, une subvention de **650 000 €** à l'Ecole Supérieure de Physique et Chimie Industrielle de la ville de Paris, support financier du réseau de recherche du DIM ANALYTICS

Celui-ci aura la charge de fournir à la Région les justificatifs demandés aux fins de contrôle.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses d'investissement se rapportant aux actions suivantes :

DIM Analytics : « Défis analytiques, du concept au système »

Tableau récapitulatif des petits et moyens équipements du DIM Analytics

n° dossiers RETENUS	Titre du projet	Etablissement demandeur et gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale proposée	Taux d'intervention
1	Développement d'un couplage innovant d'un système de pré-concentration on-line et CG HR-ICP-MS : application à la quantification des composés organométalliques	LNE	- Chromatographe en phase gazeuse et interface GC-ICPMS module d'injection PTV Passeur automatique pour GC	Laboratoire national de métrologie et d'essais	Enrica ALASONATI	90 420 €	59 680 €	66,00%
2	Sonde et console de dernière génération Avance III HD pour spectromètre RMN 400 MHz	Université Paris-Sud	- Sonde et console Avance III HD pour spectromètre RMN 400 MHz	BioCIS UMR 8076	Mehdi BENIDDIR	166 000 €	109 560 €	66,00%
3	Mesure par spectroscopie laser de la teneur en oxygène-17 de la molécule d'eau : un nouvel outil pour l'hydrologie, la paléoclimatologie et la sédimentologie	Université Paris-Sud	- Analyseur isotopique de la molécule d'eau (Picarro L2140-i)	Laboratoire Géosciences Paris-Sud UMR 8148	Damien CALMELS	113 420 €	74 860 €	66,00%
4	Aide à l'acquisition d'un spectromètre de masse triple quadripolaire pour la création d'une plateforme d'expertise pour la caractérisation de petites et de grosses molécules par couplage CE-MS.	ESPCI ParisTech	- Système pour couplage CE/MS à triple quadripôle 6420	LSABM UMR 8231	Nathalie DELAUNAY	136 510 €	90 100 €	66,00%
5	Développement d'une méthode d'analyse en ligne de la fraction dissoute des métaux traces dans les aérosols atmosphériques	Université Paris Diderot	- Système CI modulaire 940 Anions-Cations PILS avec Pompe péristaltique - TIDAS I-LWCC	LISA UMR 7583	Karine DESBOEUFS	106 430 €	70 240 €	66,00%
6	DEXCIN - DEtecteur X pour études CINétiques	CNRS	- PILATUS3 R 300K	NIMBE UMR 3685	Philippe DILLMANN	106 000 €	69 960 €	66,00%

7	**Miniaturisation d'une source d'électron pulsée non radioactive : vers des méthodes d'analyses résolues en temps simplifiées**	**CEA**	**- Source et Tête laser 266nm - Picoquant - Coupe de Faraday résolue en temps**	**Laboratoire Interactions, Dynamiques et Lasers UMR 9222**	**Marie GELEOC**	**81 000 €**	**53 460 €**	**66,00%**
8	**Plateforme analytique chromatographie ionique-spectrometrie de masse haute resolution a l'interface environnement_sante**	**LNE**	**- ICS 5000+ hybride avec passeur - Vanne de commutation et DAD**	**Laboratoire national de métrologie et d'essais**	**Sophie LARDY-FONTAN**	**51 600 €**	**34 060 €**	**66,00%**
9	**La micro-rhéologie laser pour le développement de microsystèmes analytiques incorporant des matériaux poreux innovants.**	**CEA**	**- Rhéolaser master - 6 adaptateurs petit volume**	**NIMBE UMR 3685**	**Laurent MUGHERLI**	**37 840 €**	**24 970 €**	**65,99%**
10	**Optimisation de la purification et l'ionisation des IgG humaines spécifiques pour la détection des polymorphismes des fragments Fc/2 à l'aide de spectrométrie de masse middle down pour l'analyse ciblée**	**ESPCI**	**- U HPLC Vanquish H - Modification système Q Exactive en Q Exactive Plus**	**Spectrométrie de Masse Biologique et Protéomique USR 3149**	**Yann VERDIER**	**95 620 €**	**63 110 €**	**66,00%**
					TOTAL	**984 840 €**	**650 000 €**	**66,00%**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-061

DU 24 JANVIER 2018

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - DISPOSITIF ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code du Sport ;

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 portant modification des délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-061 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du **dispositif « Equipements sportifs de proximité »** au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **492 931,18 €.**

Affecte une autorisation de programme de **492 931,18 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

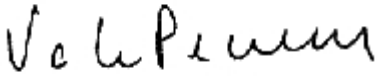
Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n°CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
EX026498	Courbevoie	La rénovation de 3 courts de tennis extérieurs au centre Borotra	01/07/2017
EX026670	Taverny	La rénovation de 4 modules de skate park extérieur et sécurisation du site	25/09/2017
EX027294	Maison Rouge	La création d'un terrain multisports	28/09/2017
EX027342	Dugny	L'installation de deux équipements orientés vers la pratique urbaine d'activités sportives	01/12/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



24/01/2018 14:36:47

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-061	Budget	2018

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200110 - Equipements sportifs de proximité**

Dispositif : N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité

Dossier	EX024014 - MAISONS ALFORT (94) - Construction d'un gymnase dans le quartier des Juilliottes			
Bénéficiaire	R24 - COMMUNE DE MAISONS ALFORT			
Localisation	MAISONS-ALFORT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	HT	10 %	200 000,00 €	

Dossier	EX025865 - VAIRES SUR MARNE (77) - Développement des équipements sportifs de proximité en accès libre à la Résidence des Mésanges			
Bénéficiaire	R959 - COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE			
Localisation	VAIRES-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 225,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
76 450,00 €	HT	50 %	38 225,00 €	

Dossier	EX025891 - LES MOLIERES (91) - Construction d'un espace sportif couvert			
Bénéficiaire	R1143 - COMMUNE DES MOLIERES			
Localisation	LES MOLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 334,90 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
563 349,00 €	HT	10 %	56 334,90 €	

Dossier	EX026021 - OLLAINVILLE (91) - Mise en conformité du stand de tir Espace Aragon			
Bénéficiaire	R1174 - COMMUNE D'OLLAINVILLE			
Localisation	OLLAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 394,57 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
106 972,85 €	HT	20 %	21 394,57 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-061	Budget	2018

Dossier	EX026498 - COURBEVOIE (92) - Rénovation de 3 courts de tennis extérieurs au centre Borotra			
Bénéficiaire	R1021 - COMMUNE DE COURBEVOIE			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 852,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
605 680,00 €	HT	15 %	90 852,00 €	

Dossier	EX026514 - CERNAY LA VILLE (78) - Création d'un skate-park			
Bénéficiaire	R539 - COMMUNE DE CERNAY LA VILLE			
Localisation	CERNAY-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 684,67 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 564,50 €	HT	15 %	6 684,67 €	

Dossier	EX026517 - CERNAY LA VILLE (78) - Création d'un éclairage pour le terrain de basket sur le plateau sportif			
Bénéficiaire	R539 - COMMUNE DE CERNAY LA VILLE			
Localisation	CERNAY-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 386,33 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 931,64 €	HT	20 %	1 386,33 €	

Dossier	EX026670 - TAVERNY (95) - Rénovation de 4 modules de skate park extérieur et sécurisation du site			
Bénéficiaire	R212 - COMMUNE DE TAVERNY			
Localisation	TAVERNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 259,97 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 733,17 €	HT	15 %	9 259,97 €	

Dossier	EX027025 - CHEPTAINVILLE (91) - Implantation d'un City stade			
Bénéficiaire	R1092 - COMMUNE DE CHEPTAINVILLE			
Localisation	CHEPTAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 162,58 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 750,50 €	HT	15 %	10 162,58 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-061	Budget	2018

Dossier	EX027294 - MAISON ROUGE (77) - Création d'un terrain multisports			
Bénéficiaire	R769 - COMMUNE DE MAISON ROUGE			
Localisation	MAISON-ROUGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 162,55 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 417,00 €	HT	15 %	5 162,55 €	

Dossier	EX027342 - DUGNY (93) - Installation de deux équipements orientés vers la pratique urbaine d'activités sportives			
Bénéficiaire	R1279 - COMMUNE DE DUGNY			
Localisation	DUGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 695,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 907,62 €	HT	40,55 %	9 695,10 €	

Dossier	EX027464 - GARGES-LES-GONESSE (95) - Création d'équipements sportifs dans le Square du Colonel Fabien : zone séniors et zone street workout			
Bénéficiaire	R123 - COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 773,51 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 547,03 €	HT	50 %	43 773,51 €	

Total sur le dispositif N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité	492 931,18 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200110	492 931,18 €

Annexe 2 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024014

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : MAISONS ALFORT (94) - CONSTRUCTION D'UN GYMNASE DANS LE QUARTIER DES JUILLIOTTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 €	10,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 118 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94706 MAISONS ALFORT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Maire

N° SIRET : 21940046200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Construction d'un gymnase dans le quartier des Juilliottes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste à construire un gymnase multisports pour permettre différentes pratiques.

Description :
Le projet architectural consiste à créer un volume contenant la salle de sport ceinturée par des locaux annexes, dans un style contemporain mais discret, dans un espace arboré et avec des toitures végétalisées pour respecter l'environnement résidentiel dans lequel il se trouve.

La bâtiment sera un ERP du type X (établissement sportif) en 3ème catégorie qui comprendra les installations suivantes : accueil, salle d'activités, espaces arbitres, tribunes, réserves à matériels, vestiaires des sportifs, vestiaires arbitres, vestiaires moniteurs, bureau gardiens, sanitaires sportifs, arbitres et gardiens, sanitaires public, secrétariat compétitions, local sono, local infirmerie équipé, salle de réunion/bureau des clubs.

La conception du bâtiment respectera la problématique de l'accéssibilité en faveur des personnes atteintes de handicap (tous handicaps).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Associations sportives, scolaires, arbitres lors des compétitions, moniteurs sportifs et public des manifestations.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 2 148 110 €
Montant HT des travaux éligibles : 2 000 000 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 200 000 €

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lot Terrassement Gros oeuvre	614 780,00	28,62%
Lot Couverture étanchéité	160 200,00	7,46%
Lot Revêtement façades, menuiseries extérieures	305 130,00	14,20%
Lot Menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds	288 720,00	13,44%
Lot Serrurerie	39 000,00	1,82%
Lot Chauffage ventilation	202 550,00	9,43%
Lot Electricité	219 200,00	10,20%
Lot Carrelages et sols souples	135 410,00	6,30%
Lot Peinture	34 920,00	1,63%
Lot Ploberie et Sanitaires	105 000,00	4,89%
Lot Equipements sportifs salle de sport	43 200,00	2,01%
Total	2 148 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	200 000,00	9,31%
Participation Etat - FSIL	1 200 000,00	55,86%
Fonds de la commune	748 110,00	34,83%
Total	2 148 110,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	393,00 €
	Montant total	393,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025865

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : VAIRES SUR MARNE (77) - DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE EN ACCES LIBRE A LA RESIDENCE DES MESANGES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	76 450,00 €	50,00 %	38 225,00 €
		Montant Total de la subvention	38 225,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE
Adresse administrative : 26 BOULEVARD DE LORRAINE
77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre NOYELLES, Maire

N° SIRET : 21770479000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Développement des équipements sportifs de proximité en accès libre à la Résidence des Mésanges

Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer des équipements sportifs de proximité en accès libre adaptés notamment aux personnes âgées au sein du jardin de la Résidence des Mésanges

Description :
Malgré ses nombreuses installations, il manque aujourd'hui à la Ville de Vaires sur Marne un lieu dédié au sport imaginé pour les seniors.

C'est pourquoi en appliquant sa politique d'accompagnement au bien-être et à la santé et en se conformant à la loi ASV du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement, la commune a pour projet de développer un espace sportif extérieur aux personnes âgées au sein du jardin de la Résidence des Mésanges en accès libre.

Cela permettra aux personnes âgées de maintenir leurs capacités fonctionnelles, de solliciter leurs sens et d'agir de manière ludique contre la perte d'autonomie.

Moyens mis en œuvre :
Le réaménagement du jardin prévoit un travail sur les allées en béton balayé accessibles aux PMR, sur l'implantation de panneaux ludiques, sur un cheminement avec des couleurs, l'implantation de point d'eau.

Dans cette zone privilégiée on pourra trouver :
- 3 circuits sportifs à 3 niveaux de diffulté gradués
- 1 jeu de Palet (Shuffleboard) pouvant se transformer en jeu de Croquet
- 1 espace "Yoga" près de la fontaine provençale
- 1 terrain de pétanque.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le jardin de la Résidence des Mésanges en accès libre a pour but de devenir le lieu privilégié pour toutes les personnes âgées de la Résidence, de la ville et plus encore.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 76 450, 00 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 38 225, 00 €

Localisation géographique :
- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation et agrandissement terrain de pétanque	7 850,00	10,27%
Création terrain de jeu de palet (shuffleboard)	3 500,00	4,58%
Construction d'allées sportives	33 300,00	43,56%
Installation d'agrès adaptés aux séniors	31 800,00	41,60%
Total	76 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	38 225,00	50,00%
Financement de la commune	38 225,00	50,00%
Total	76 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 225,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	35 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	47 949,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	11 619,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	110 100,00 €
	Montant total	169 668,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025891

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : LES MOLIERES (91) - CONSTRUCTION D'UN ESPACE SPORTIF COUVERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	563 349,00 €	10,00 %	56 334,90 €
	Montant Total de la subvention		56 334,90 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MOLIERES
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE
91470 LES MOLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yvan LUBRANESKI, Maire

N° SIRET : 21910411400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Construction d'un espace sportif couvert

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer la pratique du sport dans la commune des Molières.

Description :
La présente demande de subvention concerne la réalisation d'un espace sportif couvert de dimension 36m x 19m auquel est adossé un local annexe.

Cet espace couvert se veut :

- un lieu mutualisé, utilisé par les associations sportives, mais ouvert également aux écoles et aux établissements s'occupant de personnes en situation de handicap implantés sur la commune (La Lendemaine, Les Touts Petits, La MAS) avec lesquels des partenariats privilégiés se sont tissés au fil des années. Bien que réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la commune des Molières, cet équipement a

vocation à être ouvert aux communes voisines ne disposant pas d'une telle structure (Boullay-les-Troux, Gometz-la-Ville, …);

- un lieu de partage, d'échanges intergénérationnels ;

- un lieu permettant le développement de la pratique des sports de raquette (tennis, badminton, tennis de table), des sports collectifs, des sports de combat et de sports plus « doux » comme la gym ou le yoga.

Ce bâtiment sera situé à 600m du centre bourg et à proximité des terrains de sports existants. On y accèdera par un accès déjà existant et commun aux terrains de football et de tennis.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux comprennent :

- les études géotechniques,
- les frais d'architecte pour le dépôt du permis de construire et une aide lors de l'appel d'offres,
- les frais liés au contrôle extérieur et coordonnateur SPS,
- les travaux de VRD,
- les travaux de gros œuvre,
- la réalisation de la charpente en bois,
- la réalisation de la couverture et du bardage latéral,
- la réalisation des menuiseries (portes, ouvertures),
- la réalisation de l'électricité,
- la réalisation d'un local annexe y compris son aménagement intérieur,
- la réalisation du sol sportif,
- la fourniture et l'installation des équipements sportifs.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public. Elèves des écoles, membres des associations, personnes handicapées fréquentant les établissements médicaux sur la commune

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 563 349 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 56 334,90 €

Localisation géographique :
- LES MOLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'études	56 000,00	9,94%
Travaux de terrassement	45 500,00	8,08%
Travaux de gros oeuvre	56 460,00	10,02%
Travaux de charpente	88 500,00	15,71%
Travaux de couverture et bardage	142 614,00	25,32%
Travaux de menuiserie et serrurerie	6 525,00	1,16%
Travaux d'électricité	35 100,00	6,23%
Réalisation d'un sol sportif	39 150,00	6,95%
Travaux pour local annexe et vestiaires PMR	83 500,00	14,82%
Fourniture et installation des équpements sportifs	10 000,00	1,78%
Total	563 349,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	56 334,90	10,00%
Participation Département	127 500,00	22,63%
Participation Etat	26 000,00	4,62%
Ligue de Tennis	12 000,00	2,13%
Fonds de la commune	341 514,10	60,62%
Total	563 349,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 334,90 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	166 500,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
	Montant total	72 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026021

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : OLLAINVILLE (91) - MISE EN CONFORMITE DU STAND DE TIR ESPACE ARAGON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	106 972,85 €	20,00 %	21 394,57 €
	Montant Total de la subvention		21 394,57 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91340 OLLAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

N° SIRET : 21910461900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Mise en conformité du stand de tir Espace Aragon

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La municipalité d'Ollainville, en réalisant ces travaux, montre sa volonté d'accompagner les associations existantes sur son territoire, leur permettre d'accueillir leurs adhérents dans des conditions sécurisées.

Description :
Le club de tir de la commune est situé au sous-sol de l'espace Aragon.

Le programme de l'opération de mise en conformité prévoit :

- les reprise de finitions et déplacements de réseaux,
- l'installation d'un système de sécurité incendie,
- la mise au norme du système de désenfumage et de signalisation.

Moyens mis en œuvre :
Les ouvrages comprennent 7 lots : peinture, signalétique, menuiseries intérieures, serrurerie, ventilation-désenfumage, électricité-SSI, plomberie.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les clubs associatifs locaux.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi-spécialisées

Montant HT des travaux : 106 972,85 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 21 394,57 €

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux remise aux normes salle de tir	27 952,67	26,13%
Travaux d'accèssibilité de la salle pour PMR	65 067,20	60,83%
Frais honoraires bureau d'étude	13 952,98	13,04%
Total	106 972,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	21 394,57	20,00%
Ministère de l'intérieur	5 000,00	4,67%
Financement commune	80 578,28	75,33%
Total	106 972,85	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 394,57 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	338 256,75 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	1 509,00 €
2017	Contrat régional territorial	71 458,25 €
	Montant total	411 224,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026498

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : COURBEVOIE (92) - RENOVATION DE 3 COURTS DE TENNIS EXTERIEURS AU CENTRE BOROTRA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	605 680,00 €	15,00 %	90 852,00 €
		Montant Total de la subvention	90 852,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

N° SIRET : 21920026800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Rénovation de 3 courts de tennis extérieurs au centre Borotra

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipement étant ouvert au public scolaire la commune a souhaité réaliser les travaux en période de vacances d'été.

Objectifs :
La ville de Courbevoie a décidé de rénover 3 courts de tennis extérieurs situés au centre Borotra, dans l'objectif d'en quadrupler la capacité d'accueil en remplaçant la terre battue par un revêtement synthétique.

Description :
Le Centre sportif Borotra construit dans les années 1990, compte 6 courts couverts en terre battue et 6 courts extérieurs en dur situés sur le toit-terrasse du centre sportif. Le projet de réfection concerne les 3 terrains extérieurs n°4, 5 et 6.
Le projet consite à reprendre complètement le revêtement en dur et l'étanchéité ainsi qu'à réaliser 3

courts "tous temps" en gazon synthétique.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Clubs de tennis et population locale.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux éligibles : 605 680,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 90 852,00 €

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'étanchéité et d'isolation	288 180,00	47,58%
Travaux de revêtement des courts	294 400,00	48,61%
Réfection de relevés des courts	23 100,00	3,81%
Total	605 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	90 852,00	15,00%
Financement Etat- Réserve Parlementaire	81 000,00	13,37%
Financement de la commune	433 828,00	71,63%
Total	605 680,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	90 852,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	20 400,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 500,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	4 600,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 €
2016	Politique énergie climat	17 980,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	10 456,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	54 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
	Montant total	1 145 936,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026514

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CERNAY LA VILLE (78) - CREATION D'UN SKATE-PARK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	44 564,50 €	15,00 %	6 684,67 €
	Montant Total de la subvention		6 684,67 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERNAY LA VILLE
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
78720 CERNAY-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur René MEMAIN, Maire

N° SIRET : 21780128100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un skate-park

Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Création d'un skate park pour répondre à la demande des jeunes cernaysiens

Description :
Le projet est prévu à proximité du pôle sportif de la commune situé en sortie d'agglomération, pour éviter les nuisances aux riverains.
Le skate park sera composé de plusieurs éléments : quarter, funbox, plan incliné et barre à slide.

Moyens mis en œuvre :
Préalablement à la pose des éléments, des travaux de terrassement sont prévus.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes cernaysiens.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 44 564,50 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 6 684,67 €

Localisation géographique :

- CERNAY-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture équipements de glisse	29 345,00	65,85%
Travaux pour réalisation de la plateforme	15 219,50	34,15%
Total	44 564,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	6 684,67	15,00%
Réserve Parlementaire	19 000,00	42,63%
Financement de la commune	18 879,83	42,37%
Total	44 564,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 684,67 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	58 500,00 €
2015	Contrats ruraux	108 000,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026517

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CERNAY LA VILLE (78) - CREATION D'UN ECLAIRAGE POUR LE TERRAIN DE BASKET SUR LE PLATEAU SPORTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	6 931,64 €	20,00 %	1 386,33 €
	Montant Total de la subvention		1 386,33 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERNAY LA VILLE
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
78720 CERNAY-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur René MEMAIN, Maire

N° SIRET : 21780128100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un éclairage pour le terrain de basket sur le plateau sportif

Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en place d'un système d'éclairage du plateau sportif

Description :
La commune de Cernay-la-Ville dispose d'un plateau sportif situé au niveau de la salle des sports et des terrains de football. Il permet aux associations sportives de faire des entraînements (notamment de basket) quand le temps le permet.

Ce plateau multisports est également libre d'utilisation pour les cernaysiens qui souhaient pratiquer une activité (basket, handball, football...).
En l'état actuel, cet équipement ne peut pas être utilisé le soir car il ne dispose pas à ce jour d'éclairage.

Moyens mis en œuvre :
Installation de deux projecteurs à leds et d'un monnayeur.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Associations sportives, pratique libre des habitants de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 6931,64 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 1 386,32 €

Localisation géographique :
- CERNAY-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures éclairage (tubes, câbles, interrupteur, monnayeur, coffrets fusibles, projecteurs, LED)	6 131,64	88,46%
Pose de la fourniture	800,00	11,54%
Total	6 931,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	1 386,33	20,00%
Financement de la commune	5 545,31	80,00%
Total	6 931,64	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 386,33 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	58 500,00 €
2015	Contrats ruraux	108 000,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026670

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : TAVERNY (95) - RENOVATION DE 4 MODULES DE SKATE PARK EXTERIEUR ET SECURISATION DU SITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	61 733,17 €	15,00 %	9 259,97 €
	Montant Total de la subvention		9 259,97 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PLACE CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Florence PORTELLI, Maire

N° SIRET : 21950607800308

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Rénovation de 4 modules de skate park extérieur et sécurisation du site

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à un sinistre sur la skate park la municipaloté a été contrainte par mesure de sécurité de retirer les modules incendiés. Afin de satsifaire au plus vite les nombreux utilisateurs la Ville a avancer les travaux à fin septembre.

Objectifs :
Rénovation de 4 modules de skate park (3 vieillissants et 1 sinistré) et sécurisation du site pour le confort des usagers.

Description :
Le skate-park est actuellement un équipement sportif de plein air en accès libre pour jeunes de la commune qui permet différentes pratiques de sports de glisse tels que le skate-board, le roller et le B.M.X.

Le skate parc de Taverny est âgé de plus 15 ans. Il a évolué depuis sa création, proposant une aire de pratique pour les débutants et les familles, ainsi qu'une aire pour les initiés. Aujourd'hui les modules sont vétustes et suite à un sinistre en mai 2017, un module supplémentaire a été endommagé.
Aussi dans le cadre de la rénovation de l'équipement, la ville de Taverny souhaite changer 4 modules. Le choix s'est porté sur des matériaux plus résistant intégralement en aluminium. De plus, afin d'assurer la sécurité des pratiquant et de leurs familles, la pose de barrières de sécurité est prévue tout autour du site, dans le prolongement de l'existant.

Moyens mis en œuvre :
Lancement de marchés publics.

Intérêt régional :
Une fois par an, une manifestation sportive, organisée sur le thème "sport et cultures urbaines", s'y déroule, ce qui donne l'occasion aux jeunes de se retrouver autour de diverses épreuves sportives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le skate-park se situe dans le secteur d'un parc public, d'un collége et d'un lycée. Par conséquent, l'équipement est très utilsé par le public jeune ainsi que par les familles.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 61 733,17 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 9 259,98 €

Localisation géographique :
- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception des 4 modules	40 863,90	66,19%
Pose des 4 modules	8 595,69	13,92%
Travaux de sécurisation - installation de barrières losange	12 273,58	19,88%
Total	61 733,17	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 259,97	15,00%
Fonds propres de la commune	52 473,20	85,00%
Total	61 733,17	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 259,98 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	17 642,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	50 500,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 843,00 €
	Montant total	73 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027025

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CHEPTAINVILLE (91) - IMPLANTATION D'UN CITY STADE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	67 750,50 €	15,00 %	10 162,58 €
	Montant Total de la subvention		10 162,58 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEPTAINVILLE
Adresse administrative : RUE PONCEAU
91630 CHEPTAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond BOUSSARDON, Maire

N° SIRET : 21910156500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Implantation d'un City stade

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le présent dossier est lié aux travaux nécessaires à l'implantation d'un city-stade sur le complexe sportif du « Charbonneau ».

Description :
Il s'agit principalement de :

- Reprendre la structure du terrain devant accueillir l'équipement;
- Procéder à la fourniture et à la pose de :
    - 2 frontons
    - 2 palissades latérales
    - 2 buts pour le foot, le hand et le hockey
    - 2 fonds de buts

- 2 panneaux de basket
- 2 cercles de basket
- 2 filets de basket anti-vandalisme
- 2 poteaux multisports
- 1 filet multisports;

- Procéder au traçage du terrain;
- Poser un portillon d'accès pour les personnes à mobilité réduite;
- Poser un gazon synthétique;
- Procéder à la rehausse des pare-ballons sur les 2 frontons;
- Procéder à la fourniture et à la pose de 4 mini-buts brésiliens et de 4 bancs.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes adolescents mais aussi une population familiale ainsi que des scolaires et les associations sportives

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Coût total HT du projet : 67.750,50 €
Taux d'intervention : 15 %
Montant de la subvention : 10.162,58 €

Localisation géographique :
- CHEPTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Reprise du terrain	17 504,50	25,84%
Installation du mini-stadium et de ses équipements (buts, filets...)	50 246,00	74,16%
Total	67 750,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (Ministère des Sports)	34 000,00	50,18%
Région Ile-de-France	10 162,68	15,00%
Commune de Cheptainville	23 587,82	34,82%
Total	67 750,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 162,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027294

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : MAISON ROUGE (77) - CREATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	34 417,00 €	15,00 %	5 162,55 €
	Montant Total de la subvention		5 162,55 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISON ROUGE
Adresse administrative : MAIRIE
77370 MAISON-ROUGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PIERRE CAUMARTIN, Maire

N° SIRET : 21770272900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un terrain multisports

Date prévisionnelle de début de projet : 28 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a souhaité démarrer les travaux en septembre 2017 pour bénéficier de conditions climatiques favorables, indispensables pour les travaux à réaliser (enrobés et peintures au sol). En outre, l'entreprise en charge des travaux avait par ailleurs des travaux de voierie à réaliser à la même période. La combinaison des deux interventions demandant les mêmes matériaux a présenté un réél intérêt d'harmonisation et d'optimisation.

Objectifs :
Favoriser les rencontres entre jeunes pour des moments sportifs

Description :
Le terrain de basket actuel se trouve dans un état de vétusté très avancé. Le sol présente des déformations et de sérieuses fissures qui occassionnent de mauvaises conditions de jeu et peuvent présenter un risque de blessures.

La fréquentation restant cependant assez forte, il a été décidé par le conseil municipal de construire en lieu et place de ce terrain de basket, un terrain multisports qui permettra toujours la pratique du basket ainsi que celle du handball, du volley-ball et du badminton.

Cet espace est en accès libre, à l'écart des axes routiers pour la sécurité de tout le public.

Moyens mis en œuvre :
Passation d'un marché public en procédure adaptée.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes et familles de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 34 417,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 5 162,55 €

Localisation géographique :

- MAISON-ROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de terrassement	6 426,00	18,67%
Fourniture et pose matériaux terrain 20ML X 15ML	13 541,00	39,34%
Fourniture et pose équipements terrain (panneaux, poteaux, cages de but...)	10 670,00	31,00%
Signalisation et traçage du terrain	3 780,00	10,98%
Total	34 417,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	5 162,55	15,00%
Financement de la commune	29 254,45	85,00%
Total	34 417,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 162,55 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	11 000,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	567,00 €
	Montant total	11 567,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027342

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : DUGNY (93) - INSTALLATION DE DEUX EQUIPEMENTS ORIENTES VERS LA PRATIQUE URBAINE D'ACTIVITES SPORTIVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	23 907,62 €	40,55 %	9 695,10 €
	Montant Total de la subvention		9 695,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DUGNY
Adresse administrative : 1 RUE DE LA RESISTANCE
93440 DUGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André VEYSSIERE, Maire

N° SIRET : 21930030800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Installation de deux équipements orientés vers la pratique urbaine d'activités sportives

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville a engagé un programme global de développement et de modernisation des équipements sportifs sur son territoire. La collectivité souhaite pouvoir engager, à l'issue des travaux d'aménagements extérieurs, la mise en place des équiepements de prximité, et faire une inauguration commune de toutes les installations.

Objectifs :
Installation de deux équipements orientés vers la pratique urbaine d'activités sportives

Description :
La Ville souhaite faire bénéficier à ses habitants de 2 équipements orientés vers la pratique urbaines d'activités sportives :

1/ Un parcours sportif en direction des Seniors : équipement qui suscitera un attrait particulier pour le

public senior en contribuant au maintien de la condition physique des usagers, tout au long de l'année, pour une pratique en extérieur.

2/ Une station tous publics dite de street workout" : espace sportif orienté vers la pratique ludo-sportive urbaine d'activités d'entretien du corps.

Moyens mis en œuvre :
Un parcours sportif en direction des Seniors :

Ce parcours comprend un twister, un passage d'obstacle, un plan incliné et une station d'étirement.
Ces appareils favorisent l'équilibre, les mouvements articulaires, la préhension, la station debout, les étirements et la motricité dans son ensemble.

Une station tous publics dite de "street workout" :

Cette station comprend :
- l'aménagement de la zone d'évolution,
- la station connectée et compactée,
- l'installation d'un banc lombaire, d'une chaise romaine, de barres de traction, de barres verticales sur chaque poteau,
- l'installation de la signalétique,
- le contrôle effectué par un bureau de contrôle,
- la mise à disposition et l'utilisation d'une application proposant un guide d'exercices physiques accessibles depuis internet.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics , et particulièrement les séniors.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 23 907,62 €
Montant de la subvention proposée : 9 695,10 € soit un taux d'intervention de de 40,55% au lieu des 50% maximum, afin que la commune finance à minima 20% du montant total HT du projet.

Localisation géographique :
- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose 4 modules fitness	9 005,24	37,67%
Fourniture et pose station fitness connectée modèle 4 faces	14 902,38	62,33%
Total	23 907,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 695,10	40,55%
Réserve Parlementaire	9 431,00	39,45%
Financement de la commune	4 781,52	20,00%
Total	23 907,62	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 695,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	17 640,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 732,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	224 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 160 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
	Montant total	1 417 232,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027464

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : GARGES-LES-GONESSE (95) - CREATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS DANS LE SQUARE DU COLONEL FABIEN : ZONE SENIORS ET ZONE STREET WORKOUT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	87 547,03 €	50,00 %	43 773,51 €
	Montant Total de la subvention		43 773,51 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PL DE L HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire
N° SIRET : 21950268900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'équipements sportifs dans le Square du Colonel Fabien : zone séniors et zone street workout

Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Installation d'équipements sportifs dans le Square du Colonel Fabien, dans le Quartier La Lutèce à Garges-les-Gonesse.
Les équipements concernés sont : Aire de Fitness pour séniors et Parcours de Street WorkOut.

Description :
Ces équipements seront aménagés dans le Square du Colonel Fabien, quartier la Lutèce à Garges-lès-Gonesse avec pour objectif de :
- favoriser la pratique sportive pour tous les âges,
- participer à l'amélioration de la cohésion sociale, du bien vivre ensemble.

L'aire de fitness est destinée à la tranche d'âge des séniors et s'intègre dans un ensemble d'actions de soutien à l'autonomie et de prévention-santé mises en place depuis 2008 dont entre autres celles de :

- développer des structures sportives en accès libre (multisport, parcours de santé, fitness, terrain de

rollers skate et BMX,…);
- développer les sports doux et inter-âge;
- mettre en place un plan urbain de circulation pour les ainés (bancs, barres d'appui, parcours santé…).

L'ensemble des agrès sportifs de cet équipement sont accessibles par les personnes à mobilité réduite (respect des normes PMR).

Moyens mis en œuvre :
Ce projet est le résultat d'un processus de concertation avec les habitants du quartier tant pour la définition des besoins que pour la validation des aménagements.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes à mobilité réduite, habitants du quartiers toutes tranches d'âge confondues, associations sportives, établissements scolaires et centres de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :
Type de l'opération: construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant des travaux HT : 87 547,03 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 43 773,51 €

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des strusctures Zone Séniors	19 005,89	21,71%
Fourniture et mise en oeuvre sol souple Zone Séniors	6 900,00	7,88%
Fourniture et pose panneau informations Zone Séniors	395,00	0,45%
Fourniture et pose structures Zone STrretWO	28 656,58	32,73%
Fourniture et pose structures parcours	8 919,56	10,19%
Fourniture et pose de sols souples	23 275,00	26,59%
Fourniture et pose panneau information Zone StreetWO	395,00	0,45%
Total	87 547,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventio Région	43 773,51	50,00%
CNDS	12 500,00	14,28%
Financement de la commune	31 273,52	35,72%
Total	87 547,03	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 773,51 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	104 890,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	109 485,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	24 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	98 812,20 €
2015	Soutien aux contrats de ville	40 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	165 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	127 688,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	79 373,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 000,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	43 607,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	60 000,00 €
	Montant total	893 855,20 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-068

DU 24 JANVIER 2018

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international (2ème partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 17-198 du 17 Mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-068 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **252 000 €** au bénéfice de l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **91** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe n° 2 de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **136 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des **5** projets détaillés en annexe n° 3 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **174 800 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **174 800 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates figurant dans le tableau ci-dessous, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Numéro d'aide versée	Opérations	Bénéficiaires dispositif de soutien aux évènements sportifs	Date d'éligibilité
17015694	Tournoi international Masters Essonne 2018 - Tennis	Ligue de l'Essonne de Tennis	11/11/2017
18001559	43ème Cross de Sceaux	Commune de Sceaux	15/09/2017
17015575	Finale de la Coupe de France de Hockey sur Glace 2018	Ligue Ile-de-France de Hockey sur Glace	05/10/2017
18001557	Festival international des jeunes de Paris Ile-de-France 2018 - Echecs	Ligue Ile-de-France d'échecs	30/10/2017
18001584	Championnat du Monde scolaire de Cross-Country 2018 - UNSS	Service Régional UNSS Paris	05/06/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif SPORT Janvier 2018

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000044 - OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)

Dossier	18001568 - Subvention de fonctionnement 2018 Institut régional du développement du sport (IAU-IRDS)			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	252 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
360 000,00 €	TTC	70 %	252 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000044 - OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	252 000,00 €

Dispositif : N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme

Dossier	18000559 - ADELAÏDE ALEX (2018)		
Bénéficiaire	P0036200 - ADELAIDE ALEX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000560 - AICARDI JEREMY (2018)		
Bénéficiaire	P0036252 - AICARDI JEREMY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000561 - AMZILE HASSAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036202 - AMZILE HASSAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000562 - ANNE MAME-IBRA (2018)		
Bénéficiaire	P0036227 - ANNE MAME IBRA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000564 - ARDON PATRICK (2018)		
Bénéficiaire	P0022323 - ARDON PATRICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000565 - AREZKI HAKIM (2018)		
Bénéficiaire	P0022321 - AREZKI HAKIM		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000566 - ATINE - VENEL TEDDY (2018)		
Bénéficiaire	R41269 - ATINE-VENEL TEDDY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000567 - AUFFRET BENJAMIN (2018)		
Bénéficiaire	P0036228 - AUFFRET BENJAMIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000570 - AUGIS AXEL (2018)		
Bénéficiaire	P0036229 - AUGIS AXEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000571 - BAROUKH THOMAS (2018)		
Bénéficiaire	P0022327 - BAROUKH THOMAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000573 - BELZ BLANDINE (2018)		
Bénéficiaire	P0022333 - BELZ BLANDINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000574 - BERTRAND VALENTIN (2018)		
Bénéficiaire	P0036230 - BERTRAND VALENTIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000575 - BOREL YANNICK (2018)		
Bénéficiaire	P0022359 - BOREL YANNICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000576 - BOYER MARINE (2018)		
Bénéficiaire	P0036294 - BOYER MARINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000577 - BROWN FELIX (2018)		
Bénéficiaire	P0037087 - BROWN FELIX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000578 - CHAINE GUILLAUME (2018)		
Bénéficiaire	P0036234 - CHAINE GUILLAUME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000587 - CISSOKHO SOULEYMANE (2018)		
Bénéficiaire	P0036291 - CISSOKHO SOULEYMANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000588 - CITERNE ROBERT (2018)		
Bénéficiaire	R29139 - CITERNE ROBERT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000589 - CLAIR SANDIE (2018)		
Bénéficiaire	P0036235 - CLAIR SANDIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000590 - CLERGET AXEL (2018)		
Bénéficiaire	P0036236 - CLERGET AXEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000591 - COELHO JORDAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036237 - COELHO JORDAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000592 - CONINX DORIAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036238 - CONINX DORIAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000593 - DALL'IGNA MANOËL (2018)		
Bénéficiaire	P0037959 - DALL IGNA MANOEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000594 - D'ALMEIDA MICHAËL (2018)		
Bénéficiaire	P0022337 - D ALMEIDA MICHAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000597 - DAUTREMER GAUTIER (2018)		
Bénéficiaire	P0036348 - DAUTREMER GAUTIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000598 - DE LA FOREST TANGUY (2018)		
Bénéficiaire	R29433 - DE LA FOREST TANGUY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000599 - DIANI KADIDIATOU (2018)		
Bénéficiaire	P0036240 - DIANI KADIDIATOU		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000601 - EL ASSINE MOEZ (2018)		
Bénéficiaire	R30931 - EL ASSINE MOEZ		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000602 - EMANE GEVRISE (2018)		
Bénéficiaire	R40703 - EMANE GEVRISE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000603 - EPANGUE GWLADYS (2018)		
Bénéficiaire	R29477 - EPANGUE GWLADYS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000604 - EURANIE ANNABELLE (2018)		
Bénéficiaire	R31383 - EURANIE ANNABELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000606 - GARIN MARVIN (2018)		
Bénéficiaire	P0037062 - GARIN MARVIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000607 - GEBET GAËLLE (2018)		
Bénéficiaire	P0022343 - GEBET GAELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000608 - GNAFOUA MERY FLORIANE (2018)		
Bénéficiaire	P0037059 - GNAFOUA MERY FLORIANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000609 - GNETO PRISCILLA (2018)		
Bénéficiaire	P0022344 - GNETO PRISCILLA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000613 - GRUMIER GAUTHIER (2018)		
Bénéficiaire	P0022345 - GRUMIER GAUTHIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000614 - GUENOT CHRISTOPHE (2018)		
Bénéficiaire	P0005147 - GUENOT CHRISTOPHE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000616 - GUERIN LINA (2018)		
Bénéficiaire	P0036243 - GUERIN LINA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000618 - GUYART ASTRID (2018)		
Bénéficiaire	P0022347 - GUYART ASTRID		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000619 - HORTA FANNY (2018)		
Bénéficiaire	P0036249 - HORTA FANNY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000620 - HRIMECHE ZACHARI (2018)		
Bénéficiaire	P0036250 - HRIMECHE ZACHARI		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000621 - HYM CHARLOTTE (2018)		
Bénéficiaire	P0037090 - HYM CHARLOTTE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000623 - IFEBE YANNICK (2018)		
Bénéficiaire	P0036262 - IFEBE YANNICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000624 - JACQUES-ANDRE-COQUIN JOSEPHINE (2018)		
Bénéficiaire	P0036253 - JACQUES ANDRE COQUIN JOSEPHINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000625 - JEREMIASZ MICHAËL (2018)		
Bénéficiaire	R29435 - JEREMIASZ MICHAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000626 - JESEL ANTOINE (2018)		
Bénéficiaire	P0022350 - JESEL ANTOINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000627 - JURBERT MARINE (2018)		
Bénéficiaire	P0036255 - JURBERT MARINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000629 - KEITA NANTENIN (2018)		
Bénéficiaire	R41237 - KEITA NANTENIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000630 - KHYAR WALIDE (2018)		
Bénéficiaire	P0036264 - KHYAR WALIDE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000631 - KONG BOPHA (2018)		
Bénéficiaire	P0037065 - KONG BOPHA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000633 - KONKI ELIE (2018)		
Bénéficiaire	P0036265 - KONKI ELIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000634 - LAUGEL JONATHAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036256 - LAUGEL JONATHAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000646 - LE BLOUCH KILIAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036257 - LE BLOUCH KILIAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000647 - LEFEBVRE HELENE (2018)		
Bénéficiaire	P0036266 - LEFEBVRE HELENE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000648 - LEFORT ENZO (2018)		
Bénéficiaire	P0022356 - LEFORT ENZO		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000649 - LEVERDEZ BRICE (2018)		
Bénéficiaire	P0022357 - LEVERDEZ BRICE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000650 - LIMARE VINCENT (2018)		
Bénéficiaire	P0036258 - LIMARE VINCENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000651 - LOQUETTE MERIL (2018)		
Bénéficiaire	P0037063 - LOQUETTE MERIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000652 - LUCENAY JEAN-MICHEL (2018)		
Bénéficiaire	P0003354 - LUCENAY JEAN MICHEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000653 - MAKUNDA TRESOR (2018)		
Bénéficiaire	R29438 - MAKUNDA GAUTIER TRESOR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000654 - MALONGA MADELEINE (2018)		
Bénéficiaire	P0036268 - MALONGA MADELEINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000655 - MANGA AUREL (2018)		
Bénéficiaire	P0036270 - MANGA AUREL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000656 - MARET CYRILLE (2018)		
Bénéficiaire	P0022361 - MARET CYRILLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000657 - MARTINY SEBASTIEN (2018)		
Bénéficiaire	R41267 - MARTINY SEBASTIEN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000658 - MAWEM MICKAËL (2018)		
Bénéficiaire	P0037091 - MAWEM MICKAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000659 - MONDIERE ANNE-SOPHIE (2018)		
Bénéficiaire	R29474 - MONDIERE ANNE-SOPHIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000660 - MORANTE ALLAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036273 - MORANTE ALLAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000661 - MÖRCH EMMANUELLE (2018)		
Bénéficiaire	P0036288 - MORCH EMMANUELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000662 - MORIAME JONATHAN (2018)		
Bénéficiaire	P0036274 - MORIAME JONATHAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000663 - NANKIN CEDRIC (2018)		
Bénéficiaire	P0036275 - NANKIN CEDRIC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000664 - N'DIAYE M'BAR (2018)		
Bénéficiaire	P0036276 - NDIAYE MBAR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000665 - OUBAALI NORDINE (2018)		
Bénéficiaire	R41150 - OUBAALI NORDINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000666 - OURAHMOUNE SARAH (2018)		
Bénéficiaire	P0036277 - OURAHMOUNE SARAH		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000667 - PAYET LAËTITIA (2018)		
Bénéficiaire	R40704 - PAYET LAETITIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000668 - POUSSE PAULINE (2018)		
Bénéficiaire	P0036278 - POUSSE PAULINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000669 - RACINET - REAU DELPHINE (2018)		
Bénéficiaire	P0022458 - RACINET REAU DELPHINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000670 - RADIUS LOUIS (2018)		
Bénéficiaire	R41248 - RADIUS LOUIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000671 - RECCHIA ALEXANDRA (2018)		
Bénéficiaire	P0037061 - RECCHIA ALEXANDRA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000672 - REMBI LAUREN (2018)		
Bénéficiaire	P0036280 - REMBI LAUREN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000673 - SALLEM RYADH (2018)		
Bénéficiaire	R29043 - SALLEM RYADH		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000674 - SCHIEL LAURA (2018)		
Bénéficiaire	P0037092 - SCHIEL LAURA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000675 - SIREAU - GOSSIAUX FLORENCE (2018)		
Bénéficiaire	R41151 - SIREAU GOSSIAUX FLORENCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000676 - TAMBADOU MOUSSA (2018)		
Bénéficiaire	P0036282 - TAMBADOU MOUSSA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000677 - TARDIEU STEPHANE (2018)		
Bénéficiaire	P0022374 - TARDIEU STEPHANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000678 - TEBAR KAREN (2018)		
Bénéficiaire	P0036283 - TEBAR KAREN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000679 - TONY-HELISSEY JEAN-PAUL (2018)		
Bénéficiaire	P0036284 - TONY HELISSEY JEAN PAUL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000680 - TOUZI BADR (2018)		
Bénéficiaire	P0036285 - TOUZI BADR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18000681 - VALLEAU SACHA (2018)		
Bénéficiaire	P0037961 - VALLEAU SACHA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18000682 - ZAHI FRANCE CAROLLE (2018)		
Bénéficiaire	P0036287 - ZAHI FRANCE CAROLLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18001083 - IDDIR ALEXANDRE (2018)		
Bénéficiaire	P0036251 - IDDIR ALEXANDRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	18001085 - PUJADES ANTHONY (2018)		
Bénéficiaire	P0036279 - PUJADES ANTHONY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme	136 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	388 500,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Dossier	17015575 - FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE HOCKEY SUR GLACE 2018			
Bénéficiaire	R34254 - LIGUE IDF HOCKEY SUR GLACE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 000,00 €	TTC	2,96 %	8 000,00 €	

Dossier	17015694 - TOURNOI INTERNATIONAL MASTERS ESSONNE 2018 - TENNIS			
Bénéficiaire	R27124 - LET LIGUE DE L ESSONNE DE TENNIS			
Localisation	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 000,00 €	TTC	4 %	5 000,00 €	

Dossier	18001557 - FESTIVAL INTERNATIONAL DES JEUNES DE PARIS IDF 2018 - ECHECS			
Bénéficiaire	R25091 - LIGUE IDF ECHECS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 275,00 €	TTC	15,99 %	5 000,00 €	

Dossier	18001559 - 43 EME CROSS DE SCEAUX			
Bénéficiaire	R1038 - COMMUNE DE SCEAUX			
Localisation	SCEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 800,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 855,00 €	HT	19,51 %	6 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-068	Budget	2018

Dossier	18001584 - CHAMPIONNAT DU MONDE SCOLAIRE DE CROSS COUNTRY 2018 - UNSS			
Bénéficiaire	EXM00955 - SERVICE REGIONAL UNSS PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 059 000,00 €	TTC	14,16 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	174 800,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	174 800,00 €

Ambassadeurs - Affectation d'Engagement Budgétaire 2018

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Première affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2018 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	ADELAÏDE	Alex	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
2	AICARDI	Jérémy	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
3	AMZILE	Hassan	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
4	ANNE	Mame-Ibra	Athlétisme	Olympique	1 500 €
5	ARDON	Patrick	Haltérophilie	Paralympique	1 500 €
6	AREZKI	Hakim	Football	Paralympique	1 500 €
7	ATINE-VENEL	Teddy	Athlétisme	Olympique	1 500 €
8	AUFFRET	Benjamin	Plongeon	Olympique	1 500 €
9	AUGIS	Axel	Gymnastique	Olympique	1 500 €
10	BAROUKH	Thomas	Aviron	Olympique	1 500 €
11	BELZ	Blandine	Basket-ball	Paralympique	1 500 €
12	BERTRAND	Valentin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
13	BOREL	Yannick	Escrime	Olympique	1 500 €
14	BOYER	Marine	Gymnastique	Olympique	1 500 €
15	BROWN	Félix	Baseball	Olympique	1 500 €
16	CHAINE	Guillaume	Judo	Olympique	1 500 €
17	CISSOKHO	Souleymane	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
18	CITERNE	Robert	Escrime	Paralympique	1 500 €
19	CLAIR	Sandie	Cyclisme	Olympique	1 500 €
20	CLERGET	Axel	Judo	Olympique	1 500 €
21	COELHO	Jordan	Natation	Olympique	1 500 €
22	CONINX	Dorian	Triathlon	Olympique	1 500 €
23	DALL'IGNA	Manoël	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
24	D'ALMEIDA	Michaël	Cyclisme	Olympique	1 500 €
25	DAUTREMER	Gautier	Athlétisme	Olympique	1 500 €
26	DE LA FOREST	Tanguy	Tir	Paralympique	1 500 €
27	DIANI	Kadidiatou	Football	Olympique	1 500 €
28	EL ASSINE	Moez	Escrime	Paralympique	1 500 €
29	EMANE	Gévrise	Judo	Olympique	1 500 €
30	EPANGUE	Gwladys	Taekwondo	Olympique	1 500 €
31	EURANIE	Annabelle	Judo	Olympique	1 500 €
32	GARIN	Marvin	Karaté	Olympique	1 500 €
33	GEBET	Gaëlle	Escrime	Olympique	1 500 €
34	GNAFOUA	Floriane	Athlétisme	Olympique	1 500 €
35	GNETO	Priscilla	Judo	Olympique	1 500 €
36	GRUMIER	Gauthier	Escrime	Olympique	1 500 €
37	GUENOT	Christophe	Lutte	Olympique	1 500 €
38	GUERIN	Lina	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
39	GUYART	Astrid	Escrime	Olympique	1 500 €
40	HORTA	Fanny	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
41	HRIMECHE	Zachari	Gymnastique	Olympique	1 500 €
42	HYM	Charlotte	Skateboard	Olympique	1 500 €
43	IDDIR	Alexandre	Judo	Olympique	1 500 €
44	IFEBE	Yannick	Escrime	Paralympique	1 500 €
45	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Olympique	1 500 €
46	JEREMIASZ	Michaël	Tennis	Paralympique	1 500 €
47	JESEL	Antoine	Aviron	Paralympique	1 500 €
48	JURBERT	Marine	Trampoline	Olympique	1 500 €
49	KEITA	Nantenin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
50	KHYAR	Walide	Judo	Olympique	1 500 €
51	KONG	Bopha	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
52	KONKI	Elie	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
53	LAUGEL	Jonathan	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
54	LE BLOUCH	Kilian	Judo	Olympique	1 500 €
55	LEFEBVRE	Hélène	Aviron	Olympique	1 500 €
56	LEFORT	Enzo	Escrime	Olympique	1 500 €
57	LEVERDEZ	Brice	Badminton	Olympique	1 500 €
58	LIMARE	Vincent	Judo	Olympique	1 500 €

59	LOQUETTE	Méril	Badminton	Paralympique	1 500 €
60	LUCENAY	Jean-Michel	Escrime	Olympique	1 500 €
61	MAKUNDA	Trésor	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
62	MALONGA	Madeleine	Judo	Olympique	1 500 €
63	MANGA	Aurel	Athlétisme	Olympique	1 500 €
64	MARET	Cyrille	Judo	Olympique	1 500 €
65	MARTINY	Sébastien	Trampoline	Olympique	1 500 €
66	MAWEM	Mickaël	Escalade	Olympique	1 500 €
67	MONDIERE	Anne-Sophie	Judo	Olympique	1 500 €
68	MORANTE	Allan	Trampoline	Olympique	1 500 €
69	MÖRCH	Emmanuelle	Tennis	Paralympique	1 500 €
70	MORIAME	Jonathan	Water-polo	Olympique	1 500 €
71	NANKIN	Cédric	Rugby	Paralympique	1 500 €
72	N'DIAYE	M'Bar	Taekwondo	Olympique	1 500 €
73	OUBAALI	Nordine	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
74	OURAHMOUNE	Sarah	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
75	PAYET	Laëtitia	Judo	Olympique	1 500 €
76	POUSSE	Pauline	Athlétisme	Olympique	1 500 €
77	PUJADES	Anthony	Triathlon	Olympique	1 500 €
78	RACINET - REAU	Delphine	Tir	Olympique	1 500 €
79	RADIUS	Louis	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
80	RECCHIA	Alexandra	Karaté	Olympique	1 500 €
81	REMBI	Lauren	Escrime	Olympique	1 500 €
82	SALLEM	Ryadh	Rugby	Paralympique	1 500 €
83	SCHIEL	Laura	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
84	SIREAU - GOSSIAUX	Florence	Tennis de table	Paralympique	1 500 €
85	TAMBADOU	Moussa	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
86	TARDIEU	Stéphane	Aviron	Paralympique	1 500 €
87	TEBAR	Karen	Equitation	Olympique	1 500 €
88	TONY-HELISSEY	Jean-Paul	Escrime	Olympique	1 500 €
89	TOUZI	Badr	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
90	VALLEAU	Sacha	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
91	ZAHI	Carolle	Athlétisme	Olympique	1 500 €
				TOTAL	**136 500 €**

01 - Tournoi Masters Essonne de Tennis 2018

02 - 43ème cross de Sceaux

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001559

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : 43 EME CROSS DE SCEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	34 855,00 €	19,51 %	6 800,00 €
	Montant Total de la subvention		6 800,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SCEAUX

Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN
92331 SCEAUX CEDEX

Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Maire

N° SIRET : 21920071400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du 43ème Cross de Sceaux

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Ville de Sceaux va organiser la 43ème édition du cross de Sceaux le 11 février 2018 dans le jardin de la Ménagerie et le Parc de Sceaux.

Cette manifestation sportive qui regroupe près de 1500 participants chaque année, propose 6 courses à difficulté progressive et adaptées à l'âge des coureurs.

Ce sont des courses nature comprises entre 5 et 10 km avec 3 courses réservées aux enfants, à partir de 7ans.

Dans le domaine du développement durable, la Ville de Sceaux va favoriser les actions suivantes :

- promotion de l'évènement auprès des acteurs de la prévention,
- produits et commerces locaux valorisés,
- l'ensemble des courses sont mixtes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais généraux d'organisation	15 365,00	44,08%
Alimentation	2 470,00	7,09%
Sécurité	800,00	2,30%
Communication	4 009,00	11,50%
Frais de personnel	10 051,00	28,84%
Récompenses	2 160,00	6,20%
Total	34 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	6 800,00	19,51%
Subvention Ville de Sceaux	20 455,00	58,69%
Subvention Conseil Départemental	1 500,00	4,30%
Recettes diverses	6 100,00	17,50%
Total	34 855,00	100,00%

03 - Finale de la Coupe de France de Hockey sur Glace 2018

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015575

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE HOCKEY SUR GLACE 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	270 000,00 €	2,96 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF HOCKEY SUR GLACE

Adresse administrative : 36 BIS RUE ROGER SALENGRO
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis MILLON, Président

Date de publication au JO : 28 octobre 2006

N° SIRET : 49303840000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la Finale de Hockey-sur-Glace 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La ligue Ile-de-France de Hockey sur Glace va organiser la Finale de la Coupe de France de Hockey sur Glace le 28 Janvier 2018 à l'Accor Hôtel Aréna. Cette compétition est ouverte aux équipes de catégories seniors évoluant dans les championnats de Ligue Magnus (Elite), division 1, division 2 et division 3, il y aura les 2 équipes finalistes soit 44 joueurs.

En marge de l'évènement, la ligue Ile-de-France de hockey-sur-Glace va organiser un grand regroupement de joueurs avec un plateau U11 regroupant des équipes de la Région Ile-de-France. Ces équipes vont se rencontrer sous la forme de tournois avant de donner le coup d'envoi de la Finale de la Coupe de France.

Les objectifs de cette manifestation sportive sont :

- de réunir et fédérer les différents acteurs du hockey-sur-glace,
- d'augmenter l'écho médiatique de la discipline auprès des journalistes,
- de démontrer la vitalité du hockey-sur-glace à travers un évènement d'envergure.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France de Hockey sur Glace va favoriser les actions suivantes :

- mise en place d'un contrôle antidopage,
- sensibilisation au respect des dirigeants et des arbitres,
- remise de billets gratuits pour les adhérents des clubs locaux,
- information des jeunes sur le thème de la lutte contre la violence.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de l'Accor Hôtel Aréna	40 000,00	14,81%
Frais d'organisation	230 000,00	85,19%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	8 000,00	2,96%
Recettes Billetterie	180 000,00	66,67%
Ligue IDF de Hockey sur Glace	82 000,00	30,37%
Total	270 000,00	100,00%

04 - Festival international des jeunes 2018

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001557

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FESTIVAL INTERNATIONAL DES JEUNES DE PARIS IDF 2018 - ECHECS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	31 275,00 €	15,99 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF ECHECS

Adresse administrative : 29 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE RASNEUR, Président

Date de publication au JO : 9 décembre 1966

N° SIRET : 35302535600042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du Festival International des Jeunes de Paris Ile-de-France 2018 - Echecs

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le festival international des jeunes de Paris Ile-de-France organisé par la ligue d'Ile-de-France des échecs, aura lieu du 19 au 23 février 2018 au complexe sportif Louis Lumière à Paris (75020).

Le principal objectif de cette opération est d'organiser un évènement international jeunes sur les échecs qui permette d'accueillir les espoirs franciliens et d'attirer les qualifiés d'office au championnat de France en même temps que les tournois qualificatifs jeunes de manière à décerner les différents titres de champions d'Ile-de-France.

Sur toute la durée de cet évènement se dérouleront :

- 3 tournois internationaux des jeunes (moins de 20 ans)
- 10 tournois qualificatifs au championnat de France des jeunes

Ce festival va voir la participation d'environ 700 jeunes participants pour 50 clubs et 10 nations représentés en présence de quelques champions de France.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France d'échecs va décliner plusieurs actions :

- la participation au tournoi est gratuite pour les personnes handicapées,
- le nombre d'engagées féminines est égal au nombre d'engagés masculins,
- l'accueil des jeunes du quartier de la Porte de Montreuil et de la Porte de Bagnolet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Récompenses	6 900,00	22,06%
Homologations	300,00	0,96%
Arbitrage	4 975,00	15,91%
Location du site	3 500,00	11,19%
Location de mobilier	5 000,00	15,99%
Frais d'organisation divers	1 700,00	5,44%
Achats de matériels	8 900,00	28,46%
Total	31 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	5 000,00	15,99%
Subvention de la Ville de Paris	5 000,00	15,99%
Recettes d'inscriptions	18 200,00	58,19%
Ligue IDF d'échecs	3 075,00	9,83%
Total	31 275,00	100,00%

05 - Championnat du Monde scolaire cross country UNSS 2018

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001584

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CHAMPIONNAT DU MONDE SCOLAIRE DE CROSS COUNTRY 2018 - UNSS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 059 000,00 €	14,16 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SERVICE REGIONAL UNSS PARIS

Adresse administrative : 46 RUE PAUL BELMONDO
75012 PARIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE NORCINI

N° SIRET : 77567565500937

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du championnat du Monde scolaire de cross-country 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) va organiser les Championnats du Monde scolaire de Cross-Country du 02 au 06 avril 2018 à Paris ainsi que sur tout le territoire de la Région Ile-de-France.

Cette opération repose sur l'organisation d'une semaine de rassemblement de la jeunesse internationale et de rendez-vous sportif, culturel et engagé vers la responsabilisation des jeunes en présence de nombreuses personnalités du monde sportif et culturel.

Cet évènement va regrouper 800 participants (filles et garçons) pour 45 nations et 400 organisateurs, cela sera également l'occasion de voir plusieurs rendez-vous comme la course relais de l'amitié, la course handi-spécial Olympics ainsi qu'une journée culturelle.

Cet évènement sportif se déroulera selon le programme suivant :

- cérémonie d'ouverture le 03/04/2018
- compétitions, remises des médailles et soirée des nations le 04/04/2018
- journée culturelle le 05/04/2018
- le relais de l'amitié et la cérémonie de clôture le 06/04/2018

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais pour les délégations	610 000,00	57,60%
Frais de personnel pour l'encadrement	100 000,00	9,44%
Formations des intervenants	30 000,00	2,83%
Protocole	65 000,00	6,14%
Communication	184 000,00	17,37%
Frais divers de fonctionnement	55 000,00	5,19%
Animations	15 000,00	1,42%
Total	1 059 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	150 000,00	14,16%
Subvention Ville de Paris	200 000,00	18,89%
Financements publics divers	125 000,00	11,80%
Recettes délégations	225 000,00	21,25%
Partenariats	301 000,00	28,42%
Autres produits	58 000,00	5,48%
Total	1 059 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-067

DU 24 JANVIER 2018

PREMIÈRE AFFECTATION 2018 EN FAVEUR DU CENTRE HUBERTINE AUCLERT, CENTRE FRANCILIEN POUR L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES SOUTIEN À LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AFFECTATION AU TITRE DES EXPRESSIONS CITOYENNES ET POUR L'ORGANISATION DU CONCOURS ' LES CHANTÉ NWEL EN ÎLE-DE-FRANCE '

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 74-09 du 18 juin 2009 relative à l'approbation de la création d'un Centre régional de ressources pour l'égalité femmes/hommes ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;

VU La délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien aux expressions citoyennes ;

VU La délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 relative au soutien régional aux radios locales d'Île de France et organisation d'un concours « les Chanté Nwel » en Île-de-France ;

VU La délibération n° CP 13-400 du 30 mai 2013 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Île de France » ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le decret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU Le budget de la Région pour 2018 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-067 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer au **Centre Hubertine Auclert**, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes, une première affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2018, tel que détaillé en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **420.000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes - ORVF» du budget 2018.

Article 2 :

Approuve la convention d'objectifs de moyens entre la Région Île-de-France et le Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes-hommes (CHA), jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée au bénéfice du CHA à la signature de la convention précitée.

Autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **5.000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2018, pour l'organisation d'un forum régional sur les violences faites aux femmes, et notamment les frais d'accueil et de restauration des participants, l'élaboration des documents, compte-rendu et actes, ainsi que l'animation du forum.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » au financement de la Fondation du Sport Français, pour la Fondation Alice Milliat (abritée) dont le projet est détaillé en annexes 1 et 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **37.800 €**.

Approuve la convention relative au partenariat spécifique du « soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » à la Fondation du Sport Français pour le compte de la Fondation Alice Milliat (abritée), présentée en annexe 4 à la délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **37.800 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2018.

Article 5 :

Décide d'attribuer à 22 associations participantes à l'organisation du concours « les Chanté Nwel en Île-de-France 2017 » une dotation forfaitaire de **300 €**, tel que détaillé en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la charte régionale du concours,

Affecte une autorisation d'engagement de 6.600,00 € sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2018.

Article 6 :

Décide de réaffecter un solde de subvention d'un montant d'engagement de **3.255,67 €**, au bénéfice de l'association Alliance Internationale de journalistes, détaillée en annexes 1 et 5 à la présente délibération à la présente délibération, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2018.

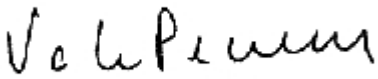
Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions mentionnées en annexe 1, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code dossier	Objet du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
18002338	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	AGORA KARAYIB DE CLICHY	15/11/2017
18002339	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	AMIS DU SOLEIL DU BOURGET	15/11/2017
18002340	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	APROH	15/11/2017
18002341	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ASSOCIATION GWADARO	15/11/2017
18002342	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	CARREFOUR DU SOLEIL	15/11/2017

18002343	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	EKOL-BELE KALENNDA-DANMYE-PA-RIS	15/11/2017
18002344	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	FEY FOUYAPEN	15/11/2017
18002345	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	FLECH'CAN	15/11/2017
18002346	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX	15/11/2017
18002347	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	MAS MELE	15/11/2017
18002348	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	OTANTIKA	15/11/2017
18002349	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	LES ZANDOLIS DU VEXIN	15/11/2017
18002350	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ZIK FANM KREAOL	15/11/2017
18002351	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	AMICALE DES ANTILLAIS EPINAY SUR SEINE	15/11/2017
18002352	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	UNION OUTRE MER DE SENART	15/11/2017
18002353	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ACADOM	15/11/2017
18002354	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ANTILLES SUR SEINE	15/11/2017
18002355	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	COLIBRI DES ILES	15/11/2017
18002356	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	LES MERVEILLES CREOLES	15/11/2017
18002494	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ASSOCIATION CHATAIGNE	15/11/2017
18002496	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	ACSSAG MI-NOU	15/11/2017
18002497	Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France	AFRO KREOL MOUV	15/11/2017
18001593	Création d'une pépinière de médias participatifs en Ile-de-France et élaboration d'un guide pratique - REAFFECTATION DU SOLDE	ALLIANCE INTERNATIONALE DE JOURNALISTES	01/04/2013
18001585	Fondation du Sport Français – Fondation Alice Milliat (abritée) – Réalisation de portraits de sportives de haut niveau	FONDATION DU SPORT FRANCAIS HENRI SERANDOUR	01/01/2018

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200503 - Citoyenneté et valeurs de la République**

Dispositif : N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes

Dossier	18001593 - Création d'une pépinière de médias participatifs en Ile-de-France et élaboration d'un guide pratique - REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	P0022497 - ALLIANCE INTERNATIONALE DE JOURNALISTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 255,67 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 109,23 €	TTC	21,55 %	3 255,67 €	

Dossier	18002338 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038221 - AGORA KARAYIB DE CLICHY			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002339 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038260 - AMIS DU SOLEIL DU BOURGET			
Localisation	LE BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002340 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038351 - APROH			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Dossier	18002341 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038224 - ASSOCIATION GWADARO			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002342 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038228 - CARREFOUR DU SOLEIL			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002343 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038233 - EKOL-BELE KALENNDA-DANMYE-PARIS			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002344 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038352 - FEY FOUYAPEN			
Localisation	VAUX-LE-PENIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002345 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038266 - FLECH'CAN			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Dossier	18002346 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0016173 - KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002347 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038240 - MAS MELE			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002348 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038241 - OTANTIKA			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002349 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038273 - LES ZANDOLIS DU VEXIN			
Localisation	MAGNY-EN-VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002350 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038354 - ZIK FANM KREAOL			
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Dossier	18002351 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038355 - AMICALE DES ANTILLAIS EPINAY SUR SEINE			
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002352 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038356 - UNION OUTRE MER DE SENART			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002353 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038357 - ACADOM			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002354 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038358 - ANTILLES SUR SEINE			
Localisation	VALENTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002355 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038232 - COLIBRI DES ILES			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Dossier	18002356 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038238 - LES MERVEILLES CREOLES			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002494 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038268 - ASSOCIATION CHATAIGNE			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002496 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038258 - ACSSAG MI-NOU			
Localisation	BEZONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Dossier	18002497 - Concours Chanté Nwel 2017 en Île de France			
Bénéficiaire	P0038219 - AFRO KREOL MOUV			
Localisation	ACHERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300,00 €	TTC	100 %	300,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes	9 855,67 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200503	9 855,67 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200504 - Lutte contre les discriminations**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-067	Budget	2018

Dispositif : N° 00000985 - Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement

Dossier	18001585 - FONDATION ALICE MILLIAT (ABRITEE) - REALISATION DE PORTRAITS DE SPORTIVES DE HAUT NIVEAU			
Bénéficiaire	P0038249 - FONDATION DU SPORT FRANCAIS HENRI SERANDOUR			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 600,00 €	TTC	50 %	37 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000985 - Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	37 800,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200504	37 800,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200509 - Centre de ressource égalité femmes / hommes - ORVF**

Dispositif : N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes

Dossier	18001586 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018 AU CHA			
Bénéficiaire	P0001729 - CENTRE FRANCILIEN DE RESSOURCES POUR L EGALITE FEMMES HOMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	420 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600 000,00 €	TTC	70 %	420 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes	420 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200509	420 000,00 €

ANNEXE N°2 : CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HUBERTINE AUCLERT

CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE CENTRE HUBERTINE AUCLERT, CENTRE FRANCILIEN DE RESSOURCES POUR L'EGALITE FEMMES/HOMMES

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Le Centre Hubertine Auclert (CHA) d'Ile-de-France, association loi 1901, domiciliée au 7, Place des cinq martyrs du Lycée Buffon 75014 PARIS, représentée par sa présidente, Madame Marie-Pierre BADRE,

Ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Région Ile de France a adopté en 2016 de nouvelles orientations stratégiques en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CR n°100-16 du 22 septembre 2016) et en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes (CR n°167-16 du 13 octobre 2016). Pour faire de l'Île-de-France une région solidaire et exemplaire, la Région a fait de la lutte contre les violences faites aux femmes sa grande cause régionale 2017.

Organisme associé de la Région Ile-de-France, le Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes contribue avec l'ensemble de ses membres et conformément aux missions définies dans ses statuts, à la lutte contre les inégalités et les discriminations fondées sur le sexe et promeut l'égalité femmes-hommes.

Le centre est un espace de partage d'informations, d'expertises et d'expériences en vue de promouvoir une culture de l'égalité. Il oriente et accompagne les associations, les institutions, les individus, les collectivités locales et les organisations de salariés et d'employeurs œuvrant en faveur de l'égalité femmes-hommes. Il encourage les partenariats et les échanges de bonnes pratiques entre ces différents acteurs et actrices de l'égalité et s'attache à rendre accessibles et visibles leurs réalisations.

Compte-tenu de l'expertise du Centre sur des droits des femmes, de sa connaissance des acteurs franciliens agissant pour l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de ses fortes compétences dans la mise en réseau de partenaires et la production d'expertise et d'outils sur l'égalité femmes/hommes, l'Observatoire régionale des violences faites aux femmes a été intégré en 2013 au sein même de cet organisme.

L'ORVF a vocation à constituer un espace d'échanges permanents entre experts et acteurs de terrain (associations, professionnels en contact avec des femmes victimes de violence), collectivités territoriales et services de l'Etat. La mise en réseau, la constitution de partenariats et la mutualisation des compétences constituent les caractéristiques principales de son mode d'intervention.

ARTICLE I : Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens

La présente convention détermine les objectifs du Centre Hubertine Auclert pour l'égalité femmes-hommes et les engagements de la Région pour la période 2018-2020. Sont notamment visés les objectifs suivants :

- Animer une plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes,

- Renforcer le réseau des acteurs franciliens de l'égalité femmes-hommes,

- Promouvoir l'éducation à l'égalité des filles et des garçons,

- Lutter contre les violences faites aux femmes à travers l'Observatoire régional des violences faites aux femmes.

La réalisation de ces objectifs généraux, déclinés en objectifs opérationnels, est évaluée sur la base d'indicateurs d'activité qualitatifs et quantitatifs, présentés en annexe n° 1 du document.

Cette liste est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou de l'organisme.

ARTICLE 2 : Engagements de l'organisme

2.1. La réalisation des objectifs

L'organisme s'engage à :

- A mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- A rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés, sous l'autorité des organes dirigeants de l'organisme auxquels participent des représentants de la Région.

2.2. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'organisme s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme annuel d'actions défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 1er décembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N.

Le programme annuel d'actions finalisé est transmis à la Région dès son vote par l'organisme.

La réalisation de ce programme fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis dans la présente convention tels que présentés en annexe 1.

2.3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Un compte-rendu d'exécution rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. »

2.4. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année de la convention.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.5. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 2 janvier de l'année N, l'avant projet de budget de l'année N ;

  b) dés leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (*certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce),* et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes ;

2.6. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée générale, conseil d'administration) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir les procès verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur validation par les organes dirigeants.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.

- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des **résultats des dits contrôles.**

2.7. Obligations administratives

L'organisme s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.8. Obligations en matière de communication

L'organisme s'engage à appliquer sans réserve la charte graphique des organismes associés [c1] élaborée par la Région, en concertation avec eux, dans un souci de cohérence graphique et institutionnelle.
Cette charte est constituée de principes, règles et recommandations liant l'identité visuelle des organismes associés à celle de la Région. Dans ce cadre, l'organisme s'engage à :

- respecter l'intégrité du bloc-marque comprenant son propre logo et la marque caution Île-de-France, sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de l'organisme ;
- activer sur tout site internet développé par l'organisme, un lien hypertexte vers le site www.iledefrance.fr<http://www.iledefrance.fr/>. Concernant les réseaux sociaux, la charte susvisée énonce également des spécificités à respecter impérativement.

L'organisme s'engage également à :

- informer la direction de la communication de la Région en amont de toute campagne de communication,
- transmettre les supports de communication papiers et numériques des campagnes avant leur diffusion,
- faire référence à l'implication de la Région dans tous les événements ou opérations de relations publiques,
- transmettre des jeux de données pertinentes et publiables pour enrichir, dans le cadre de la démarche régionale de libération des données publiques (open-data), la base de données de la plateforme régionale data.iledefrance.fr<http://www.data.iledefrance.fr/>.

La Région peut être amenée à apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et l'organisme collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits au Centre Hubertine Auclert par la commission permanente du conseil régional.

La Région soutient le Centre Hubertine Auclert au titre du fonctionnement.

Ce soutien permet à l'organisme d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

3.2. Modalités de versement de la subvention.

3.2.1 Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme:

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 021, programme HP 021-005, action 10200509.

Ces subventions sont versées sur le compte ouvert au nom de : « Centre de ressources francilien pour l'égalité femmes-hommes ». Les coordonnées du compte sont les suivantes : CREDIT COPERATIF (code banque 42559), Code agence 00003, N° de compte 41020013500, Clé RIB : 21.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.2.2 Subvention en nature

La Région apporte un appui en nature au Centre Hubertine Auclert, à travers la mise à disposition de locaux gratuits, dans le cadre d'un contrat de sous-location d'un an, reconduit de manière tacite, en date du 29 août 2016.

3.3. Révision et Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, le montant de la subvention régionale peut être révisée. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants, ou de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 4 : Suivi de la convention d'objectifs et de moyens et évaluation des actions

Pour assurer le suivi de la présente convention, les services de l'organisme et ceux de la Région. Ils se réunissent en tant que de besoin et au moins deux fois par an.

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par le bénéficiaire au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés à l'annexe 1 à la présente convention.

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la région.

Ces éléments d'évaluation doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Les tableaux d'indicateurs s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme.

ARTICLE 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période de trois ans, prend effet à compter du 1er janvier 2018. Elle expire le 31 décembre 2020.

ARTICLE 6 : Contrôle de la Région

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, *l'organisme* s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'organisme une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région,	Pour *l'organisme*
la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	*La Présidente*
Valérie PECRESSE	**Marie-Pierre BADRE**

ANNEXE A LA CONVENTION

ANNEXE 1 : TABLEAU DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET OPÉRATIONNELS, DES ACTIONS ET DES INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

OBJECTIF GENERAL 1 : ANIMER UNE PLATEFORME REGIONALE DE RESSOURCES ET D'ECHANGES SUR L'EGALITE FEMMES-HOMMES		
Objectif opérationnel 1.1 : Rendre accessibles à tous types de public informations, documentations et outils sur l'égalité femmes-hommes		
ACTIONS	Accueil, conseil et orientation personnalisés dans la recherche d'informations, de contacts et d'outils sur l'égalité femmes-hommes.	• Nombre de demandes renseignées • Type de demandes
	Diffusion de l'information et de la documentation via un portail internet de l'égalité femmes/hommes. Valorisation des actualités, des initiatives et des prises de position des membres à travers : • Une « Egalithèque », base de données qui recense et fournit des informations précises sur les outils développés dans le but de promouvoir une culture de l'égalité : guides, formations, expositions, ouvrages, affiches, vidéos, spectacles vivants, diaporama, quiz, etc. Pour chaque outil, figure un lien pour le télécharger ou une information sur la manière de se le procurer. • Une lettre d'information « La Cybertine » • Offres d'emploi et de stage en lien avec l'égalité en Ile-de-France • Réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram.	• Nombre d'outils référencés dans l'Egalithèque • Nombre de visites sur la page Egalithèque • Nombre d'événements et manifestations référencés dans la cybertine • Nombre de *Cybertine* • Nombre de consultations du site internet • Nombre d'annonces diffusées • Nombre de tweets, Nb impressions des tweets, nombre d'abonnés et abonnées twitter, FB
	Constitution et gestion d'un fonds documentaire sur les inégalités entre les femmes et les hommes et les violences faites aux femmes.	• Nombre de documents référencés
	Recensement des actrices et acteurs de l'égalité sous forme d'annuaire et de cartographie largement diffusés : - Annuaire des référentes et référents égalité FH qui recense les élus et élues et les personnels au sein des collectivités et institutions. - Annuaire des associations franciliennes qui œuvrent pour les droits des femmes et l'égalité	• Mise à jour de l'annuaire en ligne des référentes et référents égalité • Mise à jour de la cartographie en ligne des associations

Objectif opérationnel 1.2 : Diffuser et mettre en débat les connaissances à travers des rencontres et des célébrations régulières		
ACTIONS	Organisation de manifestations et événements (célébration 8 mars et 25 novembre, restitution des études et rapports, Cycle Hubertine est une Geek, Causeries …).	• Nombre et sujet des manifestations organisées par le Centre • Nombre de participantes et participants
	Communications orales, animation de débats et intervention dans des rencontres.	• Nombre d'interventions extérieures : sujets ; contextes et lieux.
OBJECTIF GENERAL 2 : RENFORCER LE RESEAU DES ACTEURS ET ACTRICES FRANCILIENNES DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES		
Objectif opérationnel 2.1 : Produire de l'expertise et accompagner les collectivités territoriales franciliennes dans la définition de leurs politiques locales d'égalité		
ACTIONS	Identification et diffusion des bonnes pratiques des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat, au niveau régional, national et international. Organisation de rencontres, animation de groupes de travail.	• Nombre et thèmes des rencontres organisées • Nombre de participantes et participants • Nombre et thèmes des groupes de travail et des rapports produits
	Animation d'un réseau d'échange de pratiques des collectivités locales engagées en faveur de l'égalité femmes-hommes, permettant le partage de bonnes pratiques.	• Nombre et échelle territoriale (communes, départements…) des collectivités impliquées dans les rencontres et formations organisées
	Accompagnement méthodologique dans la définition d'actions et de politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, à travers la formation, la production de guides pratiques et d'études, l'accompagnement individuel de collectivités locales.	• Nombre et thèmes des formations • Nombre et thèmes des outils et études produites • Nombre de collectivités accompagnées
Objectif opérationnel 2.2 : Appuyer tout type d'acteur dans ses démarches en faveur de l'égalité femmes-hommes		
ACTIONS	Réponses à des demandes d'appui individuelles émanant d'associations, de syndicats, de collectivités locales, de services de l'état, de médias, d'établissement scolaires, de franciliennes et franciliens, etc. Apporter les informations utiles au montage de projets sur l'égalité femmes-hommes : conseils sur les ressources disponibles, sur les partenaires possibles et sur les financements disponibles.	• Nombre de structures accompagnées • Types de structures accompagnées • Types de demandes
	Renforcer les capacités des actrices et acteurs de l'égalité en IDF par l'organisation de formations, de réunions d'information, et par la création et la mise à disposition de nouveaux outils.	• Nombre et sujet des formations • Nombre de personnes formées • Nombre et sujet des réunions d'information organisées • Nombre d'outils créés

OBJECTIF GENERAL 3 : PROMOUVOIR L'EDUCATION A L'EGALITE		
Objectif opérationnel 3.1 : Accompagner la mise en place d'actions pour l'égalité filles-garçons dans le champ éducatif		
ACTIONS	Apporter les informations utiles au montage de projets et proposer des conseils individualisés sur les ressources disponibles (outils, formations, experts, sites Internet) dans le champ éducatif	• Nombre de structures accompagnées • Type de structures accompagnées • Type de demandes
	Accompagnement des établissements scolaires, et plus spécifiquement les lycées et CFA dans leur démarche en faveur de l'égalité femmes-hommes	• Nombre d'établissements accompagnés • Type de demandes • Public ciblé • Nombre de personnes/élèves et adultes touchés
	Favoriser les échanges, collaborations et la montée en compétence des acteurs institutionnels de l'éducation, les associations, les chercheurs et les syndicats enseignants par la mise en réseau et la formation	• Nombre de formations et sensibilisation • Nombre de participantes et participants
Objectif opérationnel 3.2 : Produire de l'expertise et des outils pour favoriser l'égalité filles-garçons dans le champ éducatif		
ACTIONS	Diffuser les bonnes pratiques et les outils éducatifs antisexistes dans la cybertine (la vigie), et sur le site internet.	• Nombre de nouveaux outils diffusés dans l'égalithèque et la cybertine (Vigies)
	Produire de nouveaux outils et des études pour analyser et améliorer l'égalité fille-garçons dans le système éducatif	• Nombre et type d'étude ou d'outils produits
Objectif opérationnel 3.3 : Sensibiliser les élèves des lycées à l'égalité femmes-hommes		
ACTIONS	Diffuser des outils d'information dans les lycées et CFA, sur l'égalité filles-garçons, les choix d'orientation professionnelle, etc.	• Nombre et type d'outils d'information créés • Nombre d'outils diffusés

OBJECTIF GENERAL 4 : LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES		
Objectif opérationnel 4.1 : Renforcer la connaissance et l'expertise sur les violences faites aux femmes, en Ile-de-France		
ACTIONS	Effectuer une veille sur les nouvelles données produites et sur les études existantes sur les phénomènes de violence en Ile-de-France. Diffuser les données franciliennes sur les violences faites aux femmes.	• Nombre d'études et de nouvelles données sur les violences recensées dans l'Egalithèque • Diffusion des nouvelles données
	Produire des études sur des sujets insuffisamment explorés selon les besoins identifiés (études produits par le Centre ou en partenariat avec des associations, des instituts de recherches, etc.).	• Nombre et sujet des études produites • Diffusion des études
Objectif opérationnel 4.2 : Appui et mise en réseau des actrices et des acteurs franciliens pour prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes		
ACTIONS	Accompagner les actrices et les acteurs franciliens (établissements scolaires, collectivités locales, associations …) dans la mise en place des projets contre les violences faites aux femmes.	• Types d'acteurs accompagnés • Nombres et types d'accompagnements réalisés
	Favoriser le partage d'information, la coopération entre les acteurs et l'émergence de nouveaux projets via les réunions du comité d'orientation de l'ORVF et ses groupes de travail thématiques	• Une réunion par an du comité d'orientation • Nombre et thématiques des groupes de travail • Productions des groupes
	Valoriser les dispositifs franciliens pour l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violence, sous la forme d'une cartographie en ligne.	• Nombre de dispositifs recensés • Nombre de visite de la cartographie en ligne
Objectif opérationnel 4.3 : Sensibiliser et former sur les violences faites aux femmes		
ACTIONS	Identifier les bonnes pratiques et collecter les outils existants en matière de sensibilisation et de formation contre les violences faites aux femmes	• Nombre d'outils collectés • Typologie des outils collectés
	Informer et former les professionnels franciliens sur les violences faites aux femmes	• Nombre de sensibilisation et de formations organisées • Nombre et types de participantes et participants • Nombre d'outils d'information diffusés
	Faciliter le partage d'expériences et la diffusion de bonnes pratiques entre les professionnels via les rencontres de l'Observatoire	• Nombre de rencontres organisées • Nombre de participantes et participants
	Lancement de campagnes et développement d'outils novateurs d'information et de sensibilisation en direction des francilien-ne-s.	• Nombre et objet des campagnes lancées • Nombre et nature des outils développés

ANNEXE N°3 : FICHE PROJET FONDATION DU SPORT FRANCAIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001585

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FONDATION ALICE MILLIAT (ABRITEE) - REALISATION DE PORTRAITS DE SPORTIVES DE HAUT NIVEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	75 600,00 €	50,00 %	37 800,00 €
	Montant Total de la subvention		37 800,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200504- Lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DU SPORT FRANCAIS HENRI SERANDOUR
Adresse administrative : FONDATION ALICE MILLIAT
75016 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Avice Edwige, Présidente

Date de publication au JO : 22 août 2015

N° SIRET : 75055553400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR100-16 du 22/09/2016

Objet du projet : la réalisation de 65 portraits de sportives de haut niveau

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Ce projet s'inscrit dans le programme de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il vise à donner de la visibilité au sport féminin et à favoriser la pratique, alors que le taux de licences féminines reste très inférieur à celui des hommes.
Il contribue à lutter contre les discriminations par la mise en lumière de sports olympiques et paralympiques.

Enfin, il met en lumière les sportives de haut niveau, notamment franciliennes, dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Description :
Afin de valoriser la pratique du sport féminin et dans le but de s'inscrire dans une volonté d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans la pratique sportive, la fondation propose la « Minute Sportive » : l'interview d'une sportive de haut niveau durant une minute trente, sur son sport, sa carrière, ses ambitions, sa personnalité, dans un cadre convivial.

Cette minute trente passerait 5 fois par semaine, voire plusieurs fois par jour sur divers médias télévisés pendant 3 mois, soit 20 sportives par mois.

Près de 60 portraits seront ainsi diffusés du 1er janvier 2018 au 30 mars 2018 sur une chaîne d'actualité, notamment consacrée au sport. Le principe étant que chaque sportive réponde aux trois mêmes questions : « Etre une femme dans ce sport », « Pourquoi pratiquez-vous ? », « conseils pour se lancer ? »

La minute trente est entrecoupée de photos de la sportive qu'elle aura elle-même fournies. La journaliste Christine Kelly est assise face à la sportive dans un endroit symbolique choisi. Toutes les interviews se déroulent avec un décor identique et un style identique pour bien symboliser « la minute ».

Les sportives dont les portraits seront diffusés proviennent notamment d'Ile-de-France et de disciplines variées : football, rugby, basket, handball, natation, athlétisme, équitation, lutte, sports paralympiques, judo, tennis etc… C'est l'occasion pour ces sports, étant pour la plupart majoritairement pratiqués par des hommes, d'être mis en avant par des femmes qui réussissent de par leurs performances.

Moyens mis en œuvre : Sont mobilisés des journalistes, cameramen et maquilleuses

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) : Grand public par le biais d'une diffusion sur divers médias télévisés

Localisation géographique : VILLE DE PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cameramen	5 400,00	7,14%
Maquilleuses	2 700,00	3,57%
Journalistes	54 000,00	71,43%
Conseils (sélections, contacts, recherches documentaires sur les sportives)	11 700,00	15,48%
Frais déplacements invités	1 800,00	2,38%
Total	75 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	37 800,00	50,00%
Fondation et/ou FDJ	37 800,00	50,00%
Total	75 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	37 800,00 €

ANNEXE N°4 : CONVENTION AVEC LA FONDATION DU SPORT FRANCAIS

Convention annuelle
Partenariat spécifique avec la Fondation du Sport Français
pour la Fondation Alice Milliat (fondation abritée)
Dossier 18001585

Au titre du Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2918-067 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Fondation Du Sport Français (pour la Fondation Alice Milliat - abritée)
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 75055553400015
Code APE : 9319Z
dont le siège social est situé au : 2/4 RUE LOUIS DAVID 75016 PARIS
ayant pour représentant Madame Edwige AVICE
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes en fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR100-16 du 22 septembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Le présent dispositif est soumis à la réglementation européenne en matière d'aide d'état : Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JOUE L 352/1 du 24/12/13) ou règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (JOUE L 114/8 du 26 avril 2012).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2018-067 du 24 janvier 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de son action de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°18001585).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	75 600 €	50,00 %	37 800 €
	Montant Total de la subvention		**37 800 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet qui fait l'objet de la subvention.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale,

invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région

Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 24 janvier 2018.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention

pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2018-067 du 24 JANVIER 2018.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente

du Conseil Régional d'Île-de-France

Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire

FONDATION DU SPORT FRANCAIS (POUR LA FONDATION ALICE MILLIAT – ABRITEE)

Madame Edwige AVICE, Présidente

ANNEXE N°5 : FICHE PROJET ALLIANCE INTERNATIONALE DE JOURNALISTES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001593

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRÉATION D'UNE PÉPINIÈRE DE MÉDIAS PARTICIPATIFS EN ILE-DE-FRANCE ET ÉLABORATION D'UN GUIDE PRATIQUE - REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	15 109,23 €	21,55 %	3 255,67 €
		Montant Total de la subvention	3 255,67 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLIANCE INTERNATIONALE DE JOURNALISTES
Adresse administrative : 24 RUE DU FBG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques MORANDAT, Président

Date de publication au JO : 18 avril 2009

N° SIRET : 51170194800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : créer une pépinière de médias participatifs - REAFFECTATION DU SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (3 255,67 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 13-400 du 30 mai 2013 dont la demande de versement n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Objectifs :
- Favoriser la création et le développement de médias participatifs en Île-de-France.
- Fournir aux porteurs de projets les appuis et ressources pour engager leurs projets dans les meilleures conditions possibles (sur le plan de la pérennité, mais aussi celui des effets sur la vitalité démocratique).
Ce programme, porté par l'Alliance internationale de journalistes, a été mené en partenariat avec l'Université populaire pour une information citoyenne (UPIC).

Description :
• Organisation de deux « Labos des projets » (appel à candidatures sur Internet, présélection de projets,

audition des nominés par un jury d'experts et le public, choix d'un lauréat accompagné pendant un an par des conseils).
Actions de formation et de conseil auprès des initiateurs de nouveaux médias.
Création d'un site Internet proposant un annuaire/centre de ressources des médias participatifs régionaux (+ mise en place d'une newsletter). Création d'un guide pratique.
Mise en place d'un local équipé.
Evaluation pour éventuelle inflexion des actions l'année suivante.

Modes de restitution du projet / du programme :
Un comité de suivi mis en place, a rassemblé les instigateurs du programme, notamment les animateurs des structures associées : Université populaire pour une information citoyenne (UPIC), Information et citoyenneté (association issue des réseaux de l'éducation populaire), École des métiers de l'information (coopérative de formation professionnelle aux métiers des médias), Université populaire et citoyenne du Cnam.

• Mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional
• Participation active au site projets-citoyens.fr
• Intervention dans tous les colloques et débats traitant du rapport entre médias et démocratie.
• Transmission et diffusion des conclusions sur la mutualisation des bonnes pratiques entre médias participatifs.
L'évaluation de la pépinière s'est faite au travers des indicateurs suivants :
• Nombre de projets de médias participatifs contactés
• Nombre de projets de médias participatifs accompagnés
• Nombre de médias participatifs effectivement lancés après intervention de la pépinière
• Nombre de citoyens impliqués dans la production d'informations dans ces médias
• Nombre de connexions Internet sur ces nouveaux médias
• Nombre et qualité des partenaires des projets accompagnés
• Nombre et qualité des échanges réciproques entre les différents projets accompagnés

Lors de la CP 13-400 du 30 mai 2013, une subvention avait été allouée de 33 000 € sur la base d'une dépense subventionnable de 67 100 € TTC pour un taux de participation régional de 49,18 %.

La DVS n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 3 255,67 €.

Moyens mis en œuvre :
• Personnes extérieures : un coordinateur du programme ; des consultants spécialisés, pour accompagner les initiateurs de médias participatifs dans les différentes dimensions de leur projet ; des formateurs, en apport de compétences complémentaires aux initiateurs de médias participatifs

• Bénévoles : une dizaine de personnes, chargés de dispenser ponctuellement leurs conseils aux initiateurs de médias participatifs.

• Une salle pour accueillir les initiateurs de médias participatifs et leur permettre de travailler sur leur projet.
• Frais de transports et d'hébergement pour les initiateurs de médias participatifs accueillis dans le cadre des « Labos des projets ».
• Frais de communication (création d'un site Internet avec un annuaire en ligne des médias participatifs régionaux; mise en place d'une newsletter permettant l'échange de bonnes pratiques entre médias participatifs).

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants de la région impliqués dans le lancement de médias participatifs, et plus particulièrement les jeunes, les femmes, les habitants des quartiers populaires, les précaires et exclus.

Nombre de participants : Une vingtaine de projets de médias participatifs par an, soit environ 60 porteurs de projets. Et environ dix fois plus de citoyens (600) participants actifs à ces médias.

Nombre de destinataires : Chaque projet s'adresse à plusieurs milliers d'internautes (au minimum une moyenne de 5 000 citoyens).
Globalement, ce sont donc au moins 100 000 habitants franciliens qui ont été touchés par le programme.

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement présenté tient compte de la demande de solde présentée, qui prévoit une opération arrêtée à la somme de 15.109,23 €.
Base subventionnable initiale : 67 100 €
Base subventionnable actualisée : 15 109,23 €

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation conseil	2 000,00	13,24%
Prestation de formation matérielle	4 000,00	26,47%
Réalisation du site, de la newsletter et d'un guide pratique	8 319,90	55,06%
Frais de déplacement	789,33	5,22%
Total	15 109,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 678,51	17,73%
Région Ile-de-France (montant versé subvention 1)	4 175,05	27,63%
Région Ile-de-France (subvention 2)	3 255,67	21,55%
Fondation privée	5 000,00	33,09%
Total	15 109,23	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 255,67 €

ANNEXE N°6 : LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2017

LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" – ANNEE 2017

Code dossier	Bénéficiaire	Localisation
18002338	AGORA KARAYIB DE CLICHY	CLICHY
18002339	AMIS DU SOLEIL DU BOURGET	LE BOURGET
18002340	APROH	PARIS
18002341	ASSOCIATION GWADARO	BONDY
18002342	CARREFOUR DU SOLEIL	CERGY
18002343	EKOL-BELE KALENNDA-DANMYE-PARIS	IVRY-SUR-SEINE
18002344	FEY FOUYAPEN	VAUX-LE-PENIL
18002345	FLECH'CAN	NANTERRE
18002346	KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX	ARGENTEUIL
18002347	MAS MELE	GARGES-LES-GONESSE
18002348	OTANTIKA	ROSNY-SOUS-BOIS
18002349	LES ZANDOLIS DU VEXIN	MAGNY-EN-VEXIN
18002350	ZIK FANM KREAOL	AULNAY-SOUS-BOIS
18002351	AMICALE DES ANTILLAIS EPINAY SUR SEINE	EPINAY-SUR-SEINE
18002352	UNION OUTRE MER DE SENART	SAVIGNY-LE-TEMPLE
18002353	ACADOM	CLICHY
18002354	ANTILLES SUR SEINE	VALENTON
18002355	COLIBRI DES ILES	AUBERVILLIERS
18002356	LES MERVEILLES CREOLES	GRIGNY
18002494	ASSOCIATION CHATAIGNE	FRESNES
18002496	ACSSAG MI-NOU	BEZONS
18002497	AFRO KREOL MOUV	ACHERES

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-049

DU 24 JANVIER 2018

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES AIDES INDIVIDUELLES : • PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU La délibération n° CR 13-05 du 31 mars 2005 relative aux modalités de mise en œuvre des compétences transférées dans le domaine des formations sociales, médicales et paramédicales – Dispositions transitoires ;

VU La délibération n° CR 17-10 du 18 juin 2010 relative au bilan du fonds régional expérimental d'aide sociale et à la pérennisation du fonds régional d'aide sociale ;

VU La délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011 relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération CP n°2017-044 du 27 janvier 2017 relative à l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur et la modification du règlement régional des bourses et du règlement du fonds régional d'aide sociale FRAS ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2018 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CP 2018-049 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Bourses aux élèves et étudiants en formations paramédicales ou maïeutiques

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **16 369 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Bourses aux élèves et étudiants en formations sociales

Affecte une d'autorisation d'engagement d'un montant de **3 029 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales», action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

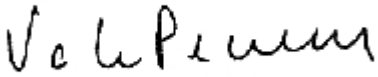
Article 3 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **120 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale», action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

. Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

annexe 1 à la délibération

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-049	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300101 - Bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	18001069 - BOURSES FORMATIONS SANITAIRES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 369 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 369 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	16 369 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113001 - 11300101	16 369 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300201 - Bourses aux élèves et étudiants des formations sociales**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	18001070 - BOURSES FORMATIONS SOCIALES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 029 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 029 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	3 029 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300201	3 029 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-049	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113004 - Fonds régional d'aide sociale**
Action	**11300401 - Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	18001071 - FRAS FORMATIONS SANITAIRES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	120 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	120 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113004 - 11300401	120 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113004 - Fonds régional d'aide sociale**
Action	**11300402 - Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales**

Dispositif : N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales

Dossier	18001072 - FRAS FORMATIONS SOCIALES		
Bénéficiaire	P0035861 - DIVERS BENEFICIAIRES BOURSES FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	100 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000992 - Aides en faveur des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales	100 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113004 - 11300402	100 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-063

DU 24 JANVIER 2018

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;
VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU la délibération n°CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des franciliennes et des franciliens aux loisirs et aux vacances ;
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 portant approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
VU la délibération n° CP 15-630 du 8 octobre 2015 – La politique sociale régionale pour les personnes précaires ;
VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 – Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 ;
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-063 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets annuel « Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté » figurant en annexe 3 de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du fonds régional de solidarité et soutien aux familles.

Article 2 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets annuel « Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille » figurant en annexe 4 de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du fonds régional de solidarité et soutien aux familles.

Article 3 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets annuel « Aide au départ en vacances »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Aide au départ en vacances des familles » figurant en annexe 5 de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du « fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

Article 4 : Affectation en Fonctionnement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **41 000 €** au titre du budget 2018.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement :

pour les subventions inférieures ou égales à 23.000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions des délibérations n°CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

pour les subventions supérieures à 23.000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **41 000 €** disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2018.

Article 5 : Autorisation de démarrage anticipé Fonctionnement

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17011227	Café des parents mensuels dans 3 départements	Happy Parentalité	1er septembre 2017
18002325	Equipements chauds pour personnes à la rue	Samu Social de Paris	20 décembre 2017

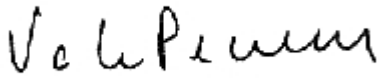
Article 6 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Etablissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10.153,20 €** au titre du budget 2018.

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015, modifiée par les dispositions des délibérations n°CR 08-16 du 18 février 2016, n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n°CP 2017-191 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme **10.153,20 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficulté», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-063	Budget	2018

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200301 - Établissements et services pour femmes en difficulté**

Dispositif : N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté

Dossier	18001569 - adaptation d'un bâtiment pour création d'un CHU de 14 places pour femmes victimes de violences et enfants, 17 Chemin des Côtes à Elancourt (78)			
Bénéficiaire	R19338 - ACSC ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE			
Localisation	ELANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 153,20 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 844,00 €	TTC	30 %	10 153,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	10 153,20 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200301	10 153,20 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200304 - Fonds régional de solidarité et soutien aux familles**

Dispositif : N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Dossier	17011227 - Café des parents mensuels dans 3 départements			
Bénéficiaire	R40714 - HAPPY PARENTALILTE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 000,00 €	TTC	13,64 %	6 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	6 000,00 €

Dispositif : N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-063	Budget	2018

Dossier	18002325 - Equipements chauds pour personnes à la rue				
Bénéficiaire	R9072 - SAMU SOCIAL PARIS				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 554,00 €	TTC	49,61 %		35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 42 - 142003 - 14200304	41 000,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJET

DOSSIER N° 18001569 - adaptation d'un bâtiment pour création d'un CHU de 14 places pour femmes victimes de violences et enfants, 17 Chemin des Côtes à Elancourt (78)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	33 844,00 € TTC	30,00 %	10 153,20 €
		Montant total de la subvention	10 153,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACSC ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative	:	72 RUE ORFILA 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Louis LOIRAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : adaptation d'un bâtiment pour création d'un CHU de 14 places pour femmes victimes de violences et enfants, 17 Chemin des Côtes à Elancourt (78)

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2018 - 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'ACSC est une association nationale qui intervient dans deux secteurs :
- handicap (347 personnes accompagnées en 2016)
- accueil hébergement insertion : (9300 personnes accompagnées).

L'association Lève Toi et Marche, qui gérait des logements à Maurepas et Elancourt (78) pour des personnes en grande difficulté, essentiellement avec des bénévoles et des ressources financières irrégulières, a intégré l'ACSC en 2015, et ses locaux ont été rattachés à l'établissement CHRS de Bethléem de l'ACSC à Souzy la Briche (91).
Cette fusion permet une professionnalisation de l'accompagnement et une stabilisation des ressources pour le fonctionnement, avec l'évolution du projet et sa reconnaissance par l'Etat pour le financement de son fonctionnement pérenne : le site d'Elancourt devient progressivement (après relogement des occupants en place) exclusivement dédié à l'accueil de femmes victimes de violences (conjugales :12 places dont enfants, et victimes de prostitution : 2 places).

Eloigné du site de Maurepas, il nécessite des travaux pour faciliter la mise en œuvre du projet social, et la

vie quotidienne des femmes : transformation du garage en bureaux (avec toilette et kitchenette accolées) et buanderie équipée.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	20 500,20	60,57%
electromenager	13 344,00	39,43%
Total	33 844,20	100,00%

Libellé	Montant	%
Region	10 153,20	30,00%
Etat (DDCS)	10 000,00	29,55%
Fonds propres	10 000,00	29,55%
dons	3 691,00	10,91%
Total	33 844,20	100,00%

DOSSIER N° 17011227 - Café des parents mensuels dans 3 départements

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	44 000,00 € TTC	13,64 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAPPY PARENTALILTE
Adresse administrative : 3 RUE LEON JOUHAUX
93330 NEUILLY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle MULLER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Café des parents mensuels dans 3 départements

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2017 - 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Début de l'action dès la rentrée scolaire

Description :
Le Café des Parents offre l'opportunité à chacun de partager son vécu, de rompre l'isolement, de s'enrichir de l'expérience des autres parents, de trouver de l'information et du soutien ainsi qu'un accompagnement dans l'éducation de leurs enfants.

Il s'agit de rétablir le lien parents-enfants, de restaurer l'autorité parentale ainsi que la communication au sein de la famille et d'améliorer la qualité de vie de la cellule familiale.

Les Cafés des parents constituent des temps d'échanges, animés par la psychologue clinicienne, en présence d'une personne salariée de la structure accueillante.

Ces ateliers n'ont pas de vocation thérapeutique, mais sont les lieux d'une expression libre pour les parents et d'une écoute bienveillante de la part des animateurs pour permettre de poser des mots sur des situations parfois difficiles ou conflictuelles pour les parents qui viennent s'en ouvrir.

La première session est consacrée à un brainstorming autour de la question de la parentalité.
En partant d'une question globale, « Qu'est-ce qu'être parents pour vous ? » le parent énonce ses propres représentations qui sont listées et affichées par les intervenants et qui pourront être reprises tout au long de l'année. D'autres peuvent être ajoutés au fil des mois.
Ensuite, le Café des Parents réunit des parents autour de thèmes libres afin de leur permettre d'échanger et de trouver leurs propres solutions. Voici les thèmes fréquemment abordés par les parents :
- des thèmes en liens avec la santé, avec des interventions extérieures de professionnels (Internet, les écrans, le sommeil, la nutrition, l'obésité infantile, le sport, le stress, le tabac, la drogue, les MST)
- la jalousie au sein de la fratrie.
- la gestion des conflits avec les enfants, règles, autorité.
- l'apprentissage de la propreté chez l'enfant d'âge préscolaire.
- les difficultés à se mettre en retrait et s'armer de patience quand l'enfant fait l'apprentissage de l'autonomie (s'habille tout seul etc...).
- la communication bienveillante et l'autorité.
- les difficultés avec les adolescents (influence du groupe de pairs, manque de respect de l'autorité des adultes, manque de rangement, bavardage en classe …)
- les peurs diverses des jeunes enfants.

L'association mettra en place de 90 groupes de parole par année scolaire, par le biais des centres socio-culturels qui effectuent une large communication autour du Café des Parents. L'information est diffusée sous forme d'affiches, de blog sur Internet, d'article dans le journal de la ville et de communication au cours d'autres ateliers organisés.

Les interventions ont lieu dans trois départements (Seine-et-Marne, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis) et dans cinq villes différentes (à Villeparisis, une Maison pour tous, une ludothèque et une école ; à Vitry-sur-Seine, une MJC ; à Gentilly, une association ; à Gagny, 2 centres sociaux ; à Clichy-sous-bois, un centre social intercommunal et à Neuilly-sur-Marne, une école maternelle).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un projet au coût total de 48 100 €, sont exclues de la base subventionnable les dotations et les contributions volontaires en nature pour un montant de 4 100 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 100,00	6,44%
Services externes et autres services externes : location salles, documentation, prestations diverses dont impressions	17 400,00	36,17%
Frais de personnel	23 500,00	48,86%
Emplois des contributions volontaires en nature	4 100,00	8,52%
Total	48 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 000,00	24,95%
ARS (attribuée)	5 000,00	10,40%
CAF 93 (en cours)	8 000,00	16,63%
CAF 77 ET 94 (en cours)	8 000,00	16,63%
Contributions volontaires en nature	4 100,00	8,52%
Département 93 (en cours)	11 000,00	22,87%
Total	48 100,00	100,00%

DOSSIER N° 18002325 - Equipements chauds pour personnes à la rue

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 554,00 € TTC	49,61 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMU SOCIAL PARIS
Adresse administrative : 35 AVENUE COURTELINE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Eric PLIEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équipements chauds pour personnes à la rue

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Alors que le nombre de demandes non pourvues en équipements chauds pour les personnes à la rue a fortement progressé par rapport à l'an dernier, 2 vagues de froid ont déjà eu lieu en décembre ; ainsi l'urgence est liée à la baisse dramatique du stock alors que l'hiver est juste entamé.

Description :
Outre l'hébergement de 21 000 personnes en familles, le Samu Social rencontre chaque année au cours de ses maraudes 42 000 personnes à la rue et dispense des soins infirmiers à 1 500 d'entre elles.
Le nombre de personnes en demandes non pourvues pour se protéger du froid a fortement progressé par rapport à l'an dernier ; pour les femmes, la demande est en forte augmentation et pour les familles, elle explose.
Au total, il y avait ainsi le 20 décembre 2016, 293 personnes en demandes non pourvues. Un an plus tard, le 20 décembre 2017, elles étaient 620 dont 217 enfants avec leur famille et 76 femmes isolées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Duvets, couvertures	66 960,00	94,91%
Vêtements et petit équipement chauds	3 594,00	5,09%
Total	70 554,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région	35 000,00	49,61%
Etat, DRIHL (attr)	28 443,00	40,31%
Paris, DASES (attr)	7 111,00	10,08%
Total	70 554,00	100,00%

ANNEXE 3 : ADOPTION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJETS « SOUTIEN REGIONAL AUX ACTIONS ASSOCIATIVES POUR LES FEMMES EN DIFFICULTE»

îledeFrance

APPEL A PROJETS
Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficulté

Règlement d'intervention de l'appel à projets

I - CONTEXTE

Dans le cadre de son action solidaire avec les familles, la Région a souhaité lancer un appel à projets de soutien aux femmes en difficulté, notamment par l'accompagnement des personnes pour un meilleur accès à l'emploi, aux droits, à la santé,…

1- Les difficultés de femmes sont pour nombre d'entre elles liées à la précarité des revenus et des conditions de vie et à la pauvreté.

Selon l'Observatoire des inégalités, on compte près de 2,6 millions de femmes et 2,3 millions d'hommes pauvres, au seuil de 50 % du revenu médian (revenu qui sépare la population en deux parties égales).

La plupart vivent dans de très grandes villes : 15,5 % habitent dans l'agglomération parisienne et 29 % dans les autres agglomérations de plus de 200 000 habitants, soit 44 % du total. Mais du fait de l'explosion des prix des loyers à partir des années 1980 en Ile-de-France (et à Paris en particulier) 1,3 million de personnes démunies vivent dans l'agglomération parisienne, soit un taux de 13,2 % inférieur à la moyenne du pays.
Précarité des revenus en raison d'emplois à temps partiels non souhaités, d'emplois à statut précaire, du logement, …70 % des travailleurs pauvres sont des femmes ainsi que 57 % des bénéficiaires du RSA (Source Conseil économique, social et environnemental - CESE). Deux retraités pauvres sur trois sont des femmes. Une retraitée sur trois touche moins de 700 euros.

2- Les difficultés des femmes peuvent aussi être liées à leur isolement, aux ruptures sociales et/ou familiales

Les femmes peuvent se trouver en situation de pauvreté après un divorce ou une séparation, pouvant faire suite à des violences conjugales et/ou familiales. Les femmes sont alors souvent seules pour élever leurs enfants. (Cf. bilan 2013-2014 du Plan pluriannuel contre la pauvreté et l'exclusion sociale) avec des problèmes de garde importants.

L'Observatoire des inégalités estime que 34,5 % des familles monoparentales (essentiellement des femmes avec enfants), soit plus d'1,8 million de personnes, disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian contre 11,2 % des personnes vivant en couple.

8,4 % de femmes âgées de 25-34 ans contre 6,8 % d'hommes se situent au seuil de pauvreté de 50 % du revenu médian: il s'agit souvent de mères célibataires qui perçoivent une allocation ou un salaire à temps partiel.

3- La pauvreté des femmes concerne aussi leurs enfants

Le 12 mai 2015, le Conseil économique, social et de l'environnement (Cese) a publié un rapport selon lequel 1,2 million d'enfants – un sur dix – vivent dans une famille pauvre ou très pauvre. Leur parcours scolaire est souvent marqué par l'échec. Ce rapport note les faiblesses de l'institution scolaire à accompagner ces élèves.

La forte exposition des enfants pauvres à des logements de mauvaise qualité et surpeuplés a des conséquences importantes sur la vie de la famille et le bien-être de l'enfant, son développement cognitif, son avenir professionnel.

4- Les difficultés touchent tous les domaines de la vie

L'alimentation, la santé, les conditions de logement, l'éducation, la formation, l'emploi…Le Collectif alerte de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS) mettait l'accent, en 2013, sur la nécessité de promouvoir davantage un accompagnement global et coordonné des personnes ; une approche de maillage territorial, renforçant les liens et soutiens autour de la personne ou de sa famille dans des domaines différents, par des organismes qui se concertent, favorise son inclusion et son autonomie.

II - OBJET

La Région s'est dotée d'un Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles les plus en difficulté. Dans ce cadre, elle souhaite contribuer au financement d'actions associatives de soutien aux femmes en difficulté, d'envergure régionale ou à caractère innovant et dont la duplication ultérieure est envisagée si l'action est concluante.
La Région vise à favoriser l'innovation sociale, dont l'action des associations constitue un grand laboratoire, leur travail au plus près de la population leur permettant de détecter les besoins nouveaux et de leur apporter des réponses.

III - NATURE DES PROJETS

A -Thématiques

Les projets proposés devront obligatoirement entrer dans l'une ou plusieurs des thématiques suivantes :

- La création ou le renforcement de l'accompagnement pluridisciplinaire, social, juridique, administratif, à la santé, des femmes en difficulté.

  Une attention particulière sera portée aux projets visant à leur autonomisation et à celle de leur cellule familiale, particulièrement grâce aux actions en faveur de leur accès à la formation et à l'emploi.

- Des actions opérationnelles s'inscrivant dans la constitution et/ou l'animation d'un réseau institutionnel et/ou associatif, sur le territoire régional.

- La formation des intervenants et notamment des bénévoles ; l'analyse et la diffusion des bonnes pratiques au niveau régional et inter associatif.

B - Public concerné : Les femmes en difficulté sociale, et leurs enfants le cas échéant

C - Durée des projets
Les projets doivent être annuels, soit 12 mois consécutifs de date à date après le vote en commission permanente.

D – Envergure régionale
L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets significatifs dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.

IV – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont des associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

V - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection seront notamment les suivants :
- conformité aux thématiques et autres conditions de cet appel à projets,
- expérience, légitimité de l'association à porter le projet présenté ; partenariats, maillage territorial,
- qualification des intervenants salariés ou rémunérés, qualité de recrutement formation et suivi des bénévoles,
- pertinence et efficience du projet (résultats escomptés/ressources mobilisées), envergure du projet notamment territoriale,
- accessibilité aux femmes en situation de handicap,
- capacité à mobiliser les co-financements, méthodologie pour mener à bien le projet, le cas échéant modalités envisagées pour assurer ultérieurement la diffusion des bonnes pratiques ou l'essaimage.

Sont exclus :
- les projets de soutien aux femmes en difficulté déjà financés par la Région pour la même période pour le même projet ou un projet apparenté,
- les projets d'actions principalement ponctuelles (festivals, journées d'information, colloques),
- les dossiers incomplets.

Chaque association ne peut déposer qu'un seul dossier.

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits. Les structures sélectionnées seront informées à l'issue de la commission permanente.

VI - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet et de dépenses de petit d'équipement y compris numérique dès lors qu'elles sont indispensables à sa réalisation. Elles sont TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association).

Sont notamment exclus de ces dépenses éligibles les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes non strictement liés au projet, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux, les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, mobilier, immobilier… qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VII - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE

La subvention régionale est fixée au **maximum à 50 % de la dépense subventionnable**, (= total des dépenses éligibles) dans la limite d'un **montant maximum de subvention fixé à 35.000 € par dossier**.

Les subventions sont subordonnées à la signature d'une convention-type entre la Région Ile-de-France et le porteur du projet.

Il conviendra de respecter les conditions du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail : ainsi chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.
Enfin, la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération CP n°2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité subordonne l'attribution de toute subvention régionale à tout organisme au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Les subventions pourront faire l'objet d'une demande d'avance de 50% maximum, sous conditions définies par la convention.

VIII - ELABORATION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides - services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du ou des projets, sur 12 mois avec phasage, et de leur opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs (publics visés, nombre de bénéficiaires concernés, …) et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; nature et modalités de participation des partenaires identifiés, indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet ; pour diffusion des pratiques ou essaimage le cas échéant : ingénierie de projet prévue et partenaires envisagés ; selon la nature du projet,

joindre en annexe les documents existants précisant notamment la compétence des intervenants formateurs le cas échéant,

- une présentation du ou des budgets prévisionnels de chaque projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles,

- si l'association a eu un projet antérieur retenu à un appel à projets régional « femmes en difficulté » les années précédentes, et non soldé au moment du dépôt du nouveau dossier : une présentation de l'avancement (peu avant le dépôt) de ce projet antérieur par un bilan qualitatif simple sera requise.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable sous la rubrique du même « Appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "aides services").

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets annuel est publié sur le site internet du conseil régional.

ANNEXE 4 : ADOPTION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJETS « SOUTIEN REGIONAL AUX ACTIONS ASSOCIATIVES POUR LES ENFANTS EN PRECARITE ET LEUR FAMILLE »

îledeFrance

APPEL A PROJETS
Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille

Règlement d'intervention

I - OBJET

La Région s'est dotée d'un Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles les plus en difficultés. Dans ce cadre, elle souhaite contribuer au financement d'actions associatives de soutien aux enfants et adolescents en difficultés, d'envergure régionale ou dont le caractère innovant est susceptible d'être ultérieurement dupliqué.

La Région vise à favoriser l'innovation sociale, dont l'action des associations constitue un grand laboratoire, leur travail au plus près de la population leur permettant de détecter les besoins nouveaux et de leur apporter des réponses.

Pour grandir et s'épanouir, tout enfant ou adolescent peut avoir besoin, outre ses parents, de s'appuyer aussi sur d'autres adultes. De nombreuses associations soutiennent les jeunes en difficultés pour favoriser leur insertion ; les liens de solidarité intergénérationnelle, notamment, peuvent permettre de favoriser le développement du jeune et sa réussite, son ouverture sur le monde. Cette solidarité est également importante à l'égard des parents eux-mêmes pour les conforter dans leur mission éducative et les accompagner dans leur effort d'insertion sociale. Ces initiatives sont complémentaires de l'action sociale et éducative plus institutionnelle pour accompagner la promotion sociale des jeunes et de leur famille.

II - NATURE DES PROJETS

A -Thématiques

Le présent appel à projets vise à soutenir des projets d'associations mettant en œuvre des actions d'envergure régionale, ou expérimentales à visée d'essaimage régional, pour favoriser le lien familial, social et culturel, et accompagner l'enfant ou/et sa famille dans vers l'insertion sociale, scolaire et dans la mission éducative.

Les projets proposés devront obligatoirement entrer dans l'une ou plusieurs des thématiques suivantes :

- accompagnement (en dialogue avec la famille, sinon en lien avec l'autorité de tutelle) d'enfants ou adolescents franciliens défavorisés : soutien scolaire dont prévention ou remédiation aux difficultés linguistiques, soutien à la motivation et à l'orientation du jeune vers un avenir plus ambitieux,…

- accompagnement dans leur mission éducative des familles de ce public jeune et socialement défavorisé : soutien à la parentalité, médiation familiale,…

- actions opérationnelles s'inscrivant dans la constitution et/ou l'animation d'un réseau institutionnel et/ou associatif, sur le territoire régional,

- formation des intervenants dont notamment les bénévoles ; analyse et diffusion des bonnes pratiques au niveau régional et inter associatif,

par des adultes bénévoles formés, ou/et par des salariés spécialisés.

Les projets, relatifs aux thématiques ci-dessus, concernent une mise en œuvre d'envergure régionale ; ou bien locale pour des actions innovantes ou/et la mise en réseau d'actions locales à caractère innovant, appuyées sur une ingénierie de projet (dont diagnostic des méthodes existantes, modalité d'évaluation, modalités prévisionnelles d'essaimage ultérieur de l'expérimentation locale si elle réussit).

B - Public concerné : Les enfants et adolescents en situation de précarité sociale, et leur famille

C - Durée des projets

Les projets doivent être annuels, soit 12 mois consécutifs de date à date après le vote en commission permanente.

D – Envergure régionale

L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets significatifs dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.

III – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont des associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

IV - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection seront notamment les suivants :

- conformité aux thématiques et autres conditions de cet appel à projets,
- expérience, légitimité de l'association à porter le projet présenté ; partenariats, maillage territorial,
- qualification des intervenants salariés ou rémunérés, qualité de recrutement formation et suivi des bénévoles,

- pertinence et efficience du projet (résultats escomptés/ressources mobilisées), envergure du projet notamment territoriale,
- financement de l'association par une institution publique compétente pour les personnes mineures (Département, CAF, Etat…)
- capacité à mobiliser les co-financements, méthodologie pour mener à bien le projet, le cas échéant modalités envisagées pour assurer ultérieurement la diffusion des bonnes pratiques ou l'essaimage.

Sont exclus :
- les projets de soutien aux familles et enfants déjà financés par la Région pour la même période pour le même projet ou un projet apparenté,
- les projets d'actions principalement ponctuelles (festivals, journées d'information, colloques),
- les dossiers incomplets.

Chaque association ne peut déposer qu'un seul dossier.

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits.
Les structures sélectionnées seront informées à l'issue de la commission permanente.

V - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet et de dépenses de petit d'équipement y compris numérique dès lors qu'elles sont indispensables à sa réalisation. Elles sont TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association).

Sont notamment exclus de ces dépenses éligibles les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes non strictement liés au projet, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux, les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, mobilier, immobilier… qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VI - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE.

La subvention régionale est fixée au **maximum à 50 % de la dépense subventionnable** (= total des dépenses éligibles), dans la limite d'un **montant maximum de subvention fixé par dossier à 35.000 €.**

Les subventions sont subordonnées aux conditions d'une convention type liant la Région Ile-de-France et le porteur de projet.
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail : ainsi chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.
Enfin, la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération CP n°2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la

laïcité subordonne l'attribution de toute subvention régionale à tout organisme au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Les subventions pourront faire l'objet d'une demande d'avance de 50% maximum, sous conditions définies par la convention.

VII - ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides - services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du ou des projets, sur 12 mois avec phasage, et de leur opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs (publics visés, nombre de bénéficiaires concernés, …) et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; nature et modalités de participation des partenaires identifiés, indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet, indicateurs des quartiers relevant de la Politique de la Ville concernés par le projet ; pour diffusion des pratiques ou essaimage le cas échéant : ingénierie de projet prévue et partenaires envisagés ; selon la nature du projet, joindre en annexe les documents existants précisant les engagements associatifs ou la compétence des intervenants formateurs,

- une présentation du ou des budgets prévisionnels de chaque projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

- si l'association a eu un projet antérieur retenu à un appel à projets régional relatif à la solidarité avec les enfants en précarité et leur famille les années précédentes, et non soldé au moment du dépôt du nouveau dossier : une présentation de l'avancement (peu avant le dépôt) de ce projet antérieur par un bilan qualitatif simple sera requise.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable sous la rubrique du même « Appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "aides services").

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets annuel est publié sur le site internet du conseil régional.

ANNEXE 5 : ADOPTION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJETS « AIDE AU DEPART EN VACANCES »

îledeFrance

APPEL A PROJETS
Aide au départ en vacances

Règlement d'intervention

I - OBJET

Le Conseil Régional d'Ile-de-France souhaite contribuer aux politiques sanitaires, sociales et familiales adaptées aux besoins des familles, au développement du lien social et de la solidarité ; dans ce but, il a notamment créé en 2016 un « fonds régional de solidarité et soutien aux familles » pour accompagner les publics les plus fragiles, les familles qui rencontrent des difficultés lors de la maladie d'un senior, dans la prise en charge des enfants, voire dans la maitrise de la langue.

Selon l'enquête du Credoc sur les « Conditions de vie et aspirations des Français », près de la moitié (46 %) de la population ne part pas en vacances (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile pour des motifs autres que professionnels) chaque année. La principale raison est financière (51 % des cas). Le départ des enfants étant fortement lié à celui des parents, ce sont près de la moitié des enfants qui ne sont pas partis cette année.
Dans une société où le départ en vacances constitue un modèle social pour une majorité d'enfants et d'adolescents, ne pas partir en vacances représente une inégalité et une injustice sociale majeure. En outre, les vacances familiales sont un temps important pour l'épanouissement des enfants et de leurs parents, le renforcement de leurs relations et de l'éducation parentale.

II - NATURE DES PROJETS

Le présent appel à projets vise à favoriser et soutenir des projets d'organismes mettant en œuvre à une échelle d'envergure régionale des projets de vacances, menés au bénéfice des jeunes ou des familles les plus démunis d'une part, et au bénéfice des seniors en grandes difficultés d'autre part.

L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets importants dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.

Deux types de projets peuvent être à ce titre retenus, dans le cadre d'une démarche éducative ou/et sociale :

1. des projets de séjours destinés aux jeunes ou aux familles, qui doivent répondre aux critères cumulatifs suivants :

- Un accompagnement par le porteur de projet dans la préparation (actions et réunions collectives, suivi individuel…), l'organisation (montage, recherche de fonds…), en cours de séjour et dans la phase d'évaluation du projet de départ en vacances ;
- Une participation familiale au coût du séjour ;
- Une sélection et un suivi des familles avant et après le départ ;
- Un travail sur l'autonomisation des jeunes et des familles notamment en les impliquant dans le projet ;
- Un bilan avec les jeunes et les familles (impact sur l'insertion sociale, la parentalité…).

Une attention particulière sera portée aux projets ayant pour objectif de favoriser :

- l'autonomie de la famille ou du jeune y compris pendant le séjour
- le développement des liens intra familiaux ou des compétences individuelles
- le développement des liens sociaux des personnes, des familles ou des groupes au sein de leur environnement,
- les familles effectuant leur premier départ en vacances

par l'accompagnement des familles ou des jeunes les plus fragilisés ou se trouvant en situation de précarité à partir de ce projet de vacances.

Pour les groupes de jeunes, une attention est portée à la participation des filles aux vacances.

Les projets de journées collectives de découverte seront considérés en seconde priorité, avec des critères similaires.

2. des évènements festifs, des journées ou séjours de vacances pour des seniors isolés ou en difficulté financière, aux conditions suivantes :

- Un nombre de séniors significativement élevé particulièrement pour les évènements ou journées
- Un accompagnement par des personnes qualifiées, salariés ou bénévoles formés, particulièrement pour les séjours.

III – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont les associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

IV - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection seront notamment les suivants :

- conformité aux thématiques et autres conditions de cet appel à projets,
- expérience, légitimité de l'association à porter le projet présenté ;
- critères et modalités du choix des bénéficiaires par l'association ;
- efficience du projet (résultats escomptés/ressources mobilisées) ;

- envergure du projet notamment territoriale ;
- compétence (qualification, recrutement, formation,…) des acteurs salariés ou bénévoles, et de l'association à être autorisée par les autorités administratives à conduire ces projets ;
- capacité à mobiliser les co-financements, à mener à bien le projet.

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la commission permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits. Les structures sélectionnées seront informées à l'issue de la commission permanente.

V - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet (dont frais de séjour ou transport facturés au bénéficiaire de la subvention). Elles sont TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association).

Sont notamment exclus de ces dépenses éligibles les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes non strictement liés au projet, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux, les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, mobilier, immobilier… qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VI - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE

Pour les associations, la subvention régionale est fixée **au maximum à 50 % de la dépense subventionnable** (= total des dépenses éligibles), dans la limite d'un **montant maximum de subvention fixé par dossier à : 40.000 €.**

Les subventions sont subordonnées aux conditions d'une convention type liant la Région Ile-de-France et le porteur de projet.

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail : ainsi chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.

Enfin, la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération CP n°2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité subordonne l'attribution de toute subvention régionale à tout organisme au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Les subventions pourront faire l'objet d'une demande d'avance de 50% maximum, sous conditions définies par la convention.

VII - ELABORATION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides régionales et services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du projet et de son opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet, et indicateurs des quartiers relevant de la Politique de la Ville concernés par le projet ; selon la nature du projet, joindre en annexe les documents existants précisant les engagements et les autorisations associatifs,

- une présentation du budget prévisionnel du projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

- si l'association a eu un projet antérieur retenu à un appel à projets régional relatif au départ en vacances les années précédentes, et non soldé au moment du dépôt du nouveau dossier : une présentation de l'avancement (peu avant le dépôt) de ce projet antérieur par un bilan qualitatif simple sera requise.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "aides services").

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets annuel est publié sur le site internet du conseil régional.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-011

DU 24 JANVIER 2018

ACTION RÉGIONALE AU PROFIT DES FONDS DE COMPENSATION DU HANDICAP DES MDPH D'ÎLE-DE-FRANCE PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2018 ET AFFECTATION PROVISIONNELLE AU PROFIT DU CONSEIL CONSULTATIF DU HANDICAP D'ILE-DE-FRANCE (CCH).

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants;
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU la délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap et à l'application d'une nouvelle convention ;
VU la délibération n°CR 11-14 du 13 février 2014 relative à la pérennisation du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° CP 2017-562 du 22 novembre 2017 dans son article 2 relatif au partenariat entre le CCH Région Île-de-France et le CCH de la Région de Bruxelles-capitale ;
VU la délibération n° CP 2017-389 du 20 septembre 2017 relative à l'appel à projets autour des aidants familiaux ;
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes dont le détail figure en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de

1 440 000 €.

Approuve les avenants à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017, figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de ces avenants et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

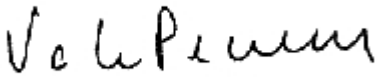
Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du budget 2018.

Article 2 :
Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **15 000 €** (dépense directe n°D1800145) sur l'action 140 004 02 « Conseil consultatif du handicap et Haut comité médical » Programme HP 40-004 (140 004) « Observatoires et Organismes consultatifs » du code fonctionnel 40 «Services communs » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2018, pour le fonctionnement annuel du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France et pour le fonctionnement du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France dans le cadre de son partenariat avec le Conseil consultatif du handicap de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 :
Décide de transférer à l'association Journée Nationale des Aidants la subvention d'un montant de 8 000 € (dossier n° 17012452) attribuée par délibération n° CP 2017-389 du 20 septembre 2017 à la Compagnie des Aidants.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la conclusion d'une convention conforme au modèle type prévu par la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, CR 2017-51 du 9 mars 2017 et CP 2017-191 du 17 mai 2017, relatives aux 100 000 stages et à la charte de la laïcité et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-011	Budget	2018

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200403 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Dossier	17015896 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH du Val-d'Oise en 2018		
Bénéficiaire	R39196 - MDPH 95 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	129 504,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		129 504,00 €	

Dossier	17015904 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH de Paris en 2018		
Bénéficiaire	P0001418 - MDPH 75 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	250 798,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		250 798,00 €	

Dossier	17015905 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH de Seine-et-Marne en 2018		
Bénéficiaire	P0000356 - MDPH 77 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	163 023,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		163 023,00 €	

Dossier	17015906 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH des Yvelines en 2018		
Bénéficiaire	R39197 - MDPH 78 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	170 010,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		170 010,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-011	Budget	2018

Dossier	17015907 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH de l'Essonne en 2018		
Bénéficiaire	P0024179 - MDPH 91 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	157 453,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		157 453,00 €	

Dossier	17015914 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH des Hauts-de-Seine en 2018		
Bénéficiaire	R39195 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	175 806,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		175 806,00 €	

Dossier	17015915 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH de Seine-Saint-Denis en 2018		
Bénéficiaire	R39194 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	SEINE SAINT DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	221 786,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		221 786,00 €	

Dossier	17015916 - Aides techniques, aménagement de véhicules et de logements au handicap pour la MDPH du Val-de-Marne en 2018		
Bénéficiaire	R39198 - MDPH 94 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	171 620,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		171 620,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap	1 440 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200403	1 440 000,00 €

MONTANTS PREVISIONNELS POUR LES MDPH EN 2018

MDPH	nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP en 2016[1]	pourcentage régional	montant totam de l'enveloppe prévisionnelle	première affectation de 60 % du montant total prévisionnel
PARIS	7 789	17,42%	417 996 €	250 798 €
SEINE-ET-MARNE	5 063	11,32%	271 705 €	163 023 €
YVELINES	5 280	11,81%	283 350 €	170 010 €
ESSONNE	4 890	10,93%	262 421 €	157 453 €
HAUTS-DE-SEINE	5 460	12,21%	293 010 €	175 806 €
SEINE-SAINT-DENIS	6 888	15,40%	369 644 €	221 786 €
VAL-DE-MARNE	5 330	11,92%	286 034 €	171 620 €
VAL-D'OISE	4 022	8,99%	215 840 €	129 504 €
Total	**44 722**		**2 400 000 €**	**1 440 000 €**

[1]« Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie (CNSA)

AVENANTS FINANCIERS

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS
ayant son siège au 69 Rue de la Victoire - 75009 PARIS
représentée par :
Monsieur Nicolas NORDMAN le Président de la MDPH, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DE PARIS »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Paris sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DE PARIS, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **417.996 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **7.789** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**17,42 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **417.996 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Paris
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Nicolas NORDMAN** le Président de la MDPH

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE
ayant son siège au 16, rue de l'Aluminium - 77543 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX
représentée par :
Madame Laurence PICARD la Présidente déléguée du GIP-MDPH, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DE SEINE-ET-MARNE »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-et-Marne sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DE SEINE-ET-MARNE, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **271.705 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **5.063** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**11,32 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **271.705 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Seine-et-Marne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Laurence PICARD** la Présidente déléguée du GIP-MDPH

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES
ayant son siège au 11, avenue du centre - 78280 GUYANCOURT
représentée par :
Madame Marie-Hélène AUBERT la Présidente de la COMEX par délégation, autorisée par une
délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DES YVELINES »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Yvelines sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DES YVELINES, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **283.350 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **5.280** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**11,81 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **283.350 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Yvelines
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Marie-Hélène AUBERT** la Présidente de la COMEX par délégation

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE
ayant son siège au 93 Rue Henri Rochefort - 91000 EVRY
représentée par :
Monsieur François DUROVRAY le Président du GIP/MDPH, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DE L'ESSONNE »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de l'Essonne sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DE L'ESSONNE, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **262.421 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **4890** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**10,93%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **262.421 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH l'Essonne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**François DUROVRAY** le Président du GIP/MDPH

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS-DE-SEINE
ayant son siège au 2 Rue Rigault - 92000 NANTERRE
représentée par :
Monsieur Patrick DEVEDJIAN le Président de la Comex, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DES HAUTS-DE-SEINE »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Hauts-de-Seine sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DES HAUTS-DE-SEINE, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **293.010 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **5.460** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**12,21 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **293.010 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Hauts-de-Seine
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Patrick DEVEDJIAN** le Président de la Comex

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-SAINT-DENIS
ayant son siège au 7-11 Rue Erik Satie - 93000 BOBIGNY
représentée par :
Madame Magalie THIBAULT la Vice-Présidente du GIP-MDPH, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DE SEINE-SAINT-DENIS »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-Saint-Denis sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DE SEINE-SAINT-DENIS, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **369.644 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **6.888** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**15,40 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **369.644 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Seine-Saint-Denis
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Magalie THIBAULT** la Vice-Présidente du GIP-MDPH

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-DE-MARNE
ayant son siège au 7-9 Voie Félix Eboué - 94000 CRETEIL
représentée par :
Madame Brigitte JEANVOINE la Présidente de la commission COMEX, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DU VAL-DE-MARNE »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-de-Marne sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DU VAL-DE-MARNE, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **286.034 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **5.330** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**11,92 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **286.034 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Val-de-Marne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Brigitte JEANVOINE** la Présidente de la commission COMEX

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2018

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, autorisée par une délibération de la Commission permanente du 24 Janvier 2018
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE
ayant son siège au 2 avenue du Parc - CS 20201 CERGY
représentée par :
Madame Émilie IVANDEKICS la Présidente déléguée de la COMEX, autorisée par une délibération de la commission exécutive,
ci après dénommée « la MDPH DU VAL-D'OISE »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-d'Oise sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017.
Ce document prévoit notamment en son article 2 la stipulation suivante :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP du département.[1]

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH DU VAL-D'OISE, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2018 à **215.840 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2016) : **4.022** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA 2016) : **44.722**	**8,99 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2.400.000 € = **215.840 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2018,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH Val-d'Oise
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Émilie IVANDEKICS** la Présidente déléguée de la COMEX

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). » (Source Caisse Nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-064

DU 24 JANVIER 2018

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2018 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ (CRIPS, ORS, TSHIF) ET AU TITRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SANTÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 2017-124 du 7 juillet 2017 relative à l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé pour les étudiants boursiers ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux ;
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
VU la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;
VU la délibération n° CP 2017-234 du 5 juillet 2017 relative à l'adoption de la convention triennale 2017-2019 entre la Région, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° CP 2017-401 du 20 septembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé ;
VU le budget de la Région pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-064 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés une première affectation des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2018, selon la répartition et les montants figurant en annexe 1 à la présente délibération :

- CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),

- ORS (Observatoire régional de santé Ile-de-France),

- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France),

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **2 079 700 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « CRIPS ».

Affecte une autorisation d'engagement de **483 000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-004 (140004) « Observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « Observatoire Régional de Santé ».

Affecte une autorisation d'engagement de **120 000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France ».

Article 3 :

Approuve la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS) pour les années 2018, 2019 et 2020, jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions attribuées au bénéfice du CRIPS à la signature de la convention précitée.

Article 4 :

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins »* au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30.000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

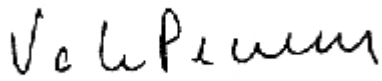
Affecte une autorisation de programme de **30.000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux» du budget 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
18000563	Acquisition d'équipements d'une maison de santé pluridisciplinaire située au 8, rue Saint Quentin dans le 10ème arrondissement de Paris	SCM DES 4.21	01/07/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-064	Budget	2018

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140004 - Observatoires et organismes consultatifs**
Action	**14000403 - Observatoire régional de la santé**

Dispositif : N° 00000160 - OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)

Dossier	18000049 - subvention de fonctionnement 2018 Observatoire régional de santé (IAU-ORS)			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	483 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
690 000,00 €	TTC	70 %	483 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000160 - OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	483 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140004 - 14000403	483 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100102 - CRIPS**

Dispositif : N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)

Dossier	18000048 - subvention de fonctionnement 2018 Centre régional d'information et de prévention du Sida et pour la santé des jeunes (CRIPS)			
Bénéficiaire	R15123 - CRIPS - CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 079 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 971 000,00 €	TTC	70 %	2 079 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	2 079 700,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100102	2 079 700,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-064	Budget	2018

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141002 - Renforcement de l'offre de soins**
Action	**14100203 - Fonds régional de résorption des déserts médicaux**

Dispositif : N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif

Dossier	18000563 - Equipement d'un local situé au 8, rue Saint Quentin dans le 10ème arrondissement de Paris.			
Bénéficiaire	P0036191 - SCM DES 4 21			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 184,00 €	TTC	37,41 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif	30 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141002 - 14100203	30 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141004 - Transport aérien d'urgence**
Action	**14100401 - GIP transport sanitaire par hélicoptère en Île de France**

Dispositif : N° 00000158 - Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile de France

Dossier	18000093 - Subvention de fonctionnement 2018 Transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France (TSHIF)			
Bénéficiaire	R25057 - TSHIF TRANSPORT SANITAIRE PAR HELICOPTERE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	60 %	120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000158 - Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile de France	120 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141004 - 14100401	120 000,00 €

CONVENTION CRIPS

Convention d'objectifs et de moyens entre
la Région Île-de-France et
le Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS),
pour la période 2018-2020

VU Le Code Général des Collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

Entre
La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
ci-après dénommée la « Région » d'une part,

et
Le Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes (CRIPS) d'Île-de-France, association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 354000689 00043 - CODE NAF : 94.99Z
dont le siège social est situé à : 14, rue Maublanc 75015 Paris
ayant pour représentant son Président, Monsieur Jean SPIRI,
ci-après dénommé « l'organisme » d'autre part,

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Région Ile de France s'est engagée dans un ambitieux programme en faveur de la santé des franciliens. L'assemblée régionale a adopté en 2016 la création de l'iPass-contraception, les orientations en faveur d'un plan régional de prévention santé des jeunes ainsi que l'objectif « pour une Région Ile-de-France sans sida ». La mise en œuvre de ce programme, entamée en 2016 avec la mise en ligne de l'iPass-contraception puis en juillet 2017 avec le vote de l' « Agenda pour une Région Ile-de-France sans Sida » se déploiera avec une large contribution du CRIPS.

Organisme associé de la Région Ile-de-France, le CRIPS est un acteur reconnu de la prévention et de la promotion de la santé en Ile-de-France. Il est également financé par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, la Préfecture de Paris et la Ville de Paris.
Ses domaines de compétences sont centrés sur :
- la prévention santé jeunesse
- la lutte contre le VIH/sida

De par sa gouvernance, le CRIPS a la capacité à mobiliser une pluralité d'acteurs avec le Conseil régional : Etat, ARS, collectivités locales, associations, experts, personnalités de la société civile, parents… pour qu'ils concourent ensemble à l'avancée de la prévention et de la promotion de la santé. Il veille à travailler de manière étroite avec les acteurs régionaux, notamment les autres organismes associés.

Le CRIPS est un lieu ouvert à tous les acteurs concernés (jeunes, familles, communautés, professionnels, collectivités, associations etc.) et a pour ambition d'être un espace d'échanges où tous les points de vue sur la santé des jeunes et la lutte contre le VIH/sida peuvent s'exprimer dans les principes de la promotion de la santé avec l'objectif de répondre au mieux aux besoins des populations. Les parents ont un rôle premier dans la promotion de la santé des jeunes, c'est pourquoi le CRIPS entend désormais les associer à ses actions.

Le CRIPS est un lieu d'expérimentation et d'innovation en matière de promotion de la santé, recourant à des expertises reconnues, créant de nouveaux outils, notamment numériques, mettant à profit les comparaisons nationales et internationales.

Son action est appelée à s'intégrer dans le plan « Prévention santé jeunes » et l'Agenda « Pour une Île-de-France sans sida ». Le CRIPS tiendra tout son rôle dans leur développement respectif ainsi que dans la diffusion de l'iPass-contraception.

Dans le cadre du plan régional « Prévention santé jeunes », le CRIPS sera amené à développer des programmes de promotion de la santé et du bien-être dans les champs de la vie affective et de la santé sexuelle, de la prévention des conduites addictives ou à risques, de l'hygiène de vie (alimentation, activité physique, sommeil), de la promotion de la santé mentale. Il a pour ambition de fédérer de nombreux acteurs, dont les collectivités, afin de démultiplier sur l'ensemble du territoire francilien les interventions en direction des jeunes, notamment lycéens, des parents, des professionnels, avec des moyens et outils innovants incluant une plateforme numérique.

Dans le cadre de l'engagement régional « Pour une Île-de-France sans sida », le CRIPS mettra en œuvre l'action régionale en matière d'information, de prévention, de promotion du dépistage et de lutte contre la sérophobie. Il pourra apporter son soutien aux associations, aux professionnels de santé, aux structures et aux collectivités pour les aider à mettre en place et décliner à leurs différents niveaux une politique d'information, de prévention et de dépistage efficace sur l'ensemble du territoire francilien.

Dans le cadre de sa contribution à ces deux feuilles de route, le CRIPS portera une attention toute particulière à la notion d'équité territoriale. L'objectif de la réduction des inégalités territoriales est transverse à toute son action.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Dans le cadre des orientations politiques qu'elle s'est donnée dans le domaine de la santé, la Région entend soutenir le CRIPS qui contribue à la prévention des comportements présentant des risques pour la santé ainsi qu'à la mise en œuvre du plan régional « prévention santé jeunes » et la stratégie « pour une Ile-de-France sans sida ».

La présente convention détermine les objectifs du CRIPS et les engagements de la Région pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.
La présente convention précise les moyens mis en œuvre pour réaliser ces objectifs du CRIPS, établit les conditions de leur suivi et de leur évaluation.

L'organisme s'engage à réaliser les objectifs fixés et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Région s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS ET ACTIONS DU CRIPS

Les missions du CRIPS se déclinent, en vue de l'atteinte de quatre grands objectifs opérationnels, dans les actions décrites ci-après dont le niveau de réalisation est évalué sur la base d'indicateurs transverses ou de processus, qui seront déterminés conjointement par le CRIPS et la Région. La liste de ces indicateurs est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou du CRIPS.

Objectif général 1 : Développer les connaissances et les compétences des jeunes franciliens et des publics prioritaires en vue d'améliorer leur santé.

1.1 Organiser et réaliser des actions d'éducation pour la santé auprès des établissements scolaires (notamment collèges, lycées et CFA) d'Ile-de-France.

En relation étroite avec les rectorats, le CRIPS intervient dans les établissements scolaires et d'apprentissage franciliens :
- il est un important opérateur de terrain des programmes en éducation pour la santé ;
- il conçoit et/ou coordonne des actions de promotion de la santé, mis en œuvre par ses soins ou déléguées à des partenaires sélectionnés ; à ce titre il intègre la promotion de l'iPass-contraception auprès des lycéens, des apprentis et des professionnels et encadrants des jeunes

1.2 Organiser et réaliser des actions d'information et de prévention auprès des structures accueillant des publics prioritaires

Les actions s'adressent à la fois aux jeunes de 13 à 25 ans, aux adultes en situation de vulnérabilité et aux professionnels qui les accompagnent dans des structures telles que les dispositifs régionaux d'insertion et les missions locales, les structures d'hébergement, les structures accueillant des personnes en situation de handicap, les dispositifs en lien avec la protection judiciaire de la jeunesse. Ces actions sont mises en œuvre par ses soins ou déléguées à des partenaires sélectionnés.

1.3 Informer et réaliser des actions de prévention hors les murs

Le Bus Information Prévention (BIP) est un véhicule utilitaire aménagé afin de pouvoir transporter et déployer rapidement, sur l'ensemble du territoire francilien, les supports de prévention créés et développés dans le lieu d'accueil jeunes (jeux, expositions, espaces d'expression). Ces actions s'appuient sur une équipe d'animateurs afin de mener des actions de sensibilisation ludiques et accessibles à tous, dans une logique "d'aller vers" et de développement de structures locales. Sur le territoire défini, des partenariats locaux sont développés, les différents intervenants partenaires et des pairs sont sensibilisés à l'utilisation des outils et l'action est menée avec un dispositif léger et itinérant au niveau local. Le BIP, en allant à la rencontre et au-devant des populations, permet d'atteindre des jeunes isolés, non-impliqués dans les dispositifs existants de prévention et ne formulant pas toujours une demande explicite.

1.4 Soutenir le déploiement d'une offre de dépistage hors les murs (Trod)

Il s'agit de soutenir dans un cadre partenarial des actions ciblées de dépistage VIH/sida à partir du Trod (test rapide d'orientation diagnostique) en vue de favoriser l'accès au dépistage sur l'ensemble du territoire francilien.

Objectif général 2 : Développer et renforcer les connaissances et les compétences des acteurs franciliens (professionnels, parents, élus, décideurs, associatifs, médias etc.) en promotion de la santé.

Le CRIPS a notamment pour mission de permettre à l'ensemble des acteurs de participer efficacement à la mise en œuvre de la politique de prévention et de promotion de la santé en Ile-de-France.

2.1 Elaborer et organiser des formations pour la montée en compétences des professionnels

Dans le cadre de la formation professionnelle continue, le CRIPS s'engage à proposer aux professionnels des organismes et structures impliqués dans ses champs d'intervention une offre de formation adaptée à leurs besoins, régulièrement actualisée et renouvelée

CRIPS veillera à développer des approches de formation innovantes et proposera une offre en ligne/e-formation adaptée aux profils des professionnels visés pour soutenir le développement des compétences ou le déploiement d'approches ou de programmes validés (module d'autoformation, formations en ligne/e-formation, MOOC, tutoriels etc.).

2.2 S'appuyer sur les parents comme acteurs fondamentaux pour la promotion de la santé des jeunes

Le CRIPS s'investit auprès des parents pour augmenter leur capacité d'agir en faveur de la santé des jeunes. Il s'agit de les sensibiliser via tous les moyens adaptés (animation, MOOC, ateliers, conférences …) de créer des outils innovants spécifiquement à leur attention et de les aider à renforcer la communication avec leurs enfants.

2.3 Accompagner les professionnels et les acteurs des collectivités locales dans la réalisation de projets de prévention du VIH/sida et de promotion de la santé des jeunes

Il s'agit pour le CRIPS d'avoir un rôle de conseil, et d'accompagnement dans les projets auprès des professionnels et des collectivités franciliens.

2.4. Encourager une connaissance de la prévention du VIH/sida et de la promotion de la santé jeunesse dès la formation initiale aux professions de l'accompagnement social et médico-social (assistant social, éducateur, infirmier, animateur…)

Il s'agit pour le CRIPS de contribuer à la formation initiale en promotion de la santé, de sensibiliser les futurs professionnels sur les thématiques qu'il porte. Il peut mobiliser les enseignants et les étudiants autour de modules de formation dédiés, de temps d'échanges entre professionnels et futurs professionnels, de projets d'application, etc.

Objectif général 3 : Favoriser l'accès aux sources d'informations et de communication pour le grand public et les professionnels en matière de promotion de la santé

3.1. Réaliser ou diffuser des supports d'information et de communication sur le VIH/sida et la santé des jeunes

Il s'agit de créer des brochures, affiches, campagnes ou outils numériques, etc. pour sensibiliser les Franciliens.

3.2. Organiser et/ou participer à des évènements tout publics, liés à la santé de jeunes et la prévention du VIH/sida, le cas échéant, organiser des concours.

Il s'agit de sensibiliser les franciliens à l'occasion de festivals, de salons, et autres événements publics via la création de parcours interactifs, stands, expositions, etc.

Objectif général 4 : Agir en tant qu'acteur producteur de connaissances en matière de prévention et promotion de la santé.

4.1 Veiller à assurer une évaluation de l'ensemble des projets menés par l'association

Il s'agit d'encourager le développement des évaluations pour s'adapter aux références internationales de bonnes pratiques en la matière.

4.2 Développer les échanges internationaux autours des innovations en prévention santé jeunesse et en matière de prévention du VIH/sida en privilégiant deux axes :

- Benchmark/recherche de bonnes pratiques, échanges avec des organismes similaires au plan national et international.
- Insertion dans un réseau d'acteurs de référence dans le domaine de la prévention/promotion de la santé, notamment francophone.

Cet axe sera limité dans le cadre du financement de la Région, une priorité devant être donnée aux actions en Ile-de-France.

Indicateurs transverses ou de processus

Il s'agit d'indicateurs pouvant concerner plusieurs objectifs opérationnels :
- nombre d'établissements/organismes bénéficiaires,
- nombre d'actions par établissement, thématique, territoire…,
- répartition territoriale des actions
- durée des actions,
- nombre de participant (en distinguant plusieurs publics s'il y a lieu)
- nombre d'adultes relais mobilisés et formés
- nombre d'actions adressées aux parents, et nombre de parents concernés
- nombre de visites
- nombre de jours d'activité, d'heure de formation / sensibilisation
- taux de satisfaction des participants des formations
- nombre d'outils développés.

Cette liste n'est pas exhaustive et est appelée à être adaptée, le cas échéant complétée suivant la nature des actions engagées.

Indicateurs financiers

Il s'agit du détail des ressources humaines et financières (prévues au budget et réalisées) pour chaque objectif opérationnel.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

3.1. La réalisation du projet

L'organisme s'engage à :

•A mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs généraux et opérationnels définis dans l'article 2;
•A maîtriser ses charges de structure ;
•A rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés, sous réserve que ces collaborations soient validées par la Région.
L'organisme s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 2 en les déclinant dans un programme annuel d'actions défini d'un commun accord avec la Région avant le 28 février de l'année N. Les actions devront être priorisées afin de de tenir compte du niveau de financement régional.

3.2. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :
• Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
• Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 2 ;
• Fournir annuellement à la Région, dès leur approbation :

3.2.a Et au plus tard avant le 28 février de l'année N, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;
3.2.b Le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
3.2.c Et au plus tard avant le 30 juin de l'année N, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce, et notamment un compte emploi ressources
3.2.d Dans les délais utiles, tous les rapports émis par le Commissaire aux comptes ;
3.2.e Et au plus tard avant le 1er mai de l'année N, le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

3.3. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :
• Faire parvenir à la Région, 15 jours au moins avant les réunions du Conseil d'Administration et dix jours au moins avant les réunions de l'Assemblée Générale, les documents figurant à l'ordre du jour et à produire les procès-verbaux des dites réunions cinq semaines après au plus tard ;
• Faire parvenir à la Région la composition du comité scientifique approuvée par le Conseil d'administration ;
• Faire parvenir à la Région, 15 jours au moins avant la communication relative à toute étude du CRIPS, une synthèse et une analyse de leurs résultats ;
• Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
• Une fois par an, préalablement au versement du solde de la subvention, fournir les indicateurs de suivi ;
• Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

3.4. Obligations administratives

L'organisme s'engage à :
• Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;

• Respecter les dispositions de l'ordonnance du n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
• Faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'organisme ou par son délégataire ; rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission, sur la base des barèmes utilisés par la fonction publique ;
• Proscrire l'utilisation des cartes de paiement adossées sur un compte bancaire du CRIPS.

3.5. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, ainsi que du logo spécifique « Pour une Ile-de-France sans Sida » pour les actions en lien avec ce programme.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.
Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, CD ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à : présenter un bon à tirer (BAT) aux services régionaux concernés avant toute impression, production et diffusion, mettre à disposition de la Région au maximum 1% pour chaque type de supports réalisés, laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles le CRIPS s'engage en application du présent article.

3.6 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

L'organisme s'engage à recruter chaque année 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
L'organisme saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

3.7 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Un compte-rendu d'exécution rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

4.1. La réalisation du projet

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs généraux et opérationnels définis dans l'article 2, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation de crédits à la subvention du CRIPS par la commission permanente du conseil régional. La Région soutient le CRIPS au titre du fonctionnement.
Ce soutien permet à l'organisme d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs opérationnels et généraux de la présente convention.
La Commission Permanente vote les crédits affectés à la subvention du CRIPS en veillant à prendre en compte l'évolution des projets du CRIPS en lien avec ses missions.

4.2. Modalités de versement de la subvention.

La subvention est versée sur le compte ouvert au nom de : Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS).
La subvention annuelle est mandatée en deux versements, au cours de chaque semestre civil, sur la base des affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional.
Chaque demande de versement de l'organisme adressée à la Région pour paiement est accompagnée de la situation prévisionnelle de trésorerie et d'un appel de fonds de la subvention.
Au moment du versement du solde de la subvention, la Région doit être en possession des informations et documents mentionnés à l'article 3.
Cette subvention est imputée sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 «CRIPS ».
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

4.3. Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 2, de retard significatif ou de modification substantielle sans validation de la Région des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de

tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou en cas de non-respect de l'embauche des stagiaires.

ARTICLE 5 : SUIVI DES ACTIONS DU CRIPS

Le suivi des conditions de réalisation des objectifs généraux et opérationnels du CRIPS, sur un plan quantitatif comme qualitatif, sera réalisé via les informations remontées par le CRIPS à la Région.
La liste de ces informations et les indicateurs de suivi construits à partir des données remontées par le CRIPS. Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou du CRIPS.
L'objectif est de disposer de données de réalisation de l'organisme à travers notamment l'alimentation d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères, collectés par le CRIPS. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région, au plus tard le 31 mars 2019.
L'analyse de ces indicateurs doit constituer une base afin :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 2 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter 1er janvier 2018. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2020.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA REGION

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Région de la réalisation des objectifs assignés au CRIPS et décrits dans l'article 2, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
A tout moment et sous réserve d'une information de la Région vers le CRIPS, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Région, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse au CRIPS une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation.
Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,
la Présidente du Conseil Régional
D'Île-de-France,
Valérie PRECRESSE

Pour la Présidente du Conseil Régional
Le directeur des Solidarités
par intérim

Jacques BONNISSEAU

Le ……

Pour le Centre régional d'information et de prévention du sida,
Le Président,

Jean SPIRI

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000563

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : EQUIPEMENT D'UN LOCAL SITUÉ AU 8, RUE SAINT QUENTIN DANS LE 10ÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	80 184,00 €	37,41 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM DES 4 21
Adresse administrative : 21 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Monsieur Pierre DUMASY

N° SIRET : 33201116200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : équipement d'un local situé au 8, rue Saint Quentin dans le 10ème arrondissement de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association a dû débuter ses travaux en urgence afin d'accueillir au plus vite les patients.

Objectifs :
La MSP des deux portes est le regroupement actuel d'un cabinet médical et paramédical (médecins généralistes et masseurs-kinésithérapeutes) et d'un cabinet infirmier installés de longue date dans le 10ème arrondissement.
La MSP a développé un projet de santé en cohérence avec son activité de soins de santé primaires et les liens noués depuis plusieurs années avec les partenaires médicaux, médicaux sociaux, institutionnels de son environnement (voir projet de santé joint au dossier).
La MSP a intégré de jeunes praticiens avec un renouvellement des générations et une augmentation de

l’offre de soins entre 2014 et 2016 : deux jeunes généralistes et une jeune kinésithérapeute.
La patientèle actuelle des 3 médecins est estimée à 3000 patients.
Le nombre de consultations est estimé à 12000/an pour les généralistes de la MSP en 2016.

Description :
L’équipe porteuse du projet de sante est actuellement installée dans des locaux trop exigus qui ne permettent pas d’accueillir l’ensemble des professionnels actuels ni de l’étoffer avec de nouveaux. Par ailleurs, les locaux ne sont pas aux normes d’accessibilité.

L’opération vise à aménager et équiper un local de 297 m² sur 2 niveaux (rez-de-chaussée et 1er étage) situé 8, rue Saint Quentin dans le 10ème arrondissement de Paris avec la :
- création de 10 bureaux pour accueillir l’équipe actuelle et de nouveaux professionnels,
- mise aux normes de sécurité et d’accessibilité toilettes et bureau PMR,
- l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients et renforcement de l’offre de soins dans un quartier déficitaire.

L’accès aux soins sera facilité avec l’arrivée de nouveaux professionnels. La présence de 2 médecins généralistes supplémentaires permettra notamment d’augmenter la patientèle médecin traitant de la MSP (de 3.000 à 5.000), à laquelle il faut ajouter les enfants et les patients en AME.
le nombre de consultations annuelles (de 12.000 à 20.000) et favorisera l’organisation de la continuité des soins.

Moyens mis en œuvre :
La mise en œuvre du projet permettra d’augmenter le nombre des professionnels avec :

- 5 médecins généralistes (via une montée en charge progressive à 4 puis 5, dont un médecin généraliste collaborateur AUMG à 0,75 ETP) pour 4 à ce jour,
- 2 masseurs-kinésithérapeutes et 2 infirmiers,
- 1 diététicienne et 1 ergothérapeute en plus,
- 1 orthophoniste et 1 sage femme.

Intérêt régional :
Cette proposition de subvention complète le dossier adopté lors de la commission permanente du 20 septembre 2017 (n°CP 17-401 - AV n°17002501) ; l'obligation de recruter des stagiaires figure donc sur le premier dossier voté.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
La population du 10ème arrondissement soit 95.911 habitants et plus précisément 23.000 dans les quartiers des Portes, Saint Quentin, et des gares.

Détail du calcul de la subvention :
La demande de subvention porte sur l'équipement : bureaux, placards et rangements, équipements informatiques et téléphoniques, équipements médicaux...

Détails du calcul de la subvention :

Détails du calcul de la subvention d'équipements :
- Base subventionnable = 80.184,00 €

- Taux d'intervention 37,41 %
- Montant de subvention maximum = 30.000,00 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	80 184,00	100,00%
Total	80 184,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	37,41%
Fonds propres	50 184,00	62,59%
Total	80 184,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-020

DU 24 JANVIER 2018

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : - AVANCES SUR LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2018 - PROGRAMME RÉGIONAL DE QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015 relative à la convention de partenariat 2016-2017 avec Pôle emploi et fixant les modalités de financement dans le cadre du programme triennal de qualification par la formation continue ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CP 2017-632 du 22 novembre 2017 relative au programme régional de qualification par la formation continue ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2018 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2018-020 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2017 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **86 273 977 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « formations sanitaires », action 11300102 « fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur social au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2017 conformément aux montants précisés en annexe 3 à la présente délibération.

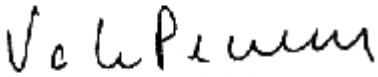
Affecte une autorisation d'engagement de **24 459 680 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « formations sociales », action 11300202 « fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Financement des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue, et ce conformément aux montants précisés en annexe 4 à la présente délibération, au subventionnement des formations de la rentrée de janvier 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 232 162 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP11-011 « formation continue - aides-soignant-e-s et auxiliaires de puériculture », action 11101101 « formation continue - aides-soignant-e-s et auxiliaires de puériculture » du budget 2018 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111011 - Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture**
Action	**11101101 - Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture**

Dispositif : N° 00000064 - Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture

Dossier	18000002 - ABC PUERICULTURE		
Bénéficiaire	R37211 - ABC PUERICULTURE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	53 900,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		53 900,00 €	

Dossier	18000003 - ASSISTEAL FORMATION		
Bénéficiaire	R41285 - ASSISTEAL FORMATION		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	251 280,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		251 280,00 €	

Dossier	18000006 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	TORCY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	39 200,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		39 200,00 €	

Dossier	18000007 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Bénéficiaire	P0023261 - LYCEE TECHNOLOGIE P DE COUBERTIN - GRETA MTI 77		
Localisation	TORCY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 600,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	18000008 - DOMEA IFAS		
Bénéficiaire	P0004048 - DOMEA IFAS		
Localisation	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	81 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		81 200,00 €	

Dossier	18000009 - JEANNE BLUM		
Bénéficiaire	P0003395 - JEANNE BLUM		
Localisation	JOUY-EN-JOSAS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	102 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		102 000,00 €	

Dossier	18000010 - LYCEE POLYVALENT VIOLLET-LE-DUC GRETA DES YVELINES		
Bénéficiaire	P0028781 - LYCEE POLYVALENT VIOLLET-LE-DUC GRETA DES YVELINES		
Localisation	TRAPPES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	39 200,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		39 200,00 €	

Dossier	18000012 - AFPS ASS FORMATION PROFESSIONNELS SANTE		
Bénéficiaire	R10783 - AFPS ASS FORMATION PROFESSIONNELS SANTE		
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 032,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 032,00 €	

Dossier	18000013 - AGESPA ASS GENERALE SERVICES PERSONNES AGEES		
Bénéficiaire	P0004050 - AGESPA ASS GENERALE SERVICES PERSONNES AGEES		
Localisation	COLOMBES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	61 750,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		61 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	18000015 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Bénéficiaire	P0004044 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	57 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		57 200,00 €	

Dossier	18000016 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Bénéficiaire	P0004044 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Localisation	COMBS-LA-VILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	52 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		52 000,00 €	

Dossier	18000017 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Bénéficiaire	P0004044 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL		
Localisation	ELANCOURT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	62 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		62 400,00 €	

Dossier	18000018 - SGM ECOLE D AUXILIAIRE DE PUERICUL		
Bénéficiaire	R41309 - SGM ECOLE D AUXILIAIRE DE PUERICUL		
Localisation	SURESNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	53 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		53 500,00 €	

Dossier	18000019 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Bénéficiaire	R3635 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY		
Localisation	LIVRY-GARGAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	18000020 - RESIDENCES SERVICES ABBAYE BORDS MARNE		
Bénéficiaire	R20126 - RESIDENCES SERVICES ABBAYE BORDS MARNE		
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	142 100,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		142 100,00 €	

Dossier	18000022 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Bénéficiaire	P0026468 - LPO LYCEE POLYVALENT M PERRET GRETA MTI 94		
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 400,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000064 - Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	1 232 162,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111011 - 11101101	1 232 162,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300102 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	EX028880 - FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE 26/10/2017 Subvention Globale de fonctionnement au titre de l'année 2018		
Bénéficiaire	R1491 - FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE		
Localisation	NEUFMOUTIERS-EN-BRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	59 948,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		59 948,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX028883 - CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY 26/10/2017 subvention globale de financement 2018		
Bénéficiaire	R19016 - CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 123 080,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 123 080,00 €	

Dossier	EX028884 - UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES 26/10/2017 Demande de subvention régionale pour le fonctionnement du département de Maïeutique de l'UFR des Sciences de la Santé Simone Veil de l'Uni		
Bénéficiaire	R10268 - UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES		
Localisation	VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	546 770,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		546 770,00 €	

Dossier	EX028914 - CFLC CTRE FORM LOUISE COUVE 26/10/2017 SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2018		
Bénéficiaire	R10507 - CFLC CTRE FORM LOUISE COUVE		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	925 999,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		925 999,00 €	

Dossier	EX028945 - HOPITAL DE PEDIATRIE ET DE REEDUCATION DE BULLION 27/10/2017 formation auxiliaire de puériculture		
Bénéficiaire	R1984 - HOPITAL DE PEDIATRIE ET DE REEDUCATION DE BULLION		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	165 585,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		165 585,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX028946 - GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON 27/10/2017 Subvention de fonctionnement 2018 pour l'IFI Théodore Simon, institut de formations paramédicales.		
Bénéficiaire	R11921 - GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON		
Localisation	NEUILLY-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 962 264,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 962 264,00 €	

Dossier	EX028949 - GROUPE PUBLIC DE SANTE PERRAY-VAUCLUSE 27/10/2017 Demande de subvention d'exploitation pour l'année 2018		
Bénéficiaire	R27802 - GROUPE PUBLIC DE SANTE PERRAY-VAUCLUSE		
Localisation	EPINAY-SUR-ORGE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 036 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 036 000,00 €	

Dossier	EX028952 - CTRE HOSP MOISSELLES ROGER PREVOT 27/10/2017 Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R1986 - CTRE HOSP MOISSELLES ROGER PREVOT		
Localisation	MOISSELLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 010 230,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 010 230,00 €	

Dossier	EX028953 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX 27/10/2017 Obtenir un financement pour le fonctionnement des formations paramédicales afin de mener à bien ces formation.		
Bénéficiaire	R20769 - CHIMM CTRE HOSPITA INTERCOM MEULAN LES MUREAUX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 645 375,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 645 375,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX028966 - CENTRE HOSPITALIER SAINTE ANNE PARIS 27/10/2017 Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R20345 - CENTRE HOSPITALIER SAINTE ANNE PARIS		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 636 068,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 636 068,00 €	

Dossier	EX028971 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE 27/10/2017 Demande d'une subvention d'équilibre dans le cadre du budget 2018 pour la formation d'étudiants en ergothérapie à l'UPEC.		
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	178 969,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		178 969,00 €	

Dossier	EX029018 - GROUPE HOSPITALIER DU SUD ILE DE FRANCE 31/10/2017 Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisées - Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R28320 - GROUPE HOSPITALIER DU SUD ILE DE FRANCE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	802 340,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		802 340,00 €	

Dossier	EX029020 - CENTRE HOSPITALIER INTERCOM POISSY SAINT GERMAIN 31/10/2017 Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés		
Bénéficiaire	R7962 - CENTRE HOSPITALIER INTERCOM POISSY SAINT GERMAIN		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 718 150,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 718 150,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029022 - CHIV CTRE HOSP INTERCOM VILLENEUVE ST GEORGES 31/10/2017 Subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2018		
Bénéficiaire	R4770 - CHIV CTRE HOSP INTERCOM VILLENEUVE ST GEORGES		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	861 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		861 000,00 €	

Dossier	EX029034 - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST SIMON 31/10/2017 Subvention Globale de Fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R11909 - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST SIMON		
Localisation	MONTREUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 662 343,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 662 343,00 €	

Dossier	EX029047 - FONDATION DES DIACONESSES DE REUILLY 31/10/2017 Mise en œuvre de la formation en soins infirmiers, aides-soignantes et auxiliaires de puériculture		
Bénéficiaire	P0026443 - FONDATION DIACONESSES DE REUILLY		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 415 260,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 415 260,00 €	

Dossier	EX029072 - ADERE ASS DEVELOP ENSEI GNEMT RECHERC ERGOTHERAPIE 01/11/2017 L'Association ADERE dispense depuis 1954 une formation préparant à l'obtention du Diplôme d'état d'Ergothérapeute dans son institut de fo		
Bénéficiaire	R30021 - ADERE ASS DEVELOP ENSEI GNEMT RECHERC ERGOTHERAPIE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	173 600,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		173 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029079 - GROUPE HOSPITALIER PAUL GUIRAUD 02/11/2017 Subvention IFSI 2018 pour l'IFSI et l'IFAS La demande de subvention repose sur la compétence du Conseil régional pour le financement du fonctionnement des fo		
Bénéficiaire	R25702 - GROUPE HOSPITALIER PAUL GUIRAUD		
Localisation	VILLEJUIF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 032 500,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 032 500,00 €	

Dossier	EX029088 - CENTRE HOSPITALIER SIMONE-VEIL 02/11/2017 Formation infirmier et aide-soignant		
Bénéficiaire	R26783 - CENTRE HOSPITALIER SIMONE-VEIL		
Localisation	EAUBONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 102 423,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 102 423,00 €	

Dossier	EX029090 - CASH CTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSP NANTERRE 2018		
Bénéficiaire	R10366 - CASH CTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSP NANTERRE		
Localisation	NANTERRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 927 779,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 927 779,00 €	

Dossier	EX029096 - GHEF GRAND HOPITAL DE L EST FRANCILIEN CENTRE HOSPITALIER DE MEAUX 2018		
Bénéficiaire	P0036254 - GHEF GRAND HOPITAL DE L EST FRANCILIEN CENTRE HOSPITALIER DE MEAUX		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 771 090,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 771 090,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029109 - ECOLE DEPT PUERICULTURE DEPT VAL DE MARNE 02/11/2017 Demande de subvention 2018 écoles paramédicales		
Bénéficiaire	R150215 - ECOLE DEPT PUERICULTURE DEPT VAL DE MARNE		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	199 500,00 €	Code nature	65733
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		199 500,00 €	

Dossier	EX029111 - CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS 02/11/2017 Demande de subvention globale de fonctionnement pour les formations infirmier et aide-soignant pour l'exercice 2018		
Bénéficiaire	R17612 - CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 242 920,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 242 920,00 €	

Dossier	EX029114 - Centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	P0035803 - CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE CENTRE HOSPITALIER DE FONTAINEBLEAU		
Localisation	FONTAINEBLEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 790 093,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 790 093,00 €	

Dossier	EX029127 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST DENIS CH DELAFONTAINE 02/11/2017 Demande de la subvention de fonctionnement 2018 de l'IFSI du Centre Hospitalier de Saint-Denis		
Bénéficiaire	R15916 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST DENIS CH DELAFONTAINE		
Localisation	SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 325 321,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 325 321,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029142 - CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL 03/11/2017 Obtention du diplôme d'état pour un effectif de 300 étudiants.		
Bénéficiaire	R27019 - CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL		
Localisation	RUEIL-MALMAISON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 003 947,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 003 947,00 €	

Dossier	EX029143 - LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE 03/11/2017 Dotation de fonctionnement de l'Ecole nationale de kinésithérapie et rééducation et de l'IFSI Jean-Baptiste PUSSIN		
Bénéficiaire	P0016634 - LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 806 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 806 000,00 €	

Dossier	EX029166 - OEUVRE DU PERPETUEL SECOURS 03/11/2017 Demande de subvention de fonctionnement pour l'année 2018		
Bénéficiaire	R27017 - OEUVRE DU PERPETUEL SECOURS		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 605 170,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 605 170,00 €	

Dossier	EX029188 - ECOLE DE PUERICULTURE USSIF 03/11/2017 école de puériculture formation des infirmières puéricultrices Institut de formation des auxiliaires de puériculture		
Bénéficiaire	P0035819 - UNION SOINS ET SERVICES ILE DE FRANCE POLE ENSEIGNEMENT ET FORMATION		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	514 220,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		514 220,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029196 - CTRE HOSP PORTES OISE HOPITAL JACQUES FRITSCHI 03/11/2017 Demande de subvention d'exploitation pour l'IFSI et l'IFAS du GHCPO de Beaumont sur Oise		
Bénéficiaire	R18434 - CTRE HOSP PORTES OISE HOPITAL JACQUES FRITSCHI		
Localisation	BEAUMONT-SUR-OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	942 820,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		942 820,00 €	

Dossier	EX029225 - FONDATION LEONIE CHAPTAL 03/11/2017 DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018		
Bénéficiaire	R10693 - FONDATION LEONIE CHAPTAL		
Localisation	SARCELLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 590 285,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 590 285,00 €	

Dossier	EX029243 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL 03/11/2017 solde de la subvention globale de financement 2018		
Bénéficiaire	R7484 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL		
Localisation	GONESSE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 164 993,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 164 993,00 €	

Dossier	EX029249 - ASSOCIATION HOPITAL FOCH 03/11/2017 Obtention d'une subvention de fonctionnement pour l'école de Sage Femme et l'école d'infirmières de l'Hôpital Foch		
Bénéficiaire	R9794 - ASSOCIATION HOPITAL FOCH		
Localisation	SURESNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 413 741,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 413 741,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029252 - Groupe hospitalier Nord Essonne 03/11/2017 Avance sur la subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R9672 - CENTRE HOSPITALIER DES DEUX VALLEES SITE LONGJUMEAU		
Localisation	LONGJUMEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 666 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 666 000,00 €	

Dossier	EX029254 - CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN 03/11/2017 Procédure budgétaire 2018 IFPM CHSF		
Bénéficiaire	EXM00451 - CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN		
Localisation	CORBEIL-ESSONNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 180 500,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 180 500,00 €	

Dossier	EX029260 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL RAMBOUILLET 03/11/2017 Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R4184 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL RAMBOUILLET		
Localisation	RAMBOUILLET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	860 860,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		860 860,00 €	

Dossier	EX029263 - CTRE HOSP PROVINS HOPITAL LEON BINET 03/11/2017 Subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2018		
Bénéficiaire	R18419 - CTRE HOSP PROVINS HOPITAL LEON BINET		
Localisation	PROVINS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	742 560,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		742 560,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029293 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'ARPAJON 06/11/2017 Avances sur la subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R27029 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'ARPAJON		
Localisation	ARPAJON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	91 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		91 000,00 €	

Dossier	EX029313 - ETS PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND 07/11/2017 Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R23393 - ETS PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND		
Localisation	ETAMPES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	826 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		826 000,00 €	

Dossier	EX029447 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE 2018		
Bénéficiaire	R10191 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE		
Localisation	ROMAINVILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 856 487,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 856 487,00 €	

Dossier	EX029536 - FONDATION HOPITAL SAINT-JOSEPH ECOLE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS 10/11/2017 budget 2018		
Bénéficiaire	R4087 - FONDATION HOPITAL SAINT-JOSEPH ECOLE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 767 962,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 767 962,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX029678 - SANTE DE VILLE EVRARD 14/11/2017 Fonctionnement de l'Institut de formation en soins infirmiers de l'EPS DE VILLE EVRARD		
Bénéficiaire	R1982 - SANTE DE VILLE EVRARD		
Localisation	NEUILLY-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 026 085,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 026 085,00 €	

Dossier	EX029886 - MGEN ACTION SANITAIRE & SOCIALE 17/11/2017 Subvention global de fonctionnement au titre de l'année 2018		
Bénéficiaire	R30023 - MGEN ACTION SANITAIRE & SOCIALE		
Localisation	LE MESNIL-SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	754 460,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		754 460,00 €	

Dossier	EX029926 - CTRE HOSP LA QUEUE BRIE HOPITAL LES MURETS 17/11/2017 Subvention globale de fonctionnement au titre de 2018		
Bénéficiaire	R24786 - CTRE HOSP LA QUEUE BRIE HOPITAL LES MURETS		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 092 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 092 000,00 €	

Dossier	EX029946 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS 17/11/2017		
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 996 280,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 996 280,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	EX030233 - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ROBERT BALLANGER 21/11/2017 Subvention globale de fonctionnement 2018		
Bénéficiaire	R1985 - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ROBERT BALLANGER		
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 174 180,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 174 180,00 €	

Dossier	EX030252 - INSTITUT DE FORMATION SOINS INFIRMIERS (CH DE VERSAILLES) 21/11/2017		
Bénéficiaire	P0000256 - INSTITUT DE FORMATION SOINS INFIRMIERS (CH DE VERSAILLES)		
Localisation	VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	883 820,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		883 820,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	86 273 977,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113001 - 11300102	86 273 977,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300202 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	17015935 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	252 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		252 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	17015936 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF		
Bénéficiaire	R2411 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	73 098,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		73 098,00 €	

Dossier	17015937 - CRAMIF PARIS CAISSE REG ASSU MALAD RIF		
Bénéficiaire	R1423 - CRAMIF PARIS CAISSE REG ASSU MALAD RIF		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	420 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		420 000,00 €	

Dossier	17015938 - AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE		
Bénéficiaire	R29360 - AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 271 169,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 271 169,00 €	

Dossier	17015939 - ECOLE NORMALE SOCIALE		
Bénéficiaire	R29359 - ECOLE NORMALE SOCIALE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	609 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		609 000,00 €	

Dossier	17015940 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Bénéficiaire	R22930 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 691 900,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 691 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	17015943 - INSTITUT DE FORMATION CLORIVIERE		
Bénéficiaire	R3135 - INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	126 984,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		126 984,00 €	

Dossier	17015944 - ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE		
Bénéficiaire	R29362 - ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 567 650,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 567 650,00 €	

Dossier	17015945 - IUT AVENUE VERSAILLES UNIV PARIS 05 DESCARTES		
Bénéficiaire	R1968 - IUT AVENUE VERSAILLES UNIV PARIS 05 DESCARTES		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	387 160,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		387 160,00 €	

Dossier	17015946 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Bénéficiaire	R10021 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 299 330,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 299 330,00 €	

Dossier	17015947 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Bénéficiaire	R19482 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Localisation	BUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 766 275,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 766 275,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	17015948 - DEPARTEMENT DES YVELINES		
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES		
Localisation	VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	435 120,00 €	Code nature	65733
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		435 120,00 €	

Dossier	17015949 - CFE CENTRE DE FORMATION DE L ESSONNE		
Bénéficiaire	R11169 - CFE CENTRE DE FORMATION DE L ESSONNE		
Localisation	GRIGNY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	511 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		511 000,00 €	

Dossier	17015950 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Bénéficiaire	R21131 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Localisation	EVRY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 883 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 883 000,00 €	

Dossier	17015951 - L'HORIZON		
Bénéficiaire	R29363 - L'HORIZON		
Localisation	MALAKOFF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	722 607,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		722 607,00 €	

Dossier	17015952 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Bénéficiaire	R18375 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Localisation	MONTROUGE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 158 193,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 158 193,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	17015953 - INITIATIVES		
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES		
Localisation	BOURG-LA-REINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	112 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		112 000,00 €	

Dossier	17015954 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Bénéficiaire	R18447 - CERPE CTRE ETUDE RECHER CHE PETITE ENFANCE		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	618 734,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		618 734,00 €	

Dossier	17015955 - ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF		
Bénéficiaire	R22254 - ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	849 310,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		849 310,00 €	

Dossier	17015956 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD		
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD		
Localisation	BOBIGNY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	315 000,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		315 000,00 €	

Dossier	17015957 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	567 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		567 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-020	Budget	2018

Dossier	17015982 - ANIMATION 94		
Bénéficiaire	R1442 - ANIMATION 94		
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	56 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		56 000,00 €	

Dossier	17015983 - CPCV CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE		
Bénéficiaire	R1450 - CPCV CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE		
Localisation	SAINT-PRIX		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	45 150,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 150,00 €	

Dossier	17015984 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Bénéficiaire	R12025 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Localisation	CERGY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 722 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 722 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	24 459 680,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300202	24 459 680,00 €

Annexe 2 à la délibération

Centres de formation du secteur paramédical et maïeutique

Tableau récapitulatif des avances au titre de la subvention 2018

	établissements	Montant subvention définitive 2017	Avances au titre de la subvention 2018 (70% de la subvention 2017)	N° dossier IRIS
75	Croix Rouge Française	4 080 695	2 856 487	EX029447
75	AP/HP	44 280 400	30 996 280	EX029946
75	Fondation des Diaconesses de Reuilly	2 021 800	1 415 260	EX029047
75	Centre hospitalier de Sainte Anne	2 337 240	1 636 068	EX028966
75	Fondation hôpital de Saint-Joseph	2 525 660	1 767 962	EX029536
75	ADERE	248 000	173 600	EX029072
75	Union Soins et Services Ile de France	734 600	514 220	EX029188
Total 75		**56 228 395**	**39 359 877**	
77	Grand Hôpital de l'Est Francilien	3 958 700	2 771 090	EX029096
77	Fondation Santé Etudiant de France - CMPA	85 640	59 948	EX028880
77	Centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne	2 557 275	1 790 093	EX029114
77	Groupe hospitalier du Sud Ile-de-France	1 146 200	802 340	EX029018
77	Centre hospitalier de Provins	1 060 800	742 560	EX029263
Total 77		**8 808 615**	**6 166 031**	
78	Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion	236 550	165 585	EX028945
78	Centre hospitalier Poissy - Saint Germain	2 454 500	1 718 150	EX029020
78	Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines	781 100	546 770	EX028884
78	Centre hospitalier de Versailles	1 262 600	883 820	EX030252
78	Centre hospitalier de Meulan Les Mureaux	2 350 535	1 645 375	EX028953
78	Centre hospitalier de Rambouillet	1 229 800	860 860	EX029260
78	MGEN - Institut National Marcel Rivière	1 077 800	754 460	EX029886
Total 78		**9 392 885**	**6 575 020**	
91	Centre hospitalier d'Arpajon	130 000	91 000	EX029293
91	Centre hospitalier du Sud-Francilien	3 115 000	2 180 500	EX029254
91	Groupe hospitalier Nord Essonne	2 380 000	1 666 000	EX029252
91	Centre hospitalier spécialisé de Perray Vaucluse	1 480 000	1 036 000	EX028949
91	Centre hospitalier de Barthélémy Durand	1 180 000	826 000	EX029313
Total 91		**8 285 000**	**5 799 500**	

	établissements	Montant subvention définitive 2017	Avances au titre de la subvention 2018 (70% de la subvention 2017)	N° dossier IRIS
92	Œuvre du Perpétuel Secours / Institut hospitalier franco-britannique	2 293 100	1 605 170	EX029166
92	CASH Nanterre	2 753 970	1 927 779	EX029090
92	Centre hospitalier Stell - Rueil Malmaison	1 434 210	1 003 947	EX029142
92	Centre hospitalier Foch - Suresnes	2 019 630	1 413 741	EX029249
Total 92		**8 500 910**	**5 950 637**	
93	Centre de formation Louise Couvé	1 322 855	925 999	EX028914
93	Centre hospitalier R. Ballanger	1 677 400	1 174 180	EX030233
93	Fondation Œuvre Croix Saint-Simon	2 374 775	1 662 343	EX029034
93	IFITS T. Simon	4 231 805	2 962 264	EX028946
93	Etablissement public de santé de Ville Evrard	1 465 835	1 026 085	EX029678
93	Centre hospitalier Saint Denis	1 893 315	1 325 321	EX029127
Total 93		**12 965 985**	**9 076 192**	
94	Centre hospitalier Villeneuve St Georges	1 230 000	861 000	EX029022
94	Centre hospitalier Les Murets - La Queue en Brie	1 560 000	1 092 000	EX029926
94	Centre hospitalier Paul Guiraud - Villejuif	1 475 000	1 032 500	EX029079
94	Ecole départementale de puériculture du Val de Marne	285 000	199 500	EX029109
94	Les hôpitaux de Saint Maurice	2 580 000	1 806 000	EX029143
94	Université Paris Est Créteil Val de Marne	255 670	178 969	EX028971
Total 94		**7 385 670**	**5 169 969**	
95	Centre hospitalier Victor Dupouy - Argenteuil	1 604 400	1 123 080	EX028883
95	Centre hospitalier de Gonesse	1 664 275	1 164 993	EX029243
95	Centre hospitalier Roger Prévot - Moisselles	1 443 185	1 010 230	EX028952
95	GHEM Simone Veil	1 574 890	1 102 423	EX029088
95	Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise	1 346 885	942 820	EX029196
95	Centre hospitalier René Dubos - Pontoise	1 775 600	1 242 920	EX029111
95	Fondation L. Chaptal	2 271 835	1 590 285	EX029225
Total 95		**11 681 070**	**8 176 751**	
TOTAUX		**123 248 530**	**86 273 977**	

Annexe 3 à la délibération

Centres de formation en travail social

Tableau récapitulatif des avances au titre de la subvention 2018

	établissements	Montant subvention définitive 2017	Avances au titre de la subvention 2018 (70% de la subvention 2017)	N° dossier IRIS
75	AP-HP - Ecole d'assistant social	360 000	252 000	17015935
75	Association des Paralysés de France	104 425	73 098	17015936
75	Ecole de Service Social de la CRAMIF	600 000	420 000	17015937
75	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	1 815 955	1 271 169	17015938
75	Ecole Normale Sociale - ENS	870 000	609 000	17015939
75	Ecole supérieure travail Social - ETSUP	2 417 000	1 691 900	17015940
75	Institut Supérieur "CLORIVIERE"	181 405	126 984	17015943
75	Centre de formation Saint-Honoré	2 239 500	1 567 650	17015944
75	Université René Descartes - Paris V	553 085	387 160	17015945
75	Institut "Parmentier" - IRTS	6 141 900	4 299 330	17015946
Total 75		**15 283 270**	**10 698 291**	
78	Sauvegarde des Yvelines - Buc ressources	2 523 250	1 766 275	17015947
78	Institut de Formation Sociale des Yvelines	621 600	435 120	17015948
Total 78		**3 144 850**	**2 201 395**	
91	Centre de Formation de l'Essonne	730 000	511 000	17015949
91	IRFASE	2 690 000	1 883 000	17015950
Total 91		**3 420 000**	**2 394 000**	
92	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	1 032 295	722 607	17015951
92	IRTS Paris IDF - Montrouge/Neuilly-sur-Marne	5 940 275	4 158 193	17015952
92	Initiatives Formation	160 000	112 000	17015953
Total 92		**7 132 570**	**4 992 800**	
93	CERPE	883 905	618 734	17015954
93	CEMEA	1 213 300	849 310	17015955
93	Université Paris 13 - Nord	450 000	315 000	17015956
Total 93		**2 547 205**	**1 783 044**	
94	INFA	810 000	567 000	17015957
94	Animation 94	80 000	56 000	17015982
Total 94		**890 000**	**623 000**	
95	CPCV Ile-de-France	64 500	45 150	17015983
95	Ecole Pratique de Service Social	2 460 000	1 722 000	17015984
Total 95		**2 524 500**	**1 767 150**	
TOTAUX		**34 942 395**	**24 459 680**	

Annexe 4 à la délibération

Programme régional de qualification par la formation continue des AS-AP
Rentrée de janvier 2018**Programme régional de qualification par la formation continue des AS-AP**
Rentrée de janvier 2018

Dpt du siège	Etablissement	Lieu de formation	Ville	Formations dispensées	Nombre de DE minimum financés	Montant de la subvention maximum	Dossier IRIS
75	**ABC Puériculture**	9 rue de la Fontaine	75006 PARIS	AP	11	53 900 €	18000002
75	**ASSISTEAL Formation**	50 boulevard de Ménilmontant	75020 PARIS	AS	36	251 280 €	18000003
77	**Lycée P. de Coubertin - GRETA MTI 77**	Lycée Jean Moulin - 6/8 avenue Jean Moulin	77200 TORCY	AS	7	39 200 €	18000006
77	**Lycée P. de Coubertin - GRETA MTI 77**	Lycée Jean Moulin - 6/8 avenue Jean Moulin	77200 TORCY	AP	6	33 600 €	18000007
78	**DOMEA**	66 chemin de la chapelle	78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE	AS	14	81 200 €	18000008
78	**Ecole Jeanne Blum**	19 rue Victor Hugo	78350 JOUY-EN-JOSAS	AS	15	102 000 €	18000009
78	**Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines**	Lycée Henri Matisse - 5 route du cèdre	78190 TRAPPES	AS	7	39 200 €	18000010
92	**AFPS**	3 rue Gaston Appert	92390 VILLENEUVE LA GARENNE	AS	7	46 032 €	18000012
92	**AGESPA**	386/390 rue d'Estiennes d'Orves	92700 COLOMBES	AS	13	61 750 €	18000013
92	**IFAC**	53 rue du RPC Gilbert	92600 ASNIERES/SEINE	AP	11	57 200 €	18000015
92	**IFAC**	17 rue Pierre et Marie Curie	77380 COMBS LA VILLE	AP	10	52 000 €	18000016
92	**IFAC**	4 rue Normandie Niemen	78990 ELANCOURT	AP	12	62 400 €	18000017
92	**SGM**	22 rue des carrières	92150 SURESNES	AP	10	53 500 €	18000018
93	**Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93**	Lycée Henri Sellier - 73 avenue du colonel Fabien	93190 LIVRY-GARGAN	AS	14	78 400 €	18000019
94	**ABCD - Abbaye des Bords de Marne**	3 impasse de l'abbaye	94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES	AS	29	142 100 €	18000020
94	**Lycée Polyvalent M. Perret - GRETA MTI 94**	Lycée Louise Michel - 7 rue Pierre Marie Derien	94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE	AP	14	78 400 €	18000022
					216	**1 232 162 €**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-097

DU 24 JANVIER 2018

PARC DE LA POUDRERIE EN SEINE-SAINT-DENIS : APPROBATION DU PROTOCOLE RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'AVENIR DU PARC FORESTIER DE LA POUDRERIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 63-98 du 4 novembre 1998 relative à l'approbation de la convention de partenariat concernant le Parc National Forestier de la Poudrerie de Sevran (93) ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 prise par le Conseil Régional d'Ile-de-France relative aux nouvelles compétences régionales en matière de patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 105-09 du 27 Novembre 2009 relative au transfert de la gestion du Parc National Forestier de la Poudrerie à Sevran de l'Agence des Espaces Verts au Conseil général de Seine-Saint-Denis ;

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 – approbation du contrat de plan interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine ;

VU La délibération n° CR 2017-49 du 9 - 10 mars 2017 relative au Parc de la Poudrerie en Seine-Saint-Denis : approbation de la convention précisant les modalités du transfert de gestion pour 2017 ;

VU La délibération n° CP 14-801 du 20 novembre 2014 approuvant la convention entre la Région et le Département de Seine-Saint-Denis relative aux modalités financières de gestion du Parc National Forestier de la Poudrerie ;

VU La délibération n° CP 15-248 approuvant l'avenant n°1 à la convention de partenariat concernant la gestion du Parc Forestier de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis ;

VU La délibération n° CP 16-331 approuvant les avenants n°2 et 3 à la convention de partenariat concernant la gestion du Parc Forestier de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU Le rapport CP 2018-097 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

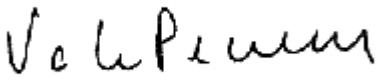
VU le rapport n°CP 2018-097 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

Approuve le Protocole relatif à la mise en œuvre du projet d'avenir du Parc forestier de la Poudrerie

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole relatif à la mise en œuvre du projet d'avenir du Parc forestier de la Poudrerie

PROTOCOLE RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'AVENIR DU PARC FORESTIER DE LA POUDRERIE

ENTRE

Le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis,
représenté par son Président, M. Stéphane Troussel
Ci-après dénommé « le Département »

Le Conseil régional d'Ile-de-France, représentée
par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse
Ci-après dénommé « la Région »

L'Etablissement public territorial Paris Terre d'Envol,
représenté par son Président, M. Bruno Beschizza

La commune de Livry-Gargan, représentée par son maire,
M. Pierre-Yves Martin

La commune de Sevran, représentée par son maire, M. Stéphane Gatignon

La commune de Vaujours, représentée par son maire, M. Dominique Bailly

La commune de Villepinte, représentée par son maire, Mme Martine Valleton

ET EN PRÉSENCE DE

L'Etat, représenté par le Préfet de Seine-Saint-Denis, M. Pierre-André Durand

PRÉAMBULE

Situé au croisement des communes de Sevran, Livry, Vaujours et Villepinte et traversé par le canal de l'Ourcq, le parc forestier de la Poudrerie est l'un des derniers vestiges de la forêt de Bondy. Son caractère boisé très marqué lui confère un statut de « poumon vert » recherché par le million d'usagers qui le fréquente chaque année et apprécie cet espace de détente et de loisirs.

Sa composition paysagère singulière et son architecture résultent de son activité de manufacture nationale dédiée à la production de poudres, qui a débuté en 1873. Cette activité industrielle est à l'origine des reliefs, du système d'allées, du réseau de mares et des bâtiments qui composent le paysage du parc aujourd'hui. Même si la fermeture de la Poudrerie en 1973 occasionna la démolition de plus de 90% des constructions, la trentaine d'édifices conservée constitue encore un ensemble patrimonial cohérent, unique par son alliance à l'environnement naturel.

La conjugaison de ces qualités naturelles, paysagères et architecturales fait du parc de la Poudrerie un site unique en son genre, reconnu aux niveaux national et européen. La mobilisation des acteurs locaux a favorisé le classement du parc en 1994 parmi les sites protégés au titre de la loi du 2 mai 1930. Il fut ensuite intégré en 2006 au multi-site Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis, inclus dans le périmètre de la zone de protection spéciale. La présence de plusieurs espèces à enjeux nécessite une préservation et une gestion adaptées de cet espace de biodiversité remarquable.

Depuis deux ans, les incertitudes sur l'avenir du parc ont généré de fortes inquiétudes au niveau local. Les nombreuses initiatives des acteurs locaux ont témoigné de la nécessité de maintenir son libre accès au public et de préserver l'intégrité du site afin de le transmettre aux générations futures comme un témoignage précieux de l'histoire industrielle de la Seine-Saint-Denis.

L'Etat, propriétaire du parc, n'en a plus l'utilité pour ses activités militaires initiales et souhaite se désengager de la gestion quotidienne et patrimoniale de ce site, au profit des acteurs locaux, en transférant à titre gracieux sa gestion au Département. Fin 2016, il a initié un transfert de gestion d'un an au Département afin de lui laisser le temps de finaliser avec l'ensemble des partenaires locaux un projet d'avenir à la fois ambitieux et réaliste, qui permette de garantir un maintien de l'ouverture au public du site.

Ainsi, en 2017, l'ensemble des partenaires institutionnels signataires du présent Protocole se sont concertés afin de préparer le parc à franchir une nouvelle étape de son histoire. Il s'agit en effet de définir les conditions d'une gestion pérenne pour ce parc, et de repenser les moyens dont dispose le parc pour mieux préserver son patrimoine et mieux accueillir un public toujours plus nombreux.

Le projet d'avenir élaboré en 2017, sous l'égide du Département, propose de nouvelles orientations pour le développement et la préservation du parc de la Poudrerie et un programme d'actions qu'il est proposé de mettre en œuvre sur une période de cinq ans, représentant un montant d'environ 8,5 M€.

L'ambition d'une gestion pérenne ne pourra être atteinte qu'en innovant dans la manière de conduire une action concertée entre acteurs publics et privés. A cette fin, un Appel à manifestation d'intérêt (AMI) sera lancé en 2018 afin de permettre aux porteurs de projets privés de se positionner sur un ou plusieurs bâtiments situés sur les emprises des deux ministères de l'Ecologie

et des Armées, et permettre le développement d'une offre complémentaire de services et activités, contribuant au rayonnement du site tout en générant de nouvelles recettes d'exploitation.

Pour permettre la mise en œuvre de cette stratégie innovante, l'Etat et les collectivités territoriales se mobilisent et s'engagent.

Article 1 : Les propriétés foncières sur le périmètre du projet d'Avenir

Le foncier du site est aujourd'hui réparti entre plusieurs propriétaires :

- L'Etat (Ministère de l'Ecologie), propriétaire du parc forestier de la Poudrerie (115 ha), actuellement géré par le Département, et du stade de Vaujours ;

- L'Etat (Ministère des Armées) propriétaire des terrains situés au sud-ouest du parc (7 ha), comprenant aujourd'hui : le Château, désaffecté, et la place Dautriche, espace non ouvert au public ; le Musée des Poudres et ses annexes ; un Poney-club ; une parcelle située sur la commune de Villepinte, occupée en partie par une extension du centre de loisirs de Vaujours, appartient également au Ministère.

- Le Département, propriétaire, du bois de la Tussion, fermé au public (18 ha) et du bois des Sablons (4 ha), intégré au périmètre du parc, ainsi que du golf (13 ha) situé en bordure ouest du parc, et dont la gestion est déléguée à un opérateur privé ;

- Réseau Ferré de France, propriétaire de la voie ferrée et de ses abords ;

- La Ville de Paris, propriétaire du Canal de l'Ourcq et de ses berges (19 ha).

Le périmètre sur lequel a été élaborée la stratégie du projet d'avenir correspond à l'ensemble du site Poudrerie. Il comprend les emprises des deux ministères et celles du Département, étant entendu que les emprises du ministère des Armées ainsi que celles de la Ville de Paris et de RFF, ne sont pas visées par la convention de transfert de gestion entre l'Etat et le Département.

Article 2 : Les nouvelles orientations stratégiques du projet d'avenir

Afin de préserver et développer le parc de la Poudrerie, les signataires du protocole s'accordent sur les 4 orientations suivantes pour la période 2018-2022 :

- Révéler un patrimoine unique, en :
  - facilitant la compréhension de son histoire et de sa composition
  - poursuivant la rénovation du bâti

- Ouvrir le parc sur la ville, en :
  - améliorant les accès au parc
  - confortant sa notoriété

- Susciter les initiatives pour mieux accueillir des usagers plus nombreux, en :
  - valorisant le patrimoine bâti
  - développant de nouveaux services aux usagers
  - faisant évoluer le modèle économique du parc

- Intensifier les usages notamment au nord du parc, en :
  - rééquilibrant les usages entre le nord et le sud du parc
  - activant les franges du parc en offrant des services de parc de proximité aux usagers

Le contenu du projet d'Avenir est précisé en pièce annexe à la présente convention, annexe 1 présentation du projet d'Avenir – comité de pilotage du 20 octobre 2017.

Article 3 : Gouvernance et pilotage du projet d'avenir

3.1. GOUVERNANCE

3.1.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est l'instance de décision qui valide les grandes décisions sur la mise en œuvre du projet d'avenir.
Il comprend un représentant élu par collectivité territoriale et Etablissement public territorial signataires du protocole, et est co-présidé par le Président du Département et la Présidente de la Région ou leurs représentants. Le représentant de l'Etat y est associé.

3.1.2. Le comité technique

Le comité technique est l'instance technique en charge du suivi de l'avancement de la mise en œuvre du projet d'avenir.
Il comprend un référent technique par collectivité territoriale et Etablissement public territorial, et est animé par la Direction Nature Paysage et Biodiversité du Département.

3.1.3 Le conseil consultatif des associations

Le conseil consultatif des associations comprend les représentants des associations présentes sur le site de la Poudrerie.
Il est informé régulièrement de l'avancement de la mise en œuvre du projet d'avenir, et est réuni au moins une fois par an.

3.1.4 Le jury de l'Appel à manifestation d'intérêt

Un jury sera constitué afin de procéder à la sélection des candidats qui auront déposé un dossier complet dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt.
Il comprendra un représentant de chaque partenaire signataire du présent Protocole.

3.2. PILOTAGE DU PROJET D'AVENIR

Le Département pilote l'avancement et la réalisation du projet d'avenir.

Article 4 : Les conditions de mise en œuvre du projet d'avenir et les engagements financiers des parties

4.1. LES PRÉALABLES À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'AVENIR GARANTIS PAR L'ETAT

En 2017, afin de créer les conditions de mise en œuvre du projet d'avenir, l'Etat s'est engagé à travers une contribution exceptionnelle et forfaitaire comprenant :

- l'attribution de 2 millions d'euros au titre de la Dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL), afin de mettre en sécurité et réhabiliter 3 bâtiments en péril : le centre nature de Villepinte, le centre nature de Sevran et la grande halle de Villepinte. Ce montant nécessite un cofinancement de 20% du coût du projet par les collectivités locales.

- une dépense de 108 000 euros afin d'engager les travaux de dépollution de 4 zones du parc, conformément à ses engagements passés.

- un transfert de la gestion de l'ensemble du parc (propriétés du Ministère de l'Ecologie) au Département, à titre gracieux et pour une durée illimitée à partir de 2018. Ce transfert de gestion correspond à un renoncement de l'Etat d'une cession estimée à 14 millions d'euros.

4.2. L'ASSOCIATION DE NOUVEAUX PARTENAIRES À LA VIE DU SITE, VIA LE LANCEMENT DÈS 2018 D'UN APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

On compte près de 9 000 m² de surfaces bâties dans le parc, auxquelles s'ajoutent les 8000 m² de bâtiments des emprises riveraines du Ministère des Armées, partie intégrante du site historique. Ces bâtiments, en partie sous-utilisés, présentent un fort intérêt architectural et peuvent accueillir une grande diversité d'activités. En effet, il existe un fort potentiel pour le développement d'une offre de services à la population d'envergure à la fois locale, départementale et métropolitaine. Les possibilités de valorisation sont multiples et peuvent être imaginées dans les domaines de la nature, du patrimoine, de la culture, du sport, des loisirs, du tourisme…

C'est à cette fin que sera lancé en 2018 un Appel à manifestation d'intérêt (AMI) afin de valoriser des bâtiments peu ou pas utilisés actuellement. L'objectif de cet appel à projet est d'identifier un ou plusieurs investisseurs susceptibles de développer des activités et services sur le site. La gestion, l'entretien et l'animation des bâtiments seront alors confiés au(x) candidat(s) retenu(s). En favorisant l'installation de nouveaux acteurs sur le site de la Poudrerie, cette démarche d'appel à projet ambitionne de renforcer le rayonnement et l'attractivité du site, de proposer de nouveaux services aux habitants et aux visiteurs du parc, et vise à générer de nouvelles recettes d'exploitation afin de diminuer la charge nette en fonctionnement pour les financeurs.

4.3. LES INVESTISSEMENTS RELATIFS À L'AMÉNAGEMENT DU PARC

Le parc, très fréquenté, nécessite des investissements afin de révéler sa

composition architecturale et paysagère mais aussi préserver son patrimoine vivant et enfin mieux accueillir ses usagers.

D'anciens tracés seront rénovés afin de souligner les perspectives essentielles de l'ancienne poudrerie.
La reprise d'une gestion sylvicole des boisements permettra la régénération des futaies âgées et dépérissantes. La traversée du Bois de La Tussion sera étudiée et mise en œuvre. Des réaménagements d'entrées ou de secteurs proches seront étudiés et réalisés, pour faciliter des usages de proximité. Des interventions seront nécessaires sur la réfection des allées et le renforcement de la signalétique.

La Région s'engage à participer aux futurs investissements sur les aménagements du parc à hauteur de 50% de l'enveloppe globale estimée à 3 800 000€ HT, soit une contribution de 1,9M€.

Le Département s'engage à financer à part égale de la Région, les 50% de l'enveloppe globale consacrée aux aménagements, estimée à 3 800 000 € HT.

4.4. LES INVESTISSEMENTS RELATIFS AU BÂTI

4.4.1. Bâti en péril : études et travaux

Les 3 bâtiments concernés sont : le centre nature de Villepinte, le centre nature de Sevran et la grande halle de Villepinte. Les études et travaux représentent un coût estimé à 2 500 000 € HT.

L'Etat contribuera aux études et travaux sur le bâti en péril en mobilisant 2 millions d'euros au titre de la DSIL.

L'Etablissement public territorial Paris Terre d'Envol assurera un financement des dépenses hors taxes à hauteur de 260 000 €.

La commune de Livry-Gargan participera aux dépenses à hauteur de 30 000 €.

La commune de Vaujours participera aux dépenses à hauteur de 10 000 €.

La Région s'engage à financer à hauteur de 200 000 € afin de compléter le tour de table financier.

Le Département assurera la maîtrise d'ouvrage de ces études et travaux relatifs au bâti en péril. A cette fin, une convention de maîtrise d'ouvrage unique sera signée entre le Département et l'EPT Paris Terre d'Envol, bénéficiaire du financement DSIL. Les trois bâtiments concernés resteront confiés en gestion à l'EPT pendant la durée des travaux, à travers une convention de transfert de gestion spécifique entre le Département et l'EPT.

4.4.2. Etudes et travaux sur le bâti hors péril

En fonction des priorités et opportunités de valorisation du bâti et en fonction des travaux d'urgence nécessaires, des investissements de rénovation et de mise en sécurité de bâtiments situés dans l'enceinte du parc actuel seront

programmés après validation par le comité de pilotage.
L'AMI pourra être également l'occasion d'une prise en charge de certaines rénovations de bâtiments à fort potentiel par des opérateurs privés.

Parmi les besoins reconnus par l'ensemble des signataires du protocole, figurent d'ores et déjà la rénovation de la toiture du Forum Sud, la mise aux normes de différents bâtiments du parc pour en permettre une utilisation plus ouverte, et la rénovation des vestiaires du stade Eugène Burlot.

Les **collectivités signataires du Protocole** s'accordent pour examiner ensemble, dans le cadre du Comité de Pilotage, les modalités permettant de réunir le financement de ces travaux. Ils pourront notamment solliciter des financeurs tiers pour contribuer à celui-ci. Toute décision concernant des travaux sur d'autres bâtiments nécessitera la rédaction d'un avenant spécifique au présent protocole.

Article 5. Fonctionnement du parc et animation

5.1. PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU PARC

La Région et le Département s'engagent à financer à parts égales les dépenses de fonctionnement du parc de la Poudrerie sur la durée du présent protocole.

Pour les années 2018 et 2019, le montant des dépenses n'excédera pas 900 000€.

Ce montant sera révisé à la baisse pour les années suivantes, en fonction des optimisations réalisées en matière de dépenses de fonctionnement mais aussi grâce aux recettes d'exploitation générées suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt.

5.2. GESTION ET ANIMATION DES CENTRES NATURE ET DU STADE SPORTIF

Des conventions bilatérales entre le Département et les communes concernées : Vaujours, Villepinte et Livry-Gargan permettront de confier aux villes la gestion et l'animation des centres nature en activité et du stade sportif ; elles préciseront les responsabilités des parties.

Article 6 : Durée du protocole

Le présent protocole prend effet à compter de sa date de signature.
Il s'achèvera le 31 décembre 2022.

PROTOCOLE RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'AVENIR DU PARC FORESTIER DE LA POUDRERIE

ENTRE

Le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, représenté par son Président, M. Stéphane Troussel

Le Conseil régional d'Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse

L'Etablissement public territorial Paris Terre d'Envol, représenté par son Président, M. Bruno Beschizza

La commune de Livry-Gargan, représentée par son maire, M. Pierre-Yves Martin

La commune de Sevran, représentée par son maire, M. Stéphane Gatignon

La commune de Vaujours, représentée par son maire, M. Dominique Bailly

La commune de Villepinte, représentée par son maire, Mme Martine Valleton

ET EN PRÉSENCE DE

L'Etat, représenté par le Préfet de Seine-Saint-Denis, M. Pierre-André Durand

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-101

DU 24 JANVIER 2018

APPROBATION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION MODIFIÉ DU PLAN VERT DE L'ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Les délibérations n° CR 66-11 du 24 juin 2011 et CR 44-12 du 28 juin 2012 relatives aux « jardins solidaires en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 relative à la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016, portant approbation du règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016, relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, relative à la création du contrat d'aménagement régional ;

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017, relative au Plan Vert de l'Ile de France : la nature pour tous et partout ;

VU La délibération n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du règlement d'intervention du Plan Vert de l'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-190 portant création de l'ARB du 23 novembre 2017 ;

VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015, relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) ;

VU La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, approuvant le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-101 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

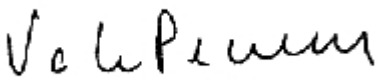
Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve le règlement d'intervention modifié pour la mise en œuvre du Plan Vert de l'Ile-de-France voté par délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017, présenté en annexe 1 à la délibération.

Abroge le règlement d'intervention initialement voté par délibération n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Plan Vert de l'Ile-de France : Règlement d'intervention

Plan Vert de l'Ile-de France : Règlement d'intervention

Conformément aux termes de la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017, et vu la délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017, la modification de règlement d'intervention pour la mise en œuvre du Plan Vert de l'Île-de-France est proposée ci-après.

Le règlement d'intervention fixe les modalités techniques et financières du soutien apporté par la Région aux maîtres d'ouvrage porteurs de projets concourant à la mise en œuvre du Plan Vert de l'Île-de-France. Il contribue à la réalisation des objectifs quantitatifs du Plan Vert qui visent à augmenter le ratio en mètres-carrés d'espaces verts et de nature ouverts au public par habitant ainsi qu'à améliorer l'accessibilité de ces espaces.

Le soutien de la Région concerne toutes les communes d'Île-de-France et porte sur deux grands volets :

- la mise en place de Contrats Verts dans les territoires très carencés en espaces verts,
- l'aide aux projets sur toute l'Île-de-France : études et travaux.

La création de la forêt de Pierrelaye n'est pas concernée par le présent règlement, la Région apportant un soutien spécifique à ce projet au titre du Syndicat Mixte de la plaine de Pierrelaye (délibération n° CR2017-78).

1. DES CONTRATS VERTS AVEC LES TERRITOIRES TRES CARENCES

Pour accompagner de manière dynamique les territoires les plus sensibles du point de vue du manque d'espaces verts, la Région met en place des Contrats Verts avec les collectivités territoriales ou leurs établissements publics. Un Contrat vert est une démarche de conception d'un projet stratégique global relatif aux espaces verts portés par une commune ou une intercommunalité.

1.1 Objectifs du Contrat Vert

Le Contrat Vert est destiné à favoriser la réalisation d'actions en faveur des espaces verts et naturels dans les territoires très carencés, en assurant une cohérence d'intervention et en permettant une mise en commun de moyens techniques et financiers. Ce contrat qui se déploie à l'échelle communale ou intercommunale respecte les objectifs du Plan Vert de l'Île-de-France, du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Île-de-France et du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF).

1.2 Démarche du Contrat Vert

L'élaboration d'un Contrat Vert passe par la réalisation d'une phase de réflexion et d'études, véritable plan vert territorial à l'échelle du territoire de contractualisation. Après une étude de diagnostic et une concertation avec les habitants, cette réflexion a une visée opérationnelle et débouche sur un programme de travaux comportant une programmation précise des actions à mener sur le territoire pour la requalification, la création et l'ouverture au public d'espaces verts et de nature.

Le diagnostic territorial permet de préciser la carence en espaces verts, tant en termes de ratio que d'accessibilité, à l'échelle du territoire d'étude et de fonctionnalité des espaces

(social, végétalisation, climatisation de la ville, désimperméabilisation, biodiversité, maîtrise des ruissellements…).

La démarche de Contrat Vert s'attache à développer une approche territoriale intégrée prenant en compte :

- la dimension urbaine de l'espace vert,
- les types d'éléments constitutifs de la trame verte et bleue
- l'implantation d'espaces verts dans les espaces de transition tels que les fronts urbains,
- la mise en valeur du patrimoine et du paysage,
- la valeur écologique,
- les usages des espaces,
- la recherche des opportunités foncières pour l'aménagement ou la création d'espaces verts,
- les priorités du SDRIF en matière d'espaces verts.

Les Contrats Verts comportent également des propositions pour intégrer les orientations du Plan Vert de l'Île-de-France dans les documents d'urbanisme locaux des collectivités concernées.

1.3 Territoires éligibles, gouvernance et durée des Contrats Verts

Le Contrat permet la mise en œuvre de projets relevant de différents maitres d'ouvrage dans l'aire géographique qui le concerne.

Les porteurs de Contrats Verts sont les communes en situation très carencée, telles que définies par l'IAU dans le plan vert, ou les intercommunalités dont au moins 20 % de la population habite dans des communes très carencées. Le Contrat Vert est proposé par la collectivité après dialogue et consultation des maîtres d'ouvrage du territoire considéré.

Les Contrats Verts sont conclus pour une durée de 5 ans. Les études nécessaires à l'élaboration du Contrat Vert (études de planification et de programmation des actions) peuvent être financées en amont de la signature du Contrat. En revanche, le financement des projets ne s'applique qu'après signature.

Conformément aux missions qui leur sont confiées par la Région, l'AEV et l'ARB ont vocation à accompagner techniquement le porteur du Contrat Vert lors de la phase d'élaboration ainsi que dans le suivi de sa mise en œuvre.

Les aides accordées au titre du Contrat Vert sont détaillées au point 2.4.

2. DES PROJETS DE CREATION OU DE MISE EN ACCESSIBILITE D'ESPACES VERTS AIDES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Les dispositifs suivants permettent de financer des actions de mise en œuvre du Plan Vert, qu'elles soient ou non inscrites dans un Contrat Vert.

2.1 Nature des projets subventionnables

Sont éligibles aux financements de la Région tous les projets d'espaces verts et de nature ouverts au public, qu'il s'agisse de création ou d'aménagements permettant leur mise en accessibilité. Il s'agit notamment de projets comportant :

- des espaces verts allant du plus naturel au plus paysagé,
- des espaces verts accompagnant les infrastructures de transports ou de circulations douces, les espaces publics et les zones d'activité : liaisons vertes, berges, emprises routières et ferrées, alignements d'arbres…
- des espaces interstitiels, des friches, des délaissés situés dans les zones urbaines,
- des espaces publics à désimperméabiliser,
- des anciennes carrières,
- des jardins partagés, des jardins pédagogiques,
- des potagers pédagogiques,
- des toitures et terrasses végétalisées,
- de la création d'alignements arborés.

Ces projets, qui correspondent à des opérations de création ou de mise en accessibilité d'espaces et de sites, doivent s'inscrire dans les premiers objectifs du Plan Vert, qu'il s'agisse de l'augmentation du ratio de m² d'espaces verts ouverts au public par habitant ou d'amélioration de l'accessibilité aux espaces de proximité et aux espaces récréatifs de fin de semaine.

2.2 Dépenses éligibles (études et travaux)

Pour les contrats verts, la Région soutient les études de planification et de programmation conduisant à l'élaboration du projet d'ensemble.

Hors contrats verts, en termes d'études, sont éligibles au soutien de la Région les études pré-opérationnelles correspondant à l'ensemble des études de définition du projet permettant de préciser les travaux à mener et de prendre en compte toutes les fonctionnalités des espaces verts. Il s'agit notamment des études d'usage et de fréquentation des habitants, de réduction des effets d'îlots de chaleur, des inventaires et diagnostics écologiques ou des études de sols permettant une bonne élaboration du Dossier de consultation des entreprises (DCE).

En termes de travaux, les investissements éligibles sont précisés ci-après, en cohérence avec les grands types de fonctionnalités promues par le Plan Vert.

Les projets éligibles sont :

Sur tout le territoire francilien :

- la création d'espaces verts et de liaisons vertes ouverts au public,
- la mise en accessibilité d'espaces de nature,
- les jardins partagés et pédagogiques, dès lors qu'ils permettent l'association du public et qu'ils sont soutenus par les communes et les intercommunalités,
- les toitures et murs végétalisés accessibles au public.
- les créations d'alignement d'arbres.

Les travaux éligibles sont :

- les travaux d'aménagement des sols et des terrains en liaison directe avec la création d'espaces verts,
- les plantations recourant à une grande diversité de végétaux non allergènes :

    - consommant peu d'eau et présentant des propriétés intéressantes en termes de rafraîchissement et de gestion des eaux pluviales,
    - d'essences locales (plantes vivaces, herbacées, arbustives, arbres) ou d'arbres portant des fruits comestibles avec une priorité pour ceux labellisés « Végétal local » ou équivalent,
- les frais directement associés, tuteurs, paillage, clôtures…
  NB : Les plantes reconnues comme invasives en Île-de-France sont exclues,
- pour les jardins partagés et pédagogiques : l'ensemble des équipements et des dépenses liés à l'aménagement et à l'activité de jardinage (aménagements du terrain, cabanes, clôtures…), hors petit matériel (outils de jardinage notamment).
- les dépenses liées à l'accessibilité des espaces verts : cheminements avec revêtement perméable, aménagement d'accès, équipements de base pour accueil du public, clôtures, accès PMR (personnes à mobilité réduite).
- les aménagements favorables à la biodiversité et à la faune (nichoirs, passages faune, mares, zones humides, …)
- les travaux de désimperméabilisation et gestion des ruissellements du site
- dans la limite de 20 % maximum du montant global du projet, les dépenses liées aux projets pourront inclure des dépenses qui concourent au bien-être et au cadre de vie : mobilier urbain durable, éclairage écologique (avec extinction ou baisse d'intensité nocturne), les espaces et matériels pédagogiques

LES DEPENSES SUIVANTES NE SONT PAS ELIGIBLES AUX AIDES REGIONALES

- le renouvellement de plantes et d'arbres d'alignement,
- les plantes annuelles et aménagements plantés temporaires,
- toutes les dépenses pour l'entretien, la gestion et la surveillance de l'espace, y compris le matériel,
- les équipements sportifs ou de jeux,
- les revêtements imperméables et les aménagements routiers.

2.3 Objectifs qualitatifs

La Région soutient les projets qui répondent aux objectifs qualitatifs du Plan Vert :

- conception d'**espaces végétalisés et favorables à la biodiversité** avec des espèces locales et non allergènes et contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue urbaine,
- aménagements favorables **à la lutte contre l'effet d'Îlot de chaleur** : les espaces verts ont un rôle important à jouer dans le cadre de l'adaptation au réchauffement climatique, la végétation ayant un effet de climatiseur urbain par un rafraîchissement des espaces,
- création d'espaces verts favorisant les **liens sociaux :** l'objectif premier donné au Plan Vert est de pouvoir offrir à tous les Franciliens des espaces verts et de nature offrant des espaces de convivialité,
- participation à la **désimperméabilisation des sols et à la maîtrise des ruissellements,** accompagnées d'une végétalisation.

Dans l'examen des dossiers, une attention particulière est portée aux clauses environnementales adossées aux marchés permettant notamment :

- de valoriser un circuit court de production francilienne pour les végétaux,
- d'introduire des végétaux labélisés « végétal local »,
- de prévoir, pour les entreprises intervenantes, la mise en place de pénalités chiffrées et dissuasives visant à protéger le patrimoine arboré en phase chantier.

Lorsque le maître d'ouvrage a recours à des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées, le plafond d'aide est majoré.

2.4 Modalités de financements

Qu'il s'agisse d'études ou de travaux, les aides de la Région correspondent exclusivement à des dépenses d'investissement.

Les modalités d'attribution de ces aides sont les suivantes[1] :

TERRITOIRES EN CONTRAT VERT et communes très carencées

Elaboration du Contrat Vert *(études de planification et de programmation des actions)*	
Taux de subvention	50 %
Contrat Vert communal *Montant maximum de subvention régionale*	50 000 €
Contrat Vert intercommunal *Montant maximum de subvention régionale*	150 000 €
Projets : études pré-opérationnelles, travaux et acquisitions	
Taux de subvention	50 %
Montant maximum de subvention régionale par projet	500 000 € Lorsque le maître d'ouvrage a recours à des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées, le plafond d'aide est porté à 600 000 €

AUTRES TERRITOIRES

Projet : études pré-opérationnelles et travaux	
Taux de subvention	40 %
Montant maximum de subvention régionale par projet *Les montants des études pré-opérationnelles sont plafonnés à 10 % du montant total du projet*	500 000 € Lorsque le maître d'ouvrage a recours à des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées, le plafond d'aide est porté à 600 000 €

A l'échelle d'un territoire communal, un même maître d'ouvrage ne peut bénéficier de plus de deux projets de même nature subventionnés par la Région.

[1] *A titre indicatif, les références ci-dessous pourront utilement orienter les candidats dans l'équilibre de leur projet, et être utilisées par le comité de programmation pour évaluer l'efficience de l'aide régionale.*
Coût plafond de référence au m² par tranche de projet :
- *De 0 à 0,5 ha : 100 €/m²*
- *De 0,5 à 2 ha : 50 €/m²*
- *Au-delà de 2 ha : 25 €/m²*

3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES REGIONALES

3.1 Instruction des dossiers

Les dossiers sont instruits au niveau Avant-Projet (AP) ou Dossiers de consultation des entreprises (DCE). Le dossier s'attache à intégrer les différentes fonctionnalités des espaces verts et, pour susciter des propositions qualitatives et innovantes, sollicite la proposition de variantes.

Le porteur de Contrat Vert et les maîtres d'ouvrage peuvent bénéficier de l'expertise conjointe de l'Agence des espaces verts et des services de la Région pour l'accompagnement dont ils auraient besoin dans la conception de leurs projets. Cette expertise peut notamment être sollicitée pour :

- l'aide à évaluation de la pertinence d'une initiative, notamment en matière de biodiversité (mise à disposition des données naturalistes existantes, accompagnement sur les diagnostics écologiques),
- la sensibilisation des élus et des agents à la qualité des projets,
- l'aide au recours à la maîtrise d'œuvre adaptée.

L'instruction technique des projets et l'accompagnement des porteurs de projets sont effectués par l'AEV.

3.2 Modalités d'attribution des aides

La Région lance chaque année plusieurs appels à projets en application du présent règlement. Les dossiers sont déposés de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales PAR.

Un comité de programmation est chargé de l'examen des projets. Ce comité, présidé par le Vice-président en charge de l'écologie et du développement durable, associe l'IAU, l'AEV, l'Agence régionale pour la biodiversité et les services de la Région. Le comité de programmation veille à la qualité des dossiers et à la répartition équilibrée des projets sur le territoire francilien.

Les aides régionales concernent des opérations situées sur le domaine public en conformité avec les obligations administratives nécessaires. Elles font l'objet d'une convention financière avec le bénéficiaire, qui fixe notamment les modalités de versement de la subvention et celles relatives à l'information par affichage public avec apposition du logo de la Région conformément à sa charte graphique.

Lorsque les opérations concernent le domaine privé, elles doivent obligatoirement avoir fait l'objet d'une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) ou d'une DIG (Déclaration d'Intérêt Général). Les conditions d'entretien doivent alors être précisées et contractualisées par une convention.

Le taux cumulé des aides publiques aux collectivités ne peut dépasser 70 % du montant hors taxe des dépenses en investissement. Ces aides sont accordées dans la limite des dotations annuelles régionales en faveur du Plan vert.

Les subventions sont accordées aux maîtres d'ouvrage des opérations. Dès lors qu'un maître d'ouvrage intervient pour le compte d'un ou plusieurs autres maîtres d'ouvrages, celui-ci doit avoir reçu délégation de la part de ces derniers.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région.

3.3 Bénéficiaires des subventions régionales

Sont éligibles les bénéficiaires suivants :

- les communes,
- les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- les établissements publics territoriaux d'Ile-de-France,
- les syndicats mixtes,
- les départements,
- les bailleurs sociaux publics ou privés (OPHLM, SAHLM, etc.),
- les établissements publics d'aménagement dès lors qu'ils interviennent sur le périmètre de compétence défini dans leurs statuts,
- toute autre personne publique, para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée (concession d'aménagement ou autres). Dans ce cas, sont éligibles les actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (SEM, SPL, ou tout autre type d'opérateur) dans le cadre d'un contrat relevant du titre I du livre quatrième de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales (DSP, concession de travaux, marché de partenariat) ou de l'article L. 300.4 du code de l'urbanisme (concession d'aménagement) et bénéficiant d'une participation financière de la commune ou de l'EPCI. La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur la collectivité concédante pour la réalisation de l'opération susmentionnée, et ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).
- les grandes entreprises de service public,
- les établissements privés d'enseignement secondaire général,
- les universités et les organismes de recherche,
- les associations.

3.4 Constitution des dossiers de demande de subvention

Outre le courrier de saisine adressé à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, le dossier de demande de subvention doit comprendre les pièces suivantes :

- la délibération du maître d'ouvrage approuvant l'opération, présentant le plan de financement et sollicitant les aides financières,
- les délibérations et le cas échéant la convention, lorsque l'un des maîtres d'ouvrage délègue la maîtrise d'ouvrage à une autre collectivité (ces documents précisent notamment la propriété de l'ouvrage lorsque l'opération est achevée),
- un mémoire explicatif détaillé ou une étude de faisabilité du projet précisant notamment le gain attendu en termes de services rendus, au regard des fonctionnalités promues par le Plan Vert d'Île-de-France,
- un plan de masse du projet, accompagné d'un dossier photographique, précisant la destination et l'usage actuels et futurs des différentes surfaces concernées (espaces verts, gestion différentiée, désimperméabilisation, etc…),
- le(s) dossier(s) d'avant-projet ou de consultation des entreprises,
- le devis estimatif détaillé et le plan de financement prévisionnel du projet,
- le calendrier prévisionnel de réalisation,
- un engagement relatif à la mise à disposition du public,
- le respect des mesures d'accompagnement d'ordre administratif, réglementaire ou technique,

- une notice présentant la procédure administrative et son niveau d'avancement pour les opérations qui nécessitent la prise d'une DUP ou d'une DIG, ou qui sont soumises à déclaration ou à autorisation au titre de la loi sur l'eau,
- les conventions passées avec les propriétaires fonciers lorsque l'ouvrage est réalisé sur domaine privé,
- le certificat administratif de non récupération de la TVA le cas échéant,
- un RIB,
- le numéro de SIRET,
- la fiche SIREN,
- une lettre d'engagement de la structure à embaucher un ou plusieurs stagiaires pour une durée minimum de deux mois (Mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens (CR n° 08-16 du 18 février 2016),
- la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité signée, pour tous les porteurs de projets à l'exception des collectivités territoriales et de leurs groupements,
- pour les associations, le dossier devra comprendre également :
    - la copie des statuts de l'organisme,
    - la copie certifiée du compte de résultats et du bilan du dernier exercice certifié par un commissaire aux comptes si nécessaire,
    - les références des opérations réalisées en tant que maître d'ouvrage.

3.5 Visibilité de l'action régionale

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, les bénéficiaires des subventions régionales s'engagent à valoriser la contribution régionale dans toutes leurs actions et supports de communication, promotion et médiatisation liées à l'objet de ce soutien. De plus, ils s'engagent à informer suffisamment en amont la Région de tous événements, manifestations et opérations de valorisation des projets subventionnés afin que celle-ci puisse le cas échéant être représentée.

Les obligations à respecter par les bénéficiaires en la matière sont détaillées dans les conventions de financement.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-052

DU 24 JANVIER 2018

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) ET CONTRAT RÉGIONAL TERRITORIAL (CRT) - AFFECTATIONS CAR AVEC MORAINVILLIERS CRT D'ETIOLLES - AVENANT 1

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial - CRT ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du contrat d'aménagement régional – CAR ;

VU Le CRT conclu avec la commune Château-Landon (77) et approuvé par la délibération n° CP 13-278 du 4 avril 2013 ;

VU Le CRT conclu avec la commune d'Etiolles (91) et approuvé par la délibération n° CP 15-549 du 11 juillet 2013 ;

VU Les CRT conclus avec les communes de Bourron-Marlotte (77) et Gonesse (95) et approuvés par la délibération n° CP 15-487 du 9 juillet 2015 ;

VU Le CRT conclu avec la commune de Menucourt (95) et approuvé par la délibération n° CP 15-678 du 8 octobre 2015 ;

VU Le CRT conclu avec la commune de Créteil (94) et approuvé par la délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016 ;

VU Le CRT conclu avec la commune de Marly-le-Roi (78) et approuvé par la délibération n° CP 16-289 du 7 juillet 2016 ;

VU Les CRT conclus avec les communes de Chessy (77) et Vaux-sur-Seine (78) et approuvés par la délibération n° CP 16-291 du 7 juillet 2016 ;

VU Le CRT conclu avec la commune de Viry-Châtillon (91) et approuvé par la délibération n° CP 16-598 du 16 novembre 2016 ;

VU Le CRT conclu avec la commune de Chevreuse (78) et approuvé par la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 ;

VU Le CAR conclu avec la commune de Saint-Chéron (91) et approuvé par la délibération n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 ;

VU Le CAR conclu avec la commune de Saint-Maur-des-Fossés (94) et approuvé par la délibération n° CP 2017-421 du 20 septembre 2017 ;

VU Le CAR conclu avec la Communauté d'agglomération du Val Parisis (95) et approuvé par la délibération n° CP 2017-422 du 20 septembre 2017 ;

VU Le CAR conclu avec la commune de Dugny (93) et approuvé par la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-052 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve l'avenant relatif au contrat régional territorial de la commune d'Etiolles, joint en annexe 1 de la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif « contrat d'aménagement régional » et « contrat régional territorial »,

d'une part, de conclure avec la commune de Morainvilliers, pour les opérations récapitulées dans l'échéancier prévisionnel ci-joint en annexe 2 (et détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 3), un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 3, inscrites dans le contrat d'aménagement régional défini ci-dessus et relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) et aux contrats régionaux territoriaux (CRT) susvisés.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif ci-joint en annexe 4 à la délibération, d'un montant total de **5 546 025,71 €**, mobilisé ainsi :

- **2 006 813,15 €** sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) : « Contrat d'aménagement régional », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional » du budget 2018.

- **440 000,00 €** sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100206 « Contrats d'aménagement régional – équipements culturels et artistiques – actions territorialisées » du budget 2018.

- **157 944,72 €** sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en région », action 13100406 « Contrats d'aménagement régional – patrimoine – actions territorialisées » du budget 2018.

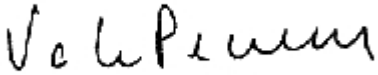
- **1 625 978,34 €** sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-005 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – Actions territorialisées », action 13200501 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – actions territorialisées » du budget 2018.

- **1 315 289,50 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 21 « Enseignement du 1er degré », programme HP 21-001 « Contrats d'aménagement régional – écoles du premier degré – Actions territorialisées », action 12100101 « Contrats d'aménagement régional – écoles du premier degré – actions territorialisées » du budget 2018.

Article 3 :

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans les fiches projets en annexe 3 et au regard des motifs exposés dans celles-ci.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : AVENANT DOCUMENT CONTRACTUEL

AVENANT N° 1 AU CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL
D'ETIOLLES (91)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional,

ET D'AUTRE PART :

La Commune d'Etiolles, représentée par le Maire.

Après avoir rappelé :

- le contrat régional territorial d'Etiolles notifié le 8 août 2013 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 13-549 du 11 juillet 2013,
- la délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial,
- la délibération du Conseil municipal du 20 juin 2017

Et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-052 en date du 24 janvier 2018

Considérant la nécessité d'abandonner l'opération « Restructuration du cœur de village » et de la remplacer par l'opération « Réalisation d'une maison des associations » . En effet, les travaux de restructutration du cœur de village ont dû être reportés car ils sont liés aux travaux de voirie qui doivent être réalisés par la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart dans le cadre de leur inscription à la Programmation Pluriannuelle d'Investissement.

Article 1 :

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial – Etiolles (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE		DETAIL DU TAUX (PLAFONNE A 50 %)								
			2013	2014	2015	2016	2017	Montant en €	TAUX % (plafond à 50 %)	Taux plancher 15 %	Réduction des inégalités sociales et territoriales	Logements sociaux				Eco-responsabilité*	Exemplarité SDRIF **
												Malus 10 %	5%	10%	15%	5%	5%
Extension du centre technique municipal	538 713,00 €	538 714,00 €	70 000,00	210 000,00	210 000,00	48 713,00		134 678,25	25%	15%			5%				5%
Restructuration du cœur de village	1 014 097,00	1 014 098,00	18 000,00	10 000,00	330 000,00	330000	326 097,00	253 524,25	25%	15%			5%				5%
TOTAL	**1 552 810,00**	**1 552 812,00**	**88 000,00**	**220 000,00**	**540 000,00**	**378 713,00**	**326 097,00**	**388 202,50**									
	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION		**22 000,00**	**55 000,00**	**135 000,00**	**94 678,25**	**81 524,25**	**388 202,50**									

Tableau modifié – Etiolles (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION							DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE		DETAIL DU TAUX (PLAFONNE A 50 %)								
			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Montant en €	TAUX % (plafond à 50 %)	Taux plancher 15 %	Réduction des inégalités sociales et territoriales	Logements sociaux				Eco-responsabilité*	Exemplarité SDRIF **
														Malus 10 %	5%	10%	15%	5%	5%
Extension du centre technique municipal	538 713,00	538 714	70 000	210 000	210 000	48 713,00				134 678,25	25%	15%			5%				5%
Réalisation d'une maison des associations	1 168 430,33	1 014 097						245 059,00	922 371,33	253 524,25	25%	15%			5%				5%
TOTAL	**1 707 143,33**	**1 552 810**								**388 202,50**									
	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION		**17 600**	**62 600**	**62 600**	**12 178,26**	**0,00**	**61 514,75**	**230 592,83**										

Article 2 :
Abandon de l'opération de « Restructuration du cœur de village » remplacée par l'opération « Réalisation d'une maison des associations».

Article 3 :
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées**.**

Fait en deux exemplaires originaux.

A Etiolles, le
Pour la Commune d'Etiolles
Le Maire

Philippe JUMELLE

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : ECHEANCIER PREVISIONNEL

Echéancier financier prévisionnel

Contrat d'aménagement régional de la commune de Morainvilliers (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION (en % de travaux réalisés)			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2018	2019	2020	Taux %	Montant en €
Terrains de tennis, Padel, Club House	1 010 048	1 010 048	303 014,40	707 033,60		40%	404 019,20
Restructuration bâtiments publics	93 335	93 335	93 335,00			40%	37 334,00
Restructuration et rénovation de la mairie	40 000	40 000			40 000,00	40%	16 000,00
Total	**1 143 383**	**1 143 383**	396 349,40	707 033,60	40 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			158 539,76	282 813,44	16 000,00	40%	457 353,20

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES-PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024634

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR TERRAINS DE TENNIS, PADEL ET CLUB HOUSE - MORAINVILLIERS (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 010 048,00 €	40,00 %	404 019,20 €
	Montant Total de la subvention		404 019,20 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132005-1700
13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORAINVILLIERS
Adresse administrative : PL DE L'EGLISE
78630 MORAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Fabienne DEVEZE, Maire

N° SIRET : 21780431900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (bureau de contrôle, frais de dossier, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 744,25 ha
Population (INSEE 2014) : 2714
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 77,78%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise

TIM : Confluence Seine-Oise
SCOT : Hors SCOT
PLU : approuvé en 2008
PLUI : en cours d'élaboration

Les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues par la municipalité et présentées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sont les suivantes :
- Préserver l'identité rurale du village et les paysages agricoles : préservation des espaces naturels, des espaces agricoles, des paysages, du patrimoine bâti
- Prévoir un développement diversifié de la population : une reprise modérée de la croissance démographique et une mixité sociale
- Mener une politique d'équipements cohérente : renforcement de la structure d'équipement et de service
- Développer des extensions urbaines de qualité : le choix de sites appropriés, prendre en compte les contraintes des futures infrastructures et prévoir des espaces tampons au sud du hameau de Bures
- Prévoir l'évolution et la diversification des activités : un renforcement de la dynamique «activités» et des emplois, tendre vers un meilleur ratio habitat/emplois
- Maîtriser les trafics automobiles et développer les circulations douces : amélioration de la desserte, développement des liaisons piétonnes et cyclistes

Les opérations inscrites dans le présent contrat sont :
- Terrain de tennis couverts, padel, club house : le coût est estimé à 1 010 048 € HT,
- Restructuration de bâtiments publics : maison des associations et salle des jeunes : le coût est estimé à 93 335 € HT,
- Restructuration et rénovation de la mairie : le coût est estimé à 40 000 € HT.

Description :
Terrains de tennis couverts, padel, club house (Bures) :
Le projet se situe à l'emplacement actuel des deux terrains de tennis devenus impraticables.
Démarche :
- le bâtiment en ossature bois accessible directement depuis le parking comprendra 2 courts de tennis couverts et le club house. Il permettra de mener les enseignements en parallèle de la pratique libre des adhérents quelles que soient les conditions climatiques, de recevoir les équipes lors de compétions officielles, évitant annulations ou reports et de favoriser les pratiques handisport,
- un club house doté de sanitaires, accessible personne à mobilité réduite (PMR),
- le terrain de Padel composé d'une structure métallique démontable avec panneaux vitrés, sera implanté en plein air à proximité des terrains de tennis couverts et du club house. Il permettra d'offrir aux membres du club une alternative au tennis et de capter une nouvelle clientèle tels que les seniors et les femmes.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MORAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	886 661,00	87,78%
HONORAIRES	123 387,00	12,22%
Total	1 010 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	404 019,20	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Alloué	303 014,40	30,00%
COMMUNE	303 014,40	30,00%
Total	1 010 048,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 401,20 €
2019	282 814,00 €
2020	80 804,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027082

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR - RESTRUCTURATION ET RENOVATION DE BÂTIMENTS PUBLICS - MORAINVILLIERS (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	93 335,00 €	40,00 %	37 334,00 €
	Montant Total de la subvention		37 334,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORAINVILLIERS
Adresse administrative : PL DE L'EGLISE
78630 MORAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Fabienne DEVEZE, Maire

N° SIRET : 21780431900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 744,25 ha
Population (INSEE 2014) : 2714
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 77,78%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM : Confluence Seine-Oise
SCOT : Hors SCOT
PLU : approuvé en 2008

PLUI : en cours d'élaboration

Les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues par la municipalité et présentées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sont les suivantes :
- Préserver l'identité rurale du village et les paysages agricoles : préservation des espaces naturels, des espaces agricoles, des paysages, du patrimoine bâti
- Prévoir un développement diversifié de la population : une reprise modérée de la croissance démographique et une mixité sociale
- Mener une politique d'équipements cohérente : renforcement de la structure d'équipement et de service
- Développer des extensions urbaines de qualité : le choix de sites appropriés, prendre en compte les contraintes des futures infrastructures et prévoir des espaces tampons au sud du hameau de Bures
- Prévoir l'évolution et la diversification des activités : un renforcement de la dynamique «activités» et des emplois, tendre vers un meilleur ratio habitat/emplois
- Maîtriser les trafics automobiles et développer les circulations douces : amélioration de la desserte, développement des liaisons piétonnes et cyclistes

Les opérations inscrites dans le présent contrat sont :
- Terrain de tennis couverts, padel, club house : le coût est estimé à 1 010 048 € HT,
- Restructuration de bâtiments publics : maison des associations et salle des jeunes : le coût est estimé à 93 335 € HT,
- Restructuration et rénovation de la mairie : le coût est estimé à 40 000 € HT.

Description :
Maison des associations et salle de jeunes (Bures) :
Plusieurs bâtiments publics sont concernés par un programme de travaux homogènes :
- La maison des associations : site de l'ancienne mairie, elle accueille plusieurs acteurs associatifs. La commune a initié en 2012 des travaux d'aménagement et d'isolation des combles et a planifié le ravalement et l'isolation des façades en 2017. Pour poursuivre ce programme pluriannuel de rénovation, la commune lance la dernière phase de rénovation accompagnée d'une restructuration des espaces du RDC et du 1er étage pour proposer plus d'activités au plus grand nombre et requalifier une partie du RDC utilisée en salle de classe jusqu'à fin 2016 en une bibliothèque lieu tiers,
- La salle des jeunes : insérée au sein du pôle sportif et associatif, elle est située près de la mairie et de la salle polyvalente. Mitoyenne d'une salle multisport, l'isolation phonique déficiente ne permet pas la cohabitation des diverses activités. La commune souhaite donc rénover la salle des jeunes pour élever le niveau de confort acoustique.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MORAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	93 335,00	100,00%
Total	93 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	37 334,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Alloué	28 000,50	30,00%
COMMUNE	28 000,50	30,00%
Total	93 335,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 867,00 €
2019	7 467,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019587

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR REAMENAGEMENT DE L'HOTEL DE VILLE ET DE SES ABORDS - SAINT CHERON (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	491 000,00 €	49,00 %	240 590,00 €
	Montant Total de la subvention		240 590,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CHERON
Adresse administrative : PARC DES DEUX TOURELLES
91530 ST CHERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marie GELE, Maire

N° SIRET : 21910540000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Population : 4 991 habitants (Insee 2014)
Superficie : 11,44 km²
Densité : 436 hab/km²
PLU approuvé le 12 juin 2007
Communauté d'agglomération : Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix
SDRIF : entité "Agglomération des pôles de centralité"
TIM : Vallée de Chevreuse

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial

partagé de la commune :
- préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine,
- entretenir et améliorer le patrimoine routier communal ainsi qu'améliorer la sécurité routière et piétonne sur le plus important axe du réseau secondaire.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) présent dans le PLU de la commune :
- valoriser le cadre de vie,
- développer le tissu d'équipements publics pour apporter une meilleure réponse aux besoins communaux et intercommunaux.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- le réaménagement de la place Edmond Vian : le coût est estimé à 308 000 € HT, plafonné à 308 000 € HT,
- les réaménagements de l'hôtel de ville et de ses abords : le coût est estimé à
491 000 € HT, plafonné à 491 000 € HT.

Description :
Le projet consiste en la rénovation complète de la mairie :
- pour les parties intérieures : revêtements de sols et murs des bureaux, couloirs et salles de l'hôtel de ville,
- pour les parties extérieures : ravalement complet de toute les façades du bâtiment et remise en état partielle de la toiture, y compris rénovation des parties en zinc.
Le projet comprend également la rénovation des abords du bâtiment : à savoir les espaces extérieurs du Parc des Tourelles (reprise du mur d'enceinte sur la partie ouest, des revêtements des façades sud et du pignon ouest de la salle d'Orgery, les espaces et cheminements piétons du parc des Tourelles ainsi que le réaménagement du parc de stationnement et de la zone de circulation en partie est).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-CHERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	491 000,00	100,00%
Total	491 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	240 590,00	49,00%
DEPARTEMENT (91) - attribué	100 000,00	20,37%
COMMUNE	150 410,00	30,63%
Total	491 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	192 472,00 €
2019	48 118,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	110 880,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	11 100,00 €
	Montant total	121 980,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022101

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR : AMENAGEMENT DES ABORDS DU CENTRE DE LOISIRS ET CREATION D'UN ESPACE PUBLIC - COMMUNE DE DUGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	272 000,00 €	50,00 %	136 000,00 €
	Montant Total de la subvention		136 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DUGNY
Adresse administrative : 1 RUE DE LA RESISTANCE
93440 DUGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André VEYSSIERE, Maire

N° SIRET : 21930030800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Opération n° 2 : Aménagement des abords du centre de loisirs et création d'un espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 31 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 387 ha
Population : 10420 hab. (Insee 2014)
Entité SDRIF Agglomération centrale
Surface urbanisée : 380,6 ha (98,35%)
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Paris Terres d'envol

TIM : Le Grand Roissy
Hors SCOT
PLU : opposable et en révision

Les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du PLU de Dugny s'organisent autour de 3 grands axes :
- Axe I : un territoire de projets au service de ses habitants
- Axe II : une ville-jardin, une identité et un cadre de vie à renforcer
- Axe III : inscrire Dugny durablement dans les dynamiques métropolitaines

Au regard des orientations présentées, la commune sollicite une demande de subvention au titre du contrat d'aménagement régional pour les opérations suivantes :
- Construction d'un Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH), pour un montant estimé à 2 304 000 €, plafonné à 1 728 000 € HT
- Aménagement des abords de cet équipement, pour un montant estimé à 272 000 € HT

Au-delà des simples raccordement et création de voirie et réseaux divers en vue de cette nouvelle construction, le souhait de la collectivité est de repenser et d'aménager les abords de ce nouvel équipement de proximité aux fins de faciliter le quotidien des habitants du quartier et des utilisateurs, en l'identifiant comme espace public à part entière.

Description :
La ville dispose d'un espace de près de 1 000 m² aux abords du futur centre de loisirs objet de la première opération de ce contrat. Elle entend faire de cet espace un espace public, tant par son aménagement que par sa fonctionnalité.

Le projet comprend : un espace dédié aux piétons sous forme de large parvis dédié aux modes doux (300 m²), une aire de stationnement de 12 véhicules (165 m²), une cours donnant directement sur le CLSH (345 m²) et des espaces végétalisés (150 m²).

Cette opération d'aménagement des abords du futur centre de loisirs sans hébergement amorce également une réflexion plus globale de réaménagement de l'espace public et des voiries au sein de ce quartier de la ville en vue, à terme, de permettre son ouverture sur son environnement immédiat, proposer une structuration des espaces et offrir aux habitants et usagers une cohésion urbaine et paysagère.

Ainsi, par cet aménagement, la ville a pour objectifs de répondre aux problématiques suivantes :
- valoriser l'identité du futur équipement, tout en permettant une ouverture sur son environnement immédiat,
- permettre l'intégration du bâtiment et de ses fonctionnalités dans le paysage urbain,
- favoriser une circulation douce depuis l'artère principale que représente la RD 114,
- entamer un projet plus global de désenclavement du quartier qui évolue en un véritable épicentre de type «campus» vers les espaces structurants que sont le Parc Georges Valbon, l'Aire des vents, les équipements d'enseignement alentours et le centre-ville,
- aménager un espace public identifié aux abords de l'équipement à venir, avec pour objectif affiché la mise en place d'un lieu d'intéraction accueillant, équipé de mobilier urbain pour créer un véritable lieu de rencontre pour les usagers et les habitants et leur permettre l'appropriation des lieux,
- répondre aux besoins des usagers en termes d'amélioration des cheminements piétons,
- mettre en place un réel espace public sécurisé.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat d'aménagement régional (CAR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	272 000,00	100,00%
Total	272 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	136 000,00	50,00%
COMMUNE	136 000,00	50,00%
Total	272 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	108 800,00 €
2019	27 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	17 640,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 732,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	224 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 160 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	864 000,00 €
	Montant total	2 281 232,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020413

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR - ESPACE D'ACCUEIL FLUVIAL - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 €	50,00 %	100 000,00 €
		Montant Total de la subvention	100 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132005-1700
13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 75.285 hab
Superficie : 1.126,22 ha
Densité : 66,8 hab/ha
PLU en cours d'élaboration depuis le 28 février 2013
EPCI : Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois (EPT n° 10)
SDRIF : entité Agglomération Centrale
TIM : La Vallée de la Marne

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial

partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable :
- objectif 1 : affirmer la responsabilité écologique de la ville
- objectif 2 : confirmer le caractère résidentiel historique de Saint-Maur-des-Fossés ainsi que ses caractéristiques urbaines, paysagères et patrimoniales
- objectif 3 : retrouvrer un équilibre démographique pour toutes les générations

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional portent sur :
- la rénovation des groupes scolaires, Marinville, Diderot, Mûriers, Michelet et Champignol : le coût est estimé à 1.850.000 € HT, plafonné à 740.000,00 € HT,
- l'implantation d'aires de jeux libres : le coût est estimé à 300.000,00 € HT, plafonné à 180.000,00 € HT,
- l'aménagement intérieur du théâtre : le coût est estimé à 1.100.000 € HT, plafonné à 880.000 € HT,
- l'aménagement d'un espace d'accueil fluvial pour activité nautique de loisirs : le coût est estimé à 320.000 € HT, plafonné à 200.000 € HT.

Description :
La ville de Saint-Maur-des-Fossés bénéficie de 12,5 km de promenade en bord d'eau et a la particularité d'être dans sa quasi-totalité entourée par la Marne.
Insérée dans le dernier méandre de la Marne et bordée par les coteaux de Chennevières et par les villes de Joinville-le-Pont, Champigny-sur-Marne, Chennevières-sur-Marne, Sucy-en-Brie, Bonneuil-sur-Marne, Créteil et Maisons-Alfort, elle offre ainsi un cadre de vie exceptionnel grâce à la richesse écologique des bords de Marne et son chapelet d'îles dans un tissu urbain de l'agglomération parisienne.

A l'échelle de la Région et du Département, les bords de Marne constituent un itinéraire de promenade doux (piétons et cycles), qui contribue au tourisme naturel et culturel et au loisir au bord de l'eau et qui en valorise le cadre de vie et améliore la qualité de vie des Saint-Mauriens.

Le projet d'espace d'accueil fluvial s'articule autour de deux composantes de fonctionnement :
- un bungalow de 21 m², modulable et amovible (pour répondre notamment aux exigences du PPRI), permettant l'accueil du public ;
- des équipements en bordure de Marne pour l'embarcation et le stationnement des bateaux permettant transversalement de répondre à une valorisation du paysage, une diversification des habitats (pour la faune et la flore) et une amélioration de la qualité de l'eau par la création d'une roselière en pied de berge au niveau de l'accès au futur ponton flottant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	290 000,00	90,63%
Honoraires	30 000,00	9,38%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 000,00	31,25%
Commune	220 000,00	68,75%
Total	320 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	80 000,00 €
2019	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
2017	Contrat d’aménagement régional (CAR)	90 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	120 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	63 000,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	120 000,00 €
	Montant total	1 947 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020416

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR- AMENAGEMENT INTERIEUR DU THEATRE - SAINT MAUR DES FOSSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	880 000,00 €	50,00 %	440 000,00 €
		Montant Total de la subvention	440 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-1700
13100206- Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 75.285 hab
Superficie : 1.126,22 ha
Densité : 66,8 hab/ha
PLU en cours d'élaboration depuis le 28 février 2013
Communauté d'agglomération : Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois (EPT n° 10)
SDRIF : entité Agglomération Centrale
TIM : La Vallée de la Marne

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial

partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable :
- objectif 1 : affirmer la responsabilité écologique de la ville
- objectif 2 : confirmer le caractère résidentiel historique de Saint-Maur ainsi que ses caractéristiques urbaines, paysagères et patrimoniales
- objectif 3 : retrouvrer un équilibre démographique pour toutes les générations

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional portent sur :
- la rénovation des groupes scolaires, Marinville, Diderot, Mûriers, Michelet et Champignol : le coût est estimé à 1.850.000 € HT, plafonné à 740.000,00 € HT,
- l'implantation d'aires de jeux libres : le coût est estimé à 300.000,00 € HT, plafonné à 180.000,00 € HT,
- l'aménagement intérieur du théâtre : le coût est estimé à 1.100.000 € HT, plafonné à 880.000 € HT,
- l'aménagement d'un espace d'accueil fluvial pour activité nautique de loisirs : le coût est estimé à 320.000 € HT, plafonné à 200.000 € HT.

Description :
Les travaux à réaliser dans le cadre de l'aménagement intérieur du théatre sont de trois ordres :
- restituer le degré coupe-feu (CF) des différents volumes qui se traduira principalement par le remplacement de certaines menuiseries,
- remplacer le système de sécurité incendie (SSI) obsolète, faire la mise à niveau incendie par la mise en oeuvre de dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ainsi que la levée des non-conformités détectées lors des visites périodiques. Seront parallèlement pris en compte des travaux visant à répondre aux besoins fonctionnels scénographiques afin de les rendre compatibles avec l'isolement CF attendu,
- améliorer l'hygiène par le remplacement du réseau d'alimentation d'eau potable (AEP) et du système de production d'eau chaude sanitaire (ECS).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	990 700,00	90,06%
HONORAIRES	109 300,00	9,94%
Total	1 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	440 000,00	40,00%
COMMUNE	660 000,00	60,00%
Total	1 100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	352 000,00 €
2019	88 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	90 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	120 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	63 000,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	120 000,00 €
	Montant total	1 947 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020417

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR - RENOVATION DES GROUPES SCOLAIRES - SAINT MAUR DES FOSSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	740 000,00 €	50,00 %	370 000,00 €
	Montant Total de la subvention		370 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 75.285 hab
Superficie : 1.126,22 ha
Densité : 66,8 hab/ha
PLU en cours d'élaboration depuis le 28 février 2013
EPCI : Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois (EPT n° 10)
SDRIF : entité Agglomération Centrale
TIM : La Vallée de la Marne

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial

partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable :
- objectif 1 : affirmer la responsabilité écologique de la ville
- objectif 2 : confirmer le caractère résidentiel historique de Saint-Maur-des-Fossés ainsi que ses caractéristiques urbaines, paysagères et patrimoniales
- objectif 3 : retrouvrer un équilibre démographique pour toutes les générations

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional portent sur :
- la rénovation des groupes scolaires, Marinville, Diderot, Mûriers, Michelet et Champignol : le coût est estimé à 1.850.000 € HT, plafonné à 740.000,00 € HT,
- l'implantation d'aires de jeux libres : le coût est estimé à 300.000,00 € HT, plafonné à 180.000,00 € HT,
- l'aménagement intérieur du théâtre : le coût est estimé à 1.100.000 € HT, plafonné à 880.000 € HT,
- l'aménagement d'un espace d'accueil fluvial pour activité nautique de loisirs : le coût est estimé à 320.000 € HT, plafonné à 200.000 € HT.

Description :
L'opération de rénovation des groupes scolaires consiste au remplacement des menuiseries extérieures dans le cadre de la rénovation énergétique pour l'ensemble des groupes scolaires ci-dessous:
- Marinville
- les Mûriers
- Diderot
- Champignol
- Michelet,

à laquelle s'ajoute pour le groupe scolaire
- Champignol : la réfection de la toiture et de la charpente avec isolation thermique

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 850 000,00	100,00%
Total	1 850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	370 000,00	20,00%
Commune	1 480 000,00	80,00%
Total	1 850 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	90 000,00 €
2019	103 000,00 €
2020	103 000,00 €
2021	74 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	90 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	120 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	63 000,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	120 000,00 €
	Montant total	1 947 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020939

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CAR - AMENAGEMENT DE PISTES CYCLABLES SUR LA CHAUSSEE JULES CESAR (SUR LES COMMUNES DE PIERRELAYE, BEAUCHAMP ET TAVERNY)-CA VAL PARISIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	3 077 625,00 €	30,00 %	923 287,50 €
	Montant Total de la subvention		923 287,50 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Objet du projet : Dossier CAR : Création de pistes cyclables/modes actifs le long de la Chaussée Jules César à Pierrelaye, Beauchamp, Taverny, Le Plessis-Bouchard

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité d'une sécurisation urgente de la pratique des modes actifs sur un axe accidentogène qui dessert à la fois des gares, des équipements scolaires (lycées, collèges), sportifs et administratifs.

Objectifs :
La communauté d'agglomération du Val Parisis regroupe 15 communes sur un territoire de 87 km² pour 270 724 habitants.

[Hors SCOT]
TOL Vallée de Montmorency, TIM Confluence Seine-Oise, Unité urbaine Paris

Située à 10 km de la Défense et à 40 km de Roissy Charles de Gaulle, desservi par 16 gares et 4 axes routiers denses (A15, A115, RD14, RD392), le territoire de la communauté d'agglomération compte 15 000 entreprises (entreprises, professions libérales, commerçants, auto-entrepreneurs,...).

Le projet de l'intercommmunalité porte sur le réaménagement de la Chaussée Jules César sur les communes de Pierrelaye, Beauchamp et Taverny en créant des pistes cyclables.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durables de la ville de Pierrelaye :
- Conforter le réseau de liaisons douces à l'échelle de la commune (création de liaison douce structurante entre les gares de Pierrelaye et Montigny-Beauchamp et l'amélioration de la desserte et l'accessibilité gare)
- Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo. La commune de Pierrelaye vise une croissance de 10% d'ici à 2020 des déplacements en modes actifs (marche et vélo),

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durables de la ville de Taverny :
- Faciliter les déplacements et développer les modes alternatifs à la voiture,
- Préserver la qualité du cadre de vie des Tabernaciens et mise en valeur de son patrimoine vert (instauration d'une trame verte communale grâce aux bois et parcs et reliés par des liaisons douces),
- Protéger et étendre le réseau des circulations douces (liaisons douces vers les équipements publics, les commerces, lieux de travail, réalisation de nouvelles pistes cyclables, protection des sentes existantes),

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durables de la ville de Beauchamp :
- Aménager les voies structurantes, Chaussée Jules César et avenue du Général Leclerc (RD 106), pour améliorer le pilotage de l'espace public et traiter qualitativement le carrefour RD 106/ Chaussée Jules César,
- Faciliter et sécuriser les cheminements doux, en particulier vers les espaces publics et le centre-ville. La requalification de la Chaussée Jules César, sous maîtrise d'ouvrage de la CA Val Parisis s'articule avec le projet de Beauchamp de recomposition urbaine de l'ilot situé entre le cœur de ville et le pôle gare dans l'optique de renforcer la centralité et de constituer un trait d'union entre le centre-ville et le quartier de la gare.

Description :
La chaussée Jules César est un axe structurant de la Communauté d'agglomération Val Parisis. A ce titre, sa rénovation et son réaménagement ont été identifiés comme l'un des projets majeurs de l'agglomération. Dans ce cadre, une étude de faisabilité a été confiée aux bureaux d'études Degouy et BS Conception.

Le périmètre de l'opération couvre la chaussée Jules César de l'entrée de Pierrelaye jusqu'en limite de Franconville-Ermont. La mise en place d'un itinéraire cyclable sur l'ensemble de la Chaussée Jules César accompagnée autant que possible par la mise en valeur d'espaces verts et de plantations a été privilégiée. L'objectif final de cette opération de réaménagement vise la réalisation de 12 séquences sur la totalité du linéaire de la Chaussée Jules César.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 077 625,00	100,00%
Total	3 077 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE DE FRANCE	923 287,50	30,00%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS	2 154 337,50	70,00%
Total	3 077 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	720 000,00 €
2019	203 287,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Aide au développement de bornes de recharges électriques	206 500,40 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	418 140,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 825,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	80 000,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	834 939,00 €

2017	Politique de soutien à l’entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	12 640,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	873 000,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	50 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	12 250,00 €
	Montant total	2 505 294,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13020911

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - BOURRON-MARLOTTE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	53 800,00 €	15,00 %	8 070,00 €
	Montant Total de la subvention		8 070,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURRON MARLOTTE
Adresse administrative : 133 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77780 BOURRON-MARLOTTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre JOUBERT, Maire

N° SIRET : 21770048300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
Superficie : 1 124,89 ha
Population : 2 729 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 76 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CA du Pays de Fontainebleau
TIM : Gâtinais français
SCOT : CA du Pays de Fontainebleau
PLU : Opposable depuis 2013

Le projet d'aménagement et de développement durables porte sur les grands axes stratégiques suivants :
- agir pour une démographie équilibrée et dynamique,

- organiser le développement urbain,
- développer une économie durable,
- préserver l'environnement,
- gérer les déplacements.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial sont :
- la construction d'un restaurant scolaire avec création de voirie et préau pour un montant de 867 614 € HT,
- la construction d'une aire de stationnement et de ses accès pour un montant de 127 033 € HT,
- la création d'une aire de jeux pour un montant de 53 800 € HT.

Description :
La commune souhaite créer une aire de jeux pour les jeunes enfants (3 à 12 ans), car il n'en existe pas à proximité immédiate des divers équipements publics (école maternelle et élémentaire, salles des fêtes, bibliothèque, accueil de loisirs, mairie). Le skate parc jouxtant l'école maternelle devra être réduit de 25% afin de permettre la création de l'aire de jeux.

L'aire de jeux sera située près de l'aire de stationnement, sur le cheminement créé entre l'école et le parking.

Les travaux consisteront en :
- des travaux préliminaires,
- la réalisation d'une allée piétonnière,
- l'installation des jeux avec l'éclairage,
- la réalisation des espaces verts,
- la mise en place d'une clôture.

Le choix des jeux se portera sur des modules permettant de multiples activités :
- un portique balançoire deux sièges,
- une structure multi-jeux comprenant échelles fixes mobliles, corde et filet à grimper, mur d'escalade, hamac.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.
Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- BOURRON-MARLOTTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	49 551,09	92,10%
HONORAIRES	4 248,91	7,90%
Total	53 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	8 070,00	15,00%
COMMUNE	45 730,00	85,00%
Total	53 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 456,00 €
2019	1 614,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	173 522,80 €
2016	Contrat régional territorial	19 054,91 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	21 000,00 €
	Montant total	213 577,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13021720

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT REHABILITATION DE L'HOTEL DIEU - CHATEAU-LANDON (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	526 482,40 €	30,00 %	157 944,72 €
	Montant Total de la subvention		157 944,72 €

Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-1700
13100406- Contrats d'aménagement régional - patrimoine - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATEAU LANDON
Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE
77570 CHATEAU-LANDON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Pascale PINGUET, Maire

N° SIRET : 21770099600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 2949.79 ha
Population (INSEE 2014) : 3 124
Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
% Surfaces non urbanisées : 89,99 %

EPCI : Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing
TIM : Bocage gâtinais
SCOT : SIEP Nemours-Gâtinais
PLU : approuvé le 1er juin 2012

Les orientations du projet de développement urbain de Château-Landon sont les suivantes :
- préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, historique et culturel et le grand paysage,
- développer l'activité économique,
- permettre le renouvellement de la ville sur la ville,
- diversifier l'offre en logements pour une plus grande mixité sociale de l'habitat,
- améliorer et restructurer l'offre en équipements publics,
- affirmer la centralité,
- améliorer le fonctionnement urbain.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial sont :
- l'aménagement de la Place du marché : le coût est estimé à 664 671,76 € HT,
- l'extension de l'école maternelle : le coût est estimé à 821 482,72 € HT,
- l'aménagement du pourtour de l'église et de la Place Leclerc : le coût est estimé à 669 028,12 € HT
- la réhabilitation de l'Hôtel Dieu : le coût est estimé à 1 167 049 € HT, plafonné à 526 482,40 € HT.

Description :
L'ancien Hôtel-Dieu de Chateau-Landon est situé au centre de la vieille ville, il a été inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1986. Il comprend un bâtiment d'entrée construit au XIXe siècle, une cour et à l'arrière un bâtiment médiéval du XIIIe siècle. Il a été restauré aux XVIIe et XVIIIe siècles et également repris au XIXème siècle. En 1997, après observation de mouvements affectant les voûtes de la grande salle, il est fermé au public et la municipalité procède à des travaux de consolidation d'urgence.

Le bâtiment est actuellement dans un état alarmant et va être intégralement réhabilité, dans une perspective de valorisation du patrimoine de la commune et de renforcement de son attractivité touristique.
Le projet consiste à consolider les structures et à restaurer le bâtiment médiéval, à restaurer le bâtiment d'accès et ses entrées et à aménager l'édifice ainsi remis en état, pour y créer un espace culturel, permettant d'accueillir les visiteurs, de présenter la ville et son histoire, d'accueillir des expositions temporaires, des réunions et des concerts.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs contrat régional territorial (CRT) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.
Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- CHATEAU-LANDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 014 826,00	86,96%
HONORAIRES	152 223,00	13,04%
Total	1 167 049,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	157 944,72	13,53%
COMMUNE	233 409,28	20,00%
ETAT DETR - attribué	3 195,00	0,27%
ETAT Soutien à l'investissement public local - attribué	772 500,00	66,19%
Total	1 167 049,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	126 354,72 €
2019	31 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	200 708,44 €
2016	Contrat régional territorial	246 444,82 €
	Montant total	447 153,26 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000551

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT - REHABILITATION ET EXTENSION D'UN BATIMENT POUR Y IMPLANTER UNE SALLE POLYVALENTE - CHESSY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	388 000,00 €	20,00 %	77 600,00 €
		Montant Total de la subvention	77 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHESSY
Adresse administrative : 32 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77700 CHESSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier BOURJOT, Maire

N° SIRET : 21770111900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 576,61 ha
Population (INSEE 2014) : 4 842 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisées : 36,37%

Plan vert : Commune non carencée
EPCI : Communauté d'agglomération du Val d'Europe
TIM : La Vallée de la Marne
SCOT : commune hors SCOT
PLU intercommunal approuvé le 7 juillet 2016

La commune est propriétaire de la ferme des Tournelles qui offre la perspective d'une reconversion et d'un nouveau mode d'occupation, tout en préservant l'identité et l'unité du lieu.
La commune a donc décidé de procéder à la réhabilitation de la ferme qui accueillera, outre la salle polyvalente objet de la présente opération, l'école de musique et un auditorium, afin de poursuivre le programme engagé en 2016 comprenant quatre opérations au total.
Le coût de l'opération relative à la salle polyvalente est estimé à 624 000 € HT, plafonné à 388 000 € HT.

Description :
Le diagnostic de la commune de Chessy montre que la population est en forte croissance et rajeunit. Il manque un équipement urbain polyvalent et d'une surface adaptée au dynamisme local.
L'implantation de la salle polyvalente dans la ferme des Tournelles, élément structurant du bourg ancien, permettra aux habitants de participer à l'animation de ce secteur de la ville.

Le programme des travaux comprendra notamment, sur une surface totale de 207 m², les aménagements
- d'une salle polyvalente de 125 m² ;
- d'un hall d'accueil ;
- de locaux pour accueil du public et des manifestations diverses (sanitaires, locaux pour entreposer les vélos et le matériel d'animation).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	520 000,00	83,33%
HONORAIRES	104 000,00	16,67%
Total	624 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	77 600,00	12,44%
COMMUNE	546 400,00	87,56%
Total	624 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	47 080,00 €
2020	15 520,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	418 359,50 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	132 650,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 600,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	94 080,00 €
	Montant total	650 689,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015868

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS - CHEVREUSE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	410 000,00 €	10,00 %	41 000,00 €
	Montant Total de la subvention		41 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HERY-LE PALLEC, Maire

N° SIRET : 21780160400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 14 mars 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1358.05 ha
Population : 5 709 habitants (INSEE 2014)
Entité SDRIF : Agglomération centrale
Surfaces non urbanisées : 82 %

Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Haute Vallée de Chevreuse
TIM : Vallée de la Chevreuse - Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
PLU approuvé le 16 mars 2015

Le plan d'aménagement durable de la commune s'appuie sur un enjeu majeur tel que l'amélioration au quotidien de la qualité de vie des habitants en assurant la cohérence entre l'organisation spatiale et les usagers.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la construction d'un pôle petite enfance : le coût est estimé à 1 126 000 € HT, plafonné à 824 132 € HT,
- la construction d'une maison des associations : le coût est estimé à 2 107 000 € HT, plafonné à 1 761 900 € HT,
- l'aménagement des espaces de la maison des associations : le coût est estimé à 410 000 € HT.

Description :
Les espaces extérieurs doivent permettre le prolongement des activités à l'air libre. Ils seront simples d'accès et d'un entretien facile. Ils seront constitués des éléments suivants :
- parvis d'accès au centre,
- pelouse ou théâtre de plein air devant la salle polyvalente,
- espace convivial et intime à proximité du foyer jeunes,
- terrasse d'activités devant les ateliers.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	370 000,00	90,24%
HONORAIRES	40 000,00	9,76%
Total	410 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	41 000,00	10,00%
DEPARTEMENT 77 - Alloués	47 400,00	11,56%
SUBVENTION PNR - Alloués	60 000,00	14,63%
COMMUNE	261 600,00	63,80%
Total	410 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 500,00 €
2019	20 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	258 603,20 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	48 750,37 €
2017	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	15 000,00 €
	Montant total	347 353,57 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2016	21 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12002426

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT REHABILITATION RESTAURANT DU FOYER POUR PERSONNE AGEES FONTANELLE - MARLY-LE-ROI (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	922 337,00 €	20,00 %	184 467,40 €
	Montant Total de la subvention		184 467,40 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARLY LE ROI
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78160 MARLY LE ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves PERROT, Maire

N° SIRET : 21780372500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 668.73 ha
Population (INSEE 2014) : 16 331
Entité SDRIF : Agglomération centrale
Surfaces non urbanisées : 48 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomération de Saint-Germain Boucles de Seine
TIM : Confluence Seine-Oise
La Défense et la vallée de la Seine, du Val-de-Seine à la Boucle Nord
SCOT : CA Saint-Germain Boucles de Seine
PLU révision 2014 approuvé le 12 décembre 2016 (arrêt non encore notifié)

Les objectifs du projet d'aménagement et de développement de la commune :
- protéger l'héritage historique naturel et bâti, signature de l'identité de la ville,
- maintenir un développement urbain équilibré pour habiter et travailler à Marly,
- garantir un urbanisme maitrisé permettant de conforter la qualité de vie de la ville et de ses quartiers.

Les opérations inscrites dans ce présent contrat rural sont :
- la réhabilitation du restaurant, groupe scolaire "Schweitzer" : le coût est estimé à 2 027 357,61 € HT, plafonné à 1 633 370,26 € HT,
- la réhabilitation du restaurant, groupe scolaire "Chant des Oiseaux" : le coût est estimé à 694 905,24 € HT,
- la réhabilitation du restaurant du foyer pour personnes âgées "Fontanelle" : le coût est estimé à 922 337 € HT.

Description :
L'opération concerne le foyer Fontanelle : le présent projet comprend la réalisation d'une nouvelle cuisine afin de prendre en compte les demandes et besoins des utilisateurs ainsi que la mise aux normes des locaux. La cuisine sera une cuisine ouverte avec un écran de cantonnement. En salle le réaménagement des locaux a fait l'objet d'une étude afin d'optimiser la surface. Les sanitaires seront mis aux normes. Un agrandissement de la cuisine est prévu avec une emprise de 11,8m² prise sur un local de la crèche contigu au foyer. Il comprend également la modification de l'accès livraison à l'extérieur du bâtiment.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat régional territorial (CRT) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MARLY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	922 337,00	100,00%
Total	922 337,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	184 467,40	20,00%
COMMUNE	737 869,60	80,00%
Total	922 337,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	140 000,00 €
2019	44 467,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	465 655,10 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	200 000,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	8 000,00 €
	Montant total	673 655,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002190

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT CONSTRUCTION GYMNASE - VAUX-SUR-SEINE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 800 000,00 €	25,00 %	450 000,00 €
	Montant Total de la subvention		450 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204141-132005-1700
13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUX SUR SEINE
Adresse administrative : 218 RUE DU GENERAL DE GAULLE
78740 VAUX-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Julien CRESPO, Maire

N° SIRET : 21780638900060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 845.18 ha
Population (INSEE 2014) : 4 715
Entité SDRIF : Agglomération centrale
Surfaces non urbanisées : 65,51 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM : Vexin français
La vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU Intercommunal en élaboration depuis le 21 juin 2017

La commune souhaite renforcer la qualité de vie de la population et poursuivre le projet d'aménagement commencé. Les opérations proposées sont en complète cohérence avec cet objectif.

Les orientations du projet d'aménagement durable de la commune de Vaux-sur-Seine s'organisent autour de cinq grands axes :
- poursuivre l'amélioration du cadre de vie des habitants de Vaux-sur-Seine,
- renforcer la dynamique économique de la ville,
- proposer des équipements publics adaptés,
- associer développement urbain et mobilités durables,
- concilier développement et précautions environnementales

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation et le réaménagement du bâtiment existant : le coût est estimé à 810 000 € HT,
- la construction d'un gymnase sur le terrain d'assiette de l'équipement existant : le coût est estimé à 1 800 000 € HT.

Description :
Le projet consiste en la restructuration et l'extension du COSEC (Complexe Sportif Evolutif Couvert) et des ateliers municipaux implanté avenue de la Gare à Vaux-sur-Seine (objet de la 1ère opération). La salle du COSEC implantée au rez-de-chaussée accueille actuellement un dojo, la danse et le tennis de table. Les ateliers municipaux implantés au sous-sol sont devenus exigus et posent des problèmes de fonctionnement. L'extension permettra la création d'un nouveau gymnase pouvant accueillir d'autres activités sportives et la création d'un stationnement spécifiques pour les véhicules des ateliers municipaux.

L'objet de cette seconde opération concerne la construction d'un gymnase qui se décompose de la manière suivante :

Au rez-de-chaussée :
- une salle de sport de 620 m2 accueillant :
- un terrain de basket/évolution : 28 m x 15 m 32 m x 19 m.
- un terrain de volley ball/évolution : 28 m x15 m/28 m x 15 m
- trois terrains de badmington/évoluiton : 13,4 m x 6,10 m/18 m x 15 m.
- un terrain de hand ball « jeunes »/évolution : 28 m x 15 m/32 m x 17 m.
- un cours de tennis/évolution : 23,77 m x 10,97 m/32 m x 17 m.
- tennis de table : possibilité d'installer 6 tables en respectant les aires de jeux règlementaires de 6 m x 12 m.
- Hall d'entrée et accès, Sanitaires femmes et hommes, local d'entretien et de rangement.

La salle de sport recevra un sol sportif de type SPORT M PERFORMANCE de chez GERFLOR ou similaire. Les marquages au sol des différents terrains et les inserts pour les équipements sont prévus.

Au sous-sol :
- le parking pour le stationnement des véhicules communaux : surface 259 m2/
- un magasin de stockage de 213 m2.
- une chaufferie de 10,70 m2.

Les 2 niveaux communiqueront avec le bâtiment existant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat régional territorial (CRT) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	450 000,00	25,00%
DEPARTEMENT 78 -attribuée	270 000,00	15,00%
COMMUNE	1 080 000,00	60,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	157 500,00 €
2019	202 500,00 €
2020	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	8 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	189 069,40 €
2016	Contrat régional territorial	162 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 018,70 €
	Montant total	363 088,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13009576

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT REALISATION D'UNE MAISON DES ASSOCIATIONS - ETIOLLES (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 014 097,00 €	25,00 %	253 524,25 €
	Montant Total de la subvention		253 524,25 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ETIOLLES MAIRIE
Adresse administrative : 1 RUE DE THOUARS
91450 ETIOLLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe JUMELLE, Maire

N° SIRET : 21910225800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 14 février 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1 172,57 ha
Population : 3281 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisées : 79,36 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI : CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
TIM : Centre Essonne Seine Orge
SCOT : CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
PLU : Opposable depuis 2012

Le projet de développement durable porte sur les grands axes stratégiques suivants :
- protéger le centre bourg et les quartiers ;
- préserver les espaces naturels et renforcer la qualité environnementale et paysagère du territoire ;
- répondre aux besoins des habitants actuels et futurs par une maîtrise de l'évolution du territoire.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial sont :
- l'extension du centre technique municipal pour un montant de 538 713 € HT,
- la réalisation d'une maison des associations pour un montant de 1 168 430,33 € HT plafonné à 1 014 097 € HT.

Description :
Le projet concerne la construction d'une Maison des Associations, située sur un site sportif à proximité de tennis existants (extérieurs et couverts), en remplacement d'un bâtiment préfabriqué inadapté aux besoins. Le parking de 27 places, dont une PMR, sera maintenu. Le projet prévoit la démolition – déconstruction du bâtiment préfabriqué existant d'une superficie hors œuvre de 190 m², amianté, très dégradé et inadapté à la demande locale. Le projet n'impactera pas les bosquets boisés et haies arbustives situés aux abords.
L'ensemble des salles d'activités s'organise autour d'espaces communs qui doivent être directement accessibles depuis chaque local, hormis le club-house et un sanitaire, accessibles de l'extérieur.
Afin d'éviter les couloirs, l'organisation de l'ensemble de la maison des associations est optimisée par un seul espace central de circulation de 3,40 m de large, ayant la vocation de hall d'accueil, accessible depuis chaque salle.

Le programme prévoit les espaces suivants: des vestiaires et sanitaires, différentes salles d'activités, des rangements, un club-house, des espaces extérieurs constitués d'une terrasse et d'un patio.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.
Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- ETIOLLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 066 199,19	91,24%
HONORAIRES	102 321,14	8,76%
Total	1 168 520,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	253 524,25	21,70%
COMMUNE	577 087,08	49,39%
DEPARTEMENT (91)-attribué	337 909,00	28,92%
Total	1 168 520,33	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	52 819,40 €
2019	150 000,00 €
2020	50 704,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011779

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE CAMUS - VIRY-CHATILLON (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 027 310,00 €	45,00 %	462 289,50 €
	Montant Total de la subvention		462 289,50 €

Imputation budgétaire : 902-21-204141-121001-1700
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIRY CHATILLON
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
91178 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marie VILAIN, Maire

N° SIRET : 21910687900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 14 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'urgence à démarrer les travaux. En effet, le début des travaux initialement prévus courant de l'année 2018 doivent démarrer en novembre 2017 afin de permettre l'ouverture de classes supplémentaires pour l'accueil des enfants castelvirois dès la rentrée 2018.
Deux projets d'extension de groupes scolaires doivent être mis en œuvre sur la commune au regard de l'augmentation importante du nombre d'élèves, notamment suite à la livraison d'un programme immobilier venant accroître le nombre de logements sur la commune. L'ouverture de classes au sein du groupe scolaire Camus est donc une priorité au regard de l'affectation des élèves selon la carte scolaire.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 613,97 ha
Population : 31350 habitants (Insee 2014)

Entité SDRIF : Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisées : 10 %
Plan vert Commune non carencée
EPT : Grand Orly - Seine - Bièvre
TIM : Centre-Essonne-Seine-Orge
SCOT : MGP
PLU : Opposable depuis 2012, en révision

Le projet de développement durable porte sur les grands axes stratégiques suivants :
1 Assurer la pérennité des pôles d'activités et de leur attractivité et encourager le dynamisme économique et commercial, générateurs d'emplois
2 Anticiper et créer les conditions d'un développement des transports en commun et des différents modes de déplacements sur la ville
3 Préserver les espaces naturels, valoriser le patrimoine architectural et paysager
4 Favoriser les espaces récréatifs et de loisirs
5 Favoriser un développement harmonieux de la ville respectueux de la qualité paysagère sur l'ensemble du territoire communal.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial sont :
- la réhabilitation du groupe scolaire Camus pour un montant de 1 623 484 € HT plafonné à 1 027 310 € HT,
- l'extension du Centre de loisirs sans hébergement Paul Eluard pour un montant de 2 686 200 € HT,
- la création d'un city stade pour un montant de 159 600 € HT.

Description :
1- Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle :
Ce projet devra permettre de sécuriser les accès et de clairement identifier les zones primaire et maternelle.
Sous l'un des deux préaux de l'école primaire, sera réalisée une salle de classe maternelle en RDC qui devra être accessible depuis le hall d'entrée maternelle par une circulation à créer sur une partie de la première classe actuelle. Cette dernière deviendra le futur dortoir. Le dortoir actuel, après quelques aménagements, sera requalifié en classe.
La nouvelle classe créée sous le préau aura un accès vers la cour maternelle.
De ce fait, la classe maternelle située en R+1 pourra être réattribuée à l'école primaire.
La salle des maîtres sera agrandie en prenant de l'espace sur la partie auvent existante.

2 - Création d'un restaurant self primaire :
La création d'un restaurant indépendant permettra à l'école de fonctionner avec le restaurant existant durant toute la durée des travaux. Cette extension est prévue au nord de la parcelle. Ce nouvel office est réalisé en circuit salle propre, la partie technique est constituée d'un sas de réception en lien avec la préparation froide et chaude d'un côté et le local déchet de l'autre.
La préparation froide et chaude est en lien direct avec la ligne de self et la laverie.
L'accès des enfants se fait depuis le préau, par le biais d'un sas, ils arrivent directement sur la ligne de self qui débouche dans la salle de restaurant ce qui permet de diviser la salle en deux espaces et participe à améliorer l'acoustique.

3 - Réaménagement de la restauration existante, dans laquelle la salle à manger de l'école maternelle devient pour partie la bibliothèque maternelle. Une partie de cette salle servira à agrandir le bloc sanitaire qui sera accessible depuis la cour, la bibliothèque et la salle de restauration.
La salle de restauration élémentaire sera divisée en deux pour créer une salle de restaurant de la maternelle et une salle périscolaire avec un accès extérieur sur la cour et un accès vers les sanitaires en

passant par la salle de restaurant.
Les sanitaires adultes seront remplacés par deux vestiaires sanitaires, douches pour le personnel de l'office, un petit local entretien sera également créé en continuité des vestiaires.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 623 484,00	100,00%
Total	1 623 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	462 289,50	28,48%
DEPARTEMENT (91) - Attribué	836 498,00	51,52%
COMMUNE	324 696,50	20,00%
Total	1 623 484,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	369 831,50 €
2019	92 458,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 461,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 760,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	11 461,00 €
2016	Contrat régional territorial	71 820,00 €

2016	Soutien à l’équipement des polices municipales	27 700,00 €
	Montant total	126 202,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015247

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT RENOVATION DES FACADES DE L'ECOLE MATERNELLE DU JEU DE PAUME - CRETEIL (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 380 000,00 €	35,00 %	483 000,00 €
	Montant Total de la subvention		483 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-21-204141-121001-1700
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Maire

N° SIRET : 21940028000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 1143,38 ha
Population : 91 042 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisées : 5,3 %
Plan vert Commune non carencée
EPT : Grand Paris Sud Est Avenir
TIM : Grand Orly, Seine Amont et Plaine centrale du Val-de-Marne
SCOT : MGP
PLU : Opposable depuis 2004

Le Projet d'Aménagement et de développement durables porte sur les grands axes stratégiques suivants :
- Favoriser le développement urbain, social et économique de la ville dans son contexte régional et départemental,
- Assurer un cadre et des conditions de vie satisfaisants à tous les habitants en renforçant et en développant l'offre et la qualité des services publics, et en préservant ou en améliorant les qualités paysagères des quartiers et en favorisant le respect de l'environnement,
- Réduire les exclusions et les partitions fonctionnelles et sociales ou tout autre obstacle à la cohésion urbaine,
- Conforter l'identité et la vie sociale en favorisant notamment la convivialité et la qualité des espaces publics, des quartiers à vocation d'habitat,
- Poursuivre le développement qualitatif des espaces urbains de Créteil par la valorisation des secteurs de rénovation urbaine ou de reconversion,
- Aménager la ville de façon durable dans le respect de son environnement et en valorisant le cadre de vie,
- Lutter contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère, notamment en réduisant les émissions de CO2 du réseau de chauffage urbain.

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du PADD.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial sont :
- l'aménagement de la pointe de l'île Brise Pain pour un montant de 700 000 € HT,
- la rénovation des façades de l'école maternelle du Jeu de Paume pour un montant de 1 380 000 € HT,
- la requalification de la place Jean Giraudoux et de ses abords pour un montant de 1 000 000 € HT,
- la création d'une place publique dans le secteur Leclerc pour un montant de 920 000 € HT.

Description :
Le bâtiment de l'école maternelle possède une structure en béton armé en bon état mais les panneaux préfabriqués de la façade d'origine présentent désormais plusieurs pathologies (mauvais fonctionnement des ouvrants, problèmes d'étanchéité, éléments en bois cassés, vétustes ou manquants...).
Il convient donc d'effectuer les travaux qui permettront de remettre les façades en état tout en améliorant l'isolation du bâtiment.
La rénovation envisagée consiste principalement à remplacer l'ensemble des panneaux actuels en bois par des façades "rideau". Elles seront composées de menuiseries en aluminium laquées, assurant une étanchéité à l'eau et à l'air optimale.
La façade "rideau" posée en avant des planchers existants permettra la suppression des ponts thermiques dans ces zones. Les ouvrants seront de type coulissant avec double joint thermique et acoustique, avec un système de condamnation et intégreront des stores pare-soleil en toile « screen » avec coulissement vertical. La consommation de ces façades sera ainsi divisée environ par trois.
Les parties pleines des façades des deux bâtiments seront revêtues par des bardages isolants.
A la suite des travaux de façades, des rénovations partielles de peintures des locaux seront exécutées sur murs, plafonds et menuiseries intérieures en peinture acrylique.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 380 000,00	100,00%
Total	1 380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	483 000,00	35,00%
COMMUNE	897 000,00	65,00%
Total	1 380 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	286 400,00 €
2019	100 000,00 €
2020	96 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	45 480,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 279 589,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	346 421,00 €
2016	Contrat régional territorial	245 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 464,52 €
2017	Contrat régional territorial	322 000,00 €
	Montant total	2 243 954,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013281

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT AMENAGEMENT DU PÔLE SPORTIF E. COGNEVAUT - GONESSE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	2 239 863,80 €	30,00 %	671 959,14 €
	Montant Total de la subvention		671 959,14 €

Imputation budgétaire : 903-32-204141-132005-1700
13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95500 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

N° SIRET : 21950277000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 4 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de conception et d'ingénierie (honoraires de maîtrise d'oeuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 2030,74 ha
Population : 26020 hab. (Insee 2014)
Entité SDRIF Agglomération centrale
Surface urbanisée : 549,2 (27%)
Plan vert : commune non carencée

EPCI : CA Roissy Pays de France
TIM : Le Grand Roissy
SCOT : CA Roissy Pays de France
PLU : opposable et en révision

Les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du PLU de Gonesse s'organisent autour des axes suivants :
- Affirmer le positionnement de Gonesse dans le Grand Paris
- Poursuivre l'amélioration du cadre de vie des Gonessiens
- Renforcer la dynamique économique de Gonesse
- Associer développement urbain et mobilités durables
- Concilier développement et précautions environnementale.

Le contrat régional territorial voté le 9 juillet 2015 (CP 15-487) porte sur les opérations suivantes :
- Aménagement du pôle sportif E. Cognevaut, pour un montant estimé à 2 491 060 € HT, plafonné à 2 239 863,80 € HT
- Réaménagement de l'Hôtel de ville et de ses abords, pour un montant estimé à 1 433 721 € HT et plafonné à 830 649,23 € HT
- Réhabilitation de la maison de Saintville pour la création d'un pôle d'aménagement urbain, pour un montant estimé à 1 034 000 € HT et plafonné à 599 064,47 € HT.

Description :
Le réaménagement du complexe sportif Eugène Cognevault s'inscrit dans la volonté communale de :
- maintenir une offre qualitative et ajustée aux besoins des habitants de Gonesse
- renforcer la qualité des équipements sportifs
- développer de nouveaux équipements pour permettre l'exercice de ces activités dans de bonnes conditions.

Le complexe Eugène Cognevaut, situé en limite nord du centre ville, constitue l'équipement sportif le plus important de la ville. Il accueille aujourd'hui un gymnase, des terrains de football, une piste d'athlétisme, des terrains de rugby, des courts de tennis, une aire de pétanque, un terrain d'évolution pour les sports collectifs et les clubs-house.
Certains de ces équipements sont aujourd'hui vétustes, voire dangereux. Le complexe nécessite d'être réaménagé pour remplacer les équipements obsolètes et sécuriser le site.

Descriptif de l'opération :
- démolition des bâtiments inexploitables ainsi que les anciennes tribunes de football
- réalisation de sautoirs (sauts en longueur, zone de lancement poids et perche)
- réhabilitation des pistes d'athlétisme
- construction de locaux pour les associations sportives et de zones de stockage divers
- construction d'une tribune pour 300 personnes pour le terrain d'honneur
- construction d'un club house près des terrains de rugby
- aménagement de l'entrée du site et construction d'une loge pour le gardien
- construction d'un F3 pour le gardien
- mise en place d'un système de vidéo-surveillance du site
- réfection des espaces de circulations extérieures

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 264 600,00	90,91%
HONORAIRES	226 460,00	9,09%
Total	2 491 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	671 959,14	26,97%
COMMUNE	1 819 100,86	73,03%
Total	2 491 060,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	179 189,10 €
2019	179 189,10 €
2020	179 189,10 €
2021	134 391,83 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	29 600,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	265 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	35 805,00 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	168 967,00 €
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	30 600,00 €
2015	Contrat régional territorial	428 914,11 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	11 500,00 €

2016	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 275,00 €
2017	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	540 000,00 €
2017	Phénix	11 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	100 406,00 €
	Montant total	1 933 034,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15014794

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CRT - REHABILITATION DE DEUX BATIMENTS COMMUNAUX (LOCAUX MIS A DISPOSITION POUR MEDECINE SCOLAIRE ET DU TRAVAIL) - MENUCOURT (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	524 700,00 €	20,00 %	104 940,00 €
	Montant Total de la subvention		104 940,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENUCOURT
Adresse administrative : RUE PASTEUR
95180 MENUCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Éric PROFFIT-BRULFERT, Maire

N° SIRET : 21950388500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 371,51 ha
Population : 5.428 habitants (INSEE - population municipale 2014)
Entité SDRIF : Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisées : 66,8%
Plan vert : commune non carencée en espaces verts ou naturels
EPCI : CA de Cergy-Pontoise
TIM : Confluence Seine - Oise
SCOT : CA de Cergy-Pontoise
PLU : Approbation modification simplifiée 31/03/2016

La ville souhaite réaliser la mise aux normes d'un des logements de fonction qui se situe dans un bâtiment communal construit en 1973 en cours de réhabilitation afin de mettre les locaux à la disposition de la médecine du travail et scolaire.

Les opérations inscrites dans le présent contrat régional territorial concernent :
- l'extension de l'école maternelle des Cornouillers : le coût des travaux est estimé à 977.500 € HT plafonné à 892.900 € HT,
- la réhabilitation de la salle culturelle Georges Brassens et extension de la salle pour le conservatoire : le coût des travaux est estimé à 942.394 € HT plafonné à 862.373 € HT,
- la réhabilitation de la Mairie : le coût des travaux est estimé à 543.950 € HT plafonné à 496.637 € HT,
- la réhabilitation de deux bâtiments communaux (locaux mis à disposition pour la médecine scolaire et du travail) : le coût est estimé à 575.000 € HT plafonné à 524.700 € HT.

Description :
Il s'agit dans le cadre de cette opération de réhabiliter un des logements de fonctions afin de le mettre à la disposition de la médecine scolaire et du travail.

Les autres logements sont quant à eux mis à la disposition des instituteurs ou servent de lieux d'accueil temporaire pour des familles en difficulté et seront traités hors contrat régional territorial.

Les travaux comprennent la mise aux normes et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Ils porteront notamment sur l'isolation thermique, le chauffage, la ventilation, l'électricité, la plomberie, les sanitaires, la peinture et le carrelage.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "contrat régional territorial (CRT)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	575 000,00	100,00%
Total	575 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	104 940,00	18,25%
Commune	470 060,00	81,75%
Total	575 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	83 940,00 €
2019	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	6 216,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 640,00 €
2015	Contrat régional territorial	178 580,00 €
2017	Contrat régional territorial	172 474,60 €
	Montant total	366 910,60 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**21 - Enseignement du premier degré**
Programme	**121001 - Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées**
Action	**12100101 - Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	16011779 - CRT EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE CAMUS - VIRY-CHATILLON (91)			
Bénéficiaire	R1237 - COMMUNE DE VIRY CHATILLON			
Localisation	VIRY-CHATILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	462 289,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 027 310,00 €	HT	45 %	462 289,50 €	

Dossier	16015247 - CRT RENOVATION DES FACADES DE L'ECOLE MATERNELLE DU JEU DE PAUME - CRETEIL (94)			
Bénéficiaire	R17 - COMMUNE DE CRETEIL			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	483 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 380 000,00 €	HT	35 %	483 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	945 289,50 €

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX020417 - CAR - RENOVATION DES GROUPES SCOLAIRES - SAINT MAUR DES FOSSES (94)			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	370 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
740 000,00 €	HT	50 %	370 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	370 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 21 - 121001 - 12100101	1 315 289,50 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100206 - Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX020416 - CAR- AMENAGEMENT INTERIEUR DU THEATRE - SAINT MAUR DES FOSSES (94)			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	440 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
880 000,00 €	HT	50 %	440 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	440 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100206	440 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100406 - Contrats d'aménagement régional - patrimoine - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	13021720 - CRT REHABILITATION DE L'HOTEL DIEU - CHATEAU-LANDON (77)			
Bénéficiaire	R317 - COMMUNE DE CHATEAU LANDON			
Localisation	CHATEAU-LANDON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	157 944,72 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
526 482,40 €	HT	30 %	157 944,72 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	157 944,72 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100406	157 944,72 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132005 - Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées**
Action	**13200501 - Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	16002190 - CRT CONSTRUCTION GYMNASE - VAUX-SUR-SEINE (78)			
Bénéficiaire	EXM00615 - COMMUNE DE VAUX SUR SEINE			
Localisation	VAUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	450 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800 000,00 €	HT	25 %	450 000,00 €	

Dossier	16013281 - CRT AMENAGEMENT DU PÔLE SPORTIF E. COGNEVAUT - GONESSE (95)			
Bénéficiaire	R126 - COMMUNE DE GONESSE			
Localisation	GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	671 959,14 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 239 863,80 €	HT	30 %	671 959,14 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	1 121 959,14 €

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX020413 - CAR - ESPACE D'ACCUEIL FLUVIAL - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES (94)			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	50 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Dossier	EX024634 - CAR TERRAINS DE TENNIS, PADEL ET CLUB HOUSE - MORAINVILLIERS (78)			
Bénéficiaire	R661 - COMMUNE DE MORAINVILLIERS			
Localisation	MORAINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404 019,20 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 010 048,00 €	HT	40 %	404 019,20 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	504 019,20 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132005 - 13200501	1 625 978,34 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	12002426 - CRT REHABILITATION RESTAURANT DU FOYER POUR PERSONNE AGEES FONTANELLE - MARLY-LE-ROI (78)			
Bénéficiaire	R635 - COMMUNE DE MARLY LE ROI			
Localisation	MARLY-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 467,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
922 337,00 €	HT	20 %	184 467,40 €	

Dossier	13009576 - CRT REALISATION D'UNE MAISON DES ASSOCIATIONS - ETIOLLES (91)			
Bénéficiaire	R1113 - COMMUNE D ETIOLLES MAIRIE			
Localisation	ETIOLLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	253 524,25 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 014 097,00 €	HT	25 %	253 524,25 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Dossier	13020911 - CRT CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - BOURRON-MARLOTTE (77)			
Bénéficiaire	R279 - COMMUNE DE BOURRON MARLOTTE			
Localisation	BOURRON-MARLOTTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 070,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 800,00 €	HT	15 %	8 070,00 €	

Dossier	15014794 - CRT - REHABILITATION DE DEUX BATIMENTS COMMUNAUX (LOCAUX MIS A DISPOSITION POUR MEDECINE SCOLAIRE ET DU TRAVAIL) - MENUCOURT (95)			
Bénéficiaire	R156 - COMMUNE DE MENUCOURT			
Localisation	MENUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	104 940,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
524 700,00 €	HT	20 %	104 940,00 €	

Dossier	16015868 - CRT AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS - CHEVREUSE (78)			
Bénéficiaire	R548 - COMMUNE DE CHEVREUSE			
Localisation	CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
410 000,00 €	HT	10 %	41 000,00 €	

Dossier	18000551 - CRT - REHABILITATION ET EXTENSION D'UN BATIMENT POUR Y IMPLANTER UNE SALLE POLYVALENTE - CHESSY (77)			
Bénéficiaire	R329 - COMMUNE DE CHESSY			
Localisation	CHESSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 600,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
388 000,00 €	HT	20 %	77 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	669 601,65 €

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d’aménagement régional (CAR)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-052	Budget	2018

Dossier	EX019587 - CAR REAMENAGEMENT DE L'HOTEL DE VILLE ET DE SES ABORDS - SAINT CHERON (91)			
Bénéficiaire	R1194 - COMMUNE DE SAINT CHERON			
Localisation	SAINT-CHERON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	240 590,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
491 000,00 €	HT	49 %	240 590,00 €	

Dossier	EX020939 - CAR - AMENAGEMENT DE PISTES CYCLABLES SUR LA CHAUSSEE JULES CESAR (sur les communes de PIERRELAYE, BEAUCHAMP et TAVERNY)-CA VAL PARISIS			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	923 287,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 077 625,00 €	HT	30 %	923 287,50 €	

Dossier	EX022101 - CAR : AMENAGEMENT DES ABORDS DU CENTRE DE LOISIRS ET CREATION D'UN ESPACE PUBLIC - COMMUNE DE DUGNY			
Bénéficiaire	R1279 - COMMUNE DE DUGNY			
Localisation	DUGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 000,00 €	HT	50 %	136 000,00 €	

Dossier	EX027082 - CAR - RESTRUCTURATION ET RENOVATION DE BÂTIMENTS PUBLICS - MORAINVILLIERS (78)			
Bénéficiaire	R661 - COMMUNE DE MORAINVILLIERS			
Localisation	MORAINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 334,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 335,00 €	HT	40 %	37 334,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 337 211,50 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	2 006 813,15 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-017

DU 24 JANVIER 2018

ORGANISMES EXTÉRIEURS BÉNÉFICIANT DES CONCOURS DE LA RÉGION DANS LES SECTEURS DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AGRICULTURE PREMIÈRE AFFECTATION DE SUBVENTIONS 2018

IAU ÎLE-DE-FRANCE - AGENCE DES ESPACES VERTS (AEV) - BRUITPARIF - CERVIA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le Code de la santé publique et notamment l'article L1311-7 qui prévoit la participation des conseils régionaux à la mise en œuvre des plans régionaux santé environnement ;

VU La loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 17- 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La convention quinquennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'AEV, approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014, modifiée par 4 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 15-248 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016 et n° CP 16-116 du 18 mai 2016 ;

VU La convention triennale d'objectifs et de moyens conclue avec BRUITPARIF, approuvée par la délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014, modifiée par 4 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 16-590 du 16 novembre 2016 et n° CP 2017-351 du 22 novembre 2017 ;

VU La convention triennale conclue avec l'association CERVIA, approuvée par la délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée par 3 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016 et CP 2017-537 du 22 novembre 2017 ;

VU La convention triennale conclue avec l'IAU Île-de-France, approuvée par la délibération n° CP 15 397 du 9 juillet 2015, modifiée par 3 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 2016-009 du 22 janvier 2016, n° CP 2017-035 du 27 janvier 2017, n° CP 2017-351 du 22 novembre 2017 et n° CP 2017-543 du 22 novembre 2017 ;

VU La convention de création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Ile-de-France – ARB –, conclue entre l'Agence française pour la biodiversité -AFB, l'Etat, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'IAU-Ile-de-France et la Région Île-de-France approuvée par la délibération n° CR 2017-190 du 23 novembre 2017 ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2018-017 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir financièrement l'IAU Île-de-France, l'AEV, le CERVIA et BRUITPARIF, à hauteur de **23 526 300** €, conformément à l'annexe à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **23 526 300** € pour les montants et sur les chapitres, codes fonctionnels, programmes, actions du budget 2018 qui figurent dans l'annexe à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de soutenir financièrement BRUITPARIF au titre de son action dans le domaine de l'environnement à hauteur de **189 000 €,** conformément à l'annexe à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **189 000 €,** pour le montant et sur le chapitre, code fonctionnel, programme, action du budget 2018 qui figurent dans l'annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-017	Budget	2018

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**50 - Services communs**
Programme	**150002 - Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement**
Action	**15000201 - Soutien à l'IAU**

Dispositif : N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)

Dossier	18000644 - IAU - AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 234 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 478 000,00 €	HT	70 %	12 234 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	12 234 600,00 €

Total sur l'imputation 935 - 50 - 150002 - 15000201	12 234 600,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Actions transversales**
Action	**17100805 - Soutien à l'IAU - Environnement**

Dispositif : N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)

Dossier	18000645 - IAU – ENVIRONNEMENT (ARB,ARENE,ORDIF) AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 346 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 781 000,00 €	HT	70 %	3 346 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	3 346 700,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100805	3 346 700,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-017	Budget	2018

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600104 - Soutien à l'AEV**

Dispositif : N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)

Dossier	18001588 - AEV - AFFECTATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 195 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 850 000,00 €	HT	70 %	6 195 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)	6 195 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176001 - 17600104	6 195 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178002 - Lutte contre le bruit**
Action	**17800203 - Soutien à Bruitparif**

Dispositif : N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)

Dossier	18000545 - BRUITPARIF-AIDE AU FONCTIONNEMENT-1ER AFFECTATION POUR 2018			
Bénéficiaire	R28305 - BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	672 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
960 000,00 €	HT	70 %	672 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)	672 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 78 - 178002 - 17800203	672 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-017	Budget	2018

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178002 - Lutte contre le bruit**
Action	**17800203 - Soutien à Bruitparif**

Dispositif : N° 00000528 - OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF.

Dossier	18000215 - BRUITPARIF-SUBVENTION D'INVESTISSEMENT-1ER POUR 2018			
Bénéficiaire	R28305 - BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	189 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 000,00 €	HT	70 %	189 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000528 - OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF.	189 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 78 - 178002 - 17800203	189 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193002 - Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire**
Action	**19300202 - Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et agro-alimentaire de Paris Ile-de-France**

Dispositif : N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)

Dossier	18001567 - CERVIA AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018			
Bénéficiaire	R34091 - CERVIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 078 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 540 000,00 €	HT	70 %	1 078 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)	1 078 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193002 - 19300202	1 078 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-036

DU 24 JANVIER 2018

AFFECTION DE SUBVENTION À AIRPARIF PREMIÈRES AFFECTATIONS 2018
AFFECTATION AU TITRE DE LA PLANIFICATION ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de la santé publique et notamment l'article L.1311-7 qui prévoit la participation des conseils régionaux à la mise en oeuvre des plans régionaux santé environnement ;
VU Le code de l'environnement et notamment ses articles L.221-1 et suivants ;
VU Les statuts de l'association déposés en préfecture de police de Paris le 23 avril 1979 sous le n°79/708 et publiés au Journal Officiel le 16 mai 1979 ;
VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;
VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;
VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 : Changeons d'air en Ile-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) relative également à l'adoption d'une convention pluriannuelle entre la Région Île-de-France et AIRPARIF ;
VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la « charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité » modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération CP 16-657 du 13 décembre 2016 relative à la mise en œuvre du plan « changeons d'air en Île-de-France », à l'adoption du dispositif « fonds air-bois » et au soutien au déploiement du « LAB-AIR» ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU le rapport n°CP 2018-036 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF une subvention en investissement d'un montant maximum de 456 000 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **456 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme HP 73-001 « Qualité de l'air – Climat », action 17300101 « Investissement et études d'AIRPARIF » du budget 2018 ;

Article 2 :

Décide au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF une subvention complémentaire en investissement d'un montant maximum de 10 300 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1 plus spécifiquement liées à ses travaux sur la caractérisation de l'air intérieur et les transferts air extérieur / air intérieur.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 10.300 € sur le chapitre 902 « Enseignement » du budget 2018, code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales dans les cités mixtes régionales », action 12203401 « Etudes générales dans les cités mixtes régionales – Par lycée ».

Article 3 :

Décide d'attribuer à AIRPARIF une subvention en fonctionnement d'un montant maximum de 510 000 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **510 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 « Qualité de l'air – Climat », action 473001023 « Soutien à AIRPARIF » du budget 2018

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF-Ile de France.

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter de la date inscrite dans la fiche projet en annexe 1 et au regard des motifs exposés dans celle-ci.

Article 4 :

Décide d'attribuer à AIRPARIF une subvention complémentaire en fonctionnement d'un montant maximum de 32 500 € pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1 plus spécifiquement liées à ses travaux sur la caractérisation de l'air intérieur et les transferts air extérieur / air intérieur.

Affecte à cet effet, d'une part, une autorisation d'engagement d'un montant de 32.500 €, sur le chapitre 932 « Enseignement » du budget 2018, programme 122018 « dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action 12201802 « prestations liées aux travaux ».

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de 250 000 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement » du budget 2018, code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Plan

déchets » pour des missions d'assistance, permettant la réalisation de la consultation et de l'enquête publique du plan régional de prévention et de gestion des déchets en Ile-de-France.

Article 6 :

Affecte à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de 20 000 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement » du budget 2018, code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Plan déchets » pour les dépenses nécessaires à l'organisation des travaux de la planification régionale de prévention et de gestion des déchets.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

Commission permanente du 24 janvier 2018 - CP2018-036

DOSSIER N° 18000572 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2018

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-173001-1700
Action : 17300101- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 € HT	100,00 %	456 000,00 €
	Montant total de la subvention		456 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les équipements directement liés à la mesure, la métrologie et la chimie représentent plus de la moitié de ce programme d'investissement (893 k€).

Le renouvellement de 4 analyseurs d'oxyde d'azote (77 k€) et de 5 analyseurs de particules (159 K€) est envisagé ainsi que l'acquisition de deux analyseurs PM1 (64 K€) et de 2 préleveurs pour l'analyse des pesticides dans l'air ambiant (dans le cadre d'une campagne nationale). Le laboratoire de chimie envisage également l'acquisition d'un matériel de chromatographie ionique pour des analyses anions/cations (60 k€).

Pour l'informatique, en complément des demandes courantes de renouvellement partiel du parc d'ordinateurs et de licences logicielles, un budget important est sollicité pour le renouvellement ou l'acquisition de nouveaux serveurs pour stocker des données dont le volume ne cesse d'augmenter. Il s'agit d'abord de répondre aux obligations de rendre accessibles les données produites par AIRPARIF en Opendata (avec un volume de 6 millions de points de mesure par heure). Une baie de stockage d'une grande capacité est également nécessaire pour le stockage des données de la plate-forme nationale de prévision de la qualité de l'air « Prévair » suite à la mise à jour du modèle national.

28 k€ sont prévus pour l'acquisition de routeurs qui seront déployés lors du passage en mode « IP, pour Internet Protocol » de l'ensemble des stations de mesure. Enfin, le système de vidéo-projection et le matériel de reprographie d'AIRPARIF doivent également être renouvelés.

Le budget des services généraux concerne principalement la réalisation de travaux d'isolation énergétique du siège concomitamment aux travaux de ravalement déjà prévus au budget 2017 suite à une nouvelle réglementation intervenue au printemps 2017. La pose de garde-corps de sécurité sur le toit terrasse du 3ème étage du bâtiment est également envisagée pour 20 k€ ainsi que le renouvellement de 2 véhicules de la flotte automobile d'AIRPARIF.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 24 janvier 2018 - CP2018-036

DOSSIER N° 18000580 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF 2018

Dispositif : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-1700
Action : 473001023- Soutien à AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 € TTC	100,00 %	510 000,00 €
	Montant total de la subvention		510 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Programme basé sur une année civile

Description :
Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les priorités 2018 seront les suivantes :

Axe Surveiller : renforcement et élargissement du dispositif existant, avec la mise en place d'un réseau de mini-stations, de la prévision « J+2 », d'indicateurs de confiance, de la tendance « J+7 », de l'inventaire des émissions MRV (Mesurable, Rapportable et Vérifiable), du recensement des potentielles zones de vigilance en Île-de-France et d'un plan de priorisation ;

Axe Comprendre : poursuite des travaux sur les particules (comptage des particules, mesures en temps réel de leur composition chimique), les transferts air intérieur/extérieur, les émissions (notamment sur les émissions réelles des bus), les tendances de long terme (15 à 50 ans), les évaluations prospectives ainsi que les impacts sanitaires et économiques des plans d'action ;

Axe Accompagner : lancement du nouveau site Internet AIRPARIF, structuration et consolidation des

partenariats avec les collectivités, déploiement opérationnel du AIRLAB, aide au développement économique des entreprises franciliennes et, dans le cadre de partenariats internationaux, poursuite de la coopération avec le Bureau municipal de Pékin, la Région de Bruxelles, le Maroc, l'Iran et le Vietnam.

Les travaux mutualisés entre AIRPARIF et les autres Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) se poursuivront en 2018. Le groupement d'intérêt économique SynAirGIE travaille notamment sur les projets d'analyses chimiques (LASAIR), de modélisation interrégionale (Esméralda), d'inventaires d'émissions (ICARE), de projets informatiques partagés et de mutualisation de certaines procédures d'achats.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000039

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : APPUI CMR VLR AIRPARIF SURVEILLANCE AMELIORATION QUALITE DE L'AIR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Inv)	10 300,00 €	100,00 %	10 300,00 €
	Montant Total de la subvention		10 300,00 €

Imputation budgétaire : 902-224-20421-122034-100
12203401- Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1979

N° SIRET : 31646523600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Inv)
Rapport Cadre : CR114-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Appui d'AIRPARIF pour la surveillance et l'amélioration de la qualité de l'air des lycées - Actions spécifiques dans le cadre du projet de reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18002160

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : APPUI AIRPARIF SURVEILLANCE QUALITE AIR LYCEES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Fct)	32 500,00 €	100,00 %	32 500,00 €
	Montant Total de la subvention		32 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-222-6574-122018-100
12201802- Prestations liées aux travaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1979

N° SIRET : 31646523600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Fct)
Rapport Cadre : CR114-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Appui d'AIRPARIF pour la surveillance et l'amélioration de la qualité de l'air dans les lycées

- Un volet d'appui et de formation aux équipes de la Région ;
- Un volet d'appui spécifique à la qualité de l'air intérieur et extérieur du lycée Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi : la situation géographique du lycée fait de celui-ci un des lycées francilien où la question de la qualité de l'air est primordiale. Suite à des mesures dont les résultats, notamment

en matière de dioxyde d'azote (NO_2) dans la cour ont fortement inquiété la communauté scolaire, AIRPARIF propose la réalisation de nouvelles mesures sur une période plus longue, afin d'objectiver la situation. AIRPARIF présentera ses résultats aux instances du lycée (CHSCT).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-036	Budget	2018

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**222 - Lycées publics**
Programme	**122018 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires**
Action	**12201802 - Prestations liées aux travaux**

Dispositif : N° 00001083 - Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Fct)

Dossier	18002160 - APPUI AIRPARIF SURVEILLANCE QUALITE AIR LYCEES			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 500,00 €	HT	100 %	32 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001083 - Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Fct)	32 500,00 €

Total sur l'imputation 932 - 222 - 122018 - 12201802	32 500,00 €

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**224 - Participations à des cités mixtes**
Programme	**122034 - Etudes générales cités mixtes régionales**
Action	**12203401 - Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées**

Dispositif : N° 00001080 - Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Inv)

Dossier	18000039 - APPUI CMR VLR AIRPARIF SURVEILLANCE AMELIORATION QUALITE DE L'AIR			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 300,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 300,00 €	HT	100 %	10 300,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001080 - Surveillance et amélioration de la qualité de l'air dans les lycées Franciliens (Inv)	10 300,00 €

Total sur l'imputation 902 - 224 - 122034 - 12203401	10 300,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-036	Budget	2018

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**73 - Politique de l'air**
Programme	**173001 - Qualité de l'air - Climat**
Action	**17300101 - Investissement et études d'AIRPARIF**

Dispositif : N° 00000575 - Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF

Dossier	18000572 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2018			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
456 000,00 €	HT	100 %	456 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000575 - Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 73 - 173001 - 17300101	456 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**73 - Politique de l'air**
Programme	**473001 - Qualité de l'air - Climat**
Action	**473001023 - Soutien à AIRPARIF**

Dispositif : N° 00000576 - Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF

Dossier	18000580 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF 2018			
Bénéficiaire	R8229 - AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif - Hors CPRD			
Montant total	510 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
510 000,00 €	HT	100 %	510 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000576 - Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 73 - 473001 - 473001023	510 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-095

DU 24 JANVIER 2018

CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LES DIFFÉRENTS ACTEURS PUBLICS QUI VONT CONTRIBUER À LA CONCEPTION ET À LA RÉALISATION DE LA BIENNALE INTERNATIONALE DE L'ARCHITECTURE, DE LA VILLE ET DU PAYSAGE D'ILE-DE-FRANCE DE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 18) ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente », modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Ile-de-France ;

VU La délibération N° CP 16-455 du 21 septembre 2016 portant sur l'affectation d'une autorisation d'engagement pour préfigurer l'organisation de la biennale francilienne d'architecture et d'urbanisme ;

VU La délibération N°CP 2017-567 du 22 novembre 2017 portant sur l'affectation d'une autorisation d'engagement pour préparer l'organisation de la biennale de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-095 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

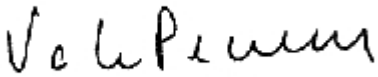
Article 1 :

Approuve la convention de coopération entre la Région Ile-de-France et les différents acteurs publics qui contribueront à la conception et à la réalisation de la biennale de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage d'Ile-de-France de 2019 et autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à la signer.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 000 000 € disponible sur le chapitre 935 Aménagement des territoires, code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », Action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme » du budget 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION DE COOPERATION

Convention de coopération

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délibération n° CP 2018-095, en date du 24 janvier 2018.

ci-après désignée « la Région »

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles
dont le statut juridique est : Etablissement public à caractère administratif (EPA)
dont le n° SIRET est : 197 804 12300028
dont le siège social est situé au : 5, avenue de Sceaux - BP 20674 - 78006 Versailles cedex
ayant pour représentant : M. Jean-Christophe QUINTON

ci-après désignée « l'ENSA-V »

L'Ecole Nationale Supérieure de Paysage
Dont le statut juridique est un établissement public administratif
Dont le n° SIRET est : 197 820 194 000 29
Dont le siège social est situé au : 10 rue Maréchal Joffre, 78000 VERSAILLES
Ayant pour représentant, le directeur de l'Ecole, Vincent PIVETEAU

ci-après désignée « l'ENSP »

ci-après désignées collectivement « les écoles »

Ci-après désignées collectivement « les parties » ou « les coopérants ».

PREAMBULE :

Les parties se sont rapprochées afin d'organiser la première édition de la biennale internationale de l'architecture, de la ville et du paysage d'Ile-de-France, au printemps 2019 à Versailles, mettant ainsi en œuvre une coopération entre personnes publiques dans le cadre des dispositions de l'article 18 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

L'objectif de cet évènement d'intérêt général est de créer un espace de réflexion, d'expression et d'émulation sur les thèmes de l'homme, la nature et la ville, à la fois immersif et prospectif. Il permettra de comprendre ce qui régit les territoires et fera vivre aux participants l'expérience de la ville de demain.

La biennale sera aussi une opportunité d'ouvrir, à travers un réseau d'experts nationaux et internationaux, de nouvelles perspectives pour susciter collectivement des idées, mutualiser les savoirs, mettre en exergue les bonnes pratiques et partager les expériences de chaque Partie.

L'évènement permettra de fédérer les professionnels des domaines concernés et y associera pleinement les jeunes générations, et notamment les futurs architectes et paysagistes qui ont la charge d'accompagner les évolutions de la société, en fabriquant la ville du futur.

Chacune des parties apportera une contribution à cet objectif commun, dans le cadre des missions qui leur sont propres et afin de garantir que les services publics dont elles ont la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun.

Ceci exposé, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques des Parties dans le cadre de la coopération mise en place en vue de l'organisation de la biennale internationale de l'architecture, de la ville et du paysage d'Ile-de-France de 2019.

La construction de ce projet avec l'ensemble des parties sera pilotée par un commissaire général, en charge d'élaborer le concept de cette biennale, son scénario d'ensemble et de coordonner la réalisation des contenus et leur mise en scène.

L'évènement s'articulera autour de plusieurs expositions dont :

- une exposition et des installations / animations, conçues et organisées par l'ENSA-V dans les espaces qu'elle occupe au sein de l'école et dont le commissariat, sur proposition de l'école, serait assuré par Djamel Klouche ; les espaces concernés seront en particulier la Grande Nef et le Centre d'art contemporain (entrée de l'exposition), auxquels s'ajouteront différentes cours.
- une exposition et des installations / animations, conçues et organisées par l'ENSP dans les espaces qu'elle occupe au sein de l'école, et dont le commissariat, sur proposition de l'école, serait assuré par Alexandre Chemetoff ; les espaces concernés seront le bâtiment des Suisses et des lieux choisis au sein du Potager du Roi.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES OBJECTIFS COMMUNS ET COMPLEMENTAIRES DES PARTIES

2.1 L'objectif de la Région

En fédérant tous les acteurs du monde de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage, à l'échelle régionale, nationale et internationale, autour d'un évènement fort, en choisissant de valoriser des réalisations architecturales, urbanistiques et paysagères emblématiques pour répondre aux problématiques des grandes métropoles internationales, en particulier de l'Ile-de-France, et en créant des moments de débats et d'échanges, la Région a fait le choix d'un évènement qui s'inscrit pleinement dans ses missions de :

- définition des orientations relatives à l'attractivité du territoire régional, exprimées à travers son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;
- veille à la diffusion et au développement des nouvelles technologies, de la formation et de l'information scientifique et technique ;
- contribution au développement culturel de la région.

2.2 L'objectif de l'ENSA-V

La conception et la réalisation d'une exposition sur les domaines croisés de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage qui s'inscrivent pleinement dans les activités d'intérêt général utiles et complémentaires à la mission statutaire de l'ENSA-V, chargée en particulier de :

- la formation et la recherche en architecture et de la valorisation de celle-ci ;
- la diffusion, notamment dans le cadre régional, de la culture architecturale et de la sensibilisation des jeunes à l'architecture, notamment en milieu scolaire ;
- l'échange des savoirs et des pratiques au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale, notamment par le développement de programmes de coopération avec des institutions étrangères.

L'école apporte son savoir-faire pédagogique, et plus particulièrement dans le domaine des nouvelles technologies au service de l'architecture, sa contribution au développement de la recherche, la

contribution de ses étudiants et de ses enseignants et son réseau d'échanges et de partage avec d'autres écoles d'architecture au niveau régional, national et international.

2.3 L'objectif de l'ENSP

La conception et la réalisation d'une exposition sur les domaines croisés de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage qui s'inscrivent pleinement dans les activités d'intérêt général, utiles et complémentaires à la mission statutaire de l'ENSP, chargée en particulier de :

- apporter son concours scientifique, technique et artistique notamment à des institutions culturelles, d'enseignement ou de recherche et à des collectivités territoriales ou à des entreprises ;
- contribuer au rayonnement international de la compétence française dans le domaine du paysage ;
- contribuer en collaboration avec les organismes compétents, à la veille scientifique et technique, à l'innovation technologique et au développement ainsi qu'à la valorisation des résultats de recherche ;
- participer à la diffusion de l'information scientifique et technique ;
- concourir à la mise en œuvre de la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale.

L'école apporte son savoir-faire pédagogique, sa contribution au développement de la recherche, la contribution de ses étudiants et de ses enseignants et son réseau d'échanges et de partage avec d'autres écoles de paysage au niveau régional, national et international.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

3.1 Engagements relatifs à l'exécution de l'évènement

3.1.1 Engagements communs à toutes les parties

Interventions d'opérateurs économiques

L'externalisation de toute mission par l'un des coopérants devra être réalisée conformément aux règles de la commande publique applicables.

3.1.2 Engagements de la Région

- s'appuyer sur ses ressources, tant humaines que matérielles, pour assurer certaines des fonctions transversales et de coordination du projet de coopération ;
- missionner un commissaire général, en charge d'élaborer le concept de cette biennale, son scénario d'ensemble et de coordonner la réalisation des contenus et leur mise en scène, afin d'asseoir la cohérence générale de l'évènement ;
- participer au financement des expositions portées par ses partenaires dans le cadre de la biennale à hauteur d'un montant maximum de 1,5 M€ ;
- assurer, en lien avec le commissaire général et le ou les experts qu'il pourra s'adjoindre en ce domaine, un plan de communication et une stratégie de visibilité média à hauteur de l'ambition de la biennale dans sa globalité comprenant la création du logo, des éléments de langage, de l'univers graphique, du site internet dédié ;
- assurer l'impression de tous les supports de communication de l'évènement dont la signalétique des 4 expositions et l'édition du ou des catalogues de la biennale ;
- organiser une ou plusieurs expositions dans des pavillons éphémères installés dans la cour d'honneur du site de la Petite Ecurie du Château de Versailles ;
- organiser, en lien avec le commissaire général et le ou les experts qu'il pourra s'adjoindre en ce domaine, les temps forts de débats, colloques et conférences, avec l'ensemble des acteurs, pour ouvrir de nouvelles perspectives, pour susciter collectivement des idées,

mutualiser les savoirs, mettre en exergue les bonnes pratiques et partager les expériences relatives aux problématiques propres aux régions métropoles ;

3.1.3 Engagements de l'ENSA-V

Dans la limite des moyens consacrés à la manifestation :

- choisir un commissaire d'exposition, dont le projet proposé s'inscrit pleinement dans le thème de cette première édition, et le rémunérer ;
- accompagner le projet d'exposition, conçu par le commissaire en collaboration avec le commissaire général (contenu et mise en scène) ;
- mettre à disposition, pour y accueillir le public de l'évènement, les lieux et les locaux de l'école nécessaires à la présentation de son exposition ;
- s'adjoindre les compétences d'un scénographe le cas échéant et le rémunérer ;
- veiller à ce que le projet valorise le travail de ses étudiants et mettre en avant les savoir-faire de l'école ;
- prendre en charge, administrativement et financièrement, l'ensemble des marchés des lots techniques nécessaires à la réalisation des aménagements d'exposition (main d'œuvre et fournitures) ;
- prendre en charge financièrement la fabrication des prototypes, maquettes et autres productions (fourniture et main d'œuvre), qui seront présentés ou mis en œuvre pendant toute la durée de la biennale ;
- réaliser ou faire réaliser le volet multimédia des expositions : mise en forme du contenu et achat ou mis à disposition des équipements et prendre en charge le coût correspondant ;
- prendre en charge le coût des assurances liées au contenu exposé ;
- assumer les éventuels frais de location de matériels nécessaires (structures, transformation d'espaces, …) ;
- En cas d'organisation d'appels à projets, workshop ou ateliers vivants, avec d'autres institutions ou invités, régionaux, nationaux ou internationaux, l'école prendra à sa charge les coûts d'exploitation associés (matériel, fournitures, invitations, déplacements, hébergement, …) ;
- prendre en charge le volet d'élaboration du catalogue ou du fascicule de l'exposition (rémunération des contributeurs et droits), le cas échéant.
- Participer à l'élaboration des débats et des colloques, en lien avec le commissaire général et la ou les personnes qu'il s'adjoindra en ce domaine, organisés au cours de la biennale et éventuellement en amont de celle-ci et y participer le cas échéant ;
- Le cas échéant, prendre en charge financièrement et mettre à disposition l'ensemble des effectifs nécessaires à la phase d'exploitation de l'évènement, sur tous les sites d'exposition de l'école : agents de sécurité-sûreté, agents d'accueil, agents de propreté, agents de maintenance, …

3.1.4 Engagements de l'ENSP

Dans la limite des moyens consacrés à la manifestation :

- choisir un commissaire d'exposition, dont le projet proposé s'inscrit pleinement dans le thème de cette première édition, et le rémunérer ;
- accompagner le projet d'exposition conçu par le commissaire, en collaboration avec le commissaire général (contenu et mise en scène) ;
- mettre à disposition, pour y accueillir le public de l'évènement, les lieux et les locaux de l'école nécessaires à la présentation de son exposition ;
- s'adjoindre les compétences d'un scénographe le cas échéant et le rémunérer ;
- veiller à ce que le projet valorise le travail de ses étudiants et mettre en avant les savoir-faire de l'école ;
- prendre en charge, administrativement et financièrement, l'ensemble des marchés des lots techniques nécessaires à la réalisation des aménagements d'exposition (main d'œuvre et fournitures) ;

- prendre en charge financièrement la fabrication des prototypes, maquettes et autres productions (fourniture et main d'œuvre), qui seront présentés ou mis en œuvre pendant toute la durée de la biennale ;
- réaliser ou faire réaliser le volet multimédia des expositions : mise en forme du contenu et achat ou mis à disposition des équipements et prendre en charge le coût correspondant ;
- prendre en charge le coût des assurances liées au contenu exposé ;
- assumer les éventuels frais de location de matériels nécessaires (structures, transformation d'espaces, …) ;
- en cas d'organisation d'appels à projets, workshop ou ateliers vivants, avec d'autres institutions ou invités, régionaux, nationaux ou internationaux, l'école prendra à sa charge les coûts d'exploitation associés (matériel, fournitures, invitations, déplacements, hébergement, …) ;
- prendre en charge le volet d'élaboration du catalogue ou du fascicule de l'exposition (rémunération des contributeurs et droits), le cas échéant.
- participer à l'élaboration des débats et des colloques, en lien avec le commissaire général et la ou les personnes qu'il s'adjoindra en ce domaine, organisés au cours de la biennale et éventuellement en amont de celle-ci et y participer le cas échéant ;
- le cas échéant, prendre en charge financièrement et mettre à disposition l'ensemble des effectifs nécessaires à la phase d'exploitation de l'évènement, sur tous les sites d'exposition de l'école: agents de sécurité-sûreté, agents d'accueil, agents de propreté, agents de maintenance, …

3.2 Engagements administratifs et comptables

Chacune des parties s'engage à :

- Informer ses coopérants, dans les meilleurs délais, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation, ainsi que de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer ses coopérants des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

3.3 Engagements en matière de communication

3.3.1 Logotype

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la biennale internationale de l'architecture, de la ville et du paysage d'Ile-de-France, toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention feront apparaître la mention « évènement organisé en coopération avec » et les logotypes de la Région et des écoles.

De la même façon, les logotypes doivent être positionnés en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers les sites institutionnels de la Région et des écoles.

3.3.2 Evènements

Les parties s'engagent à porter à la connaissance du Comité de suivi de la convention, tel que défini ci-dessous (art. 5), les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation de l'évènement objet de la présente Convention de coopération. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de préparation et sur toute la durée de vie de l'évènement doit être établi et transmis tous les mois au Comité de suivi de la convention.

3.3.3 Relations presse / relations publiques

Les coopérants s'engagent à porter à la connaissance du Comité de suivi de la convention les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ils s'engagent par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de leurs coopérants dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

3.3.4 Coopération aux actions de communication décidées par le Comité de suivi de la convention en lien avec l'objet de la convention

Les parties s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par le Comité de suivi de la convention.

De plus, à l'instar de l'ensemble des partenaires de la biennale et dans le cadre de toutes les communications engagées par les signataires, les parties s'engagent à respecter le cadre et l'intégrité de la charte de communication de la biennale fixée et validée par le Comité de suivi de la convention.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET APPORTS EN NATURE

4.1 Apports en nature

L'ENSA-V et l'ENSP mettent à disposition, pour y accueillir le public de l'évènement, les locaux de l'école nécessaires à la présentation de leurs expositions tels que décrits ci-dessous, selon les modalités suivantes :

Les lieux seront mis à disposition pour l'évènement, qui sera ouvert au public du 9 mai au 13 juillet 2019, opérations de montage et de démontage à prendre en compte en amont et en aval de ce calendrier. Concernant la durée des phases de montage et de démontage, les dates pourront être définies collégialement par les parties et intégrées par voie d'avenant lorsque le projet sera plus abouti.

Les espaces concernés pour l'ENSA-V sont :
La grande Nef ;
La cour Sud ;
La cour des Fontaines ;
La cour de la Maréchalerie ;
Le centre d'art contemporain / entrée ENSA-V ;
La cour de la Forge ;
L'auditorium.

Les espaces concernés pour l'ENSP sont :
La Galerie des Suisses ;
Une partie des jardins du Potager du Roi.

4.2 Financement des expositions

La Région s'engage à participer au financement des expositions portées par l'ENSA-V, l'ENSP dans le cadre de la biennale à hauteur d'un montant de 800 000 euros TTC pour ENSA-V et de 700 000 euros TTC pour l'ENSP.

Il est à noter que ce montant ne prend pas en compte le montant des prestations en phase d'exploitation (sécurité-sûreté, accueil, propreté et maintenance) qui sera évalué ultérieurement et qui, s'il incombe aux écoles, fera l'objet d'un remboursement de frais correspondant à cette mission supplémentaire. Le cas échéant, les modalités de ce remboursement feront l'objet d'un avenant spécifique ultérieur.

La présente convention de coopération est un marché à prix ferme et forfaitaire.

Un premier versement (avance de trésorerie) de 30 % sera effectué au profit des écoles dès que la présente convention de coopération sera devenue exécutoire.

Chaque versement suivant (acomptes et solde à valoir sur les dépenses déjà effectuées) est conditionné par la production d'une facture des écoles accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, des copies des factures et de tout document justificatif permettant à la Région d'apprécier que ces dépenses relèvent bien de l'organisation de la biennale.

Le dernier versement (solde) devra être sollicité au plus tard le 31 décembre 2019, cachet de la poste faisant foi.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Le montant de la participation régionale tel que défini ci-dessus au premier alinéa de l'article 4.2 de la présente convention, constitue un plafond. La participation régionale sera ajustée le cas échéant à la baisse, au montant de dépenses réellement engagées par les écoles. A contrario, la participation régionale ne saurait être revue à la hausse même si le montant de dépenses réalisées par l'école s'avère supérieur.

L'avance versée par la Région sera remboursée par précompte sur les sommes versées aux écoles dans le cadre de chaque acompte à raison de 25 % du montant de l'avance, et du montant restant à rembourser cas échéant dans le cadre du solde.

Si à l'issue des demandes de versement effectuées par les écoles, l'avance n'était pas remboursée en totalité, le reliquat fera l'objet d'un ordre de reversement par la Région.

Les écoles s'engagent à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

L'école s'engage à réaliser un suivi comptable de l'opération faisant l'objet de la présente convention de coopération.

4.3 Recettes potentielles de l'évènement

Les parties sont susceptibles de recevoir des donations financières ou en nature de la part de mécènes, mécénat éventuellement collecté par les écoles elles-mêmes :

- ces donations au bénéfice de la Région viendront réduire le coût global de la manifestation ;
- ces donations au bénéfice de l'ENSA-V ou de l'ENSP seront utilisées par chaque école en supplément du montant de la participation de la Région tel que défini ci-dessus au premier alinéa de l'article 4.2. ; plus précisément, en cas de dépassement avéré de l'enveloppe régionale dévolue à chaque école, celles-ci auront la possibilité de faire appel à du mécénat pour rentrer dans leurs frais et/ou, dans le cas où les écoles voudraient prendre à leur charge des actions supplémentaires de promotion du travail de leurs étudiants ou de leur savoir-faire, elles pourront faire appel à du mécénat ; dans les 2 cas, l'opération devra être faite sous le couvert de l'approbation préalable du comité de suivi de la convention.

Par ailleurs, une entrée payante pour accéder aux sites de la biennale et le produit de la vente des produits dérivés tels que les catalogues de la manifestation sont susceptibles de générer des recettes.

Ces recettes n'ont pas vocation à constituer des bénéfices au profit des parties ; elles viendront réduire le coût global de l'opération à la charge de la région.

Les droits d'entrée, les conditions d'accès et la liste des produits dérivés, propres à l'évènement et qui pourraient être vendus, n'étant pas arrêtés, ces points feront l'objet d'un avenant spécifique ultérieur.

ARTICLE 5 : COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION

Un Comité de suivi de la convention est instauré, avec pour mission :

- de veiller au respect des engagements pris par les parties ;
- d'arrêter un règlement intérieur, pour la préparation et/ou la réalisation de la biennale ;
- de définir des actions de communication en lien avec l'objet de la présente convention ;
- peut décider d'exclure telle ou telle partie en cas de manquement, établir l'arrêté des comptes et demander le reversement des sommes à la partie concernée.
- (…)

Il est composé des membres suivants :
- Le commissaire général de la biennale ;
- Le ou les représentants de la Région ;
- Le représentant de l'ENSA-V ;
- Le représentant de l'ENSP ;
- Le représentant de tout coopérant qui sera confirmé ou ajouté à la convention.

ARTICLE 5 bis : COMITE SCIENTIFIQUE

Par ailleurs un comité scientifique présidé par le commissaire général se réunira chaque mois ;

Il est composé des membres suivants :
- Le commissaire général de la biennale ;
  Les commissaires d'exposition ;
- Les représentants de la Région :
  - Le DGA de la Région concerné
  - Le Chef de projet

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès qu'elle aura acquis un caractère exécutoire pour tous les coopérants.
Elle expire à l'issue du règlement des comptes de la biennale et, au plus tard, dans un délai de 6 mois suivant la fin de la manifestation.

ARTICLE 7 : DELAIS D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel d'exécution sera le suivant :

- présentation convention pour validation par la commission permanente régionale : 24 janvier 2018
- soumission de la convention au conseil d'administration des écoles : courant février 2018
- conférence de presse de lancement : mi-mai 2018
- stabilisation du scénario et du programme des différents projets de la biennale : mai à juin 2018
- stabilisation des composantes d'exploitation de la biennale : juillet 2018
- production des contenus : novembre 2018 à mars 2019
- fabrication : janvier à mars 2019

- installation sur site : avril 2019
- fin du montage : 3 mai 2019
- contrôles règlementaires avant ouverture au public (passage bureau de contrôle) : 6 mai 2019
- inauguration : 9 mai 2019

Ce calendrier pourra faire l'objet de vérifications et de mises à jour dans le cadre du comité de suivi de la convention.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA PARTICIPATION REGIONALE

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de sa participation financière au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la participation financière de la Région, l'école est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Le comité de suivi de la convention peut décider d'exclure telle ou telle partie en cas de manquement et de régler les comptes.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est soumise pour avis au Comité de suivi de la convention.

Cette convention pourra éventuellement s'élargir à d'autres institutions publiques dont les admissions seront soumises à l'accord des parties et du comité de suivi de la convention. Elles seront ratifiées par voie d'avenant à la présente convention.

Fait à Paris en [autant d'exemplaire que de parties + 1] exemplaires originaux

Le

L'établissement
(nom, qualité du signataire
et cachet)

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Ile de France

Le

L'établissement
(nom, qualité du signataire
et cachet)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-050

DU 24 JANVIER 2018

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU TOURISME

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS 2018 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS DANS LE DOMAINE DU TOURISME : COMITÉ RÉGIONAL DU TOURISME (CRT) ET CENTRES D'ACCUEIL RÉGIONAUX DU TOURISME (CART) : PREMIÈRE AFFECTATION

FONCTIONNEMENT DES POINTS D'ACCUEIL DANS LES AÉROPORTS PARISIENS : PREMIÈRE AFFECTATION

AFFECTATION PROVISIONNELLE D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation de deux avenants relatifs aux conventions d'objectifs et de moyens des organismes associés dans le domaine du tourisme ;

VU La délibération n° CP 08-1290 du 27 novembre 2008 habilitant le Président du Conseil régional à signer une convention avec Aéroports de Paris pour la poursuite du dispositif des points d'accueil dans les aéroports parisiens ;

VU La délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT ;

VU La délibération n° CP 16-584 du 16 novembre 2016 portant approbation de deux avenants relatifs aux conventions d'objectifs et de moyens des organismes associés dans le domaine du tourisme ;

VU La délibération n° CP 16-659 du 13 décembre 2016 portant approbation d'un avenant relatif à la convention d'objectifs et de moyen du CRT ;

VU La délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-050 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°2 de la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum de **189 550 €.**

Affecte une autorisation de programme de **119 550 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2018.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide d'attribuer aux organismes associés dans le domaine du tourisme des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2018. Soit :

- L'affectation d'une autorisation d'engagement de **7 000 000 € en faveur du CRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2018 (première affectation).

- L'affectation d'une autorisation d'engagement de **1 038 571 € en faveur des CaRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2018 (première affectation).

Article 3 :

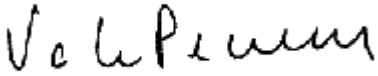
Décide de participer financièrement au fonctionnement des points d'accueil dans les aéroports parisiens par l'attribution aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 761 428 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 761 428 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2018.

Article 4 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **24 000 €**, imputée sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme » - programme HP 095-001(195001) « dispositif régionaux en faveur du développement touristique » - action 19500112 « région multilingue » du budget 2018 et permet la couverture de frais liés à l'organisation de manifestations et de toutes dépenses induites pour l'activité du secteur.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-050	Budget	2018

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500108 - Fonds de soutien au tourisme**

Dispositif : N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement

Dossier	EX027952 - Soutien à la promotion et à la communication du nouveau Musée de la Résistance Nationale à Champigny sur Marne.			
Bénéficiaire	P0035686 - MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE			
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	TTC	12,5 %	20 000,00 €	

Dossier	EX029380 - Organisation de la fête aérienne 2018 sur l'aérodrome de Cerny portant sur le rôle de l'aviation dans la victoire de 1918.			
Bénéficiaire	EXM02420 - AMICALE JEAN-BAPTISTE SALIS			
Localisation	CERNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 270 000,00 €	TTC	3,94 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement	70 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195001 - 19500108	70 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500109 - Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-050	Budget	2018

Dossier	EX028149 - création dans les salles de l'Empire du château de Versailles d'une offre de visite multilingue basée sur expérience immersive et participative de compréhension			
Bénéficiaire	R14954 - ETS PUB MUSEE ET DOMAINE NAT VERSAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 750,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
302 500,00 €	TTC	30 %	90 750,00 €	

Dossier	EX029927 - ACTIONS EN FAVEUR DU NOUVEL OFFICE INTERCOMMUNAUTAIRE DU PROVINOIS : CREATION DU SITE INTERNET ET OUTILS NUMERIQUES 77.			
Bénéficiaire	R37002 - OFF TOURISME PROVINS			
Localisation	CC PROVINOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 000,00 €	TTC	30 %	28 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	119 550,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500109	119 550,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195002 - Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme**
Action	**19500201 - Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme**

Dispositif : N° 00000048 - OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)

Dossier	18000954 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018 COMITE REGIONAL DU TOURISME (CRT)			
Bénéficiaire	EX000477 - CRT CRT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	7 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000048 - OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	7 000 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-050	Budget	2018

Dispositif : N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)

Dossier	18000956 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018 CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME (CART)			
Bénéficiaire	R10885 - CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 038 571,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	1 038 571,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)	1 038 571,00 €

Dispositif : N° 00000053 - Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT) Gestion des points d'accueil dans les aéroports de Paris

Dossier	18001067 - FONCTIONNEMENT DES POINTS D'ACCUEIL DANS LES AEROPORTS PARISIENS POUR L ANNEE 2018 - PREMIERE AFFECTATION			
Bénéficiaire	R10885 - CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 761 428,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	1 761 428,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000053 - Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT) Gestion des points d'accueil dans les aéroports de Paris	1 761 428,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195002 - 19500201	9 799 999,00 €

FONDS POUR LA MODERNISATION ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE DU TOURISME

ACTIONS POUR LA TRANSITION NUMÉRIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029927

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ACTIONS EN FAVEUR DU NOUVEL OFFICE INTERCOMMUNAUTAIRE DU PROVINOIS : CREATION DU SITE INTERNET ET OUTILS NUMERIQUES. 77.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	96 000,00 €	30,00 %	28 800,00 €
	Montant Total de la subvention		28 800,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE TOURISME PROVINS
Adresse administrative : CHEMIN DE VILLECRAN
77160 PROVINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé Patron, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39230134700028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : actions en faveur du nouvel office du tourisme du Provinois

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Doter le nouveau territoire issu de la fusion des Communautés de Communes existantes de nouveaux outils performants en faveur du tourisme.

Description :
Contexte : dans le cadre de la constitution de l'Office de Tourisme intercommunautaire « Provins Tourisme, entre Bassée Montois et Morin », les outils numériques, l'offre touristique et les supports de médiation doivent être harmonisés afin d'offrir la meilleure visibilité à tout le territoire relevant de la compétence de l'OTI.

Les actions suivantes doivent être mises en œuvre :

- Modernisation et création des supports de communication numérique : site web de l'OTI, outils numériques
- Médiation numérique à destination des nouvelles clientèles en Ville Basse de Provins : création et mise en place d'audioguides multilingues
- Harmonisation des solutions de réservation dématérialisée : déploiement d'un outil de réservation et de gestion commerciale à l'échelle du nouveau territoire.

Moyens mis en œuvre :

- RH : 2 chefs de projet
- Finances : budget partagé entre les fonds propres de l'OTI et les intercommunalités
- apport technique et expertises (pour le volet audioguides)
- R&D : support en réflexion sur la digitalisation de l'offre du territoire couvert par l'OTI
- Technique : utilisation importante de la plateforme Apidae, renforcement des compétences de chargés de projet e-tourisme.

Intérêt régional :
La digitalisation de l'offre du territoire de l'OTI est une occasion idéale pour expérimenter en milieu rural et proposer une méthodologie applicable à d'autres territoires en Ile-de-France.
L'utilisation accrue de la plateforme Apidae permettra en outre à la Région de bénéficier de données de qualité sur l'offre touristique de territoires jusqu'alors pas ou peu représentés dans l'offre régionale.
Enfin, la publication d'outils de médiation à destination des nouvelles clientèles (asiatiques, cibles jeunes ou primo arrivants) offre à la Région une plus grande visibilité, et un panel plus étendu d'activités touristiques à destination de clientèles très concentrées jusqu'alors sur la Métropole

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Résidents locaux et franciliens, touristes français, internationaux, nouvelles cibles (jeunes, asiatiques)

Localisation géographique :

- Communauté de Communes du pays PROVINOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Publication Audioguides	17 000,00	17,71%
Création site web	25 000,00	26,04%
Déploiement outil billetterie dématérialisée	30 000,00	31,25%
frais de création du site	24 000,00	25,00%
Total	96 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Communauté de communes	26 600,00	27,71%
Fonds propres	19 400,00	20,21%
GAL Terres de Brie	20 000,00	20,83%
Région	28 800,00	30,00%
département 77	1 200,00	1,25%
Total	96 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT	
Exercice	**Montant**
2018	28 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX028149

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : CREATION D'UN OUTIL DE VISITE MULTILINGUE IMMERSIF ET PARTICIPATIF DANS LES SALLES DE L'EMPIRE DU CHATEAU DE VERSAILLES. 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	302 500,00 €	30,00 %	90 750,00 €
	Montant Total de la subvention		90 750,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUBLIC MUSEE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES
Adresse administrative : CHATEAU DE VERSAILLES
78008 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Denis BERTHOMIER, Administrateur Général
N° SIRET : 18004626000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création dans les salles de l'Empire du château une offre de visite multilingue basée sur une expérience immersive et participative de compréhension pour les salles de l'Empire.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les 13 salles de l'Empire, situées en enfilade au rez-de-jardin de l'aile du Midi du château de Versailles, abritent depuis 1837 et selon les souhaits de Louis-Philippe, les peintures commandées ou achetées par Napoléon pour commémorer ses entreprises diplomatiques et campagnes militaires à travers l'Europe (entre 1796 et 1815). Ces œuvres, placées à l'époque au palais des Tuileries, à Saint-Cloud ou au Grand Trianon, ont été rassemblées à Versailles lors de la création du musée historique dédié « à toutes les gloires de la France ».

On y retrouve tous les grands noms de la peinture du temps et quelques chefs-d'œuvre universels comme Bonaparte franchissant le Grand saint-Bernard par David ou Les révoltés du Caire par Girodet. Aujourd'hui animées par un dispositif technique datant de 2005 (le « Musée parlant ») , les salles de l'Empire sont par leur localisation, leur thématique, leur unité scénographique et historique, le lieu idéal pour accueillir la médiation innovante anticipée dans ce projet.
Description :

L'EPV souhaite créer dans les salles de l'Empire du château de Versailles une offre de visite multilingue basée sur une expérience immersive et participative de compréhension de la geste napoléonienne en partenariat avec un éditeur d'applications interactives et innovantes.

Doté de lunettes fournies par l'EPV, et grâce aux avancées que permet la réalité mixte (à la fois virtuelle et augmentée), le visiteur aura l'impression de parcourir une galerie dont les tableaux s'animent à son passage pour lui donner les informations qu'il attend.

Le dispositif permettra deux modes de découverte complémentaires (activables au choix) :

- Une version « Découverte des œuvres » : les tableaux phares (15 à 20) sont animés par des éléments en surbrillance, des textes, des éclairages vidéos ou sonores, des analyses iconographiques. Ils pourront être « réveillés » par le visiteur. Des options « dessin » et « quizz » seront aussi disponibles.
- Une version « Parcours enquête » : les tableaux seront le support animé d'un parcours interactif basé sur une intrigue mêlant l'époque du musée de l'Histoire de France et la geste napoléonienne. Des personnages tels que Murat, Hugo, Dumas seront les protagonistes de ce parcours. Le visiteur avancera dans son parcours en résolvant de petites énigmes liées au tableau ou à des sources historiques complémentaires.

La demande d'aide porte sur :

- la conception et le développement du service innovant (sous-traitance) dont l'achat de matériel de test ;
- la mise en production et l'exploitation du service créé (sous–traitance) ;
- les dépenses liées aux focus groupes et/ou aux tests prévus avec des représentants des publics ciblés.

Moyens mis en œuvre :
Le projet repose sur une collaboration avec une start-up innovante ou une PME du numérique. Il s'agira d'un éditeur en applications interactives ; il sera chargé de développer le logiciel permettant d'utiliser les lunettes dans le cas de figure imaginé.
Le château a d'ores et déjà financé (hors budget) une étude préliminaire auprès d'une start-up du numérique (francilienne), afin de pouvoir faire expertiser ses idées, en tester la faisabilité et disposer d'un cadrage budgétaire précis. Nonobstant cette collaboration initiale, le prestataire « logiciel » sera choisi par appel d'offre.
Un autre prestataire sera chargé de fournir et de gérer les outils de réalité mixte. L'EPV lancera également une consultation pour cette prestation. Les différents contenus sonores (voix, bruitages) seront pour leur part produits dans le cadre d'un marché existant.

Intérêt régional :
Action participant à l'émergence de la région multilingue et à la transition numérique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Plutôt jeunes publics mais aussi public adulte s'intéressant à l'histoire de France

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception, développement et production d'une application en réalité augmentée	302 500,00	100,00%
Total	302 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	187 550,00	62,00%
Mécénat	24 200,00	8,00%
Région	90 750,00	30,00%
Total	302 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	90 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	93 000,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Investissement	37 800,00 €
	Montant total	130 800,00 €

AXE FONDS DE SOUTIEN A LA PROMOTION ET A LA COMMUNICATION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX029380

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ORGANISATION DE LA FETE AERIENNE 2018 SUR L'AERODROME DE CERNY PORTANT SUR LE ROLE DE L'AVIATION DANS LA VICTOIRE DE 1918.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	1 270 000,00 €	3,94 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE JEAN-BAPTISTE SALIS
Adresse administrative : AERODROME DE LA FERTE-ALAIS
91590 CERNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Cyrille VALENTE, Président.

N° SIRET : 34033536300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Organisation de la fête aérienne sur l'aérodrome de Cerny mettant l'accent sur la contribution de l'aviation à la victoire de 1918.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le terrain d'aviation de Cerny/La Ferté-Alais héberge la plus importante collection d'avions volants de la première guerre mondiale en Europe, avec un certain nombre d'avions classés MH.

L'amicale Jean-Baptiste Salis y organise depuis 45 ans, durant le week-end de la Pentecôte, l'un des 5 plus belles fêtes aériennes du monde. Avec ses 35.000 passionnés venus de toute l'Europe, c'est la plus importante manifestation ouverte au public en Essonne.

En 2018, la fête aérienne accordera une place importante à l'anniversaire de la victoire de 1918. Une vingtaine d'avions de la première guerre mondiale venus de toute l'Europe seront présentés en vol. Des manifestations et des thématiques seront organisées sur le thème de la Grande Guerre.

Cet événement doit bénéficier du label du centenaire 14-18.

Description :
Le week-end de la Pentecôte 2018 se tient le 46ème opus de cette fête aérienne. Organisée sur le « terrain d'aviation » de Cerny/La Ferté-Alais, composé d'une piste en herbes entourée de bois, cette 46ème met à l'honneur les avions de la première guerre mondiale

Le public peut s'approcher au plus près des 150 avions alignés sur le terrain d'aviation et s'informer auprès des pilotes et des mécaniciens en tenue d'époque. L'après-midi, pendant près de cinq heures, les avions évoluent dans le ciel et simulent bombardements, combats aériens et manœuvres acrobatiques.

Le public est aussi convié à admirer des reconstitutions historiques comme un accident sur le terrain d'aviation avec un authentique taxi de la Marne transformé en ambulance. Une tranchée sera également reconstituée et accueillant du matériel lourd (chars et canons) venu du musée des blindés de Saumur.

Les hangars hébergeront aussi des présentations didactiques du rôle de l'aviation pendant la Grande Guerre.

Moyens mis en œuvre :
La réalisation d'un spectacle aérien réunissant 35.000 visiteurs et 150 avions pendant 2 jours nécessite de lourds investissements et une organisation importante. Les moyens humains et matériels mis en œuvre sont considérables, à savoir :

- 300 membres, les services municipaux, des élèves du lycée de Cerny
- outils de communication (presse, affichage, radio, télévision…)
- location de l'aérodrome et son aménagement (tentes, boutiques sièges, barrières…)
- importantes mesures de sécurité (Gendarmerie, pompiers, SAMU, filtrage des accès)
- logistique lourde (véhicules, moyens radio, restauration, hébergement, nettoyage…)
- matériel coûteux (avions, essence, frais d'entretien, assurances…)
- acteurs de grande qualité (pilotes, personnels de piste, commentateur, ingénieur son, artificier…)

Intérêt régional :
Promouvoir le tourisme régional en mettant en valeur le patrimoine aéronautique.
Accueillir 35.000 visiteurs venus de toute l'Europe.
Permettre aux partenaires de faire découvrir notre région à leurs clients et fournisseurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
- Les passionnés d'aviation venus de toute l'Europe
- Les établissements scolaires
- Les entreprises, en particulier celles du secteur aéronautiques

Localisation géographique :
- CERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais généraux	590 000,00	46,46%
Location terrain et aménagements	215 000,00	16,93%
Frais de sécurité	150 000,00	11,81%
Frais de préparation des avions	150 000,00	11,81%
Frais d'organisation	95 000,00	7,48%
Communication et commercialisation	70 000,00	5,51%
Total	1 270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	15 000,00	1,18%
fonds propres par la vente des tickets d'entrée	1 205 000,00	94,88%
Région	50 000,00	3,94%
Total	1 270 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027952

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ACTIONS DE PROMOTION ET DE COMMUNICATION EN FAVEUR DU NOUVEAU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE A CHAMPIGNY-SUR-MARNE 94.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	160 000,00 €	12,50 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE
Adresse administrative : 88 AV MAX DORMOY
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lucienne NAYET, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42086729300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Soutien à la promotion et à la communication du nouveau MRN à Champigny sur Marne.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le MRN est un collectif qui œuvre depuis 1965 pour répondre à une nécessité essentielle : offrir aux citoyens une structure originale pour transmettre l'histoire de la Résistance et valoriser un patrimoine au cœur de la République, de notre citoyenneté et au service de nos valeurs communes.
En 2015 le département du Val-de-Marne a décidé de mettre à disposition du MRN un nouveau bâtiment aux bords de la Marne, près du centre-ville et de la future nouvelle gare de Champigny-sur-Marne du métro Grand Paris Express. Ce nouvel outil est une chance exceptionnelle pour permettre au MRN de pleinement mettre en avant les quatre enjeux qui, réunis, font sa force : être un musée exposant l'une des plus belles collections sur l'histoire de la Résistance, un espace de médiation culturel et citoyen, un acteur de la communauté éducative et un lieu de la recherche. Le soutien demandé à la Région Ile de France permettra au musée d'accompagner son transfert par une campagne de promotion ambitieuse.

Description :
La campagne de promotion a été conçue pour créer des événementiels et des actions régionales jusqu'à l'inauguration du nouveau bâtiment fin 2019. Plusieurs campagnes de promotion vont avoir lieu dont le 75^{e} anniversaire du CNR en 2018 et le programme Jeux Olympiques 2024 (la Résistance et le sport).

Moyens mis en œuvre :
- L'équipe du MRN et de son association à Champigny sur Marne et des prestataires de services,
- Les partenaires (Drac Ile de France, conseil départemental du Val de Marne, des Hauts de Seine et de la Seine Saint Denis, Villes de Paris et de Champigny sur Marne),

Intérêt régional :
Valoriser une offre de tourisme de mémoire et répondre aux enjeux du « vivre ensemble », à la mise en valeur et au renforcement de nos valeurs communes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, français et étrangers désireux de découvrir un patrimoine largement insoupçonné. Le nouveau site, à proximité de la future nouvelle gare de Champigny-sur-Marne du métro Grand Paris Express, permettra une offre touristique aux bords de Marne.

Localisation géographique : CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Campagnes de promotion du nouveau Musée	30 000,00	18,75%
Evènementiels et de manifestations de promotions (dont le 75ème anniversaire du CNR en 2018)	30 000,00	18,75%
Etude de marchés « publics »	20 000,00	12,50%
Lieux d'Histoire	30 000,00	18,75%
Programme JO 2024 (la Résistance et le sport)	50 000,00	31,25%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	15 000,00	9,38%
Département	15 000,00	9,38%
Mécénat	20 000,00	12,50%
Fonds propres	90 000,00	18,75%
Région	20 000,00	50,00%
Total	160 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Construction et aménagement des « Musées de France »	500 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-055

DU 24 JANVIER 2018

AFFECTATION D'UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATION EN ILE-DE-FRANCE (CARIF DÉFI MÉTIERS)

AFFECTATION 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du Code du travail ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n°CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération n°CR 45-13 du 21 juin 2013 approuvant la convention constitutive du CARIF Défi métiers ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ' simplifier le fonctionnement du conseil régional'

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 149-16 des 7 et 8 juillet 2016 relative à la convention liant la Région et le FPSPP

VU La délibération n° CR 001-17 du 23 janvier 2017 portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 12-574 du 12 juillet 2012 autorisant le Président du Conseil Régional à signer la convention de fonctionnement F 12-574 avec le GIP-CARIF ;

VU La délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 approuvant la Convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et le CARIF Défi métiers ;

VU Le budget 2018 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU le rapport n°CP 2018-055 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi Métiers par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement d'un montant maximal prévisionnel de 1 098 600 € pour la première affectation de janvier 2018.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec Défi Métiers de l'annexe technique et financière annuelle à la Convention et figurant en annexe 1 de la présente délibération.

L'ensemble des affectations mentionnées au sein de cet article relève du Contrat de projets 2015 - 2020 :

- volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur »
- sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi »
- projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Le territoire concerné par cette action est l'Île-de-France.

Affecte à cet effet quatre autorisations d'engagement décomposées comme suit :

Première autorisation d'engagement d'un montant de 935 400 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme PR 10-002 « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » du budget régional 2018.

Seconde autorisation d'engagement d'un montant de 90 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme PR 28-005 (428005) « Schéma des formations », code action 428005015 «réussite des élèves » du budget régional 2018.

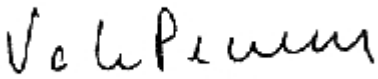
Troisième autorisation d'engagement d'un montant de 43 200 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget régional 2018.

Quatrième autorisation d'engagement d'un montant de 30 000€ disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-009 (123009) «Orientation et formations supérieures », code action 12300903 « Orientation et formations supérieures » du budget régional 2018.

Article 2 :

Autorise, du fait de l'engagement des dépenses de fonctionnement ordinaires de la structure au 1er janvier 2018, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention de fonctionnement du CARIF Défi métiers à compter du 1er janvier 2018 par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, ***prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée***

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe annuelle technique et financière à la convention triennale d'objectifs et de moyens du CARIF Défi Métiers

ANNEXE ANNUELLE TECHNIQUE ET FINANCIERE

A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ILE DE FRANCE DEFI METIERS

Détail des subventions attribuées
ANNEE 2018 - 1ère affectation

	CP n° 2018-055 Du 24 janvier 2018
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Développement Economie, Emploi, Formation**	935 400 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle TRESOR – Direction des Formations Sanitaires et Sociales**	43 200 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle TRESOR – Direction Orientation et Enseignement Supérieur**	30 000 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Lycées**	90 000 €
TOTAL	1 098 600 €

Nom du signataire :

Titre :

Cachet de la Structure :

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-055	Budget	2018

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123009 - Orientation et formations supérieures**
Action	**12300903 - Orientation et formations supérieures**

Dispositif : N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)

Dossier	18002156 - 1ère affectation GIP CARIF 2018 Orientations et Formations Supérieures			
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 259 531,00 €	HT	1,33 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)	30 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123009 - 12300903	30 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**410002 - Mesures transversales**
Action	**410002085 - Défi métiers**

Dispositif : N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)

Dossier	18001553 - GIP CARIF IDF 1ère affectation 2018			
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD			
Montant total	935 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 259 531,00 €	HT	41,4 %	935 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)	935 400,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 410002 - 410002085	935 400,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-055	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**413003 - Mesures diverses**
Action	**413003015 - Mesures diverses**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	18001566 - GIP CARIF ILE DE FRANCE		
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD		
Montant total	43 200,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	43 200,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 413003 - 413003015	43 200,00 €

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**428005 - Schéma des formations**
Action	**428005015 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)

Dossier	18001573 - GIP CARIF ILE DE FRANCE 1ERE AFFECTATION 2018				
Bénéficiaire	R25551 - GIP CARIF ILE DE FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	INNOVATION - FILIERES D'AVENIR ET USINE DU FUTUR/GIP DEFI métiers ARACT Ile de France et actions sectorielles GPEC - Hors CPRD				
Montant total	90 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 259 531,00 €	HT		3,98 %	90 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000499 - OA / Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile de France (CARIF)	90 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 428005 - 428005015	90 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-048

DU 24 JANVIER 2018

FINANCEMENT DES CFA FRANCILIENS : - AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR LE VERSEMENT AUX CFA D'AVANCES DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT PRÉVISIONNELLE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 - MODIFICATION DU COEFFICIENT DE PRISE EN CHARGE RÉGIONALE POUR LE FINANCEMENT DE NEUF CFA FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le livre II de la 6e partie du code du travail ;

VU La délibération n° CR 29-14 du 19 juin 2014 relative à la politique d'apprentissage durable et qualitative ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 ;

VU La délibération n° CR 112-16 relative à un contrat de performance entre la Région et chaque CFA, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-048 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Versement d'avances au titre de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2018

Décide le versement de l'ensemble des avances au titre de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2018 aux CFA, selon la répartition présentée en annexe 1 à

la présente délibération.

Les droits à subvention 2018 seront définitivement arrêtés par la Région, après analyse des comptes réalisés 2018, conformément à l'article R 6233-11 du code du travail.

Affecte une autorisation d'engagement de 145 807 100 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 : (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200301 « Financement des CFA », nature 657 « Subvention » du budget 2018.

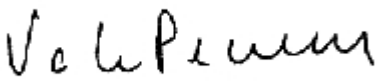
Article 2: modification du coefficient de prise en charge régionale pour le financement de neuf CFA franciliens

Approuve les aménagements de coefficient de prise en charge régionale tels que présentés en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne ces aménagements de coefficient de prise en charge à la conclusion, avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant-type, approuvé par la délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA.

Autorise la présidente du Conseil Régional à signer l'avenant correspondant.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : AUTORISATION D'ENGAGEMENT DE VERSEMENT D'AVANCES DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2018

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2018 - AVANCES

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionel 2018	Dépense théorique prévisionnelle 2017 (1)	subvention prévisionnelle 2017 nveau coeff 2018	Montant des avances 2018 80%	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
09C	BTP CFA de Nangis	77	NANGIS	Association BTP CFA Ile de France	1,29	1 221 562,00	1 562 222,10	1 249 777,68		1 249 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016 (1,29)
10C	CFAI 77	77	EMERAINVILLE	ASFO JEUNES 77	0,29	639 988,50	185 596,67	148 477,33		148 000,00	
11C	BTP CFA d'Ocquerre	77	OCQUERRE	Association BTP CFA Ile de France	0,95	1 238 895,00	1 178 903,25	943 122,60		943 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016 (0,95)
25C	BTP CFA de Noisy le Grand	77	NOISY-LE-GRAND	Association BTP CFA Ile de France	1,10	902 499,50	988 062,25	790 449,80		790 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016 1,10)
26C	CFA Ingénieurs 2000	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Association INGENIEURS 2000	0,56	5 166 876,00	2 893 450,56	2 314 760,45		2 314 000,00	
27C	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	93	BOBIGNY	CMA de la Seine St Denis	0,99	6 087 884,50	6 028 685,24	4 822 948,19		4 822 000,00	
28C	CFA Descartes	77	CHAMPS-SUR-MARNE	ADEFSA	0,62	5 894 394,37	3 654 524,51	2 923 619,61		2 923 000,00	
30C	CFA CEFAA	93	VILLEPINTE	C.E.F.A.A	0,80	1 525 714,70	1 224 857,20	979 885,76		979 000,00	
31C	CFA Gestes Formation	93	PANTIN	Chambre d'Apprentissage de la Peinture	0,70	409 595,00	286 716,50	229 373,20		229 000,00	
32C	BTP CFA de Saint-Denis	93	SAINT-DENIS	Association BTP CFA Ile de France	1,37	755 300,00	1 034 761,00	827 808,80		827 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016 (1,37)
33C	CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel	93	BAGNOLET	AFASAM	0,43	607 252,25	261 118,47	208 894,77		208 000,00	
36C	CFA CAMAS	93	TREMBLAY EN FRANCE	CAMAS	0,00	458 932,50	0,00	0,00		0,00	
37C	CFA des Arts du Cirque	93	LA PLAINE ST DENIS	Académie Fratellini	0,80	233 732,25	186 985,80	149 588,64		149 000,00	
46C	CFA du Marché International de Rungis	94	RUNGIS	Association du CFA de la Poissonnerie	0,50	242 554,00	121 277,00	97 021,60		97 000,00	
47C	CFA Environnement et Hygiène des Locaux	94	VILLEJUIF	INHNI	0,00	1 186 867,00	0,00	0,00		0,00	
48C	CFA Couverture & Plomberie	94	ALFORTVILLE	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	1,10	722 312,50	794 543,75	635 635,00		635 000,00	
50C	CFA CMA du 94	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CMA du Val de Marne	0,97	2 728 550,70	2 647 035,68	2 117 628,54		2 117 000,00	
51C	CFA SUP 2000	94	SAINT-MAURICE	A.F.U.N.A	0,65	14 450 504,00	9 392 827,60	7 514 262,08		7 514 000,00	
55C	CFA AFANEM	94	ALFORTVILLE	AFANEM	0,00	576 143,50	0,00	0,00		0,00	
56C	CFA de l'Académie de Créteil	94	CRETEIL	FCIP - GIP	0,86	6 066 959,75	5 225 397,39	4 180 317,91		4 180 000,00	
57C	CFA INFA	94	NOGENT-SUR-MARNE	INFA	0,40	1 209 170,69	483 668,28	386 934,62		386 000,00	
59C	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	0,33	1 546 455,19	510 330,21	408 264,17		408 000,00	
60C	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	77	EMERAINVILLE	CCI Seine et Marne	0,60	6 066 277,00	3 639 766,20	2 911 812,96		2 911 000,00	
61C	CFA CMA de la Seine et Marne	77	MELUN	CMA Seine et Marne	0,92	5 892 807,50	5 438 346,10	4 350 676,88		4 350 000,00	
90C	CFA la Bretonnière	77	CHAILLY-EN-BRIE	EPLEFPA la Bretonnière	0,99	1 382 008,50	1 368 366,98	1 094 693,58		1 094 000,00	
92C	CFA de Grosbois	94	BOISSY-SAINT-LEGER	A.F.A.S.E.C.	0,77	355 387,50	273 648,38	218 918,70		218 000,00	
93C	CFA Mobilité Urbaine Durable - MUD	77	NOISIEL	Association ADA - Développement en Alternance de la Mobilité Urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
01P	CFA de la Couture	75	PARIS	ECSCP	0,00	364 351,00	0,00	0,00		0,00	
02P	CFA de l'Alimentation - CIFCA	75	PARIS	CIFCA	0,40	708 454,50	295 881,00	236 704,80		236 000,00	
03P	CFA INSTA	75	PARIS	INSTA	0,00	1 276 558,48	0,00	0,00		0,00	
04P	CFA Stephenson	75	PARIS	A.D.F.C.	0,60	3 145 713,87	1 905 433,12	1 524 346,50		1 524 000,00	
05P	CFA Ecole de Travail ORT	75	PARIS	Ecole de Travail ORT	0,53	1 375 682,50	794 851,57	635 881,25		635 000,00	
06P	CFA Ferroviaire	75	PARIS	AIJF	0,00	1 892 328,00	0,00	0,00		0,00	
07P	CFA de la Miroiterie	75	PARIS	FORMAP	0,80	193 895,00	155 116,00	124 092,80		124 000,00	
10P	CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail	93	MONTREUIL	INFL	0,63	505 982,50	318 768,98	255 015,18		255 000,00	

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2018 - AVANCES

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionel 2018	Dépense théorique prévisionnelle 2017 (1)	subvention prévisionnelle 2017 nveau coeff 2018	Montant des avances 2018 80%	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
11P	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	75	PARIS	C.S.F.	0,93	1 099 332,00	1 022 378,76	817 903,01		817 000,00	
15P	Ecole d'ameublement de PARIS	75	PARIS	CAIA	0,95	784 595,50	745 365,73	596 292,58		596 000,00	
16P	CFA Public Dorian	75	PARIS	Lycée Public Dorian	0,47	875 614,50	411 538,82	329 231,05		329 000,00	
17P	CFA Equipement Electrique	75	PARIS	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	0,72	1 285 627,50	925 651,80	740 521,44		740 000,00	
18P	CFA des Métiers de la Viande	75	PARIS	E.P.B. PARIS	0,51	1 177 767,50	600 661,43	480 529,14		480 000,00	
19P	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	94	ST MAURICE	AFORPA	0,73	4 168 087,00	3 069 069,01	2 455 255,21		2 455 000,00	
21P	CFA Audiovisuel	75	PARIS	A.F.O.M.A.V.	0,00	91 000,00	0,00	0,00		0,00	
22P	CFA St Lambert Formation	75	PARIS	C.A.M.B.A.	0,70	700 275,00	490 192,50	392 154,00		392 000,00	
23P	CFA de l'optique - AEPO	75	PARIS	Association pour l'Enseignement Privé de l'Optique	0,89	855 954,00	761 799,06	609 439,25		609 000,00	
28P	CFA Méderic	75	PARIS	APHRL	0,80	2 347 353,00	1 877 882,40	1 502 305,92		1 502 000,00	
29P	CFA des Métiers de la Table	75	PARIS	A.D.M.T.	0,88	3 355 219,00	2 952 592,72	2 362 074,18		2 362 000,00	
30P	CFA IGS	75	PARIS	I.G.S.	0,15	5 159 030,00	773 854,50	619 083,60		619 000,00	
31P	CFA Public Belliard	75	PARIS	L.P.H. Régional Belliard	0,80	1 005 277,50	804 222,00	643 377,60		643 000,00	
35P	CFA des Métiers de la Gastronomie	75	PARIS	CEPROC	0,97	1 705 080,00	1 653 927,60	1 323 142,08		1 323 000,00	
38P	CFA CCIR Paris Ile-de-France (consolidé)	78	JOUY-EN-JOSAS	CCIR Paris Ile de France	0,65	35 186 045,97	22 892 412,88	18 313 930,30		18 313 000,00	
39P	CFA de la Pharmacie	75	PARIS	ACPPP	0,70	1 582 483,50	1 107 738,45	886 190,76		886 000,00	
48P	CFA Cycles et Motocycles - INCM	75	PARIS	INCM	0,45	902 744,50	428 059,03	342 447,22		342 000,00	
49P	CFA Communication et Création Numérique	93	BAGNOLET	Campus Fonderie de l'Image	0,76	1 647 002,00	1 251 721,52	1 001 377,22		1 001 000,00	
50P	CFA CERFAL	75	PARIS	CERFAL	0,50	15 498 920,64	7 797 299,52	6 237 839,62		6 237 000,00	
51P	CFA DIFCAM	75	PARIS	DIFCAM	0,16	2 165 772,01	346 523,52	277 218,82		277 000,00	
52P	CFA CODIS	75	PARIS	A.F.G.D.	0,10	2 566 279,35	256 627,94	205 302,35		205 000,00	
53P	CFA de la ACMP	75	PARIS	ACMP	0,35	1 915 472,54	670 415,39	536 332,31		536 000,00	
55P	CFA de l'ARFA	75	PARIS 16	A.R.F.A.	1,02	1 549 559,00	1 580 550,18	1 264 440,14		1 264 000,00	
56P	CFA SACEF	75	PARIS	ADESA	0,61	5 772 636,05	3 521 307,99	2 817 046,39		2 817 000,00	
59P	CFA ACE	75	PARIS	ACE	0,81	4 227 215,05	3 424 044,19	2 739 235,35		2 739 000,00	
60P	CFA-ITE	75	PARIS 16	AGITEA	0,00	1 265 513,00	0,00	0,00		0,00	
62P	CFA Boulangerie et Pâtisserie	75	PARIS	E.B.P.	0,50	682 493,50	341 246,75	272 997,40		272 000,00	
64P	CFA de l'Assurance	92	PARIS-LA-DEFENSE	IFPASS	0,32	1 503 112,35	480 995,95	384 796,76		384 000,00	
66P	CFA des Compagnons du Devoir	75	PARIS	A.O.C.D.T.F.	0,46	1 160 932,50	534 028,95	427 223,16		427 000,00	
71P	CFAI Mécavenir	92	PUTEAUX	SUP II MECAVENIR	0,48	3 326 462,68	1 596 702,09	1 277 361,67		1 277 000,00	
72P	CFA ISEP Entreprises	75	PARIS	Association ISEP Entreprises	0,50	680 031,22	340 015,61	272 012,49		272 000,00	
73P	CFA IFRIA Ile de France	75	PARIS	IFRIA	0,40	557 032,15	222 812,86	178 250,29		178 000,00	
74P	CFA de l'Edition	75	PARIS	AS.FOR.ED.	0,00	351 451,67	0,00	0,00		0,00	
75P	CFA de la Bijouterie Joaillerie	75	PARIS	ADABJOP	0,70	356 827,50	249 779,25	199 823,40		199 000,00	
76P	CFA PAE	75	PARIS	PARIS-ACADEMIE-ENTREPRISES	0,30	3 218 022,06	965 406,62	772 325,29		772 000,00	

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2018 - AVANCES

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionel 2018	Dépense théorique prévisionnelle 2017 (1)	subvention prévisionnelle 2017 nveau coeff 2018	Montant des avances 2018 80%	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
78P	CFA FORMASUP Paris	75	PARIS	FORMASUP Paris	0,40	11 470 861,79	4 588 344,72	3 670 675,77		3 670 000,00	
79P	CFA Danse Chant Comédie	75	PARIS	AFMDCC - Association Danse Chant Comédie	0,90	272 025,00	244 822,50	195 858,00		195 000,00	
80P	CFA des Compagnons du Tour de France - Ile de France	75	PARIS	Compagnons du Tour de France - Ile de France	0,84	753 168,00	632 661,12	506 128,90		506 000,00	
83P	CFA Université et Sports	75	PARIS 16	Paris Sports Développement	0,30	256 984,75	77 095,43	61 676,34		61 000,00	
84P	CFA Bessières	75	PARIS	E.N.C BESSIERES	0,02	1 411 306,75	28 226,14	22 580,91		22 000,00	
86P	CFA Santé Animale	75	PARIS	Animal Pro Formation	0,64	396 324,50	253 647,68	202 918,14		202 000,00	
87P	CFA IMC	75	PARIS	Association IMC Alternance	0,00	1 043 939,00	0,00	0,00		0,00	
88P	CFA des Ressources Humaines	75	PARIS	Association Gestionnaire RH	0,00	584 215,20	0,00	0,00		0,00	
89P	CFA Formaposte IDF	75	PARIS	FORMAPOSTE Ile de France	0,00	2 054 897,40	0,00	0,00		0,00	
90P	CFA SEV	75	PARIS	A.D.A.S.E.V.	0,00	563 603,00	0,00	0,00		0,00	
91P	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	75	PARIS	A.D.A.F.A.	0,98	2 013 635,00	1 977 167,86	1 581 734,29		1 581 000,00	
04V	CFA des Métiers du BTP - CFM BTP	78	TRAPPES	CPO.A	0,95	899 829,50	855 228,63	684 182,90		684 000,00	
05V	CFA GARAC	95	ARGENTEUIL	G.A.R.A.C.	0,45	2 373 838,80	1 108 738,26	886 990,61		886 000,00	
06V	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	78	POISSY	ACPPAV	0,83	2 597 577,00	2 155 988,91	1 724 791,13		1 724 000,00	
11V	CFA de la Carrosserie	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	FFC	0,66	444 808,00	293 573,28	234 858,62		234 000,00	
15V	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	Association BTP CFA Ile de France	0,95	1 276 095,80	1 214 244,01	971 395,21		971 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016
16V	BTP CFA d'Ermont	95	ERMONT	Association BTP CFA Ile de France	0,95	1 307 372,50	1 243 956,88	995 165,50		995 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016
17V	BTP CFA de Rueil Malmaison	92	RUEIL-MALMAISON	Association BTP CFA Ile de France	0,99	1 056 135,50	1 045 886,63	836 709,30		836 000,00	Coef. 2016 à 2018 inclus ; CP n°16-621 du 16/11/2016
24V	CFA PROMOTRANS	95	GONESSE	PROMOTRANS	0,23	464 835,00	106 912,05	85 529,64		85 000,00	
29V	CFA AFTI	91	ORSAY	AFTI	0,60	1 103 420,20	662 052,12	529 641,70		529 000,00	
33V	CFA Saint-Jean	95	SAINT-GRATIEN	A.G.C.F.A. Saint-Jean	0,80	1 064 852,50	935 210,00	748 168,00		748 000,00	
34V	CFA IFPM	92	NANTERRE	IFPM	1,05	1 763 669,00	1 851 852,45	1 481 481,96		1 481 000,00	
37V	CFA AFIA	91	MASSY	A.F.I.A.	0,00	3 088 585,48	0,00	0,00		0,00	
39V	CFA Eugène DUCRETET	92	CLICHY	FODIPEG	1,10	583 632,00	641 995,20	513 596,16		513 000,00	
40V	CFA ESSEC	95	CERGY-PONTOISE	CCIV - ESSEC	0,00	2 433 127,70	0,00	0,00		0,00	
42V	CFA Vente et Commerce - AFIPE	78	POISSY	AFIPE	0,87	1 658 328,75	1 442 746,01	1 154 196,81		1 154 000,00	
44V	CFA TRAJECTOIRE	78	GUYANCOURT	TRAJECTOIRE	0,60	1 687 060,00	1 012 236,00	809 788,80		809 000,00	
45V	CFA Omnisports	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	AFJS IDF - Omnisport	0,09	353 585,00	31 822,65	25 458,12		25 000,00	
47V	CFA Institut de l'Environnement Urbain	95	JOUY-LE-MOUTIER	Association Vecteur	0,15	1 123 786,25	168 567,94	134 854,35		134 000,00	
49V	CFA AFI 24 Ile de France	92	PARIS-LA-DEFENSE	A.F.I. 24 Ile de France	0,45	2 136 271,05	961 321,97	769 057,58		769 000,00	
50V	CFA UNION	91	ORSAY	A.U.U.E.	0,61	5 612 324,47	3 423 517,93	2 738 814,34		2 738 000,00	
51V	CFA AGEFA PME Ile de France	92	PUTEAUX	AGEFA PME Ile de France	0,00	2 423 846,85	0,00	0,00		0,00	
52V	CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	A.F.A.S.O.P.	0,47	1 148 654,25	539 867,50	431 894,00		431 000,00	
53V	CFA EVE	91	EVRY	AGESUP	0,61	8 421 292,91	5 136 988,68	4 109 590,94		4 109 000,00	
57V	CFA des Métiers de l'Aérien	91	MASSY	AFMAE	0,30	2 012 976,00	603 892,80	483 114,24		483 000,00	

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLE 2018 - AVANCES

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionel 2018	Dépense théorique prévisionnelle 2017 (1)	subvention prévisionnelle 2017 nveau coeff 2018	Montant des avances 2018 80%	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
58V	CFA CMA 95	95	EAUBONNE	Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	0,89	4 185 429,00	3 744 537,01	2 995 629,61		2 995 000,00	
60V	CFA CMA du 78	78	VERSAILLES	CMA des Yvelines	0,97	2 838 354,30	2 755 626,14	2 204 500,91		2 204 000,00	
61V	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche	91	ORMOY-LA-RIVIERE	A.M.F.R. du Moulin de la Planche	0,90	525 833,50	491 217,75	392 974,20		392 000,00	
62V	CFA Sup de Vinci	92	COURBEVOIE	ADALES	0,20	3 222 918,15	644 583,63	515 666,90		515 000,00	
63V	CFA Energie - Motorisations	92	RUEIL-MALMAISON	AFI	0,00	460 684,84	0,00	0,00		0,00	
64V	CFA Sup Optique	91	PALAISEAU	I.O.T.A.	0,40	266 695,00	106 678,00	85 342,40		85 000,00	
65V	CFA de la MFR de la Grange Colombe	78	RAMBOUILLET	Maison Familiale Rurale de la Grange Colombe	1,01	587 517,50	592 025,58	473 620,46		473 000,00	
67V	CFA Banque et Finance	75	PARIS	A.F.A.M.B.F. de la Région Ile de France	0,20	1 561 957,20	312 391,44	249 913,15		249 000,00	
68V	CFA AEM	78	CLICHY	Association En Mouvement	0,00	1 956 781,00	0,00	0,00		0,00	CFA en cours de fermeture
69V	CFA Gustave Eiffel	91	CHILLY-MAZARIN	OG du Centre Gustave Eiffel	0,00	716 997,50	0,00	0,00		0,00	
70V	CFA CESFA	92	BAGNEUX	CESFA	0,62	2 937 697,46	1 821 372,43	1 457 097,94		1 457 000,00	
72V	CFA AFFIDA	95	ARGENTEUIL	A.F.F.I.D.A.	0,87	1 634 780,00	1 422 258,60	1 137 806,88		1 137 000,00	
73V	CFA Ingénieurs	92	BAGNEUX	CEFIPA	0,50	3 471 869,08	1 735 934,54	1 388 747,63		1 388 000,00	
79V	CFA C3 CFA	92	ANTONY	C3 CFA	0,50	1 185 421,70	592 710,85	474 168,68		474 000,00	
80V	CFA des Comédiens	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	LE STUDIO	0,95	140 972,50	133 923,88	107 139,10		107 000,00	
81V	CFA FDME	91	EVRY	Association Faculté des Métiers de l'Essonne	0,89	9 929 604,80	8 869 941,05	7 095 952,84		7 095 000,00	
82V	CFA LEEM Apprentissage	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	MIS'Apprentissage	0,00	1 026 111,34	0,00	0,00		0,00	
83V	CFA des métiers territoriaux du CNFPT	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CNFPT	0,91	462 059,00	420 473,69	336 378,95		336 000,00	
84V	CFA académique de Versailles	78	VERSAILLES	GIP-FCIP	0,85	1 894 815,10	1 618 956,33	1 295 165,06		1 295 000,00	
85V	CFAI AFORP	92	NEUILLY SUR SEINE	AFORP	0,40	4 745 253,35	1 926 458,90	1 541 167,12		1 541 000,00	
86V	CFA Transport Logistique	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	AFTRAL	0,45	3 565 470,75	1 639 243,84	1 311 395,07		1 311 000,00	
87V	CFA du CHEP	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	CHEP	1,10	327 135,60	357 438,60	285 950,88	9 100,00	294 100,00	Ajout de la subvention internat 2017
88V	CFA Navigation Intérieure	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	ANFPPB	1,00	275 158,50	275 158,50	220 126,80		220 000,00	
89V	CFA EDF	78	LES MUREAUX	AFMEE Ile-de-France	1,00	620 125,00	620 125,00	496 100,00		496 000,00	
91V	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	EPLEA St Germain en Laye - Chambourcy	1,21	1 273 834,50	1 531 496,63	1 225 197,30		1 225 000,00	
92V	CFA CEZ	78	RAMBOUILLET	C.E.Z.	0,92	562 497,50	517 497,70	413 998,16		413 000,00	
93V	CFA ADAFORSS	92	LEVALLOIS-PERRET	ADAFORSS	0,00	2 690 640,42	0,00	0,00		0,00	
				TOTAUX		**308 681 291,48**	**182 316 582,11**	**145 853 265,69**	**9 100,00**	**145 807 100,00**	

(1) La base de calcul des avances 2018 est la dépense théorique prévisionnelle 2017 car celle de 2018 n'est pas encore connue

ANNEXE 2 : MODIFICATION DU COEFFICIENT DE PRISE EN CHARGE REGIONALE POUR 9 CFA FRANCILIENS

N ° code comptable	Nom OG	Nom court CFA	Modification du coefficient	Incidence sur la subvention	Commentaire
01P	ECSCP	CFA de la Couture	De 0,20 à 0 pour l'année 2018	-73 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
02P	CIFCA	CFA de l'Alimentation	De 0,60 à 0,40 pour l'année 2018	-140 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
30P	IGS	CFA IGS	De 0,20 à 0,15	-258 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
37V	AFIA	CFA AFIA	De 0,15 à 0	-460 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
52P	AFGD	CFA CODIS	De 0,30 à 0,10	- 513 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
69V	Centre Gustave Eiffel	CFA G EIFFEL	De 0,45 à 0	-322 000 €	Reliquat de taxe d'apprentissage important et suffisant pour permettre l'équilibre et la trésorerie de CFA pour l'année 2018
81V	Association Faculté des Métiers de l'Essonne	CFA FDME	De 0,75 à 0,89	+1 390 000 €	Provisoire pour 2018 et faire face au problème de trésorerie dans l'attente règlement désengagement de la CMA 91 Rappel :coefficient 0,89 en 2017 mais devait être à 0,75 en 2018 selon protocole,
88V	ANFPPB	CFA Navigation	De 0 à 1	+275 000 €	Provisoire pour 2018 et faire face au

		Intérieure			problème de trésorerie dans l'attente résultat audit financier de OPCA Transport Rappel :coefficient 1,5 en 2017 mais devait être à 0 en 2018
91V	EPLEA St Germain en Laye	CFA Horticulture et Cheval	De 0,95 à 1,21	+330 000 €	Pour l'équilibre des comptes financiers jusqu'à la fin de la convention
TOTAL				- **229 000€**	

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-006

DU 24 JANVIER 2018

DISPOSITIF RÉGIONAL ' AVENIR JEUNES ' LE FINANCEMENT DES ESPACES DE DYNAMIQUE D'INSERTION EN 2018 : PREMIÈRE AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du travail ;

VU le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle et à la mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative « au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n ° CR 14-16 du 21 janvier 2016 relative à la constitution des commissions thématiques du conseil régional d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la Convention entre la Région et l'ASP pour la Gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire ;
VU Le Budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : Les subventions aux Espaces de dynamique d'insertion

Décide de participer pour l'année 2018, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion, au financement de 24 projets détaillés en annexes n°1 (la fiche projet par EDI) et n°2 (l'état récapitulatif) à la présente délibération par l'attribution d'une première affectation de la subvention prévisionnelle de chaque structure et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application d'un pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets. Le montant global de la première affectation s'élève ainsi à **3 467 794,08 €.**

Approuve la convention type relative au soutien régional aux Espaces de Dynamique d'Insertion jointe en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type jointe en annexe n° 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à signer ces conventions.

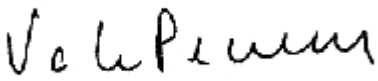
Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement d'un montant de **3 467 794,08 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle «, Programme : HP 11 -005 (111005) « Mesure d'insertion professionnelle « Action : 111 005 01 « Accès aux savoirs de base », code nature : 657 « Subvention », du budget régional 2018, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°2 à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Dérogation à la règle de l'antériorité de l'attribution de la subvention

Autorise la prise en compte, à compter du 1er janvier 2018, des dépenses éligibles à l'attribution des subventions listées à l'article 1 de la présente délibération, et ce, par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative

au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS EDI

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000069

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ACTION PREVENTION SPORT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	280 315,70 €	53,69 %	150 500,00 €
	Montant Total de la subvention		150 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE ROLAND MARTIN
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin BURLOT, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 2001

N° SIRET : 40093573000053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	213 617,02 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	213 617,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	305 000,00 €
2016	Programme opérationnel régional FSE-FEDER	64 815,36 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	214 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	42 791,94 €
	Montant total	1 053 841,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000070

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : AGIR COMBATTRE ET REUNIR DES YVELINES (ACR)-CONFLANS SAINTE HONORINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	225 841,70 €	67,26 %	151 900,00 €
	Montant Total de la subvention		151 900,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACR
Adresse administrative : 72 RUE DESIRE CLEMENT
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise LEGER, Présidente

Date de publication au JO : 6 juillet 1978

N° SIRET : 31404541000052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	151 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	383 172,51 €
2015	Aide à la certification biologique	410,65 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	30 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	397 244,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 100,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	426 863,34 €
2017	Aide à la certification biologique	308,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	578 000,00 €
	Montant total	1 824 098,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000071

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : AGIR COMBATTRE REUNIR DES HAUTS DE SEINE (ACR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	193 270,00 €	67,00 %	129 500,00 €
	Montant Total de la subvention		129 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACR
Adresse administrative : 72 RUE DESIRE CLEMENT
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise LEGER, Présidente

Date de publication au JO : 6 juillet 1978

N° SIRET : 31404541000052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	129 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	383 172,51 €
2015	Aide à la certification biologique	410,65 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	30 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	397 244,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 100,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	426 863,34 €
2017	Aide à la certification biologique	308,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	578 000,00 €
	Montant total	1 824 098,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000072

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	240 505,30 €	55,61 %	133 755,30 €
	Montant Total de la subvention		133 755,30 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE
Adresse administrative : 18 AVENUE VICTORIA
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE THIBAULT, Directrice

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77565950100057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	133 755,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	189 186,55 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	189 187,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	226 448,33 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	191 079,00 €
	Montant total	795 900,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000073

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	340 559,80 €	48,30 %	164 500,00 €
	Montant Total de la subvention		164 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative : 20 RUE LECHARPENTIER 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte WERA, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1967

N° SIRET : 78411526300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;

- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	164 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	22 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	35 000,00 €
2014	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 400,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	5 483,00 €
2015	Soutien à la médiation	5 040,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	35 000,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	299 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 300,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	35 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	235 000,00 €
	Montant total	1 193 223,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000074

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASS DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (ADSEA 77) - COTE JARDIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	275 068,50 €	56,37 %	155 052,80 €
	Montant Total de la subvention		155 052,80 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADSEA 77 ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE EN SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 2 BIS RUE SAINT-LOUIS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves LE GAL, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 1945

N° SIRET : 77570421600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;

- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	155 052,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	249 836,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	249 836,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	285 974,67 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	250 000,00 €
	Montant total	1 035 646,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000075

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION ACR SAINT QUENTIN SUD YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	185 430,00 €	66,44 %	123 200,00 €
	Montant Total de la subvention		123 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACR
Adresse administrative : 72 RUE DESIRE CLEMENT
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise LEGER, Présidente

Date de publication au JO : 6 juillet 1978

N° SIRET : 31404541000052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	123 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	383 172,51 €
2015	Aide à la certification biologique	410,65 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	30 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	397 244,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 100,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	426 863,34 €
2017	Aide à la certification biologique	308,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	578 000,00 €
	Montant total	1 824 098,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000076

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION AURORE L'ILIADE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	171 941,00 €	73,66 %	126 645,40 €
	Montant Total de la subvention		126 645,40 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD SEBASTOPOL
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COPPEY, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 1967

N° SIRET : 77568497000541

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	126 645,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	677 722,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	135 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 600,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	17 500,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	844 211,00 €
2015	Campagne d'informatisation	13 958,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	204 851,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	33 587,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	933 981,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	650 706,60 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	225 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	842 494,00 €
2017	Innovation sociale - investissement	34 250,00 €
	Montant total	4 583 860,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000077

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION AURORE ODYSSEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	253 750,00 €	68,30 %	173 320,00 €
	Montant Total de la subvention		173 320,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD SEBASTOPOL
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COPPEY, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 1967

N° SIRET : 77568497000541

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	173 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	677 722,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	135 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 600,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	17 500,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	844 211,00 €
2015	Campagne d'informatisation	13 958,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	204 851,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	33 587,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	933 981,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	650 706,60 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	225 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	842 494,00 €
2017	Innovation sociale - investissement	34 250,00 €
	Montant total	4 583 860,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000078

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	277 837,00 €	58,18 %	161 637,00 €
	Montant Total de la subvention		161 637,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD SEBASTOPOL
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COPPEY, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 1967

N° SIRET : 77568497000541

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	161 637,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	677 722,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	135 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 600,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	17 500,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	844 211,00 €
2015	Campagne d'informatisation	13 958,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	204 851,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	33 587,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	933 981,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	650 706,60 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	225 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	842 494,00 €
2017	Innovation sociale - investissement	34 250,00 €
	Montant total	4 583 860,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000079

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION AURORE-LE VERGER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	173 821,20 €	73,14 %	127 125,60 €
	Montant Total de la subvention		127 125,60 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD SEBASTOPOL
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COPPEY, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 1967

N° SIRET : 77568497000541

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	127 125,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	677 722,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	135 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 600,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	17 500,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	844 211,00 €
2015	Campagne d'informatisation	13 958,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	204 851,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	33 587,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	933 981,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	650 706,60 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	225 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	842 494,00 €
2017	Innovation sociale - investissement	34 250,00 €
	Montant total	4 583 860,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000080

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	192 500,00 €	78,18 %	150 500,00 €
	Montant Total de la subvention		150 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative : 48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PERETTI, Président

Date de publication au JO : 10 février 1981

N° SIRET : 32329988300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;

- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	412 436,00 €
2014	Soutien à la prévention	20 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	405 572,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	65 685,84 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	470 435,18 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	256 956,72 €
2016	Programme opérationnel régional FSE-FEDER	76 308,55 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	412 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	96 633,20 €
	Montant total	2 216 527,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000081

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	243 628,70 €	62,64 %	152 600,00 €
	Montant Total de la subvention		152 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative : 48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PERETTI, Président

Date de publication au JO : 10 février 1981

N° SIRET : 32329988300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;

- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	152 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	412 436,00 €
2014	Soutien à la prévention	20 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	405 572,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	65 685,84 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	470 435,18 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	256 956,72 €
2016	Programme opérationnel régional FSE-FEDER	76 308,55 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	412 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	96 633,20 €
	Montant total	2 216 527,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000082

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION FILIGRANE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	349 902,00 €	39,01 %	136 500,00 €
	Montant Total de la subvention		136 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative : CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS
78 ROUTE DE GRIGNY
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

Date de publication au JO : 30 septembre 2016

N° SIRET : 45404112000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;

- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	136 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	200 000,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	246 666,67 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	190 000,00 €
	Montant total	636 666,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000083

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	272 582,80 €	56,62 %	154 350,00 €
	Montant Total de la subvention		154 350,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE
Adresse administrative : PARC D'ACTIVITE DE LA GARE
RUE LOUISE MICHEL
95570 BOUFFEMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Michèle ALART, Présidente

Date de publication au JO : 12 juin 1996

N° SIRET : 34482064200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;

- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	154 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	10 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	209 079,90 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	209 079,90 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	116 224,69 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	277 789,30 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	220 500,00 €
	Montant total	1 032 673,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000084

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASS SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS (ADSEA 93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	252 046,20 €	66,95 %	168 746,20 €
	Montant Total de la subvention		168 746,20 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 12 CHE DU MOULIN BASSET 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LAVALLE, Président

Date de publication au JO : 22 février 2003

N° SIRET : 78550106500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	168 746,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	241 066,00 €
2014	Campagne d'informatisation	13 160,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	241 066,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	241 066,33 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	241 066,00 €
	Montant total	977 424,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000085

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	170 800,00 €	79,92 %	136 500,00 €
	Montant Total de la subvention		136 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARPEIJE
Adresse administrative : 54 RUE DU MOULIN DE PIERRE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie FAYOLLE, Présidente

Date de publication au JO : 22 octobre 1981

N° SIRET : 32387567400034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	136 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	192 211,92 €
2014	Lutte contre les discriminations	3 184,48 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	192 411,92 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	6 585,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	240 087,31 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	195 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	39 291,09 €
	Montant total	873 271,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000086

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION REPERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	217 000,00 €	69,35 %	150 500,00 €
	Montant Total de la subvention		150 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION REPERES
Adresse administrative : 35 RUE DANAUX
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel VAUTRIN, Président

Date de publication au JO : 29 janvier 1997

N° SIRET : 42055213500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	214 436,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	214 436,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	243 333,67 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	215 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Espaces de Dynamique d'Insertion	32 625,82 €
	Montant total	919 831,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000087

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	275 396,48 €	59,43 %	163 671,58 €
	Montant Total de la subvention		163 671,58 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE ADOLESCENCE
Adresse administrative : 3 RUE COQ HERON
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fabienne ZELLNER, Directrice Générale

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78424416200086

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	163 671,58 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 349,78 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 349,77 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	238 482,03 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	232 653,27 €
	Montant total	931 834,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000088

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	238 350,00 €	55,21 %	131 600,00 €
	Montant Total de la subvention		131 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNESSE FEU VERT
Adresse administrative : 34 RUE DE PICPUS
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc STEINDECKER, Président

Date de publication au JO : 5 décembre 1957

N° SIRET : 77569810300311

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :
favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.

Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.
Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :
- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.
Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	131 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	184 012,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	12 984,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	184 012,00 €
2015	Chantier école	49 218,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	13 200,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	240 117,33 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	188 000,00 €
	Montant total	881 543,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000090

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : LA FERME DES PARCS DES MEUNIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	375 837,00 €	38,29 %	143 920,00 €
	Montant Total de la subvention		143 920,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU PARC DES MEUNIERS
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES NUNGESSER
94290 VILLENEUVE LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur KARIMA FERRI, Présidente

Date de publication au JO : 3 juillet 1996

N° SIRET : 41132808100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	143 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	205 600,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	205 600,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	205 599,99 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	205 600,00 €
	Montant total	822 399,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000091

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : LA MONTAGNE VIVRA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	226 564,80 €	68,59 %	155 400,00 €
	Montant Total de la subvention		155 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative : 18 RUE THIBAULT CHABRAND
95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice BLOT, Président

Date de publication au JO : 12 novembre 1980

N° SIRET : 32328864700023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	155 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	223 076,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	223 076,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	254 358,67 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	221 538,00 €
	Montant total	922 048,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000092

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	174 678,00 €	68,08 %	118 913,20 €
	Montant Total de la subvention		118 913,20 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DES YVELINES
Adresse administrative : 7 RUE DENIS PAPIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BONIN, Président

Date de publication au JO : 15 juin 1967

N° SIRET : 78515210900050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;

- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	118 913,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	171 670,00 €
2014	Soutien à la médiation	8 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	161 211,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	179 149,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	164 000,00 €
	Montant total	703 030,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18002074

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE A SAVIGNY SUR ORGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	189 510,00 €	56,70 %	107 457,00 €
	Montant Total de la subvention		107 457,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 8 RUE CHARLES MICHELS
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Loup CHAUMET, Président

Date de publication au JO : 28 mars 1998

N° SIRET : 31727304300081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Objectifs :

- favoriser l'acquisition, le développement et l'évaluation des compétences et celles, transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes suivis par les EDI à être en capacité de répondre aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- amener les jeunes vers l'autonomie ;
- placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- amener ces jeunes à intégrer les dispositifs d'insertion et de formation du droit commun

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	153 510,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	314 662,29 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	197 368,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	241 229,33 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	197 370,00 €
	Montant total	950 629,62 €

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100501 - Accès aux savoirs de base**

Dispositif : N° 00000624 - AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion

Dossier	18000069 - ACTION PREVENTION SPORT			
Bénéficiaire	R7570 - APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
280 315,70 €	HT	53,69 %	150 500,00 €	

Dossier	18000070 - AGIR COMBATTRE ET REUNIR DES YVELINES (ACR)-CONFLANS SAINTE HONORINE			
Bénéficiaire	R10778 - ACR			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	151 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 841,70 €	HT	67,26 %	151 900,00 €	

Dossier	18000071 - AGIR COMBATTRE REUNIR DES HAUTS DE SEINE (ACR)			
Bénéficiaire	R10778 - ACR			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	129 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 270,00 €	HT	67 %	129 500,00 €	

Dossier	18000072 - ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE			
Bénéficiaire	P0016028 - ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	133 755,30 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
240 505,30 €	HT	55,61 %	133 755,30 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Dossier	18000073 - ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME			
Bénéficiaire	R31029 - SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	164 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 559,80 €	HT	48,3 %	164 500,00 €	

Dossier	18000074 - ASS DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (ADSEA 77) - COTE JARDIN			
Bénéficiaire	R11466 - ADSEA 77 ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE EN SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	155 052,80 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
275 068,50 €	HT	56,37 %	155 052,80 €	

Dossier	18000075 - ASSOCIATION ACR SAINT QUENTIN SUD YVELINES			
Bénéficiaire	R10778 - ACR			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	123 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 430,00 €	HT	66,44 %	123 200,00 €	

Dossier	18000076 - ASSOCIATION AURORE L'ILIADE			
Bénéficiaire	R12328 - ASSOCIATION AURORE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	126 645,40 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
171 941,00 €	HT	73,66 %	126 645,40 €	

Dossier	18000077 - ASSOCIATION AURORE ODYSSEE			
Bénéficiaire	R12328 - ASSOCIATION AURORE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	173 320,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 750,00 €	HT	68,3 %	173 320,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Dossier	18000078 - ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24			
Bénéficiaire	R12328 - ASSOCIATION AURORE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	161 637,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
277 837,00 €	HT	58,18 %	161 637,00 €	

Dossier	18000079 - ASSOCIATION AURORE-LE VERGER			
Bénéficiaire	R12328 - ASSOCIATION AURORE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	127 125,60 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 821,20 €	HT	73,14 %	127 125,60 €	

Dossier	18000080 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)			
Bénéficiaire	R7750 - FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
192 500,00 €	HT	78,18 %	150 500,00 €	

Dossier	18000081 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)			
Bénéficiaire	R7750 - FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
243 628,70 €	HT	62,64 %	152 600,00 €	

Dossier	18000082 - ASSOCIATION FILIGRANE			
Bénéficiaire	P0026870 - ASSOCIATION FILIGRANE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
349 902,00 €	HT	39,01 %	136 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Dossier	18000083 - ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)			
Bénéficiaire	P0015090 - IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 350,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 582,80 €	HT	56,62 %	154 350,00 €	

Dossier	18000084 - NORD OUEST SAUVEGARDE 93			
Bénéficiaire	P0020363 - NORD OUEST ESPACE DE SOCIALISATION			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 746,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
252 046,20 €	HT	66,95 %	168 746,20 €	

Dossier	18000085 - ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)			
Bénéficiaire	R1403 - ARPEIJE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 800,00 €	HT	79,92 %	136 500,00 €	

Dossier	18000086 - ASSOCIATION REPERES			
Bénéficiaire	EXM00546 - ASSOCIATION REPERES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 000,00 €	HT	69,35 %	150 500,00 €	

Dossier	18000087 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON			
Bénéficiaire	R1341 - SAUVEGARDE ADOLESCENCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	163 671,58 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
275 396,48 €	HT	59,43 %	163 671,58 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Dossier	18000088 - FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI			
Bénéficiaire	R4243 - JEUNESSE FEU VERT			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	131 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 350,00 €	HT	55,21 %	131 600,00 €	

Dossier	18000090 - LA FERME DES PARCS DES MEUNIERS			
Bénéficiaire	R22006 - LA FERME DU PARC DES MEUNIERS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	143 920,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
375 837,00 €	HT	38,29 %	143 920,00 €	

Dossier	18000091 - LA MONTAGNE VIVRA			
Bénéficiaire	R12921 - LA MONTAGNE VIVRA			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	155 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 564,80 €	HT	68,59 %	155 400,00 €	

Dossier	18000092 - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES			
Bénéficiaire	R24830 - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DES YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	118 913,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 678,00 €	HT	68,08 %	118 913,20 €	

Dossier	18002074 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE A SAVIGNY SUR ORGE			
Bénéficiaire	R8991 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	107 457,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
189 510,00 €	HT	56,7 %	107 457,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000624 - AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	3 467 794,08 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-006	Budget	2018

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100501	3 467 794,08 €

PROJET DE CONVENTION EDI 2018

REGION ILE DE France
UNITE DEVELOPPEMENT

N° CONVENTION :
N° ACTION :

CONVENTION

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP XX-XXX**
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,
et

L'organisme dénommé
dont le statut juridique est une : .....
dont le n° SIRET du siège social est : .....
dont le siège social est situé au : .....
dont le n° SIRET de l'établissement exécutant l'action est :.....
dont l'établissement exécutant l'action est situé au :.....
ayant pour représentant, ...
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire » : .....
d'autre part,

PREAMBULE :

La structure bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional Espaces dynamique d'insertion adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative « au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (Espaces Dynamique d'Insertion - EDI) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ».

Après avoir rappelé que la subvention est attribuée dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile de France approuvé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sous réserve des conditions particulières prévues dans la présente convention.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : L'OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **N° CP XX-XXX** du **XX XXXX XXXX**, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir la structure bénéficiaire pour la réalisation de son activité Espace Dynamique d'insertion en année N. Son descriptif complet figure dans l'annexe dénommée : « Fiche projet ».

Par application des dispositions de son règlement budgétaire et financier n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et du règlement d'intervention n° CR 18-10 du 17 juin 2010, la région décide de participer financièrement au projet mentionné. Elle accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **XX €,** conformément au rapport **N° CP XX-XXX** cité ci-dessus.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1. : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

La structure bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « Fiche projet ».
Pour information, l'effectif prévisionnel visé s'élève à **XX jeunes pour une durée moyenne prévisionnelle de XX heures par stagiaire.** Cet effectif prévisionnel sera confirmé en cours d'exécution de la convention en accord avec les services de la Région et fera l'objet, le cas échéant, d'un avenant.

Les jeunes peuvent entrer en formation jusqu'au 31 décembre de l'année N.

Les parcours de formation doivent être terminés au dernier jour du mois d'août de l'année N+1.

ARTICLE 2.2 : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter **3** stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3. : LES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

2.3.1. Dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les 30 jours suivant la modification, la structure bénéficiaire s'engage à informer la Région :

- par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation, notamment :
    - les changements de personnes chargées, d'une part, des instances de décision et, d'autre part, de l'administration,
    - la création de nouveaux établissements,
    - le changement d'adresse du siège social,
    - le changement de la ou des personnes chargées de certifier les comptes,
    - le changement de domiciliation bancaire ;

- par écrit, de l'attribution, de la diminution ou du retrait d'autres participations financières en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de celle-ci ;

- par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

2.3.2. La structure bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

2.3.3. La structure bénéficiaire s'engage à :

- faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives (comptes détaillés des associations : le compte de résultat, le bilan et ses annexes) ;

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.3.4. Concernant SAFIR, la structure bénéficiaire s'engage à :

- désigner un gestionnaire de compte pour l'outil extranet de gestion des actions de formation de la Région Île-de-France (une seule personne par organisme qui recevra le mot de passe et l'identifiant de connexion au système d'information) ;

- saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution de l'action (informations nominatives des stagiaires ; réalisations des heures par stagiaire par le système d'information ;

- générer la facturation par le biais du système d'information ;

- actualiser auprès de la Région les données relatives à l'exécution de l'action : lieu de réalisation de l'action, durée hebdomadaire, volume de mois stagiaire rémunérés. Cette information s'effectue à l'aide du formulaire « demande de modification de données » accessible sur le système d'information ;

- informer la Région, dans un délai de 10 jours, en utilisant le formulaire prévu à cet effet sur le système d'information, de toute modification relative à ses statuts, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière (cessation d'activité, cessation de paiement, mise en redressement ou liquidation judiciaire) et transmettre les documents afférents. Ces modifications pourront donner lieu, le cas échéant, à un avenant ou à une modification.

2.3.5. L'obligation de la structure bénéficiaire à l'égard des structures chargées de l'accueil, de l'information et de l'orientation

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi métiers, le CARIF – OREF francilien.

Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité et une meilleure visibilité à l'action de formation auprès des bénéficiaires et prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter de nombreux systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.

En conséquence, la structure bénéficiaire a l'obligation de déclarer et mettre à jour les données caractérisant son offre de formation (objectifs, contenu, pré-requis, etc) sur DOKELIO Ile-de-France (https://idf.dokelio.fr) relatives à l'action de formation subventionnées

Défi métiers accompagne les organismes de formation dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.

ARTICLE 2.4. : LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la structure bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

La structure bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages relatifs à l'action subventionnée et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale.

Elle doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6 de la présente convention.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, la structure bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication décidées par l'institution régionale liées à l'exécution de la présente convention.

La structure bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci- dessus et de conseiller la structure bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5.: LES OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE A L'EGARD DES STAGIAIRES

Les obligations de la structure bénéficiaire à l'égard des stagiaires sont les suivantes :

- respecter la confidentialité des données relatives aux stagiaires ainsi que les obligations découlant de la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et libertés » ;

- respecter les dispositions énoncées dans le règlement d'intervention figurant dans la délibération sus visée au titre du programme faisant l'objet de la présente convention ;

- respecter les formalités relatives à la rémunération et à la protection sociale des stagiaires. Les feuilles d'émargement utiles au suivi administratif des stagiaires pendant leur formation font l'objet d'un traitement informatique mis

en œuvre par l'organisme payeur retenu par la Région, actuellement l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

- fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions afférentes au code du travail ;

- transmettre à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Région ;

- dès son entrée en formation, contacter la mission locale dont relève le jeune, si ce n'est déjà fait, faire procéder à son inscription et informer la mission locale de l'évolution de son parcours, de sa sortie et des suites de son parcours envisagées ;

- conclure un contrat de formation avec chaque stagiaire, préalablement à la réalisation de toute action.

Le contrat de formation comporte notamment les mentions suivantes :

- les coordonnées des stagiaires ainsi que les feuilles d'émargement qui font l'objet d'une saisie informatique destinée au traitement de leur rémunération**.** En considération de l'implantation de la structure bénéficiaire, signataire de la présente convention, les destinataires desdites données sont les centres de traitement de la rémunération des stagiaires, actuellement, l'Agence de Services et de Paiement ;

- conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les stagiaires bénéficient d'un droit d'accès aux et de rectification des informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à la Région Ile-de-France - Direction de la formation Professionnelle- 35 Boulevard des Invalides, 75 007 Paris ;

- fournir aux stagiaires un document récapitulatif de leurs compétences acquises dans le cadre de leur parcours au sein de l'EDI.

Ce document est la propriété du jeune. Il relève de sa propre décision de le diffuser ou d'en révéler tout ou partie du contenu à un tiers.

Par ailleurs, l'EDI transmet à la mission locale une fiche de synthèse du parcours du jeune. Ce document peut être communiqué au jeune.

ARTICLE 2.6. : LES OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE A L'EGARD DE L'ORGANISME PAYEUR

Les obligations de la structure bénéficiaire à l'égard de l'organisme payeur sont les suivantes:

- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale et le cas échéant d'une rémunération prévue dans le cadre du programme ;

- fournir les dossiers de rémunération complets des stagiaires et les états de fréquentation mensuels ;

- transmettre toute autre pièce demandée par la Région.

ARTICLE 2.7. : LES OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE A L'EGARD DE LA REGION PORTANT SUR LE BILAN PEDAGOGIQUE

La structure bénéficiaire renseigne un document destiné au suivi de l'activité de l'EDI par la Région notamment par le biais du système d'information régional. Ce document est établi selon un modèle type fourni par la Région. Il s'agit du bilan final.

Les éléments d'information contenus dans ce document permettent d'effectuer le suivi et l'évaluation de l'activité, tant par la structure bénéficiaire que par la Région.

Les données de ce bilan sont arrêtées au dernier jour du dernier parcours de formation, soit, au plus tard, le 31 août de l'année N+1.

ARTICLE 2.8. : LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter la loi du 6 janvier 1978 modifiée et, notamment, à effectuer les déclarations auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), à informer les personnes concernées que les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique et qu'elles bénéficient d'un droit d'accès aux informations qui les concernent et de rectification.

Les parties s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 2.9. : OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la
République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : LES DISPOSITIONS FINANCIERES

En considération de l'implantation géographique de la structure bénéficiaire,
signataire de la présente convention, les destinataires desdites données seront soit,

l'Agence de Services et de Paiement (ASP) de Montreuil (93), soit l'Agence de Services et de Paiement de Cergy-Pontoise (95).

ARTICLE 3.1. : LES DATES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1ier janvier 2018 jusqu'au 31 août 2019 conformément à la fiche projet, dans le respect de la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 3.2. : LA CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la délibération de l'assemblée délibérante, sauf mention contraire prévue par la délibération ou le règlement d'intervention du dispositif concerné, la structure bénéficiaire n'a pas transmis de demande de versement à l'administration régionale, la subvention devient caduque et est annulée.
Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si la structure bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-dessus, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, la structure bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.3. : LES MODALITES DE VERSEMENT

Chaque versement de subvention est effectué sur demande de la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire s'engage à saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution des activités (informations nominatives des stagiaires…) et à générer la facturation par le biais du système d'information régional permettant le suivi dématérialisé des prestations par la Région (cf. supra l'article 2.3. « Les obligations administratives et comptables ».).

La demande de versement de la subvention est éditée à partir de l'outil SAFIR. Elle est renseignée, datée et signée par le représentant habilité de la structure bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.3.1. : LE VERSEMENT D'UNE AVANCE

La structure bénéficiaire peut obtenir une avance à valoir sur les paiements prévus. Le montant de cette avance ne peut représenter plus de 30 % de celui de la subvention.

Pour bénéficier de cette avance, la structure bénéficiaire doit justifier que sa trésorerie est insuffisante. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie de la structure sur un an. Ce plan porte sur une période qui débute à la date de la demande. Il est daté, signé par le représentant légal et complété par la structure bénéficiaire en précisant le nom et la qualité du signataire.

Le versement de l'avance est subordonné à la production de deux documents datés et signés par le représentant légal de la structure bénéficiaire :

- la demande de versement de subvention ;
- et le plan de trésorerie.

ARTICLE 3.3.2. : LE VERSEMENT D'ACOMPTE(S)

La structure bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention indiqué sur la fiche projet.

Le versement des acomptes est subordonné à la production de trois documents, datés et signés par le représentant légal de la structure bénéficiaire. Ils sont adressés **à la Région et au comptable assignataire.** Ces documents sont :

- la demande de versement générée à partir de l'outil SAFIR ;
- la liste des stagiaires en cours de formation ;
- un état récapitulatif des dépenses acquittées au moment de la demande, complété par la structure bénéficiaire en précisant nom et qualité du signataire, regroupant dans un même tableau : le nom des fournisseurs, la date et la référence des factures, la nature précise de la dépense, le montant HT et TTC.

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3. : LE VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par la structure bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée ainsi que de sa réalisation.

Le versement du solde est subordonné à la production de documents, datés et signés par le représentant légal de la structure bénéficiaire.

Les documents suivants sont adressés à la Région :

- la demande de versement générée à partir de l'outil SAFIR ;

- la liste finale des stagiaires ;

- un état récapitulatif des dépenses acquittées au moment de la demande, complété par la structure bénéficiaire. Pour les structures publiques, cet état récapitulatif devra être signé également par le comptable public. Il devra préciser le nom et la qualité du ou des signataire (s) et regrouper dans un même tableau :
  - le nom des fournisseurs,
  - la date et la référence des factures,
  - la nature précise de la dépense,
  - le montant HT et TTC.

- un compte-rendu financier final seulement si le bénéficiaire est une structure de droit privé.
  En ce cas, le compte-rendu financier final est nécessaire et doit être en correspondance avec l'état récapitulatif des dépenses.
  Ce document devra être signé par le représentant légal et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes si la structure bénéficiaire en est dotée.
  Si la structure bénéficiaire n'en est pas dotée, le compte rendu financier final sera signé par son représentant légal et par son trésorier. Celle-ci doit alors produire une déclaration sur l'honneur de ne pas être soumise à l'obligation légale d'être dotée d'un commissaire aux comptes.

- les justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- le bilan final.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'action subventionnée conformément au budget du projet.

En aucun cas, le montant total de la subvention ne dépassera le montant prévisionnel fixé par la convention.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiements, Délégation Régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, TSA 40004, 93555 MONTREUIL Cedex.

ARTICLE 3.4. : LA REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant prévu de l'aide constitue un plafond. Il ne peut être réduit que par l'application du règlement budgétaire et financier si les dépenses sont inférieures au montant prévu. La subvention n'a pas pour but de pallier la diminution ou la suppression d'autres aides visant à soutenir le même projet.

Ainsi, dans le cas où pour chaque année d'exécution de la convention, la dépense réelle engagée par la structure bénéficiaire, s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant de la subvention régionale attribuée est révisé en proportion du niveau d'exécution constaté, et par application du taux indiqué sur la fiche projet de la présente convention. La subvention fait alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée. Elle peut aussi donner lieu à un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La participation définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux d'intervention régionale.

ARTICLE 4 : LA DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution (mentionné en page 1 de la présente convention), par l'assemblée délibérante, de la subvention à la structure bénéficiaire, sauf mention contraire prévue par la délibération ou le règlement d'intervention du dispositif concerné.

La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2. de la présente convention.

ARTICLE 5 : LA RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai indiqué dans la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région à la structure bénéficiaire. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par la structure bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à la structure bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à la structure bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations prévues dans ladite convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation

prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de la structure bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : LA RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, et notamment en cas de sous-réalisation significative des heures prévisionnelles

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la structure bénéficiaire du compte rendu financier final de l'action subventionnée.

De même, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la structure bénéficiaire est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné. Le cas échéant, sur sa demande, la structure bénéficiaire peut présenter ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par la structure bénéficiaire sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 7 : LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : LES PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « Fiche projet » adoptées par délibération n° CP XX-XXX du XX XXXX XXXX.

ARTICLE 9 : LES LITIGES

En cas de litige, les parties conviennent de rechercher une solution amiable avant tout engagement contentieux.

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

La structure bénéficiaire
(nom, qualité du
Signataire et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-012

DU 24 JANVIER 2018

SUBVENTION À L'URHAJ POUR LE LOGEMENT DES APPRENTIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le règlement (CE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013 n° L352/1

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (Investissement, Fonctionnement des CFA, Primes aux employeurs d'apprentis);

VU La délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (Barème, Aide aux apprentis, Mobilité Internationale, Développeurs, Contrats de développement durable, Expérimentations);

VU La délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 adoptant une nouvelle convention-type portant création de CFA

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 adoptant le principe de nouvelles modalités de conventionnement entre chaque CFA et la Région à travers des contrats de performance

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : nouvelle convention régionale pour les CFA d'Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-012 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir financièrement la réalisation du projet proposé par l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Ile-de-France (URHAJ Ile-de-France- ex URFJT) défini en annexes n° 1 et 2 à la présente délibération, à hauteur de 70% du coût de l'opération dont le montant total prévisionnel s'établit à 56 000 €, soit une subvention dont le montant maximum prévisionnel est de 39 000 €.

Approuve la convention triennale, ci-joint en annexe n°4 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer. Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de cette convention.

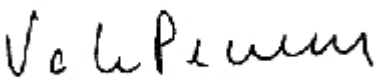
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 39 000 €, répartis de la façon suivante :

- Pour les apprentis : 29 000 € sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et Apprentissage », sous fonction 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget de 2018.

- Pour les élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique : 10 000 € sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-003 (113003) « Mesures diverses », action 11300301 « Mesures diverses», nature 657 « subventions » du budget de 2018.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1/01/2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe 1 de la délibération N° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiche projet partie apprentissage

Commission permanente du 24 janvier 2018 - CP2018-012

DOSSIER N° 16015978 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019- FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS (UDEV/CFA)

Dispositif : Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement) (n° 00001091)
Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	56 000,00 € TTC	51,79 %	29 000,00 €
	Montant total de la subvention		29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 166 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : subvention pour développer l'accueil en FJT des apprentis et des étudiants FSS franciliens

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention prévue pour 2017 n'avait pas pa pu être versée

Description :
Afin de poursuivre la dynamique engagée depuis plusieurs années, la Région apporte son soutien à l'URHAJ Île-de-France dans son projet de développement de l'accueil du nombre d'apprentis inscrits en CFA et d'élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique dans les foyers de Jeunes Travailleurs d'Île-de-France de son réseau, pour les années 2017, 2018 et 2019.

Les objectifs de cette convention triennale sont :
Volet 1 : Augmenter le nombre de jeunes accueillis dans les FJT franciliens
Pour répondre à cet objectif, l'URHAJ concentre ses actions sur trois leviers :
- Le développement de l'offre de logement en considérant les besoins des centres de formation.
- La mise en œuvre d'une dynamique volontariste de communication et de développement des partenariats avec les structures concernées, aussi bien du côté des CFA que des écoles de FSS.
- L'accueil privilégié parmi les résidents en FJT, de jeunes inscrits dans les CFA et écoles de FSS.

Volet 2 : Assurer un système d'accueil d'urgence
Au-delà des missions de communication et d'information en amont afin d'éviter au maximum les situations qui mettent en danger la scolarité des apprentis et des étudiants, l'URHAJ prend en charge quotidiennement le dispositif d'urgence. Le nombre d'appel est en augmentation, on observe au premier semestre 2016 une progression de + 39 %.

Volet 3 : Accroître la qualité de l'accueil
Afin d'accroître la qualité de l'accueil pour l'ensemble des publics, y compris les apprentis et les étudiants en formation sanitaire et sociale, l'URHAJ met en oeuvre un éventail d'actions sur un temps long, afin que chaque professionnel puisse trouver auprès de l'URHAJ l'accompagnement et le soutien dont il a besoin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à soutenir financièrement le projet mené par l'URHAJ Île-de-France à hauteur de 70%.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coordination, animation	45 000,00	80,36%
communication (Réalisation, impression de documents d'information, Manifestation)	7 000,00	12,50%
Frais administratifs	4 000,00	7,14%
Total	56 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres URHAJ	17 000,00	30,36%
Subvention Région (sollicitée - ligne apprentis et ligne FSS)	39 000,00	69,64%
Total	56 000,00	100,00%

Fiche projet partie FSS

DOSSIER N° 16015984 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019- FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS (USOC/FSS)

Dispositif : Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement) (n° 00001091)
Imputation budgétaire : 931-13-6574-113003-1800
Action : 11300301- Mesures diverses

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	56 000,00 € TTC	17,86 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 166 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : subvention pour développer l'accueil en FJT des apprentis et des étudiants FSS franciliens

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention prévue pour 2017 n'avait pas pa pu être versée

Description :
Afin de poursuivre la dynamique engagée depuis plusieurs années, la Région apporte son soutien à l'URHAJ Île-de-France dans son projet de développement de l'accueil du nombre d'apprentis inscrits en CFA et d'élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique dans les foyers de Jeunes Travailleurs d'Île-de-France de son réseau, pour les années 2017, 2018 et 2019.

Les objectifs de cette convention triennale sont :
Volet 1 : Augmenter le nombre de jeunes accueillis dans les FJT franciliens
Pour répondre à cet objectif, l'URHAJ concentre ses actions sur trois leviers :
- Le développement de l'offre de logement en considérant les besoins des centres de formation.
- La mise en œuvre d'une dynamique volontariste de communication et de développement des partenariats avec les structures concernées, aussi bien du côté des CFA que des écoles de FSS.
- L'accueil privilégié parmi les résidents en FJT, de jeunes inscrits dans les CFA et écoles de FSS.

Volet 2 : Assurer un système d'accueil d'urgence
Au-delà des missions de communication et d'information en amont afin d'éviter au maximum les situations qui mettent en danger la scolarité des apprentis et des étudiants, l'URHAJ prend en charge quotidiennement le dispositif d'urgence. Le nombre d'appel est en augmentation, on observe au premier semestre 2016 une progression de + 39 %.

Volet 3 : Accroître la qualité de l'accueil
Afin d'accroître la qualité de l'accueil pour l'ensemble des publics, y compris les apprentis et les étudiants en formation sanitaire et sociale, l'URHAJ met en oeuvre un éventail d'actions sur un temps long, afin que chaque professionnel puisse trouver auprès de l'URHAJ l'accompagnement et le soutien dont il a besoin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à soutenir financièrement le projet mené par l'URHAJ Île-de-France à hauteur de 70%.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coordination, animation	45 000,00	80,36%
communication (Réalisation, impression de documents d'information, Manifestation)	7 000,00	12,50%
Frais administratifs	4 000,00	7,14%
Total	56 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres URHAJ	17 000,00	30,36%
Subvention Région (sollicitée - ligne apprentis et ligne FSS	39 000,00	69,64%
Total	56 000,00	100,00%

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-012	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00001091 - Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)

Dossier	16015978 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019- FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS (UDEV/CFA)			
Bénéficiaire	R4684 - URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 000,00 €	TTC	51,79 %	29 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001091 - Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	29 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	29 000,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113003 - Mesures diverses**
Action	**11300301 - Mesures diverses**

Dispositif : N° 00001091 - Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)

Dossier	16015984 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019- FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS (USOC/FSS)			
Bénéficiaire	R4684 - URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 000,00 €	TTC	17,86 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001091 - Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	10 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-012	Budget	2018

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113003 - 11300301	10 000,00 €

Convention URHAJ

Région Île-de-France
UDEV - Apprentissage et formations sanitaires et sociales

CONVENTION DOSSIERS N°16015978 et N°16015984

Convention triennale (2017-2019) entre la Région Île-de-France et l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Ile-de-France (URHAJ Île-de-France) afin de développer l'accueil des apprentis des CFA franciliens, ainsi que des élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique.

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° N° CP2018-12 du 24 janvier 2018,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : URHAJ ILE-DE-FRANCE - UNION REGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN ILE-DE-FRANCE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 318069481 00055
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 21 RUE DES MALMAISONS 75013 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Patrick HOCHEDE, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Subvention à l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs d'Ile-de-France » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-07 prorogé du 27 juin 2007.

L'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Ile-de-France se propose de développer l'accueil des apprenties et apprentis et des élèves et étudiant-e-s inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique dans ses foyers de son réseau.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP2018-12 du 24 janvier 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir URHAJ ILE-DE-FRANCE - UNION REGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN ILE-DE-FRANCE pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : subvention pour développer l'accueil en FJT des apprentis et des étudiants FSS franciliens (référence dossiers n°16015978 et n°16015984).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 69,64 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 56 000 €, soit un montant maximum de subvention de **39 000 €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois pour l'année 2017.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention
- à la présentation sexuée des résultats.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet mené par l'URFJT Île-de-France, en accordant une subvention correspondant à **69,94 %** du coût estimé de l'opération dont le montant prévisionnel s'élève à **56 000 € pour l'année 2017**, soit un montant maximum de subvention de **39 000,00 €.** Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC figure en annexe à la présente convention.

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Sous réserve de la disponibilité budgétaire des crédits, la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France définit annuellement le principe et le montant de sa participation. Cette participation pour 2018 puis 2019 sera arrêtée en fonction des comptes rendus remis.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en oeuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 24 janvier 2018.

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle expire, après l'approbation par la Région du dernier compte rendu.

L'association rend compte chaque année à la Région des actions réalisées par le biais de comptes-rendus écrits. Le montant annuel de la subvention est réexaminé annuellement pour les années 2018 et 2019. Il devra faire faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région

adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe financière 2017 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptés par délibération N° CP2018-12 du 24 janvier 2018.

Fait à Paris en 5 exemplaires originaux

Le

Le bénéficiaire
UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE (URHAJ ILE-DE-FRANCE)
Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-025

DU 24 JANVIER 2018

FINANCEMENT DES ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE EN ÎLE-DE-FRANCE - AVANCE 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du travail ;

VU le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 relative au Contrat de Projet signé entre l'Etat et la Région ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative « au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariat pour l'emploi et la formation professionnelle, ainsi qu'à l'adoption du Contrat d'Objectifs et de Moyens avec les Ecoles de la Deuxième Chance ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération CP n° 15-672 du 8 octobre 2015 relative à « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles : - Dispositif régional Avenir Jeunes : Programme : « Pôles de Projet Professionnel » : Programmation 2016 ; Espaces de Dynamique d'Insertion : avenants de transfert : Programmation 2014, Programmation 2015 – Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de «soutien en faveur des groupements de créateurs » pour 2015/2016 – Modification des fiches projets E2C 93 ET E2C 94 » ;

VU La délibération n° CP 2017-209 du 17 mai 2017 relative aux Ecoles de la deuxième chance, financement 2017 – 2e affectation ;

VU La délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la Convention entre la Région et l'ASP pour la Gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire.

VU Le Budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-025 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subvention aux Ecoles de la deuxième chance

Décide, au titre du soutien aux associations franciliennes « Ecoles de la deuxième chance », d'accorder une avance d'un montant de **5 223 082,90 €** au titre des subventions de fonctionnement attribuées pour l'année 2018. Cette avance est calculée sur la base de 70 % du montant des crédits affectés en 2017, au titre de la troisième année d'application du Contrat d'Objectifs et de Moyens.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 223 082,90 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « formation professionnelle et apprentissage » – code fonctionnel 11 « formation professionnelle » programme HP 11-005 (1 11 005) « mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées », nature 657 « subvention » du budget 2018.

Code dossier	Bénéficiaire	Montant
18000023	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS	604 923,20 €
18000064	ECOLE DE LA 2EME CHANCE DE SEINE ET MARNE	560 000,00 €
18000062	E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES	859 050,50 €
18000063	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE	542 500,00 €
18000061	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE	426 300,00 €
18000065	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE SEINE SAINT DENIS	908 670,00 €
18000066	E2C94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE	517 199,20 €

18000067	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL D'OISE	804 440,00 €

Article 2 : Dérogation à la règle de l'antériorité de l'attribution de la subvention

Autorise, au titre du programme 2018, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions listées à l'article 1 de la présente délibération à compter du 1er janvier 2018 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée, en raison du décalage entre la date d'entrée en formation (à partir du 1er janvier 2018) et la date du vote de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000023

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	864 176,00 €	70,00 %	604 923,20 €
	Montant Total de la subvention		604 923,20 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative : 47 RUE D'AUBERVILLIERS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis BOUCHARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49300518500050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C Paris vise à accompagner 430 jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :
o Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation,
o Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance "École / Entreprises",
o Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.
Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoir de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter utiliser les outils multimédia et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.
La succession de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses,

complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint.
L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquises qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.
En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 430 jeunes accueillis et 240 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	604 923,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	751 750,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	102 436,01 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	864 176,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	854 176,00 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	914 822,97 €
	Montant total	3 487 360,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000061

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	609 000,00 €	70,00 %	426 300,00 €
	Montant Total de la subvention		426 300,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain BUAT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51844178700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine s'engage à accueillir 270 jeunes sur l'année avec un taux de 60 % de sorties positives sur les fins de parcours.
Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours dure au maximum 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoirs-faire grâce aux stages dans les entreprises.

Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-profesionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis et 157 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	426 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	500 880,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	68 104,98 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	500 880,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	597 675,36 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	643 915,40 €
	Montant total	2 311 455,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000062

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	1 227 215,00 €	70,00 %	859 050,50 €
	Montant Total de la subvention		859 050,50 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES
Adresse administrative : ZA DE TRAPPES ELANCOURT 78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Manuel HACYAN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49867627900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2C 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an.
Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.
Les caractéristiques de cette action sont :
- Un parcours en alternance (durée max 10,5 mois) par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle.
- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires

professionnels, …)

- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 400 jeunes accueillis et 270 jeunes engagés, répartis sur 3 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	859 050,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	786 301,80 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	313 840,98 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	786 301,80 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	1 201 903,77 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Ecoles de la Deuxième Chance	225 662,16 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	1 389 569,50 €
	Montant total	4 703 580,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000063

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	775 000,00 €	70,00 %	542 500,00 €
	Montant Total de la subvention		542 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative : 11 AV I ET F JOLIOT CURIE
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 2003

N° SIRET : 44972086100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification
- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences,
- de définir et construire un projet professionnel,
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance :
- le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés, d'une part,
- et les besoins d'une économie départemental qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 290 jeunes accueillis et 165 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	542 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	594 492,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	30 474,61 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	595 000,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	726 814,62 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Ecoles de la Deuxième Chance	80 134,55 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	819 919,99 €
	Montant total	2 846 835,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000064

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	800 000,00 €	70,00 %	560 000,00 €
	Montant Total de la subvention		560 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 6 RUE DU DOCTEUR ARTHUR PETIT
77130 MONTEREAU FAULT-SUR-YONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves JEGO, Président

Date de publication au JO : 1 février 2007

N° SIRET : 49992041100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'e2C 77 est portée par une association loi 1901 créée en février 2007. Elle a démarré son activité le 28 novembre 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle a été labellisée en juin 2009 (label renouvelé en juillet 2014) par le Réseau National des E2C, puis s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 3 autres sites (Melun en 2009, Meaux en 2010 et Chelles en 2013) accompagnée de l'augmentation des places d'accueil.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (18 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire. Le dispositif national E2C prend annuellement en charge 10 % des 150 000 jeunes qui, chaque année, viennent grossir les rangs des « décrocheurs ».

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.
L'E2c 77 accueille 359 jeunes adultes Seine-et-Marnais sur 3 sites implantés à Montereau-Fault-Yonne (siège administratif), à Melun, et à Chelles.
Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale.
À l'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines), 60% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et professionnelle.
En 2017, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 400 jeunes accueillis et 204 jeunes engagés répartis sur 3 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	560 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	537 472,00 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	590 591,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	736 784,24 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	845 483,72 €
	Montant total	2 710 330,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000065

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	1 298 100,00 €	70,00 %	908 670,00 €
	Montant Total de la subvention		908 670,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
E2C93
Adresse administrative : 6 MAIL MAURICE DE FONTENAY
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44042565000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c vise à amener des jeunes adultes de 18 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de qualification – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.
L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.

Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centre de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis et 320 jeunes engagés, répartis sur 4 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 7 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	908 670,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	1 250 100,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	249 542,27 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	1 370 100,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	1 298 100,00 €
2016	Programme Opérationnel régional FSE - IEJ	297 472,16 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	1 298 100,00 €
	Montant total	5 763 414,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000066

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	738 856,00 €	70,00 %	517 199,20 €
	Montant Total de la subvention		517 199,20 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 87 AV DE LA VICTOIRE
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean SERROR, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51822643600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val de Marne, âgés de 18 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an.
Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.
L'E2c 94 est constituée de deux sites dans le Val de Marne, le premier sur la commune d'Orly et le second sur la commune de Créteil.
S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis – critère principal de leur inscription – l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :
- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école /

entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.

Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau.
Une Attestation de Compétences Acquises, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.
Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 325 jeunes accueillis et 171 jeunes engagés, répartis sur 2 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	517 199,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecoles de la deuxième chance	582 420,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	30 014,20 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	588 856,00 €
2016	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	-30 014,20 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	757 488,01 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	770 031,92 €
	Montant total	2 698 795,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000067

Commission permanente du 24 janvier 2018

Objet : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-AVANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	1 149 200,00 €	70,00 %	804 440,00 €
	Montant Total de la subvention		804 440,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 95 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN VAL D'OISE
Adresse administrative : 13 AV DE L ESCOUVRIER 95200 SARCELLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHRKOUN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50890825800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecoles de la deuxième chance

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
L'E2c 95 a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :
- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.

Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.
À la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.

En 2018, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 505 jeunes accueillis et 270 jeunes engagés, répartis sur 4 sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 6 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	804 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	55 000,00 €
2014	Ecoles de la deuxième chance	899 200,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	99 222,70 €
2015	Ecoles de la deuxième chance	1 029 200,00 €
2016	Ecoles de la deuxième chance	1 272 679,80 €
2017	Ecoles de la deuxième chance	1 218 156,50 €
	Montant total	4 573 459,00 €

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-025	Budget	2018

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100502 - Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**

Dispositif : N° 00000477 - Ecoles de la deuxième chance

Dossier	18000023 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015130 - E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	604 923,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
864 176,00 €	HT	70 %	604 923,20 €	

Dossier	18000061 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015137 - E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	426 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
609 000,00 €	HT	70 %	426 300,00 €	

Dossier	18000062 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015133 - E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	859 050,50 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 227 215,00 €	HT	70 %	859 050,50 €	

Dossier	18000063 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015136 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	542 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
775 000,00 €	HT	70 %	542 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	24/01/2018	N° de rapport	CP2018-025	Budget	2018

Dossier	18000064 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE-AVANCE			
Bénéficiaire	P0008251 - ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	560 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	70 %	560 000,00 €	

Dossier	18000065 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015140 - E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE E2C93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	908 670,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 298 100,00 €	HT	70 %	908 670,00 €	

Dossier	18000066 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015141 - E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	517 199,20 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
738 856,00 €	HT	70 %	517 199,20 €	

Dossier	18000067 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-AVANCE			
Bénéficiaire	P0015142 - E2C 95 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	804 440,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 149 200,00 €	HT	70 %	804 440,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000477 - Ecoles de la deuxième chance	5 223 082,90 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100502	5 223 082,90 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/01/2018

DÉLIBÉRATION N° CP 2018-039

DU 24 JANVIER 2018

PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2018
PREMIÈRE AFFECTATION 2018

REMISES GRACIEUSES RELATIVES À UN ORDRE DE REVERSEMENT ÉMIS PAR L'ASP À L'ENCONTRE DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

MISE EN CONCURRENCE POUR LE VERSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES

FRAIS DE GESTION ET DE PUBLICITÉ DES MARCHÉS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du Travail ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 88-368 du 15 avril 1988
fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU Le décret n° 2009-340 du 27 mars 2009 modifié relatif à l'Agence de Services et Paiement (ASP) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 149-16 du juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle, mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Ile de France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales, formalisation des modalités d'aides aux stagiaires, mobilisation des espaces de dynamiques d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU La délibération CR fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2018.

VU La délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à l'adoption de la convention entre la région et l'ASP pour la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue de

l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2018-039 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 59 472 000 **€** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » programme HP 11 008 « Rémunération et frais annexes » action 11100801 « rémunération des stagiaires » nature 65111 « Rémunérations », du budget régional 2018.

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage
18000068	PROGRAMME DE REMUNERATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2018 – PREMIERE AFFECTATION	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2018

Article 2:

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 2 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

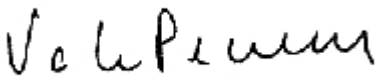
Article 3:

Affecte au titre du marché public « Gestion administrative et financière de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle » une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € sur le chapitre 931 «Formation Professionnelle et Apprentissage» - code fonctionnel 10 «Services communs» - programme HP10-002 «Mesures transversales» - action 11000201 «Frais de gestion et publicité des marchés », nature 622 du budget 2018.

Article 4 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 (110002) « Mesures transversales », Action 11000201« Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2018 pour couvrir les dépenses de publicité relatives aux marchés publics.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE RECAPITULATIVE DES DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE

ANNEXE RECAPITULATIVE

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT
DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

Année	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse TOTALE ou PARTIELLE accordée sur solde OR
2013	13059717	391,21 €	256,00 €
2015 / 2016	16052710	608,56 €	208,56 €
2016 / 2017	17000708	300,04 €	300,04 €
2012 / 2013	13034498	652,02 €	432,00 €
2016 / 2018	17019819 / 17020283	1 151,89 €	1 151,89 €
2015 / 2016	16069503	172,92 €	172,92 €
2016 / 2018	17000254	195,61 €	195,61 €
2015 / 2017	17012780	1 437,15 €	1 437,15 €
2016	16090135	387,39 €	291,52 €
2016 / 2017	17012780	478,15 €	478,15 €
2015 / 2017	16102726	1 640,66 €	1 640,66 €
2014 / 2016	17000268	152,14 €	152,14 €
2015	16015362	388,15 €	388,15 €
2016	16116856	1 162,45 €	1 142,45 €
2015 / 2017	16061383	304,28 €	304,28 €
2016 / 2017	16102755	861,60 €	521,28 €
2016 / 2017	16098939	1 346,23 €	1 166,23 €
2013 / 2015	15046818	1 549,29 €	1 549,29 €
2014 / 2015	17020718	259,16 €	259,16 €
2016 / 2018	17014477	979,15 €	960,00 €
2016 / 2018	16061396	1 676,09 €	1 562,29 €
2016 / 2017	17000738	937,72 €	584,03 €
2015 / 2017	16061405	3 462,74 €	3 462,74 €
	TOTAL	***20 494,60 €***	***18 616,54 €***

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/01/2018

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-239 du 04 décembre 2017

portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération du CR 42-14 du 19 juin 2014 relative aux instances statutaires et élections professionnelles au comité technique du 4 décembre 2014 ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 5 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;

SUR la proposition du directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

- **Représentants de la collectivité**

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. Othman NASROU, conseiller régional
- M. Pierre DENIZIOT, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle « ressources humaines »
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint chargé du pôle « achats, performance, marchés et juridique »
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint chargé du pôle «patrimoine et moyens généraux»
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint chargé du pôle « lycées »
- Mme Catherine ODIN, responsable de la mission « administration, pilotage et projets transverses » du pôle « développement économique, emploi et formation »
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle « ressources humaines »
- M. Laurent VILMIN, directeur de l'audit externe et du contrôle de gestion du pôle « finances »
- Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines »
- M. Guillaume AUBIN, responsable de la mission « Administration, pilotage et projets transverses » du pôle « ressources humaines »

Suppléants :

- M. Gilles BATTAIL, conseiller régional
- M. Jérémy REDLER, conseiller régional
- Mme Béatrice LECOUTURIER, conseillère régionale
- Mme Déborah PAWLIK, conseillère régionale
- Mme Christel ROYER, conseillère régionale
- Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines »
- Mme Alexa GUENA-ANDERSSON, directrice de la comptabilité du pôle «finances»
- Mme Marjorie KOUBI, directrice de l'administration et de la gestion des établissements du pôle « lycées »
- Mme Guylène ROTTIER, directrice du soutien des sites du pôle «patrimoine et moyens généraux»
- M. Angelo ZAGALOLO, directeur du logement et du renouvellement urbain du pôle « logement et transports »
- Mme Claire FOUCQUIER, Directrice de l'administration du personnel

- Mme Gwenaelle NUN, directrice-adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines »
- Mme Laurie PRAT, directrice-adjointe de l'audit-contrôle externe – systèmes d'information et Chef du service contrôle de gestion des systèmes d'information du pôle « finances »
- M. Jacques ROGEL, adjoint au directeur général adjoint du pôle « développement économique, emploi et formation »
- Mme Emmanuelle PASTUREAU, responsable de la mission « administration, pilotage et projets transverses » du pôle « achats, performance, marchés, juridique »

- **Représentants du personnel**

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- M. Alex DELUGE
- M. Elie ZARKA
- Mme Lydiane LAPORTE
- M. Frédéric SCHNEIDER
- M. Eddy TENDAVARAYEN

Suppléants :
- Mme Nathalie LALYRE
- Mme Adele PEMBOURA
- M. Patrice CAUNET
- M. Olivier FRANCOIS
- Mme Stéphanie HOFFMANN

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- M. Jacqui GUEHENNEUX
- M. Julien FEUILLE
- M. Michel BAKHTI

Suppléants :

- Mme Myriam KESSOUS
- M. Charles AFFATICATI
- M. Jérémy KUSZ

. Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale / syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (FA-FPT / SYNPER IDF)

Titulaires :

- M. Vincent CALLIES
- Mme Marie-Josèphe NESTOR

Suppléants :

- M. Xavier PEYRONNET
- Mme Véronique BERTHIER

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- M. Fabrice DELANGRE
- Mme Marie-Danielle PAWLUK

Suppléantes :

- Mme Anne LE RHUN-HABIB
- Mme Cécile TRACLET

. Fédération des syndicats solidaires, unitaires, démocratiques (SUD EDUCATION)

Titulaire :

- Mme Elise VERMESSE

Suppléante :

- Mme Fabienne PAIRE

îledeFrance

Conseil régional

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Philippe VESPASIEN

Suppléant :

- M. Cyril RIGAUDIERE

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

- M. Patrick ETENNA

Suppléante :

- M. Brunel LORNE

Article 2 : Mme Marie-Carole CIUNTU est désignée Présidente du comité technique.

Article 3 : L'arrêté n°17-146 du 11 septembre 2017 portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur Général des Services

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/02/2018

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 18-002
du 15 janvier 2018

Relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

ARTICLE 1

Les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France sont celles décrites dans le règlement intérieur annexé au présent arrêté, dont la modification des articles 3, 5, 8 et 9 a été approuvée lors de la CCES du 7 décembre 2017, sur proposition de la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ELABORATION ET DE SUIVI DU PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

En application de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Région Ile-de-France est compétente en matière d'élaboration, de suivi et de révision du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

L'article R. 541-21 du Code de l'environnement prévoit la constitution d'une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par la Présidente de Région.

Article 1 : Objet du règlement intérieur

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (ci-après « CCES ») du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (ci-après « PRPGD ») de la Région Ile-de-France, tel que défini à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement.

Chapitre 1 – Rôle de la CCES du PRPGD

Article 2 - Rôle de la CCES

La CCES est une instance de consultation dans le cadre de l'élaboration et du suivi du PRPGD de la Région Ile-de-France. Les avis qu'elle rend demeurent strictement consultatifs (article R. 541-22 du Code de l'Environnement).

- **Article 2.1 - Elaboration et révision du PRPGD**

La CCES émet un avis consultatif :

- sur le projet de plan et sur le rapport environnemental prévu par l'article L. 122-6 du Code de l'Environnement, soumis par la Présidente de la Région Ile-de-France (article R. 451-22, I du Code de l'Environnement)
- le cas échéant, sur le projet de plan, soumis par le Préfet d'Ile-de-France (article R. 451-22-IV du Code de l'Environnement)
- sur les éventuelles propositions de révision partielle ou complète du PRPGD proposées par la Présidente de la Région Ile-de-France dans le cadre de l'évaluation (article R. 541-26 du Code de l'Environnement)

Conformément à l'article R. 541-26 du Code de l'Environnement, l'évaluation du plan, établie par le Conseil Régional, au moins tous les six ans, est transmise pour information à la CCES.

- **Article 2.2 - Suivi du bilan annuel du PRPGD**

Dès l'adoption du plan, la CCES se réunit a minima une fois par an, pour l'étude du rapport de suivi annuel relatif à sa mise en œuvre, que la Présidente de la Région Ile-de-France lui présente, conformément à l'article R. 541-24 du Code de l'Environnement.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Le rapport de suivi est établi par les services de la Région Ile-de-France qui peuvent avoir recours à des experts externes.

Chapitre 2 – Composition de la CCES du PRPGD

Article 3 - Composition de la CCES

La composition de la CCES est fixée par arrêté de la Présidente de la Région Ile-de-France, autorité compétente, conformément à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement. Cet arrêté est notifié à chaque membre de la CCES. Toute désignation d'un représentant titulaire donne lieu à la désignation de son suppléant.

La CCES est composée a minima, conformément à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement, de représentants de collectivités territoriales, de leurs groupements compétents en matières de collecte et de traitement de déchets, de l'Etat, des organismes publics concernés, des organisations professionnelles concernées, des éco-organismes et des associations agréées de protection de l'environnement.

La Présidente de la Région Ile-de-France peut modifier, par arrêté, la composition de la CCES, tout au long de l'élaboration et du suivi du plan, notamment pour tenir compte des évolutions imposées par la réglementation et des éventuels remplacements définitifs de représentants.

Tout représentant titulaire d'un organisme membre de la CCES, empêché d'assister à une réunion, est remplacé par son suppléant.

Article 4 - Modalités de remplacement définitif des membres de la CCES

Lorsqu'un représentant démissionne, décède ou perd la qualité en raison de laquelle il avait été nommé pour tout autre motif (par exemple fin du mandat électif ou des fonctions), la structure membre prévient le service de la Région en charge du secrétariat de la CCES et propose un remplaçant.

Un membre de la CCES peut également à tout moment demander à ne plus faire partie de la CCES en prévenant par mail ou par courrier le service de la Région en charge du secrétariat de la CCES.

La Présidente de la Région Ile-de-France prend dans les deux cas un arrêté modifiant la composition de la CCES.

Chapitre 3 – Fonctionnement de la CCES

Article 5 - Le Président de la CCES et son rôle

La Commission est présidée par la Présidente de la Région Ile-de-France, son représentant ou par un conseiller régional.

La Présidente appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour et décide la priorité des questions abordées. Elle peut décider librement leur renvoi à une séance ultérieure et proposer l'ajout de points urgents.

La Présidente dirige les débats et accorde la parole. Elle intervient à tout moment et peut donner la parole à un expert pour présenter un dossier ou participer au débat.

Elle décide s'il y a lieu de soumettre une question ou un sujet au vote.

Article 6 – Secrétariat de la CCES et son rôle

Le secrétariat de la CCES est assuré par le service de la Région Ile-de-France en charge de l'élaboration et du suivi du PRPGD.

Il est chargé de préparer les séances de la CCES, de rédiger et d'envoyer les comptes rendus de réunions.

Une adresse électronique dédiée (plansdechets@iledefrance.fr) permet l'échange avec le service en question.

Article 7 – Convocation des membres de la CCES

La CCES se réunit dans les locaux de la Région Ile-de-France, ou, le cas échéant, dans un autre lieu, précisé dans la convocation.

La Présidente convoque la CCES chaque fois qu'elle le juge utile, ou que la règlementation l'impose, et établit l'ordre du jour.

Les convocations émanant de la Présidente, ou de son représentant, et l'ordre du jour, sont envoyés aux membres de la CCES par tous moyens, y compris par courrier électronique, au moins sept (7) jours calendaires avant la date de tenue de la CCES.

Les documents jugés utiles à la réunion sont transmis aux membres de la CCES (par messagerie électronique, ou via une plateforme en ligne). D'autres documents (compte-rendu de groupes de travail...) peuvent être mis à disposition des membres (par messagerie électronique ou via une plateforme en ligne).

Article 8 – Accès aux séances

Les réunions de la CCES ne sont pas publiques.

Seuls y assistent :

- les membres de la CCES, représentés par leur titulaire ou leur suppléant ;
- les agents de la Région Ile-de-France et les éventuels prestataires extérieurs associés aux travaux de la CCES ;
- toute autre personne physique ou morale susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière invitée à participer aux débats par la Présidente de la CCES ou son représentant.

Article 9 - Restitution des travaux de la CCES

Le secrétariat de la CCES assure l'établissement d'un compte-rendu de chacune des réunions. Ce compte-rendu synthétique indique notamment le nom et la qualité des personnes présentes, excusées, absentes et, le cas échéant, les suppléants présents, les questions traitées, les avis recueillis et les décisions prises par la CCES.

Il est adressé à tous les membres de la commission. Ces derniers peuvent faire remonter leurs remarques et commentaires au service en charge du secrétariat de la CCES jusqu'à 15 jours ouvrés après cet envoi.

La retranscription des débats est mise à disposition des membres de la CCES.

Article 10 – Recueil de l'avis et vote de la CCES

Le recueil de l'avis de la CCES consiste en ce que chaque membre présent puisse s'exprimer et donner son avis.

Les votes se déroulent à main levée, ou par voie électronique si la salle le permet, à la majorité simple des membres présents.

Chapitre 4 - Application et modification du règlement intérieur

Article 11 - Application du règlement intérieur

Le présent règlement est adopté, selon les conditions décrites ci-dessus, lors de la première réunion de la CCES, et est immédiatement applicable.
La Présidente de la CCES est chargée de la bonne application du présent règlement qui est annexé à l'arrêté de composition.

Article 12 - Modification du règlement intérieur

Toute modification à porter au règlement intérieur peut être proposée par la Présidente de la CCES ou par des membres de la CCES, sous forme d'une demande écrite adressée à la Présidente.

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE

Présidente de la Région Ile-de-France



Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/02/2018

Conseil régional

ARRETE N°18-003 du 15 janvier 2018

Modifiant l'arrêté N° 17-67 du 24 avril 2017 portant nomination aux Comités de lecture du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel de la **Région Ile-de-France.**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2017-10 « Aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel – Refonte du Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel»

ARRETE

ARTICLE I :

Est désignée comme **membre titulaire du Comité de lecture « audiovisuel»** du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membre professionnel de l'audiovisuel :

Madame Myriam ELHADAD
Productrice
En remplacement de Monsieur Arnaud Ngatcha

ARTICLE IV :

Est désignée comme **membre suppléant du Comité de lecture « audiovisuel »** du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membre professionnel de l'audiovisuel :

Madame Léa FAZER
Réalisatrice
En remplacement de Madame Myriam Elhadad

ARTICLE V :
Ces désignations prennent effet à compter du 15 janvier 2018.

ARTICLE VI :
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/02/2018

Conseil régional

ARRETE N°18-09

portant délégations de signature du pôle Cohésion territoriale

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Mme Marion ZALAY, Directrice générale adjointe en charge du pôle Cohésion territoriale à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Mission Pilotage, administration et projet transverses

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marion ZALAY, délégation est donnée à Mme Orianne PERRIER, Responsable de la Mission pilotage, administration et projets transverses à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la mission.

Direction Aménagement

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marion ZALAY, délégation est donnée à Mme Sophie HUON, Directrice par intérim de l'Aménagement, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie HUON, délégation est donnée à M. Jean-Michel GRANDCHAMP, Chef du service « Urbanisme et planification » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Action territoriale

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marion ZALAY, délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à Mme Caroline BONAN-RICHARD, Directrice de l'Action territoriale, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Caroline BONAN-RICHARD, délégation est donnée à :

- Mme Aurélia JAKOB, Cheffe du service « Ile de France Sud » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- M. Thibault DE LALEU, Chef du service « Ile de France Nord » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- M. Jean-Frédéric LAFFARGUE, Chef du service « Programmation et coordination de l'action territoriale » à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Agriculture, ruralité et forêt

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marion ZALAY, délégation est donnée à M. Emmanuel JAYET, Directeur de l'Agriculture, de la ruralité et de la forêt, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel JAYET, délégation est donnée à :

- Mme Aline MUZARD, Cheffe du service « Agriculture », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- M. Sylvain VIRIOT, Chef du service « Ruralité et parcs naturels régionaux », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- M. Guillaume DEROMBISE, Chef du service « Forêt, énergie et matériaux bio-sourcés », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction Environnement

Article 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marion ZALAY, délégation est donnée à M. Dominique GAMON, Directeur de l'Environnement, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique GAMON, délégation est donnée à :

- Mme Magalie GORCE, Cheffe du service « Nature et biodiversité », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service ;
- Mme Anne-Sophie de KERANGAL, Cheffe du service « Economie circulaire et déchets », à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-63 du 18 avril 2017.

Article 12 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 18 janvier 2018

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/01/2018

ile de France

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 18-014
du 19 janvier 2018

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les Statuts de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France (IAU Île-de-France).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors du Conseil d'administration de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France (IAU Île-de-France) le 23 janvier 2018 :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**, *Vice-président du Conseil régional d'Île-de-France.*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/01/2018

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 18-015
du 23 janvier 2018

portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Déclaration dé l'Alliance pour la Cohésion du Comité des Régions (# CohésionAlliance).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature de la Déclaration de l'Alliance pour la Cohésion du Comité des Régions le 25 janvier 2018:

- **Madame Stéphanie VON EUW,** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France.*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 15/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 15/02/2018

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 18-016
du 25 Janvier 2018

portant désignation du Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Île-de-France (ARB).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CR 2017-190 du 23 novembre 2017 portant création de l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Île-de-France (Convention ARB).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France en tant que Président de l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Île-de-France (ARB) :

- **Monsieur Bruno MILLIENNE**, *Conseiller régional d'Île-de-France.*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/01/2018

ile de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 18-019
du 29 Janvier 2018

portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'administration de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Décret n°2017-1764 du 27 décembre 2017 relatif à l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés pour représenter le Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'administration de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO) :

En qualité de titulaire :

- **Madame Valérie PÉCRESSE,** *Présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

En qualité de suppléant :

- **Monsieur Vincent ROGER**, *Conseiller régional délégué spécial aux Jeux Olympiques.*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/01/2018

île de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 18-020
du 29 Janvier 2018

portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les Statuts de l'association PARIS 2024 – Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés pour représenter le Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO):

- **Madame Valérie PÉCRESSE,** *Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,*
- **Monsieur Vincent ROGER**, *Conseiller régional délégué spécial aux Jeux Olympiques,*
- **Monsieur Arnaud RICHARD,** *Conseiller régional délégué spécial à l'économie sociale et solidaire.*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 08/02/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 08/02/2018

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°18-21 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU les articles L 4231-3 et L 4134-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU l'avis du comité technique du 8 novembre 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 28 novembre 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 23 janvier 2018 ;

ARRETE

Article 1er :

Le point 4 de l'article 3 de l'arrêté n° 16-326, est remplacé comme suit :

La Direction de la comptabilité assure :

- Le contrôle de l'exécution budgétaire : visa financier des mandats, émission des titres de recettes et suivi de leur recouvrement ;
- La préparation du compte administratif ;
- La gestion budgétaire du patrimoine régional ;
- La gestion des opérations d'ordre budgétaire et de fin d'exercice (rattachement, amortissement,...).

Elle comprend cinq services :

- Service Dépenses d'achats - enseignement
- Service Dépenses d'achats – Territoires, économique, société et supports
- Service Dépenses d'intervention – Société, transport et éducation

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- Service Dépenses d'intervention – Territoires, économie et Recherche
- Service Actions transversales

Article 2 :

I. Le deuxième paragraphe du point I. de l'article 4 de l'arrêté n° 16-326, est remplacé comme suit :

Il est composé de cinq directions.

II. Le point II. de l'article 4 de l'arrêté n° 16-326, est remplacé comme suit :

La **direction de la transformation** vise à soutenir, organiser, et diffuser les grands projets RH de la collectivité. Cette direction donne à l'ensemble du pôle RH un appui à la réalisation des projets, assurer un accompagnement au changement et créer une dynamique au sein des services de la Région pour faire émerger des idées innovantes et passer des projets à l'action puis aux impacts. Elle agrège les missions directement liées à la conduite des projets stratégiques, les fonctions transverses du pôle, et les missions d'animation et de communication interne.

Elle est composée de deux missions et d'une cellule

- La **mission « communication interne »** vise à transmettre aux agents l'ensemble des informations nécessaires, qu'elles concernent les ressources humaines, les différentes directions ou l'institution régionale. Elle participe, par la mise en valeur des métiers et des actions de la collectivité, à la cohésion interne, que ce soit au siège ou dans les lycées. Elle anime les différents réseaux internes et favorise l'échange entre les agents. Elle organise des évènements et des manifestations de la Région pour son personnel.

- La **mission « administration, pilotage et projets transverses » (MAPPT)** assiste les directions du pôle et le DGA pour le pilotage stratégique. A ce titre, elle assure la relation avec les autres pôles et veille à la cohérence des actions des quatre directions. La mission de pilotage transversale assure notamment les fonctions suivantes : coordination générale, systèmes d'information, contrôle de gestion, comptabilité et budget.

- La **cellule de « conduite des projets stratégiques »** vient soutenir les projets structurants menés qui sous-tendent des évolutions RH (nouveaux métiers, projets pilotes etc..). Ses ressources offrent aussi une action de conseil interne, dont l'objectif est de proposer une offre de services pour répondre concrètement aux besoins d'accompagnement méthodologique, stratégique et organisationnel exprimés par les autres pôles, sur des phases spécifiques de leurs projets.

Article 3 :

Le deuxième paragraphe du point IV. de l'article 6 de l'arrêté n° 16-326, est remplacé comme suit :

Elle se compose d'une cellule et de cinq services :

- La cellule « CAO contrôle de légalité »
- Le service « conseils et études marchés »
- Le service « passation des marchés de prestations intellectuelles »
- Le service « passation de marchés de fournitures et de services »
- Le service « passation des marchés de travaux »

Article 4 :

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 8 février.

Article 5 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 31 janvier 2018

David BONNEAU
Directeur général des services